DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# CONVENTION PLURIANNUELLE DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN D'AMIENS MÉTROPOLE COFINANCÉ PAR L'ANRU DANS LE CADRE DU NPNRU

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Il est convenu entre :

L'Agence nationale pour la rénovation urbaine, désignée ci-après « l'Agence » ou « l'ANRU », représentée par son Directeur général, ou par délégation, par son Délégué territorial dans le département,

L'État, représenté par la Préfète de département et responsable de la mise en œuvre du renouvellement urbain dans le département,

La communauté d'agglomération Amiens Métropole représentée par son Président, ci-après désignée « le porteur de projet[1] »,

La commune d'Amiens représentée par son Maire,

Les maîtres d'ouvrage des opérations programmées dans la présente convention

- l'OPH d'Amiens Métropole - Syndicat mixte de l'habitat en Somme (ex OPH d'Amiens Métropole),
- la Société Immobilière Picarde,
- Clésence (groupe Action Logement),
- La coopérative Toit Aussi,
- l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires,
- le Conseil départemental de la Somme représenté par son Président,
- Action Logement Services, représentée par sa Directrice du Renouvellement Urbain, dûment habilitée aux fins des présentes,
- Foncière Logement représentée par son Président.

…

Ci-après désignés les « Parties prenantes »

---

La Caisse des Dépôts et consignations,

L'Agence nationale de l'habitat (Anah), représentée par son Délégué territorial,

La Région Hauts-de-France, représentée par son Président,

…

Ci-après désignés les « Partenaires associés »

Ce qui suit :

1 *Exceptionnellement, le projet de renouvellement urbain peut être porté par la commune (départements d'Outre-Mer, communes non inscrites dans un EPCI, communes ayant la compétence politique de la ville)*

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

# SOMMAIRE

*PRÉAMBULE* 5

*LES DÉFINITIONS* 6

*TITRE I - LES QUARTIERS* 7

*TITRE II - LE PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN* 8

Article 1. Les éléments de contexte

Article 1.1 Une ambition forte pour le territoire 8

Article 1.2 Présentation de l'agglomération 10

Article 1.3 Caractéristiques en matière d'Habitat 11

Article 1.4 Caractéristiques des quartiers prioritaires d'Amiens Métropole 13

Article 2. Les objectifs poursuivis par le projet de renouvellement urbain

Article 2.1 Les orientations stratégiques du projet en cohérence avec le contrat de ville 15

Article 2.2 Les objectifs du projet de renouvellement urbain 17

Article 2.3 Orientations stratégiques du projet d'innovation 18

Article 3. Les facteurs clés de réussite et les objectifs d'excellence du projet

Article 3.1 Les engagements spécifiques conditionnant la réussite du projet de renouvellement urbain 18

Article 3.2 Les objectifs d'excellence du projet de renouvellement urbain 20

Article 4. La description du projet urbain

Article 4.1 La synthèse du programme urbain (éléments clés) 21

Article 4.2 La description de la composition urbaine 24

Article 4.3 La description de la reconstitution de l'offre en logements locatifs sociaux 29

Article 5. La stratégie de diversification résidentielle et les apports du groupe Action Logement en faveur de la mixité

Article 5.1 La mise en œuvre de la stratégie de diversification résidentielle 30

Article 5.2 La mobilisation des contreparties pour le Groupe Action Logement : des apports en faveur de la mixité 31

Article 6. La stratégie de relogement et d'attributions 32

Article 7. La gouvernance et la conduite de projet

Article 7.1 La gouvernance 35

Article 7.2 La conduite de projet 36

Article 7.3 La participation des habitants et la mise en place des maisons du projet 37

Article 7.5 Le dispositif local d'évaluation 41

Article 8. L'accompagnement du changement

Article 8.1 Le projet de gestion 42

Article 8.2 Les mesures d'insertion par l'activité économique des habitants 44

Article 8.3 La valorisation de la mémoire du quartier 50

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

*TITRE III - LES CONCOURS FINANCIERS DU NPNRU AUX OPÉRATIONS PROGRAMMÉES DANS LA PRÉSENTE CONVENTION 52*

Article 9. Les opérations programmées dans la présente convention et leur calendrier opérationnel

Article 9.1 Les opérations cofinancées par l'ANRU dans le cadre de la convention pluriannuelle 52

Article 9.2 Les opérations du programme non financées par l'ANRU 65

Article 9.3. Les opérations financées par le PIA au titre de l'axe 1 de l'action VDS et/ou du volet « quartiers » de l'action TI 66

Article 10. Le plan de financement des opérations programmées

Article 11. Les modalités d'attribution et de versement des financements

Article 11.1 Les modalités d'attribution et de versement des subventions de l'ANRU 68

Article 11.2 Les modalités d'attribution et de versement des prêts par Action Logement Services 68

Article 11.3 Les modalités d'attribution et de versement des aides de l'Anah 68

Article 11.4 Les modalités d'attribution et de versement des aides de la Caisse des Dépôts 68

Article 11.5 Les modalités d'attribution et de versement des aides d'autres Partenaires associés 69

*TITRE IV - LES ÉVOLUTIONS ET LE SUIVI DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN 70*

Article 12. Les modalités de suivi du projet prévues par l'ANRU

Article 12.1 Le reporting annuel 70

Article 12.2 Les revues de projet 70

Article 12.3 Les points d'étape 70

Article 12.4 Les informations relatives à l'observatoire national de la politique de la ville et à la LOLF 71

Article 12.5 L'enquête relative à la réalisation du projet 71

Article 13. Les modifications du projet

Article 13.1 Avenant à la convention pluriannuelle 72

Article 13.2 Les décisions prenant en compte les modifications techniques et les évolutions mineures de la convention 72

Article 13.3 Traçabilité et consolidation des modifications apportées 72

Article 14. Les conditions juridiques d'application de la convention pluriannuelle

Article 14.1 Le respect des règlements de l'ANRU 72

Article 14.2 Les conséquences du non-respect des engagements 73

Article 14.3 Le contrôle et les audits 73

Article 14.4 La clause relative aux évolutions de la situation juridique des maîtres d'ouvrage 73

Article 14.5 Le calendrier prévisionnel et la durée de la convention 73

Article 14.6 Le traitement des litiges 74

*TITRE V - LES DISPOSITIONS DIVERSES 75*

Article 15. La mobilisation du porteur de projet et des maîtres d'ouvrage dans le cadre d'actions initiées par l'ANRU 75

Article 16. Les archives et la documentation relative au projet

Article 17. La communication et la signalétique des chantiers

Article 17.1 Communication 75

Article 17.2 Signalétique 76

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

**Vu le règlement général de l'ANRU (RGA) relatif au NPNRU**
**Vu le règlement financier (RF) de l'ANRU relatif au NPNRU**

# PRÉAMBULE

Les pièces constitutives de la convention pluriannuelle sont les suivantes :

- La présente convention ;
- Les annexes, répertoriées comme suit :
  - A – Présentation du projet ;
  - B – Contreparties en faveur du groupe Action Logement ;
  - C – Synthèse de la programmation opérationnelle et financière ;
  - D - Convention spécifique ou charte concourant à la réussite du projet.

L'absence d'annexe(s) répertoriée(s) en A et D ne fait pas obstacle à la bonne exécution de la présente convention.

La présente convention pluriannuelle s'appuie sur le dossier, élaboré à la suite du protocole de préfiguration d'Amiens Métropole cofinancé par l'ANRU, conformément au dossier type prévu à l'annexe II du RGA relatif au NPNRU, examiné :

- par le comité d'engagement de l'ANRU du mercredi 13 mars 2019.

La présente convention pluriannuelle, sur lesquelles s'engagent les Parties prenantes, en reprend les principales caractéristiques.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# LES DÉFINITIONS

- **Le « porteur de projet »** est le responsable de la stratégie d'intervention globale à l'échelle du contrat de ville et de sa déclinaison dans chaque projet de renouvellement urbain.

- **Le « projet de renouvellement urbain », ou « projet »,** représente, à l'échelle de la convention pluriannuelle, l'ensemble des actions qui concourent à la transformation en profondeur du quartier, à son inscription dans les objectifs de développement durable de l'agglomération, et à l'accompagnement du changement.

- **Le « programme », ou « programme urbain »,** est constitué de l'ensemble des opérations de la convention pluriannuelle approuvées par le comité d'engagement, le conseil d'administration ou le directeur général de l'ANRU, ou par délégation par le délégué territorial de l'ANRU, qu'elles soient financées ou non par l'ANRU.

- **L' « opération »**, action physique ou prestation intellectuelle, est identifiée au sein du programme par un maître d'ouvrage unique, une nature donnée, un objet précis, et un calendrier réaliste de réalisation qui précise le lancement opérationnel, la durée, et son éventuel phasage.

- **Le « maître d'ouvrage »** est un bénéficiaire des concours financiers de l'ANRU.

- Dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), **les « concours financiers » de l'ANRU**, programmés au sein d'une convention pluriannuelle de renouvellement urbain, sont octroyés sous la forme de subventions attribuées et distribuées par l'ANRU et de prêts bonifiés autorisés par l'ANRU et distribués par Action Logement Services conformément aux modalités prévues dans le règlement général de l'ANRU relatif au NPNRU et dans la convention tripartite État - ANRU - Action Logement portant sur le NPNRU.

- Le « **projet d'innovation** » (lauréat de l'AMI VDS du 16 avril 2015 ou au titre du volet « Innover dans les quartiers » de l'AMI ANRU+ du 14 mars 2017) désigne la composante innovation du projet de renouvellement urbain faisant l'objet de financements du PIA au titre de l'axe 1 de l'action Vile Durable et Solidaire (VDS) et/ou du volet « quartiers » de l'action « Territoires d'Innovation » (TI). Le projet d'innovation comporte deux phases successives : la phase de maturation et la phase de mise en œuvre.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# TITRE I - LES QUARTIERS

La présente convention porte sur les quartiers suivants :

- Les quartiers d'intérêt national, identifiés dans l'arrêté du 29 avril 2015 relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le nouveau programme national de renouvellement urbain :

  - Quartier prioritaire d'Amiens nord, code QP080003, commune d'Amiens, département de la Somme (80) ;
  - Quartier prioritaire d'Etouvie, code QP080001, commune d'Amiens, département de la Somme (80).

- Le quartier d'intérêt régional :
  - Quartier prioritaire Pierre-Rollin, code QP080002, commune d'Amiens, département de la Somme (80).

Un plan de situation de l'ensemble des quartiers d'intérêts national et régional de l'agglomération est présenté en annexe A.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# TITRE II - LE PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN

## Article 1. Les éléments de contexte

### Article 1.1 Une ambition forte pour le territoire

Afin d'assurer une cohérence et une synergie entre les différentes politiques sectorielles, Amiens Métropole a formalisé une vision intégrée de l'agglomération au travers de l'élaboration de son projet de territoire.

**Cette démarche s'est développée en prenant appui sur trois éléments majeurs :**

- ✓ La création de la communauté d'agglomération en 2000 et la création du Pays du Grand Amiénois, ont amené la collectivité à redéfinir les enjeux et le cadre de son développement et de son aménagement,
- ✓ La nécessité de conduire une démarche de développement durable du territoire et de s'engager en matière de gestion économe de l'espace, de déplacements, d'écologie urbaine, d'économie locale,
- ✓ La nécessité de résoudre la contradiction entre une hyper-attractivité de l'emploi sur l'agglomération et une sous-attractivité résidentielle.

Si ce projet s'ancre dans le potentiel de son territoire et dans les attentes de ses habitants, il s'alimente et interagit directement avec les différentes visions stratégiques et politiques qui se déclinent sous diverses formes : PDU, PLH, SCOT, SRADDT, Pacte pour l'emploi et l'innovation, Pacte pour le bien vivre…

De fait, le projet de territoire vise à fixer le cadre nécessaire à la mise en cohérence des politiques locales en s'inscrivant dans une approche globale, dynamique et itérative, dans l'objectif de ne pas figer les ambitions de l'agglomération, mais bien de constituer une base permettant à la collectivité de s'inscrire dans une dynamique prospective permanente. Si le rapport aux choses, au temps, à l'espace évolue rapidement, le projet de territoire permet aux élus de confronter en permanence l'avenir de la Métropole au regard des attentes citoyennes et de leurs priorités politiques.

**Une vision ancrée dans le territoire et ses habitants**

Amiens Métropole dispose d'atouts indéniables pour jouer pleinement son rôle de métropole attractive, et faire en sorte que le potentiel d'innovation urbaine latent soit optimisé et devienne un élément porteur de renouveau pour l'ensemble de l'agglomération et des quartiers.

Le réseau de parcs urbains, le fleuve, la proximité de la campagne, les espaces naturels remarquables sont l'essence même de l'agglomération, lieu de qualité de vie exceptionnelle, accessible à tous. Cette singularité de ville verte et ce dialogue quotidien à la nature constituent un vecteur certain d'attractivité et de rayonnement autant que les grandes fonctions métropolitaines déjà présentes : l'emploi, l'enseignement, les services, les équipements…

Cette caractéristique de « ville à la campagne » est un atout pour la recherche d'une qualité de vie. Tous les éléments sont réunis sur l'agglomération pour répondre à cette recherche constante, exprimée par les

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

usagers : qualité des espaces publics, proximité des services et des équipements, intégration de la nature dans les modes de vie, diversité des secteurs d'emplois et de formation.

Si dans le cadre des ambitions de la Métropole il est primordial de miser sur ces atouts, il n'en demeure pas moins nécessaire d'être attentif à certaines problématiques observées sur le territoire. En effet, le développement actuel de l'agglomération pose la question d'un nouvel équilibre des territoires émergents et de la gestion sociale de leur peuplement. Les périphéries connaissent un accroissement et une variation de leur population, alors que le centre urbain fait l'objet de mutations lourdes en termes d'attractivité et d'accessibilité. On observe également une dispersion de la structure urbaine : un centre-ville riche en offre de services, des faubourgs similaires dans leurs formes mais parfois très contrastés dans leur peuplement, une couronne périphérique disparate et morcelée, un espace rural peu dense qui échappe aux logiques de transports en commun.

Globalement le constat est celui d'un développement polarisé autour de seulement quelques zones, entraînant des déséquilibres géographiques et sociaux, phénomènes qui risquent à terme d'isoler encore plus les secteurs et les populations les plus fragiles. Les stratégies croisées entre le projet de territoire et le contrat de ville ont pour principe de corriger les phénomènes d'enclavement de certaines populations, en réinsérant les quartiers prioritaires dans une logique de développement intégré et réciproque.

La place tenue par les quartiers les plus fragiles au sein du projet de territoire est donc primordiale. L'approche croisée entre le projet de territoire et le contrat de ville insiste sur la nécessité de ne pas traiter l'acte de « rénovation urbaine » de façon isolée, mais bien d'intégrer une échelle plus vaste destinée à réinscrire les quartiers de la politique de la ville dans une véritable dynamique territoriale. Il s'agit de porter un regard neuf sur les problématiques de rénovation urbaine en s'appuyant sur des situations, certes contrastées, mais porteuses de réciprocité et de cohérence territoriales : interface vallée / plateau, relations des quartiers de grands ensembles aux villages adjacents. Une vision territoriale intégrée destinée à dépasser les logiques sectorielles et à renforcer les fonctions métropolitaines.

**Le projet métropolitain a identifié 3 grands défis à relever qui recoupent directement les axes stratégiques du contrat de ville** :
**Concernant l'attractivité,** le projet de territoire revendique la nécessité de lier le développement économique avec la qualité résidentielle pour donner envie de venir habiter et travailler dans une agglomération qui joue sur sa singularité et son positionnement par rapport à Paris et Lille sans jamais vouloir les imiter. Un atout réside également dans le potentiel de richesse qu'offre le territoire, dans ses dimensions de recherche, d'innovation liée à l'enseignement supérieur. L'agglomération dispose d'une véritable capacité de développement autour de la démarche technopolitaine (Economie numérique, immobilier durable, économie de la santé) et le rôle des acteurs économiques dans le projet urbain est primordial dans la façon dont l'implantation des projets dans le tissu pourra contribuer à une image de Métropole. C'est donc en misant sur le potentiel d'innovation urbaine (grands projets, nouvelles fonctions…) inhérent au territoire qu'Amiens joue pleinement son rôle de ville forte et de capitale régionale.

**Concernant le renouvellement urbain,** le projet de territoire interroge la capacité des politiques publiques à s'adapter aux évolutions des modes de vie. Les quartiers sont des références identitaires fortes pour leurs habitants, mais parfois des lieux de repli social. Etre au plus proche du quotidien des habitants c'est agir sur les représentations, sur les usages et les attentes des usagers. Aucun quartier ne doit rester en retrait car l'enjeu du projet de territoire est de concevoir la métropole comme un ensemble, un système de vie cohérent, permettant l'imbrication de tissus urbains et ruraux différents et de pratiques sociales complémentaires. Le contrat de ville est l'occasion de travailler sur la proximité dans le temps et dans l'espace : proximité des services et des équipements, possibilité pour les habitants de se former, de trouver un emploi, de choisir leur lieu d'habitation, leur mode de déplacement, leurs loisirs.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

**Concernant la cohésion territoriale et la qualité de vie**, la vision métropolitaine défend l'objectif d'un développement intégré. Les actions portent tant sur les conditions du rééquilibrage de son développement que sur le déploiement des projets structurants et créateurs de lien, tels que la Citadelle ou renouer le lien au fleuve. Solidaire à l'intérieur, la métropole doit développer ses coopérations territoriales pour conforter son rayonnement et son positionnement dans la compétition entre les grandes agglomérations, tout en préservant et revendiquant son statut de territoire à taille humaine.

**Le socle stratégique du projet de territoire se fonde sur quatre grandes ambitions :**

**La première, valoriser la métropole paysage,** s'intéresse à l'évolution et la valorisation du capital naturel de l'agglomération. C'est le contact direct de la campagne à la ville, la diversité des espaces naturels, la présence des jardins dans la ville et un ensemble exceptionnel de parcs urbains, sans oublier la présence de l'eau diffuse et omniprésente. L'ambition est d'affirmer la métropole nature, de permettre à l'ensemble des habitants, urbains et ruraux, de se l'approprier durablement, d'inscrire les ressources naturelles et le paysage dans l'économie locale.

**La deuxième, investir sur la métropole désirable,** réinterroge la notion de la diversité des territoires de l'agglomération. En effet, le cloisonnement ville-campagne n'est aujourd'hui plus en phase avec la réalité du quotidien des habitants ; les lieux de vie sont répartis sur l'ensemble de l'agglomération. Il s'agit bien de s'inscrire en rupture avec l'opposition centre/périphérie, en considérant que la ville centre, Amiens, ses quartiers, les communes agglomérées et les villages constituent un ensemble métropolitain cohérent et solidaire.

**La troisième ambition, créer une métropole rassemblée,** invoque tant des enjeux internes qu'externes. Créer une métropole rassemblée, c'est poser les conditions d'un développement intégré et durable de l'agglomération, c'est développer des projets structurants et créateurs de lien et d'emploi par la recherche d'innovation et de créativité.

**Enfin, la quatrième ambition, inventer la métropole des proximités,** insiste sur la nécessité d'être au plus proche du quotidien des habitants. Le territoire doit se développer en tenant compte des préoccupations de tous les jours et plus largement des transformations des modes de vie. Cette dernière approche pose clairement l'enjeu d'une adaptation des politiques publiques pour inventer de nouvelles réponses aux besoins exprimés par les usagers du territoire.

## Article 1.2 Présentation de l'agglomération

Créée en 2000, la communauté d'agglomération Amiens Métropole s'étend, depuis le 1er janvier 2018, sur un territoire composé de 39 communes et 179 958 habitants. Cœur du Grand Amiénois, la communauté d'Agglomération renforce sa caractéristique de territoire pluriel et souhaite se positionner comme un pôle urbain à rayonnement national.

**Un positionnement géographique stratégique**

Sa position, au croisement du Bassin Parisien et de l'aire urbaine de Lille, des autoroutes A16 et A29, et au cœur du triangle européen Paris-Bruxelles-Londres, est un des atouts majeurs de l'agglomération. Le projet de barreau TGV Creil-Roissy permettra prochainement d'accroître encore son positionnement en rapprochant Amiens de la capitale. La richesse de son réseau hydrographique est un atout exploité depuis toujours, qui a contribué à dessiner l'identité paysagère, urbaine et économique de la Ville et met aujourd'hui l'agglomération à portée de la Baie de Somme et de la façade maritime.

**Une métropole au service d'un grand territoire rural**

Amiens Métropole présente une géographie sociale typique de la ville-territoire.

Au cœur d'une riche région agricole, la ville-centre d'Amiens regroupe à elle seule 133 755 habitants et 80% du parc de logements, ce qui en fait la seconde ville des Hauts-de-France. Cette population est stable

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

à l'échelle de l'Agglomération. Les périphéries connaissent une certaine attractivité résidentielle mais contenue, aux dépens de la ville-centre.
Amiens s'est développée de part et d'autre de la large vallée de la Somme et autour des confluences avec les rivières de l'Avre et de la Selle. Le territoire amiénois est reconnu pour la richesse de son patrimoine bâti (cathédrale, beffroi,…) et la qualité de son patrimoine vert, qui contribue à une qualité de vie très agréable appréciée par ses habitants.
Première de Picardie en termes d'emplois, l'agglomération réunit aussi de nombreux équipements à rayonnement régional tels que le CHRU, le siège de l'Université de Picardie Jules Verne, des équipements culturels comme le Zénith, le musée de Picardie, la Maison de la Culture, le cirque Jules Verne, Mégacité...
Comme beaucoup de métropoles françaises, Amiens doit faire face à des difficultés économiques qui se traduisent par un taux de chômage (11%) supérieur à la moyenne nationale. La fragilité du tissu économique amiénois a conduit l'agglomération à amorcer une diversification de son économie, au travers d'une stratégie d'innovation visant à développer les fonctions tertiaires supérieures comme la R&D tout en poursuivant le développement des zones dédiées aux activités économiques en partenariat avec la CCI Amiens Picardie, pour faciliter l'accueil des entreprises.

## Article 1.3 Caractéristiques en matière d'Habitat

**Le parc de logement sur Amiens Métropole**

On constate à l'échelle de l'agglomération des disparités importantes en termes de profils de ménages accueillis et de dynamiques démographiques. L'offre habitat reste spécialisée et segmentée entre les quartiers.

Avec près de 22 000 logements, la ville d'Amiens concentre la très grande majorité des logements locatifs sociaux de l'agglomération (91%), et 50% sont situés au sein des quartiers prioritaires.
Ce parc de logements locatifs sociaux est essentiellement collectif (87%). La taille des logements des quartiers prioritaires et du reste du parc d'Amiens sont très proches, avec certaines spécificités selon les quartiers.

*Taille des logements locatifs sociaux au sein des quartiers prioritaires*

| | T1 | T2 | T3 | T4 | T5 et plus |
|---|---|---|---|---|---|
| Quartiers Nord | 7% | 17% | 39% | 28% | 9% |
| Étouvie | 5% | 25% | 36% | 28% | 5% |
| Marcel Paul/Salamandre | 0% | 12% | 32% | 31% | 25% |
| Parcheminiers | 8% | 30% | 33% | 17% | 11% |
| Philéas Lebesgue/Condorcet | 6% | 18% | 39% | 32% | 5% |
| Pierre-Rollin | 6% | 23% | 45% | 22% | 5% |

Au 31 décembre 2016, plus de 80% de la demande de logements locatifs sociaux émanent de ménages de 1, 2 ou 3 personnes. Avec un taux de 2,9%, la tension sur le parc social est modérée et se concentre sur la ville-centre. Le taux de vacance du parc social est de 2,1%.

Près de 1/3 des ménages de la métropole sont logés dans le parc locatif privé, qui reste peu accessible aux plus modestes. La vacance sur ce parc a tendance à augmenter (9%).

Le marché immobilier amiénois, de l'avis des professionnels, est plutôt homogène avec un équilibre entre l'offre et la demande. Le marché de l'ancien représente la majorité des ventes, avec une nette prédominance pour les maisons individuelles.

**Les orientations stratégiques définies dans le Plan Local de l'Habitat (PLH)**

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

La politique de l'habitat est déclinée dans l'axe 1 du SCOT du Grand amiénois « Améliorer les conditions de vie de ses habitants ». Il s'agit d'enrayer le déficit migratoire, par le maintien de la population en place, l'accueil de population nouvelle, notamment jeune, pour maintenir le solde naturel, et en offrant une réelle qualité de vie :

- en produisant 32 000 logements nouveaux d'ici 2030 (soit 2 000 logements/an en moyenne jusque 2022, puis 1 200 logements/an sur la seconde période), prioritairement dans les pôles urbains majeurs,
- en développant de nouvelles formes d'habitat, loin de l'uniformisation mais privilégiant une consommation raisonnée du foncier,
- en s'appuyant sur tous les segments du marché : locatif aidé, accession sociale, secteur libre pour offrir un choix plus large aux habitants dans la construction de leur parcours résidentiel,
- en intensifiant les efforts de requalification du parc ancien, qu'il soit social ou privé.

Le diagnostic du territoire réalisé lors de l'élaboration du Programme Local de l'Habitat, approuvé en décembre 2011, a mis en évidence une stagnation de la population dans la métropole malgré un solde naturel positif et son attractivité.

**Les caractéristiques démographiques, associées à des revenus qui restent faibles et un taux de chômage élevé ont guidé les orientations stratégiques du Programme Local de l'Habitat**

- Un besoin en nouveaux logements, pour répondre à la demande (étudiants, décohabitants, population modeste, séniors) et endiguer la fuite des familles à l'extérieur de l'agglomération, compte tenu du prix trop élevé des logements sur l'agglomération, notamment en accession.
- Un besoin de rééquilibrage géographique des différents segments de logements, compte tenu de la concentration des logements locatifs sociaux sur Amiens, et dans certains quartiers de la ville centre.
- Un parc de logements existants à améliorer car largement composé de logements anciens, au confort médiocre, énergivores et inadaptés à la population vieillissante, que ce soit dans le parc social ou le parc privé.

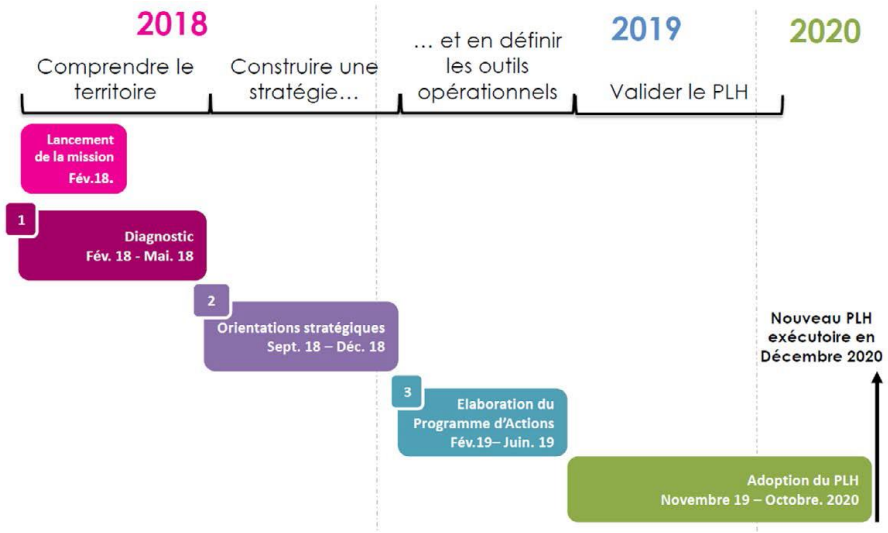
**En terme quantitatif, le PLH de la Métropole d'Amiens a fixé des objectifs de construction ambitieux :**

- 8 400 logements à construire sur 6 ans soit 1 400 logements en moyenne annuelle. Le secteur aidé constituera 50% de l'offre totale (dont 30% pour le locatif aidé et 20% pour l'accession aidée),
- en créant de la mixité sociale et générationnelle,
- en développant l'ambition de proposer des formes urbaines et architecturales nouvelles, voire innovantes,
- en développant des formes d'habitat plus économes en foncier et en énergie.

**L'élaboration du second PLH**

Amiens Métropole a initié l'élaboration du deuxième PLH par délibération de février 2017.
Le calendrier d'élaboration permet d'envisager un arrêt du PLH au cours du premier semestre 2020, pour un PLH exécutoire en janvier 2021. Les nouvelles orientations du PLH doivent permettre de renforcer l'attractivité des quartiers prioritaires.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4




**État d'avancement de la CIA**

Amiens Métropole, par délibération du 15 mars 2018, a adopté son document cadre sur les orientations en matière d'attributions de logements locatifs sociaux, tel qu'il avait été arrêté par la Conférence Intercommunale du Logement du 19 décembre 2017.

Les orientations :

- Mise en œuvre dès à présent des objectifs de mixité sociale de la Loi Égalité et Citoyenneté : 25% des attributions hors QPV aux ménages du 1er quartile (à l'exception des communes de Camon et Pont-de-Metz, pour lesquelles les indicateurs de fragilité sont supérieurs à la moyenne métropolitaine).
- Objectifs de relogement des ménages prioritaires : 25% des attributions réservées aux ménages reconnus prioritaires au titre de l'article L.441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation ; relogement des ménages DALO en priorité sur les contingents préfectoral et Action Logement.
- Objectifs de relogement des ménages relevant des opérations de renouvellement urbain : 40% de relogements hors QPV dont 60% des relogements hors QPV dans le parc neuf ou conventionné depuis moins de 5 ans.

La convention intercommunale d'attribution, comprenant les engagements des acteurs à mettre en œuvre ces orientations, devrait être finalisée et approuvée au cours du second semestre 2020.

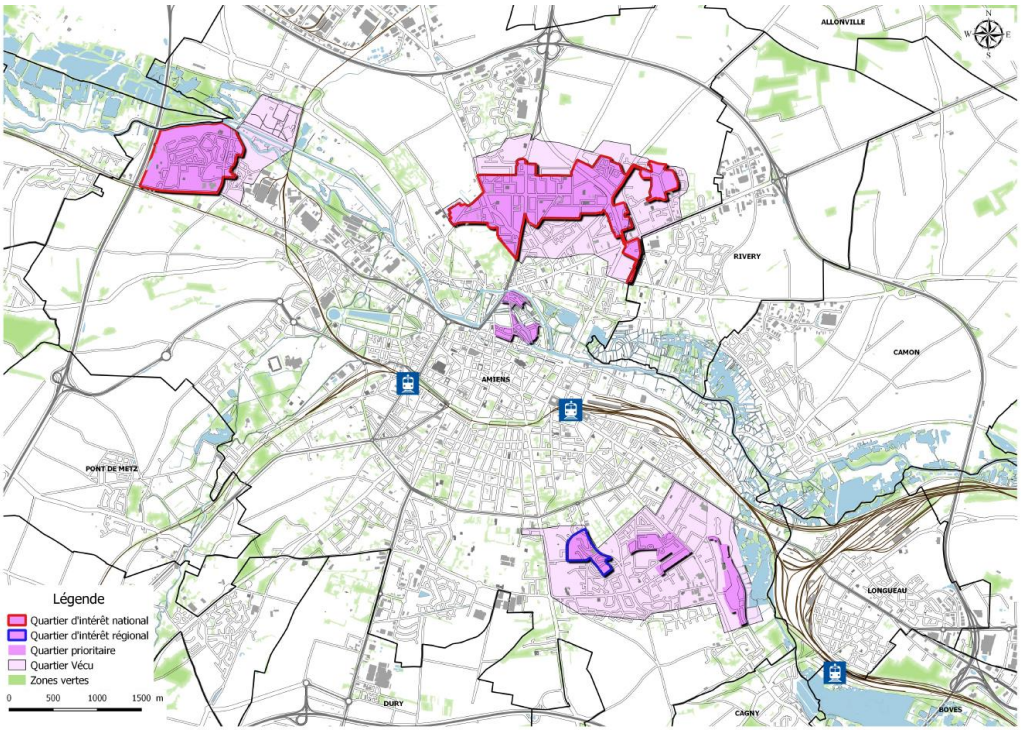
## Article 1.4 Caractéristiques des quartiers prioritaires d'Amiens Métropole

**La Ville d'Amiens concentre les six quartiers prioritaires de la communauté d'agglomération Amiens Métropole** qui regroupent 31 300 habitants, soit 23,5% de la population municipale.

Parmi ces six quartiers prioritaires, trois quartiers, situés au Nord, à l'Ouest et au Sud de la Ville, sont concernés par le NPNRU :

- Les deux quartiers d'intérêt national : Quartiers Nord et Etouvie. Ils ont bénéficié du premier programme de rénovation urbaine. Le périmètre des quartiers Nord a depuis été élargi à l'Est aux secteurs Marivaux et Denis Cordonnier.
- Le quartier d'intérêt régional Pierre-Rollin.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4




| Nom du quartier prioritaire | Amiens Métropole | Ville d'Amiens | Quartiers Nord | Étouvie | Pierre-Rollin | Les Parcheminiers | Condorcet / Philéas Lebesgue | Marcel Paul / Salamandre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Nombre d'habitants | 179 958 | 133 755 | 15 846 | 7 061 | 2 492 | 1 823 | 2 879 | 1 199 |
| Revenu annuel médian déclaré (par unité de consommation) | 18 868 | 16 808 | 7 485 | 6 942 | 9 428 | 11 442 | 9 456 | 7 070 |

Source : données publiées par l'INSEE le 23 février 2018, elles s'appuient sur :
- Le Recensement de la Population 2010 et 2013 ;
- Les Estimations démographiques 2010 ;
- FILEAS décembre 2015, Fichiers des allocataires des Caf, Source Cnaf.

**Les quartiers nord**

Le quartier compte en 2016 près de 16 000 habitants et plus de 6 800 logements dont 83% appartiennent au parc social. Le patrimoine, construit pour la majeure partie entre 1960 et 1973, est composé à 94% de logements collectifs. Le quartier se démarque par sa population jeune, une vie associative particulièrement dynamique et par la renommée régionale de son marché hebdomadaire.

Les quartiers Nord bénéficient des dispositifs de la politique de la ville depuis les années 80. Un renforcement des dispositifs de sécurité publique et d'accompagnement social, de gros travaux de rénovation urbaine ou des outils de développement économique comme les ZFU y sont déployés.

Proche du centre-ville, le quartier est pleinement intégré aux grands projets du nord de l'agglomération (arrivée de l'université sur le site de la citadelle, construction d'un nouveau centre commercial…) qui lui apportent une ouverture et des connexions renforcées avec le centre-ville d'Amiens.

Néanmoins, si l'image du quartier change progressivement, la population des quartiers nord reste fragile. Les difficultés sociales y sont fortement marquées. Le revenu annuel médian s'élève à 7 485 euros soit moins de la moitié du salaire médian à l'échelle de la ville d'Amiens. Le chômage atteint un taux supérieur à 33% sur certains secteurs.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

**Le quartier Etouvie**

Le quartier Etouvie se situe à l'Ouest à 5 kilomètres du centre-ville. Il est bordé par le fleuve Somme et les coteaux agricoles au Nord, la zone d'activités de Montières à l'Est, la route d'Abbeville au Sud avec un front bâti de maisons amiénoises ainsi que par l'Autoroute A16 et la commune de Dreuil à l'Ouest.
Sa population est jeune avec des enfants et de nombreuses familles monoparentales (10% de familles de 6 enfants et plus). Les principales caractéristiques de la population (7 061 habitants) sont sa faiblesse des revenus ainsi que la paupérisation des habitants (60% des familles vivent sous le seuil de pauvreté – le revenu moyen est de 7 100 €).
Le parc de logement est constitué à 95% de logements locatifs sociaux sous forme de barres et de plots. Ceux-ci appartiennent presque exclusivement à la SIP.
Le quartier d'Etouvie a bénéficié des différents dispositifs de la Politique de la Ville depuis les années 80. Néanmoins, c'est à partir de 2010 que les travaux de rénovation urbaine se sont intensifiés dans le cadre du PRU. Le NPNRU constitue une opportunité de poursuivre les efforts réalisés ces 30 dernières années afin que l'image de ce quartier soit définitivement modifiée.

**Le quartier Pierre-Rollin**

Le quartier Pierre-Rollin est un quartier d'habitat collectif construit à la fin des années 70 au Sud-Est de la ville d'Amiens. Ce quartier n'est classé dans la géographie prioritaire que depuis 2015 en raison de la paupérisation de sa population et de l'augmentation de l'insécurité. Le périmètre du quartier prioritaire compte 2492 habitants, avec un revenu médian de 9 428 € et 1113 logements collectifs sociaux répartis entre 3 bailleurs : Clésence (576 logements), l'OPH AM (414 logements) et Immobilière Nord Artois (123 logements).

# Article 2. Les objectifs poursuivis par le projet de renouvellement urbain

## Article 2.1 Les orientations stratégiques du projet en cohérence avec le contrat de ville

Les interventions programmées dans le cadre du NPNRU rentrent en résonance avec les orientations stratégiques du Contrat de Ville qui vise à réduire durablement les écarts entre les quartiers prioritaires et le reste de l'Agglomération.
Le Contrat de Ville, signé le 15 février 2015, s'articule autour de 5 axes stratégiques et 14 objectifs opérationnels, clairement définis et déclinés ci-après.

- **Axe 1 : Emploi, insertion, développement économique et création d'entreprises**
  - Renforcer l'accès à l'emploi des habitants des quartiers
  - Soutenir la création et le développement d'activité économique pour les habitants des quartiers

  Le développement économique au sein des quartiers prioritaires ainsi que l'insertion professionnelle de leurs habitants dans le tissu économique local et régional constituent une priorité pour élever le niveau de vie de leurs populations et gommer à moyen terme les disparités territoriales à l'échelle de l'agglomération amiénoise.

- **Axe 2 : Réussite éducative de la maternelle à l'université, lutte contre le décrochage scolaire et réaffirmation du rôle éducatif des parents**
  - Faire une place aux jeunes dans la vie du quartier et les rendre acteurs de leur projet
  - Proposer des actions de soutien à la parentalité concrètes et adaptées à la réalité des quartiers prioritaires
  - Construire autour de l'enfant et du jeune des collaborations étroites entre l'école et les partenaires pour une meilleure prise en compte des parcours

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

- Agir en prévention du décrochage scolaire en améliorant la qualité de l'offre éducative dans les quartiers prioritaires

La Réussite Éducative, développée dans le cadre de la Politique de la Ville, doit mettre l'accent sur l'ensemble des aspects socio-éducatifs, qui touchent aux conditions matérielles des familles et ont un impact sur la scolarité, la socialisation et l'intégration.

- **Axe 3 : Renouvellement urbain, Habitat et qualité du cadre de vie**
  - Organisation et Aménagement du territoire concerté et articulé, dans une logique intégrée à la dynamique de l'agglomération
  - Amélioration de l'habitat et du cadre et des conditions de vie dans les quartiers
  - Accessibilité et proximité de tout pour tous

Le volet « cadre de vie et renouvellement urbain » constitue l'un des trois piliers des Contrats de Ville. Amiens Métropole s'inscrit dans cette logique en déterminant au sein de l'axe stratégique 3 les traductions opérationnelles de ce volet de la nouvelle Politique de la Ville.
En effet, **l'amélioration du cadre de vie fait partie des conditions à réunir pour permettre l'épanouissement des habitants dans des quartiers auxquels ils sont attachés**.
C'est également une opportunité pour Amiens Métropole de décliner la politique de l'habitat définie dans le PLH sur les quartiers concernés.
**Les interactions entre les quartiers prioritaires et les autres quartiers de la Ville** peuvent être favorisées par des aménagements qui matérialisent une volonté de créer du lien, **de créer une Métropole rassemblée**. Ces interactions devront se concrétiser par des flux d'usagers des équipements publics, de clients des commerces de proximité entre les quartiers via les transports en commun ou les mobilités douces.
La mobilité peut être un obstacle pour des habitants qui rencontrent des difficultés socio-économiques. Or, la capacité à se déplacer dans de bonnes conditions est essentielle pour l'accès à l'emploi, à l'éducation, à la culture, etc. Ainsi**, la poursuite du désenclavement des quartiers est indispensable dans la conduite d'une politique de développement intégré des quartiers.**
Enfin, la co-construction est un axe fort de la Politique de la Ville. En rappelant le besoin d'accompagnement et d'implication des habitants dans les politiques qui leurs sont destinées, Amiens Métropole met l'habitant au cœur de la Politique de la Ville, en déployant, par exemple, les conseils citoyens.

- **Axe 4 : Prévention, Santé et Tranquillité publique**
  - Faire de la santé un réel facteur de bien-être pour tous les habitants des quartiers
  - Prévention de la délinquance juvénile, des jeunes majeurs et des publics en difficulté
  - Favoriser la tranquillité publique, promouvoir la citoyenneté et le bien vivre ensemble

- **Axe 5 : Sport et culture vecteurs de cohésion sociale**
  - Faire de la culture une dimension à part entière de la dynamique des quartiers
  - Faire du sport un vecteur de citoyenneté et un moyen de lutte contre toutes les formes de discrimination

Une évaluation complète du Contrat de Ville est finalisée depuis le mois de mai 2019 ; un prolongement de ce contrat jusqu'au 31 décembre 2022 a été acté. Le prolongement du Contrat de ville prend la forme d'un protocole d'engagements renforcés et réciproques qui complètent les objectifs initiaux en identifiant **8 défis prioritaires restant à relever d'ici 2022** :

1. **Soutenir et développer la vie économique dans sa dimension sociale et solidaire**
2. **Faire du numérique un levier de réussite** pour les habitants et d'attractivité pour les quartiers
3. **Favoriser l'inclusion sociale** notamment en développant la médiation sous toutes ses formes
4. **Agir sur les mobilités quotidiennes** en proposant des solutions adaptées aux habitants des quartiers

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

5. **Renforcer la mixité sociale en** réussissant la diversification sur les quartiers
6. **Valoriser les jeunes** et développer leur réussite personnelle et professionnelle
7. **Renforcer l'action en matière de santé mentale et de prévention contre les addictions**
8. **Impulser une nouvelle dynamique sur les volets sport et culture** en favorisant les décloisonnements et le changement d'échelle

3 **enjeux transversaux** sont également (ré) affirmés :

- le développement durable
- la participation des habitants
- l'égalité hommes/femmes et plus largement la lutte contre les discriminations

## Article 2.2 Les objectifs du projet de renouvellement urbain

L'ensemble des signataires s'accordent sur les objectifs urbains du projet, traduisant les orientations stratégiques, présentées au regard de chaque objectif incontournable de manière détaillée dans le tableau de bord en annexe A de la convention et consolidés, d'un point de vue spatial, dans un schéma de synthèse (annexe A). Sont ainsi tout particulièrement précisés les objectifs en termes de rééquilibrage de l'offre de logements locatifs sociaux à l'échelle de l'agglomération et de diversification de l'habitat sur le quartier. Le porteur de projet est garant du respect de ces objectifs dans la mise en œuvre du projet.

**Les objectifs urbains du projet de renouvellement urbain d'Amiens Métropole** traduisent les orientations stratégiques présentées en 2.1 et répondent aux objectifs incontournables du NPNRU :

- **Révéler les ressources économiques des quartiers**

L'articulation du projet de développement économique de la métropole avec le projet de renouvellement urbain est une condition de sa réussite.
Le potentiel économique des quartiers prioritaires doit être développé à travers la mobilisation des dispositifs spécifiques en faveur de l'insertion professionnelle et de l'accompagnement à la création d'entreprises (CitésLab, prolongement de la Zone Franche Urbaine par le dispositif Quartier entrepreneur, appel à projets annuel…).
La vitalité et la diversité des commerces de proximité apparaissent comme un enjeu particulièrement majeur pour la qualité de vie des habitants et pour l'attractivité des quartiers. Il appartient au nouveau projet de renouvellement urbain de favoriser la reconquête des centralités attractives incluant une offre commerciale variée et adaptée à tous les habitants du quartier.

- **Créer les conditions favorisant une diversification de l'habitat**

La diversification de l'habitat dans le cadre du PNRU s'est concrétisée sur les quartiers amiénois par des opérations ponctuelles représentant encore une infime part de l'habitat sur les quartiers. Un premier pas a néanmoins été fait avec la construction de premiers logements locatifs privés, de quelques opérations d'accession sociale et la constitution d'une société coopérative dédiée à ce secteur du marché immobilier.
Le Nouveau Projet de Renouvellement Urbain d'Amiens Métropole, fort des enseignements de la première convention avec l'ANRU, doit développer une offre en locatif privé et en accession à la propriété adaptée en termes de typologie et de prix. Le déficit d'attractivité des quartiers prioritaires pourra être compensé par un système d'aides financières à l'accession sociale à la propriété particulièrement incitatif.
La reconstitution de l'habitat devra quant à elle se faire en priorité dans les quartiers de la ville où l'offre sociale est peu présente afin de permettre un rééquilibrage de l'offre sociale sur le territoire amiénois et ce dans la continuité des réalisations de la première convention avec l'ANRU. Elle devra constituer une offre sociale de qualité qui participera au changement d'image de l'habitat social.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



- **Faire évoluer les caractéristiques urbaines et architecturales des quartiers pour améliorer la qualité résidentielle**

Le projet vise à transformer en profondeur les caractéristiques urbaines et architecturales de certains îlots qui stigmatisent encore l'image des quartiers. Par le traitement urbain, l'objectif est de recréer les composantes de la ville classique, de contribuer au bien vivre des habitants et de gommer les limites du quartier pour parvenir in fine au renversement d'image sans lequel aucune dynamique de diversification de l'habitat ne pourra être amorcée.

- **Développer la mobilité résidentielle**

Le projet s'inscrit dans une stratégie de peuplement à l'échelle de la métropole dont l'ambition est de mener à un développement social et urbain équilibré. Son efficacité est liée à son articulation avec la stratégie urbaine visant à réduire les déséquilibres territoriaux.
Les attributions des logements et les mutations dans le parc social constituent des moyens de rééquilibrer le peuplement en cohérence avec les actions patrimoniales menées et les autres politiques publiques. Il s'agira donc selon les quartiers, de corriger, de prévenir ou de poursuivre les évolutions de peuplement observées, par une action coordonnée des acteurs, bailleurs sociaux, communes et réservataires.

- **Prendre en compte des enjeux de gestion et l'accompagnement au changement**

Une vigilance particulière pour la prise en compte des usages et des enjeux de gestion dans les projets de renouvellement urbain sera nécessaire afin d'en assurer la pérennité et l'appropriation par les habitants. Pour favoriser cette gestion durable, une procédure formalisée (diagnostic partagé, analyse de l'impact des projets, évaluation) sera mise en place de la phase conception à la livraison des opérations.
Les projets de renouvellement urbain entraînent des périodes d'attente et de travaux souvent longues et difficiles à vivre pour les habitants des quartiers. Il conviendra donc de veiller au maintien du niveau de service et de la qualité d'entretien des quartiers durant ces périodes pour en limiter les nuisances.

- **Poursuivre le travail d'échange avec les acteurs locaux**

La proximité avec les acteurs locaux (habitants, associations) est un axe fort du projet amiénois. La mobilisation des conseils citoyens mis en place dès 2015 constitue un des moyens de co-construction du projet de renouvellement urbain. Véritables acteurs de leur quartier, les conseils citoyens participent à la dynamique du quartier et à son évolution en favorisant la prise en compte des attentes des habitants, leurs propositions et leurs initiatives citoyennes. Les maisons des projets sur chacun des quartiers seront également mobilisées dans cet objectif.

### Article 2.3 Orientations stratégiques du projet d'innovation

Sans objet.

## Article 3. Les facteurs clés de réussite et les objectifs d'excellence du projet

### Article 3.1 Les engagements spécifiques conditionnant la réussite du projet de renouvellement urbain

Afin de contribuer aux orientations stratégiques du contrat de ville et de réduire durablement les écarts entre les quartiers concernés et leurs agglomérations, des facteurs clés de succès et des interventions nécessaires à la réussite du projet ont été identifiés. Elles sont réalisées sous la responsabilité des Parties prenantes de la convention désignées ci-après.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

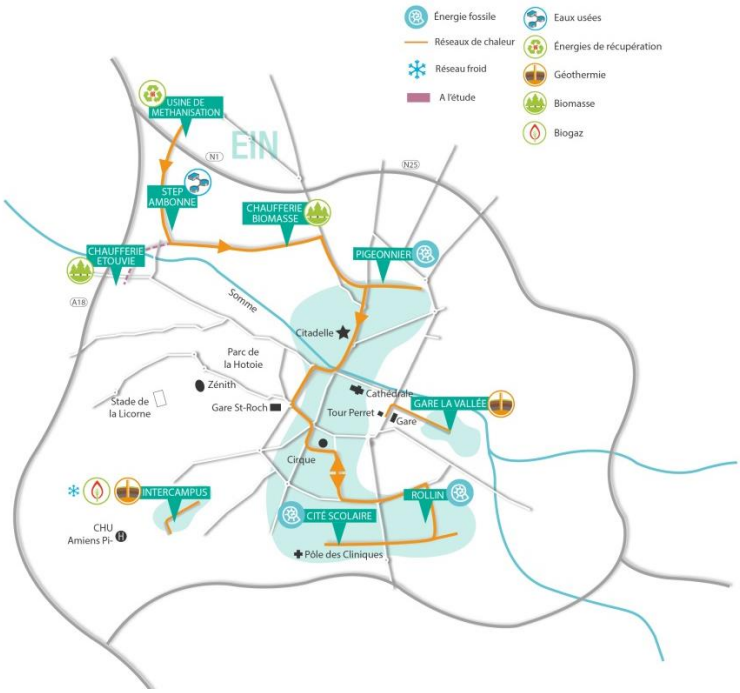
**Le Bus à Haut Niveau de Service - Ametis 2.0**

Amiens Métropole a imaginé un réseau de bus ultramoderne qui a été mis en service le 11 mai 2019. Le BHNS (Bus à Haut Niveau de Service) structure autour de 4 lignes fortes (48 km de réseau), l'amélioration d'une desserte en transport collectif pour tous. Reliant les principales polarités urbaines, le réseau va desservir au plus près les quartiers les plus densément peuplés et notamment les quartiers de la Politique de la Ville. Au-delà d'un projet de transport, « Dessine-moi la ville », propose un réaménagement des grands axes et places de la Ville, véritable vitrine d'un nouveau partage de l'espace public. Ce projet symbolise la transition énergétique opérée par Amiens Métropole, passant de manière claire d'une logique de transport diesel à l'électrique.

**Le projet de réseau de chaleur**

En faveur d'une collectivité toujours plus « propre », la ville d'Amiens a acté en 2017 le déploiement d'un réseau de chaleur développant de nouveaux moyens de production d'énergie (cogénération rue Alexandre Dumas, pompes à chaleur à Ambonne, nouvelle chaufferie biomasse…) Ce nouveau réseau géré par Amiens Energies met en interaction les réseaux de chaleur existants (tel celui des quartiers Nord) avec les grands secteurs de développement de la Ville. Résolument innovantes dans la technique, les solutions retenues sont doublement vertueuses : elles préservent l'environnement en récupérant de la chaleur aujourd'hui produite mais non valorisée ou en produisant de la chaleur à partir d'énergies renouvelables; elles ne reposent sur aucun pari technique ou industriel hasardeux qui présenterait un risque puisque chacune de ces techniques et chacune des sources d'énergie est parfaitement maîtrisée. Résolument innovante dans le service rendu aux abonnés, la chaleur nécessaire au bon fonctionnement des bâtiments connectés (chauffage et eau chaude sanitaire) s'appuie sur un mix énergétique dont le coût est moins volatile que celui des énergies fossiles (fuel et gaz).

*Plan du réseau de chaleur*




- *28 000t/an de CO2 évitées, soit l'équivalent de 13 500 véhicules amiénois*
- *19 000 équivalents logements seront chauffés, soit 1/3 des amiénois*
- *62 M€ d'investissement*
- *+ 15 emplois Exploitation et filière Biomasse*
- *+ 120 emplois Travaux*

Autre grand projet facteur clef de réussite, **la révolution numérique**. La fracture numérique est une réalité qui touche une partie de la population française et ce d'autant plus au sein des quartiers prioritaires. Au niveau national, environ 500 000 français n'ont pas accès à internet chez eux. L'entrave est d'autant plus importante dès que les territoires où ils ou elles résident sont enclavés. Afin de se donner les moyens d'avoir des outils les plus adaptés, il est prévu qu'Amiens Métropole puisse bénéficier de la fibre optique disponible pour tous les foyers métropolitains d'ici la fin de l'année 2020. Une nouvelle convention passée

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

entre Orange, la ville d'Amiens et Amiens Métropole doit permettre de respecter ce calendrier ambitieux. Actuellement, la moitié des 82 000 logements amiénois sont éligibles.

**Priorité à l'éducation**

Une attention particulière est portée à l'attractivité de l'offre scolaire dans le projet de renouvellement urbain, ce qui suppose notamment d'articuler l'intervention sur le bâti scolaire et la stratégie éducative locale. Outre les interventions dans le cadre du GPV, du PRU et du NPNRU, Amiens Métropole et la Ville d'Amiens mobilisent la Dotation Politique de la Ville (DPV) pour transformer les équipements scolaires.
Cette dotation permet depuis plusieurs années un investissement massif pour rénover les écoles au sein des quartiers prioritaires. Au global et depuis 2013, ce sont plus de 12 500 000 millions d'€ qui ont été inscrits dans la DPV.

## Article 3.2 Les objectifs d'excellence du projet de renouvellement urbain

Amiens Métropole et la ville d'Amiens portent des projets ambitieux à différentes échelles qui doivent contribuer à la transformation des quartiers en rénovation urbaine.

**« Europan »**

Dans le cadre des suites du concours européen d'urbanisme Europan 14, la ville d'Amiens a lancé une commande publique visant à définir et développer une stratégie de restructuration de la zone d'activité de Montières par le paysage. Celle-ci a notamment pour but de retourner ce quartier sur ses franges, à savoir le fleuve, l'axe ouest (rue d'Abbeville…), le centre-ville et Etouvie. La valorisation d'une promenade de la rive sud de la Somme, depuis le Port d'Aval jusqu'à Dreuil en passant par l'ancienne manufacture Cosserat, le parc du Château de Montières et Etouvie constitue une intention urbaine structurante de cette démarche. Au terme de ce projet, Etouvie sera ainsi davantage inscrit dans les parcours urbains et la continuité géographique des bords de Somme.

**Aménagement de la véloroute le long de la Somme**

Le Conseil Départemental de la Somme poursuit le développement de la véloroute-voie-verte en rive nord du fleuve. Etouvie étant situé en rive sud, le quartier n'est pas directement impacté par ce projet. Néanmoins il constitue une séquence urbaine adressée sur la Somme et sa véloroute, nécessitant d'être valorisée. L'ANRU 1 a permis d'amorcer cette valorisation par les aménagements de la passerelle entre Etouvie et le parc du Grand Marais ainsi que ceux liés au groupe scolaire Bords de Somme. Il convient de poursuivre ces aménagements jusqu'à la plaine Varlin, en longeant le collège. L'objectif est de changer ce qui est aujourd'hui une façade arrière délaissée du quartier en façade qualitative tant pour le quartier Etouvie que pour l'image qu'il renvoie depuis le chemin de halage.

**Relocalisation de l'université sur le site de la citadelle**

Située à proximité des quartiers Saint-Pierre, Saint-Maurice et de l'îlot des Teinturiers, au pied des ensembles des quartiers nord, la Citadelle d'Amiens a fait l'objet de travaux de reconversion considérables depuis 2013 pour accueillir depuis septembre 2019 une partie de l'activité universitaire de la Ville. Indéniablement, ce projet constitue une nouvelle connexion entre le centre-ville et le plateau des quartiers Nord. L'arrivée massive d'étudiants sur le secteur relance la dynamique du logement et des commerces de restauration rapide.

.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# Article 4. La description du projet urbain

Le porteur de projet s'engage en lien avec les maitres d'ouvrage à décliner le projet urbain à travers un programme urbain et une composition urbaine qui visent à répondre aux objectifs décrits à l'article 2 de la présente convention.

## Article 4.1 La synthèse du programme urbain (éléments clés)

### *4.1.1 Quartier d'intérêt national « Quartiers Nord »*

❖ **Secteur du Pigeonnier**

- Démolition/reconstruction du centre commercial du Colvert et aménagement d'espaces publics en lien avec la nouvelle polarité commerciale ;
- Démolition de 467 logements locatifs sociaux - Immeubles Mozart, Messager, Couperin ;
- Requalification de 279 logements locatifs sociaux rues Ravel et Debussy (« Petit Pigeonnier ») ;
- Construction d'un gymnase ;
- Construction d'une offre nouvelle :
    - 114 logements place du Colvert
        - 37 logements en accession sociale à la propriété avec prime ANRU (Clésence) ;
        - 47 logements locatifs sociaux hors reconstitution ANRU (Clésence) ;
        - 30 logements collectifs en accession sociale à la propriété avec prime ANRU (lots E et F, opérateurs à identifier) ;
    - 122 logements sur les emprises Mozart, Messager et Couperin :
        - 28 logements locatifs sociaux PLUS reconstitution ANRU (Clésence et OPH AM) ;
        - 58 logements individuels en accession sociale à la propriété avec prime ANRU (opérateurs à identifier) ;
        - 36 logements collectifs en accession sociale à la propriété avec prime ANRU (opérateurs à identifier).
- Requalification des rues Garet, Coty et Schweitzer (en lien avec l'intervention sur la résidence Rainneville) et aménagement d'espaces publics sur les emprises Mozart, Messager, Couperin en lien avec la construction d'une offre nouvelle.

  *La définition d'un projet concernant la résidence Rainneville (606 logements locatifs sociaux) est en cours d'étude (Cf. article 13 de la présente convention).*

❖ **Secteur Ouest**

- Démolition de 48 logements locatifs sociaux rue Emilie Lesot ;
- Construction d'un centre social et aménagement d'un parvis ;
- Construction d'une offre nouvelle :
    - 18 logements individuels en accession sociale à la propriété avec prime ANRU, rue du Dormeur du Val (Toit Aussi) ;
    - Environ 15 logements en accession sociale hors NPNRU, rue Lesot (SIP).
- Requalification des rues Farman, Guynemer, Lesot et Franklin Roosevelt ;

❖ **Marivaux**

- Requalification de 829 logements locatifs sociaux, résidence Allonville ;

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

- Création d'espaces publics en pied d'immeuble, requalification des rues Fénélon, Marivaux, Montaigne et intervention sur le centre commercial Marivaux.
- Construction d'une offre nouvelle :
  - Environ 15 logements en accession sociale à la propriété en cœur de quartier hors prime ANRU.

❖ **Fafet-Franck**

- Requalification des rues Fafet, Baif, Jodelle, Ronsard (cité de la Briqueterie) ;
- Requalification du boulevard de Roubaix avec resserrement du gabarit (Hors NPNRU) ;
- Aménagement d'un maillage piéton reliant le secteur Fafet et Franck (Hors NPNRU).
- Construction d'une offre nouvelle :
  - 11 logements en accession sociale à la propriété rue Fafet avec prime ANRU (Toit Aussi)
  - 15 à 17 logements en accession sociale à la propriété rue Ronsard (Contrepartie Action Logement);
  - 24 logements locatifs sociaux PLS rue Fafet, hors reconstitution ANRU (OPH AM).

❖ **Hors site**

- Reconstitution de 227 logements locatifs sociaux Clésence et OPH AM hors QPV et 2 dans le QPV des Parcheminiers.

### *4.1.2 Quartier d'intérêt national « Etouvie »*

❖ **Îlot des Coursives**

- Construction d'un pôle médical (pharmacie, cabinet médical et autre praticien à définir) et d'un pôle commercial (supermarché avec corners boucherie et boulangerie et 3 autres commerces à identifier) ;
- Aménagement d'un pôle de services publics dans le rez-de-chaussée et le 1er étage de l'ancienne galerie commerciale des Coursives (services de la mairie de secteur, de la police municipale, Maison Départementale de la Solidarité et de l'insertion du Conseil Départemental et Agence de la SIP) ;
- Construction d'une médiathèque d'environ 950 m² ;
- Aménagement des espaces publics de l'ensemble de l'îlot Coursives avec création d'une nouvelle voie en pied d'immeuble entre l'avenue du Pays d'Auge et l'avenue de la Commune de Paris et l'aménagement de la connexion Bourgogne/Commune de Paris au droit de la future médiathèque ;
- Aménagement de l'avenue de la Commune de Paris Nord et Sud.

❖ **Îlot Sud** (ex Village des écoles)

- Création de deux nouvelles liaisons avec la route d'Abbeville et une liaison Est-Ouest ;
- Démolition de 80 logements locatifs sociaux (Bâtiment B-SIP) puis requalification des 100 restants ;
- Traitement paysager de l'interface avec les résidences K de la SIP.
- Construction d'une offre nouvelle :
  - 30 logements locatifs sociaux PLUS reconstitution ANRU (SIP) ;
  - 32 logements en accession sociale à la propriété avec prime ANRU (opérateurs à identifier) ;
  - 20 logements en accession sociale à la propriété (Contrepartie Action Logement).

❖ **Secteur Artois**

- Aménagement des rues d'Artois, Île de France et Normandie ;

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

- Réflexion sur la requalification de l'ensemble des bâtiments SIP de l'îlot, y compris les pavillons et petits collectifs (hors NPNRU).

❖ **Secteur Morvan / Bretagne**

- Démolition partielle du bâtiment A de la SIP, soit 36 logements locatifs sociaux et requalification des 120 restants ;
- Reconfiguration des espaces publics de la rue du Morvan et ouverture de la rue sur l'avenue de Bourgogne ;
- Démolition du bâtiment H soit 116 logements locatifs sociaux SIP ;
- Reconfiguration des espaces publics de la place de Bretagne ;
- Réflexion sur la requalification de certains immeubles du secteur (hors NPNRU) ;
- Construction d'une offre nouvelle :
  - 19 logements en accession sociale avec prime ANRU place des Corbières (SIP) ;
  - 24 logements locatifs sociaux PLUS reconstitution ANRU (SIP) ;
  - Environ 45 logements en accession sociale hors prime ANRU (opérateurs à identifier).

❖ **Secteur Bords de Somme**

- Restructuration du collège Rosa Parks ;
- Aménagement d'une promenade le long de la Somme, développement des jardins partagés, des modes de gestion alternative;
- Création d'une aire sportive pour les adolescents et jeunes adultes (Hors NPNRU) ;

❖ **Hors site**

- Reconstitution de 63 logements locatifs sociaux SIP hors QPV.

### *4.1.3 Quartier d'intérêt régional « Pierre-Rollin »*

L'ensemble du quartier sera requalifié et restructuré par l'articulation de projets NPNRU et de droit commun. Les opérations financées dans le cadre du NPNRU ont pour objectif de redynamiser le quartier en orientant les principales interventions sur le cœur de quartier.

❖ **Secteur Nord**

- Requalification et résidentialisation de 303 logements locatifs sociaux Clésence (résidences Pierre-Rollin et Germaine Dulac) ;
- Requalification (hors NPNRU) et résidentialisation de 108 logements locatifs sociaux OPH AM (résidence Pierre-Rollin) ;
- Requalification (hors NPNRU) et résidentialisation (hors NPNRU) de 301 logements locatifs sociaux I3F dont 123 en QPV et 178 en quartier vécu ;
- Requalification de l'axe central de l'allée des Rencontres;
- Construction de 15 logements en accession sociale à la propriété avec prime ANRU sur le parking inoccupé rue de Dortmund ;
- Construction d'une maison de la petite enfance (hors NPNRU) rassemblant 2 crèches et un RAM et aménagement d'un accès ;
- Aménagement du carrefour de Dortmund (hors NPNRU) ;

❖ **Secteur Centre**

- Démolition de 48 logements locatifs sociaux Clésence (résidences Rollin et Dulac) ;
- Restructuration du centre commercial (démolition/reconstruction de 6 cellules commerciales, fermeture de la rue du 8 mai 1945, modernisation des façades commerciales) ;
- Extension du supermarché Auchan : surface de vente et parking (hors NPNRU) ;

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

- Construction d'un pôle de services avec salle polyvalente intégrée ;
- Aménagement d'un parvis central (dont démolition de la mairie annexe) et d'une nouvelle voie desservant le cœur de quartier ;
- Requalification de l'axe central de l'allée des Rencontres;
- Création d'une entrée unique pour le centre culturel Jacques Tati.

❖ **Secteur Sud**

- Requalification (hors NPNRU) et résidentialisation de 225 logements locatifs sociaux Clésence au sud du quartier (résidences Beaulieu et Beausoleil) ;
- Requalification (hors NPNRU) et résidentialisation de 84 logements locatifs sociaux OPH AM (résidence Beaulieu Est) ;
- Requalification de l'axe central de l'allée des Rencontres;
- Requalification de l'allée Vallauris (hors NPNRU) ;
- Construction d'un équipement sportif accueillant l'activité judo en quartier vécu (hors NPNRU).

❖ **Hors site**

- Reconstitution de 24 logements locatifs sociaux Clésence (hors site).

*En synthèse :*

| | Démolition LLS | Reconstitution LLS | Requalification LLS | Résidentialisation LLS | Diversification avec prime ANRU |
|---|---|---|---|---|---|
| Quartiers Nord | 515 | 257 | 1108 | | 190 |
| Etouvie | 232 | 117 | 220 | | 51 |
| Pierre-Rollin | 48 | 24 | 303 | 720 | 15 |
| **TOTAL NPNRU** | **795** | **398** | **1631** | **720** | **256** |

## Article 4.2 La description de la composition urbaine

Un plan guide du projet sur chaque quartier concerné par la présente convention est présenté en annexe A.

### *4.2.1 Les quartiers Nord*

Les quartiers Nord se sont constitués, pour la majeure partie, durant les années 60 avec la construction de grands ensembles d'habitats sociaux. Dans les années 90, la croissance des difficultés sociales aggravées par des formes urbaines désuètes et un bâti vieillissant amènent la collectivité à proposer un premier programme de renouvellement urbain pour le quartier.

À partir des années 2000, le quartier connait de grandes transformations grâce aux investissements conjugués des acteurs du territoire (État, collectivités, bailleurs sociaux). La trame urbaine, l'habitat, les services aux habitants s'améliorent de façon notable.
À la fin du programme, les grands objectifs de **désenclavement « physique »** des quartiers Nord ont été réalisés : percement de voies nouvelles, raccordement au réseau de transports collectifs, connexions aux grands projets métropolitains (arrivée de l'université sur le site de la Citadelle…). La **diversité fonctionnelle a été introduite par l'implantation d'équipements publics majeurs** : Pôle de service Atrium, Nautilus, Safran, le Studio, etc. mais également grâce au dispositif ZFU qui a favorisé l'implantation

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

d'activités économiques en cœur de quartier. **Un tiers du parc social a bénéficié de travaux de rénovation**.
Néanmoins, la dimension du quartier prioritaire est telle que le chantier reste inachevé et ne permet pas d'enclencher véritablement une dynamique d'attractivité nouvelle. Enfin, si elle a pu être amorcée notamment sur le secteur Delacroix en fin de programme, la diversification de l'habitat et l'introduction de mixité sociale restent fragiles.

Ainsi, en s'appuyant sur les aménagements préfigurateurs du PRU (trame viaire et paysagère…), le projet proposé dans le cadre du NPNRU vise à poursuivre la dynamique engagée en s'attaquant à la **rénovation profonde du cœur de quartier** où subsistent des dysfonctionnements majeurs et en **achevant la mutation des secteurs limitrophes**.

Le projet est articulé autour des orientations suivantes :

- **Reconquérir les centralités commerciales**

Secteur central et emblématique du NPNRU, « le Colvert » fait l'objet d'une restructuration complète depuis avril 2019. Très attendu localement, le projet de démolition/reconstruction du centre commercial et de rénovation des espaces publics centraux doit contribuer à reconquérir le cœur du quartier.
Sur le secteur Marivaux, le centre commercial en perte de vitesse fera lui aussi l'objet d'une intervention au profit d'une polarité recentrée sur les services de proximité.

- **Requalifier les espaces publics et améliorer le quotidien des habitants**

Le projet prévoit la création de deux espaces publics majeurs : la nouvelle « place du Colvert » sur le Pigeonnier et la place « Montaigne » à Marivaux. Associés à la construction de logements et d'activités, ces espaces **constituent les polarités principales du quartier** et ont pour vocation de devenir de nouveaux espaces à vivre pour tous.

Le projet prévoit par ailleurs l'aménagement progressif de liaisons piétonnes permettant d'améliorer les conditions de déplacement et de vivre ensemble dans le quartier (accès aux écoles, aux transports en commun, cheminements en cœur d'îlots, petits parvis…). Ce **maillage piéton** doit permettre de mieux répondre aux usages quotidiens des habitants et d'améliorer la sécurité (éclairage, revêtement …), le confort et l'accessibilité pour tous (poussettes, enfants, personnes à mobilité réduite, personne âgées…), tout en renforçant la qualité du paysage urbain et en facilitant les connexions avec le reste de la Ville.

- **Poursuivre la rénovation de l'habitat et diversifier l'offre existante**

Le NPNRU doit permettre de **poursuivre la rénovation des logements engagée en ANRU 1**.
En cœur de quartier, l'intervention est corrélée aux travaux menés sur le centre commercial du Colvert. Sur le secteur Pigeonnier, 279 logements locatifs sociaux seront réhabilités.
Marivaux est aussi largement concerné. En effet, une intervention s'avère aujourd'hui nécessaire pour redorer sa tranquillité et sa qualité résidentielle. Le projet prévoit la rénovation de la totalité du parc social qui le compose, soit 829 logements locatifs sociaux.
Le parc privé est lui aussi concerné par la rénovation puisque trois **copropriétés privées** ont été identifiées fragiles et/ou en difficulté sur les quartiers Nord : Berlioz, Bellevue et Tour d'Auvergne (612 logements au total). Considérant leurs problématiques respectives, celles-ci feront l'objet d'un accompagnement par l'ANAH pour anticiper les dégradations et agir avant toute aggravation. À ce stade :

- un dispositif POPAC permettra d'accompagner la copropriété Berlioz dans la réalisation d'un programme de travaux de rénovation énergétique ;
- un plan de sauvegarde est proposé sur Bellevue.

Ces interventions sur l'habitat s'accompagnent par ailleurs du **raccordement au réseau de chaleur** déployé par la SEMOP Amiens Energie. À compter de 2020, celui-ci permettra d'améliorer le confort des

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

logements et d'augmenter le reste à vivre des locataires de plus de 4000 logements sur les quartiers Nord. Cette mesure s'applique aussi aux copropriétés Berlioz et Tour d'Auvergne, soit 564 logements privés raccordés.

Parallèlement, **515 logements locatifs sociaux seront démolis entre 2020 et 2024 afin de permettre le développement d'une offre nouvelle** et le déploiement d'une mixité sociale sur le quartier.
En effet, dix ans après les premières démolitions de l'ANRU 1, la diversification est amorcée sur le secteur Flesselles et sera prolongée par une opération de 35 logements (24 logements locatifs sociaux et 11 logements en accession sociale à la propriété) sur le secteur Fafet qu'il s'agit de reconstruire après les démolitions successives de 2012 et 2016.
Les démolitions du Pigeonnier, le changement d'image opéré par les travaux du centre commercial du Colvert et la rénovation du parc social devront permettre de **poursuivre cette logique en cœur de quartier**.
La **diversification des franges** du quartier moins touchées par le déficit d'attractivité - Lesot et Marivaux - est quant à elle projetée plus tardivement (hors ANRU).

Une attention particulière est portée sur la **complémentarité des produits** et sur l'échéance de leur commercialisation pour éviter les effets de concurrence entre les différentes opérations projetées sur les quartiers Nord. Les **programmes mixtes** alliant les différents segments de l'offre en accession seront privilégiés.

- **Ouvrir le quartier sur le reste de la Ville**

La réussite du projet de renouvellement urbain passe enfin par la poursuite du désenclavement du quartier et sa reconnexion aux principaux lieux d'activité de la Ville. L'ANRU 1 a permis de créer les artères viaires structurantes le long desquelles ont été implantés les équipements majeurs du quartier. Sa connexion au réseau de transports en commun a encore été améliorée par la mise en service du Bus à Haut Niveau de Service en mai 2019. Aujourd'hui, il s'agit **d'achever ce travail sur les fractures infrastructurelles** en tirant parti des grands projets métropolitains, et notamment de l'arrivée de l'université en limite sud du quartier.
Parallèlement, le projet prévoit **l'aménagement d'un maillage secondaire correspondant aux déplacements quotidiens des habitants.** Principalement piétonnes, les trajectoires quotidiennes doivent s'intégrer dans le plan urbain et nécessitent d'être sécurisées, praticables et accessibles pour tous.

### *4.2.2 Quartier Etouvie*

Le quartier Etouvie s'est construit en plusieurs phases entre 1956 et 1976 pour répondre dès son origine à la forte demande des cadres travaillant sur la Zone Industrielle Nord en plein essor à l'époque. Il est alors constitué à 95% de logements locatifs aidés sous forme de barres et de plots. Ce type d'habitat était signe de confort, de modernité et d'attractivité dans un quartier à la nature généreuse. Au fil du temps, les cadres ont accédé à la propriété en dehors du quartier favorisant la paupérisation de celui-ci. Les problématiques sociales (chômage, bas revenus…) additionnées aux difficultés urbaines qui apparaissent font qu'Etouvie est inscrit dans les dispositifs de la Politique de la ville dès 1984 (Développement Social des Quartiers).
Ce quartier est structuré autour d'un axe central Est-Ouest et de barrières diverses en ses différentes limites (autoroute, fleuve, grands axes de circulation). De nombreuses impasses caractérisent le quartier le rendant souvent difficilement praticable en voiture.
C'est ainsi que très vite dès les années 60 (à la fin de la livraison de la première phase), **les premiers enjeux majeurs de la stratégie urbaine à mener** sont identifiés. Ils seront repris par les différentes équipes d'architectes qui se sont succédées sur le quartier (GGK, Pierre Bernard, AxP Urbicus) jusqu'à nos jours. Ces enjeux sont les suivants :

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



- **Renforcer la structure urbaine et notamment de l'axe Est-Ouest**

L'axe majeur du quartier s'étend de la place de l'Amitié jusqu'à l'avenue de la commune de Paris. Il s'agit de continuer à positionner des équipements et des commerces autour de cet axe en partie piétonnier qui draine les flux Nord/Sud et de l'étirer vers Montières. Dès 2000 dans le cadre du Grand Projet de Ville, se sont implantés les premiers équipements à l'Ouest, avec la salle polyvalente, la mosquée, le complexe sportif ou encore l'église. Certaines associations sont aussi positionnées sur cet axe (le Centre Social et Culturel, Amiens Avenir Jeunes…). En 2010, la démolition de la Tour bleue, tour emblématique du quartier a laissé place à un véritable espace de vie pour le quartier : la place des Provinces Françaises et son centre commercial (7 commerces et services de proximité). Le NPNRU permettra de conforter cet axe à l'Est en y implantant de nouveaux programmes structurants : une médiathèque, des commerces et des services sur l'îlot des Coursives en cours de restructuration. En effet, il est nécessaire d'équiper Etouvie au regard de son nombre d'habitants et d'y implanter des équipements qui s'adressent à une population bien plus étendue que celle du quartier lui-même.

- **Ouvrir et désenclaver pour en faire un quartier attractif et rayonnant**

Deux principales voies (avenue de la commune de Paris et rue de l'île de France), une à chaque extrémité du quartier permettent de pénétrer dans le quartier et d'en faire le tour et/ou de le traverser pour rejoindre l'autoroute et la Zone Industrielle Nord. Le quartier dès son origine était structuré autour de nombreuses impasses et d'immeubles adressés sur des contre-allées. Le NPNRU doit permettre de poursuivre et de hiérarchiser le maillage viaire du quartier. La trame viaire sera complétée **en multipliant les accroches depuis les voies principales** qui ceinturent le quartier. Sur l''îlot Sud, de deux nouvelles entrées depuis la route d'Abbeville seront créés. L'ouverture de la rue du Morvan sur l'Avenue de Bourgogne ainsi que la nouvelle voie qui traversera l'îlot Sud, d'Est en Ouest, permettront de **faciliter les déplacements à travers le quartier** et **de réduire encore le nombre d'impasses**. **Les contre-allées seront également supprimées** afin de rendre plus lisible la circulation dans le quartier. La démolition totale ou partielle de grandes barres (A, H, B) sont autant de possibilités de créer de nouvelles connexions à travers le quartier.
Parce que le quartier se pratique beaucoup à pieds par ses habitants, le projet urbain prévoit également **le développement des trois axes paysagers Nord-Sud** amorcés dans le PRU. Ils créent des parcours entre la Somme et la route d'Abbeville qui traversent l'axe central et qui relieront les principaux équipements, parcs, jardins et espaces verts et favoriseront les liens avec le principal poumon vert qu'est la plaine Varlin au Nord du quartier, actuellement en déficit d'appropriation par les habitants.
Enfin, **l'arrivée du Bus à Haut Niveau de Service** (BHNS) en 2019 est un réel atout pour une connexion plus rapide entre le quartier et les principaux lieux de vie du reste de la Ville (centre-ville, lieux de culture, hôpitaux, gare…).

- **Améliorer la qualité résidentielle et la diversification de l'habitat afin d'apporter de la mixité sociale**

La SIP a démarré ses requalifications par le secteur Varlin durant la période du PRU. Ce sont environ 650 logements qui ont fait l'objet d'un traitement thermique par l'extérieur et d'importants travaux à l'intérieur des logements.
La poursuite des requalifications et de l'amélioration de la qualité résidentielle est une condition **indispensable pour améliorer l'image du quartier** et le **rendre plus attrayant**. Elle est aussi **facteur de réussite de la diversification de l'habitat.** Ainsi, la SIP impulsera un nouveau programme de requalification en complément des démolitions partielles qui sont aussi vecteurs de changement d'image du quartier. L'accent sera mis sur les bâtiments A et B mais aussi sur des îlots plus anciens comme l'îlot d'Artois ou l'îlot de Bretagne.
Le Projet de Rénovation Urbaine a permis la libération de fonciers (démolition de logements et d'écoles) qui restent à mobiliser aujourd'hui, dans le but de poursuivre la diversification de l'habitat et des fonctions. La place des Corbières est l'un de ces sites, constructible rapidement dès 2020 afin d'achever la transformation du secteur Bourgogne. Ensuite, le foncier majeur de l'îlot Sud (ex Village des écoles), situé

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

en bordure de quartier, accueillera environ 80 nouveaux logements (principalement en accession sociale à la propriété).
C'est ainsi que la stratégie d'intervention pour le quartier dans le cadre du NPNRU s'inscrit en continuité des projets menés dans les précédents dispositifs.
L'objectif est de **finaliser le développement et l'aménagement des îlots démarrés** dans le cadre du Programme de Renouvellement Urbain et **d'investir les Bords de Somme** tout en **désenclavant le quartier** et en **apportant de la mixité fonctionnelle et sociale**.

### *4.2.3 Quartier Pierre-Rollin*

Quartier construit sur dalle fin des années 70 au Sud-Est de la ville d'Amiens, le quartier Pierre-Rollin est longtemps resté à l'écart des problématiques de la politique de la ville. La paupérisation de sa population (39% des ménages sous le seuil de pauvreté en 2013 contre 30% en 2005) et l'augmentation de l'insécurité le classent dans la nouvelle géographie prioritaire à partir du 1er janvier 2015.

Pierre-Rollin, quartier d'habitat exclusivement collectif et majoritairement social, est conçu selon les archétypes du village. En réaction aux barres linéaires et lisses, sont proposés des immeubles courbes, desservis par des cheminements piétons convergeant vers le centre, qui concentre une forte mixité fonctionnelle en rassemblant équipements publics, socio-culturels, services et commerces. Le quartier, proche du centre-ville, est bien intégré au tissu urbain et bien desservi. Il offre un cadre de vie qualitatif, en plus d'une qualité résidentielle certaine.

Mais malgré les nombreux atouts que présente le quartier, l'aspect général du bâti et des espaces publics parait vieillissant, obsolète et dégradé. Le fonctionnement général du quartier se révèle introverti et peu lisible.
Le Nouveau Projet de Renouvellement Urbain doit rendre possible les adaptations nécessaires à une évolution durable du quartier en confortant Pierre-Rollin comme quartier disposant d'une qualité résidentielle apaisée et comme lieu d'usage de proximité, avec une centralité liée à la fréquentation des commerces et services.

La stratégie retenue consiste en la concentration des interventions en cœur de quartier, au niveau du centre commercial et de l'artère piétonne : l'allée des Rencontres, espace qui présente les plus importants dysfonctionnements. En agissant sur cet espace cohérent et resserré de manière significative, il sera ainsi possible de moderniser l'image du quartier.

- **Renforcer la polarité au cœur du quartier et créer les conditions favorables au maintien des commerces et activités**

Il s'agira d'améliorer la visibilité et l'accessibilité des commerces et équipements pour redynamiser le cœur de quartier. Le projet doit aussi viser à améliorer le fonctionnement du centre culturel Jacques Tati au centre du quartier, en renforçant sa polarité sur le long terme.

- **Redonner du sens et de la qualité aux espaces publics**

Il s'agira de mettre en avant les parcours piétonniers les plus pertinents, en travaillant la continuité sol naturel/sol artificiel, d'aménager des lieux de rencontre, de mettre en valeur des entrées de quartier, et d'adopter une gestion plus naturelle et durable des espaces verts, en priorisant l'allée des Rencontres en cœur de quartier.

**Il s'agit, d'autre part, de valoriser les atouts du quartier par des opérations de requalification du bâti (intérieur des logements, façades), des espaces extérieurs (résidentiels et publics), du centre commercial et de ses abords.**

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



- **Clarifier les domanialités, réhabiliter et résidentialiser le patrimoine bâti**

Le quartier, aux limites parcellaires complexes, rencontre une importante problématique de conflit d'usage entre espaces publics et privés, notamment sur le stationnement (parkings privés saturés par les usagers des équipements publics et clients des commerces) et l'appropriation de l'espace piétonnier allée des Rencontres (regroupements en pieds d'immeubles, dégradations, scooters sur l'espace piéton, vacance des logements en rez-de-chaussée), impactant le cadre de vie.
Les limites parcellaires complexes sont à redéfinir ainsi que le maillage du quartier pour clarifier les propriétés et constituer une base pour une transformation du quartier sur le long terme. Une réorganisation du stationnement résidentiel permettra de l'optimiser et d'éviter les conflits d'usage récurrents. Concernant l'habitat social, l'objectif est de désenclaver les groupes d'habitations Clésence et rendre leur adressage plus clair, de créer des espaces d'intimité et de recul devant les logements, ainsi que d'identifier des halls traversants dont le maintien est pertinent au regard des usages, en résidentialisant les résidences réhabilitées. Il est ainsi recherché une cohérence globale paysagère, réorganisant le foncier et le stationnement à l'échelle du quartier.

- **Développer la mixité du quartier**

Un foncier susceptible d'accueillir de l'accession à la propriété a été identifié (parking inoccupé Clésence). Les équipements publics doivent être confortés, rénovés ou déplacés. La construction d'une maison de la petite enfance à la place de l'école, d'un nouvel équipement sportif, la création d'une maison de l'emploi et d'un pôle de services enrichiront l'offre d'équipements sur le secteur, renforçant sa place de polarité secondaire au sein du secteur Sud d'Amiens.

## Article 4.3 La description de la reconstitution de l'offre en logements locatifs sociaux

Le programme de renouvellement urbain sur les 3 quartiers prévoit **la démolition de 795 logements locatifs sociaux,** dont 320 appartenant à l'OPH d'Amiens Métropole, 280 appartenant à la SIP et 195 appartenant à Clésence.

Les objectifs de développement de l'offre nouvelle fixés au PLH prorogé, soit 2 730 logements locatifs sociaux ont été dépassés, avec 2 996 logements agréés ou à agréer à fin 2019.
Ces éléments expliquent un taux de tension réel mais modéré sur la métropole, à hauteur de 2.26.
En conséquence, il a été fait le choix **de reconstituer les logements démolis dans une proportion de 50%, soit 398 logements locatifs sociaux.**
Les logements à démolir proposent des loyers très abordables, aussi, conformément au règlement de l'ANRU, le développement de 60% des logements en PLAI sera-t-il scrupuleusement respecté.

Les principes de localisation de cette offre reconstituée reposent sur :

- la volonté de participer au rééquilibrage territorial : la proportion de logements locatifs sociaux constatée sur la ville d'Amiens (1/3 des logements) sera respectée dans les quartiers accueillant la reconstitution. Il sera en outre privilégié les opérations en acquisition-amélioration.
- l'attention particulière à la mixité sociale : il sera ainsi privilégié des opérations mixant plusieurs financements, soit dans le cadre d'une opération de reconstitution, soit dans le cadre d'une opération regroupant la reconstitution et l'offre nouvelle.
- la volonté de proposer aux ménages des relogements correspondant à leurs besoins et leurs souhaits :
    - compte tenu de l'enquête réalisée en phase de préfiguration, des dérogations ont été accordées pour la reconstitution d'une offre dans les quartiers NPNRU. Il s'agira principalement de logements dédiés aux personnes âgées, financés en PLUS.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



  - il sera privilégié les projets proposant des logements individuels et intermédiaires ou des immeubles de logements collectifs à taille humaine.
- la possibilité de disposer du foncier à court terme afin de permettre de reloger les ménages habitant actuellement dans les immeubles à démolir. Il s'agit notamment d'un impératif pour le relogement des ménages du bâtiment B sur Etouvie.

**Une dérogation pour la reconstitution de 84 logements locatifs sociaux PLUS en QPV a été validée par les partenaires lors du CE du 25 octobre 2018 et du CE du 13 mars 2019.**

- **Dans le QPV Amiens Nord : 28 LLS ;**
- **Dans le QPV Parcheminiers : 2 LLS (au titre de la reconstitution d'Amiens Nord) ;**
- **Dans le QPV Étouvie : 54 LLS, dont 30 logements seniors, afin de permettre le développement d'une offre de petits logements à bas loyers adaptés aux personnes âgées ou personnes à mobilité réduite.**

**À ce jour, près de 64% des logements locatifs sociaux à reconstituer sont identifiées (253 logements sur les 398 à reconstituer) :**

- Pour l'OPH d'Amiens Métropole, sur les 160 logements locatifs sociaux à reconstituer, 82 logements sont déjà dentifiés hors QPV, notamment dans la ZAC Intercampus et 20 logements sont identifiés en QPV (100% PLUS).
- Pour Clésence, sur les 98 logements locatifs sociaux à reconstituer, 47 logements sont déjà identifiés hors QPV, notamment dans la ZAC Renancourt et dans les faubourgs, et 10 logements sont identifiés en QPV (100% PLUS).
- Pour la SIP, sur les 140 logements locatifs sociaux à reconstituer, 40 logements sont déjà identifiées hors QPV (ZAC Renancourt et ZAC Intercampus) et 54 logements sont identifiés sur le QPV Etouvie (100% PLUS).

# Article 5. La stratégie de diversification résidentielle et les apports du groupe Action Logement en faveur de la mixité

## Article 5.1 La mise en œuvre de la stratégie de diversification résidentielle

La diversification de l'offre de logements est abordée sous 3 angles :

- La requalification du parc existant pour en améliorer la qualité résidentielle, tant en ce qui concerne le parc public (requalification de plus de 2 000 logements locatifs sociaux) que le parc privé (accompagnement de deux copropriétés dégradées ou fragiles, représentant 434 logements).
- Le rééquilibrage du peuplement dans les immeubles requalifiés, en utilisant les contingents réservataires d'Action logement et des collectivités pour favoriser les attributions à des ménages en situation d'emploi.
- La diversification des modes d'habiter et des statuts, en permettant la construction d'une part des logements locatifs sociaux adaptés au vieillissement de la population et d'autre part, des logements en accession menées tant par Action logement, que des coopératives et des promoteurs privés.

Concernant les programmes de construction en accession, la stratégie mise en place à l'occasion du PRU s'appuie à la fois sur la détermination de foncier constructible, sur le développement d'une offre attractive complémentaire aux programmes du reste du territoire métropolitain et sur la maîtrise des prix de vente des logements développés. Pour déterminer les modalités opérationnelles proposées dans le projet, Amiens Métropole s'est appuyée sur les études menées par Espacités dans le cadre du protocole de

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

préfiguration et par Adéquation dans le cadre de l'étude flash pilotée par l'ANRU. Pour affiner les programmes, leur calendrier et leur prix de sortie, les opérateurs locaux intéressés ont été associés à plusieurs reprises.
En terme de localisation, les premiers projets seront réalisés en frange de quartier : sur le village des écoles à Etouvie, en lien direct avec la route d'Abbeville et sur le secteur Fafet dans les quartiers Nord. Dans un second temps, le foncier rendu disponible par la démolition des barres sur le secteur du pigeonnier sera commercialisé (quartiers Nord), de même que le foncier libéré par la démolition du bâtiment H (Etouvie).

Il est prévu sur ces sites immédiatement opérationnels des programmes de logements individuels, produit correspondant aux souhaits des habitants mais aujourd'hui peu développés en promotion privée. Le calendrier opérationnel a été fixé en limitant la taille des opérations : il est prévu des opérations d'une quinzaine de logements, compte tenu d'un rythme de commercialisation escompté de 1 à 1.2 logement/mois et de la nécessité de démarrer la construction dans les 12 mois suivant le début de la commercialisation.

Enfin, les dispositifs d'aides publiques existants permettront des prix de sortie très attractifs :

- les aides au PSLA de la ville d'Amiens et d'Amiens Métropole (400 €/m²) couplées aux aides ANRU permettront de proposer une offre inférieure au marché de l'ancien, avec un prix d'achat de l'ordre de 1 800 à 2 000 €/m²) en permettant l'émergence de T4 pour environ 150 000 €. Le marché de l'ancien est particulièrement dynamique puisque ce sont environ 680 maisons individuelles qui se vendent chaque année.
- les aides à l'accession instaurées en partenariat avec la région s'élèvent quant à elles à 8 000 € par logement, complétant non seulement les aides de l'ANRU mais également les prêts à taux zéro de l'État, de la ville d'Amiens et d'Amiens Métropole (ces prêts cumulés permettent de financer près de 60% de l'investissement).

Ces différentes modalités permettent aujourd'hui de proposer sur les quartiers NPNRU des programmes en accession complémentaires aux autres projets initiés dans les secteurs de développement du territoire, sans qu'il soit créé de concurrence :

- les opérations prévues en NPNRU ne représentent, en moyenne, pas plus de 10% de la capacité d'absorption du marché amiénois (environ 580 logements privés et en accession sociale par an),
- les objectifs annuels de construction du futur PLH se situent à 800 logements, dont 30% de logements locatifs sociaux. Avec un rythme d'écoulement moyen de 40 logements/an, tous quartiers confondus, les programmes ici prévus représentent donc au maximum 10% des objectifs de construction,
- l'attractivité des zones d'aménagement concerté existante permettra au besoin de mutualiser les sites d'intervention en proposant aux promoteurs de travailler concomitamment une opération en ZAC et une opération en QPV. Néanmoins, les échanges menés avec les promoteurs en phase d'élaboration de la stratégie laissent présager d'un réel intérêt des professionnels de l'immobilier pour les quartiers NPNRU.

### Article 5.2 La mobilisation des contreparties pour le Groupe Action Logement : des apports en faveur de la mixité

Les contreparties pour le groupe Action Logement visent à favoriser la mixité et la diversité de l'habitat en amenant une population nouvelle de salariés et ainsi réduire les inégalités dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville visés par le NPNRU.
Les contreparties mises à disposition du groupe Action Logement au titre de la présente convention pluriannuelle de renouvellement urbain correspondent à :

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

- environ 2 980 m² de droits à construire (surface de plancher développée) prenant la forme de terrains cédés à l'euro symbolique et transférés en pleine propriété à Clésence, filiale du Groupe Action Logement à laquelle, par la présente, Foncière Logement transfère ses droits. Sur ces fonciers aménagés, tout type et gamme de produits pourront être développés à l'exception de logements locatifs sociaux.

- et à 345 droits de réservation de logements locatifs sociaux pour 30 ans, correspondant à 17% du nombre de logements locatifs sociaux dont la construction ou la requalification est financée par l'Agence, ou le cas échéant par d'autres financeurs (notamment FEDER et LBU), dans le cadre de la présente convention pluriannuelle. Ces droits se répartissent en :
    - 39 droits de réservation correspondant à 12.4% du nombre de logements locatifs sociaux construits hors QPV,
    - 262 droits de réservation correspondant à 17.5% du nombre de logements locatifs sociaux construits et requalifiés en QPV,
    - 44 droits de réservation correspondant à 20% du nombre de logements locatifs sociaux requalifiés en QPV dont le coût serait supérieur à 45 000 € par logement.

En amont de la mise à disposition des logements locatifs sociaux visés, ces droits de réservation accordés à Action Logement Services sont formalisés dans une convention ad hoc entre Action Logement Services et le ou les réservataires et organismes HLM concernés.
Ces droits de réservation doivent être cohérents avec la stratégie de relogement et d'attribution mentionnée à l'article 6 de la présente convention.

Ces contreparties et leurs modalités de mise en œuvre sont détaillées respectivement en annexe B1 et B2 à la présente convention pluriannuelle.

Les modalités techniques de suivi et de pilotage des contreparties en faveur du groupe Action Logement prévues par la convention tripartite entre l'État, l'ANRU et Action Logement du 11 juillet 2018 pourront être précisées dans une instruction commune Action Logement – ANRU.

Les modalités de mise en œuvre en matière de contreparties sous forme de droits de réservation de logements locatifs sociaux seront précisées par la circulaire du ministère chargé du logement, conformément à la convention tripartite et tiennent compte de la stratégie d'attribution définie à l'article 6 de la présente convention.

## Article 6. La stratégie de relogement et d'attributions

Le document cadre fixant les orientations en matière d'attribution, tel qu'il est prévu à l'issue de la loi égalité et citoyenneté par l'article L. 441-1-5 du CCH, contient des objectifs de mixité sociale et d'équilibre entre les territoires à prendre en compte pour les attributions et des objectifs de relogement des ménages concernés par les projets de renouvellement urbain. Ce document[2] est annexé à la présente convention (annexe D1).
Dans ce cadre, le porteur de projet et les maitres d'ouvrage concernés par la présente convention pluriannuelle s'engagent à :

- En matière de relogement :

2 *Dans le cas particulier où une « convention d'équilibre territorial » ou « CET » est déjà signée sur le territoire concerné par la présente convention pluriannuelle, ou que le projet de CET est suffisamment abouti sur le fond (c'est-à-dire que la politique des attributions et sa déclinaison sur les quartiers en renouvellement urbain y apparaissent clairement), alors la CET peut être annexée à la présente convention en lieu et place du document cadre fixant les attributions en matière d'attribution.*

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



- élaborer et participer à la mise en œuvre de la stratégie intercommunale de relogement des ménages dont le relogement est rendu nécessaire par une opération de démolition de logement social, de requalification de logement social ou de recyclage du parc privé liée au projet de renouvellement urbain,
- assurer aux ménages concernés un relogement de qualité prenant en compte leurs besoins et leurs souhaits, en leur donnant accès à des parcours résidentiels positifs, notamment en direction du parc social neuf ou conventionné depuis moins de 5 ans, et en maîtrisant l'évolution de leur reste à charge,
- conduire le plan de relogement de chaque opération le rendant nécessaire.

- En matière d'attributions :
  - prendre en compte et suivre les objectifs de mixité sociale et d'équilibre entre les territoires pour les attributions de logements sociaux définis dans le cadre de la conférence intercommunale du logement, en particulier sur les sites en renouvellement urbain.

En termes de résultats, les objectifs d'attribution des logements situés en QPV à des ménages relevant des 2ème, 3ème et 4ème quartiles tels que fixés par la loi ont été dépassés aussi bien en 2017, qu'en 2018.

Pour ce qui concerne l'objectif d'attribution aux ménages du 1er quartile hors QPV, ce résultat n'a pas été atteint sur les deux années observées. Il convient toutefois de noter la structure particulière du parc et son peuplement actuel :

- hors Amiens, deux communes, regroupant 25% du parc de logements sociaux de la périphérie (2 000 logements) présentent des indicateurs de fragilité qui méritent une attention particulière en terme de peuplement,
- les QPV concentrent la moitié du parc social d'Amiens Métropole,
- hors QPV, 6 000 logements présentent des loyers qualifiés d'abordable par la DDTM : le taux de rotation moyen de 10% laisse augurer d'une capacité d'attribution de 600 logements à des ménages du 1er quartile (pour 3 200 attributions annuelles en moyenne).

La convention intercommunale d'attributions, telle que son contenu est défini par l'article L. 441-1-6 du CCH, décline le document cadre d'orientations en matière d'attribution. Elle porte les modalités de relogement des ménages concernés par les projets de renouvellement urbain de la présente convention et précise les engagements de chaque signataire pour mettre en œuvre les objectifs territorialisés d'attribution. L'objectif est de finaliser une convention intercommunale d'attribution pour le second trimestre 2020 afin de préciser notamment les engagements de chaque signataire dans la mise en œuvre des objectifs décris ci-dessus et de définir les modalités de relogement des ménages concernés par les projets de renouvellement urbain.
Par ailleurs, il est important de souligner que des enquêtes en amont de chacune des séquences de relogements puis post relogement seront menées par notre chargée de relogement dont le poste est pleinement intégré au sein du service de rénovation urbaine.

**La stratégie d'attribution et de relogement d'Amiens Métropole**
Les orientations stratégiques de la politique d'attributions d'Amiens Métropole ont été approuvées par le Conseil d'agglomération en date du 15 mars 2018.
Les orientations qui y sont définies sont fondées sur les constats suivants :

- <u>Un parc social inégalement réparti :</u>
  - Près de 60% des logements locatifs sociaux de l'agglomération amiénoise se situent en géographie prioritaire (dont 51% en QPV).
  - En dehors des quartiers prioritaires, près d'un logement sur deux propose un loyer abordable, soit environ 6 000 logements.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

- Un parc jouant pleinement son rôle social :
  - Sur les 8 200 demandes en stock, 2/3 des demandeurs ont des ressources inférieures aux plafonds PLAI. Cette proportion s'élève à ¾ des attributaires (2 300 attributions annuelles en moyenne, soit un taux de rotation de l'ordre de 10%).
  - Le parc social compte 25% de familles monoparentales et 45% de ménages vivant sous le seuil de pauvreté.
  - Un amiénois sur 4 vit dans un QPV.

Compte tenu de ces éléments, le document d'orientations d'Amiens Métropole a confirmé les objectifs portés par la Loi Egalite et Citoyenneté en les adaptant dans les territoires de la géographie prioritaire et les deux communes présentant des critères de fragilité supérieurs à la moyenne métropolitaine.
Ainsi :

- 25% des attributions aux ménages du 1er quartile seront réalisés hors QPV, en évitant les territoires de veille active et en tenant compte de la situation de fragilité observée dans les communes de Camon et Pont-de-Metz.
- 50% des attributions en QPV seront prononcés au profit de ménages issus des 3 quartiles supérieurs.

La Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) permettra de décliner les objectifs bailleur/bailleur et commune/commune.
Il est par ailleurs envisagé de fixer des objectifs particuliers en quartier NPNRU en tenant compte d'une stratégie progressive de banalisation desdits quartiers, à savoir :

- 1er temps : éviter l'aggravation de la situation,
- 2ème temps : entamer la déspécialisation,
- 3ème temps : tendre vers la banalisation.

Néanmoins, ces objectifs quantitatifs seront fondés sur le seul critère économique.
Il convient pour autant de tenir compte des souhaits des habitants et des profils rencontrés :

- La moitié des ménages à reloger dans le cadre des démolitions programmées souhaite demeurer sur le quartier. Elle met en effet en avant le niveau d'équipements et de services présents (les quartiers nord présentent 6 fois plus d'équipements que les autres quartiers d'Amiens), le transport en commun et la poursuite de l'amélioration prévue des résidences existantes.
- Il importe de conserver sur le quartier des ménages ayant un rapport positif avec celui-ci, gage de stabilité et investis, notamment les personnes âgées et les jeunes actifs souhaitant résider à proximité de leurs parents. Une partie de l'offre programmée en locatif social (dérogatoire) et en accession sociale est destinée à ces ménages afin de leur offrir un parcours résidentiel ascendant.

Les modalités de mise en œuvre sont multiples :

- La mobilisation des contingents par les bailleurs sociaux, dans le cadre d'une gestion en flux, au profit du public prioritaire PDALHPD et des ménages concernés par les démolitions,
- L'accélération de la réponse aux demandes de mutations émanant des ménages en QPV (47% des demandes de logements sont des demandes de mutation).
- Les systèmes de cotation mise en place par les bailleurs sociaux, tenant compte à la fois du profil des demandeurs mais également de l'analyse de l'occupation sociale de chaque résidence.
- L'expérimentation de la location choisie par l'OPH d'Amiens Métropole, permettant de prendre en compte les choix résidentiels exprimés.

**Reconstitution de l'offre de logements**
Deux communes d'Amiens Métropole sont concernées par l'article 55 de la Loi SRU :

- Salouël : pour cette commune le plan de rattrapage est défini, il avait été anticipé depuis 2017.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

- Rivery : cette commune a atteint le seuil de 3 500 habitants en 2018. Le plan de rattrapage sera donc à bâtir dès 2019. Il pourrait être envisagé de programmer dès 2020 une opération de 20 logements à destination des séniors. Les discussions sont en cours avec la commune.

Il convient de préciser que ces deux communes accueillent d'ores et déjà des programmes neufs, financés en offre nouvelle ou en reconstitution dans le cadre de l'ANRU, appartenant tant à la SIP, qu'à Clésence ou à l'OPH d'Amiens Métropole. La charte de relogement approuvée par les partenaires prévoit la mobilisation des logements construits depuis moins de 5 ans pour le relogement des ménages concernés par les démolitions au titre du NPNRU.

**Acquisition-amélioration**

À ce jour, seule une opération initiée par l'OPH d'Amiens Métropole dans le cadre de la reconstitution ANRU intègre une part d'acquisition-amélioration. Le diagnostic réalisé dans le cadre de l'élaboration du second PLH met en évidence une vacance diffuse de logements, principalement des petites typologies en collectif.

Une étude pré-opérationnelle sera lancée dans les prochains mois afin d'identifier plus précisément la localisation et l'état des logements vacants. Elle permettra d'identifier d'éventuels immeubles se prêtant à des opérations d'acquisition-amélioration ainsi que de définir les outils adéquats à court terme. Parallèlement, Amiens Métropole étudie les modalités de création d'une Opération de Revitalisation Territoriale.

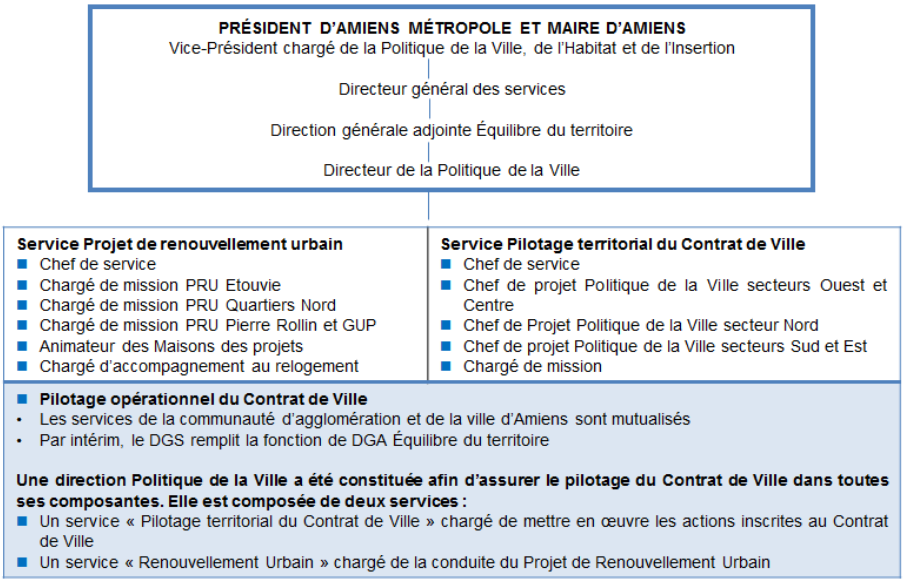
# Article 7. La gouvernance et la conduite de projet

## Article 7.1 La gouvernance

Le partage des responsabilités entre l'EPCI et la (les) commune(s) concernée(s) est organisé de la façon suivante :

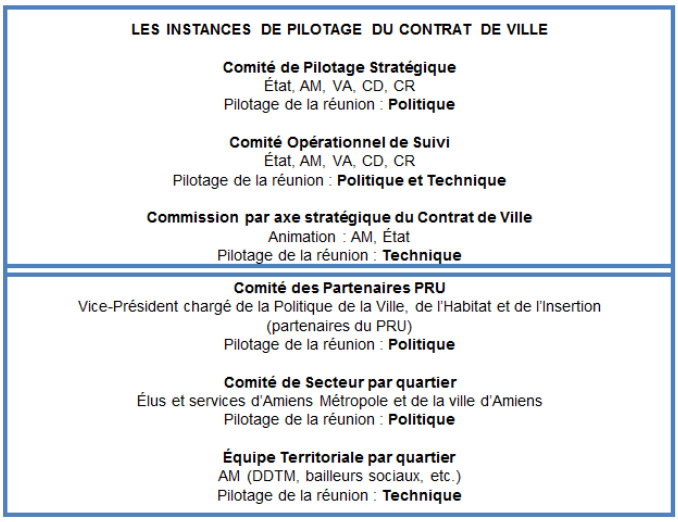
La compétence de la Politique de la Ville étant portée par la communauté d'agglomération, le portage du contrat de ville et du projet de renouvellement urbain est assuré par l'EPCI Amiens Métropole. Le personnel est mutualisé entre la ville d'Amiens et Amiens Métropole.

Le Contrat de Ville est porté par la Direction Politique de la Ville d'Amiens Métropole qui se compose de deux services comme indiqué ci-dessous :



DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

La gouvernance du projet est partenariale et organisée comme suit :




**Le pilotage du PRU s'inscrit dans le processus de conduite du Contrat de Ville**

**Deux instances propres au Projet de Renouvellement Urbain :**
**Le Comité des Partenaires :** cette instance rassemble les partenaires opérationnels et financiers du projet de renouvellement urbain. L'actualité du projet (avancement financier, avancement opérationnel, changement du programme, projet d'avenant) y est abordée sous le pilotage du Vice-Président chargé de la Politique de la Ville, de l'Habitat et de l'Insertion.
**Les équipes territoriales :** cette instance associe les services de la collectivité aux partenaires du PRU pour le suivi opérationnel et la coordination des opérations du projet de renouvellement urbain.

**Une instance commune au Contrat de Ville et au PRU :**
**Le Comité de Secteur :** cette instance co-pilotée par le Maire-adjoint de secteur et le Vice-Président chargé de la Politique de la Ville, de l'Habitat et de l'Insertion, est dédiée à la mise en œuvre du Contrat de Ville sur l'ensemble des quartiers prioritaires.

## Article 7.2 La conduite de projet

Le service Projet de Renouvellement Urbain (PRU) assure la préparation, l'animation, la coordination, le suivi ainsi que le secrétariat des instances dédiées au projet de renouvellement urbain.

Pour assurer la coordination des différentes maîtrises d'ouvrage et le bon déroulement et enchaînement des différentes opérations ainsi que l'ordonnancement général du projet à mener, Amiens Métropole conduit le pilotage opérationnel du projet.
Il mobilise pour cela :

- l'équipe dédiée du service PRU : un chef de service, 3 chargés de mission PRU (un par quartier concerné), un animateur des Maisons des Projets, un chargé de relogement. Le chargé de mission pour le quartier d'intérêt régional Pierre-Rollin coordonne et met en place les actions sur les quartiers dans le cadre de la Gestion Urbaine de Proximité (GUP) ;
- les différents services de la Ville et de la Métropole, en fonction du stade d'avancement des projets et des compétences requises.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Ainsi, l'Atelier Urbanisme Architecture et Paysage (AUAP) est particulièrement mobilisé en phase d'étude. Ses chargés d'étude coordonnent l'action des urbanistes de chaque quartier (les cabinets MADEC sur les quartiers Nord, Albert AMAR sur Pierre-Rollin et URBICUS sur Etouvie). Les chargés d'étude de l'AUAP donneront également leur avis sur les projets tout au long de l'avancement du programme de renouvellement urbain.
Pour la conception des espaces publics, Amiens Métropole mobilisera prioritairement son service Études et travaux neufs à l'exception de certains espaces recouvrant une complexité particulière pour lesquels Amiens Métropole souhaite externaliser la conception.

- le service Ingénierie et pilotage des projets conduit les opérations sous maîtrise d'ouvrage ville d'Amiens ou Amiens Métropole ;
- les autres services de la Ville et de la Métropole sont également mobilisés en fonction des thématiques abordées : Développement économique, Habitat-logement, Services réglementaires, Affaires immobilières, Direction du patrimoine, Directions financières, Directions de proximité.

Ainsi, au sein de la Direction de l'économie, un chargé de mission s'assure que la clause d'insertion est bien présente dans les différents marchés passés par les maitres d'ouvrages. Il assure également le suivi des maitres d'ouvrages dans la bonne application de cette clause et en tire des bilans par opération et par quartier.

- l'ADUGA (Agence d'Urbanisme du Grand Amiénois) accompagne également la collectivité dans le champ de l'évaluation des différents dispositifs.

Amiens Métropole, sur les conseils de l'ANRU, va également s'adjoindre les compétences d'une mission d'OPCU.
Le service PRU travaille en étroite collaboration et de manière partenariale avec les différents maitres d'ouvrages cités ci-dessus ainsi qu'avec les partenaires financiers du NPNRU.

## Article 7.3 La participation des habitants et la mise en place des maisons du projet

Dans le cadre du protocole de préfiguration, de nombreuses actions ont été engagées par le porteur de projet pour permettre la participation des habitants et des acteurs locaux aux projets en cours d'élaboration. Cette démarche de co-construction a été mise en place et animée sur les trois quartiers. Elle a permis d'instaurer des temps d'échanges productifs et d'associer aux projets un public très élargi. Un bilan de cette démarche de co-construction a été présenté dans le dossier de présentation.

Dans le cadre de la présente Convention, le porteur de projet, en lien avec les maîtres d'ouvrage concernés, s'engage à poursuivre la démarche de co-construction avec les habitants initiée en phase protocole.
**Des réunions publiques par quartier** seront organisées régulièrement, avec les habitants et les acteurs locaux, en fonction de l'actualité des projets et de l'avancement général des opérations. Ces réunions se tiendront en présence en présence des élus et acteurs du renouvellement urbain (bailleurs, autres maitres d'ouvrages, DDTM…).
**Le partenariat instauré avec les différents Conseil Citoyens** se poursuit également en phase opérationnelle du projet de renouvellement urbain. Deux représentants de chaque conseil citoyen sont aussi associés lors de certaines instances de pilotage du contrat de Ville comme le Comité Opérationnel de Suivi (COS).
**Les Maisons des Projets**, implantées sur les quartiers, constituent des lieux privilégiés d'information et d'échange avec les habitants. Ces Maisons du Projet sont animées par le service Renouvellement Urbain. Sur le quartier Etouvie, la Maison des Projets sera relocalisée pour se situer au cœur des secteurs qui feront l'objet d'une transformation dans le cadre du projet urbain.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Ces formats d'échange s'ajoutent aux 3 outils majeurs de la démocratie locale mis en œuvre à l'échelle de la Ville :

- **visite de proximité** : les visites de proximité sont des rendez-vous incontournables dans la relation élus-habitants. Un parcours spécifique proposé par le Comité de Quartier permet une fois par an de parcourir le quartier avec tous les acteurs locaux de proximité. Elles permettent de se rendre compte sur place des problématiques à traiter, des petits aménagements à réaliser. Les discussions qui ont lieu permettent d'apporter la meilleure réponse à un problème concret.

- **balade urbaine :** les balades urbaines permettent de valoriser, d'illustrer et d'expliciter les aménagements du territoire et les projets en cours ou à venir. Elles réunissent les élus, les techniciens et les acteurs locaux pour croiser les regards et (re) faire découvrir la Ville dans ce qu'elle a de plus singulier : patrimoine, paysages, lieux insolites en répondant à différents enjeux.

- **les opérations « Bonjour Madame le Maire » :** Brigitte Fouré, Maire d'Amiens, vient directement à la rencontre des habitants dans chacun des quartiers de la ville pour dialoguer. L'écoute et la proximité sont le leitmotiv de cette démarche. Ces permanences se tiennent sans rendez-vous et permettent à chacun d'avoir un contact direct avec l'élue.

## Article 7.4 L'organisation des maîtres d'ouvrage

Pour la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain et pour tenir compte de la volonté de le réaliser rapidement, les maîtres d'ouvrage ont décidé chacun en ce qui les concerne d'organiser leurs équipes de la façon suivante :

***OPH D'AMIENS METROPOLE – SYNDICAT MIXTE DE L'HABITAT EN SOMME :***

L'organigramme de l'OPH d'Amiens Métropole répond à la volonté d'efficacité basée sur des responsabilités clairement identifiées, des capacités de décision et d'adaptation au plus proche des besoins, des services fonctionnels en appui des services opérationnels :

- **La Direction de la Gestion Locative** regroupe l'ensemble de l'activité en lien avec les clients :
  - Le service proximité, duquel dépend la centaine de gardiens, qui traite des sujets de propreté, de sécurité et d'ambiance des immeubles ;
  - Le service maintenance qui traite de l'entretien préventif et curatif des immeubles et de leurs composants ;
  - Le service commercial qui traite de la location des logements et de leurs annexes, de l'accompagnement des demandeurs ;
  - Le service tranquillité résidentielle qui veille au respect des règles liées aux contrats de location sur les sujets de sécurité, salubrité et d'ambiance des immeubles.
- **La Direction Technique** traite de l'entretien des équipements, notamment dans le cadre de contrats globaux et pluriannuels, des marchés de chauffage, et des investissements identifiés dans le PSP en Gros entretien et renouvellement de composants.
- **La Direction de la Production immobilière** met en œuvre la stratégie de développement et d'investissements sur le patrimoine.
- **La Direction Juridique** gère les marchés publics, les sujets juridiques.
- **La Direction de l'Amélioration des Processus** accompagne les évolutions nécessaires du fonctionnement et de l'organisation pour s'adapter aux besoins. Elle intègre le service informatique, la communication, l'innovation sociale, la qualité.
- **La Direction Administrative et Financière.**
- **La Direction des Ressources Humaines.**

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Les projets de démolitions, constructions et de requalifications prévus dans le cadre de la convention seront suivis par une équipe de maîtrise d'ouvrage au sein d'une même Direction. L'interlocuteur privilégié sera donc le Directeur de la Production Immobilière qui mobilisera les autres Directions, notamment la Direction Administrative et Financière, en fonction des besoins.

Cette Direction est composée de 5 monteurs et de 7 conducteurs d'opérations qui ont l'expérience et les compétences nécessaires. Les volumes d'investissements suivis par cette équipe, ces deux dernières années, correspondent à plus de 50 millions d'euros de dépenses, avec une proportion de 70% pour la requalification. Compte tenu du plan stratégique de patrimoine qui a intégré le programme NPNRU, les opérations prévues dans le cadre de la convention n'engendreront pas une activité nettement supérieure.
Néanmoins, une coordonnatrice dédiée au NPNRU a été recrutée en 2019.
Par ailleurs, 2 chargées de clientèle sont intégrées à cette Direction et traitent essentiellement du relogement des familles concernées par les opérations de démolition.

***SIP :***
La SIP, à côté de son Directeur général, s'organise autour de plusieurs directeurs (Financier, Habitat, Patrimoine, Clientèle) qui chacun participe de concert à l'élaboration des opérations de renouvellement urbain sur les quartiers Nord et Etouvie. Le Directeur du Patrimoine est le référent ANRU. Une agence de la SIP est également présente sur le quartier Etouvie avec un Responsable d'Antenne et des chargés de clientèle de proximité afin d'être au plus proche des habitants.

Les chargés d'opérations dépendant du Directeur de l'Habitat, conduisent de manière opérationnelle chacun des projets inscrits dans le programme de renouvellement urbain en complément des opérations de droit commun qu'ils gèrent également.

La SIP projette de recruter dès 2020 un coordinateur social qui viendra renforcer l'équipe d'Etouvie dans la mesure où le programme de travaux aura démarré ainsi que les relogements.
Celui-ci aura comme mission principale de coordonner l'ensemble des opérations ANRU, essentiellement sur l'accompagnement au relogement des familles dans le cadre des démolitions ainsi que les actions GUP. Il sera rattaché au Directeur du Patrimoine.

Au niveau de la commercialisation des logements en accession sociale à la propriété, la SIP a créé en Avril 2017, une cellule de transactions immobilières (Habitat Solution) basée à Amiens, dont les missions premières sont la vente de patrimoine, mais aussi la commercialisation des programmes en accession sociale de la SIP.

***CLÉSENCE :***
Clésence s'est dotée de Directions Territoriales soutenues par des Pôles d'Appui (Gestion locative, Construction, Rénovation, Vente) des Pôles d'Expertise (Politique de la Ville…) et des Pôles Support (Finance et Comptabilité…)
Les différents Pôles contribuent à la bonne réalisation des projets de Clésence. La Direction Territoriale s'assure de la cohérence d'ensemble, de l'adéquation des moyens mis en place et de l'atteinte des objectifs collectifs.
Un Comité de Pilotage transversal, animé par le Directeur des Territoires et de la Proximité en présence d'un membre de la Direction Générale (COMEX), lieu d'échange entre les responsables des Pôles et des Territoires, se réunit régulièrement pour vérifier l'avancement des plans de renouvellement urbain dans lesquels Clésence est engagé. Un tableau de bord a été mis en place pour chaque site incluant l'ensemble des projets (Démolition, Reconstitution, Accession Sociale, Rénovation, Immobilier à vocation économique).
Le Directeur Territorial est l'interlocuteur privilégié de la collectivité porteur de projet.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Le volet opérationnel sera mis en œuvre au sein de chaque pôle grâce aux ressources humaines de la société :

- **Démolitions** : Pôle Rénovation : 1 Directeur de Pôle, 1 Responsable d'activité et un Chargé d'opération dédié.
- **Rénovation** : Pôle Rénovation : 1 Responsable d'activité et un Chargé d'opération dédié.
- **Construction/Accession Sociale/Immobilier à Vocation Économique** : Pôle Construction : 1 Directeur de Pôle, 1 Responsable de Programme, 2 Monteurs d'Opérations, 1 Conducteur d'Opérations
- **Vente des PSLA** : Pôle Vente HLM : 1 Directrice de Pôle, 1 Conseillère de Vente
- **Relogement** : Pôle Gestion Locative : 1 Directeur de Pôle, 1 Responsable Commerciale Locatif, 1 Attaché Commercial
- **Finances** : 1 Directrice de Pôle, 1 Responsable Finance, 1 Responsable Financement, 1 Gestionnaire Financement

***L'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires :***

L'opération de construction de l'équipement commercial du Colvert est portée par la Direction des Programmes de l'ANCT. Aurélien Lemaire, Responsable de Programme, est en charge de l'entièreté du projet. En cette qualité, il fait appel à différentes expertises au sein de l'établissement : Direction technique, service juridique, direction de l'exploitation afin que l'opération soit réalisée de manière efficiente. En lien constant avec ses partenaires (ville d'Amiens, Amiens Métropole), le Responsable de Programme est le référent unique pour toute information et arbitrage relatifs au projet.
Dans le cadre de la phase travaux, l'ANCT est accompagnée d'un AMO, Asciste, afin de s'assurer du bon déroulé de ces derniers.

***Conseil Départemental :***

Le dossier de réhabilitation/reconstruction du collège Rosa Parks, dans le cadre du programme de renouvellement urbain du quartier d'Etouvie, sera piloté par deux directions au sein du CD 80 :

- La Direction des Collèges et du Numérique Éducatif (DCNE) avec son Directeur et un chargé de mission ;
- La Direction du Patrimoine Départemental (DPD) avec le Chef de service construction-réhabilitation.
- Un comité technique sera mis en place co-animé par les deux directions citées. Il associera, outre les trois référents listés ci-dessus :
  - le Directeur du Patrimoine Départemental ;
  - le Programmiste qui aura été retenu ;
  - le Principal du collège ;
  - un représentant d'Amiens Métropole susceptible de faire le lien avec les autres composantes de ce dossier de renouvellement urbain ;
  - plus toute autre personnalité qualifiée susceptible d'apporter un regard particulier en tant que de besoin.

Tout au long du projet, il est convenu que pour la phase de programmation et la phase de concours, la DCNE sera en pilotage avec la DPD en appui. A l'inverse, la phase travaux sera pilotée par la DPD avec la DCNE en appui.

***Amiens Métropole / ville d'Amiens :***

Les services de la ville d'Amiens et d'Amiens Métropole étant mutualisés, ce sont les mêmes services/personnes qui assurent la maitrise d'ouvrage des opérations, soit pour la ville d'Amiens pour les opérations de compétence communale, soit pour la Communauté d'Agglomération Amiens Métropole si les opérations relèvent de sa compétence. Les chargés d'opérations du service Ingénierie et Pilotage Opérationnel mènent les opérations sous maitrise d'ouvrage ville d'Amiens et Amiens Métropole en lien direct avec le service Études et travaux neufs, lorsqu'il s'agit d'opérations menées en régie ou avec des

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

maitrises d'œuvre externes pour certaines opérations comme les équipements ou l'aménagement complexe de certains îlots : Colvert sur Amiens Nord, Coursives et îlot Sud sur Etouvie…

## Article 7.5 Le dispositif local d'évaluation

En lien avec les dispositions relatives à l'évaluation du contrat de ville, le porteur de projet s'engage à mettre en place un dispositif local d'évaluation comme outil de pilotage du programme de renouvellement urbain. Ce dispositif intègre le suivi opérationnel et financier du projet (reporting), le suivi des objectifs urbains du projet (cf. article 2.2) et la mesure des impacts du projet à moyen/long terme. Il contribue ainsi au suivi du projet tel que prévu à l'article 12 de la présente convention.
Ce dispositif local d'évaluation peut contribuer à nourrir également l'évaluation nationale du NPNRU. À cet effet, les signataires s'engagent à faciliter le travail du CGET portant sur l'évaluation du programme.
Afin de mesurer les effets du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain, le porteur de projet Amiens Métropole a engagé en partenariat avec l'Agence Du Grand Amiénois (ADUGA) une démarche méthodologique dès le stade du protocole de préfiguration. Elle repose sur trois outils :

- **un atlas social** permettant de suivre l'évolution des caractéristiques des 3 quartiers ANRU dans le contexte métropolitain sur la durée du projet urbain. Conformément aux objectifs du NPNRU et plus largement du Contrat de Ville, l'objectif de l'atlas est d'évaluer dans quelle mesure le NPNRU contribue à rapprocher les caractéristiques des trois quartiers de celles du reste du territoire métropolitain.
  Trois thèmes ont été retenus pour suivre l'évolution des caractéristiques socio-économiques des quartiers : le **niveau de vie et la pauvreté monétaire**, **l'accès à l'emploi** et **la composition familiale des ménages**.

L'état zéro de l'atlas, établi avec les données disponibles en 2017, sera mis à jour à la mi-parcours du NPNRU ainsi qu'à son achèvement ; soit tous les deux ans.

- **un tableau de bord des quartiers ANRU** rendant compte de l'évolution des indicateurs sur lesquels le NPNRU doit pouvoir agir. L'objectif est de suivre annuellement les évolutions urbaines des quartiers, en particulier les évolutions du parc de logement. À la différence de l'atlas, il porte sur l'échelle resserrée des quartiers.
  Neuf items ont été retenus dans le tableau de bord pour évaluer les effets du NPNRU sur les quartiers : la **morphologie urbaine, les caractéristiques du parc de logements des quartiers, l'occupation et les loyers du parc HLM, les performances énergétiques du parc HLM, le marché du logement, la mixité urbaine, la desserte du réseau de transport en commun**.

- **une enquête auprès des habitants** apporte des données qualitatives sur le ressenti du projet auprès des habitants à mi-parcours du NPNRU, permettant ainsi un premier bilan des transformations opérées tout en laissant la possibilité d'ajuster le projet si nécessaire.

L'état zéro de l'atlas et le tableau de bord figurent en annexe de la présente convention.
L'enquête sera réalisée à mi-parcours du NPNRU par un prestataire à sélectionner ultérieurement.

La démarche d'évaluation comprend par ailleurs un bilan annuel d'avancement du programme comprenant deux volets :

- l'avancement des opérations physiques formalisé à travers un tableau des opérations livrées ;
- l'avancement du relogement des ménages formalisé à travers un tableau de suivi des relogements effectués ainsi qu'une cartographie des origines et destinations des ménages relogés.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Les résultats de l'évaluation pourront être portés à connaissance lors des comités de partenaires du NPNRU et lors des différentes instances dédiées au contrat de ville.

# Article 8. L'accompagnement du changement

## Article 8.1 Le projet de gestion

Conformément au règlement général de l'ANRU relatif au NPNRU, et en lien avec les orientations du contrat de ville, le porteur de projet en lien avec les acteurs concernés s'engage à mettre en place un projet de gestion partenarial, pluriannuel et territorialisé, articulé au contenu et au phasage du projet de renouvellement urbain et « co-construit » avec les habitants et usagers du ou des quartier(s) concerné(s). L'objectif est d'améliorer la gestion urbaine du ou des quartier(s) concerné(s) par le projet de renouvellement urbain dans l'attente de sa mise en œuvre, d'intégrer les enjeux de gestion, d'usage et de sûreté dans la conception des opérations d'aménagement et immobilières, d'accompagner le déploiement des chantiers et d'anticiper les impacts du projet urbain sur les usages, les responsabilités, les modalités et les coûts de gestion des gestionnaires. Ainsi, le projet de gestion interroge la soutenabilité financière des modes de gestion et l'adaptation des organisations des gestionnaires compte tenu des transformations urbaines et des opérations portées par le projet de renouvellement urbain, et vise à en favoriser l'appropriation et la pérennisation.

Pour accompagner les changements, pérenniser les transformations du NPNRU dans les quartiers prioritaires et améliorer durablement leur image tout en impliquant les habitants, **une nouvelle convention de gestion urbaine de proximité** sera signée dans les six mois suivant la signature de la convention de renouvellement urbain. Elle figure en annexe D2.

La gestion urbaine de proximité nécessite une coopération renforcée entre les différents acteurs impliqués dans les quartiers (Ville, Agglomération, organismes HLM, Conseils citoyens...) formalisée par des engagements, dans ce document.

Une première convention de gestion urbaine de proximité a été signée à Amiens pour 6 ans en 2009, sur les 3 quartiers en rénovation urbaine lors du PRU.
Afin de poursuivre et développer les actions de GUP après 2014, les partenaires ont souhaité intégrer cette démarche dans le Contrat de Ville signé en 2015 comme un axe fort permettant de concourir à l'amélioration durable du cadre de vie dans les quartiers et l'élargir aux 6 quartiers prioritaires de la Ville, pendant la durée du NPNRU.

Par ailleurs, dans le cadre de la démarche de GUP, des conventions TFPB ont été signées avec chaque bailleur social possédant du patrimoine en quartier prioritaire, pour la période 2016-2022. Ces conventions doivent également servir de cadre à la convention GUP.

**Préfiguration de la convention GUP**

**Un processus d'élaboration participatif et concerté**
Le projet de gestion pour les 6 quartiers prioritaires de la Ville a été co-construit avec les habitants. Des réunions partenariales se sont ainsi tenues d'octobre 2017 à mars 2018 sur chacun des 6 quartiers prioritaires, avec les services techniques internes et des partenaires, ainsi que des ateliers habitants avec les conseils citoyens élargis, afin de réaliser des diagnostics partagés.
Un groupe de travail technique entre partenaires a été mis en place, auquel s'ajoutent de 2 à 4 ateliers avec les habitants pour chacun des 6 quartiers. L'accent a particulièrement été mis sur l'implication des

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

instances représentatives des habitants à la rédaction de la convention, et dans une démarche générale de sensibilisation aux questions de GUP.

Les diagnostics en marchant passés et les synthèses des marches exploratoires ont été pris en compte et seront annexés à la convention.
Ces ateliers ont permis de relever les dysfonctionnements identifiés sur les quartiers, à travers la réalisation d'éléments cartographiques et de réfléchir à des solutions qui alimenteront le programme d'actions, annexé à la future convention.

**Un programme d'actions partenariales**
La convention définit les grandes orientations de la GUP, considérant qu'il s'agit d'une dynamique partenariale indispensable pour améliorer la qualité de vie des habitants au quotidien et sur le long terme.
Les objectifs généraux de la démarche de GUP se déclinent ainsi dans la future convention, suivant la fiche action GUP 3.2.7 annexée au Contrat de Ville d'Amiens Métropole :

- **Optimiser la gestion et l'entretien des quartiers** : suivi des conventions d'entretien diverses, réalisation de plans de responsabilité de gestion, clarification des domanialités en procédant aux régularisations foncières nécessaires, réalisation de référentiels de gestion intégrant le déploiement de la gestion différenciée, proposition de mode de gestion temporaire des fonciers en attente d'aménagement dans le PRU (conférer une valeur d'usage aux sites en attente d'aménagement).
- **Accompagner les projets de rénovation urbaine** : intégrer les enjeux de gestion dès la conception des projets pour assurer leur durabilité, améliorer la gestion et la communication lors des phases d'attente et de travaux, assurer une bonne reprise en gestion et évaluer les opérations réalisées pour procéder aux éventuels ajustements et capitaliser sur les bonnes pratiques.
- **Impulser et promouvoir les initiatives d'habitants et d'associations en faveur de l'appropriation de leur cadre de vie et les sensibiliser aux enjeux du développement durable** : actions d'accompagnement aux changements d'usage, au respect du cadre de vie, actions de création et d'entretien de jardins participatifs, ateliers sur le développement durable.
- **Piloter, suivre et coordonner les conventions locales d'utilisation de l'abattement TFPB** : organisation de réunions de suivi par bailleur, par quartier en interbailleurs, de diagnostic en marchant annuel, pour garantir l'utilisation des fonds issus de l'abattement pour l'amélioration de la qualité et des conditions de vie des habitants des quartiers.

Ces objectifs visent l'amélioration durable du fonctionnement des quartiers pour valoriser le cadre de vie des habitants et favoriser le retour de l'attractivité, ainsi que la pérennisation des investissements réalisés dans le cadre des projets urbains et l'appropriation durable des réalisations. Les 3 quartiers en rénovation urbaine font l'objet d'objectifs plus spécifiques dans le cadre du NPNRU, liés à l'importance des travaux prévus.

**Un outil de suivi et pilotage**
La convention est un document de cadrage des démarches portées par les différents signataires qui ont souhaité formaliser leur engagement. Les partenaires signataires sont la Métropole en tant que porteur de projet, la Ville et les bailleurs en tant que gestionnaires des territoires, l'État, l'ANRU, et le Conseil départemental en tant que partenaires financiers potentiels.

La convention met en place plusieurs instances de pilotage et suivi, et prévoit leurs fréquences, objet et composition :

- Le comité GUP interquartiers
- Les réunions de coordination technique GUP
- Les diagnostics en marchant
- Les réunions TFPB

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Elle prévoit les outils nécessaires au suivi, à savoir un tableau de suivi des actions, la cartographie par quartier et les diagnostics en marchant.

Elle prévoit également que le chargé de mission GUP assure l'animation globale du dispositif et des partenariats, en veillant au respect de la convention et de son programme d'actions.

Les habitants sont largement impliqués dans l'élaboration et le suivi de la convention.
En termes d'évaluation, un bilan annuel sera rédigé et validé, sous forme de rapport contenant la présentation des actions réalisées, le tableau de suivi et la cartographie à jour, les comptes-rendus, et ajustements à prévoir.

Une évaluation plus complète sera réalisée à mi-parcours pour la rédaction éventuelle d'un avenant.

Dans le cadre de la Gestion Urbaine de Proximité, il est à noter que des **outils et méthodes spécifiques ont été développés en amont de la future convention, dans le cadre du premier programme, pour la qualité urbaine des opérations menées par la ville d'Amiens et Amiens Métropole, et seront de nouveau déployés sur le NPNRU.**

**La Charte des espaces publics**
La ville d'Amiens et Amiens Métropole ont confié à la SPL Amiens Développement une mission d'élaboration d'une charte des espaces publics développant plusieurs thématiques : principes d'aménagement selon une conception de l'espace public centré sur les usages et développement de l'attractivité de la Ville, typologie des matériaux de revêtements à employer, typologie des matériels et mobiliers, principes de mise en œuvre des matériaux et matériels, maintenance et gestion du domaine public aménagé, etc.
Cette charte est évolutive et aura vocation à se décliner dans le cadre des opérations d'aménagement du NPNRU. Un 1er fil conducteur de ces espaces publics s'effectue grâce au BHNS.

**L'évaluation des espaces publics rénovés**
Face au constat d'aménagements récents présentant des dysfonctionnements et d'aménagements qui fonctionnent, la ville d'Amiens et Amiens Métropole ont initié une démarche d'évaluation des espaces publics rénovés et élaboré un guide méthodologique.
Cette approche a deux finalités opérationnelles :

- capitaliser sur les bonnes pratiques,
- procéder aux réajustements des espaces évalués.

La méthode repose sur le recueil de données (observation des pratiques et des usages, questionnaire habitants, entretiens auprès des services, relevés de dysfonctionnement sur site, la récupération de données existantes). Elle doit permettre à court ou moyen terme son adaptation pour évaluer d'autres équipements ou prestations de la collectivité et de créer un réseau de retour d'expériences avec d'autres collectivités.

## Article 8.2 Les mesures d'insertion par l'activité économique des habitants

Les maitres d'ouvrage financés par l'ANRU s'engagent à appliquer les dispositions de la charte nationale d'insertion relative au NPNRU qui vise à mettre la clause d'insertion au service de réels parcours vers l'emploi des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville, en l'inscrivant dans la politique locale d'accès à l'emploi et à la formation et dans le volet développement économique et emploi du contrat de ville. Pour ce faire, le porteur de projet et les maitres d'ouvrage financés par l'ANRU fixent à travers la présente convention des objectifs quantitatifs et qualitatifs en matière d'insertion, s'accordent sur les marchés et les publics cibles de la clause et en définissent les modalités de pilotage, suivi et évaluation, en

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

étant particulièrement vigilants aux modalités de détection, d'accompagnement et de formation des bénéficiaires en amont et tout au long de leurs parcours, au partenariat avec les entreprises et à la mobilisation de l'ensemble des acteurs locaux de l'insertion par l'activité économique.
La charte est élaborée conformément à la loi du 1er août 2003 d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine, dont l'article 10-3, modifié par la loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine. Elle indique que « l'Agence nationale pour la rénovation urbaine élabore et adopte une charte nationale d'insertion, intégrant les exigences d'insertion professionnelle des habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville dans le nouveau programme national de renouvellement urbain. ».

Cette charte comprend des principes structurants pour la mise en œuvre des clauses sociales dans les projets de renouvellement urbain. Ces clauses doivent ainsi :

- s'inscrire dans une politique globale d'accès à l'emploi et à la formation des habitants des quartiers prioritaires, portée par le contrat de ville.
- constituer un outil pour la construction de réels parcours vers l'emploi pour les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville.
- faire l'objet d'un suivi et d'un pilotage partenarial, coordonné à l'échelle intercommunale.

Les territoires d'application sont les 3 quartiers classés en rénovation urbaine au sein de la communauté d'agglomération Amiens Métropole : il s'agit d'Amiens nord, Etouvie et Pierre-Rollin.

**Une nouvelle Charte d'insertion**

Le nouveau programme national de renouvellement urbain est mis en œuvre dans les quartiers particulièrement touchés par le chômage, dont les habitants sont confrontés à de nombreux freins à l'emploi : faiblesse du tissu économique, enclavement, discrimination. L'accès à l'emploi des habitants des quartiers prioritaires est une priorité du NPNRU.
La mise en œuvre de la clause fait intervenir de nombreux acteurs qu'il faut à la fois informer, former et coordonner. Chacun des acteurs doit comprendre la globalité des enjeux et contribuer à l'efficacité du système.

Les signataires de la charte d'insertion locale doivent s'engager également et se sentir impliqués pour :

- Soutenir l'économie locale ;
- Favoriser la cohésion sociale du territoire ;
- Développer les liens entre les mondes de l'économie et de l'insertion ;
- Encourager l'emploi durable.

Afin de mieux inscrire la clause d'insertion dans un parcours durable pour les demandeurs d'emploi, Amiens Métropole souhaite décliner différentes actions. Par ailleurs, il semble important également de rappeler que l'axe 1 du contrat de ville d'Amiens Métropole comporte 2 objectifs opérationnels visant à améliorer l'emploi et l'insertion des habitants des 6 quartiers prioritaires. Le déploiement des clauses fait l'objet d'une fiche action dans ce cadre.

**Diagnostic Local**

**Aperçu chiffré**

La communauté d'agglomération Amiens Métropole compte 175 894 habitants (2015) et la ville d'Amiens 136 172 habitants (2015). Parmi eux, 31 300 habitent en QPV (soit 17,8% des habitants d'Amiens Métropole et 23% des habitants d'Amiens).
Les demandeurs d'emploi des 6 QPV représentent 36% des demandeurs d'emploi de la ville d'Amiens.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Sur les six quartiers qui relèvent de la géographie prioritaire : les 3 anciens quartiers ZUS (Amiens Nord, Etouvie, Marcel Paul/ Salamandre) et 3 nouveaux quartiers sont apparus lors de la mise en œuvre du dernier contrat de ville (Pierre-Rollin, Condorcet/ Philéas Lebesgue et les Parcheminiers).
8 secteurs sont devenus des Quartiers de Veille Active (QVA) : Saint-Maurice, Elbeuf, Renancourt, Faubourg de Hem, Îlot de la Délivrance, deux quartiers des communes de Camon et de Longueau, ainsi qu'un quartier de Rivery.

**Une forte politique d'insertion**

Amiens Métropole possède une politique volontariste en matière d'insertion, notamment à travers le dispositif du PLIE mais également avec un service emploi-insertion, où sont déployées des missions d'ingénierie ainsi que le dispositif de la clause sociale.

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi d'Amiens Métropole mobilise un ensemble de dispositifs en faveur de l'insertion afin d'organiser des parcours individualisés vers l'emploi. Il a pour objectif de répondre aux besoins et opportunités du territoire, à partir d'un diagnostic et d'un projet partagé par l'ensemble des acteurs politiques, institutionnels, sociaux et économiques qui sont concernés par l'insertion et l'emploi sur notre territoire. Sa principale fonction est d'organiser des parcours d'insertion professionnelle vers l'emploi pour des publics en difficulté (demandeurs d'emplois de longue durée, allocataires des minima sociaux, jeunes peu ou pas qualifiés, travailleurs handicapés,…). Il intervient sur le territoire du Grand Amiénois et au sein des quartiers prioritaires.

De plus, le service Emploi-Insertion d'Amiens Métropole promeut les clauses sociales dans les marchés publics de la collectivité et auprès des entreprises privées, afin de faciliter l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi du territoire.

**Engagements des porteurs de projet de renouvellement urbain et des maitres d'ouvrage**

D'un point de vue réglementaire, le plan local d'application de la Charte d'insertion sera signé conjointement à la convention dite du NPNRU d'Amiens Métropole. Chacun des partenaires s'engagera sur les éléments suivants :

- **Introduire une clause sociale d'au moins 5%** des heures travaillées dans le cadre des opérations (travaux et ingénierie nécessaire aux travaux financés par l'ANRU).
- **Au moins 10%** des heures travaillées dans le cadre des marchés liés à la gestion urbaine de proximité, de la même manière que cela a déjà été réalisé lors du PRU.
- Une partie des embauches liées à l'ingénierie des projets (équipe projet), au fonctionnement des équipements et aux actions d'accompagnement (relogement, etc.).

D'une manière générale, la clause sociale est appliquée en fonction des lots, elle tient compte des montants de travaux, des délais de réalisations, de la technicité, des spécificités (habilitations obligatoires, spécifiques, sécuritaires, etc.).
Tous les lots d'un marché ne peuvent donc pas faire l'objet de la clause. Toutefois, elle est applicable à l'ensemble des marchés du Programme de Rénovation Urbaine afin de permettre la mise en place des parcours d'insertion.

**Les objectifs quantitatifs**

Le calcul des heures prévisionnelles prévoit un global de 145 834 heures a minima, à réaliser sur l'ensemble des opérations de la convention ANRU 2.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

| | Coût HT des travaux (base de calcul des heures) | Nombre d'heures dues |
|---|---|---|
| **Par maître d'ouvrage** | | |
| **SIP** | 43 770 871 | 22 699 |
| **OPH** | 77 850 850 | 38 481 |
| **CLESENCE** | 40 879 888 | 20 721 |
| **Ville d'Amiens** | 64 425 903 | 27 147 |
| **CA Amiens Métropole** | 34 214 936 | 14 004 |
| **TOIT AUSSI SACP** | 4 680 561 | 2 340 |
| **ANCT** | 2 187 213 | 1 094 |
| **Non identifié** | 24 424 207 | 12 212 |
| **Conseil Départemental de la Somme** | 14 272 765 | 7 136 |
| ***Total*** | ***306 707 194*** | **145 834** |

| | Coût HT des travaux (base de calcul des heures) | Nombre d'heures dues |
|---|---|---|
| **Par famille d'opérations** | | |
| **DÉMOLITION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX** | 23 418 636 | 13 661 |
| **AMÉNAGEMENT D'ENSEMBLE** | 71 603 678 | 30 793 |
| **REQUALIFICATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX** | 69 950 107 | 34 975 |
| **RECONSTITUTION DE L'OFFRE DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX** | 50 204 360 | 23 800 |
| **RÉSIDENTIALISATION DE LOGEMENTS** | 6 488 826 | 3 244 |
| **ACCESSION À LA PROPRIÉTÉ** | 40 305 653 | 20 153 |
| **ÉQUIPEMENTS PUBLICS DE PROXIMITÉ** | 35 463 434 | 16 209 |
| **IMMOBILIER À VOCATION ÉCONOMIQUE** | 9 272 500 | 2 999 |
| ***Total*** | ***306 707 194*** | ***145 834*** |

**Les objectifs qualitatifs**

Dans le but de favoriser des parcours d'insertion vers l'emploi durable, plusieurs indicateurs seront retenus :

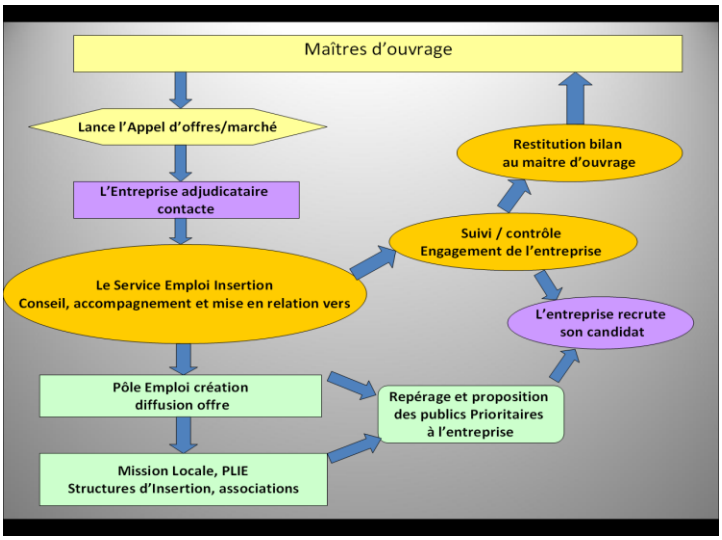
- Pourcentage d'heures réalisées via du CDI et du CDD de plus de 6 mois (cible de 20% des heures globales) ;
- Pourcentage d'heures réalisées via l'alternance (cible de 40% des heures globales) ;
- Durée moyenne des contrats (cible de 400 heures de moyenne).

**Le mode opératoire est le suivant :**

Le pilotage opérationnel du dispositif est assuré par le service Emploi-Insertion d'Amiens Métropole.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Un poste de « chargé de mission clause sociale » a été mis en place depuis 2007 pour la mise en œuvre du dispositif sur le territoire d'Amiens Métropole.
Il assure la promotion et l'expertise technique de l'introduction de la clause auprès des maitres d'ouvrage. Il assure l'interface entre les entreprises et les acteurs d'emploi, il exerce un suivi et un contrôle de l'exécution de la clause par les entreprises soumissionnaires et réalise la restitution des bilans auprès des maitres d'ouvrage.




En lien étroit avec le service Emploi-Insertion d'Amiens Métropole, le Pôle Emploi est la porte d'entrée concernant la partie recrutement en mobilisant son offre de service globale. Sous l'égide du service Emploi-insertion, Pôle Emploi assure la création des offres « clause » et la diffusion sur le site internet Pôle Emploi. Cela permet une transparence quant à l'accès de l'offre à tous et l'égalité de traitement.

Par ailleurs, Pôle Emploi assure de manière régulière le « sourcing » des candidats issus des QPV positionnés sur les postes à pouvoir.

La collaboration efficace entre le service Emploi-Insertion et le Pôle Emploi permet d'accompagner les entreprises dans la réalisation de leur engagement.

Il convient par ailleurs de noter qu'Amiens Métropole et la ville d'Amiens déclinent l'introduction de la clause d'insertion de manière systématique dans l'ensemble de leurs marchés depuis 2009. Par ailleurs, le service Emploi-Insertion est le guichet unique territorial pour l'ensemble des acheteurs publics locaux (Amiens Métropole, ville d'Amiens, OPH AM, SEMAA, SIP, CLESENCE, etc.).

L'État (Ministère de la Justice, Ministère de la Défense, SNCF, etc.) ne possédant pas de chargé de mission et/ou de facilitateur de clause à l'échelle territoriale, vient s'appuyer sur le chargé de mission de clause d'Amiens Métropole pour mettre en œuvre la clause inhérente à leur propre marché sur le territoire d'Amiens Métropole.

**Application locale de la mise en place de conventions bilatérales entre Amiens Métropole et chaque maître d'ouvrage signataire du PLACI - période 2014-2024**

Au-delà de la charte d'insertion, une convention permettant de fixer les bonnes pratiques des différentes parties sera mise en place et ce, afin d'anticiper les opérations et créer les conditions d'une étroite collaboration entre Amiens Métropole et les maîtres d'ouvrage.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

La clause sociale ne doit pas uniquement être perçue comme une contrainte, mais comme une opportunité pour l'entreprise d'agir positivement pour l'emploi et la qualification sur son territoire. À cette fin, la collectivité et les maîtres d'ouvrages doivent collaborer pour la mise en œuvre qualitative de la clause.

**Mise en œuvre des clauses sociales**

Les lots à identifier, le nombre d'heures à réaliser, la pondération insertion éventuelle dans certains marchés doivent être le fruit d'un travail préalable de concertation entre le chargé de mission du service Emploi-insertion d'Amiens Métropole et l'ensemble des maitres d'ouvrage avant la diffusion des appels d'offres. Pour cela, il convient de :

- connaître les calendriers actualisés des travaux à venir et des métiers recherchés de manière anticipée pour permettre le ciblage et le repérage des publics et les formations possibles ;
- travailler en commun à la rédaction des marchés de manière à introduire à bon escient le pourcentage d'heures d'insertion par lot ou la pondération insertion à appliquer ;
- transmettre les actes d'engagements insertion signés par les entreprises dès la notification des marchés, et informer le service Emploi-Insertion de l'entreprise retenue dès le retour de la Commission d'Appel d'offres.

Au-delà du nombre d'heures introduit en tant que condition d'exécution des marchés qui seront lancés, une pondération insertion pourra être appliquée dès que le volume prévisionnel sera assez significatif afin de réaliser cette modalité. Ce second aspect de la mise en œuvre permettra de le valoriser et d'exiger une attention particulière pour une réponse insertion qualitative de la part des entreprises. Pour ce faire, un questionnaire insertion sera joint aux appels d'offre dans ce cadre.
L'objectif sera de sécuriser les parcours d'insertion par la mise en place de parcours qualifiants ou diplômants.

**Le public visé et le devenir des publics à 6 mois et à 1 an**

Les personnes visées par ces démarches sont prioritairement les habitants de l'ensemble des quartiers prioritaires rencontrant des difficultés sociales et professionnelles spécifiques d'accès à l'emploi, notamment ceux énumérés ci-dessous :

- ✓ les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage),
- ✓ les allocataires du R.S.A.,
- ✓ les publics reconnus travailleurs handicapés,
- ✓ les bénéficiaires de l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de la pension d'invalidité,
- ✓ les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire Les personnes prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique,
- ✓ les Établissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE),
- ✓ les Écoles de la deuxième Chance (E2C),
- ✓ peuvent être éligibles d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de Pôle Emploi, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, ou des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH).

Une attention particulière sera portée à l'insertion professionnelle des femmes et des jeunes sans qualification ou expérience professionnelle. Le devenir des publics à 6 mois et à 1 an sera un indicateur déterminant de l'atteinte des objectifs attendus de cette charte ANRU 2.

L'objectif de la charte à moyen terme est de pouvoir évaluer un bilan global des parcours d'insertion et un bilan de l'accès à l'emploi durable qui a pu être généré par le biais de celle-ci.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

**Accompagner efficacement les entreprises**

L'accompagnement des entreprises est essentiel pour une meilleure réalisation de la clause et un rapprochement avec les publics en insertion.

Dès la connaissance de l'entreprise retenue, Amiens Métropole (Service Emploi-Insertion) et Pôle Emploi notamment, doivent pouvoir aller rencontrer l'entreprise adjudicataire pour lui présenter l'offre de service liée aux clauses d'insertion (formation, accompagnement du public, recrutement), ainsi que l'offre de service du territoire en matière d'emploi, de formation et d'insertion afin de tisser un partenariat spécifique lorsque cela sera possible.

**Accompagner et Valoriser les entreprises qui s'engagent autour de la Clause d'insertion**

Si la clause d'insertion est une obligation, elle n'en reste pas moins une possibilité de rapprocher le monde économique de celui de l'insertion. Pour cela, il faut développer les actions de partenariat et d'information :

- Diffusion plus large de la plaquette d'information à destination des entreprises ;
- Mise en place de journées de recrutement spécifiques, type « Jobs dating » Clause sociale ;
- Création d'un label pour les entreprises qui sont les plus actives dans le cadre de la clause sociale ;
- Organisation de temps de communication avec ces entreprises.

## Article 8.3 La valorisation de la mémoire du quartier

Les Parties prenantes de la présente convention s'engagent à valoriser la mémoire du(es) quartier(s) concerné(s) par le projet de renouvellement urbain. Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrages s'attacheront tout particulièrement à promouvoir toutes les initiatives locales de productions et de réalisations filmographiques ou photographiques relatives au(x) quartier(s) et à son/leur évolution dans le cadre du projet de renouvellement urbain. Ces documents, rendus publics et dans la mesure du possible en libre accès, seront transmis à l'ANRU et pourront être utilisés comme support de compte rendu public d'activités de l'Agence et de tout projet de mise en valeur du NPNRU.
Dès le protocole de préfiguration et en coordination avec le Contrat de Ville d'Amiens Métropole, différentes actions de valorisation de la mémoire ont été engagées sur les quartiers Nord ; notamment sur le secteur Pigeonnier touché à court terme par les démolitions. Elles illustrent la démarche qui sera mise en œuvre tout au long du projet.

Le travail de mémoire sur les quartiers Nord a été initié en 2017 par « Mozart est à nous » par l'association CARMEN. Il réside dans la réalisation d'un web-documentaire retraçant 30 témoignages de personnes ayant un lien avec la barre du Grand Mozart vouée à la démolition en 2020. Locataires, habitants, élu local, architectes, gardien… livrent une trace de ce que représente pour eux le Grand Mozart. En prenant une forme un peu différente, ce travail de collecte documentaire sera étendu à l'échelle du secteur Pigeonnier qui connait de profondes transformations. Durant toute la durée du projet, l'association CARMEN pourra intervenir sur le quartier auprès des habitants et collecter de la matière (captage de sons, d'images, d'archives) qui pourra être valorisée lors de temps forts.

En 2017, un projet de studio éphémère porté par l'association MOMENT'R'ART a été par ailleurs engagé. Avec l'appui du bailleur, l'objectif est d'installer un espace de partage et de création avec les habitants dans un ancien logement. L'artiste plasticien a par ailleurs procédé à la mise en lumière des logements vides de la barre. Son action se poursuivra sur les barres Messager et Couperin.

En 2018, ont été lancés les ateliers URBA'MÔMES par Amiens Métropole. Émanation du label Ville d'Art et d'Histoire sur la ville d'Amiens, l'objectif a été de faire bénéficier aux familles des quartiers Nord un panel

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

de sorties/ateliers animés par le réseau de guides conférenciers. Architecture, histoire de la Ville et de ses transformations sont abordées.

Depuis 2019, la Maison des projets propose au public un ensemble de panneaux sur qui reprend l'histoire du quartier et de son évolution.
Enfin, un suivi photographique régulier de la mise en œuvre du projet sur le quartier est effectué par la collectivité.

Sur les deux autres quartiers, une démarche similaire est en cours de réflexion. Il est envisagé d'amorcer un travail sur la mémoire avec les associations locales intervenant dans les domaines artistiques et culturels ainsi que les bailleurs, dès le démarrage des opérations de relogement. Ces projets s'intégreront à la démarche du contrat de Ville et pourront être financés par les bailleurs dans le cadre de la programmation des conventions locales d'abattement TFPB.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# TITRE III - LES CONCOURS FINANCIERS DU NPNRU AUX OPÉRATIONS PROGRAMMÉES DANS LA PRÉSENTE CONVENTION

## Article 9. Les opérations programmées dans la présente convention et leur calendrier opérationnel

La présente convention pluriannuelle et ses annexes détaillent l'ensemble des opérations programmées au titre du projet de renouvellement urbain, y compris celles qui ne bénéficient pas des aides de l'ANRU. Un échéancier prévisionnel de réalisation physique de ces opérations (calendrier opérationnel) est indiqué dans l'annexe C1. Il est établi sur les années d'application de la convention pluriannuelle suivant la date de signature de celle-ci. Il engage le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage.

### Article 9.1 Les opérations cofinancées par l'ANRU dans le cadre de la convention pluriannuelle

#### *Article 9.1.1 La présentation des opérations cofinancées par l'ANRU dans la présente convention au titre du NPNRU*

Les articles suivants précisent les conditions et les éventuelles modalités spécifiques de financement validées par l'ANRU.

Les financements de l'Agence, programmés pour chaque opération, sont calibrés à partir des données physiques et financières renseignées par les maîtres d'ouvrage dans les fiches descriptives des opérations figurant en annexe C3.

Le tableau financier des opérations programmées pour lesquelles un soutien financier de l'ANRU est sollicité figure en annexe C4. Il indique pour ces opérations le montant prévisionnel du concours financier de l'ANRU, qui s'entend comme un maximum, le calendrier opérationnel prévisionnel, et l'ensemble des cofinancements prévisionnels mobilisés.

La date de prise compte des dépenses des opérations, lorsqu'elle fait l'objet d'une validation spécifique de l'ANRU, est précisée pour chaque opération dans les tableaux ci-dessous. Par défaut, si elle n'est pas renseignée pour chaque opération listée ci-après, c'est la date de signature de la convention qui s'applique.

#### *Article 9.1.1.1 Les opérations d'ingénierie cofinancées par l'ANRU*

*Les actions d'ingénierie cofinancées par l'ANRU, à l'exception du relogement des ménages avec minoration de loyer, peuvent être regroupées en tout ou partie au sein de la même opération d'ingénierie. La fiche descriptive en annexe C3 détaille ces actions.*

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

- **Les études, expertises et moyens d'accompagnement du projet**

| Libellé précis | IDTOP | Localisation (QPV ou EPCI de rattachement) | Maître d'ouvrage (intitulé exact) | Assiette subventionnable prévisionnelle | Taux de subvention ANRU | Montant prévisionnel de subvention ANRU | Date de prise en compte des dépenses |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Mission d'appui aux entreprises situées en ZFU-Territoire | 785-6080003-14-0001-001 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | CA AMIENS METROPOLE | 25 000,00 € | 50,00% | 12 500,00 € | 13/03/2019 |
| Étude de sureté | 785-6080003-14-0001-002 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | CA AMIENS METROPOLE | 20 000,00 € | 50,00% | 10 000,00 € | 13/03/2019 |
| Communication NPNRU | 785-6999999-14-0001-004 | 66666 6999999 QPV multisite (Intérêt national) | CA AMIENS METROPOLE | 300 000,00 € | 50,00% | 150 000,00 € | 13/03/2019 |
| Mémoire des quartiers | 785-6999999-14-0001-005 | 66666 6999999 QPV multisite (Intérêt national) | CA AMIENS METROPOLE | 200 000,00 € | 50,00% | 100 000,00 € | 13/03/2019 |
| Missions urbanistes 3 sites | 785-6999999-14-0002-001 | 66666 6999999 QPV multisite (Intérêt national) | COMMUNE D'AMIENS | 450 000,00 € | 35,00% | 157 500,00 € | 13/03/2019 |

- **L'accompagnement des ménages**

  - Les actions et les missions d'accompagnement des ménages

Une action de type MOUS relogement a été mise en place en interne, au sein de l'équipe PRU d'Amiens métropole à travers un poste de « chargé de relogement ». Un financement de l'ANRU intervient pour ce poste parmi les moyens internes de conduite du projet, avec l'ensemble des postes de l'équipe PRU ci-après. L'objectif de la MOUS est d'accompagner les habitants des quartiers prioritaires pendant toute la durée de leur relogement par diverses actions (écoute, informations, présence sur le quartier, animation d'ateliers, disponibilité, accompagnement individuel voire renforcé des ménages).
Le processus d'accompagnement des ménages comprend :
L'enquête « AMO Habitat » auprès des ménages concernés par le relogement ANRU : rencontres individuelles afin de recueillir leurs besoins et leurs souhaits - identification des ménages susceptibles d'être déstabilisés par le relogement.
Cette enquête a été menée pendant la période de préfiguration. Elle a permis à la chargée d'accompagnement au relogement d'avoir une première approche de l'occupation sociale des patrimoines concernés par le NPNRU.
La chargée de relogement d'Amiens Métropole est une des personnes ressources identifiées par les locataires lors de la réunion d'information des résidents préalable au relogement. Elle joue un rôle d'intermédiaire, de médiatrice entre locataires et bailleurs.
Sa présence régulière sur le quartier, en contact avec le gardien, la personne en charge du relogement, des attributions (en fonction de l'organisation des bailleurs) a renforcé le lien avec les ménages.
Son rôle est également d'accompagner les ménages dans l'élaboration de leur projet de relogement, dans le respect des engagements pris dans la charte relogement. Elle tient à jour les outils de suivi de

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

relogement et contribue ainsi à la préparation des comités relogement et les animer en présence des différents bailleurs et les services d'Amiens Métropole.
Une enquête relogement (trois mois après le relogement) vise à évaluer la satisfaction des ménages quant au processus de relogement et l'amélioration de leur cadre de vie. Cette étude permet également de détecter des problématiques et de mettre en place si nécessaire un suivi social ou d'accompagner les ménages rencontrant des difficultés liées à leur nouveau logement.
Tout au long du NPNRU, la chargée d'accompagnement au relogement mène également avec le médiateur du projet de renouvellement urbain des enquêtes de terrain dans les 3 quartiers à l'occasion de projets d'aménagement ou liés à la gestion urbaine de proximité.
Cette fonction est ainsi une ressource importante pour le projet de renouvellement urbain d'Amiens Métropole par :

- la complémentarité de ses compétences avec celles des bailleurs sociaux,
- sa vision transversale des processus de relogement (sur les 3 quartiers),
- sa présence « fil rouge » au contact des ménages tout au long des nombreuses étapes du projet de renouvellement urbain.

- Le relogement des ménages avec minoration de loyer

Sans objet dans la présente convention.

- **La conduite du projet de renouvellement urbain**

- Les moyens internes à la conduite du projet de renouvellement urbain

Le projet sera conduit par un service dédié composé comme suit :

| | Financement protocole | Financement convention |
|---|---|---|
| Chef de service | X | X |
| Chargé de mission Quartiers Nord | X | X |
| Chargé de mission Etouvie | X | X |
| Chargé de mission Pierre-Rollin et GUP | - | X |
| Chargé de relogement | - | X |
| Animateur des maisons des projets | X | - |

Un urbaniste coordonnateur a également été recruté et financé pour chaque quartier dans la phase du protocole de Préfiguration. Ces missions sont reconduites dans le cadre du programme de renouvellement urbain sur chaque quartier.

| Libellé précis | IDTOP | Localisation (QPV ou EPCI de rattachement) | Maître d'ouvrage (intitulé exact) | Assiette subventionnable prévisionnelle | Taux de subvention ANRU | Montant prévisionnel de subvention ANRU | Date de prise en compte des dépenses |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Conduite de projet NPNRU | 785-6999999-14-0001-003 | 66666 6999999 QPV multisite (Intérêt national) | CA AMIENS METROPOLE | 2 970 000,00 € | 50,00% | 1 485 000,00 € | 13/03/2019 |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

- Les moyens d'appui au pilotage opérationnel du projet de renouvellement urbain

La collectivité s'adjoindra les services d'un OPCU afin de l'aider dans le pilotage et le suivi opérationnel de la convention de renouvellement urbain. Celui-ci sera financé par la Caisse des dépôts et non par l'ANRU.

- La coordination interne des organismes HLM

Sans objet dans la présente convention.

### *Article 9.1.1.2 Les opérations d'aménagement cofinancées par l'ANRU*

- **La démolition de logements locatifs sociaux**

| Libellé précis de l'opération | IDTOP | Localisation (QPV ou EPCI de rattachement) | Maître d'ouvrage (intitulé exact) | Assiette subventionnable prévisionnelle (HT) | Taux de subvention Anru | Montant prévisionnel de subvention Anru | Date de prise en compte des dépenses |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Démolition 116 LLS bât H | 785-6080001-21-0001-001 | 80021 Amiens 6080001 Étouvie | SOCIETE IMMO PICARDE D HLM | 4 449 295,11 € | 80,00% | 3 559 436,09 € | 13/03/2019 |
| Démolition partielle 36 LLS Bât A | 785-6080001-21-0001-002 | 80021 Amiens 6080001 Etouvie | SOCIETE IMMO PICARDE D HLM | 2 158 670,02 € | 80,00 % | 1 726 936,02 € | 13/03/19 |
| Démolition partielle 80 LLS bât B | 785-6080001-21-0001-003 | 80021 Amiens 6080001 Etouvie | SOCIETE IMMO PICARDE D HLM | 2 643 215,95 € | 80,00 % | 2 114 572,76 € | 13/03/19 |
| Démolition 48 LLS rue Émile Lesot | 785-6080003-21-0001-004 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | SOCIETE IMMO PICARDE D HLM | 1 894 648,38 € | 80,00% | 1 515 718,70 € | 13/03/19 |
| Démolition 19 LLS – 4 allée Germaine Dulac | 785-6080002-21-0002-001 | 80021 Amiens 6080002 Pierre-Rollin | CLESENCE | 1 364 881,84 € | 79,94% | 1 091 062,66 € | 13/03/19 |
| Démolition 29 LLS - 22 allée Pierre Rollin | 785-6080002-21-0002-002 | 80021 Amiens 6080002 Pierre Rollin | CLESENCE | 2 084 629,19 € | 77,86% | 1 623 146,49 € | 13/03/19 |
| Démolition 160 LLS - Grand Messager | 785-6080003-21-0003-001 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | OPH D'AMIENS METROPOLE – SYNDICAT MIXTE DE L'HABITAT EN SOMME | 4 631 507,36 € | 80,00% | 3 705 205,89 € | 01/01/18 |
| Démolition 160 LLS - Grand Couperin | 785-6080003-21-0003-002 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | OPH D'AMIENS METROPOLE – SYNDICAT MIXTE DE L'HABITAT EN SOMME | 5 298 384,10 € | 80,00% | 4 238 707,28 € | 13/03/19 |

- **Le recyclage de copropriétés dégradées**

Sans objet dans la présente convention.

- **Le recyclage de l'habitat ancien dégradé**

Sans objet dans la présente convention.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

- **L'aménagement d'ensemble**

Les opérations d'aménagement sont décrites en annexe C3.

| Libellé précis de l'opération | IDTOP | Localisation (QPV ou EPCI de rattachement) | Maître d'ouvrage (intitulé exact) | Assiette subventionnable prévisionnelle (HT) | Taux de subvention Anru | Montant prévisionnel de subvention Anru | Date de prise en compte des dépenses |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Aménagement îlot Coursives | 785-6080001-24-0001-001 | 80021 Amiens 6080001 Etouvie | COMMUNE D'AMIENS | 6 478 723,22 € | 35,00% | 2 267 553,13 € | 13/03/19 |
| Aménagement îlot Sud | 785-6080001-24-0001-002 | 80021 Amiens 6080001 Etouvie | COMMUNE D'AMIENS | 3 222 144,47 € | 35,00% | 1 127 750,56 € | 13/03/19 |
| Aménagement des secteurs Morvan/Bretagne | 785-6080001-24-0001-003 | 80021 Amiens 6080001 Etouvie | COMMUNE D'AMIENS | 1 855 155,00 € | 35,00% | 649 304,25 € | 13/03/19 |
| Aménagement îlot Artois | 785-6080001-24-0001-004 | 80021 Amiens 6080001 Etouvie | COMMUNE D'AMIENS | 1 418 625,00 € | 35,00% | 496 518,75 € | 13/03/19 |
| Aménagement Bords de Somme | 785-6080001-24-0001-005 | 80021 Amiens 6080001 Etouvie | COMMUNE D'AMIENS | 1 277 640,00 € | 35,00% | 447 174,00 € | 13/03/19 |
| Création d'espaces publics à Marivaux | 785-6080003-24-0001-006 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | COMMUNE D'AMIENS | 7 062 394,06 € | 35,00% | 2 471 837,92 € | 13/03/19 |
| Requalification des rues Guynemer, Lesot, Farman | 785-6080003-24-0001-007 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | COMMUNE D'AMIENS | 3 646 217,60 € | 35,00% | 1 276 176,16 € | 13/03/19 |
| Aménagement du maillage du secteur Pigeonnier | 785-6080003-24-0001-008 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | COMMUNE D'AMIENS | 3 981 725,30 € | 35,00% | 1 393 603,86 € | 13/03/19 |
| Requalification secteur Briqueterie | 785-6080003-24-0001-009 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | COMMUNE D'AMIENS | 2 485 080,00 € | 35,00% | 869 778,00 € | 13/03/19 |
| Requalification de l'allée des Rencontres | 785-6080002-24-0001-010 | 80021 Amiens 6080002 Pierre-Rollin | COMMUNE D'AMIENS | 1 053 000,00 € | 35,00% | 368 550,00 € | 13/03/19 |
| Création d'une voie nouvelle et d'un parvis central | 785-6080002-24-0001-011 | 80021 Amiens 6080002 Pierre Rollin | COMMUNE D'AMIENS | 6 894 648,47 € | 25,00% | 1 723 662,12 € | 13/03/19 |
| Aménagement de l'avenue de la Commune de Paris | 785-6080001-24-0002-001 | 80021 Amiens 6080001 Etouvie | CA AMIENS METROPOLE | 2 091 024,00 € | 50,00% | 1 045 512,00 € | 13/03/19 |
| Restructuration de la place du Colvert | 785-6080003-24-0002-002 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | CA AMIENS METROPOLE | 11 859 644,00 € | 50,00% | 5 929 822,00 € | 13/01/17 |
| Requalification des rues Fafet, Roosevelt, Marivaux et Fénélon | 785-6080003-24-0002-003 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | CA AMIENS METROPOLE | 6 049 602,00 € | 50,00% | 3 024 801,00 € | 13/03/19 |

### *Article 9.1.1.3 Les programmes immobiliers cofinancés par l'ANRU*

- **La reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux (LLS)**

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

253 logements sont identifiés pour l'ensemble des bailleurs et 145 logements restent à identifier sur le total de la reconstitution de l'offre qui s'élève à 398 logements au total. Les services de la collectivité et les bailleurs travaillent de concert afin de rechercher les terrains ou logements qui permettront de remplir l'objectif global de reconstitution. L'objectif est de pouvoir identifier l'ensemble des opérations le plus rapidement possible. Deux communes (SALOUEL et RIVERY) sont en objectif de rattrapage au regarde de la loi SRU. Les partenaires souhaitent que la reconstitution restant à identifier puisse contribuer au rééquilibrage intercommunal et que des opérations soient fléchées dans ces communes.
La répartition par bailleur est la suivante :

| Bailleurs | Nombre de logements identifiés | Pourcentage logements identifiés/total logements/bailleurs | Nombre de logements non identifiés | TOTAL LOGEMENTS |
|---|---|---|---|---|
| **OPH d'Amiens Métropole – Syndicat mixte de l'habitat en somme** | 102 | 63% | 58 | 160 |
| **Clésence** | 57 | 58% | 41 | 98 |
| **SIP** | 94 | 67% | 46 | 140 |
| **TOTAL** | **253** | **63%** | **145** | **398** |

La répartition de la programmation de la reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux s'établit de la façon suivante :

| | Nombre total de LLS reconstitués et cofinancé par l'ANRU | Dont hors-QPV et dans la commune | Dont hors-QPV et hors commune (à définir) | Dont en QPV Cas dérogatoire | Zone géographique de reconstitution (de 1 à 5) |
|---|---|---|---|---|---|
| PLUS neuf | 153 | 69 | | 84 | 4 |
| PLUS AA | 6 | 6 | | - | 4 |
| ***Total PLUS*** | **159** | **75** | | **84** | 4 |
| % PLUS sur le total programmation | 40% | 47% | | 52% | |
| PLAI neuf | 237 | 237 | | - | 4 |
| PLAI AA | 2 | 2 | | - | 4 |
| ***Total PLAI*** | **239** | **239** | | **-** | 4 |
| *% PLAI sur le total programmation* | 60% | 100% | | - | |
| ***Total programmation*** | **398** | **314** | | **84** | |

La reconstitution en QPV a été autorisée en comités d'engagement du 25 octobre 2018 et du 13 mars 2019 pour un volume de :

- 28 PLUS dans le QPV des Quartiers Nord,
- 2 PLUS dans le QPV Parcheminiers, au titre de la reconstitution Amiens Nord,
- 54 LLS dans le QPV d'Etouvie, dont 30 logements seniors.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

| Libellé précis de l'opération | IDTOP | Localisation (QPV ou EPCI de rattachement) | Maître d'ouvrage (intitulé exact) | Nbre de Logements par produit (PLUS/PLAI) | | Montant prévisionnel du concours financier | | | Date de prise en compte des dépenses |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | Volume de Prêt bonifié | Subvention | Total concours financier | |
| ZAC Intercampus - Amiens | 785-6080003-31-0001-001 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | OPH D'AMIENS METROPOLE – SYNDICAT MIXTE DE L'HABITAT EN SOMME | PLUS | 16 | 196 800,00 € | | 196 800,00 € | 25/10/18 |
| | | | | PLAI | 28 | 274 400,00 € | 218 400,00 € | 492 800,00 € | |
| | | | | total | 44 | 471 200,00 € | 218 400,00 € | 689 600,00 € | |
| Cour Pigeon - Amiens | 785-6080003-31-0001-002 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | OPH D'AMIENS METROPOLE – SYNDICAT MIXTE DE L'HABITAT EN SOMME | PLUS | | | | | 25/10/18 |
| | | | | PLAI | 5 | 49 000,00 € | 39 000,00 € | 88 000,00 € | |
| | | | | total | 5 | 49 000,00 € | 39 000,00 € | 88 000,00 € | |
| rue des Majots - Amiens | 785-6080003-31-0001-003 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | OPH D'AMIENS METROPOLE – SYNDICAT MIXTE DE L'HABITAT EN SOMME | PLUS | 6 | 147 600,00 € | | 147 600,00 € | 25/10/18 |
| | | | | PLAI | | | | | |
| | | | | total | 6 | 147 600,00 € | | 147 600,00 € | |
| 31 rue des Granges - Amiens | 785-6080003-31-0001-004 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | OPH D'AMIENS METROPOLE – SYNDICAT MIXTE DE L'HABITAT EN SOMME | PLUS | 2 | 13 400,00 € | | 13 400,00 € | 25/10/18 |
| | | | | PLAI | | | | | |
| | | | | total | 2 | 13 400,00 € | | 13 400,00 € | |
| Hors QPV reconstitution rue Gutenberg 6 PLUS et 9 PLAI | 785-6080003-31-0001-005 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | OPH D'AMIENS METROPOLE – SYNDICAT MIXTE DE L'HABITAT EN SOMME | PLUS | 6 | 73 800,00 € | | 73 800,00 € | 13/03/19 |
| | | | | PLAI | 9 | 88 200,00 € | 70 200,00 € | 158 400,00 € | |
| | | | | total | 15 | 162 000,00 € | 70 200,00 € | 232 200,00 € | |
| Hors QPV - FRICHE MADELEINE - 4 PLUS et 6 PLAI | 785-6080003-31-0001-006 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | OPH D'AMIENS METROPOLE – SYNDICAT MIXTE DE L'HABITAT EN SOMME | PLUS | 4 | 49 200,00 € | | 49 200,00 € | 13/03/19 |
| | | | | PLAI | 6 | 58 800,00 € | 46 800,00 € | 105 600,00 € | |
| | | | | total | 10 | 108 000,00 € | 46 800,00 € | 154 800,00 € | |
| Hors QPV - Acq-Am 2 PLAI Friche Madeleine | 785-6080003-31-0001-007 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | OPH D'AMIENS METROPOLE – SYNDICAT MIXTE DE L'HABITAT EN SOMME | PLUS | | | | | 13/03/19 |
| | | | | PLAI | 2 | 39 200,00 € | 31 200,00 € | 70 400,00 € | |
| | | | | total | 2 | 39 200,00 € | 31 200,00 € | 70 400,00 € | |
| En QPV - 9 PLUS site Messager | 785-6080003-31-0001-008 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | OPH D'AMIENS METROPOLE – SYNDICAT MIXTE DE L'HABITAT EN SOMME | PLUS | 9 | 60 300,00 € | | 60 300,00 € | 13/03/19 |
| | | | | PLAI | | | | | |
| | | | | total | 9 | 60 300,00 € | | 60 300,00 € | |
| Hors QPV - 6 plus et 23 PLAI à identifier reconstitution démolition Messager (Q Nord) | 785-6080003-31-0001-009 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | OPH D'AMIENS METROPOLE – SYNDICAT MIXTE DE L'HABITAT EN SOMME | PLUS | 6 | 73 800,00 € | | 73 800,00 € | 13/03/19 |
| | | | | PLAI | 23 | 225 400,00 € | 179 400,00 € | 404 800,00 € | |
| | | | | total | 29 | 299 200,00 € | 179 400,00 € | 478 600,00 € | |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Hors QPV - 6 plus et 23 PLAI à identifier reconstitution démolition Couperin (Q Nord) | 785-6080003-31-0001-010 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | OPH D'AMIENS METROPOLE – SYNDICAT MIXTE DE L'HABITAT EN SOMME | PLUS | 6 | 73 800,00 € | | 73 800,00 € | 13/03/19 |
| | | | | PLAI | 23 | 225 400,00 € | 179 400,00 € | 404 800,00 € | |
| | | | | total | 29 | 299 200,00 € | 179 400,00 € | 478 600,00 € | |
| En QPV Reconstitution 9 PLUS sur site | 785-6080003-31-0001-011 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | OPH D'AMIENS METROPOLE – SYNDICAT MIXTE DE L'HABITAT EN SOMME | PLUS | 9 | 60 300,00 € | | 60 300,00 € | 13/03/19 |
| | | | | PLAI | | | | | |
| | | | | total | 9 | 60 300,00 € | | 60 300,00 € | |
| ZAC Renancourt - Amiens | 785-6080003-31-0002-001 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | CLESENCE | PLUS | 12 | 147 600,00 € | | 147 600,00 € | 25/10/18 |
| | | | | PLAI | 19 | 186 200,00 € | 148 200,00 € | 334 400,00 € | |
| | | | | total | 31 | 333 800,00 € | 148 200,00 € | 482 000,00 € | |
| Hors QPV - 9 PLUS et 15 PLAI - Foncier à identifier | 785-6080002-31-0002-002 | 80021 Amiens 6080002 Pierre-Rollin | CLESENCE | PLUS | 9 | 110 700,00 € | | 110 700,00 € | 13/03/19 |
| | | | | PLAI | 15 | 146 999,85 € | 117 000,00 € | 263 999,85 € | |
| | | | | total | 24 | 257 699,85 € | 117 000,00 € | 374 699,85 € | |
| Hors QPV 3 PLUS et 13 PLAI La Hotoie | 785-6080003-31-0002-003 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | CLESENCE | PLUS | 3 | 36 900,00 € | | 36 900,00 € | 13/03/19 |
| | | | | PLAI | 13 | 127 400,00 € | 101 400,00 € | 228 800,00 € | |
| | | | | total | 16 | 164 300,00 € | 101 400,00 € | 265 700,00 € | |
| Hors QPV - 5 PLUS et 12 PLAI à identifier reconstitution démolition Grand Mozart | 785-6080003-31-0002-004 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | CLESENCE | PLUS | 5 | 61 500,00 € | | 61 500,00 € | 13/03/19 |
| | | | | PLAI | 12 | 117 600,00 € | 93 600,00 € | 211 200,00 € | |
| | | | | total | 17 | 179 100,00 € | 93 600,00 € | 272 700,00 € | |
| En QPV 10 PLUS Reconstitution site Grand Mozart | 785-6080003-31-0002-005 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | CLESENCE | PLUS | 10 | 67 000,00 € | | 67 000,00 € | 13/03/19 |
| | | | | PLAI | | | | | |
| | | | | total | 10 | 67 000,00 € | | 67 000,00 € | |
| QPV - 30 PLUS seniors - Ilot Sud - Etouvie | 785-6080001-31-0003-001 | 80021 Amiens 6080001 Étouvie | SOCIETE IMMO PICARDE D HLM | PLUS | 30 | 101 000,00 € | | 101 000,00 € | 13/03/19 |
| | | | | PLAI | | | | | |
| | | | | total | 30 | 101 000,00 € | | 101 000,00 € | |
| HQPV - 2 PLUS et 18 PLAI - ZAC INTERCAMPUS site O TERRA | 785-6080001-31-0003-002 | 80021 Amiens 6080001 Étouvie | SOCIETE IMMO PICARDE D HLM | PLUS | 2 | 24 600,00 € | | 24 600,00 € | 13/03/19 |
| | | | | PLAI | 18 | 176 400,00 € | 140 400,00 € | 316 800,00 € | |
| | | | | total | 20 | 201 000,00 € | 140 400,00 € | 341 400,00 € | |
| HQPV - 20 PLAI - ZAC Renancourt - Amiens | 785-6080001-31-0003-003 | 80021 Amiens 6080001 Étouvie | SOCIETE IMMO PICARDE D HLM | PLUS | | | | | 13/03/19 |
| | | | | PLAI | 20 | 186 400,00 € | 156 000,00 € | 342 400,00 € | |
| | | | | total | 20 | 186 400,00 € | 156 000,00 € | 342 400,00 € | |
| HQPV - 23 PLAI - Foncier 2 à identifier | 785-6080001-31-0003-004 | 80021 Amiens 6080001 Étouvie | SOCIETE IMMO PICARDE D HLM | PLUS | | | | | 13/03/19 |
| | | | | PLAI | 23 | 125 400,00 € | 179 400,00 € | 304 800,00 € | |

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | total | 23 | 125 400,00 € | 179 400,00 € | 304 800,00 € | |
| QPV - 24 PLUS - Square Emile Thuillez - Etouvie | 785-6080001-31-0003-005 | 80021 Amiens 6080001 Étouvie | SOCIETE IMMO PICARDE D HLM | PLUS | 24 | 160 800,00 € | | 160 800,00 € | 13/03/19 |
| | | | | PLAI | | | | | |
| | | | | total | 24 | 160 800,00 € | | 160 800,00 € | |
| HQPV - 23 PLAI - Foncier 1 à identifier comp démol Lesot Nord | 785-6080003-31-0003-006 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | SOCIETE IMMO PICARDE D HLM | PLUS | | | | | 13/03/19 |
| | | | | PLAI | 23 | 225 400,00 € | 179 400,00 € | 404 800,00 € | |
| | | | | total | 23 | 225 400,00 € | 179 400,00 € | 404 800,00 € | |

- **La production d'une offre de relogement temporaire**

Sans objet dans la présente convention.

- **La requalification de logements locatifs sociaux**

| Libellé précis (adresse, nb de lgts) | IDTOP | Localisation (QPV ou EPCI de rattachement) | Maître d'ouvrage (intitulé exact) | Assiette prévisionnelle | | Taux de subvention ANRU | Montant prévisionnel du concours financier | | Date de prise en compte des dépenses |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Requalification 120 LLS bât A | 785-6080001-33-0001-001 | 80021 Amiens 6080001 Étouvie | SOCIETE IMMO PICARDE D HLM | Assiette prêt bonifié | 5 965 200,00 € | | volume de prêt bonifié | 2 083 899,00 € | 13/03/2019 |
| | | | | Assiette subvention | 4 765 200,00 € | 20,00% | Subvention | 953 040,00 € | |
| | | | | | | | Total concours financier | 3 036 939,00 € | |
| Requalification 100 LLS - bât B | 785-6080001-33-0001-002 | 80021 Amiens 6080001 Étouvie | SOCIETE IMMO PICARDE D HLM | Assiette prêt bonifié | 5 421 000,00 € | | volume de prêt bonifié | 1 916 581,00 € | 13/03/2019 |
| | | | | Assiette subvention | 4 421 000,00 € | 20,00% | Subvention | 884 200,00 € | |
| | | | | | | | Total concours financier | 2 800 781,00 € | |
| Requalification 131 LLS – 6 à 14 Allée Germaine Dulac | 785-6080002-33-0002-001 | 80021 Amiens 6080002 Pierre-Rollin | CLESENCE | Prêt bonifié | 3 305 966,84 € | | Volume de prêt bonifié | 320 928,38 € | 13/03/2019 |
| | | | | Subvention | 1 995 966,84 € | 10,00% | Subvention | 199 596,68 € | |
| | | | | | | | Total concours financier | 520 525,06 € | |
| Requalification 172 LLS – 10 à 20 allée Pierre-Rollin | 785-6080002-33-0002-002 | 80021 Amiens 6080002 Pierre-Rollin | CLESENCE | Prêt bonifié | 4 214 231,80 € | | Volume de prêt bonifié | 421 371,77 € | 13/03/2019 |
| | | | | Subvention | 2 494 231,80 € | 10,00% | Subvention | 249 423,18 € | |
| | | | | | | | Total concours financier | 670 794,95 € | |
| Requalification 170 LLS – Parc d'Allonville – Barres Marivaux et Montaigne | 785-6080003-33-0003-001 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | OPH D'AMIENS METROPOLE – SYNDICAT MIXTE DE L'HABITAT EN SOMME | Assiette prêt bonifié | 4 402 675,49 € | | volume de prêt bonifié | 2 075 087,70 € | 16/11/2017 |
| | | | | Assiette subvention | 2 832 587,94 € | 20,00% | Subvention | 566 517,59 € | |
| | | | | | | | Total concours financier | 2 641 605,29 € | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

| | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Requalification 120 LLS - Petit Pigeonnier phase 1 - Rue Ravel | 785-6080003-33-0003-002 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | OPH D'AMIENS METROPOLE – SYNDICAT MIXTE DE L'HABITAT EN SOMME | Assiette prêt bonifié | 3 691 994,95 € | | volume de prêt bonifié | 1 708 549,27 € | 01/12/2018 |
| | | | | Assiette subvention | 2 533 238,49 € | 20,00% | Subvention | 506 647,70 € | |
| | | | | | | | Total concours financier | 2 215 196,97 € | |
| Requalification 159 LLS - Petit Pigeonnier phase 2 | 785-6080003-33-0003-003 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | OPH D'AMIENS METROPOLE – SYNDICAT MIXTE DE L'HABITAT EN SOMME | Assiette prêt bonifié | 4 890 430,80 € | | volume de prêt bonifié | 2 263 242,78 € | 13/03/2019 |
| | | | | Assiette subvention | 3 355 078,50 € | 20,00% | Subvention | 671 015,70 € | |
| | | | | | | | Total concours financier | 2 934 258,48 € | |
| Requalification 224 LLS – Parc d'Allonville - Tours Bossuet, Fénélon et Montaigne | 785-6080003-33-0003-004 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | OPH D'AMIENS METROPOLE – SYNDICAT MIXTE DE L'HABITAT EN SOMME | Assiette prêt bonifié | 5 113 354,33 € | | volume de prêt bonifié | 2 493 341,73 € | 1/07/2018 |
| | | | | Assiette subvention | 2 873 354,33 € | 20,00% | Subvention | 574 670,87 € | |
| | | | | | | | Total concours financier | 3 068 012,60 € | |
| Requalification 334 LLS – Parc d'Allonville – Bâts Rochefoucauld, Bossuet, Marivaux | 785-6080003-33-0003-005 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | OPH D'AMIENS METROPOLE – SYNDICAT MIXTE DE L'HABITAT EN SOMME | Assiette prêt bonifié | 7 666 573,25 € | | volume de prêt bonifié | 3 727 908,32 € | 13/03/2019 |
| | | | | Assiette subvention | 4 360 178,14 € | 20,00% | Subvention | 872 035,63 € | |
| | | | | | | | Total concours financier | 4 599 943,95 € | |
| Requalification 101 LLS – Parc d'Allonville -Bât 61-63 rue Montaigne et 8 rue Baudelaire | 785-6080003-33-0003-006 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | OPH D'AMIENS METROPOLE – SYNDICAT MIXTE DE L'HABITAT EN SOMME | Assiette prêt bonifié | 2 346 486,40 € | | volume de prêt bonifié | 1 140 594,56 € | 13/03/2019 |
| | | | | Assiette subvention | 1 336 486,40 € | 20,00% | Subvention | 267 297,28 € | |
| | | | | | | | Total concours financier | 1 407 891,84 € | |

- **La résidentialisation de logements**

  - La résidentialisation de logements locatifs sociaux

| Libellé précis de l'opération | IDTOP | Localisation (QPV ou EPCI de rattachement) | Maître d'ouvrage (intitulé exact) | Assiette subventionnable prévisionnelle (HT) | Taux de subvention Anru | Montant prévisionnel de subvention Anru | Date de prise en compte des dépenses |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Résidentialisation 172 LLS – 10 à 20 Allée Pierre-Rollin | 785-6080002-34-0001-001 | 80021 Amiens 6080002 Pierre-Rollin | CLESENCE | 788 898,42 € | 40,00% | 315 559,37 € | 13/03/19 |
| Résidentialisation 131 LLS – 6 à 14 Allée Germaine Dulac | 785-6080002-34-0001-002 | 80021 Amiens 6080002 Pierre-Rollin | CLESENCE | 600 847,05 € | 40,00% | 240 338,82 € | 13/03/19 |
| Résidentialisation 132 LLS – 2-4-6-9-11 Allée Beausoleil | 785-6080002-34-0001-003 | 80021 Amiens 6080002 Pierre-Rollin | CLESENCE | 623 596,68 € | 40,00% | 249 438,67 € | 13/03/19 |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Résidentialisation 93 LLS – 7-9-11 allée de Beaulieu | 785-6080002-34-0001-004 | 80021 Amiens 6080002 Pierre-Rollin | CLESENCE | 452 532,77 € | 40,00% | 181 013,11 € | 13/03/19 |
| Résidentialisation 192 LLS - Résidences Rollin et Beaulieu | 785-6080002-34-0002-001 | 80021 Amiens 6080002 Pierre-Rollin | OPH D'AMIENS METROPOLE – SYNDICAT MIXTE DE L'HABITAT EN SOMME | 864 150,33 € | 40,00% | 345 660,13 € | 13/03/19 |

- La résidentialisation de copropriétés dégradées

Sans objet dans la présente convention.

- Les actions de portage massif en copropriété dégradée

Sans objet dans la présente convention.

- **La diversification de l'habitat dans le quartier par l'accession à la propriété**

La subvention de l'ANRU étant destinée à faciliter l'accession à la propriété dans les quartiers en renouvellement urbain, son octroi est subordonné à l'engagement des personnes physiques « acquéreur » des logements subventionnés à respecter deux conditions. La clause suivante reprenant ces deux conditions doit être retranscrite dans chaque acte notarié :

*« Condition particulière liée à la subvention accordée par l'ANRU*

*La présente vente intervient dans le cadre de la réalisation d'une opération subventionnée par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) dans le but de faciliter l'accession à la propriété dans les quartiers en renouvellement urbain.*
*Aux termes de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain signée le … entre notamment la collectivité porteuse du projet de renouvellement urbain …, l'ANRU, et le VENDEUR aux présentes, une subvention est accordée par l'ANRU sous réserve du respect des conditions déterminantes suivantes :*

*- L'ACQUEREUR s'engage à occuper ce logement à titre de résidence principale,*
*- La présente acquisition bénéficie également d'un autre dispositif soutenant l'accession à la propriété (prêt à taux zéro, TVA à taux réduit, prêt social location accession, subvention de la collectivité locale, prêt Action Logement, autre).*
*- La présente vente est conclue moyennant un prix calculé après déduction de la subvention ANRU d'un montant de … €. Ce prix de vente est inférieur au plafond fixé par l'arrêté conjoint des ministres chargés du budget de l'économie et du logement concernant la vente de logements dans les opérations d'accession des organismes à loyer modéré prévu à l'article R.443-34 du code de la construction et de l'habitation.*

*L'ACQUEREUR et le VENDEUR ont pris parfaite connaissance de la condition ci-dessus, déclarent en accepter expressément toutes les dispositions, et s'obligent à les respecter. »*

| Libellé précis de l'opération | IDTOP | Localisation (QPV ou EPCI de rattachement) | Maître d'ouvrage (intitulé exact) | Montant prévisionnel de subvention Anru | Date de prise en compte des dépenses |
|---|---|---|---|---|---|
| Construction de 19 logements - Ilot Corbières | 785-6080001-36-0001-001 | 80021 Amiens 6080001 Étouvie | SOCIETE IMMO PICARDE D HLM | 190 000,00 € | 13/03/19 |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Construction de 15 logements - rue de Dortmund | 785-6080002-36-0002-001 | 80021 Amiens 6080002 Pierre-Rollin | CLESENCE | 150 000,00 € | 13/03/19 |
| Construction de 37 logements – Place du Colvert | 785-6080003-36-0002-002 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | CLESENCE | 370 000,00 € | 16/11/17 |
| Construction de 11 logements - Rue du docteur Fafet | 785-6080003-36-0003-001 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | TOIT AUSSI-SACP D'HLM | 110 000,00 € | 02/05/18 |
| Construction de 18 MI - Rue du Dormeur Du Val -Tranche 2 | 785-6080003-36-0003-002 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | TOIT AUSSI-SACP D'HLM | 180 000,00 € | 13/03/19 |
| Construction de 18 MI - Emprise Mozart n°1 | 785-6080003-36-0004-001 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | CA AMIENS METROPOLE | 180 000,00 € | 13/03/19 |
| Construction de 17 logements - Colvert Lot E | 785-6080003-36-0004-002 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | CA AMIENS METROPOLE | 170 000,00 € | 13/03/19 |
| Construction de 13 logements - Colvert Lot F | 785-6080003-36-0004-003 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | CA AMIENS METROPOLE | 130 000,00 € | 13/03/19 |
| Construction de 18 MI - Emprise Messager n°1 | 785-6080003-36-0004-004 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | CA AMIENS METROPOLE | 180 000,00 € | 13/03/19 |
| Construction de 10 MI - Emprise Messager n°2 | 785-6080003-36-0004-005 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | CA AMIENS METROPOLE | 100 000,00 € | 13/03/19 |
| Construction de 25 logements coll - Emprise Messager n°3 | 785-6080003-36-0004-006 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | CA AMIENS METROPOLE | 250 000,00 € | 13/03/19 |
| Construction de 11 logements coll - Emprise Mozart n°2 | 785-6080003-36-0004-007 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | CA AMIENS METROPOLE | 110 000,00 € | 13/03/19 |
| Construction de 12 MI - Emprise Messager n°4 | 785-6080003-36-0004-008 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | CA AMIENS METROPOLE | 120 000,00 € | 13/03/19 |
| Construction de 5 logements - Etouvie îlot sud A | 785-6080001-36-0004-009 | 80021 Amiens 6080001 Étouvie | CA AMIENS METROPOLE | 50 000,00 € | 13/03/19 |
| Construction de 5 logements - Etouvie îlot sud B | 785-6080001-36-0004-010 | 80021 Amiens 6080001 Étouvie | CA AMIENS METROPOLE | 50 000,00 € | 13/03/19 |
| Construction de 5 logements - Etouvie îlot sud C | 785-6080001-36-0004-011 | 80021 Amiens 6080001 Étouvie | CA AMIENS METROPOLE | 50 000,00 € | 13/03/19 |
| Construction de 5 logements - Etouvie îlot sud D | 785-6080001-36-0004-012 | 80021 Amiens 6080001 Étouvie | CA AMIENS METROPOLE | 50 000,00 € | 13/03/19 |
| Construction de 7 logements - Etouvie îlot sud E | 785-6080001-36-0004-013 | 80021 Amiens 6080001 Étouvie | CA AMIENS METROPOLE | 70 000,00 € | 13/03/19 |
| Construction de 5 logements - Etouvie îlot sud F | 785-6080001-36-0004-014 | 80021 Amiens 6080001 Étouvie | CA AMIENS METROPOLE | 50 000,00 € | 13/03/19 |

- **La diversification fonctionnelle dans le quartier : les équipements publics de proximité**

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

| Libellé précis de l'opération | IDTOP | Localisation (QPV ou EPCI de rattachement) | Maître d'ouvrage (intitulé exact) | Assiette subventionnable prévisionnelle (HT) | Taux de subvention Anru | Montant prévisionnel de subvention Anru | Date de prise en compte des dépenses |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Construction d'une médiathèque | 785-6080001-37-0001-001 | 80021 Amiens 6080001 Etouvie | CA AMIENS METROPOLE | 3 838 310,00 € | 50,00% | 1 919 155,00 € | 13/03/19 |
| Construction d'un Gymnase Jean BOUIN | 785-6080003-37-0001-002 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | CA AMIENS METROPOLE | 4 714 087,50 € | 45,63% | 2 151 149,38 € | 13/03/19 |
| Rénovation du centre culturel J.Tati | 785-6080002-37-0001-003 | 80021 Amiens 6080002 Pierre-Rollin | CA AMIENS METROPOLE | 1 042 510,70 € | 25,41% | 264 901,97 € | 13/03/19 |
| Création du pôle de services des Coursives | 785-6080001-37-0002-001 | 80021 Amiens 6080001 Etouvie | Commune d'Amiens | 5 608 200,00 € | 15,00% | 841 230,00 € | 13/03/19 |
| Construction d'un centre social et aménagement de son parvis | 785-6080003-37-0002-002 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | COMMUNE D'AMIENS | 2 588 832,94 € | 21,09% | 545 984,87 € | 13/03/19 |
| Construction du pôle de services de Pierre-Rollin | 785-6080002-37-0002-003 | 80021 Amiens 6080002 Pierre-Rollin | COMMUNE D'AMIENS | 1 595 240,00 € | 15,00% | 239 286,00 € | 13/03/19 |
| Restructuration du collège Rosa Parks | 785-6080001-37-0003-001 | 80021 Amiens 6080001 Étouvie | DEPARTEMENT DE LA SOMME | 14 272 765,48 € | 10,00% | 1 427 276,55 € | 13/03/19 |

- **La diversification fonctionnelle dans le quartier : l'immobilier à vocation économique**

| Libellé précis de l'opération | IDTOP | Localisation (QPV ou EPCI de rattachement) | Maître d'ouvrage (intitulé exact) | Assiette subventionnable prévisionnelle (HT) | Taux de subvention Anru | Montant prévisionnel de subvention Anru | Date de prise en compte des dépenses |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Restructuration du centre commercial Pierre-Rollin | 785-6080002-38-0001-001 | 80021 Amiens 6080002 Pierre-Rollin | COMMUNE D'AMIENS | 5 261 920,00 € | 24,00% | 1 262 860,80 € | 13/03/19 |
| Restructuration du Centre Commercial du Colvert – Phase 2 | 785-6080003-38-0002-001 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | ANCT | 1 314 189,50 € | 50,00% | 657 094,75 € | 13/03/19 |
| Construction de 7 locaux d'activité - Place Colvert | 785-6080003-38-0003-001 | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | CLESENCE | 684 988,08 € | 50,00% | 342 494,04 € | 13/03/2019 |

### *Article 9.1.2 [le cas échéant] Les conditions de modulation des aides accordées au projet de renouvellement urbain au regard des objectifs d'excellence au titre du NPNRU*

Sans objet dans la présente convention.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Article 9.2 Les opérations du programme non financées par l'ANRU

En complément des opérations co-financées à la fois par l'ANRU et le cas échéant par les Partenaires associés décrites dans l'article 9.1, certaines opérations du programme urbain sont financées uniquement par les Partenaires associés. Ces opérations sont listées ci-après.

### *Article 9.2.1 Les opérations bénéficiant des financements de la région (ou du département) notamment dans le cadre d'une convention de partenariat territorial signée entre l'ANRU et la région (ou le département)*

L'opération de construction d'un équipement sportif sur le périmètre du quartier vécu Pierre-Rollin fait partie des opérations proposées au comité d'engagement de l'ANRU avec un cofinancement de la Région. En l'absence de financement ANRU sur cette opération, la Région maintient sa participation à hauteur de 250 000 €.

| Libellé précis | IDTOP | Localisation (QPV ou EPCI de rattachement) | Maître d'ouvrage (intitulé exact) | Assiette subventionnable prévisionnelle | Taux de subvention Région Hauts-de-France | Montant prévisionnel du concours financier | Date de prise en compte des dépenses | Date de lancement opérationnel (semestre et année) | Durée de l'opération en semestre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Équipement sportif Pierre-Rollin | Hors financement ANRU | 80021 Amiens 6080002 Pierre-Rollin | CA AMIENS METROPOLE | 800 000 € HT | 31% | 250 000 € | / | 1er semestre 2023 | 3 |

### *Article 9.2.2 Les opérations bénéficiant des financements de l'Anah*

| Libellé précis | IDTOP | Localisation (QPV ou EPCI de rattachement) | Maître d'ouvrage (intitulé exact) | Assiette subventionnable prévisionnelle | Montant prévisionnel du concours financier ANAH | Date de prise en compte des dépenses | Date de lancement opérationnel (semestre et année) | Durée de l'opération en semestre |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Mission de suivi - animation du Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété (POPAC) de la Résidence Berlioz | Hors financement ANRU | Nord | CA AMIENS METROPOLE | 75 000 € HT | 37 500 € HT | Mai 2019 | 1er semestre 2019 | 6 |
| Etude pré-opérationnelle en vue de la mise en place d'un dispositif de redressement (OPAH ou plan de sauvegarde) de la résidence Bellevue | Hors financement ANRU | Nord | CA AMIENS METROPOLE | 25 450 € HT | 12 725 € HT | Juin 2018 | 1er semestre 2018 | 4 |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

### *Article 9.2.3 Les opérations bénéficiant de financements de la Caisse des dépôts et consignations*

L'ensemble des opérations du programme financées par la Caisse des Dépôts est récapitulé en annexe C6.

Les opérations ne bénéficiant pas de cofinancement l'ANRU sont présentées ci-après ainsi qu'en annexe C6 :

| Libellé précis | IDTOP | Localisation (QPV ou EPCI de rattachement) | Maître d'ouvrage (intitulé exact) | Assiette subventionnable prévisionnelle | Taux de subvention Caisse des Dépôts | Montant prévisionnel du concours financier | Date de prise en compte des dépenses |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| OPCU | / | Multi sites | CA AMIENS METROPOLE | 320 000 € HT | 50% | 160 000 € | 13/09/2019 |
| Mission de suivi animation du POPAC Berlioz | / | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | COMMUNE D'AMIENS | 75 000 € HT | 25% | 18 750 € | 13/09/2019 |
| Etudes pré-opérationnelles du Plan de Sauvegarde Bellevue | / | 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | CA AMIENS METROPOLE | 25 450 € HT | 25% | 20 000 € | 13/09/2019 |

### *Article 9.2.4 Les opérations bénéficiant des financements d'autres Partenaires associés*

Sans objet dans la présente convention

## Article 9.3. Les opérations financées par le PIA au titre de l'axe 1 de l'action VDS et/ou du volet « quartiers » de l'action TI

Sans objet dans la présente convention.

# Article 10. Le plan de financement des opérations programmées

Les participations financières prévisionnelles au titre de la présente convention pluriannuelle sont précisées dans les tableaux figurant en annexes C2 et C4 :

- Un plan de financement prévisionnel global faisant apparaître les co-financements envisagés pour chaque opération du projet, y compris celles non financées par l'ANRU ou, à titre informatif, celles du projet d'innovation financées par les PIA. Les financements ANRU au titre du PIA, validés par le premier ministre, figurent dans la convention-cadre de mise en œuvre du projet ou la convention de financement du projet spécifique annexée, le cas échéant, à la présente convention.
- Le tableau financier par le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage reprenant, en les classant par nature d'intervention, maître d'ouvrage par maître d'ouvrage, l'ensemble des plans de financement

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

prévisionnels des opérations pour lesquelles un soutien financier de l'ANRU, au titre du NPNRU, est sollicité dans la présente convention pluriannuelle. Il fait ainsi apparaitre les concours financiers ANRU prévisionnels, déclinés entre montant de subventions ANRU prévisionnels et les volumes de prêts bonifiés prévisionnels. L'ensemble des co-financements prévisionnels sont précisés : commune, EPCI, Conseil Départemental, Conseil Régional, organisme HLM, Caisse des Dépôts, Europe, …

Ce tableau financier est un tableau prévisionnel des dépenses et des recettes estimées, qui, au sens du règlement financier, programme des crédits sur les ressources financières du nouveau programme national de renouvellement urbain. Les participations financières prévisionnelles y sont détaillées. Sont également indiquées des participations financières prévisionnelles de tiers non signataires dont l'obtention est de la responsabilité de chaque maître d'ouvrage.

Au titre de la présente convention pluriannuelle :

- la participation financière de l'ANRU au titre du NPNRU s'entend pour un montant global maximal de concours financiers prévisionnels de 87 612 322,08 €, comprenant 65 749 517,72 € de subventions, et 21 862 804,36 € de volume de prêts distribués par Action Logement Services. Cette participation se répartit sur les quartiers concernés de la façon suivante :
  - 10 000 000 € de concours financiers prévisionnels comprenant 9 000 000 € de subventions et 1 000 000 € de volume de prêts portant sur le quartier d'intérêt régional,
  - 77 612 322,08 € de concours financiers prévisionnels comprenant 56 749 517,72 € de subventions et 20 862 804,36 € de volume de prêts portant sur les deux quartiers d'intérêt national.
- la participation financière de l'Anah s'entend pour un montant global de 50 225 € HT[3] :
  - Mission de suivi animation du POPAC copropriété Berlioz du 23/04/2020 au 23/04/2022 ;
  - Étude pré-opérationnelle dans le cadre de la mise en place du Plan de Sauvegarde de la copropriété Bellevue de juin 2018 à juin 2020 ;
- la participation financière de la Caisse des Dépôts s'entend pour un montant global maximal, non actualisable, de 225 113 €. La mise en œuvre du programme s'appuie par ailleurs sur le financement en prêts de la Caisse des dépôts pour un montant prévisionnel de 60 682 656,91€ (hors opérations en clause de revoyure). Les modalités d'intervention seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents maîtres d'ouvrage concernés. Les décisions d'octroi des financements de la Caisse des Dépôts seront prises par les comités d'engagement compétents. Les caractéristiques des prêts, y compris le taux d'intérêt, sont celles en vigueur au jour de l'émission de chaque contrat de prêt.
- la participation financière de la Région Hauts-de-France s'entend pour un montant de 13 189 997,86 € (délibération n°20170731 du 29 juin 2017) comprenant les opérations cofinancées par l'ANRU (hors droit commun) et une opération non cofinancée par l'ANRU, conformément à l'annexe C9 de la présente convention.

Pour rappel :

- le tableau financier des opérations physiques relatif au protocole de préfiguration portant sur les quartiers concernés par la présente convention pluriannuelle figure en annexe C8.

Le tableau ci-dessous indique les concours financiers NPNRU totaux programmés (protocole et convention) par quartier concerné par la présente convention[4] :

3 *Ce montant ne prend pas en compte la mission de suivi animation de la convention du plan de sauvegarde de la copropriété Bellevue : Commission d'élaboration de la convention de plan de sauvegarde en cours.*

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

| Quartier concerné (nom et numéro du QPV) | Montant de subvention NPNRU | Volume de prêt bonifié NPNRU | Concours financiers NPNRU totaux |
|---|---|---|---|
| Quartiers Nord (6080003) | 42 512 513,76 € | 16 087 724,36 € | 58 600 238,12 € |
| Etouvie (6080001) | 21 323 709,11 | 4 775 080,00 € | 26 098 789,11 € |
| Pierre-Rollin (6080002) | 9 065 715,50 € | 1 000 000, € | 10 065 715,50 € |
| Totaux : | 72 901 938,37 € | 21 862 804,36 € | 94 764 742,73 € |

## Article 11. Les modalités d'attribution et de versement des financements

### Article 11.1 Les modalités d'attribution et de versement des subventions de l'ANRU

Les aides de l'ANRU au titre du NPNRU sont engagées et versées conformément aux modalités définies par le règlement général et par le règlement financier de l'ANRU relatifs au NPNRU dans le respect des engagements contractuels inscrits dans la présente convention pluriannuelle.

### Article 11.2 Les modalités d'attribution et de versement des prêts par Action Logement Services

L'Agence accorde une décision d'autorisation de prêts (DAP) dans les conditions prévues par le règlement financier de l'ANRU, permettant la mobilisation des volumes de prêts bonifiés et leur distribution par Action Logement Services.
Les modalités d'attribution et de versement des prêts par Action Logement Services sont précisées dans l'instruction commune Action Logement – ANRU, conformément à la convention tripartite entre l'État, l'ANRU et Action Logement.

### Article 11.3 Les modalités d'attribution et de versement des aides de l'Anah

L'attribution et le versement des subventions de l'Anah s'effectuent conformément aux modalités prévues par le règlement général de l'agence nationale de l'habitat, le plan initiative copropriété et les délibérations de son Conseil d'administration, et dans le respect de la convention de programme signée avec la collectivité concernée.

### Article 11.4 Les modalités d'attribution et de versement des aides de la Caisse des Dépôts

Les modalités de financement de la Caisse des Dépôts seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents maitres d'ouvrage concernés, sous réserve de l'accord des comités d'engagement compétents.

---

4 *Le cas échéant la présente convention fait mention des concours financiers NPNRU programmés dans les autres conventions NPNRU portant sur le même territoire intercommunal, et les tableaux financiers concernés sont joints pour information en annexe C9.*

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Article 11.5 Les modalités d'attribution et de versement des aides d'autres Partenaires associés

**Les modalités d'attribution et de versement des aides de la Région Hauts-de-France**

Les modalités d'attribution et de versement des subventions régionales sont régies dans la cadre du règlement budgétaire et financier de la Région Hauts-de-France en vigueur. Elles seront précisées dans les actes juridiques financiers relatifs à chaque opération financée par la Région.

Cette participation fera l'objet d'une affectation ultérieure au fur et à mesure de l'avancement des opérations fléchées par la Région selon l'échéancier prévu dans la présente convention et décrite dans la maquette financière.

La participation de la Région pourra être révisée selon l'évolution de l'échéancier prévisionnel de réalisation des opérations et l'évolution de l'engagement de chacun des partenaires signataires de la convention ; le cas échéant, elle fera l'objet d'avenants en Commission Permanente. L'abandon de l'une ou l'autre de ces opérations par son maître d'ouvrage libérera les sommes réservées et pourra bénéficier à une autre opération du projet global.

Ces opérations feront l'objet d'une instruction par les services régionaux au fur et à mesure de leur opérationnalité selon les modalités d'intervention fixées par la Région (délibérations n°20170046 du 2 février 2017 et n°20170731 du 29 juin 2017). Les dossiers de demande de subvention seront instruits sur la base des résultats d'appel d'offre afin de définir les modalités de calcul de la dépense subventionnable propre à chaque opération d'investissement dans la limite des crédits réservés, et sous réserve du budget annuel régional.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# TITRE IV - LES ÉVOLUTIONS ET LE SUIVI DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN

## Article 12. Les modalités de suivi du projet prévues par l'ANRU

### Article 12.1 Le reporting annuel

Le porteur de projet et les maitres d'ouvrage s'engagent à transmettre à l'ANRU les éléments demandés par l'Agence en matière de suivi opérationnel et financier, selon les modalités définies par l'ANRU, et plus particulièrement :

- avancement opérationnel et financier des opérations programmées,
- réalisation des objectifs indiqués à l'article 2.2 (cf. annexe A relative aux objectifs),
- suivi du relogement (notamment synthèse du tableau « RIME » à l'échelle du ménage, anonymisé),
- suivi des mesures d'accompagnement du changement définies à l'article 7,
- suivi de la gouvernance telle que définie à l'article 8.

### Article 12.2 Les revues de projet

Le porteur de projet et les maitres d'ouvrage, ainsi que les autres « parties prenantes » signataires de la convention pluriannuelle, s'engagent à préparer et à participer aux revues de projet pilotées par le délégué territorial de l'ANRU dans le département. Des représentants des conseils citoyens peuvent y être associés.
La revue de projet, dont la méthodologie est précisée par l'ANRU, doit notamment permettre d'examiner les éléments suivants, tels que prévus dans la présente convention :

- respect de l'échéancier de réalisation du projet (ensemble des opérations du projet, y compris celles non financées par l'ANRU),
- respect du programme financier du projet,
- mise en œuvre de la reconstitution de l'offre de logements sociaux,
- niveau d'atteinte des objectifs incontournables,
- réalisation des conditions de réussite du projet,
- mise en œuvre effective des contreparties dues au groupe Action Logement,
- état d'avancement et qualité du relogement,
- état d'avancement et qualité du projet de gestion,
- application de la charte nationale d'insertion,
- organisation de la gouvernance.

La revue de projet contribue à renseigner le reporting annuel et à identifier les éléments pouvant conduire à présenter un avenant à la présente convention.
Un compte-rendu est réalisé et transmis à l'ANRU.

### Article 12.3 Les points d'étape

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Des points d'étapes, réalisés à mi-parcours du projet et en prévision de l'achèvement du projet, pourront permettre de re-questionner le projet dans ses dimensions sociale, économique et urbaine, de s'assurer de son articulation avec le contrat de ville et les politiques d'agglomération, d'apprécier l'efficacité de la conduite de projet, d'observer les effets des réalisations au regard des objectifs attendus du projet de renouvellement urbain.
Le porteur de projet s'engage à mettre en œuvre les points d'étape selon les modalités définies par l'ANRU.

### Article 12.4 Les informations relatives à l'observatoire national de la politique de la ville et à la LOLF

Les signataires de la présente convention pluriannuelle fourniront à la demande de l'ANRU, d'une part les informations nécessaires à l'alimentation de l'observatoire de la politique de la ville, afin de mieux mesurer l'évolution des territoires rénovés et d'évaluer les effets des moyens mis en œuvre, et d'autre part, les indicateurs de performance requis dans le cadre de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF).

### Article 12.5 L'enquête relative à la réalisation du projet

Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrages signataires de la présente convention pluriannuelle renseigneront à la demande de l'ANRU une enquête relative à la réalisation du projet dès l'achèvement de la dernière opération physique.

L'ANRU pourra demander des éléments complémentaires en cas notamment d'imprécision ou d'incohérence des informations transmises ou en fonction des spécificités du projet.

## Article 13. Les modifications du projet

Conformément au règlement général de l'ANRU relatif au NPNRU, la gestion de l'évolution du projet de renouvellement urbain peut nécessiter des modifications de la présente convention pluriannuelle. Les modalités de modification des conventions pluriannuelles ayant déjà été examinées ou signées peuvent être définies par délibération du conseil d'administration de l'ANRU. Ces modifications s'effectuent dans le cadre d'un avenant à la convention pluriannuelle ou de décisions prenant en compte les modifications techniques et les évolutions mineures de la convention.

Lorsque le modèle type de convention pluriannuelle de renouvellement urbain est modifié par l'ANRU, les signataires de la présente convention prennent l'engagement d'appliquer le régime de tout ou partie du nouveau modèle type postérieurement à la prise d'effet de la présente convention.

Les signataires de la présente convention consentent par avance à ce que tout ou partie de la convention soit ainsi mise en conformité par simple décision du délégué territorial de l'ANRU avec ce nouveau modèle type dans les conditions prévues dans une note d'instruction du Directeur général de l'ANRU.

Conformément à l'avis du Comité d'Engagement en date du 13 mars 2019, la présente convention prévoit une clause de revoyure en 2020/2021 portant sur le projet (démolition-reconstitution, requalification, résidentialisation) concernant la résidence Rainneville, située dans les quartiers nord.

La participation prévisionnelle de l'ANRU pour ces opérations est estimée à 7,8 M€ dont 5,7 M€ en subventions et 2,1 M€ en prêts réservée jusqu'à l'échéance du 31 décembre 2021.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

En effet, confortés par les conclusions de l'étude flash menée en novembre 2018, le comité d'engagement de l'ANRU s'entend aujourd'hui sur la nécessité d'intervenir sur cette résidence sociale composée de 606 logements.
Les objectifs sont les suivants :

- améliorer le confort et la performance énergétique des logements ;
- résidentialiser les entrées et pieds d'immeubles ;
- inscrire la résidence dans le nouveau plan urbain, en favorisant les connexions avec le nouveau secteur Colvert et le quartier Saint-Pierre.

Pour répondre à ces objectifs, des études techniques complémentaires et une concertation préalable des habitants seront engagées par le porteur de projet et l'OPH d'Amiens Métropole durant l'année 2020 et permettront de définir le programme de travaux proposé à validation du Comité d'Engagement de l'ANRU.

### Article 13.1 Avenant à la convention pluriannuelle

Des évolutions relatives aux dispositions de la présente convention peuvent nécessiter la réalisation d'un avenant dont les modalités d'instruction sont définies par l'ANRU.

L'avenant à la convention pluriannuelle prend effet à compter de sa signature par l'ANRU.

### Article 13.2 Les décisions prenant en compte les modifications techniques et les évolutions mineures de la convention

Dans le cadre fixé par l'ANRU, les évolutions mineures n'impactant pas l'économie générale du projet et les modifications techniques, ne nécessitent pas la réalisation d'un avenant.
Des ajustements de la programmation financière peuvent être apportés dans ce cadre, conformément aux règlements général et financier relatif au NPNRU.
Les décisions prenant en compte les modifications techniques et les évolutions mineures de la convention pluriannuelle sont réalisées sous la responsabilité du délégué territorial de l'Agence. Elles sont notifiées par tout moyen aux Parties prenantes et au directeur général de l'ANRU.

### Article 13.3 Traçabilité et consolidation des modifications apportées

Afin de faciliter la traçabilité des modifications apportées à la convention, l'ANRU pourra solliciter auprès du porteur de projet une version consolidée de la convention intégrant toutes les modifications apportées.

## Article 14. Les conditions juridiques d'application de la convention pluriannuelle

### Article 14.1 Le respect des règlements de l'ANRU

La présente convention est exécutée conformément au règlement général et au règlement financier de l'ANRU relatifs au NPNRU en vigueur lors de l'exécution de celle-ci.

Les signataires de la présente convention reconnaissent et acceptent que les dispositions du règlement général et du règlement financier de l'ANRU relatifs au NPNRU, modifiés ou édictées postérieurement à la

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

date de prise d'effet de la présente convention s'appliqueront à celle-ci dans les conditions prévues dans une note d'instruction du directeur général de l'ANRU.

Le conseil d'administration de l'ANRU peut en effet déterminer les cas où il souhaite que ces modifications s'appliquent de manière unilatérale et leurs modalités de prise en compte au projet contractualisé ainsi qu'aux opérations programmées non engagées.

### Article 14.2 Les conséquences du non-respect des engagements

Les manquements constatés dans l'application de la présente convention pluriannuelle et les modifications du programme non autorisées par un avenant ou une décision signée par le délégué territorial de l'Agence déclenchent la procédure de non-respect des engagements décrite dans le règlement général de l'Agence relatif au NPNRU.
Du fait des enjeux qu'ils sous-tendent, les engagements suivants feront l'objet d'une vigilance particulière :

- Respect du programme urbain tel que défini à l'article 4.1 ;
- Respect du calendrier opérationnel prévisionnel de l'annexe C1, repris à l'annexe C4 ;
- Respect des contreparties pour le groupe Action Logement et de leur mise à disposition dans les conditions définies dans l'article 5.2 à la présente convention pluriannuelle et décrites dans les annexes B1 et B2 ;
- Respect des conditions de relogement des ménages définies à l'article 6 ;
- Respect des mesures d'accompagnement du changement définies à l'article 7 ;
- Respect des engagements spécifiques conditionnant la réalisation du projet décrits à l'article 3.1.

Ces éléments font l'objet d'un suivi tout au long du projet, selon les modalités détaillées à l'article 12 de la présente convention pluriannuelle.

### Article 14.3 Le contrôle et les audits

Conformément au RGA et au RF relatifs au NPNRU, l'ANRU peut procéder à des contrôles et audits auprès des bénéficiaires des concours financiers.
Le porteur de projet et les bénéficiaires des concours financiers de l'Agence s'engagent à communiquer à l'ANRU les documents et informations dont elle estime la production nécessaire dans ce cadre.

### Article 14.4 La clause relative aux évolutions de la situation juridique des maîtres d'ouvrage

En conformité avec le règlement financier de l'ANRU en vigueur, le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage signataires de la convention s'engagent à informer l'ANRU par courrier en recommandé avec accusé de réception de tout changement intervenu dans leur situation juridique (liquidation, fusion, transfert de maîtrise d'ouvrage, …) intervenant à compter de la signature de la présente convention.

### Article 14.5 Le calendrier prévisionnel et la durée de la convention

#### Le calendrier prévisionnel d'exécution du programme physique

Chaque maître d'ouvrage est tenu au respect du calendrier individuel des opérations prévu au programme physique tel que détaillé à l'article 9.1.1. de la présente convention.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Ce calendrier opérationnel prévisionnel se déroule entre la date de lancement opérationnel de la première opération, à savoir le premier semestre 2017, et la date prévisionnelle de fin opérationnelle de la dernière opération, à savoir la fin du second semestre 2028.

**La durée de la convention**

La présente convention pluriannuelle prend effet à compter de sa signature par l'ANRU.

Afin de permettre le solde des dernières opérations et l'évaluation du projet de renouvellement urbain, la présente convention s'achève au 31 décembre de la quatrième année après l'année au cours de laquelle s'effectue le solde[5] de la dernière opération physique financée par l'Agence dans le cadre de la présente convention.

## Article 14.6 Le traitement des litiges

Les litiges survenant dans l'application de la présente convention pluriannuelle seront portés devant le tribunal administratif de Paris.

5 *Il s'agit du dernier paiement ou recouvrement de subvention par l'ANRU.*

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# TITRE V - LES DISPOSITIONS DIVERSES

## Article 15. La mobilisation du porteur de projet et des maîtres d'ouvrage dans le cadre d'actions initiées par l'ANRU

La mise en œuvre des programmes et des projets conduise l'ANRU à initier des actions d'étude, d'édition, de communication, d'animation, d'expertise, d'assistance et d'appui aux projets, de capitalisation, … Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à participer à ces actions pouvant concerner leur territoire, notamment en transmettant à l'ANRU toutes les informations nécessaires au bon déroulement de ces travaux.

Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à permettre à leurs agents en charge de la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain de participer aux réunions auxquelles ils sont conviés par l'ANRU (journées d'animation, de formation, de réseaux, groupes de travail etc.).

Les frais de déplacements (transport, restauration, hébergement) que ces rendez-vous occasionnent et les coûts pédagogiques liés à la formation, notamment à l'Ecole du Renouvellement Urbain, entrent dans les frais de gestion attachés aux postes qui peuvent être subventionnés par l'ANRU conformément au RGA relatif au NPNRU.

Par ailleurs, le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage faciliteront l'organisation de temps d'échange dans le cadre des réseaux d'acteurs animés par l'ANRU (mise à disposition de salles de réunion, organisation de visites, ...).

En cas de mobilisation par l'ANRU de missions d'expertise, d'assistance et d'appui aux projets, le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à y participer et à s'assurer de l'application des résultats de ces missions.

## Article 16. Les archives et la documentation relative au projet

Le porteur de projet s'engage à fournir à l'Agence une version numérisée du dossier projet, une fiche descriptive de présentation des enjeux, des objectifs et du programme du projet de renouvellement urbain ainsi **que des témoignages, des images et des documents libres de droit p**our une mise en ligne sur le site internet **www.anru.fr**.

Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à transmettre à l'ANRU les études et les travaux de mémoire cofinancés par l'Agence.

## Article 17. La communication et la signalétique des chantiers

### Article 17.1 Communication

Les signataires de la convention seront associés en amont à tout évènement presse et relations publiques afin que les actions de communication puissent être coordonnées.

En outre, tout acte de communication du porteur de projet devra systématiquement informer de l'origine des fonds de la PEEC. Le Comité Régional d'Action Logement et le Directeur Régional d'Action Logement Services devront être associés à tout acte de communication local de l'Agence ou du porteur de projet.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Article 17.2 Signalétique

Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage s'engagent à mentionner la participation des financeurs sur toute la signalétique, panneaux et documents relatifs à toutes les opérations financées dans le cadre de la présente convention pluriannuelle, en y faisant notamment figurer leurs logotypes.

Le bénéficiaire s'engage par ailleurs à informer les signataires de la convention de l'organisation de toute manifestation publique de communication liée aux opérations subventionnées.

Les modalités relatives à l'organisation des manifestations afférentes aux opérations financées par la Région, y compris les inaugurations doivent faire l'objet d'une concertation préalable.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Date: 12/3/2020 | 10:59:36 CET

Signatures:

| | |
|---|---|
| Le/La Maire d'Amiens<br>de VILLE D'AMIENS | DocuSigned by:<br>Brigitte FOURÉ<br>67ED597615ED49B... |
| Le/La Président d'Amiens Métropole<br>de COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION AMIENS METROPOLE | DocuSigned by:<br>Alain GEST<br>529A97FB4367445... |
| Le/La Directeur Général de la Société Immobilière Picarde<br>de SIP | DocuSigned by:<br>Alain HERRENG<br>680B56E0DE08460... |
| Le/La Directeur Général de Clésence<br>de CLESENCE | DocuSigned by:<br>Eric Efraïm BALCI<br>3F37B9B0A2A740B... |
| Le/La Directeur Général de la coopérative Toit Aussi<br>de Coopérative TOIT AUSSI | DocuSigned by:<br>Matthieu COP<br>6928DD0C52E3448... |
| Le/La Directeur Général de Foncière Logement<br>de FONCIERE LOGEMENT | DocuSigned by:<br>Yannick Le Meur<br>5A3566E4AD4D4EE... |
| Le/La Directrice du Renouvellement Urbain d'Action Logement Services<br>de ACTION LOGEMENT SERVICES<br>Par délégation du DG d'Action Logement Services | DocuSigned by:<br>Delphine SANGODEYI<br>9EBEDEDBE35A40A... |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

| | |
|---|---|
| Le/La Directrice régionale de la Caisse des Dépôts et Consignations<br>de CAISSE DES DEPOTS | DocuSigned by:<br>Brigitte LOUIS<br>7F8FDF7F1C574F6... |
| Le/La Président de la Région Hauts-de-France<br>de CONSEIL REGIONAL DES HAUTS-DE-FRANCE | DocuSigned by:<br>Xavier BERTRAND<br>FEF3ABD3D619458... |
| Le/La Président du Conseil Départemental de la Somme<br>de CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA SOMME<br>Laurent SOMON | DocuSigned by:<br>Laurent SOMON<br>2A15E0739102410... |
| Le/La Préfète de la Somme<br>de ETAT | DocuSigned by:<br>Muriel NGUYEN<br>BB9795949C8B4B8... |
| Le/La Directrice générale de l'Agence nationale de l'habitat<br>de ANAH | DocuSigned by:<br>Valérie MANCRET-TAYLOR<br>70052D82FDDC4CA... |
| Le/La Directeur Général de l'OPH d'Amiens Métropole - Syndicat mixte de l'Habitat en Somme<br>de OPH d'AMIENS METROPOLE - SYNDICAT MIXTE DE L'HABITAT EN SOMME | DocuSigned by:<br>David QUINT<br>77838415D3E04AD... |
| Le/La Directeur Général de l'AGENCE NATIONALE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES<br>de AGENCE NATIONALE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES | DocuSigned by:<br>Yves LE BRETON<br>04BF6DF688F5409... |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Le/La Directeur Général de l'ANRU

de ANRU

DocuSigned by:

Nicolas GRIVEL

B358B888D27647C...

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# TABLE DES ANNEXES

**A - Présentation du projet :**

A1 Plan de situation des quartiers identifiés à l'article 1 au sein du territoire du contrat de ville

A2 Carte de présentation du ou des quartiers qui font l'objet du projet de renouvellement urbain permettant de localiser les équipements structurants et le patrimoine des différents organismes HLM notamment, et le cas échéant en précisant ceux concernés par le projet d'innovation soutenu au titre de l'axe 1 de l'action VDS du PIA ou du volet « quartiers » de l'action TI du PIA

A3 Carte(s) ou schéma(s) présentant les différents éléments du diagnostic et plus particulièrement le fonctionnement urbain du quartier

A4 Synthèse de la phase protocole (rappel des opérations financées, description des modalités d'association des habitants et présentation des principales conclusions des études et groupes de travail mis en œuvre pendant le protocole)

A5 Schéma permettant d'identifier les secteurs impactés éventuellement par le PNRU et le périmètre d'intervention proposé pour le NPNRU

A6 Tableau de bord des objectifs urbains

A7 Schéma de synthèse pour traduire les objectifs urbains prioritaires retenus sur chacun des quartiers, à une échelle intermédiaire entre l'agglomération et le périmètre strict du QPV

A8 Plan guide du projet urbain

A9 Cartes thématiques (équilibres résidentiels, organisation de la trame viaire, développement économique…) permettant notamment de comprendre la situation avant/après et de localiser chacune des opérations programmées

A10 Plan de localisation des terrains identifiés pour la reconstitution de l'offre

A11 Plan du foncier avant/après permettant de présenter la stratégie de diversification

A12 Plan du foncier permettant d'identifier les contreparties foncières transférées à Foncière Logement

**B - Contreparties en faveur du groupe Action Logement** (des apports en faveur de la mixité) **:**

B1 Description des contreparties foncières pour Foncière Logement (des apports en faveur de la mixité)

B2 Description des contreparties en droits de réservations de logements locatifs sociaux pour Action Logement Services (des apports en faveur de la mixité)

**C - Synthèse de la programmation opérationnelle et financière :**

C1 Échéancier prévisionnel (calendrier opérationnel) présentant l'enchaînement des opérations

C2 Tableau financier prévisionnel global de l'ensemble des opérations du projet.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

C3 Fiches descriptives des opérations programmées

C4 Tableau financier relatif aux opérations programmées co-financées par l'ANRU et concernées par la présente convention pluriannuelle

C5 Convention de programme signé avec l'Anah et échéancier financier et convention d'OPAH/de plan de sauvegarde/d'ORCOD le cas échéant

C6 Tableau des aides de la Caisse des Dépôts

C7 Convention-cadre relative à l'axe 1 de l'action « Ville Durable et Solidaire » du PIA pour la mise en œuvre du projet d'innovation lauréat de l'appel à manifestations d'intérêt du 16 avril 2015 ou Convention de financement pour la phase de mise en œuvre du projet d'innovation lauréat de l'appel à manifestations d'intérêt ANRU+ du 22 mars 2017, le cas échéant.

C8 Tableau financier des opérations physiques relatif au protocole de préfiguration portant sur les quartiers concernés par la présente convention pluriannuelle (tableau extrait d'Agora à la date d'examen du projet)

C9 Tableau des aides du Conseil Régional

**D - Convention spécifique ou charte concourant à la réussite du projet :**

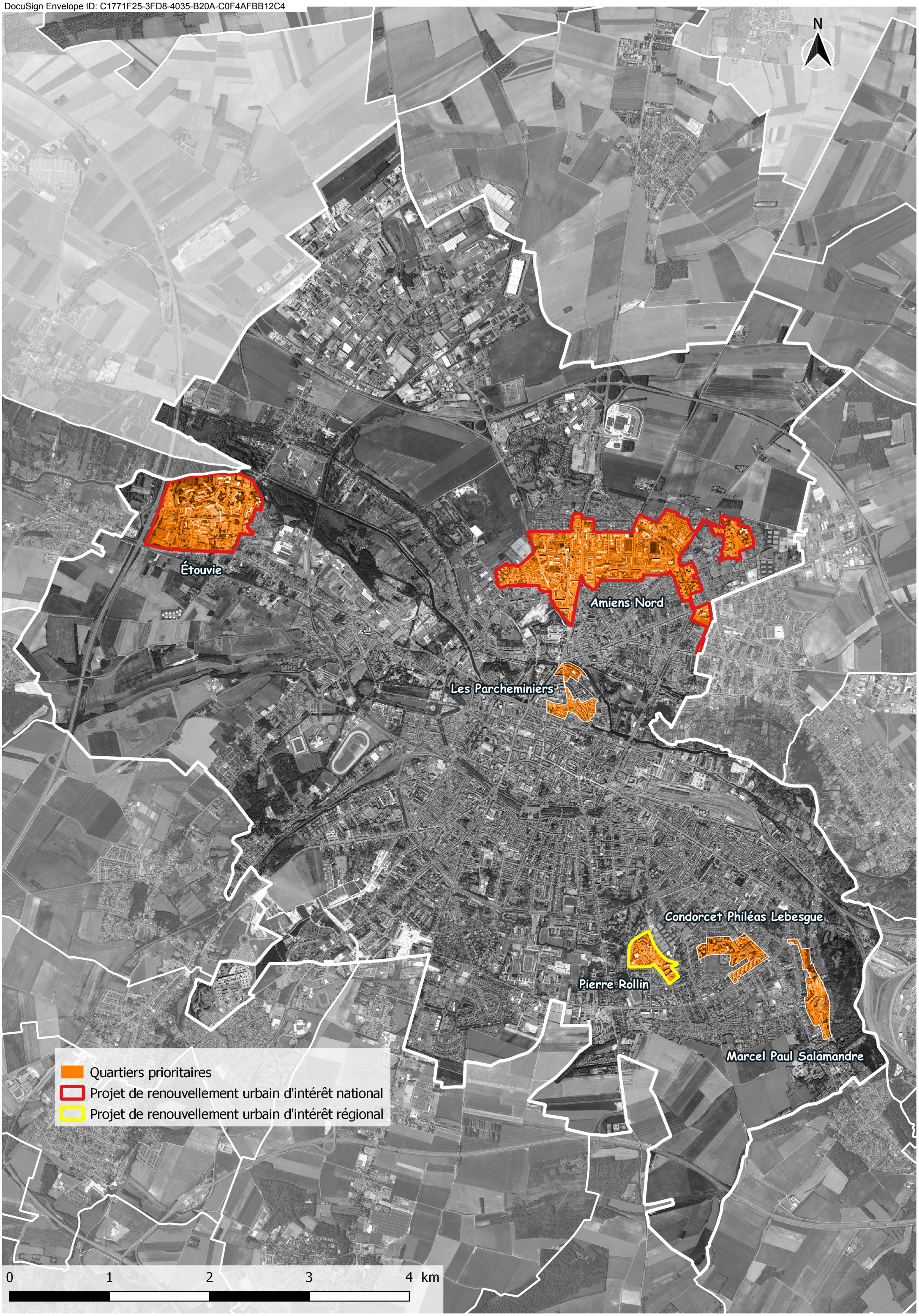
D1 Document cadre fixant les orientations en matière d'attribution prévu à l'issue de la loi égalité et citoyenneté par l'article L. 441-1-5 du CCH (ou convention d'équilibre territorial le cas échéant)

D2 Convention spécifique relative au projet de gestion le cas échéant

D3 Charte de la concertation le cas échéant

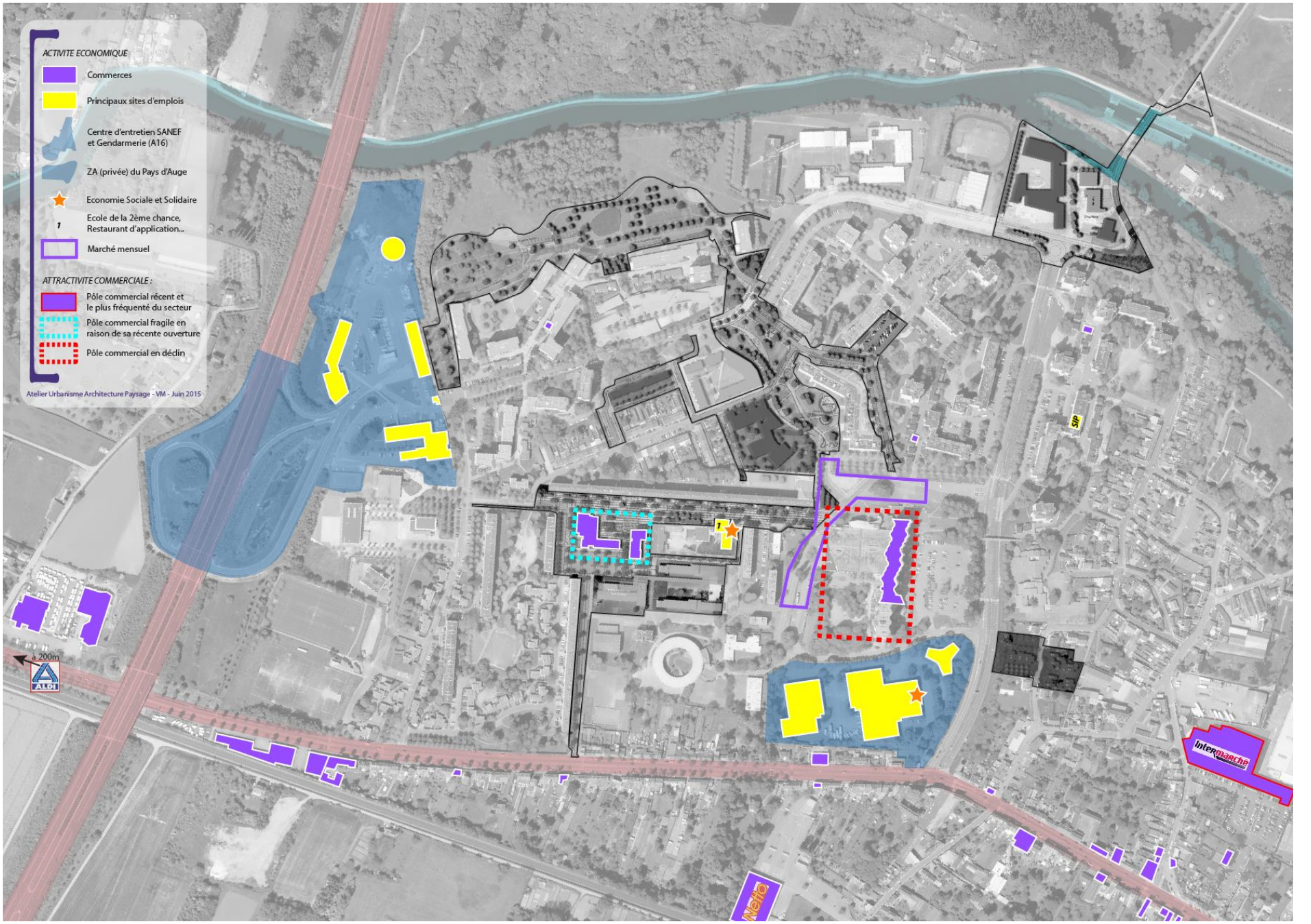
D4 Charte de relogement

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



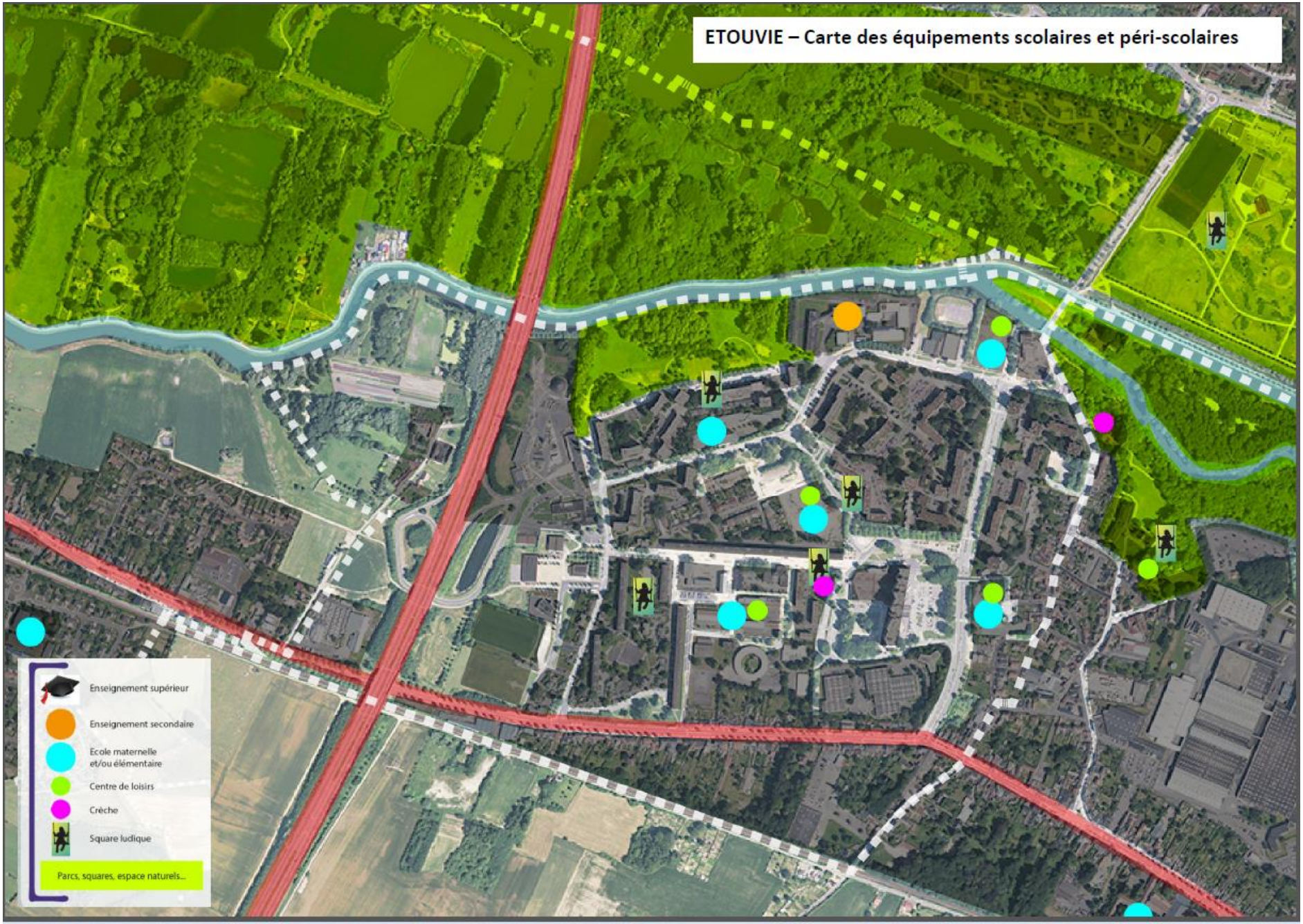
DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# [illegible] quartier Etouvie : Activité économique et commerciale



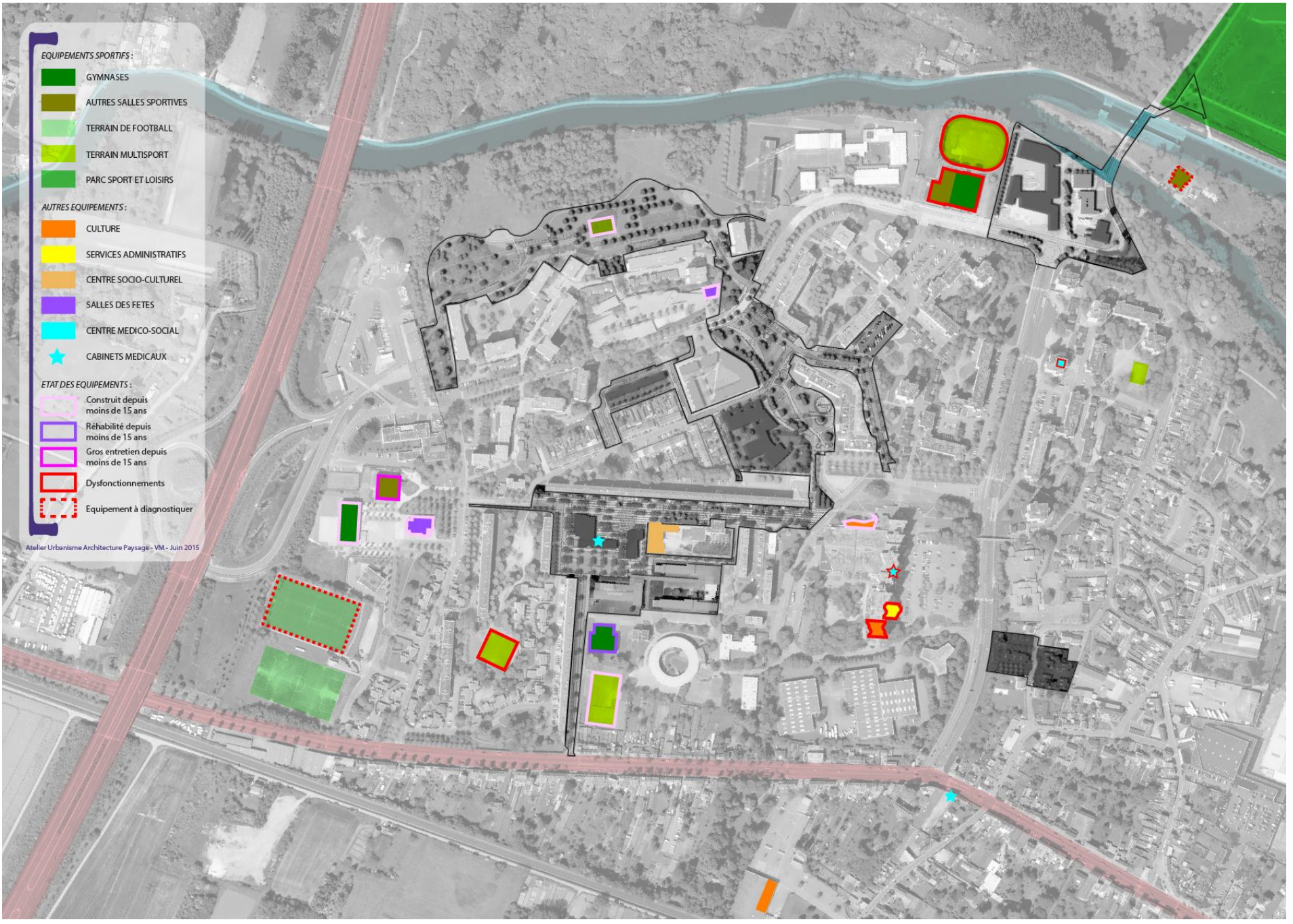
DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# [illegible] quartier Etouvie : Equipements scolaires



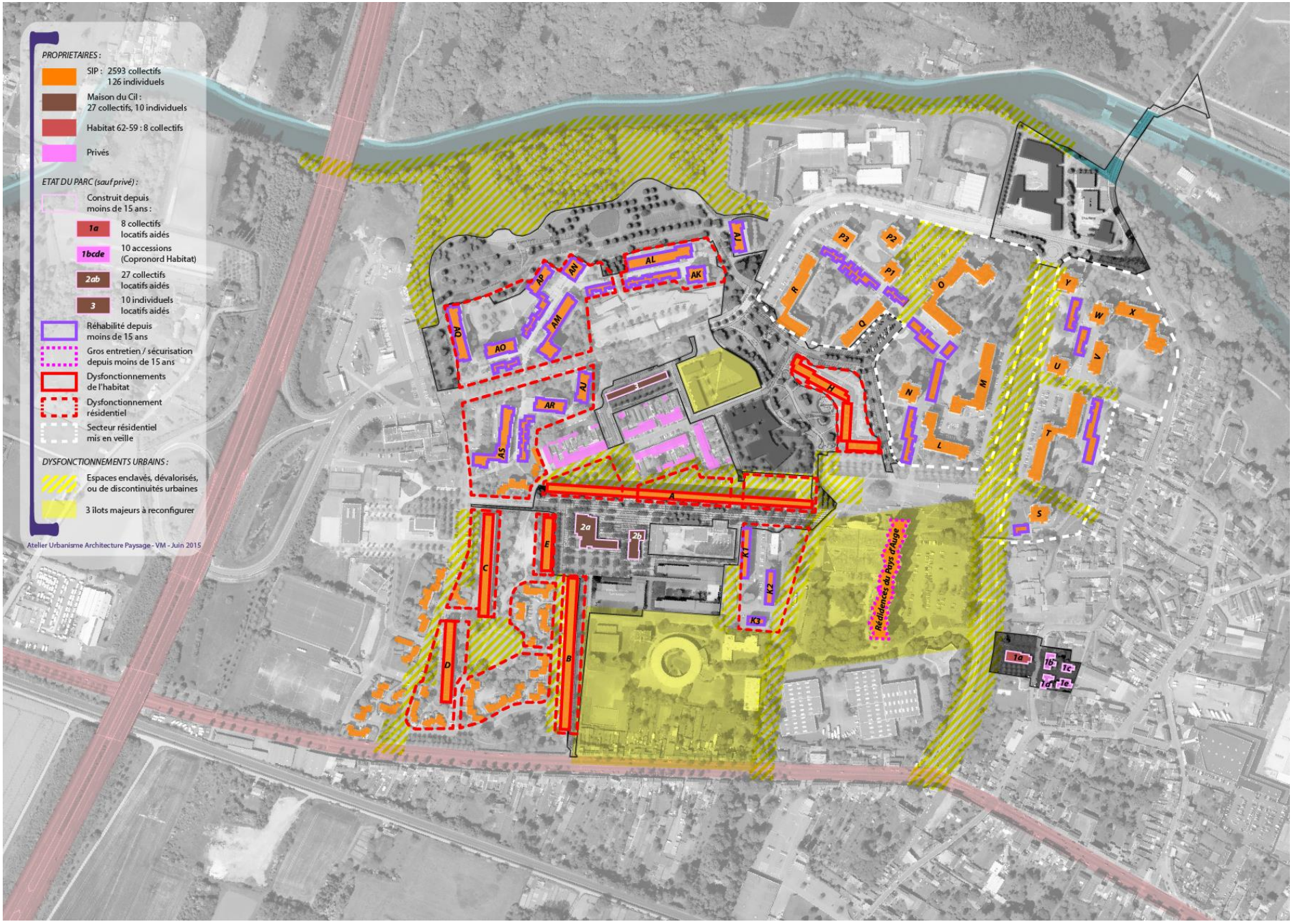
DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# [illegible] quartier Etouvie : Equipements structurants



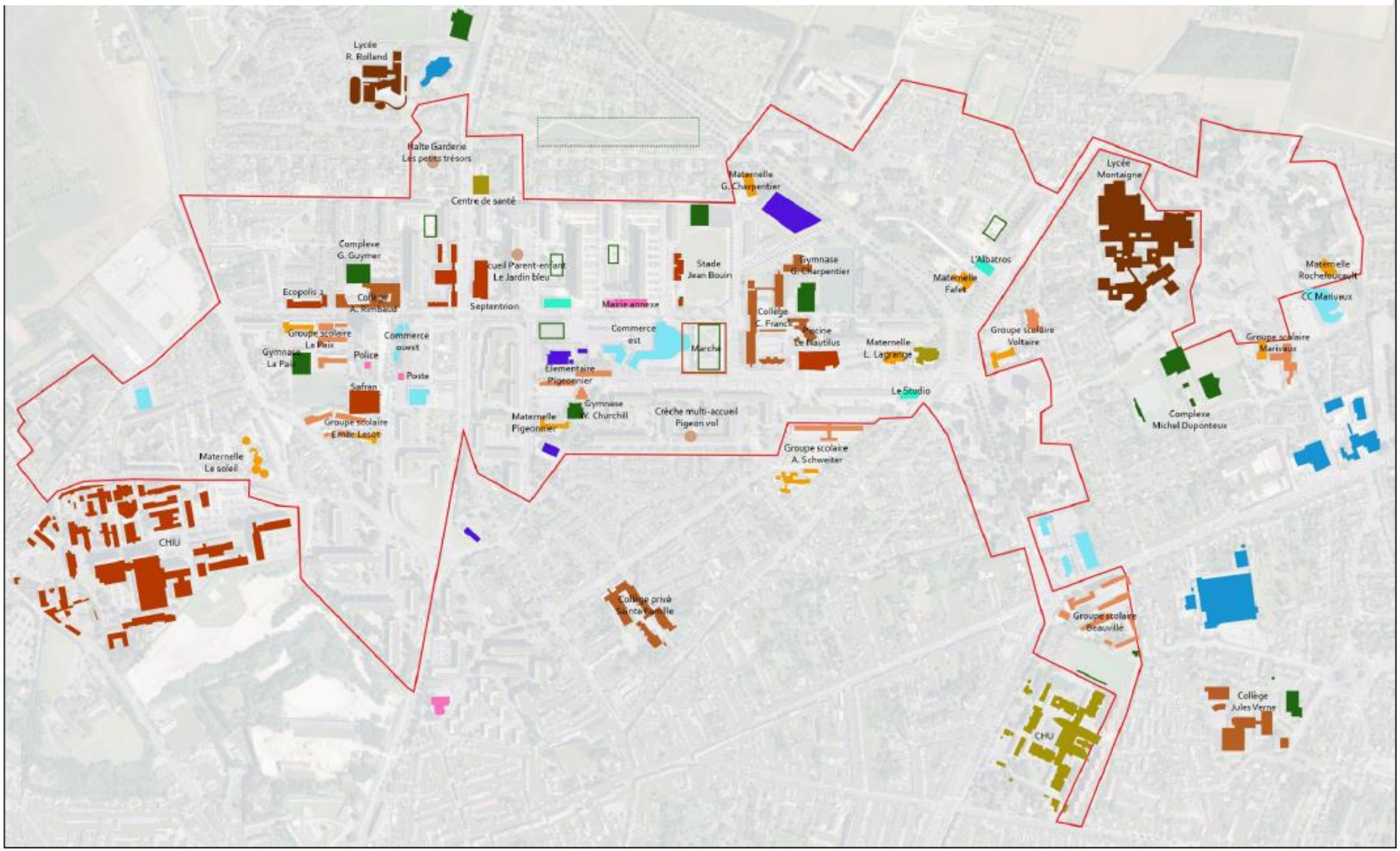
DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# [illegible] quartier Etouvie : Patrimoine des organismes HLM



DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# Les quartiers Nord : Equipements structurants




- Crèche
- Maternelle
- Élémentaire
- Collège
- Lycée
- Pôle de santé
- Pôles commerciaux
- Service public
- Équipement cultuel
- Équipement culturel
- Équipement sportif
- Espace public équipé

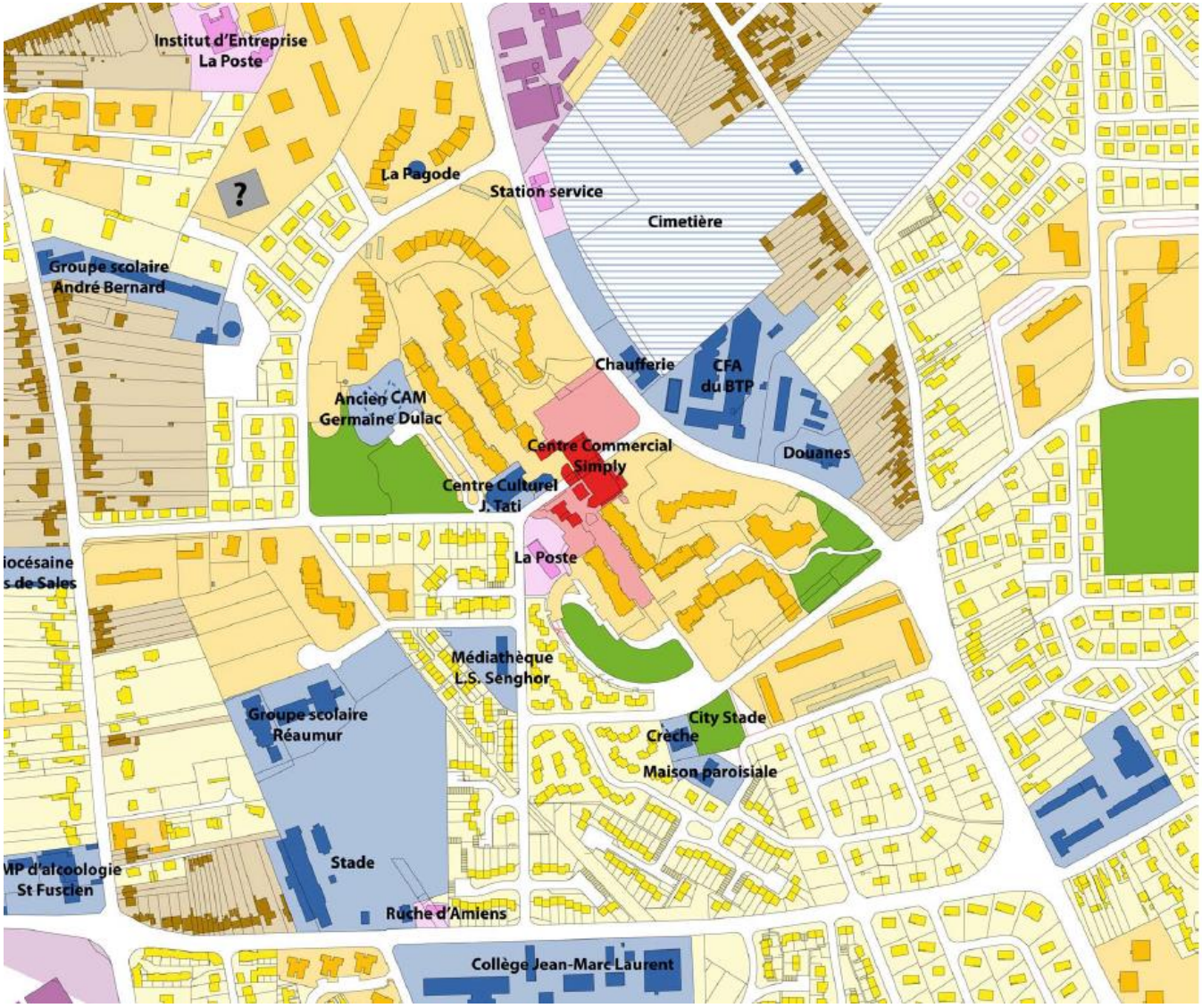
DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# Annexe A2 – Carte de présentation des quartiers Nord : Patrimoine des organismes HLM



DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# Annexe n°2 : carte de présentation du quartier P. ROLLIN : commerces, services et équipements




1. ➡ Plusieurs commerces et services attractifs, situés au coeur du quartier

2. ➡ Présence d'équipements structurants comme le Centre Culturel J. Tati ou la Médiathèque L.S. Senghor, qui peuvent attirer des habitants de l'extérieur du quartier

3. ➡ Présence d'équipements de proximité sur les franges du quartier, qui permettent aux habitants de «sortir» des limites de leur quartier

- Logement collectif
- Logement individuel
- Tissu ancien, de type faubourien
- Équipement
- Commerce, service
- Activité
- Espace vert

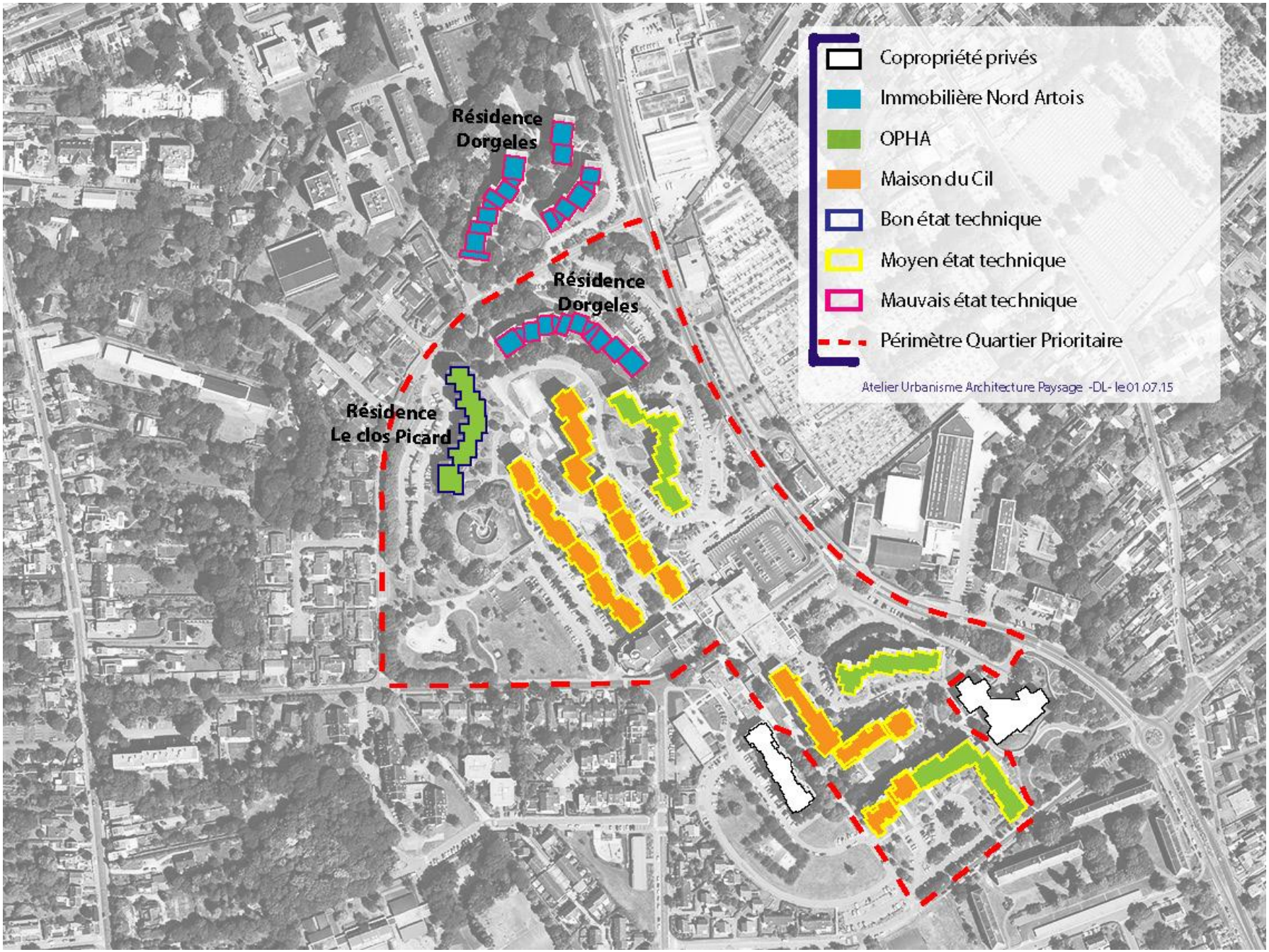
DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# [illegible] quartier P. ROLLIN : Commerces, services et équipements



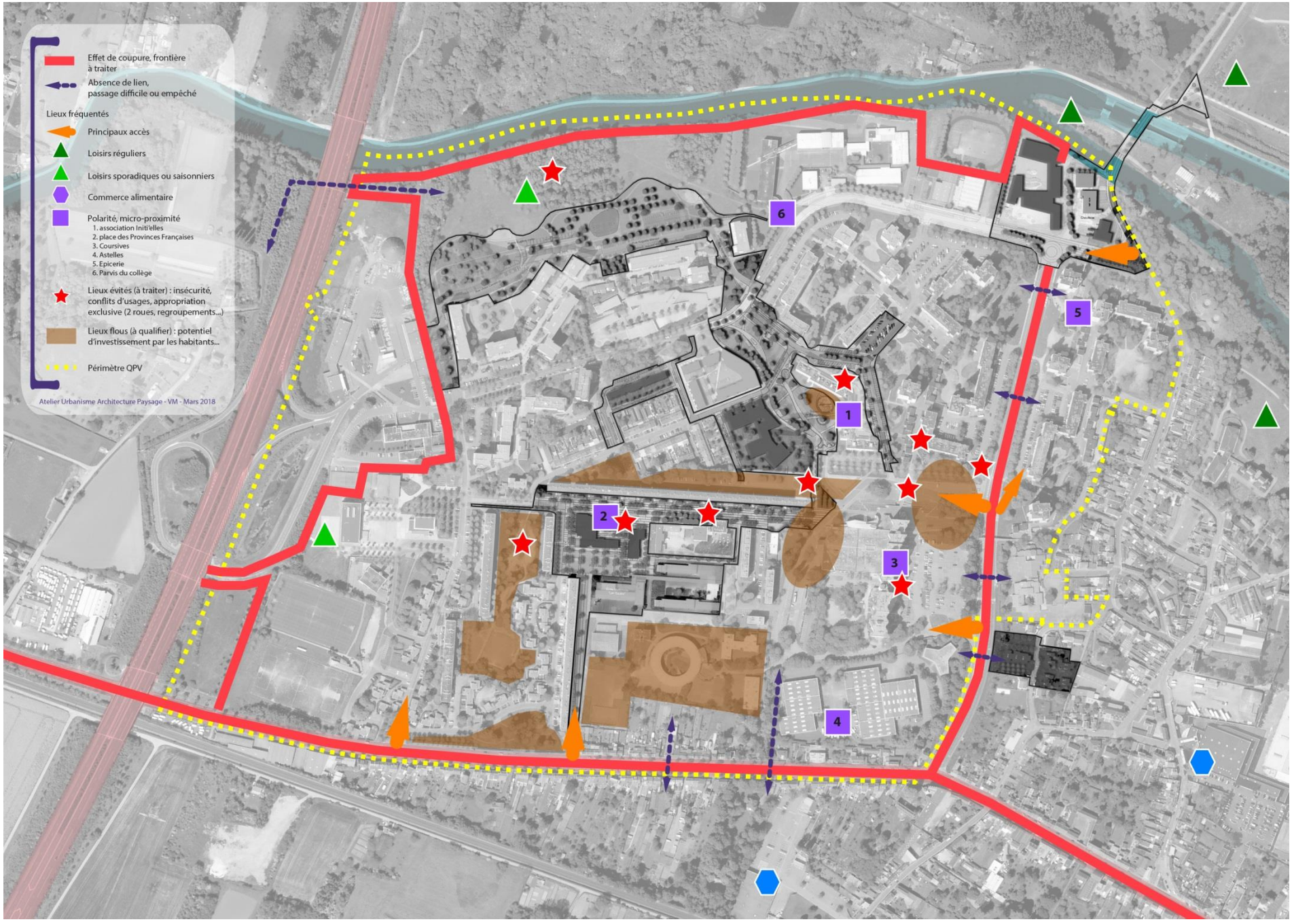
DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# Annexe 3 : Diagnostic du quartier P. ROLLIN : Patrimoine des organismes HLM



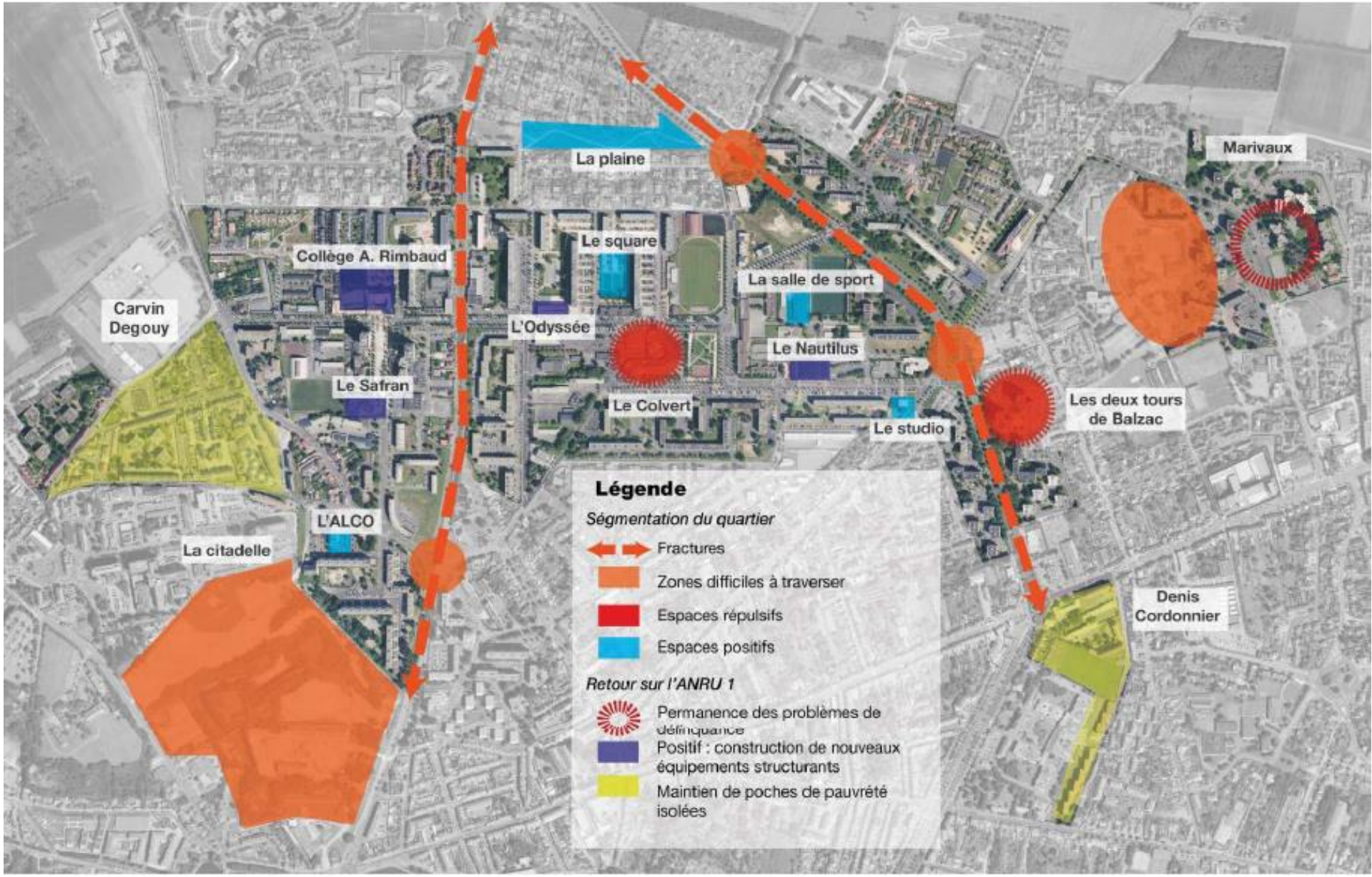
DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# Annexe 1 : Diagnostic urbain du quartier Etouvie



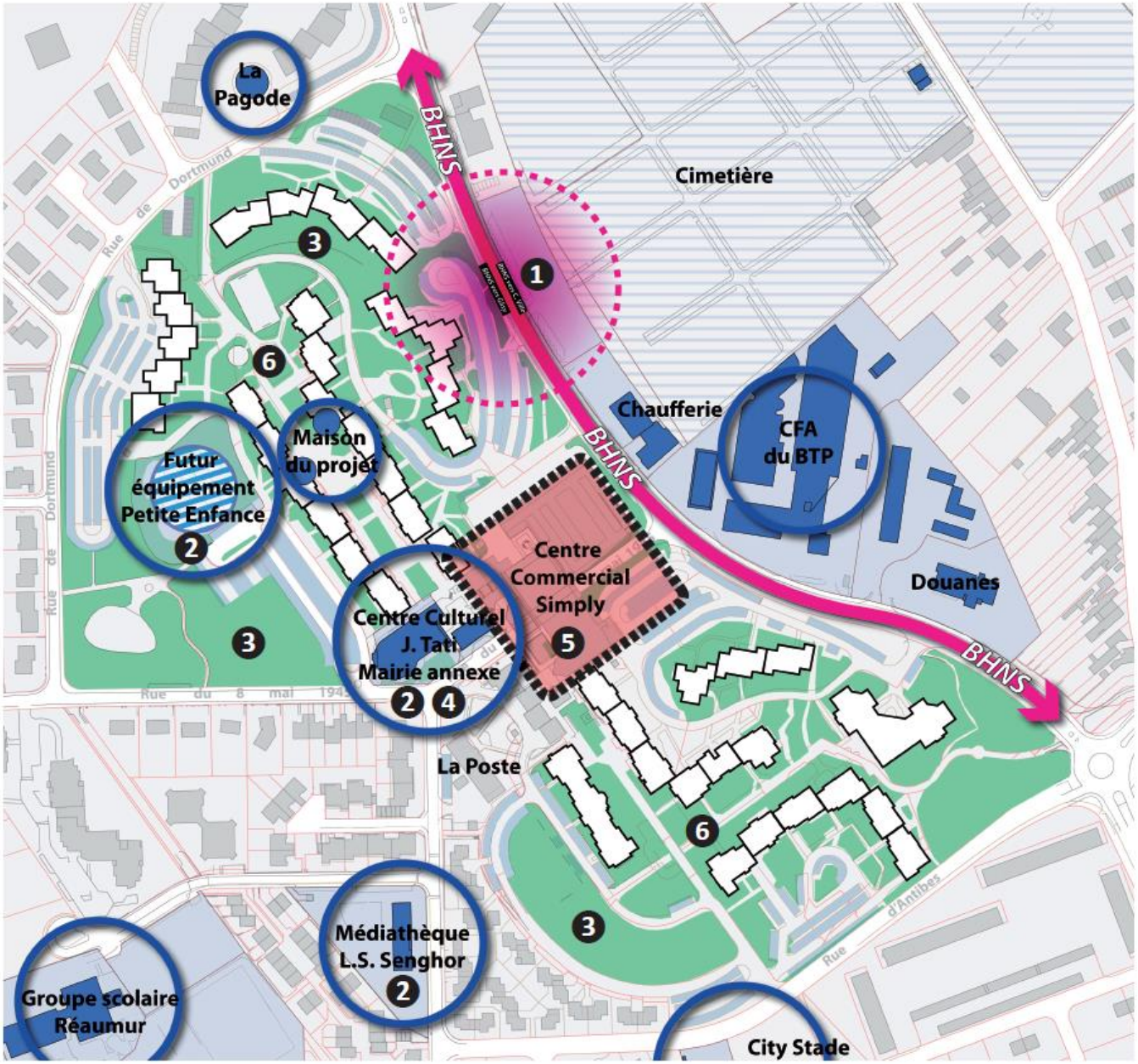
DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# Analyse urbaine des quartiers Nord



DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# Aménagement du quartier Pierre ROLLIN : les atouts

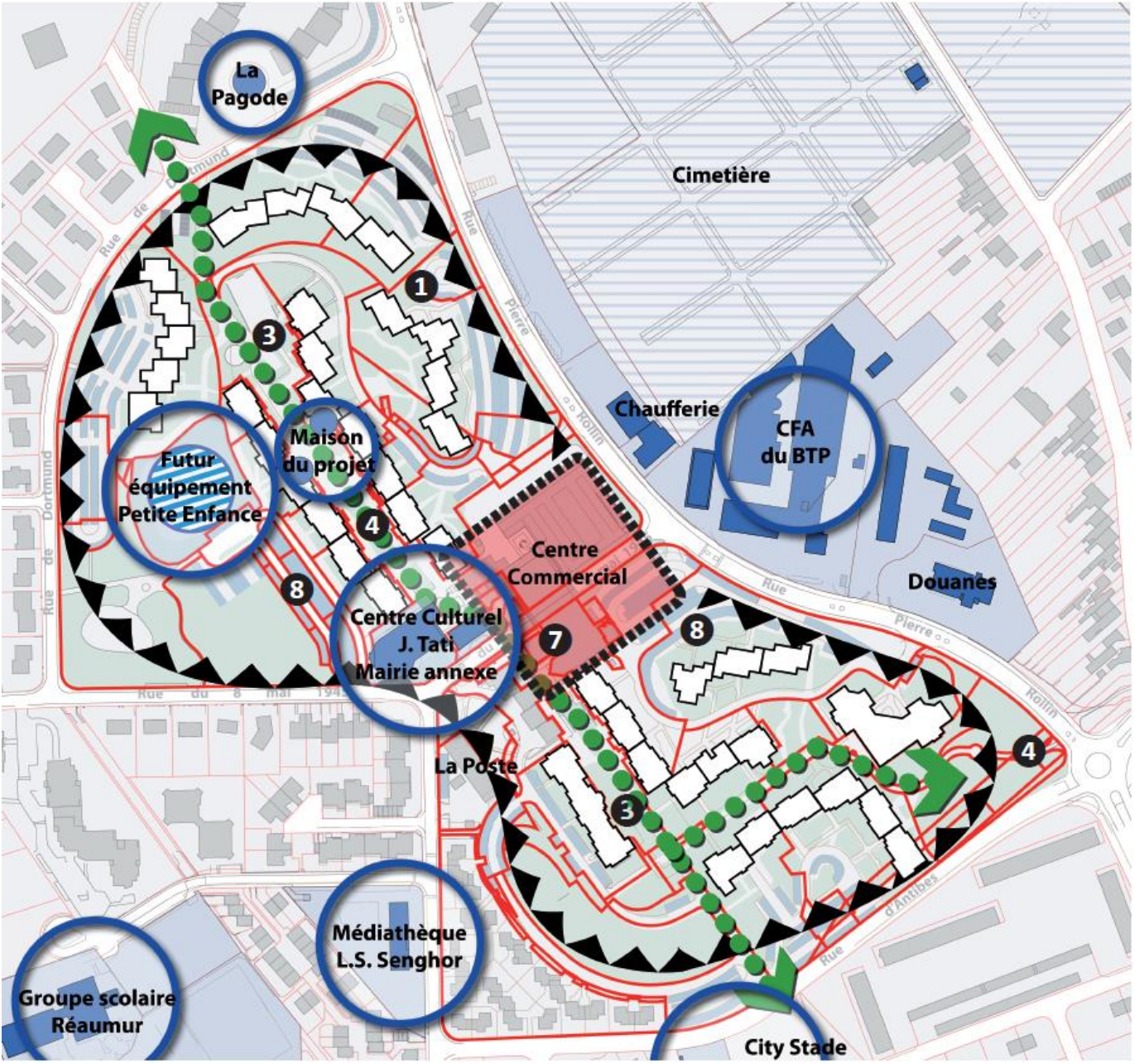



## SYNTHÈSE DU DIAGNOSTIC
## LES ATOUTS

1. Une excellente desserte en TC qui positionne le quartier à 10 minutes du centre-ville
2. Un quartier très bien équipé qui constitue une polarité à l'échelle du sud-est d'Amiens, un lieu de destination
3. Un quartier qui possède une réelle richesse végétale et offre une grande place aux piétons
4. Le centre culturel J. Tati qui propose des programmes variés et de qualité, à rayonnement métropolitain
5. Un centre commercial plutôt dynamique
6. Un urbanisme de village issu d'une utopie en réaction aux grands ensembles
7. Un début de mixité sociale

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# Annexe A3 – Carte du diagnostic urbain du quartier Pierre ROLLIN : les faiblesses




## SYNTHÈSE DU DIAGNOSTIC
## LES FAIBLESSES

1. Un fonctionnement introverti et peu lisible : externalisation des fonctions servantes comme le stationnement, et animation en coeur de quartier
2. Une situation foncière complexe en héritage
3. Des aménagements obsolètes
4. Des ensembles paysagers qui manquent de cohérence. Un cadre paysager à requalifier
5. Des équipements implantés dans le diffus, au fil des opportunités
6. Une baisse globale d'attractivité du quartier
7. Une organisation sur dalle complexe et peu attractive d'un point de vue commercial
8. Des parkings saturés dans lesquels on observe des conflits d'usage

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# Annexe C4 - Synthèse de la phase protocole

Les opérations suivantes ont été financées et conduites lors de la phase protocole du NPNRU.
Les lignes financières correspondantes sont inscrites dans le tableau financier en annexe C8.

| | | | |
|---|---|---|---|
| **AMO Habitat** | **Pilotage interne :**<br>Direction habitat/logement<br>**Groupement retenu :**<br>Espacités | 2016-octobre 2017 | **MISSIONS**<br>**1. Reconstitution de l'offre de LLS :**<br>Identifier les modalités de reconstitution de l'offre de logements suite aux démolitions en tenant compte des besoins des ménages concernés et d'une répartition équilibrée de l'habitat social sur le territoire métropolitain.<br><br>**2. Diversification de l'habitat en quartier NPNRU :**<br>Identifier le public cible et les conditions à remplir pour réussir des opérations en accession et en locatif social PLS.<br>Définition d'une programmation en tenant compte des besoins et des caractéristiques du territoire |

- ***Sur la reconstitution de l'offre démolie :***

Les conclusions ont porté sur la programmation (taux de reconstitution, typologie et niveaux de loyers) et la territorialisation à partir de l'analyse croisée des besoins des ménages à reloger dans le cadre des démolitions envisagées (437 ménages enquêtés sur Amiens Nord et Etouvie) et des caractéristiques du territoire métropolitain.

Il ressort de l'enquête ménages que :

- près de 50% souhaitent demeurer sur leur quartier d'habitation actuel,
- sur les 50% souhaitant en sortir, seuls 20 ménages demandent un logement hors Amiens,
- les typologies souhaitées correspondent majoritairement à la moyenne de la production actuelle (50% inférieur ou égal T3, 50% supérieur ou égal T4),
- moins de la moitié des ménages ont des ressources suffisantes pour accéder à un logement locatif social neuf (la baisse de loyer nécessaire pour un loyer neuf compatible aux ressources est supérieure à 30%, y compris en PLAI).

L'analyse du territoire démontre que :

- la production importante de logements locatifs sociaux depuis 2015, correspondant aux objectifs du PLH, a contribué à modérer la tension de la demande,
- les communes hors Amiens demandées par les ménages ont une partie de leur territoire située en secteurs de veille active au titre du contrat de ville,
- le logement social situé hors QPV est globalement réparti de façon équilibrée sur le territoire amiénois, avec une capacité d'accueil sur les secteurs sud et ouest.

**Conclusion : un taux de reconstitution de 50% a été retenu, à privilégier sur les secteurs de développement que constituent les ZAC Intercampus et Renancourt, mais également à prévoir dans les quartiers NPNRU pour répondre à une demande spécifique non pourvue (logements séniors et adaptés).**

- ***Sur la diversification de l'offre en quartier NPNRU :***

Le marché métropolitain actuel se caractérise notamment par :

- le dynamisme de la construction mais un marché spécialisé sur l'investissement locatif et les résidences dédiées,
- une population souhaitant accéder à la propriété avec des revenus modestes et recherchant plutôt de l'individuel, qui ne trouve pas le logement répondant à ses besoins sur Amiens, voire sur la métropole,
- un potentiel de développement encore important dans les secteurs en cours d'aménagement (les ZAC),
- une tension modérée sur le logement social, mais des demandeurs majoritairement très modestes.

**Compte tenu de l'analyse du marché immobilier et des caractéristiques locales suivantes, la diversification doit s'appuyer sur des produits répondant à des besoins non couverts, s'inscrivant en complémentarité de l'offre actuelle sur des secteurs plus attractifs et développés dans des proportions raisonnables. Cette offre devra être différenciante soit en insistant sur la qualité des produits et le développement de produits de niche, soit en privilégiant l'attractivité du prix.**

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Mission d'urbaniste coordinateur Quartiers Nord** | **Pilotage interne :** Service PRU et service atelier d'urbanisme (AUAP) **Groupement retenu :** MADEC | 2016-2020 | **MISSIONS** |

La mission urbaine menée par l'Atelier MADEC a révélé la qualité des interventions réalisées sur le quartier durant les dispositifs GPV et ANRU 1. Le quartier présente une accessibilité privilégiée en transport en commun, dispose d'un taux d'équipement public par habitant très satisfaisant et a largement bénéficié des programmes de réhabilitations et d'aménagement d'espaces publics antérieurs (GPV et ANRU 1).
Le NPNRU s'inscrit dans la poursuite de ces transformations. La requalification de l'habitat doit être achevée et un maillage d'espaces publics secondaire doit venir compléter la trame viaire existante.
Sur quatre secteurs clé : le Pigeonnier, Marivaux, Fafet/Franck et le secteur Lesot, le programme insiste plus fortement sur les leviers d'une attractivité nouvelle : des espaces publics neufs, une offre commerciale variée et la diversification de l'habitat.

Les interventions sont reprises dans le plan guide en annexes A8 et A9.

**Modalités de concertation des habitants :**
La concertation a été menée de novembre 2016 à février 2019.
Le diagnostic repose sur un diagnostic en marchant, une marche exploratoire, des entretiens auprès d'acteurs locaux. L'élaboration du projet a fait l'objet de plusieurs rencontres « ateliers » avec les conseillers citoyens (1 réunion par trimestre) et de deux ateliers en pied d'immeuble sur les projets de démolition des grandes barres et le projet de réaménagement des espaces publics de Marivaux.
Enfin, deux réunions publiques ont été organisées, dont une spécifiquement sur le projet Colvert.
La concertation, collecte d'avis, de ressenti, d'appréhensions par rapport au projet, a aussi pris la forme de témoignages récoltés par l'association CARMEN dans le cadre de l'accompagnement à la démolition du Grand Mozart.

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Mission d'urbaniste coordinateur Etouvie** | **Pilotage interne :** Service PRU et service atelier d'urbanisme (AUAP) **Groupement retenu :** AxP Urbicus, Réussir l'Espace Public (REP) | 2016-2020 | **MISSIONS** |

Le diagnostic urbain mené par le cabinet URBICUS a fait ressortir les dysfonctionnements suivants :
- Une diversité de l'habitat insuffisante ;
- Un programme de réhabilitation des logements partiellement déconnecté de la réflexion sur les espaces extérieurs ;
- Un enclavement géographique accentué par une trame viaire trop peu hiérarchisée ;
- Un parc habité de grande qualité paysagère mais trop peu investi par les habitants ;
- Des espaces publics déqualifiés ;
- Un effet de coupure urbaine avec le quartier de Montières.

Fort de ce constat, les axes de travail suivants ont été identifiés pour le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) :
1- La qualité résidentielle : Etouvie étant un quartier d'habitat social, il est nécessaire de porter une réelle exigence à la qualité du logement et de ses abords pour constituer des résidences appropriées par les habitants.
2- Les espaces producteurs de richesses : les espaces verts collectifs et/ou publics du quartier peuvent être producteurs de richesses pour les habitants et la réappropriation de ces espaces est un moyen de lutter contre les usages indésirables.
3- Un quartier attractif et rayonnant : l'objectif est d'accroître l'attractivité et le rayonnement du quartier par la qualité et la diversité des équipements publics.

Le travail de réflexion et de diagnostic a permis l'élaboration du plan guide en annexe A8 et d'une carte de programmation en annexe A9.

**Modalités de concertation des habitants :**
Depuis 2016, trois réunions publiques de concertation ont eu lieu à chaque phase d'avancement du projet.
Réunion du 2 février 2016 : bilan des opérations PRU et présentation des intentions du protocole de préfiguration.
Réunion du 21 mars 2018 : présentation de deux scénarios par secteurs d'intervention proposés.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Réunion du 1er mars 2019 : présentation d'un scénario par secteur.

En plus des réunions publiques sur l'ensemble du projet, des réunions publiques spécifiques à la présentation des scénarios pour un secteur ont été organisées.
Également, des réunions d'échanges régulières avec le conseil citoyen tout au long de la phase protocole (au minimum 1/trimestre).

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Bilan qualitatif des réhabilitations réalisées dans le PRU 1** | **Pilotage interne :**<br>Service habitat/logement<br>**Groupement retenu :**<br>Espacités | 2016 -2017 (5 mois) | **MISSIONS**<br>1. Définition des outils d'analyse en concertation avec les bailleurs et la collectivité ;<br>2. Analyse technique des projets de réhabilitation ;<br>3. Analyse des enquêtes de satisfaction et entretiens menés auprès des habitants ;<br>4. Élaboration du bilan |

Le bilan qualitatif de 14 opérations (1 379 logements) a permis de dresser un focus sur les thématiques suivantes :

- Performance thermique des bâtiments ;
- Adaptation des logements aux personnes âgées ou handicapées ;
- Amélioration du confort et du cadre de vie ;
- Attractivité de la résidence.

Si les travaux réalisés ont permis d'apporter un réel confort aux locataires, l'impact sur le changement d'image reste modéré. Les réhabilitations ne permettent pas à elles seules de modifier de façon significative le peuplement des résidences concernées, il est nécessaire pour ce faire que le bailleur adopte une véritable stratégie.

| | | | |
|---|---|---|---|
| **AMO soutenabilité financière des opérations** | **Pilotage interne :**<br>Service PRU<br>**Groupement retenu :**<br>FCL | 2017-2018 | **MISSIONS** |

Les objectifs généraux de l'étude ont été les suivants :

- Conseil sur l'optimisation de la charge nette en investissement et en fonctionnement des maîtres d'ouvrages du PRU ou analyse de soutenabilité financière du projet pour les MOA.
- Conseil sur l'impact financier des investissements du PRU sur les différents maîtres d'ouvrage.
- Croisement des éléments opérationnels et financiers.
- Mise en place d'un outil de pilotage et de suivi financier des opérations du programme de renouvellement urbain.

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Plan guide aménagement Pierre Rollin** | **Pilotage interne :**<br>Service PRU et service atelier d'urbanisme (AUAP)<br>**Groupement retenu :**<br>Atelier Albert AMAR et son groupement ; COSITREX, NOX INGENIERIE, Cushman & Wakefield, Filigrane programmation, Atelier troisième paysage. | Accord-cadre du 18 octobre 2016 - 18 octobre 2020 | **MISSIONS**<br>1. Formulation des enjeux et élaboration d'un plan stratégique<br>2. Approfondissement du programme d'actions<br>3. Préparation de la phase pré-opérationnelle<br>4. Accompagnement aux actions de participation et de concertation |

Les années 2016 et 2017 de l'étude ont été principalement consacrées à élaborer un diagnostic complet du quartier, déterminer les objectifs urbains, concerter les habitants et étudier différents scénarios. Les missions 1 et 2 se sont achevées durant la phase protocole, les missions 3 et 4 se poursuivent jusque la fin du marché.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

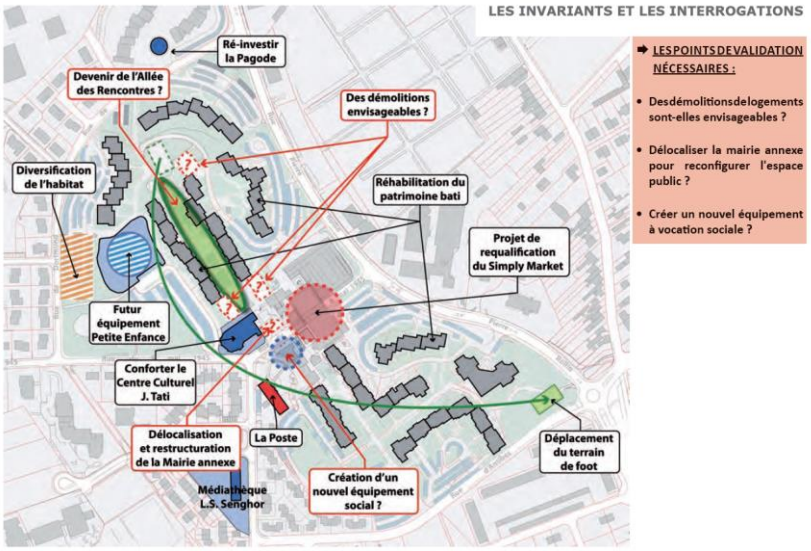
**Principales conclusions :**

**SYNTHÈSE DU DIAGNOSTIC LES ATOUTS**

1. Une excellente desserte en TC qui positionne le quartier à 10 minutes du centre-ville
2. Un quartier très bien équipé qui constitue une polarité à l'échelle du sud-est d'Amiens, un lieu de destination
3. Un quartier qui possède une réelle richesse végétale et offre une grande place aux piétons
4. Le centre culturel J. Tati qui propose des programmes variés et de qualité, à rayonnement métropolitain
5. Un centre commercial plutôt dynamique
6. Un urbanisme de village issu d'une utopie en réaction aux grands ensembles
7. Un début de mixité sociale

**SYNTHÈSE DU DIAGNOSTIC LES FAIBLESSES**

1. Un fonctionnement introverti et peu lisible : externalisation des fonctions servantes comme le stationnement, et animation en coeur de quartier
2. Une situation foncière complexe en héritage
3. Des aménagements obsolètes
4. Des ensembles paysagers qui manquent de cohérence. Un cadre paysager à requalifier
5. Des équipements implantés dans le diffus, au fil des opportunités
6. Une baisse globale d'attractivité du quartier
7. Une organisation sur dalle complexe et peu attractive d'un point de vue commercial
8. Des parkings saturés dans lesquels on observe des conflits d'usage




Ce diagnostic révèle les qualités mais aussi les inadaptations issues des évolutions des usages, 40 ans après la construction du quartier. L'espace central linéaire, l'allée des Rencontres, est vécu comme un espace introverti, coupé du reste de la ville. Le centre culturel Jacques Tati, au rayonnement à l'échelle de l'agglomération, situé au cœur du « village », souffre d'une absence de visibilité et d'une accessibilité complexe. Les espaces libres ont été distribués après coup, dessinant des domanialités complexes, rendant impossible le renouvellement à la parcelle. L'atelier Albert Amar préconise ainsi de s'attacher aujourd'hui à rendre possible les adaptations nécessaires à une évolution durable du quartier, en favorisant l'attractivité du quartier et rendant possible son évolution à travers 4 axes majeurs :

- Clarifier les domanialités, réhabiliter et résidentialiser le patrimoine bâti.
- Redonner du sens aux espaces publics.
- Renforcer la polarité au sein du quartier et en créer les conditions favorables au maintien des commerces et activités.
- Développer la mixité du quartier.

Cette réflexion a permis l'élaboration du plan guide en annexe A8 et de la carte de programmation en annexe A9.

**Modalités de concertation des habitants :**

En plus des réunions publiques et réunions d'échanges régulières avec le conseil citoyen tout au long de la phase protocole (au minimum 1/trimestre), deux séances de travail avec les habitants ont été organisées sur le secteur :

**Séance du 22/05/2017 - travail en 3 ateliers** :

- Atelier 1 - Quels projets pour votre quartier ?
- Atelier 2 - Quelles ambiances ? Quels usages pour votre quartier ?
- Atelier 3 - Mobilité, déplacement : quels enjeux pour demain ?

**Séance du 15/06/2017 - Présentation et débat sur les scénarios avec l'urbaniste mandataire**

**Bilan de la participation des habitants :**

- un taux de participation satisfaisant au regard du nombre réglementaire de conseillers citoyens sur le quartier,
- une participation active et productive à toutes les séances,
- des habitants très mobilisés et en attente du projet,
- des difficultés cependant à intégrer le temps long des études et des projets, du processus spécifique ANRU.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Expertise juridique et foncière Pierre Rollin** | **Pilotage interne :** Service PRU **Groupement retenu :** Systra foncier/Fidal | Accord-cadre du 25 mars 2016 | **Missions**<br>1. Prise de connaissance de la situation foncière du quartier<br>2. Stratégie foncière à mettre en œuvre pour la réalisation du PRU<br>3. Définition d'un programme de régularisation et de gestion foncière |

Cette étude vient en appui de l'étude urbaine sur le quartier Pierre Rollin, en raison de la complexité particulière de son organisation foncière.

**Principales conclusions :**
4 notes juridiques stratégiques ont été rédigées de mai 2017 à novembre 2018 dans le cadre de la mission 2, prenant en considération les éléments du projet tels que définis à novembre 2018.
Systra foncier/Fidal y préconise notamment la mise en place d'une Déclaration d'Utilité Publique (DUP) avec enquête environnementale sur l'ensemble du périmètre projet, en prévision du montage opérationnel et des échanges fonciers à prévoir avec le supermarché et la copropriété commerciale. Le groupement précise un calendrier prévisionnel et une méthode de travail.

**Modalités de concertation des habitants :**
Il est à noter que l'ensemble commercial du quartier Pierre Rollin est une copropriété commerciale, dans laquelle la Ville est propriétaire de lots (8% des parts) et le groupe Auchan détient 50% des parts. Les commerçants, les copropriétaires, et le syndicat de copropriété sont ainsi associés à la réflexion concernant la réorganisation foncière et la restructuration du centre commercial (réunions publiques, enquêtes). La concertation préalable doit démarrer juste après la signature de la Convention NPNRU.

Le groupement poursuivra alors sa mission 3.

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Démolition du Grand Mozart** | CLESENCE | 2020 | |

Programmée au 1er trimestre 2020, la démolition du Grand Mozart a fait partie des opérations conventionnées dans le cadre du protocole de préfiguration. L'objectif est de commencer les travaux au 1er trimestre 2020.
Le relogement des 148 ménages engagé depuis fin 2016 s'accompagne d'un travail de mémoire mené avec le bailleur auprès des habitants. Deux projets ont été menés de front :

- la collecte de mémoire confiée à l'association CARMEN avec la réalisation et la diffusion d'un WEB documentaire de 30 entretiens ;
- la médiation auprès des habitants via l'installation d'un « studio éphémère » par l'association MOMENT'R'ART et notamment la création de fresques collectives apposées sur la façade du bâtiment en mai 2019.

Il est prévu de poursuivre ce projet de mémoire à l'échelle de l'ensemble du quartier du Pigeonnier.

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Construction 22 PSLA Corbières Etouvie** | SIP | | |

La SIP demande le transfert de cette opération (avec 3 logements en moins) dans la convention de renouvellement urbain. Cette opération n'a pas pu démarrer en raison notamment du coût de sortie des logements. En effet, suite aux études menées par la SIP, des surcoûts liés à la nature du sol se sont révélés. De plus, suite à l'étude AMO Habitat menée par la collectivité, la SIP a dû revoir également la programmation de ses logements, se rendant compte que sa proposition pour partie de logements en intermédiaires ne rencontrerait pas de publics.

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Programme commercial du Colvert - 1ère tranche** | EPARECA | 2018-2019 | Construction de 9 cellules commerciales |

La première tranche du programme commercial porté par l'EPARECA comprend la construction de 9 cellules (1 pharmacie, 2 boucheries, 1 point multiservices, 1 boulangerie, 1 tabac presse, 1 salon de thé, 1 poissonnerie et 1 DAB. Les travaux ont commencé au printemps 2019 pour une durée d'un an.
La concertation auprès des habitants s'est inscrite dans les échanges menés à l'échelle du projet Colvert par Amiens Métropole. Deux réunions publiques ont notamment été organisées. Les questions spécifiquement liées aux transferts ou évictions des commerçants actuels ont été confiées au prestataire SYSTRA FONCIER.
L'attribution des cellules à attribuer a fait l'objet d'appel à candidature.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Les opérations suivantes ont été conduites lors de la phase protocole du NPNRU et ont fait l'objet d'un co-financement par la Caisse des dépôts et consignations. Elles ont contribué à la définition du projet mais n'ont pas fait l'objet d'un financement de la part de l'ANRU. En conséquence, elles n'apparaissent pas dans le tableau financier de l'annexe C8.

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Mission d'appui sur la faisabilité juridique de l'opération Coursives** | **Pilotage interne :**<br>Service opérations d'urbanisme et de construction (SOUC)<br>**Groupement retenu :**<br>SYSTRA FONCIER, Caradeux consultants et ACF | 2016/2017 | **MISSIONS**<br>1. Cadrage juridique de la faisabilité de l'opération réalisé début 2016<br>2. Évaluation de la maîtrise foncière nécessaire au projet<br>3. Assistance au montage juridique du projet |

Compte tenu de la complexité foncière liée à la multiplicité des propriétaires au sein de la copropriété des Coursives, l'AMO a réalisé un cadrage juridique qui a permis de légitimer l'intervention de la ville d'Amiens, déjà copropriétaire, en tant que maître d'ouvrage de l'opération de restructuration de la galerie des Coursives. L'AMO a également précisé la conduite à tenir par la collectivité vis-à-vis des autres copropriétaires et vis-à-vis de l'assemblée générale et du syndic de copropriété.
Le travail durant la seconde phase a permis de bien identifier la propriété de chaque local, mais aussi la situation de chaque propriétaire et/ou locataire. L'AMO a ainsi pu définir, en fonction des souhaits présumés de chacun, le volume financier nécessaire à la collectivité pour se rendre propriétaire de l'ensemble des locaux (coût d'achat des cellules, des fonds de commerces, indemnités de transfert ou d'éviction…) et ainsi faciliter la réalisation de l'opération de restructuration. Les deux premières missions ont été réalisées quasiment en totalité durant la phase protocole. La phase 3 dont fait partie la mise en œuvre et le suivi de la procédure de DUP se poursuit dans la phase Convention.

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Mission de programmiste pour le pôle de services publics Coursives** | **Pilotage interne :**<br>Service opérations d'urbanisme et de construction (SOUC)<br>**Groupement retenu :**<br>Cap projet | | **MISSIONS**<br>1. Réalisation d'un pré-programme<br>2. Réalisation du programme architectural et technique détaillé<br>3. Assistance à la sélection de la maîtrise d'œuvre<br>4. Assistance à la mise au point du projet après choix de la maîtrise d'œuvre |

Réalisation des 2 premières missions dans le temps de la phase du protocole de préfiguration. Ces deux premières phases ont permis de rencontrer l'ensemble des acteurs concernés par le futur pôle de services afin de déterminer leurs besoins tant en termes de surface que de contraintes techniques. En conséquence, l'organisation interne du futur pôle a pu être définie. L'étude a permis de démontrer que la surface disponible au rez-de-chaussée et premier étage de la galerie des Coursives était adaptée aux besoins recensés. Les adaptations techniques (besoin d'ascenseurs supplémentaires, de porte d'accès indépendante depuis l'extérieur, accueil commun, salles mutualisées…) du bâtiment ont également été définies. Les missions 3 et 4 seront menées, une fois que la collectivité aura acquis l'ensemble des cellules (en cours pour les dernières comme le cabinet médical et la pharmacie qui doivent déménager une fois le pôle de santé construit sur le parking de l'îlot Coursives).

**Modalités de concertation des habitants :**
Les responsables de l'ensemble des services concernés par ce futur pôle de services ont été rencontrés plusieurs fois soit de manière individuelle, soit de manière collective. Trois réunions publiques (classique ou dans le cadre de la concertation réglementaire) ont également permis de recueillir l'avis des habitants.

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Mission de géomètre Coursives** | **Pilotage interne :**<br>Service opérations d'urbanisme et de construction (SOUC)<br>**Groupement retenu :**<br>Métris | | **MISSIONS**<br>1. Travaux topographiques intérieurs et extérieurs<br>2. Délimitation des biens fonciers au sein de la copropriété avant travaux<br>3. Délimitation des biens fonciers au sein de la copropriété après travaux<br>4. Réalisation de l'état descriptif de division de la copropriété après travaux |

Réalisation des 2 premières missions dans le temps de la phase du protocole de préfiguration afin d'avoir un état précis des délimitations foncières de la galerie des Coursives et des différents locaux et surfaces (plans masse, plans des surfaces par niveau, plan de coupe, élévations des façades, plans topographiques de l'extérieur…) qui la compose avant travaux de restructuration en pôle de services publics. Les deux autres missions seront réalisées une fois que le pôle de services sera réalisé.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Expertise des copropriétés dégradées** | **Pilotage interne :**<br>Service habitat/logement<br>**Groupement retenu :**<br>Citémétrie | 2016-2018 | **MISSIONS**<br>1. Déterminer le niveau de dysfonctionnement des copropriétés<br>2. Évaluer l'opportunité d'une intervention publique<br>3. Donner, le cas échéant, les orientations de traitement |

L'étude a porté sur les résidences suivantes :

- La Tour d'Auvergne : résidence composée de 5 bâtiments R+3 R+4, située rue Guynemer à Amiens : environ 150 logements (FONCIA).
- Résidence Berlioz : résidence composée de 12 bâtiments située rue des Francs Juges et rue Albert Camus à Amiens : environ 400 logements (SERGIC).
- Résidence Bellevue : 1 bâtiment situé rue Massenet à Amiens : 50 logements.

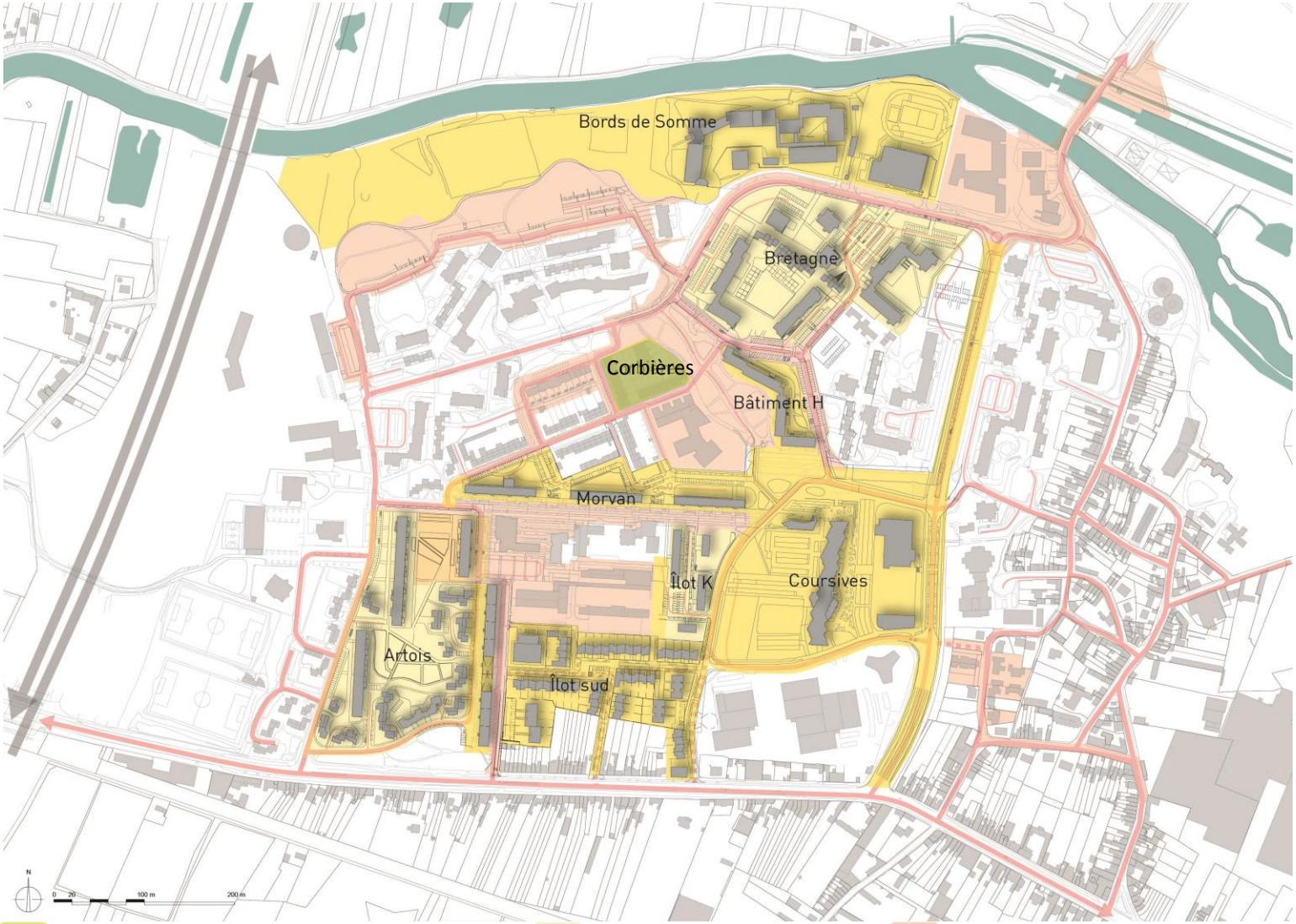
**Concernant la copropriété Bellevue :**
À l'issue de l'analyse multicritères, il apparait que Bellevue se trouve en situation de difficulté sérieuse et avérée mais néanmoins réversible. À ce titre, l'engagement de cette dernière dans un dispositif de type opération programmée apparait comme nécessaire afin d'agir sur l'ensemble des volets et ce sur plusieurs années (OPAH Copropriété Dégradée ou Plan de Sauvegarde).

**Concernant la copropriété Tour d'Auvergne :**
Au vu de sa situation et des premiers constats, la copropriété pourrait s'engager dans un programme de travaux complets.
Toutefois, un préalable non négligeable demeure : la clarification de la situation juridique de la copropriété.

**Concernant la copropriété Berlioz :**
La copropriété est désireuse de s'engager dans un programme de travaux de type ravalement et ce sans le concours de partenaires publics. Or, en s'appuyant sur les dispositifs de subventions existants, la copropriété a l'opportunité de dépasser le seul embellissement des bâtiments et de réaliser un programme de travaux plus ambitieux permettant un gain énergétique conséquent. Face au doute exprimé par plusieurs copropriétaires et à la situation en cours de précarisation de la copropriété, un accompagnement spécifique, type POPAC, est souhaitable.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# Annexe 5 : Périmètres impactés par le PNRU/NPNRU du quartier Etouvie



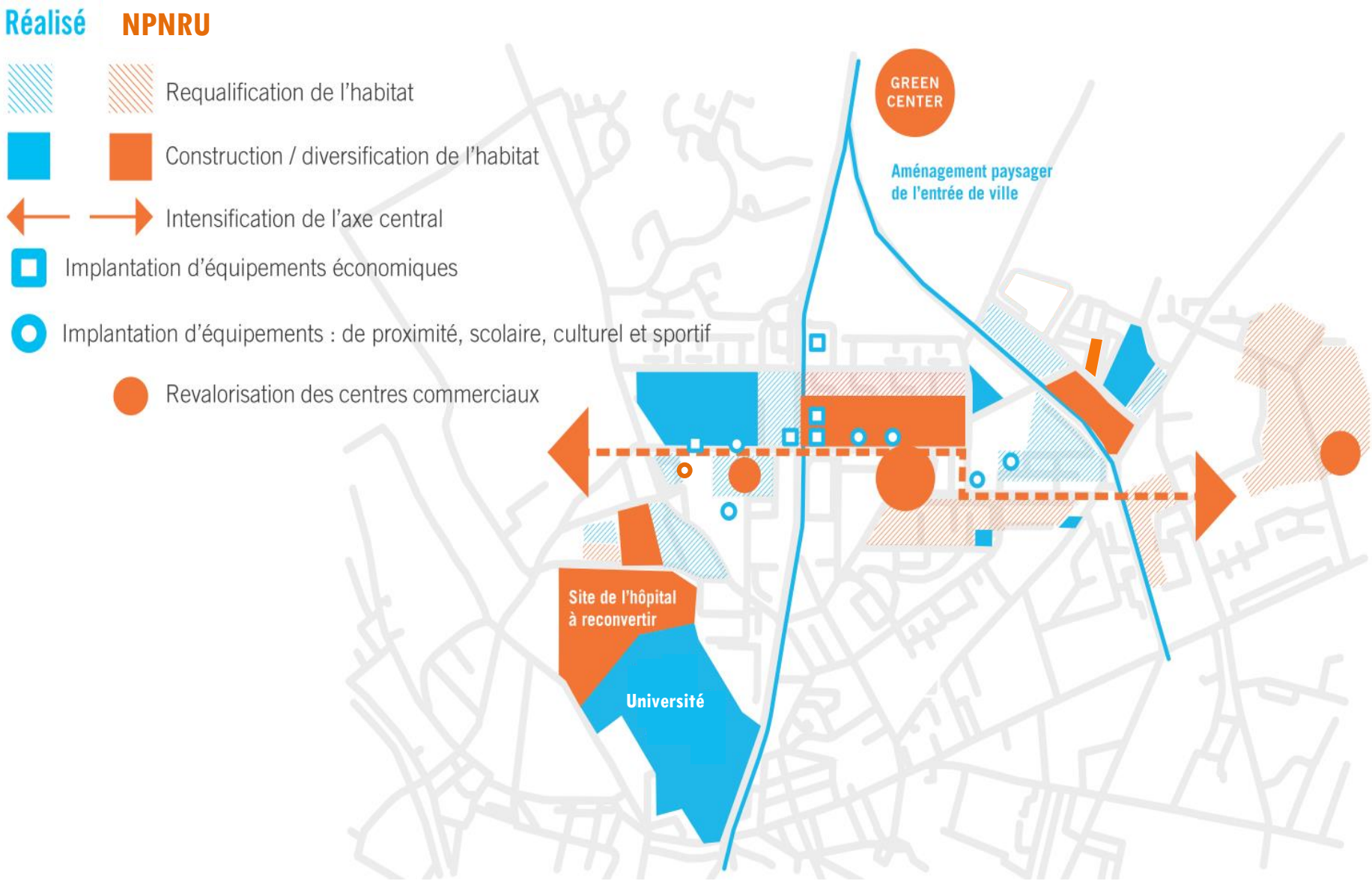

**SECTEURS A REALISER DANS LE NPNRU**
**Îlot Corbières**
**Îlot Coursives**
**Îlot Sud**
**Secteur Morvan et bâtiment A**
**Bâtiment B**
**Secteur Bords de Somme**

**SECTEURS A L'ETUDE**
**Îlot Artois**
**Îlot Bretagne**
**Îlot bâtiment K**

**SECTEURS REALISES DANS LE PNRU**

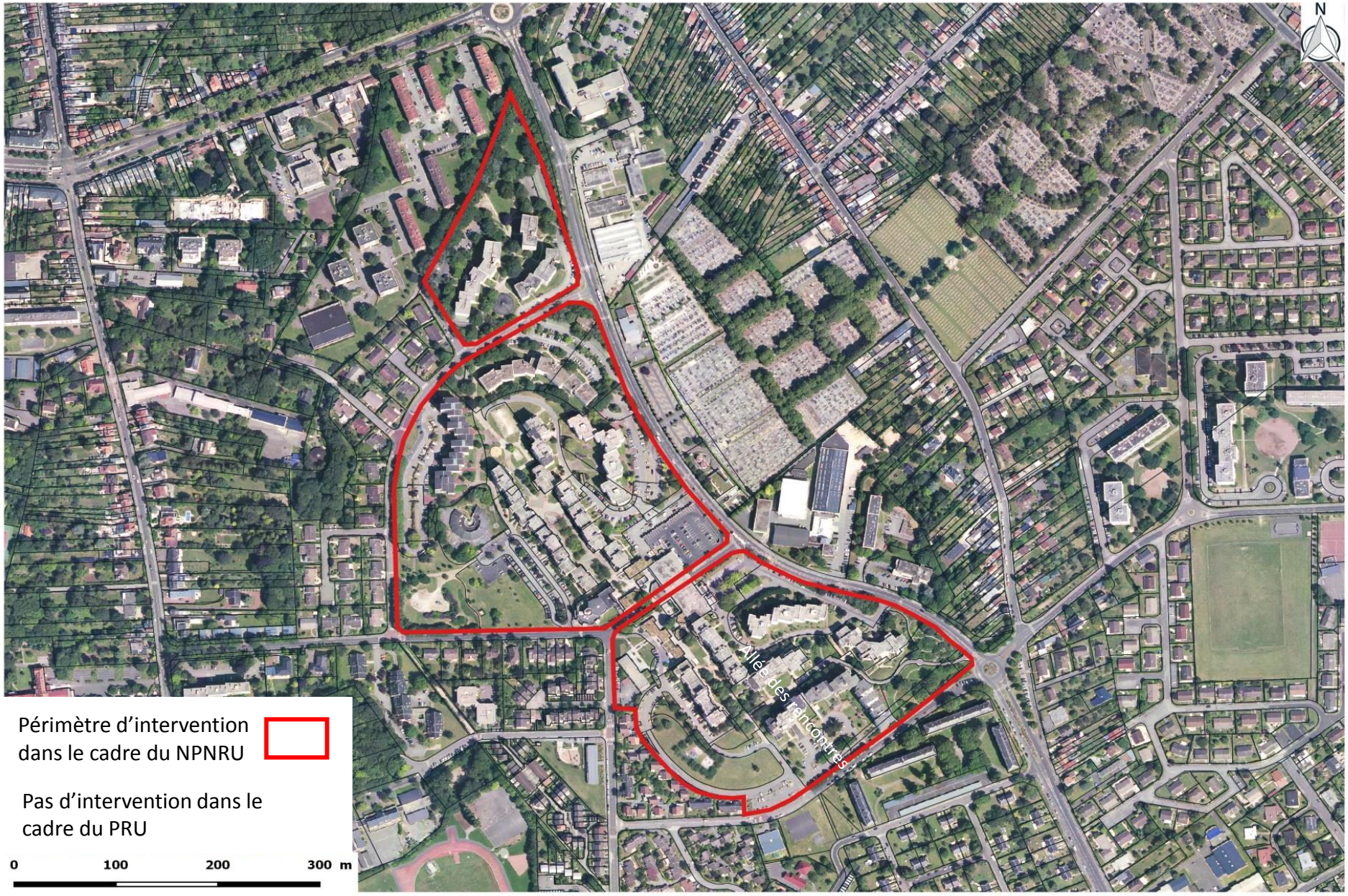
DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# Aménagements impactés par le PNRU/NPNRU des quartiers Nord



DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# Annexe 1 : Périmètre opérationnel et opérations impactés par le NPNRU du quartier Pierre ROLLIN



DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# Les objectifs urbains du quartier Etouvie

**La vocation du quartier à 10-15 ans dans son territoire**

code quartier : QP080001

Faire d'Etouvie un quartier à l'attractivité résidentielle renouvelée par la qualité du cadre de vie et avec une offre de services qui rayonne au-delà du quartier

**Le périmètre sur lequel les objectifs du projet sont suivis**



*Il se compose des IRIS listés ci-après:*

| |
|---|
| IRIS n°0201 |
| IRIS n°0202 |
| IRIS n°0203 |
| IRIS n°0204 |

**Les objectifs urbains recherchés par le projet et les indicateurs associés**

1-Améliorer la qualité résidentielle et la diversification de l'habitat

*Objectif incontournable du NPNRU auquel il se rapporte majoritairement :* Augmenter la diversité de l'habitat

| Indicateurs de résultat | T0 | T Fin de convention | T Long terme | Eléments de contexte explicatifs de la cible visée | Eléments du programme urbain explicatifs de la cible visée |
|---|---|---|---|---|---|
| Diversité des statuts de logements : proportion de logements aidés dans l'ensemble des logements du quartier | 97% | 95% | ↘ | Il s'agit de faire d'Etouvie un quartier rénové à l'image positive, attrayant pour les personnes de l'extérieur. | |
| Construction de logements diversifiés sur certains secteurs du quartier comme l'Ilot Sud, le secteur Thuillez | 0 | Ilot Sud : environ 50 logements<br>Secteur Thuillez : 0 | ↗ | | |
| | | | | | |

**********

2. Renforcer la structure urbaine et notamment l'axe Est-Ouest

*Objectif incontournable du NPNRU auquel il se rapporte majoritairement :* Favoriser la mixité fonctionnelle et consolider le potentiel de développement économique

| Indicateurs de résultat | T0 | T Fin de convention | T Long terme | Eléments de contexte explicatifs de la cible visée | Eléments du programme urbain explicatifs de la cible visée |
|---|---|---|---|---|---|
| 15-16 : Offre d'équipements publics culturels ou de services dans le quartier : nombre d'équipements | | 2 supplémentaires : médiathèque et pôle de services publics | ↗ | L'axe principal du quartier Est-Ouest, s'étend de la place de l'église à l'Ouest à la place du pays d'Auge à l'Est en passant par la place des provinces françaises et l'avenue de Picardie. Cet axe est ponctué de différents équipements (complexe sportif, mosquée, salle polyvalente, centre social et culturel...) et d'associations. L'objectif est de renforcer sa vocation d'axe central en y implantant de nouveaux équipements notamment sur ou à proximité de la place du pays d'Auge à l'extrémité Est : une médiathèque moderne sera ainsi construite à l'angle Bourgogne/avenue du pays d'auge. Un pôle santé, un pôle commercial ainsi qu'un pôle de services publics seront implantés sur l'îlot des Coursives. Par ces derniers, il s'agit d'améliorer l'offre pour les habitants du quartier mais aussi de les rendre attractif afin d'inciter les habitants de l'ensemble de l'agglomération à y venir . | |
| 13 : Couverture de l'offre commerciale dans le quartier / nombre de commerces dans le quartier (source INSEE-répertoire des entreprises et établissements SIRENE au 01/01/2015) | 28 | ↗ | ↗ | | |
| | | | | | |

**********

3. Ouvrir et désenclaver pour faire d'Etouvie un quartier attractif et rayonnant

*Objectif incontournable du NPNRU auquel il se rapporte majoritairement :* Renforcer l'ouverture du quartier et la mobilité des habitants

| Indicateurs de résultat | T0 | T Fin de convention | T Long terme | Eléments de contexte explicatifs de la cible visée | Eléments du programme urbain explicatifs de la cible visée |
|---|---|---|---|---|---|
| Nombre de voies de désenclavement créées | 0 | 3 | ↗ | Deux nouveaux accès directs au quartier depuis la route d'Abbeville seront créés vers l'îlot Sud ainsi qu'une voie de liaison inter quartier Est-Ouest sur ce même îlot. La démolition de 80 logements sur le bâtiment B permettra de relier l'Est du quartier à l'Ouest. Il s'agit de permettre l'ouverture du quartier et de favoriser les liaisons de Dreuil et à Montières. Les modes doux seront également favorisés au sein du quartier avec la démolition de 36 logements sur le bâtiment A de l'avenue de Picardie. La circulation des piétons sera désormais plus aisée dans le sens Nord/Sud du quartier avec un aménagement sécurisé des axes. La démolition des 116 logements du bâtiment H permettra également une meilleure circulation entre le secteur Thuillez et le secteur Morvan. Le bâtiment H de par sa forme (en Z) et sa longueur constitue actuellement un écran qu'il faut contourner. | |
| Logements démolis pour créer un accès véhicule et/ou modes de déplacement doux desservant les commerces | 0 | 232 | | | |
| | | | | | |

**********

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# Les objectifs urbains des quartiers Nord

**La vocation du quartier à 10-15 ans dans son territoire**

code quartier : QP080003

Le programme d'interventions vise à restaurer l'attractivité du quartier par :
une diversité et une qualité de l'offre résidentielle,
un cadre de vie apaisé;
la reconquête des centralités commerçantes.

**Le périmètre sur lequel les objectifs du projet sont suivis**



intégralité du périmètre des quartiers nord

*Il se compose des IRIS listés ci-après:*

| |
|---|
| IRIS n°2201 |
| IRIS n°2202 |
| IRIS n°2203 |
| IRIS n°2204 |
| IRIS n°2205 |
| IRIS n°2301 |
| IRIS n°2302 |

**Les objectifs urbains recherchés par le projet et les indicateurs associés**

1. Favoriser la diversification de l'habitat

*Objectif incontournable du NPNRU auquel il se rapporte majoritairement :* Augmenter la diversité de l'Habitat

| Indicateurs de résultat | T0 | T Fin de convention | T Long terme | Eléments de contexte explicatifs de la cible visée | Eléments du programme urbain explicatifs de la cible visée |
|---|---|---|---|---|---|
| 2: Diversité des statuts de logement: part de logements locatifs sociaux parmis les résidences principales du quartier | Nombre de logements sociaux | → | → | La stratégie retenue à proposer de nouvelles formes d'habitat sur les fonciers libérés par les démolitions.Les produits sont envisagés diversifiés tant sur les typologies que sur les dispositifs d'aide à l'accession. L'objectif etant de pouvoir répondre aux besoins en logement de l'ensemble de la population tout au long de son parcours résidentiel. | |
| 3:Diversité ds statuts de logement: part de logements privés parmis les résidences principales du quartier | Nombre de PSLA | ↗ | ↗ | | |
| | | | | | |

2. Redonner du sens et de la qualité aux espaces publics, et particulièrement les espaces publics du quotidien

*Objectif incontournable du NPNRU auquel il se rapporte majoritairement :* Réaliser des aménagements et programmes immobiliers de qualité prenant en compte les usages, enjeux de gestion et de sûreté

| Indicateurs de résultat | T0 | T Fin de convention | T Long terme | Eléments de contexte explicatifs de la cible visée | Eléments du programme urbain explicatifs de la cible visée |
|---|---|---|---|---|---|
| Création d'une place en coeur de quartier | Espace dégradé et évité | Espace neuf | Espace attractif | L'objectif prioritaire est de contribuer à la reconquête du coeur de quartier Pigeonnier par le réamnagement complet de la place du Colvert. Parrallèlement, le plan guide prévoit la requalification du maillage plus secondaire et majoritairement piéton (cheminements piétons, accès aux écoles, petits parvis...) mais qui permet d'offrir des espaces de vie et de partage au sein du quartier dans sa pratique au quotidien. | |
| Poursuite de la requalification du maillage d'espaces publics secondaire | Surfaces aménagées | → | → | | |

3. Renforcer la polarité en coeur de quartier et créer les conditions favorables au maintien des commerces et des activités économiques

*Objectif incontournable du NPNRU auquel il se rapporte majoritairement :* Favoriser la mixité fonctionnelle et consolider le potentiel de développement économique

| Indicateurs de résultat | T0 | T Fin de convention | T Long terme | Eléments de contexte explicatifs de la cible visée | Eléments du programme urbain explicatifs de la cible visée |
|---|---|---|---|---|---|
| Nombre et diversité des commerces dans le quartier | centre commerciaux Colvert et Marivaux désuet | réouverture du centre commercial du Colvert | → | Le coeur du NPNRU repose sur la reconstruction du centre commercial du Colvert. La programmation commerciale portée par EPARECA et Amiens Metropole vise à proposer une quainzaine de commerces de proximité qui devront se maintenir dans le temps. Sur le plan économique, l'objectif est d'améliorer la lisibilité et l'ttractivité des hotels d'entreprises construits en ANRU1. En effet, si la pépinière d'entreprise fonctionne bien, le taux de remplissage des hotels d'entreprises oscille entre 60 et 85% et tend à perdre en compétitivité avec l'offre d'immobilier d'entreprise proposée sur le reste de l'agglomération; et ce malgré les avantages liés au dispositif ZFU-TE. | |
| Attractivité des pépinières d'entreprises en ZFU-TE: taux de remplissage | entre 60 et 85% selon les hôtels | ↗ | → | | |
| | | | | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# Annexe 1 : Tableau des objectifs urbains du quartier Pierre ROLLIN

**La vocation du quartier à 10-15 ans dans son territoire**

code quartier : QP080002

Le dimensionnement des interventions permettra de restaurer la vocation initiale du quartier Pierre Rollin :
un quartier d'habitat collectif, majoritairement social, disposant d'une qualité résidentielle, attractif et apaisé ;
un lieu d'usage de proximité, centralité quotidienne liée à la pratique des commerces et services.

**Le périmètre sur lequel les objectifs du projet sont suivis**



intégralité du QPV Pierre Rollin

*Il se compose des IRIS listés ci-après:*

| |
|---|
| IRIS n°0801 |
| IRIS n°0802 |

**Les objectifs urbains recherchés par le projet et les indicateurs associés**

1. Renforcer la polarité en cœur de quartier et créer les conditions favorables au maintien des commerces et des activités

*Objectif incontournable du NPNRU auquel il se rapporte majoritairement :* Favoriser la mixité fonctionnelle et consolider le potentiel de développement économique

| Indicateurs de résultat | T0 | T Fin de convention | T Long terme | Eléments de contexte explicatifs de la cible visée | Eléments du programme urbain explicatifs de la cible visée |
|---|---|---|---|---|---|
| 13 : Couverture de l'offre commerciale dans le quartier | 11 commerces | 11 commerces | → | La stratégie retenue consiste en la concentration des interventions en cœur de quartier, au niveau du centre commercial et de l'artère piétonne, espaces qui présentent les plus importants dysfonctionnements. En agissant sur cet espace cohérent et resserré de manière significative, il sera ainsi possible de modemiser l'image du quartier. Améliorer la visibilité, l'accessibilité des commerces apparaît essentiel pour redynamiser le cœur de quartier. Il sera pour cela primordial de travailler en partenariat avec Auchan pour que sa volonté d'agrandissement puisse se faire dans des conditions qui bénéficient à tous les commerçants du site. Le projet doit aussi viser à améliorer l'accessibilité et le fonctionnement du centre culturel Jacques Tati au centre du quartier, en renforçant sa polarité sur le long terme. En cœur de projet, le Supermarché mène son projet d'extension, et le parking retrouvant le niveau du sol en s'étendant vers le Sud recomposent une nouvelle façade sur la rue Pierre Rollin.<br><br>La démolition de deux plots de 29 logements puis 19 logements permet d'ouvrir le cœur de quartier et en améliore la visibilité depuis la rue Pierre Rollin tout en créant un axe traversant remplaçant la rue du 8 mai 1945, qui devra être fermée pour permettre l'extension du parking Auchan.<br><br>Une voie nouvelle circulée complète apportera une meilleure visibilité aux équipements publics (centre culturel Jacques Tati, nouvelle Mairie de quartier) et aux commerces. Les partis pris d'aménagement faciliteront l'intégration de cette voie au cœur de quartier (limitation de vitesse, sécurisation des piétons et vélos, qualité paysagère, etc.). Des cellules commerciales et la Mairie de quartier actuelles sont démolies pour créer un espace public central ouvert. La reprise des façades commerciales et la création d'une entrée unique au centre culturel Jacques Tati et au théâtre donnant sur la place modernisent le cœur de quartier. La rue du 8 mai 1945 peut laisser place à un parvis donnant sur le cœur du centre commercial et offrant des places de stationnement public pour le centre culturel Jacques Tati. | |
| 15 : Offre de services dans le quartier | 9 services aux particuliers | 9 services | → | | |
| Logements démolis pour créer un accès véhicule et modes de déplacement doux desservant les commerces | 48 logements | 0 logements | | | |

**********

2. Redonner du sens et de la qualité aux espaces publics

*Objectif incontournable du NPNRU auquel il se rapporte majoritairement :* Réaliser des aménagements et programmes immobiliers de qualité prenant en compte les usages, enjeux de gestion et de sûreté

| Indicateurs de résultat | T0 | T Fin de convention | T Long terme | Eléments de contexte explicatifs de la cible visée | Eléments du programme urbain explicatifs de la cible visée |
|---|---|---|---|---|---|
| Création d' un accès voirie au cœur de quartier, qualitatif, paysager, adapté aux modes de déplacement doux, desservant logements, services et commerces pour ouvrir le quartier | 0 m2 | 6486 m2 | | Il s'agira de mettre en avant le parcours piétonnier le plus pertinent, en travaillant la continuité sol naturel/sol artificiel, d'aménager des lieux de rencontre, affirmer la centralité de la place du théâtre, mettre en valeur des entrées de quartier, et adopter une gestion plus naturelle et durable des espaces verts. Une cohérence globale est recherchée pour améliorer le cadre de vie et l'attractivité du quartier en conservant son caractère « ouvert ».<br>L'allée des Rencontres est re-calibrée avec un axe central fort, éloigné des pieds d'immeubles, proposant un espace de recul et d'intimité aux logements en RDC. | |
| Espaces piétonniers requalifiés | 0 m2 | 10 501 m2 | ↗ | | |

**********

3. Clarifier les domanialités et améliorer la qualité résidentielle

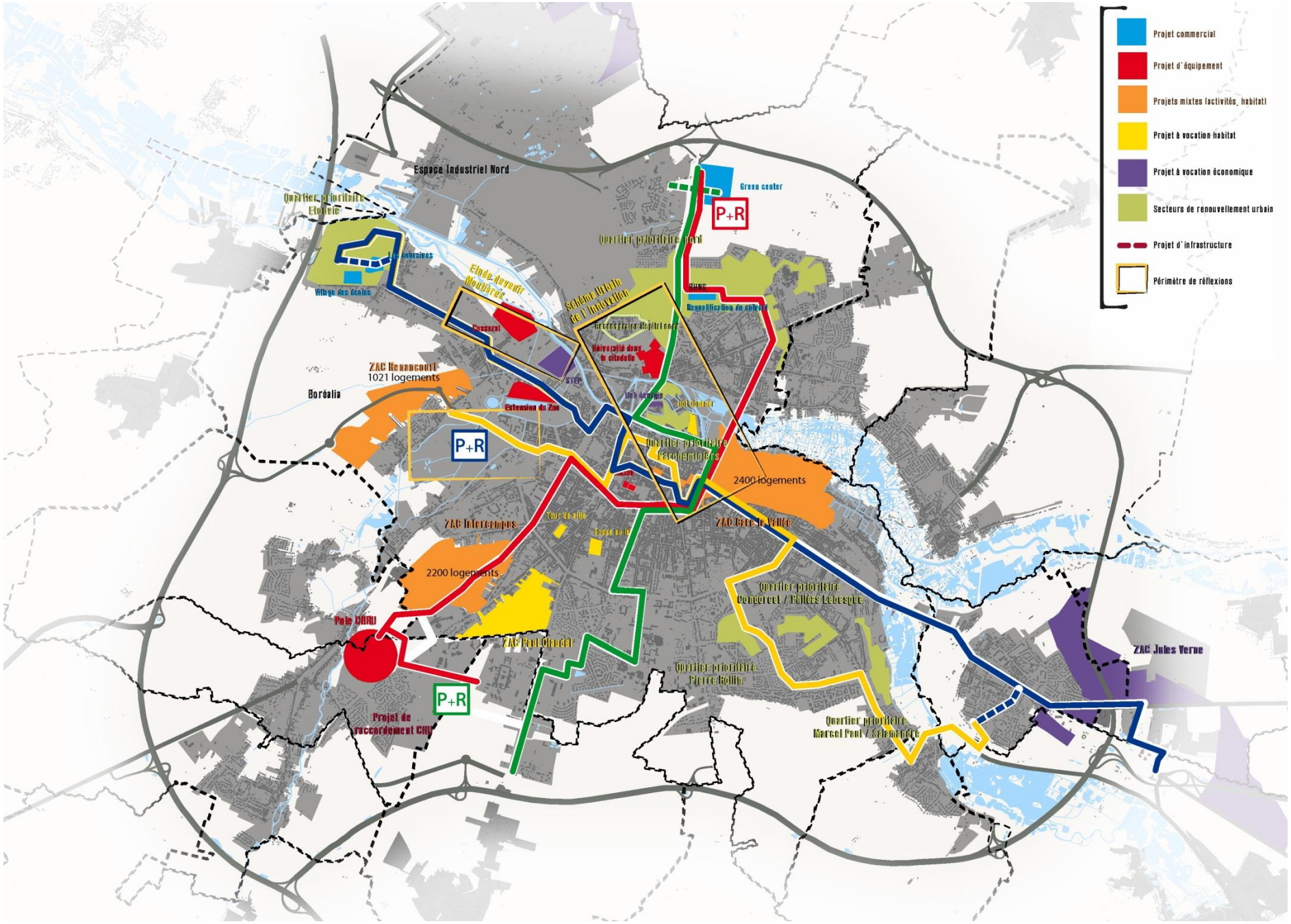
*Objectif incontournable du NPNRU auquel il se rapporte majoritairement :* Réaliser des aménagements et programmes immobiliers de qualité prenant en compte les usages, enjeux de gestion et de sûreté

| Indicateurs de résultat | T0 | T Fin de convention | T Long terme | Eléments de contexte explicatifs de la cible visée | Eléments du programme urbain explicatifs de la cible visée |
|---|---|---|---|---|---|
| Logements réhabilités | 0 | 303 | ↗ | Les limites parcellaires complexes sont à redéfinir ainsi que le maillage du quartier. Une réorganisation du stationnement résidentiel permettra de l'optimiser et d'éviter les conflits d'usage récurrents. Concernant l'habitat social, l'objectif est de désenclaver les groupes d'habitations Maison du Cil, de créer des espaces d'intimité et de recul devant les logements, ainsi que d'identifier des halls traversants dont le maintien est pertinent au regard des usages.Outre la réhabilitation des logements, dont les 528 de la Maison du CIL, le projet prévoit une réorganisation foncière, ce qui permettra de revoir les domanialités aujourd'hui complexes et conditionnera les résidentialisations.<br>La refonte des domanialités doit permettre une bonne gestion et une évolution du foncier à terme. Elle doit être la plus rationnelle et lisible possible avec des périmètres de gestion bien identifiés.En ce sens, la résidentialisation est ici un périmètre de gestion et pourra être ouverte bien que matérialisée par les aménagements paysagers.<br>Le principe est d'éloigner la voiture des façades avec des aménagements paysagers. Les parkings seront végétalisés et plantés pour diminuer leur impact visuel. | |
| Logements résidentialisés | 0 | 720 | ↗ | | |
| Logements sociaux en accession à la propriété | 0 | 15 PSLA | | | |

**********

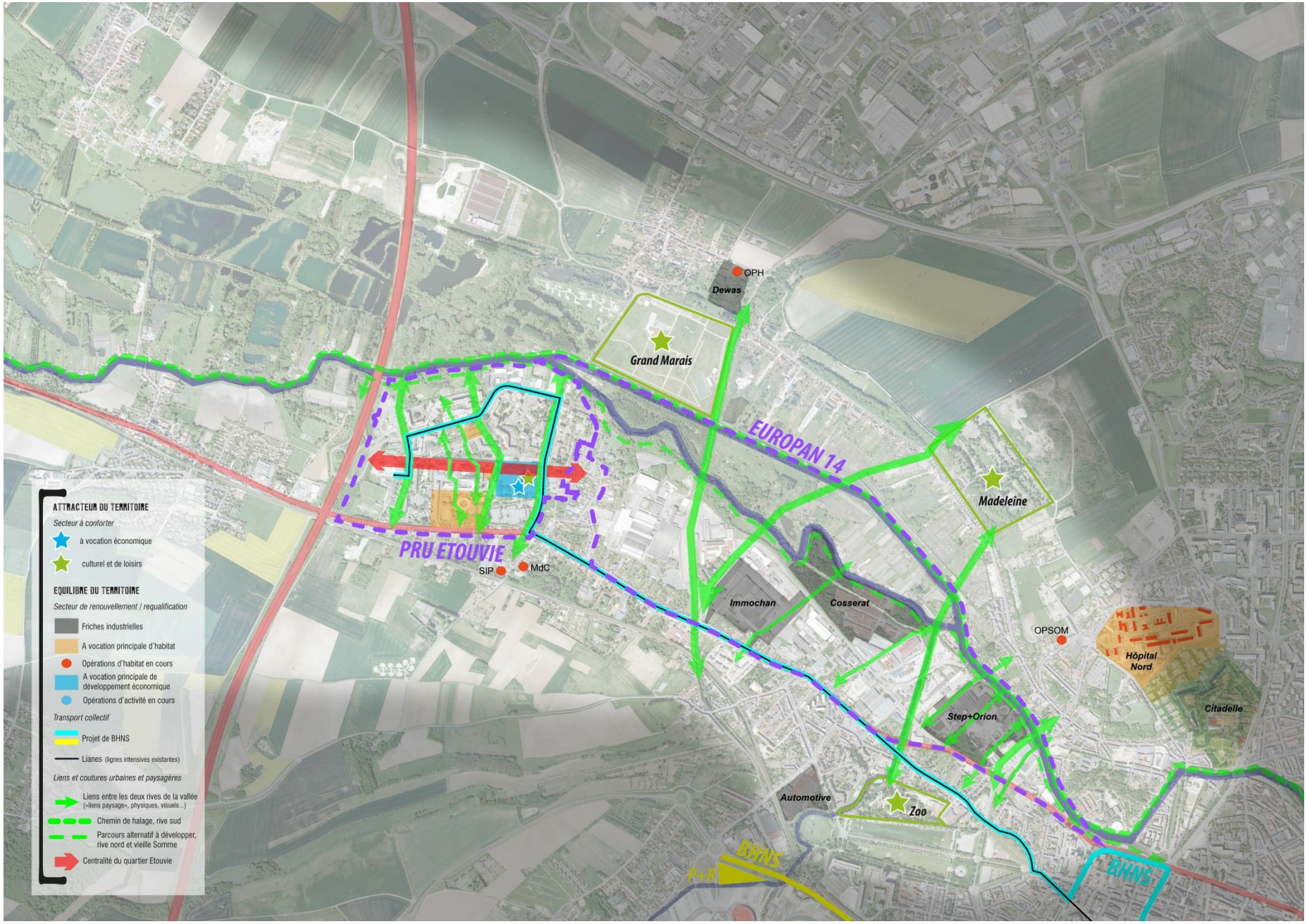
DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# objectifs urbains à l'échelle de l'agglomération



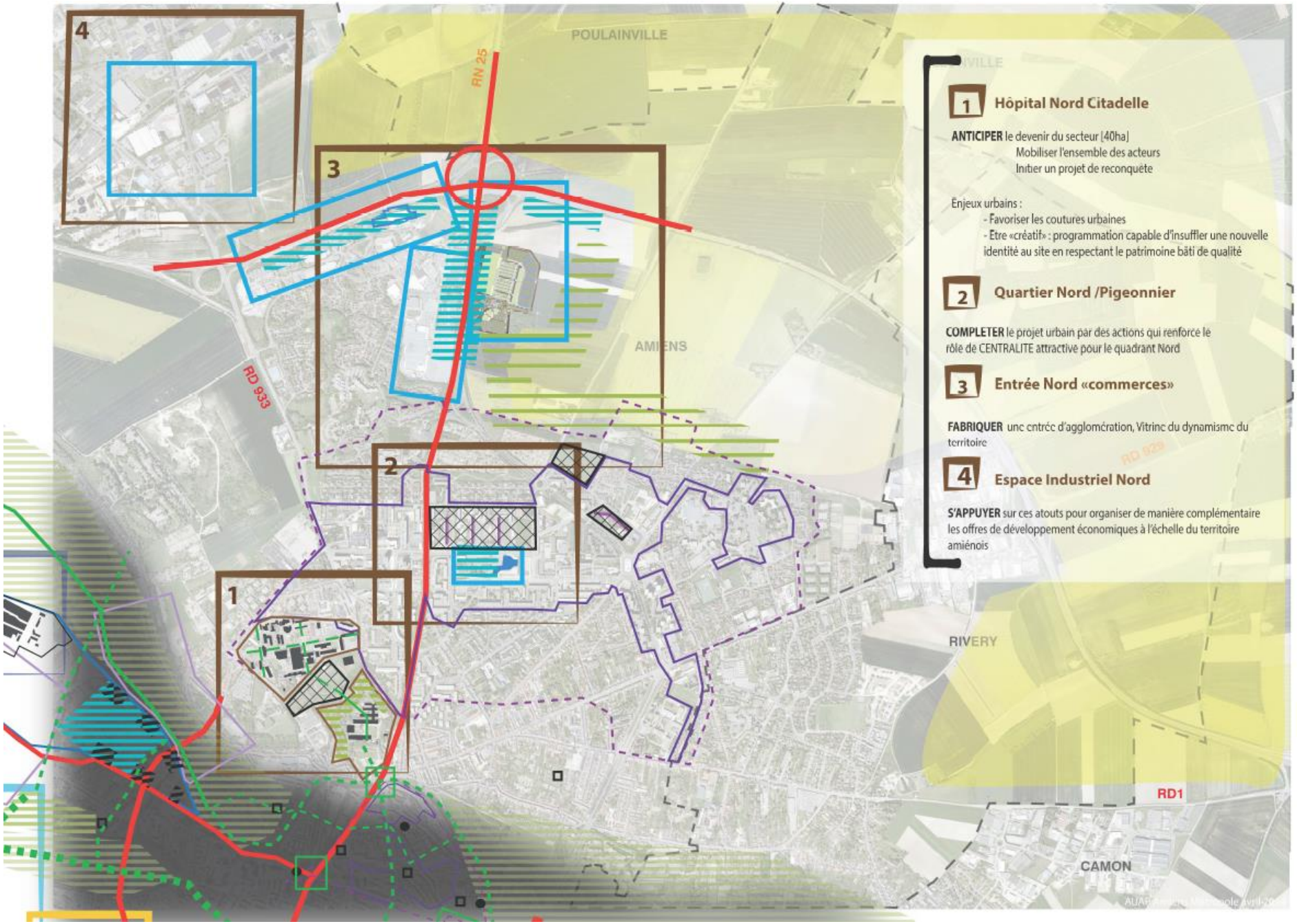
DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# objectifs urbains du quartier Etouvie



DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# objectifs urbains des quartiers Nord



DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# objectifs urbains du quartier Pierre ROLLIN




## LES ENJEUX : FAVORISER L'ATTRACTIVITÉ DU QUARTIER ET RENDRE POSSIBLE SON ÉVOLUTION

### I. CLARIFIER ET RÉHABILITER LES DOMANIALITÉS

1. Rationaliser les limites parcellaires, y compris en proposant des échanges fonciers aux bailleurs pour améliorer la cohérence et la gestion de leur patrimoine
2. Parachever le maillage du quartier, et le hiérarchiser
3. Réorganiser le stationnement résidentiel au sein de chaque entité foncière
4. Désenclaver les groupes d'habitation de la Maison du CIL, situés en second plan dans le quartier
5. Créer des espaces d'intimité et de recul devant les logements à RDC, en mettant à distance les limites parcellaires
6. Identifier et ne conserver que les halls traversants réellement fréquentés
7. Réhabiliter les résidences :
   - isolation thermique
   - accessibilité PMR
   - intégrer des locaux communs (locaux vélos, poussettes)

### II. REDONNER DU SENS AUX ESPACES PUBLICS

8. Mettre en avant les parcours piétonniers les plus pertinents entre les résidences et les points stratégiques du quartier :
   - les arrêts du BHNS
   - les commerces et les équipements
   - les lieux de rencontre (aires de jeux, place...)
9. Assurer la continuité entre le sol naturel et le sol artificiel
10. Aménager de façon spécifique et ciblée les lieux de rencontre :
    - Conserver les jeux pour enfants
    - Déplacer le terrain de foot en limite du quartier pour limiter les nuisances pour les résidents et favoriser un usage plus mixte
    - Répondre aux nouveaux usages identifiés (jardins partagés/jeux adaptés aux tous petits autour du multi-accueil Germaine Dulac)
11. Affirmer le rôle de centralité de la place "de la mairie" :
    - Ouvrir la place pour la rendre visible notamment depuis la rue Pierre Rollin
    - Améliorer son accessibilité
    - Animer la place et l'aménager de façon qualitative pour la détente, la rencontre...
12. Travailler la topographie pour mettre en valeur les entrées de quartiers, et pour sécuriser les espaces
13. Travailler les lisières du quartier (transitions paysagères, logiques de transparence)
14. Mettre en place une gestion plus naturelle et durable des espaces verts, améliorer la palette végétale, et sensibiliser les riverains

### III. RENFORCER LA POLARITÉ AU SEIN DU QUARTIER

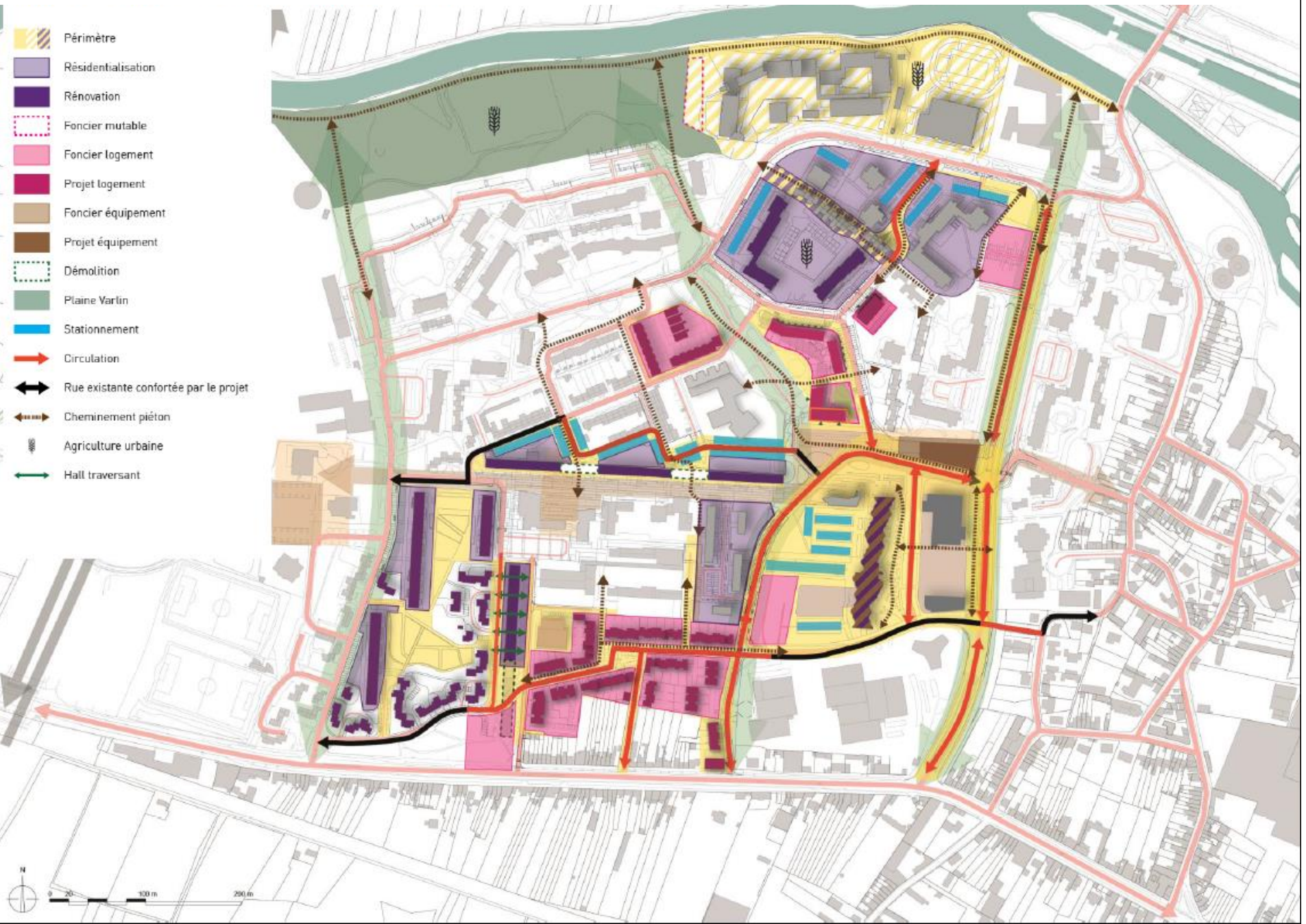
15. Améliorer la visibilité, l'accessibilité et les conditions de livraisons du Simply Market et des commerces depuis l'axe de la rue Pierre Rollin
16. Tirer parti de la présence de la poste, de la pharmacie et du Simply Market comme générateurs de flux
17. Capitaliser les ambitions d'agrandissement de Simply M. pour mettre en place un partenariat au profit du projet urbain
18. Conforter la vocation culturelle du centre culturel J. Tati au centre du quartier, améliorer son accessibilité et son fonctionnement en créant :
    - un nouvel accès commun pour le CSC et le théâtre
    - une zone de stationnement dédiée à l'accueil des visiteurs
19. Répondre au besoin d'un lieu social fédérateur
20. Interroger l'utilisation de la Pagode (conserver sa vocation sportive/élargir son utilisation à des activités associatives...) , redéfinir son portage (gestion et propriété), et rationaliser son architecture
21. Rompre avec l'éparpillement des équipements sur le quartier au gré des opportunités et s'engager dans une logique de polarité sur le long terme :
    - polarité de services (maison des services, maison de l'emploi)
    - polarité socio-culturelle (centre culturel J. Tati, médiathèque, équipement social)

### IV. DÉVELOPPER LA MIXITÉ DU QUARTIER

22. Identifier les zones mutables susceptibles d'accueillir de nouvelles opérations d'habitat

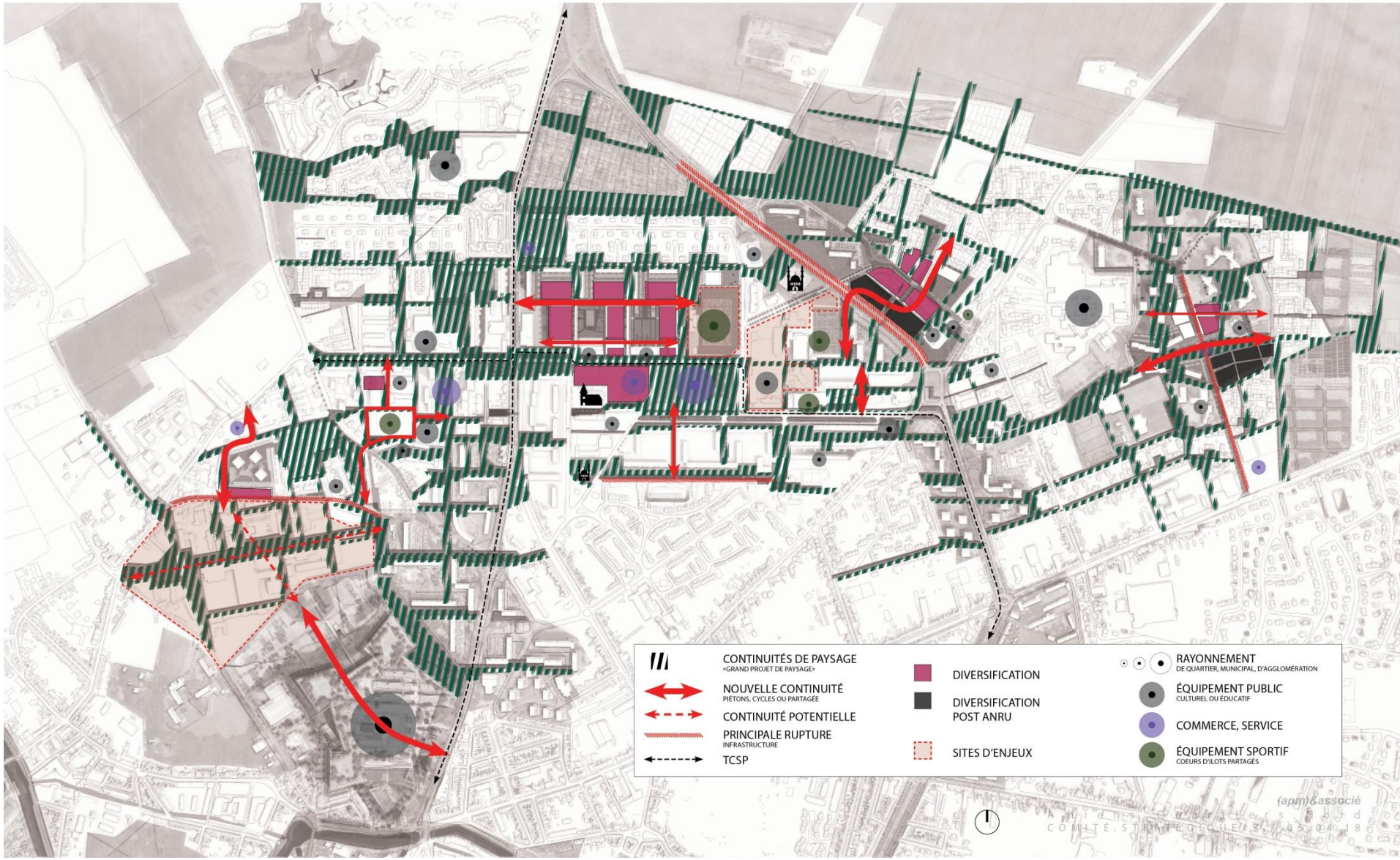
DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# Annexe A8 – Plan guide du quartier Etouvie



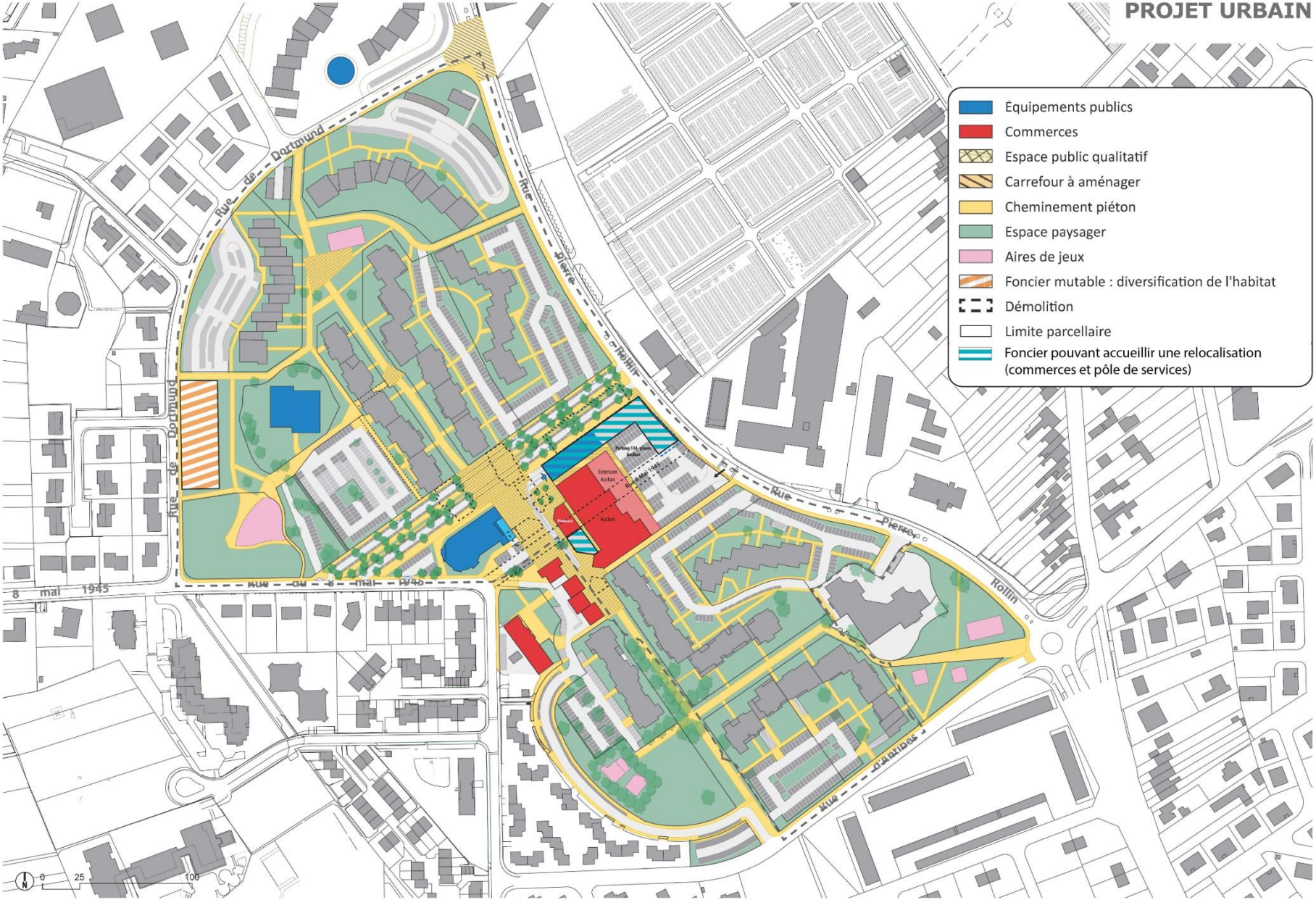
DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# Nord



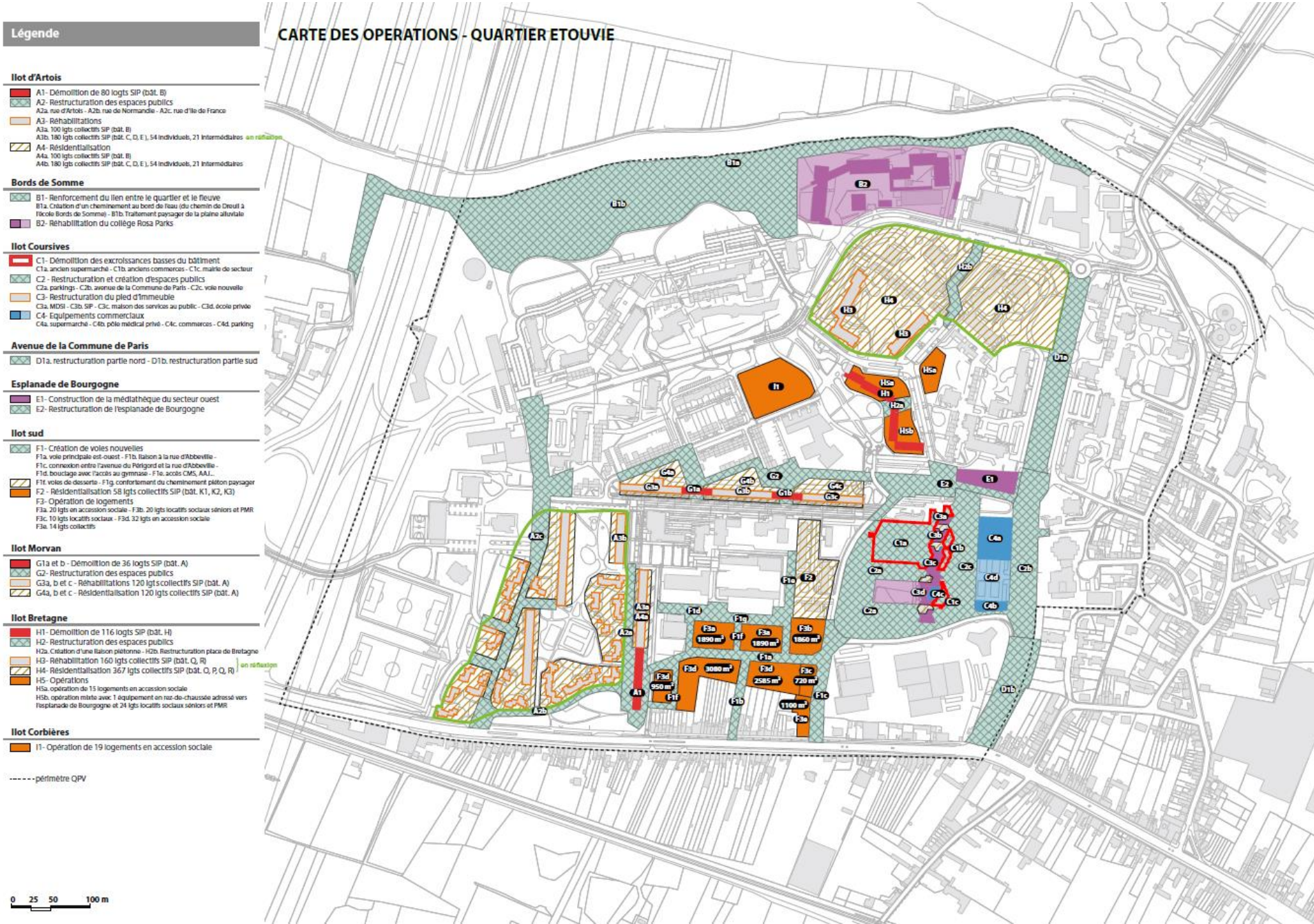
DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# Annexe 3 : Plan guide du quartier Pierre ROLLIN



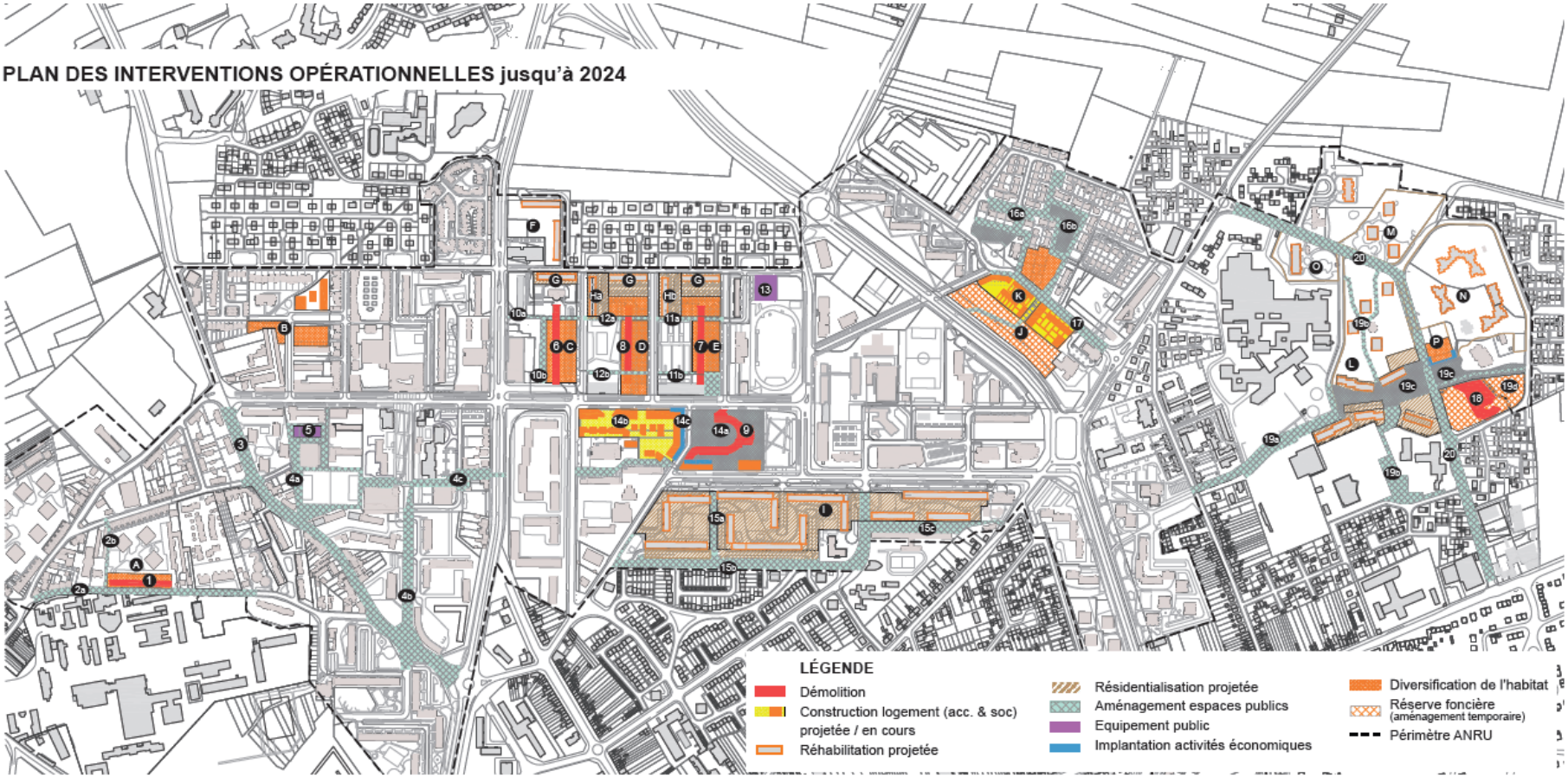
DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# [illegible] grammées du quartier Etouvie



DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# [illegible] grammées des quartiers Nord




**SECTEUR OUEST**

- 01 - Imbl. Lesot (48 logts SIP)
- 02 - Requalification de la rue et venelle Lesot
  - 02a - rue Lesot
  - 02b - venelle piétonne
- 03 - Requalification de la rue F. Roosevelt
- 04 - Requalification du maillage Farman & Guynemer
  - 04a - accès Alco via Safran + terrain de sport
  - 04b - rue Guynemer
  - 04c - rue Henri Farman & dents creuses (BT 359 / BT 248)
- 05 - Centre social
- A - Diversification de l'offre d'habitat Îlot Lesot
- B - Îlot Delacroix tr02 (18 logts / Coop Toit Aussi)

**SECTEUR PIGEONNIER**

- 06 - Imbl. Grand Mozart (147 logts / Clésence)
- 07 - Imbl. Grand Messager (160 logts / OPH)
- 08 - Imbl. Grand Couperin (160 logts / OPH)
- 09 - Centre Comercial Colvert
- 10 - Création cheminements Mozart
  - 10a - cheminement Est/Ouest
  - 10b - cheminement Nord/Sud
- 11 - Création cheminements Messager
  - 11a - cheminement V1 Est/Ouest
  - 11b - cheminement V2 & placette Est/Ouest
- 12 - Création cheminements Couperin
  - 12a - cheminement V1 Est/Ouest
  - 12b - cheminement V2 Est/Ouest
- 13 - Reconstruction gymnase Jean Bouin
- 14 - Réaménagement de l'îlot Colvert
  - 14a - Place du Colvert
  - 14b - Logements Clésence (84 logts)
  - 14c - Construction d'un centre commercial (EPARECA)
- C- Diversification de l'offre de l'habitat îlot Mozart
- D - Diversification de l'offre de l'habitat îlot Messager
- E - Diversification de l'offre de l'habitat îlot Couperin

- 15 - Restructuration des espaces publics sect Rainneville
  - 15a - traversée îlot Rainneville
  - 15b - rue Maurice Garet
  - 15c - rue Schweitzer
- F - Résidence Debussy (2x40 logts OPH)
- G - Imble Ravel (3x40 logts OPH)
- H - Imble. a-petit Couperin, b-petit Messager (80 logts)
- I - Îlot Rainneville

**SECTEUR FAFET - FRANCK**

- 16 - Requalification secteur Briquetterie
  - 16a - rue Ronsard, rue Baif, rue Jodelle
  - 16b - square / déplacement du terrain de basket
- 17 - Requalification rue Fafet
- J - Jardin de Roubaix (réserve foncière)
- K - Ilot Fafet (35 logts / OPHAM - Toit Aussi)

**SECTEUR MARIVAUX**

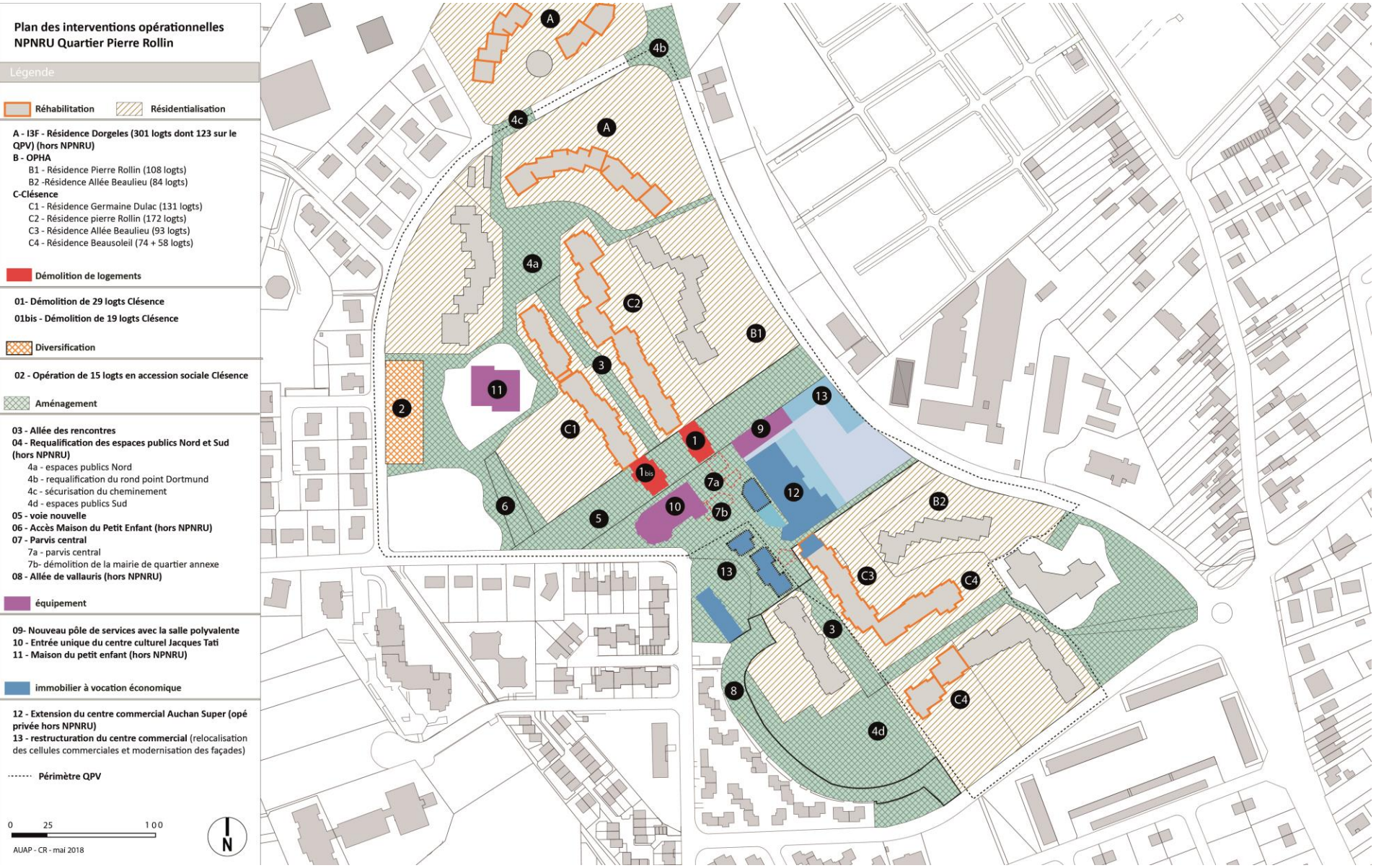
- 18 - Centre commercial Marivaux
- 19 - Création d'espaces publics Marivaux
  - 19a - requalifiquation rue Montaigne
  - 19b - création d'un cheminement Nord/Sud
  - 19c - création espace public Marivaux
  - 19d - réserve foncière
- 20 - Restructuration rues Marivaux et Fenelon
- L - Résidence Allonville 1 (170 logts OPH)
- M - Résidence Allonville 2 (224 logts OPH)
- N - Résidence Allonville 3 (334 logts OPH)
- O - Résidence Allonville 4 (101 logts OPH)
- P - Diversification de l'offre d'habitat

0 100 500 N

Plan du 22 octobre 2019

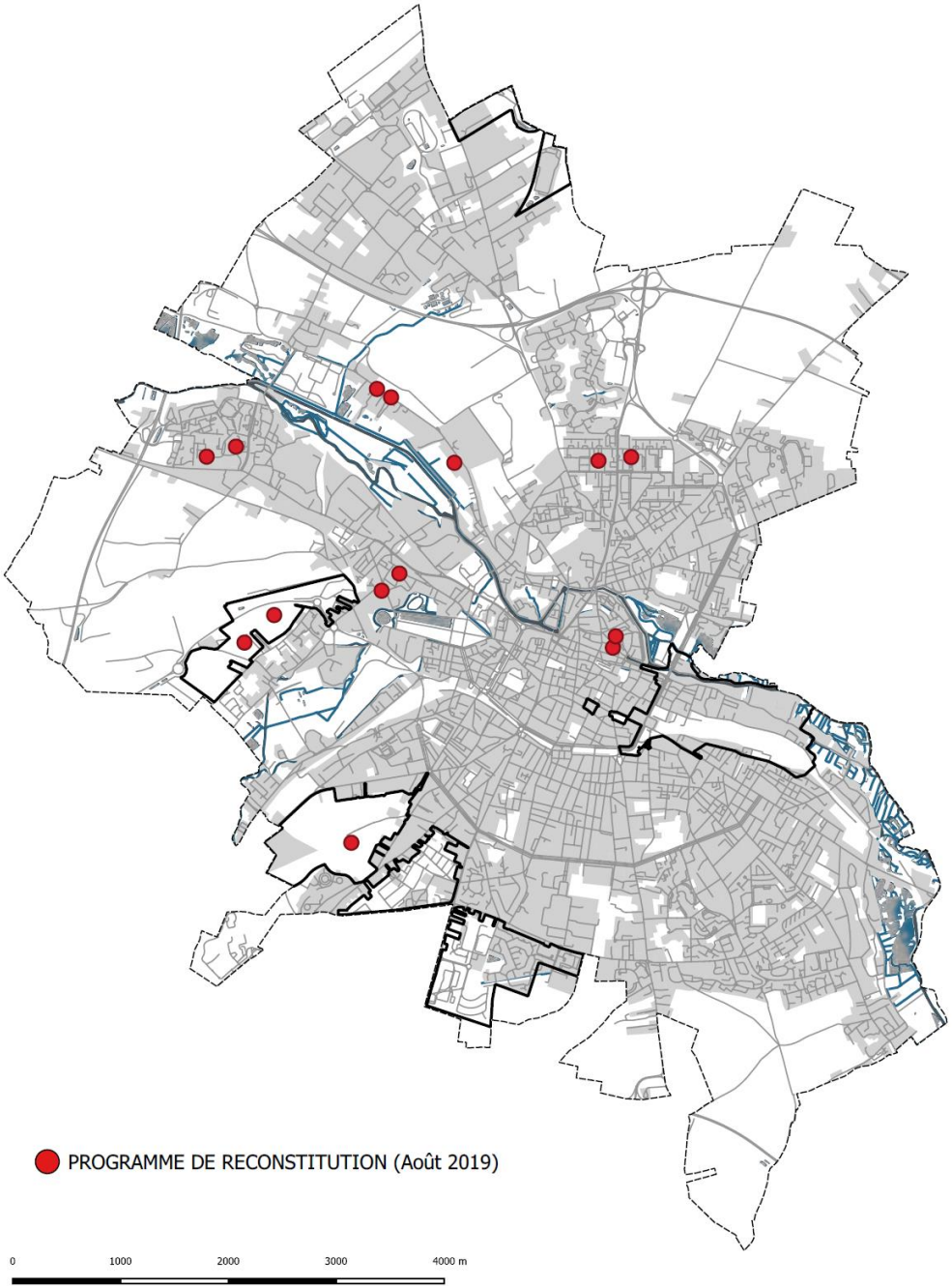
DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# Annexe 1 : Opérations programmées du quartier Pierre ROLLIN



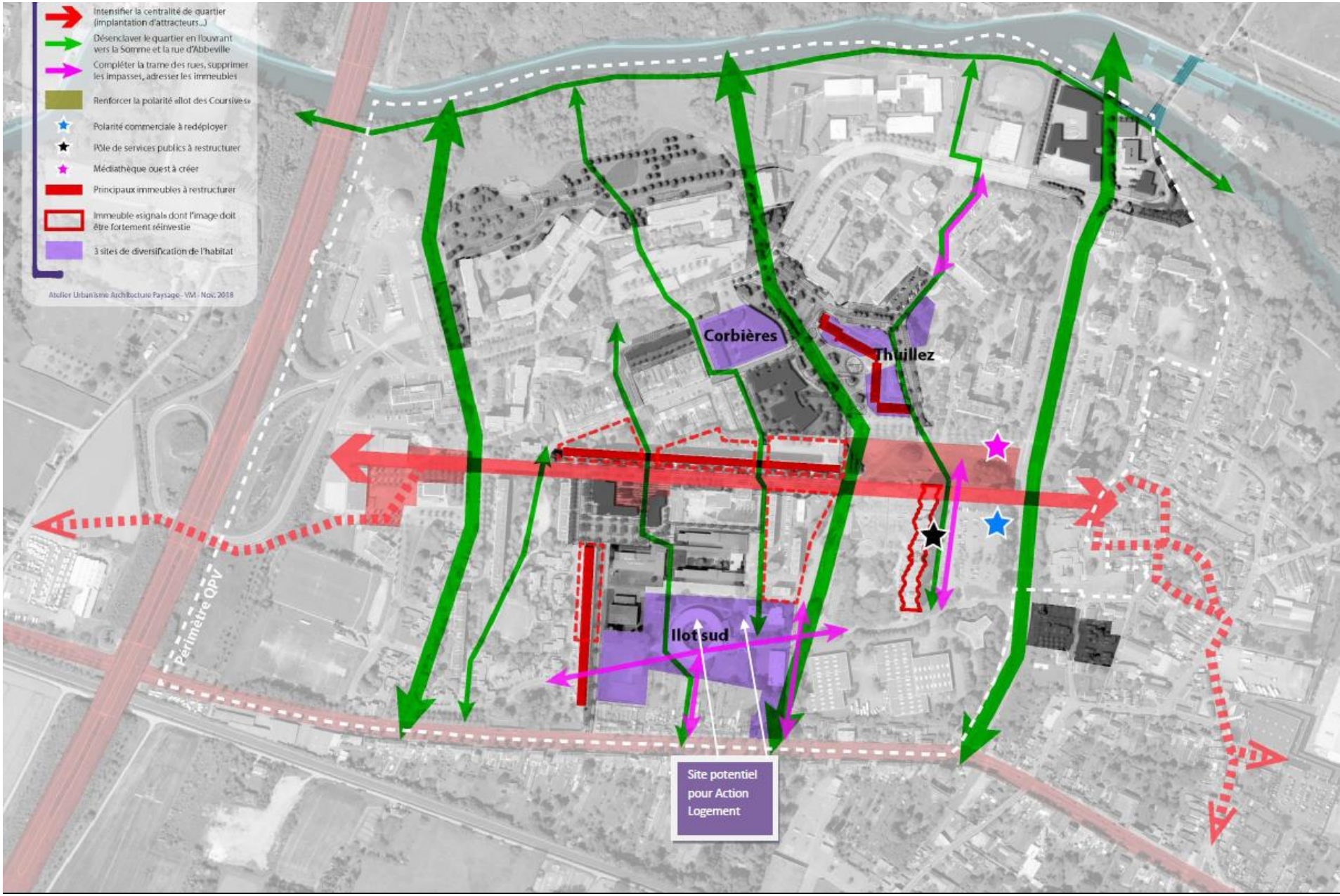
DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# terrains identifiés pour la reconstitution de l’offre



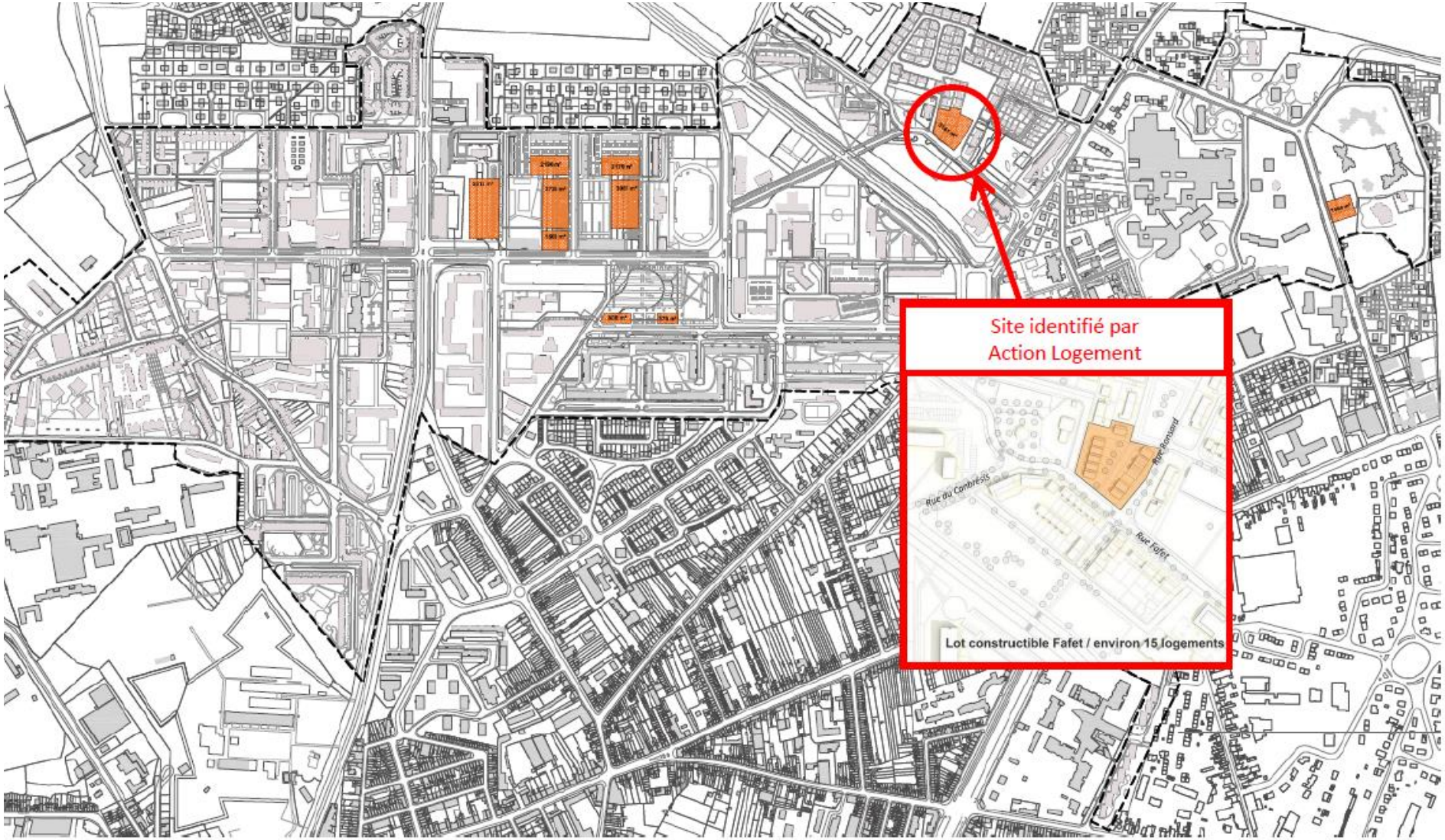
DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Annexe A11 et A12 – Plan de localisation du foncier identifié pour la diversification et les contreparties Action Logement du quartier Etouvie



DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Annexe A11 et A12 – Plan de localisation du foncier identifié pour la diversification et les contreparties Action Logement des quartiers Nord



DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# Annexe B1 – DESCRIPTION DES CONTREPARTIES FONCIÈRES POUR LE GROUPE ACTION LOGEMENT (des apports en faveur de la mixité)

Conformément à l'article 5.2, les contreparties foncières mises à disposition de Foncière Logement au titre de la présente convention pluriannuelle de renouvellement urbain et leurs modalités de mise en œuvre sont les suivantes. Foncière Logement se réserve la possibilité de transférer ses droits à un autre opérateur du groupe Action Logement.

## I. Attributaires des contreparties foncières

Clésence, filiale du Groupe Action Logement, par laquelle par la présente, Foncière Logement transfère ses droits.

## II. Volume des contreparties foncières (terrains ou droits à construire)

Au total, les contreparties foncières cédées représentent : **2 980m² de droits à construire** (surface de plancher développée) prenant la forme de terrains localisés dans le périmètre du projet de renouvellement urbain, pouvant aller jusqu'à 300 mètres autour du quartier sur avis du comité d'engagement, cédés à l'euro symbolique et transférés en pleine propriété à Clésence, filiale du Groupe Action Logement, à laquelle par la présente, Foncière Logement transfère ses droits.

Les porteurs de projet et les propriétaires des terrains d'assiette des contreparties s'engagent à respecter le volume, les conditions et délais de mise à disposition des contreparties. Ils s'engagent solidairement à mettre à disposition les contreparties dans les conditions ci-après précisées.

Le porteur de projet s'engage à faire respecter la mise en œuvre des conditions de la présente convention par tout propriétaire de terrain et tout opérateur désigné pour l'aménagement des fonciers concernés et à faire rédiger un cahier des charges de cession de terrain qui soit conforme aux prescriptions de la présente.

Un bilan de la mise en œuvre de ces contreparties est adressé par le porteur de projet chaque année au délégué territorial de l'ANRU. Pour cela les propriétaires des assiettes des fonciers contreparties et les maîtres d'ouvrage retenus par l'attributaire pour réaliser les ouvrages sur les fonciers assiette des contreparties, s'engagent à transmettre au porteur de projet toutes les informations nécessaires à l'élaboration de ce bilan de l'année N-1 au plus tard le 15 janvier de l'année N, pour que celui-ci puisse être adressé par le porteur de projet au délégué territorial de l'ANRU au plus tard le 30 janvier de l'année N.

En cas de non-respect par les porteurs de projet et/ou les propriétaires des terrains d'assiette des contreparties, l'article 7.2 du titre III du règlement général de l'Agence relatif au NPNRU prévoit un système de sanctions graduées et proportionnées mobilisable par le Directeur général de l'Agence. Le Directeur général pourra être saisi à cet effet par le délégué territorial de l'Agence, le directeur général d'Action Logement Services, le directeur général de Foncière Logement ou tout autre attributaire du groupe Action Logement signataire de la convention.

## III. Détail des contreparties foncières mises à disposition du Groupe Action Logement

Les contreparties foncières destinées à l'attributaire sont constituées de **2 terrains** dont les caractéristiques sont les suivantes :

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

| | Site 1 | Site 2 | Site … |
|---|---|---|---|
| Adresse | Rue d'Alsace | Rue Ronsard<br>Rue du docteur Fafet | |
| Nom du QPV (préciser national/régional) | Etouvie | Quartiers nord | |
| Propriétaire(s) du terrain avant cession | Ville d'Amiens | Ville d'Amiens | |
| Utilisation actuelle du terrain (et éventuelle opération financée par l'ANRU avant cession) | Ancien site composé d'écoles démolies. Actuelle prairie fleurie | Voirie et espaces verts délaissés | |
| État de l'expertise relative à la pollution du terrain (faite ou à date prévue de réalisation) | Réalisé | A faire avant S2 2020 | |
| Surface du terrain (m²) | 3 360 m² | 3140 m² | |
| Surface de plancher développable programmée dans la présente convention (m²) | 1 620 m² | 1360 m² | |
| Nombre de logements prévus selon ces m² de surface de plancher | 20 | 15 à 17 | |
| Date prévisionnelle de transfert de propriété (mois/année) | 2021 | S2 2020 | |
| Références cadastrales (préciser si possible +joindre un plan au 1/1000) | IT 837p IT 373 à 375 p | CM41 ; CM42 ; CM43 ; CM44 ; 67 ; 68 ; CM282. | |
| Éléments prévisionnels relatif au type d'habitat * :<br>- Logements locatifs à loyer libre<br>- Logements en accession à la propriété « libre »,<br>- Logements en accession sociale à la propriété | L'attributaire engagera une étude afin de déterminer la programmation précise et la nature de l'opération développée | L'attributaire engagera une étude afin de déterminer la programmation précise et la nature de l'opération développée | |
| Nombre de logements individuels / collectifs * | 20 individuels | 15 à 17 individuels | |
| Viabilisation du terrain | Ville d'Amiens | Non défini | |
| *Autres informations et contraintes spécifiques.* | Études historique et documentaire réalisées par BURGEAP | | |

* Ces éléments sont donnés ici à titre indicatif. Des études plus précises permettront de définir le nombre des logements à réaliser et leur typologie. Sur ces fonciers aménagés, tous types et gamme de produit pourront être développés à l'exception de logements locatifs sociaux.

En cas de demande d'intégration par le porteur de projet d'un rez-de-chaussée à un usage autre que du logement (commerce, activités économiques, bureaux, …) en pied de l'immeuble à construire, l'attributaire fera réaliser une étude de marché. Si celle-ci apparaît favorable et compatible avec son modèle économique, l'attributaire pourra alors réaliser l'investissement correspondant. A défaut, le porteur de projet ou l'opérateur qu'il aura désigné se portera acquéreur du local correspondant au prix de revient de l'attributaire.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

IV. Modalités de mise à disposition à l'attributaire des contreparties foncières

Ces contreparties foncières, quel que soit leur propriétaire actuel, seront cédées à l'euro symbolique.

Les propriétaires des terrains d'assiette des contreparties et/ou les structures, aménageurs, chargées de remembrer et équiper ces terrains, s'engagent à signer une promesse de vente à l'euro symbolique avec l'attributaire, dans les délais compatibles avec la remise du terrain (2 ans avant la libération des sites) qui comportera les conditions suspensives ou résolutoires suivantes :

1) Que le terrain soit cédé démoli en infrastructure et superstructure, dépollué et compatible avec le projet de construction.

Il est ici précisé qu'un terrain « dépollué » au sens de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain est un terrain dont l'état environnemental est compatible, sans restriction d'usage, avec le projet tel qu'il sera défini par l'attributaire ou ses ayants droits (en ce compris la possibilité de planter des arbres fruitiers, arbres à haute tige et des potagers), et n'engendre aucun coût ni surcoût dans le cadre de la réalisation dudit projet.

De même, si postérieurement à la cession du terrain il subsistait des ouvrages ou réseaux en superstructure et/ou infrastructure et/ou des terres à excaver non admissibles en installation de stockage de déchets inertes (ISDI) et/ou terres polluées (terres sulfatées ou chargées en fluorure…), le coût induit par la réalisation des travaux de retrait des ouvrages et des terres impactées et de leur traitement éventuel ainsi que le coût induit par la réalisation des travaux de mise en compatibilité avec l'usage futur sera supporté intégralement par le cédant.

À défaut de dépollution du terrain et/ou de retrait des ouvrages ou réseaux en infrastructure ou superstructure, préalablement à la cession du terrain, l'attributaire ou ses ayants droits pourront procéder eux-mêmes aux travaux ou mesures nécessaires à la mise en compatibilité du terrain avec le projet de construction.

Les coûts induits par la réalisation de ces travaux et/ou par l'excavation et l'élimination des terres polluées seront intégralement pris en charge par le cédant.

2) Que le terrain soit cédé viabilisé, c'est-à-dire desservi par une ou plusieurs voies publiques existantes ou à créer par la collectivité ou son aménageur dans un calendrier compatible avec les travaux de réalisation des contreparties.

Ces voies devront être équipées des réseaux desservant le secteur (eau, assainissement EU/EP, électricité, téléphone et le cas échéant gaz, réseau de chaleur, réseau câblé, …) suffisamment dimensionnées pour assurer le bon fonctionnement du programme projeté sans qu'il soit nécessaire que l'attributaire réalise ou finance des renforcements de réseaux.

La cote des espaces publics et ou / futurs espaces publics, devra avoir été conçue pour être compatible avec celle de l'opération projetée en contrepartie, et convenue avec l'attributaire. Les voies seront configurées de telle manière qu'elles permettent des accès (entrées et sorties) en quantité suffisante pour l'opération projetée et que les attentes réseaux soient réalisées jusqu'à la limite de propriété de l'attributaire ou ses ayants droits pour chaque immeuble ou maison individuelle projetée et que seuls les travaux de branchement privatifs par maison individuelle ou immeuble restent à la charge de l'attributaire ou ses ayants droits.

3) Que le terrain ne soit grevé d'aucune servitude de nature à gêner la réalisation du programme immobilier de diversification de l'habitat projeté.
4) Que le permis de construire définitif soit obtenu, délai de recours des tiers et de retrait administratif purgés.

Les propriétaires des terrains, signataires de la présente convention, autorisent dès la signature de ladite convention l'attributaire ou ses ayants droits à faire réaliser les études géotechniques, hydrogéologiques, environnementales et toute autre étude qui lui sembleraient nécessaires, avant transfert de propriété. Dans le cas où les études des sols et des sous-sols feraient apparaître une pollution du site concerné, le coût des travaux et des études environnementales nécessaires à la réalisation des travaux de dépollution

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

seront à la charge exclusive du cédant et les travaux de dépollution exécutés, le cas échéant, selon les modalités ci-dessus décrites au 1).
Afin de fluidifier la mise en œuvre des contreparties qui visent à favoriser la diversité de l'habitat en amenant une population nouvelle de salariés, les porteurs de projets et les propriétaires des fonciers s'engagent à anticiper et à mettre en œuvre les procédures administratives et d'urbanisme nécessaires à l'attributaire et, permettant de respecter les calendriers prévisionnels visés au III ci-dessus, en ce compris les demandes de dépôts de permis de construire.

Les propriétaires des terrains et/ ou aménageurs s'engagent à élaborer les éventuels cahiers de charges de cession de terrains conformément aux dispositions de la présente convention.
De même, si le terrain est situé dans un périmètre de recherche d'archéologie préventive, l'attributaire se réserve le droit, pour le cas où l'économie du projet serait remise en cause, de demander une substitution du terrain. En cas de préconisation d'un éventuel diagnostic archéologique par l'autorité compétente, tous les frais liés aux surcoûts éventuels de ce diagnostic seront à la charge du cédant.

Si l'étude géotechnique fait apparaître la nécessité d'engager des coûts de confortement du sous-sol et/ou de fondations spéciales prohibitifs au regard de l'économie du programme de construction, l'attributaire se réserve le droit de demander une substitution du terrain.

Les participations financières à la réalisation des équipements publics (redevance de ZAC, PAE, PUP, PFAC…) ne seront pas prises en charge par l'attributaire ni par son mandataire pétitionnaire de la demande de permis de construire.

Dans le cas où l'une ou plusieurs des conditions suspensives s'avèreraient impossibles à lever, les cédants et l'attributaire, en lien avec le porteur de projet, pourront convenir de substituer ou de modifier les contreparties initialement prévues. Ces modifications seront portées à connaissance du directeur général de l'ANRU.

L'acte authentique de cession des terrains d'assiette des contreparties est signé dès la levée de la dernière condition suspensive.

En matière de construction, il est précisé que l'attributaire fera réaliser des études de faisabilité qui permettront notamment de définir, en concertation avec le porteur de projet et la commune, le programme à réaliser.
Dans ce cadre, les documents suivants devront être transmis par le cédant :

- un relevé périmétrique et topographique des terrains ainsi que des abords immédiats ; sur ce relevé devra figurer l'ensemble des informations nécessaires à la parfaite connaissance du site et de ses contraintes : servitudes, voiries existantes ou programmées, réseaux sous domaine public, sur site ou à proximité, implantation des constructions existantes, etc.
- le bornage du terrain (plan et procès-verbal) préalablement à l'acte authentique.

Si nécessaire, l'attributaire fournira une note relative aux modalités de remblaiement des excavations générées par les démolitions des ouvrages en infrastructure (sous-sols, fondations, cuves …) à laquelle devra se conformer le cédant.

Sur la base de ces études de faisabilité, à la fois dans le respect du cahier des charges techniques déterminé en concertation avec le porteur de projet et dans le respect de la cohérence du projet de renouvellement urbain, les logements réalisés répondront aux objectifs de l'attributaire de diversification de l'habitat, ce dernier se réserve le choix des opérateurs et des maîtres d'œuvre chargés de leur réalisation.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## V. Modalités d'évolution des contreparties foncières pour le Groupe Action Logement

Concernant les modalités d'évolution des contreparties, dans la logique de construction et de mise en œuvre partenariale du projet, le porteur de projet se doit de solliciter officiellement l'attributaire sur les modifications qu'il souhaite apporter aux terrains de contreparties tels que décrits dans l'article 5.2 de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain.
Parallèlement, l'attributaire, lorsqu'il est à l'origine de cette demande d'évolution (ou de son constat), se manifestera par écrit auprès du porteur de projet. Dans tous les cas, le délégué territorial de l'ANRU sera tenu informé de ces démarches.

Toute évolution notable des conditions de cessions de contrepartie devra faire l'objet d'une régularisation par le biais d'un avenant à la convention conformément aux modalités prévues à l'article 8.2 du titre III du règlement général de l'ANRU relatif au NPNRU. Dans ce cadre, il conviendra de s'interroger de la nature des évolutions apportées aux contreparties :

- Les évolutions, non significatives, ne remettent pas en cause la localisation des contreparties ou les conditions de la diversification de l'offre de logement (exemple : modification d'une erreur matérielle -type cadastrale-, modification du schéma de cession, ajustement marginal de la surface ou de la surface de plancher développable du terrain, etc.).
  Dans cette hypothèse, la régularisation de l'article 5.2 de la présente convention pluriannuelle pourra s'opérer via la formalisation d'une actualisation technique conformément à l'article 8.2 du titre III du RGA NPNRU, dont les signataires seront le délégué territorial de l'ANRU, le ou les vendeurs du terrain, le porteur de projet et l'attributaire.
- Des évolutions significatives sont apportées aux terrains d'assiette des contreparties et donc à l'économie du projet en termes de diversification de l'offre de logement (modification de la localisation du terrain de contrepartie, modification sensible de la surface de plancher développable et/ou du volume total de logements potentiellement constructibles, modification sensible de la surface de terrain cédé, etc.).
  Dans ce cas de figure, les modifications apportées devront faire l'objet d'une instruction par le délégué territorial de l'ANRU. S'il le juge nécessaire, celui-ci pourra solliciter l'avis du comité d'engagement de l'ANRU.

Les modifications apportées aux contreparties du groupe Action Logement seront actées via le prochain avenant à la convention pluriannuelle de renouvellement urbain intégrant différentes évolutions au projet.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# Annexe B2 – DESCRIPTION DES CONTREPARTIES EN DROITS DE RÉSERVATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX POUR ACTION LOGEMENT SERVICES (des apports en faveur de la mixité)

Conformément à l'article 5.2, les contreparties mises à disposition d'Action Logement Services au titre de la présente convention pluriannuelle de renouvellement urbain et leurs modalités de mise en œuvre sont les suivantes.

Au total, les contreparties cédées représentent **345 droits de réservation** de logements locatifs sociaux pour 30 ans, correspondant à **17 %** du nombre de logements locatifs sociaux dont la construction et la requalification est financée par l'Agence dans le cadre de la présente convention pluriannuelle (et le cas échéant dans le cadre du protocole de préfiguration).

Ces droits se répartissent en :

- 39 droits de réservation correspondant à 12.4% du nombre de logements locatifs sociaux construits hors QPV,
- 262 droits de réservation correspondant à 17.5% du nombre de logements locatifs sociaux construits et requalifiés en QPV,
- 44 droits de réservation correspondant à 20% du nombre de logements locatifs sociaux requalifiés en QPV dont le coût serait supérieur à 45000 € par logement.

Dans le cas où les opérations de reconstitution et de requalification de logements locatifs sociaux du projet de renouvellement urbain sont financées par d'autres financeurs que l'ANRU (notamment FEDER et LBU), des contreparties en droits de réservation peuvent s'appliquer selon les mêmes modalités de calcul, après accord entre Action Logement Services, le porteur de projet et le titulaire du droit

Le porteur de projet, en lien avec les organismes HLM du territoire concerné, est responsable de l'identification des contreparties en faveur d'Action Logement Services en matière de droits de réservation de logements locatifs sociaux, en cohérence avec la stratégie d'attribution et de relogement décrite dans le document cadre des orientations de la CIL et la CIA.

Ces contreparties sont définies en tenant compte des orientations de la conférence intercommunale du logement prévue à l'article 97 de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014.

Les modalités de mise à disposition de ces droits de réservation sont différentes en fonction de la localisation des logements concernés (dans ou hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville).

**A – Pour les droits de réservation hors quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) :**

Au titre des logements locatifs sociaux reconstitués hors-site et financés dans le cadre de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain, **39** droits de réservation sont mis à disposition d'Action Logement Services sur des logements situés hors des quartiers prioritaires de la politique de la ville.
Ces droits de réservation sont accordés pour une durée de 30 ans à partir de la date de livraison des logements et mobilisés sur le contingent non réservé de l'organisme HLM.
Ces droits pourront porter sur les opérations spécifiquement financées par l'ANRU ou, après accord entre Action Logement Services et le titulaire du droit, sur d'autres opérations équivalentes situées également hors quartier prioritaire de la politique de la ville.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Pour ces droits de réservation hors QPV, la répartition suivante est envisagée* :

| Localisation visée** | Organisme HLM | Type de produit | Date prévisionnelle de mise à disposition | Nombre de droits de réservation mobilisé sur le contingent non réservé de l'organisme HLM | Typologies de logements visées | Commentaires qualitatifs |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Hors QPV - opération de **15 logements** au 59, rue **GUTENBERG** à Amiens | OPH AM | 6 PLUS et 9 PLAI | 2021 | 2 | 1 T3 PLUS et T4 PLUS | avec extérieur |
| Hors QPV - opération de **6 logements** au 14, 16 et 18 rue des **MAJOTS** à Amiens | OPH AM | 6 PLUS | 2020 | 1 | 1 T2 PLUS | |
| Hors QPV - opération de **10 logements** au 456, 458, 460, 462, 464, 466 et 468 rue Saint-Maurice/**FRICHE MADELEINE** à Amiens | OPH AM | 4 PLUS et 6 PLAI | 2022 | 1 | 1 T3 PLUS | individuel avec extérieur |
| Hors QPV - opération de **2 logements** au 450, 454, rue Saint-Maurice/**FRICHE MADELEINE** à Amiens | OPH AM | 2 PLAI | 2021 | 1 | 1 T4 PLAI | |
| Hors QPV - opération de **5 logements** au 229 rue du Faubourg de Hem/**COUR PIGEON** à Amiens | OPH AM | 5 PLAI | 2021 | 1 | 1 T2 PLAI | |
| Hors QPV - opération de **44 logements** ZAC **INTERCAMPUS** îlot 1L1, Rue prolongée du Professeur Cabrol à Amiens | OPH AM | 16 PLUS et 28 PLAI | 2024 | 4 | 2 T2 PLUS + 1 T3 PLUS + 1 T4 PLUS | avec extérieurs |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Hors QPV - opération de **29 logements NON IDENTIFIÉS** - reliquat compensation Messager | OPH AM | 6 PLUS et 23 PLAI | À définir | 4 | À définir*** | |
| Hors QPV - opération de **29 logements NON IDENTIFIÉS** - reliquat compensation Couperin | OPH AM | 6 PLUS et 23 PLAI | À définir | 3 | À définir*** | |
| Hors QPV - opération de **31 logements RENANCOUR T**, à Amiens | CLESENCE | 12 PLUS et 19 PLAI | S2/2022 | 4 | 2T2 PLUS 1T3 PLUS 1T4 PLUS | Avec extérieur |
| Hors QPV - opération de **16 logements LA HOTOIE,** à Amiens | CLESENCE | 3 PLUS et 13 PLAI | S2/2022 | 2 | A définir*** | |
| Hors QPV - opération de **17 logements À IDENTIFIER** | CLESENCE | 5 PLUS et 12 PLAI | S2/2023 | 2 | A définir*** | |
| Hors QPV - opération de **24 logements A IDENTIFIER** | CLESENCE | 9 PLUS et 15 PLAI | S2/2022 | 3 | A définir*** | |
| Hors QPV - opération de **20 logements INTERCAMP US,** à Amiens | SIP | 18 PLAI et 2 PLUS | S1/2023 | 3 | 1T2 et 2T3 PLAI | |
| Hors QPV - opération de **20 logements RENANCOUR T**, à Amiens | SIP | 20 PLAI | S2/2023 | 2 | 1T2 et 1T3 | |
| Hors QPV - opération de **23 logements À IDENTIFIER** | SIP | 23 PLAI | S1/2024 | 3 | 1T2 et 2T3 PLAI | |
| Hors QPV - opération de **23 logements À IDENTIFIER** | SIP | 23 PLAI | S1/2024 | 3 | 1T2 et 2T3 PLAI | |

* Ces éléments sont donnés à titre indicatif et seront précisés en amont de la mise à disposition des logements locatifs sociaux bénéficiant des concours financiers de l'Agence dans des conventions ad-hoc entre Action Logement Services et le ou les contributaire(s).

** Adresse précise et nom de la commune dès lors que cela est possible

*** L'identification et le fléchage des droits de réservation se feront au travers d'un prochain avenant à la présente convention et/ou dans le cadre d'ajustements mineurs avec une réactualisation de l'annexe B2 en lien avec les équipes d'Action Logement Services.

**B - Pour les droits de réservation dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville :**

**1. Concernant les opérations de requalification de logements locatifs sociaux**

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



- Les opérations de requalification en milieu occupé

Au total **291** droits de réservation sont mis à disposition d'Action Logement Services sur les logements locatifs sociaux dans les immeubles dont la requalification en milieu occupé est financée dans le cadre de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain, en mobilisant en priorité les logements vacants. Ces droits sont répartis entre :

- 247 droits de réservation sur les logements locatifs sociaux dont la requalification aurait un coût inférieur à 45000 € par logement,
- 44 droits de réservation sur les logements locatifs sociaux dont la requalification aurait un coût supérieur à 45000 € par logement.

Ces droits de réservation sont accordés pour une durée de 30 ans à partir de la date de mise à disposition des logements à Action Logement Services (au premier congé enregistré). Ils seront mobilisés prioritairement sur les contingents non réservés des organismes HLM. Dans l'hypothèse où cela ne permet pas de couvrir l'ensemble des droits de réservation pour Action Logement Services, le solde des droits de réservation sera mobilisé sur les contingents publics.

Ces droits pourront porter sur les opérations spécifiquement financées par l'ANRU ou, après accord entre Action Logement Services et le titulaire du droit, sur d'autres opérations équivalentes situées également dans le quartier prioritaire de la politique de la ville.

Pour ces droits de réservation sur site, la répartition suivante est envisagée* :

| **Localisation visée**** | **Organisme HLM** | **Type de produit** | **Date prévisionnelle de mise à disposition** | **Nombre de droits de réservation mobilisé sur le contingent non réservé de l'organisme HLM** | **Typologies de logements visées** | **Commentaires qualitatifs** |
|---|---|---|---|---|---|---|
| En QPV- opération de requalification de **120 logements** aux 2, 4, 6, 8, 10, 12, 14, 16, 18, 20, 22, 24, rue Ravel, à Amiens/ **PETIT PIGEONNIER 1** | OPH AM | 120 | 2021 | 21 | 5 T2<br>12 T3<br>3 T4<br>1 T5 | RdC ou R+1 pour les T3, T4 et T5 |
| En QPV- opération de requalification de **159 logements** aux 1, 3, 5, 7, 9, 11, 13, 15 rue Debussy, 17, 19, 21, 23 rue Couperin, 17, 19, 21, 23 rue Messager, à Amiens/**PETIT PIGEONNIER 2** | OPH AM | 159 | 2021 | 28 | 12 T2<br>12 T3<br>3 T4<br>1 T5 | RdC ou R+1 pour les T3, T4 et T5 |
| En QPV- opération de requalification de **170 logements** aux 12, 14, 16, 18, 20, 22, 24, 26, 28, 30, 32 rue Montaigne, 9, 11, 13, 15, 17, 19 rue Marivaux, à Amiens/**ALLONVILLE 1** | OPH AM | 170 | 2019 (livré) | 30 | 20 T3<br>10 T4 | avec loggias<br>RdC ou R+1 |
| En QPV- opération de | OPH AM | 224 | 2022 | 39 | 30 T3 | avec loggias |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| requalification de **224 logements** aux 34, 36, 38 rue Montaigne, 1 rue Fénélon, 1, 3, 5 rue Bossuet? à Amiens/**ALLONVILLE 2** | | | | | 9 T4 | |
| En QPV- opération de requalification de **334 logements** aux 2, 4 rue Bossuet<br>9, 11, 13, 15, 17 rue de la Rochefoucauld<br>8, 10 rue Marivaux, à Amiens/**ALLONVILLE 3** | OPH AM | 334 | 2023 | 58 | 20 T2<br>26 T3<br>12 T4 | avec loggias |
| En QPV- opération de requalification de **101 logements** aux 8 Rue Charles Baudelaire (61 logements) et 61,63 rue Montaigne (40 logements) à Amiens/**ALLONVILLE 4** | OPH AM | 101 | 2022 | 18 | 6 T2 | avec loggias (rue Baudelaire) |
| | | | | | 8 T3<br>4 T4 | avec loggias (rue Montaigne) |
| En QPV- opération de requalification de **172 logements PIERRE ROLLIN** | CLESENCE | 172 | S1/2022 | 30 | 10 T2<br>13 T3<br>5 T4<br>2 T5 | Avec balcons |
| En QPV- opération de requalification de **131 logements GERMAINE DULAC** | CLESENCE | 131 | S1/2023 | 23 | 8 T2<br>12 T3<br>3 T4 | Avec balcons |
| En QPV- opération de requalification de **120 logements bâtiment A** avenue de Picardie à Amiens | SIP | 120 | S1/2024 | 24 | 7T3, 15T4 et 2T5 | |
| En QPV- opération de requalification de **100 logements bâtiment B** rue d'Artois à Amiens | SIP | 100 | S1/2026 | 20 | 17T2, 3T3 | |

* Ces éléments sont donnés à titre indicatif et seront précisés en amont de la mise à disposition des logements locatifs sociaux bénéficiant des concours financiers de l'Agence dans des conventions ad-hoc entre Action Logement Services et le ou les contributaire(s).
** Adresse précise et nom de la commune

- Les opérations de requalification ayant nécessité la libération des logements concernés

Non concerné

**2. [Le cas échéant]. Concernant les opérations de reconstitution en quartier prioritaire de la politique de la ville**

Au total **15** droits de réservation sont mis à disposition d'Action Logement Services sur les logements locatifs sociaux reconstitués par dérogation dans un quartier prioritaire de la politique de ville financés dans le cadre de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Ces droits de réservation sont accordés pour une durée de 30 ans à partir de la date de livraison des logements et mobilisés sur le contingent non réservé de l'organisme HLM.

Pour ces droits de réservation sur site, la répartition suivante est envisagée* :

| Localisation visée** | Organisme HLM | Type de produit | Date prévisionnelle de mise à disposition | Nombre de droits de réservation mobilisé sur le contingent non réservé de l'organisme HLM | Typologies de logements visées | Commentaires qualitatifs |
|---|---|---|---|---|---|---|
| En QPV - opération de **2 logements** au 33 rue des **GRANGES** à Amiens | OPH AM | 2 PLAI | 2020 | 1 | 1 T4 PLAI | |
| En QPV - opération de **9 logements** au 1 rue **MESSAGER** à Amiens | OPH AM | 9 PLUS | 2025 | 2 | À définir*** | |
| En QPV - opération de **9 logements** au 1 rue **COUPERIN** à Amiens | OPH AM | 9 PLUS | 2027 | 1 | À définir*** | |
| En QPV - opération de **10 logements À IDENTIFIER** | CLESENCE | 10 PLUS | S1/2024 | 2 | À définir*** | |
| En QPV - opération de **30 logements ÎLOT SUD**, à Amiens | SIP | 30 PLUS | S1/2023 | Logements séniors – droits délocalisés sur Square Thullez | | |
| En QPV - opération de **24 logements SQUARE THUILLEZ**, à Amiens | SIP | 24 PLUS | S1/2026 | 4+ 5 liés à la délocalisation de l'îlot Sud | 9 T2 | |

* Ces éléments sont donnés à titre indicatif et seront précisés en amont de la mise à disposition des logements locatifs sociaux bénéficiant des concours financiers de l'Agence dans des conventions ad-hoc entre Action Logement Services et le ou les contributaire(s).

** Adresse précise et nom de la commune dès lors que cela est possible

***L'identification et le fléchage des droits de réservation se feront au travers d'un prochain avenant à la présente convention et/ou dans le cadre d'ajustements mineurs avec une réactualisation de l'annexe B2 en lien avec les équipes d'Action Logement Services.

## C - Dispositions communes

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Chaque contributaire identifié ci-dessus s'engage, en amont de la mise à disposition des logements locatifs sociaux bénéficiant des concours financiers de l'Agence, à formaliser les droits de réservation accordés par le bailleur à Action Logement Services ou rétrocédés à Action Logement Services par le titulaire initial du contingent concerné, dans une convention ad hoc entre Action Logement Services et le ou les contributaire(s).
Les modalités d'exercice des droits de réservations accordés ou rétrocédés sont régies, selon le cas :

- pour les droits accordés, via une convention de réservation conclue dans les conditions prévues à l'article R. 441-5 du CCH ;
- pour les droits rétrocédés, via une convention ad hoc conclue entre Action Logement Services et le bailleur concerné. Cette convention peut renvoyer aux modalités prévues par la convention de réservation existante entre le réservataire et le bailleur. Elle doit prévoir la procédure applicable dans le cas où Action Logement Services n'est pas en mesure d'exercer le droit de réservation dans les délais prévus, sachant que, pour les droits de réservation rétrocédés par l'État, le logement concerné est remis à la disposition de l'État pour un tour.

Dans tous les cas où Action Logement Services n'est pas en mesure d'exercer le droit de réservation dans les délais prévus, les titulaires initiaux de ces droits de réservation désigneront des actifs non demandeurs d'emploi en vue de l'examen en commission d'attribution de l'attribution des logements concernés.

En ce qui concerne la contribution de l'État sur son contingent de logements situé en QPV, les conventions de réservations qui lient l'État à chaque bailleur sont adaptées en tant que de besoin pour tenir compte des modalités particulières de gestion de la partie du contingent correspondant à la contribution aux contreparties accordées à Action Logement Services.
Pour les logements dont la durée de réservation consentie au réservataire initial du logement est inférieure à 30 ans, le réservataire s'engage, dans la convention ad-hoc évoquée ci-dessus le liant à Action Logement Services, à prolonger le droit de réservation au profit d'Action Logement Services jusqu'à 30 ans, le cas échéant, par la mise à disposition du droit de réservation d'un autre logement, à l'expiration du droit de réservation du premier logement rétrocédé

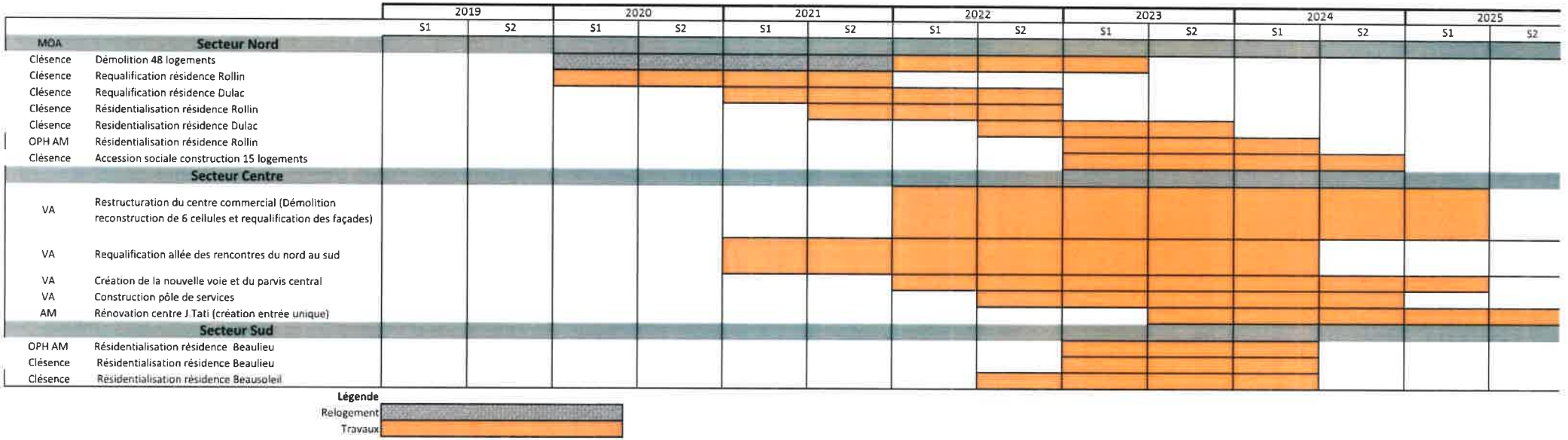
Un bilan de la mise en œuvre de ces contreparties est adressé par le porteur de projet chaque année au délégué territorial de l'ANRU. Pour cela, les contributaires désignés ci-dessus s'engagent à transmettre au porteur de projet toutes les informations nécessaires à l'élaboration de ce bilan de l'année N-1 au plus tard le 15 janvier de l'année N, pour que celui-ci puisse être adressé par le porteur de projet au délégué territorial de l'ANRU au plus tard le 30 janvier de l'année N.

En cas de non-respect par les porteurs de projet ou les maîtres d'ouvrage des engagements contractualisés au titre des contreparties en faveur d'Action Logement Services, le règlement général de l'Agence relatif au NPNRU prévoit un système de sanctions graduées et proportionnées mobilisable par le Directeur général de l'Agence. Le Directeur général pourra être saisi à cet effet par le délégué territorial de l'Agence, le directeur régional d'Action Logement Services ou tout signataire de la convention.

Le cas échéant, les modifications apportées aux contreparties Action Logement Services seront actées via le prochain avenant à la convention pluriannuelle de renouvellement urbain intégrant différentes évolutions au projet.

MAJ : 03/02/2020

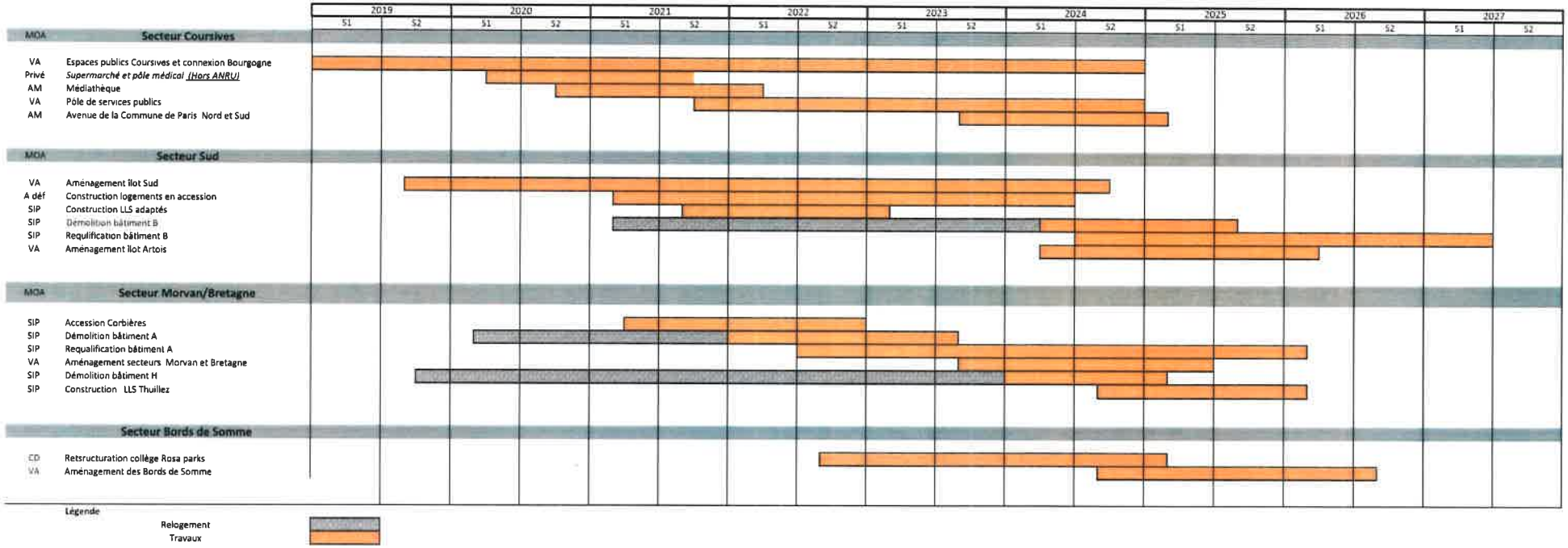
# ANNEXE C1 - Echéancier prévisionnel présentant l'enchaînement des opérations - Quartier Pierre Rollin




DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

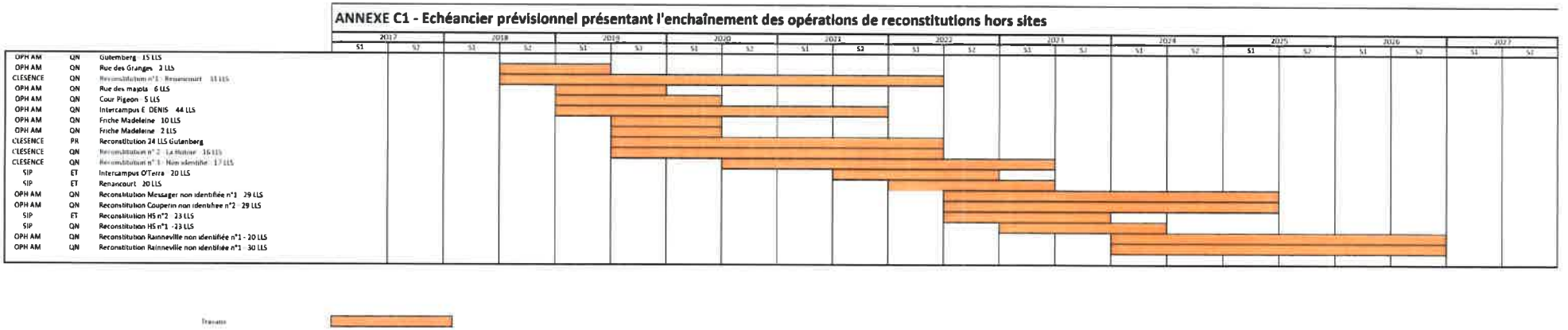
MAJ : 23/10/2019

# ANNEXE C1 - Echéancier prévisionnel présentant l'enchaînement des opérations du quartier Etouvie



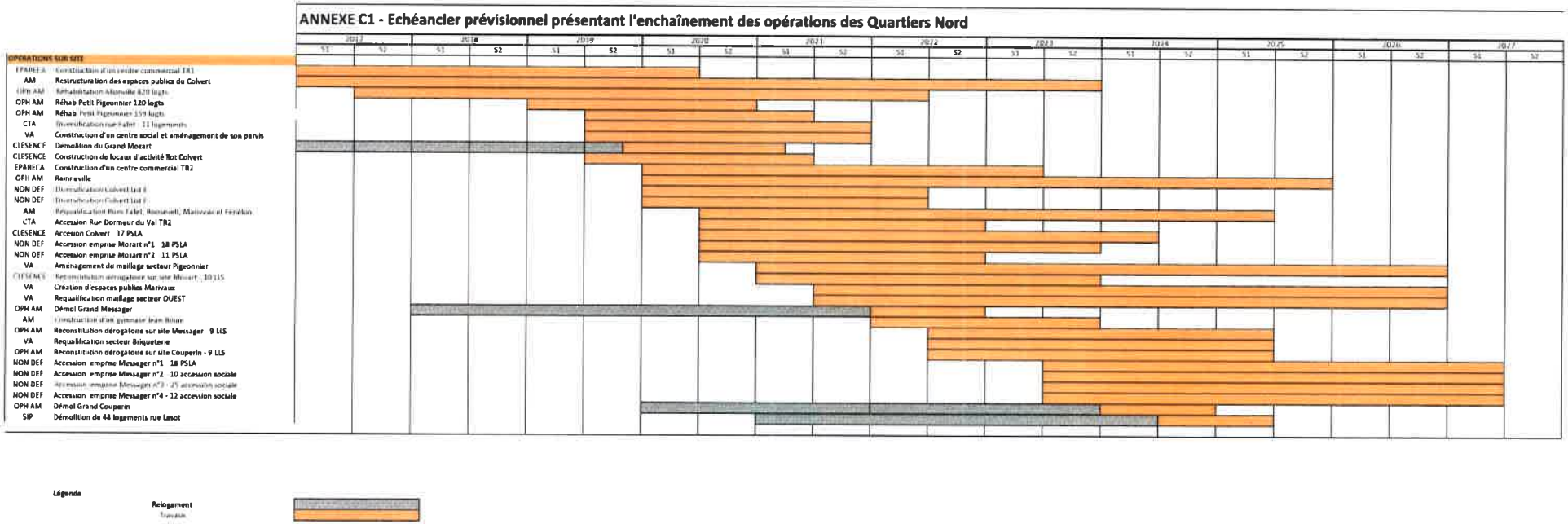

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## ANNEXE C1 - Echéancier prévisionnel présentant l'enchaînement des opérations de reconstitutions hors sites




DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# ANNEXE C1 - Echéancier prévisionnel présentant l'enchaînement des opérations des Quartiers Nord




Légende

Relogement

Travaux

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# ANNEXE C2 -Tableau financier prévisionnel global de l'ensemble des opérations du projet

**N° CONTRAT : 785**

## OPERATIONS DU PROTOCOLE DE PREFIGURATION ANRU

| Libellé de l'opération | Année de démarrage | Nombre de Logements | Coût ht par logement | Maitre d'ouvrage | Quartier concerné | Coût TTC | Coût HT | Base de subvention ANRU | Subvention ANRU prévisionnellle | | Ville | | EPCI | | Conseil Départemental | | Conseil régional | | Bailleur social y compris prêts | | Fonds propres CDC | | Europe | | Anah | | Autres | | PRETS |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Démolition LLS Grand Mozart | 2016 | 147 | | Clésence | N | 8 342 436 | 7 707 712 | 7 707 712 | 5 684 308 | 74% | | | | | | | | | 1 817 254 | 24% | | | | | | | 206 150 | 3% | |
| Programme commercial Colvert 1ère tranche | 2019 | | | ANCT | N | 3 710 273 | 3 100 280 | 3 100 281 | 918 169 | 30% | 300 627 | 10% | 300 627 | 10% | | | | | 527 534 | 17% | | | | | | | 1 053 325 | 34% | |
| Sous total opération Protocole de préfiguration ANRU | | | | | | *12 052 709* | *10 807 992* | *10 807 993* | *6 602 477* | *61%* | *300 627* | *3%* | *300 627* | *3%* | | | | | *2 344 788* | *22%* | | | | | | | *1 259 475* | *12%* | |

## OPERATIONS D INGENIERIE

**14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET**

| Libellé de l'opération | Année de démarrage | Nombre de Logements | Coût ht par logement | Maitre d'ouvrage | Quartier concerné | Coût TTC | Coût HT | Base de subvention ANRU | Subvention ANRU prévisionnellle | | Ville | | EPCI | | Conseil Départemental | | Conseil régional | | Bailleur social y compris prêts | | Fonds propres CDC | | Europe | | Anah | | Autres | | PRETS |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Mission d'appui aux entreprises situées en ZFU-Territoire | 2019 | | | Amiens Métropole | N | 30 000 | 25 000 | 25 000 | 12 500 | 50% | | | 12 500 | 50% | | | | | | | | | | | | | | | |
| Etude de sûreté | 2020 | | | Amiens Métropole | N | 24 000 | 20 000 | 20 000 | 10 000 | 50% | | | 10 000 | 50% | | | | | | | | | | | | | | | |
| Conduite de projet NPNRU | 2019 | | | Amiens Métropole | M | 2 970 000 | 2 970 000 | 2 970 000 | 1 485 000 | 50% | | | 1 485 000 | 50% | | | | | | | | | | | | | | | |
| Communication NPNRU | 2019 | | | Amiens Métropole | M | 360 000 | 300 000 | 300 000 | 150 000 | 50% | | | 130 000 | 43% | | | | | | | 20 000 | 7% | | | | | | | |
| Mémoire des quartiers | 2019 | | | Amiens Métropole | M | 240 000 | 200 000 | 200 000 | 100 000 | 50% | | | 80 000 | 40% | | | | | | | 20 000 | 10% | | | | | | | |
| Missions urbanistes 3 sites | 2019 | | | Commune d'Amiens | M | 540 000 | 450 000 | 450 000 | 157 500 | 35% | 292 500 | 65% | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sous Total 14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET | | | | | | *4 164 000* | *3 965 000* | *3 965 000* | *1 915 000* | *48%* | *292 500* | *7%* | *1 717 500* | | | | | | | | *40 000* | *1%* | | | | | | | |

## OPERATIONS D AMENAGEMENT

**21 DEMOLITION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX**

| Libellé de l'opération | Année de démarrage | Nombre de Logements | Coût ht par logement | Maitre d'ouvrage | Quartier concerné | Coût TTC | Coût HT | Base de subvention ANRU | Subvention ANRU prévisionnellle | | Ville | | EPCI | | Conseil Départemental | | Conseil régional | | Bailleur social y compris prêts | | Fonds propres CDC | | Europe | | Anah | | Autres | | PRETS |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Démolition 116 LLS bât H | 2020 | 116 | 41 502 | SIP | E | 5 187 231 | 4 814 275 | 4 814 275 | 3 559 436 | 74% | | | | | | | | | 867 539 | 18% | | | | | | | 387 300 | 8% | |
| Démolition partielle 36 LLS bât A | 2020 | 36 | 60 046 | SIP | E | 2 325 560 | 2 161 670 | 2 161 670 | 1 726 936 | 80% | | | | | | | | | 431 734 | 20% | | | | | | | 3 000 | 0% | |
| Démolition partielle 80 LLS bât B | 2021 | 80 | 33 245 | SIP | E | 2 935 516 | 2 659 580 | 2 659 580 | 2 114 573 | 80% | | | | | | | | | 527 007 | 20% | | | | | | | 18 000 | 1% | |
| Démolition 48 logements rue Emile Lesot | 2021 | 48 | 40 670 | SIP | N | 2 088 378 | 1 952 148 | 1 952 148 | 1 515 719 | 78% | | | | | | | | | 378 930 | 19% | | | | | | | 57 500 | 3% | |
| Démolition 19 LLS 4 allée Germaine Dulac | 2020 | 19 | 72 152 | Clésence | PR | 1 452 190 | 1 370 882 | 1 370 882 | 1 091 063 | 80% | | | | | | | | | 273 819 | 20% | | | | | | | 6 000 | 0% | |
| Démolition 29 LLS - 22 Allée Pierre Rollin | 2020 | 29 | 72 771 | Clésence | PR | 2 270 093 | 2 110 368 | 2 110 368 | 1 623 146 | 77% | | | | | | | | | 478 221 | 23% | | | | | | | 9 000 | 0% | |
| Démolition 160 LLS - Grand Messager | 2018 | 160 | 27 088 | OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat en Somme | N | 4 505 497 | 4 334 038 | 4 334 038 | 3 705 206 | 85% | | | | | | | | | 450 681 | 10% | | | | | | | 178 151 | 4% | |
| Démolition 160 LLS - Grand Couperin | 2020 | 160 | 31 216 | OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat en Somme | N | 5 205 419 | 4 994 613 | 4 994 613 | 4 238 707 | 85% | | | | | | | | | 550 092 | 11% | | | | | | | 205 814 | 4% | |
| Sous Total 21 DEMOLITION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX | | *648* | *37 651* | | | *25 969 885* | *24 397 574* | *24 397 574* | *19 574 786* | *80%* | | | | | | | | | *3 958 024* | *16%* | | | | | | | *864 765* | *4%* | |

**24 AMENAGEMENT D'ENSEMBLE**

| Libellé de l'opération | Année de démarrage | Nombre de Logements | Coût ht par logement | Maitre d'ouvrage | Quartier concerné | Coût TTC | Coût HT | Base de subvention ANRU | Subvention ANRU prévisionnellle | | Ville | | EPCI | | Conseil Départemental | | Conseil régional | | Bailleur social y compris prêts | | Fonds propres CDC | | Europe | | Anah | | Autres | | PRETS |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Aménagement îlot Coursives | 2019 | | | Commune d'Amiens | E | 8 054 026 | 6 711 688 | 6 711 688 | 2 267 553 | 34% | 3 407 364 | 51% | | | | | 725 406 | 11% | | | | | | | | | 311 365 | 5% | |
| Etouvie - Aménagement îlot Sud | 2019 | | | Commune d'Amiens | E | 4 666 901 | 3 989 084 | 3 989 084 | 1 127 751 | 28% | 1 422 120 | 36% | | | | | 661 014 | 17% | | | | | | | | | 778 200 | 20% | |
| Aménagement des secteurs Morvan/Bretagne | 2023 | | | Commune d'Amiens | E | 2 117 640 | 1 775 200 | 1 775 200 | 649 304 | 37% | 1 125 896 | 63% | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Aménagement îlot Artois | 2024 | | | Commune d'Amiens | E | 1 702 350 | 1 418 625 | 1 418 625 | 496 519 | 35% | 922 106 | 65% | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Aménagement Bords de Somme | 2024 | | | Commune d'Amiens | E | 1 533 168 | 1 277 640 | 1 277 640 | 447 174 | 35% | 830 466 | 65% | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Création d'espaces publics à Marivaux | 2021 | | | Commune d'Amiens | N | 8 797 795 | 7 331 496 | 7 331 496 | 2 471 838 | 34% | 4 590 556 | 63% | | | | | | | | | | | | | | | 269 102 | 4% | |
| Requalification des rues Guynemer, Lesot, Farman | 2021 | | | Commune d'Amiens | N | 4 375 461 | 3 646 218 | 3 646 218 | 1 276 176 | 35% | 2 370 041 | 65% | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Aménagement du maillage du secteur Pigeonnier | 2021 | | | Commune d'Amiens | N | 4 778 070 | 3 981 725 | 3 981 725 | 1 393 604 | 35% | 2 588 121 | 65% | | | | | | | | | | | | | | | 540 030 | 14% | |
| Requalification secteur Briqueterie | 2022 | | | Commune d'Amiens | N | 2 982 096 | 2 485 080 | 2 485 080 | 869 778 | 35% | 1 615 302 | 65% | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Requalification de l'allée des rencontres | 2021 | | | Commune d'Amiens | PR | 1 263 600 | 1 053 000 | 1 053 000 | 368 550 | 35% | 224 450 | 21% | | | | | 460 000 | 44% | | | | | | | | | | | |
| Création d'une voie nouvelle et d'un parvis central | 2022 | | | Commune d'Amiens | PR | 8 696 140 | 7 316 849 | 7 316 849 | 1 723 662 | 24% | 1 791 177 | 24% | | | | | 3 368 810 | 46% | | | | | | | | | 433 200 | 6% | |
| Aménagement de l'avenue de la Commune de Paris | 2023 | | | Amiens Métropole | E | 2 750 429 | 2 142 024 | 2 091 024 | 1 045 512 | 49% | | 0% | 1 096 512 | 51% | | | | | | | | | | | | | | | |
| Restructuration de la place du Colvert | 2017 | | | Amiens Métropole | N | 15 027 324 | 12 522 770 | 12 522 770 | 5 929 822 | 47% | 480 414 | 4% | 4 439 216 | 35% | | | 994 382 | 8% | | | | | | | | | 678 936 | 5% | |
| Requalification des rues Fafet, Roosevelt, Marivaux et Fénélon | 2020 | | | Amiens Métropole | N | 7 259 522 | 6 049 602 | 6 049 602 | 3 024 801 | 50% | | 0% | 3 024 801 | 50% | | | | | | | | | | | | | | | |
| Sous Total 24 AMENAGEMENT D'ENSEMBLE | | | | | | *74 004 522* | *61 701 001* | *61 650 001* | *23 092 044* | *37%* | *21 368 014* | *35%* | *8 560 529* | *14%* | | | *6 209 612* | *10%* | | | | | | | | | *3 010 833* | *5%* | |

## PROGRAMMES IMMOBILIERS

**31 RECONSTITUTION DE L'OFFRE DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX**

| Libellé de l'opération | Année de démarrage | Nombre de Logements | Coût ht par logement | Maitre d'ouvrage | Quartier concerné | Coût TTC | Coût HT | Base de subvention ANRU | Subvention ANRU prévisionnellle | | Ville | | EPCI | | Conseil Départemental | | Conseil régional | | Bailleur social y compris prêts | | Fonds propres CDC | | Europe | | Anah | | Autres | | PRETS |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ZAC Intercampus - Amiens | 2019 | 44 | 116 984 | OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat en Somme | HS | 5 662 020 | 5 147 291 | 5 147 291 | 218 400 | 4% | | | | | | | | | 4 928 891 | 96% | | | | | | | | | 4 759 154 |
| Cour Pigeon - Amiens | 2019 | 5 | 131 818 | OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat en Somme | HS | 725 000 | 659 091 | 659 091 | 39 000 | 6% | | | | | | | | | 620 091 | 94% | | | | | | | | | 620 091 |
| rue des Majots - Amiens | 2019 | 6 | 97 240 | OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat en Somme | HS | 641 781 | 583 437 | 583 437 | | | | | | | | | | | 583 437 | 100% | | | | | | | | | 583 437 |
| 31 rue des Granges - Amiens | 2018 | 2 | 154 545 | OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat en Somme | HS | 340 000 | 309 091 | 309 091 | | | | | | | | | | | 309 091 | 100% | | | | | | | | | 309 091 |
| Hors QPV reconstitution rue Gutenberg 6 PLUS et 9 PLAI | 2019 | 15 | 140 453 | OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat en Somme | HS | 2 223 304 | 2 106 798 | 2 106 798 | 70 200 | 3% | | | | | | | | | 2 036 598 | 97% | | | | | | | | | 2 036 598 |
| Hors QPV - FRICHE MADELEINE - 4 PLUS et 6 PLAI | 2019 | 10 | 147 402 | OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat en Somme | HS | 1 555 087 | 1 474 016 | 1 474 016 | 46 800 | 3% | | | | | | | | | 1 427 216 | 97% | | | | | | | | | 1 427 216 |
| Hors QPV - Acq-Am 2 PLAI Friche Madeleine | 2019 | 2 | 133 753 | OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat en Somme | HS | 282 220 | 267 507 | 267 507 | 31 200 | 12% | | | | | | | | | 236 307 | 88% | | | | | | | | | 236 307 |
| En QPV - 9 PLUS site Messager | 2022 | 9 | 121 796 | OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat en Somme | N | 1 156 450 | 1 096 161 | 1 096 161 | | | | | | | | | | | 1 096 161 | 100% | | | | | | | | | 1 096 161 |
| Hors QPV 6 plus et 23 PLAI à identifier reconstitution démolition Messager (Q Nord) | 2022 | 29 | 121 796 | OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat en Somme | HS | 3 726 338 | 3 532 074 | 3 532 074 | 179 400 | 5% | | | | | | | | | 3 352 674 | 95% | | | | | | | | | 3 352 674 |
| Hors QPV 6 plus et 23 PLAI à identifier reconstitution démolition Couperin (Q Nord) | 2022 | 29 | 121 796 | OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat en Somme | HS | 3 726 338 | 3 532 074 | 3 532 074 | 179 400 | 5% | | | | | | | | | 3 352 674 | 95% | | | | | | | | | 3 352 674 |
| En QPV Reconstitution 9 PLUS sur site | 2022 | 9 | 121 796 | OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat en Somme | N | 1 156 450 | 1 096 161 | 1 096 161 | | | | | | | | | | | 1 096 161 | 100% | | | | | | | | | 1 096 161 |
| ZAC Renancourt - Amiens | 2018 | 31 | 126 300 | Clésence | HS | 4 306 837 | 3 915 307 | 3 915 307 | 148 200 | 4% | | | 124 000 | 3% | | | | | 3 643 107 | 93% | | | | | | | | | 2 746 714 |
| Hors QPV - 9 PLUS et 15 PLAI -Foncier à identifier | 2020 | 24 | 140 000 | Clésence | HS | 3 696 000 | 3 360 000 | 3 360 000 | 117 000 | 3% | | | | | | | | | 3 243 000 | 97% | | | | | | | | | 3 041 455 |
| Hors QPV 3 PLUS et 13 PLAI La Hotoie | 2019 | 16 | 140 000 | Clésence | HS | 2 464 000 | 2 240 000 | 2 240 000 | 101 400 | 5% | | | | | | | | | 2 138 600 | 95% | | | | | | | | | 2 027 636 |
| Hors QPV - 5 PLUS et 12 PLAI à identifier reconstitution démolition Grand Mozart | 2020 | 17 | 140 000 | Clésence | HS | 2 618 000 | 2 380 000 | 2 380 000 | 93 600 | 4% | | | | | | | | | 2 286 400 | 96% | | | | | | | | | 2 154 364 |
| En QPV 10 PLUS Reconstitution site Grand Mozart | 2021 | 10 | 140 000 | Clésence | N | 1 540 000 | 1 400 000 | 1 400 000 | | | | | | | | | | | 1 400 000 | 100% | | | | | | | | | 1 267 273 |
| QPV - 30 PLUS seniors - Ilôt sud - Etouvie | 2021 | 30 | 130 945 | SIP | E | 4 321 178 | 3 928 344 | 3 928 344 | | | | | | | | | | | 3 928 344 | 100% | | | | | | | | | 3 563 927 |
| HQPV - 2 PLUS et 18 PLAI - ZAC INTERCAMPUS site O TERRA | 2021 | 20 | 142 238 | SIP | HS | 3 129 236 | 2 844 760 | 2 844 760 | 140 400 | 5% | | | | | | | | | 2 704 360 | 95% | | | | | | | | | 2 662 122 |
| HQPV - 20 PLAI - ZAC Renancourt -Amiens | 2022 | 20 | 142 238 | SIP | HS | 3 129 236 | 2 844 760 | 2 844 760 | 156 000 | 5% | | | | | | | | | 2 688 760 | 95% | | | | | | | | | 2 636 922 |
| HQPV - 23 PLAI - Foncier 2 à identifier | 2022 | 23 | 153 659 | SIP | HS | 3 887 563 | 3 534 148 | 3 534 148 | 179 400 | 5% | | | | | | | | | 3 354 748 | 95% | | | | | | | | | 3 178 041 |
| QPV - 24 PLUS - Square Emile Thuillez - Etouvie | 2024 | 24 | 136 640 | SIP | E | 3 607 301 | 3 279 365 | 3 279 365 | | | | | | | | | | | 3 279 365 | 100% | | | | | | | | | 3 030 996 |
| HQPV - 23 PLAI - Foncier 1 à identifier comp démol Lesot Nord | 2023 | 23 | 153 659 | SIP | HS | 3 887 563 | 3 534 148 | 3 534 148 | 179 400 | 5% | | | | | | | | | 3 354 748 | 95% | | | | | | | | | 3 278 041 |
| Sous Total 31 RECONSTITUTION DE L'OFFRE DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX | | *398* | *133 328* | | | *57 781 902* | *53 064 532* | *53 064 532* | *1 879 800* | *4%* | | | *124 000* | *0%* | | | | | *51 060 732* | *96%* | | | | | | | | | *48 457 054* |

**33 REQUALIFICATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX**

| Libellé de l'opération | Année de démarrage | Nombre de Logements | Coût ht par logement | Maitre d'ouvrage | Quartier concerné | Coût TTC | Coût HT | Base de subvention ANRU | Subvention ANRU prévisionnellle | | Ville | | EPCI | | Conseil Départemental | | Conseil régional | | Bailleur social y compris prêts | | Fonds propres CDC | | Europe | | Anah | | Autres | | PRETS |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Requalification 120 LLS bât A | 2022 | 120 | 49 710 | SIP | E | 6 561 720 | 5 965 200 | 5 965 200 | 953 040 | 16% | 535 200 | 9% | | | | | | | 4 476 960 | 75% | | | | | | | | | 4 083 019 |
| Requalification 100 LLS - bât B | 2024 | 100 | 54 210 | SIP | E | 5 963 100 | 5 421 000 | 5 421 000 | 884 200 | 16% | 446 000 | 8% | | | | | | | 4 090 800 | 75% | | | | | | | | | 3 833 681 |
| Requalification 131 LLS - 6 à 14 Allée Germaine Dulac | 2021 | 131 | 25 236 | Clésence | PR | 3 593 382 | 3 305 967 | 3 305 967 | 199 597 | 6% | 610 460 | 18% | | | | | | | 2 495 910 | 75% | | | | | | | | | 2 128 325 |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Requalification 172 LLS - 10 à 20 Allée Pierre Rollin | 2020 | 172 | 24 501 | Clésence | PR | 4 580 609 | 4 214 232 | 4 214 232 | 249 423 | 6% | 801 520 | 19% | | | | | | | 3 163 289 | 75% | | | | | | | | | | | 2 669 666 |
| Requalification 170 LLS - Parc d'Allonville - barres Marivaux et Montaigne | 2017 | 170 | 25 898 | OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat en Somme | N | 4 644 823 | 4 402 675 | 4 402 675 | 566 518 | 13% | 792 200 | 18% | | | | | | | 3 043 958 | 69% | | | | | | | | | | | 3 043 958 |
| Requalification 120 LLS - Petit Pigeonnier phase 1 - Rue Ravel | 2019 | 120 | 30 767 | OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat en Somme | N | 3 895 055 | 3 691 995 | 3 691 995 | 506 648 | 14% | 559 200 | 15% | | | | | | | 2 626 147 | 71% | | | | | | | | | | | 2 626 147 |
| Requalification 159 LLS - Petit Pigeonnier phase 2 | 2019 | 159 | 30 757 | OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat en Somme | N | 5 159 404 | 4 890 431 | 4 890 431 | 671 016 | 14% | 740 940 | 15% | | | | | | | 3 478 475 | 71% | | | | | | | | | | | 3 478 475 |
| requalification 224 LLS - Parc d'Allonville - Tours Bossuet, Fénelon et Montaigne | 2019 | 224 | 22 827 | OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat en Somme | N | 5 394 589 | 5 113 354 | 5 113 354 | 574 671 | 11% | 1 043 840 | 20% | | | | | | | 3 494 843 | 68% | | | | | | | | | | | 3 494 843 |
| Requalification 334 LLS - Parc d'Allonville - Bâts Rochefoucauld, Bossuet et Marivaux | 2020 | 334 | 22 954 | OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat en Somme | N | 8 088 235 | 7 666 573 | 7 666 573 | 872 036 | 11% | 1 556 440 | 20% | | | | | | | 5 238 098 | 68% | | | | | | | | | | | 5 238 098 |
| Requalification 101 LLS - Parc d'Allonville - Bât 61-63 rue Montaigne et 8 rue Baudelaire | 2020 | 101 | 23 233 | OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat en Somme | N | 2 475 543 | 2 346 486 | 2 346 486 | 267 297 | 11% | 470 660 | 20% | | | | | | | 1 608 529 | 69% | | | | | | | | | | | 1 608 529 |
| Sous Total 33 REQUALIFICATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX | | *1 631* | *28 828* | | | *50 356 460* | *47 017 914* | *47 017 914* | *5 744 445* | *12%* | *7 556 460* | *16%* | | | | | | | *33 717 009* | *72%* | | | | | | | | | | | *32 204 742* |

**34 RESIDENTIALISATION DE LOGEMENTS**

| Libellé de l'opération | Année de démarrage | Nombre de Logements | Coût ht par logement | Maitre d'ouvrage | Quartier concerné | Coût TTC | Coût HT | Base de subvention ANRU | Subvention ANRU prévisionnellle | | Ville | | EPCI | | Conseil Départemental | | Conseil régional | | Bailleur social y compris prêts | | Fonds propres CDC | | Europe | | Anah | | Autres | | PRETS |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Résidentialisation 172 LLS - 10 à 20 Allée Pierre Rollin | 2021 | 172 | 4 587 | Clésence | PR | 863 636 | 788 898 | 788 898 | 315 559 | 40% | | | | | | | | | 473 339 | 60% | | | | | | | | | |
| Résidentialisation 131 LLS - 6 à 14 Allée Germaine Dulac | 2022 | 131 | 4 587 | Clésence | PR | 657 769 | 600 847 | 600 847 | 240 339 | 40% | | | | | | | | | 360 508 | 60% | | | | | | | | | |
| Résidentialisation 132 LLS - 2-4-6-9 et 11 Allée Beausoleil | 2022 | 132 | 4 724 | Clésence | PR | 682 674 | 623 597 | 623 597 | 249 439 | 40% | | | | | | | | | 374 158 | 60% | | | | | | | | | |
| Résidentialisation 93 LLS - 7,9,11 Allée de Beaulieu | 2023 | 93 | 4 866 | Clésence | PR | 495 404 | 452 533 | 452 533 | 181 013 | 40% | | | | | | | | | 271 520 | 60% | | | | | | | | | |
| Résidentialisation 192 LLS - Résidences Rollin et Beaulieu | 2023 | 192 | 4 605 | OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat en Somme | PR | 932 844 | 884 212 | 884 212 | 345 660 | 39% | | | | | | | | | 538 552 | 61% | | | | | | | | | 538 552 |
| Sous Total 34 RESIDENTIALISATION DE LOGEMENTS | | *720* | *4 653* | | | *3 632 328* | *3 350 087* | *3 350 087* | *1 332 010* | *40%* | | | | | | | | | *2 018 077* | *60%* | | | | | | | | | *538 552* |

**36 ACCESSION A LA PROPRIETE**

| Libellé de l'opération | Année de démarrage | Nombre de Logements | Coût ht par logement | Maitre d'ouvrage | Quartier concerné | Coût TTC | Coût HT | Base de subvention ANRU | Subvention ANRU prévisionnellle | | Ville | | EPCI | | Conseil Départemental | | Conseil régional | | Bailleur social y compris prêts | | Fonds propres CDC | | Europe | | Anah | | Autres | | PRETS |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Construction de 19 logements - Ilot Corbières | 2020 | 19 | 186 226 | SIP | E | 3 732 903 | 3 538 297 | 3 538 297 | 190 000 | 5% | 375 350 | 11% | 375 350 | 11% | | | | | 2 597 597 | 73% | | | | | | | | | 2 482 203 |
| Construction de 15 logements - Rue de Dortmund | 2023 | 15 | 126 333 | Clésence | PR | 1 999 225 | 1 895 000 | 1 895 000 | 150 000 | 8% | 240 000 | 13% | 240 000 | 13% | | | | | 1 265 000 | 67% | | | | | | | | | 1 265 000 |
| 37 LOGTS NEUFS EN ACCESSION PLACE DU COLVERT | 2020 | 37 | 150 621 | Clésence | N | 5 879 497 | 5 572 983 | 5 572 983 | 370 000 | 7% | 626 016 | 11% | 626 016 | 11% | | | | | 3 950 951 | 71% | | | | | | | | | 4 257 465 |
| Construction de 11 logements ind Rue du docteur Fafet 80000 AMIENS | 2019 | 11 | 160 274 | Toit aussi | N | 2 079 196 | 1 763 018 | 1 763 018 | 110 000 | 6% | 190 180 | 11% | 190 180 | 11% | | | | | 1 272 658 | 72% | | | | | | | | | 1 272 658 |
| Construction de 18 MI - Rue du Dormeur Du Val -Tranche 2 | 2020 | 18 | 161 940 | Toit aussi | N | 3 433 901 | 2 914 912 | 2 914 912 | 180 000 | 6% | 311 274 | 11% | 311 274 | 11% | | | | | 2 112 364 | 72% | | | | | | | | | 2 112 364 |
| Construction de 18 MI - Emprise Mozart 1 | 2020 | 18 | 165 375 | Amiens Métropole | N | 3 150 000 | 2 976 750 | 2 976 750 | 180 000 | 6% | 309 600 | 10% | 309 600 | 10% | | | | | | | | | | | 2 177 550 | 73% | | |
| Construction de 17 logements - Colvert Lot E | 2020 | 17 | 134 190 | Amiens Métropole | N | 2 414 000 | 2 281 230 | 2 281 230 | 170 000 | 7% | 68 000 | 3% | | | | | 68 000 | 3% | | | | | | | 1 975 230 | 87% | | |
| Construction de 13 logements - Colvert lot F | 2020 | 13 | 138 190 | Amiens Métropole | N | 1 846 001 | 1 796 471 | 1 796 471 | 130 000 | 7% | 52 000 | 3% | | | | | 52 000 | 3% | | | | | | | 1 562 471 | 87% | | |
| Construction de 18 MI - Emprise Messager n°1 | 2023 | 18 | 165 375 | Amiens Métropole | N | 3 150 000 | 2 976 750 | 2 976 750 | 180 000 | 6% | 309 600 | 10% | 309 600 | 10% | | | | | | | | | | | 2 177 550 | 73% | | |
| Construction de 10 MI - Emprise Messager n°2 | 2023 | 10 | 165 375 | Amiens Métropole | N | 1 750 000 | 1 653 750 | 1 653 750 | 100 000 | 6% | | 0% | | | | | | | | | | | | | 1 553 750 | 94% | | |
| Construction de 25 logements coll - Emprise Messager n°3 | 2023 | 25 | 134 190 | Amiens Métropole | N | 3 550 000 | 3 354 750 | 3 354 750 | 250 000 | 7% | | | | | | | | | | | | | | | 3 104 750 | 93% | | |
| Construction de 11 logements coll - Emprise Mozart n°2 | 2020 | 11 | 134 190 | Amiens Métropole | N | 1 562 000 | 1 476 090 | 1 476 090 | 110 000 | 7% | 149 600 | 10% | 149 600 | 10% | | | | | | | | | | | 1 066 890 | 72% | | |
| Construction de 12 MI - Messager emprise n°4 | 2023 | 12 | 165 375 | Amiens Métropole | N | 2 100 000 | 1 984 500 | 1 984 500 | 120 000 | 6% | | | | | | | | | | | | | | | 1 864 500 | 94% | | |
| Construction de 5 logements -Etouvie ilôt sud A | 2021 | 5 | 165 877 | Amiens Métropole | E | 875 000 | 829 384 | 829 384 | 50 000 | 6% | 20 000 | 2% | | | | | 20 000 | 2% | | | | | | | 739 384 | 89% | | |
| Construction de 5 logements -Etouvie ilôt sud B | 2022 | 5 | 165 877 | Amiens Métropole | E | 875 000 | 829 384 | 829 384 | 50 000 | 6% | 20 000 | 2% | | | | | 20 000 | 2% | | | | | | | 739 384 | 89% | | |
| Construction de 5 logements -Etouvie ilôt sud C | 2022 | 5 | 165 877 | Amiens Métropole | E | 875 000 | 829 384 | 829 384 | 50 000 | 6% | 20 000 | 2% | | | | | 20 000 | 2% | | | | | | | 739 384 | 89% | | |
| Construction de 5 logements -Etouvie ilôt sud D | 2023 | 5 | 165 877 | Amiens Métropole | E | 875 000 | 829 384 | 829 384 | 50 000 | 6% | 20 000 | 2% | | | | | 20 000 | 2% | | | | | | | 739 384 | 89% | | |
| Construction de 7 logements -Etouvie ilôt sud E | 2023 | 7 | 165 877 | Amiens Métropole | E | 1 225 000 | 1 161 137 | 1 161 137 | 70 000 | 6% | 28 000 | 2% | | | | | 28 000 | 2% | | | | | | | 1 035 137 | 89% | | |
| Construction de 5 logements -Etouvie ilôt sud F | 2024 | 5 | 165 877 | Amiens Métropole | E | 875 000 | 829 384 | 829 384 | 50 000 | 6% | 20 000 | 2% | | | | | 20 000 | 2% | | | | | | | 739 384 | 89% | | |
| Sous Total 36 ACCESSION A LA PROPRIETE | | *256* | *154 268* | | | *42 246 723* | *39 492 557* | *39 492 557* | *2 560 000* | *6%* | *2 759 620* | *7%* | *2 511 620* | *6%* | | | *248 000* | *1%* | *11 198 570* | *28%* | | | | | *20 214 748* | *51%* | *11 389 690* | |

**37 EQUIPEMENTS PUBLICS DE PROXIMITE**

| Libellé de l'opération | Année de démarrage | Nombre de Logements | Coût ht par logement | Maitre d'ouvrage | Quartier concerné | Coût TTC | Coût HT | Base de subvention ANRU | Subvention ANRU prévisionnellle | | Ville | | EPCI | | Conseil Départemental | | Conseil régional | | Bailleur social y compris prêts | | Fonds propres CDC | | Europe | | Anah | | Autres | | PRETS |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Construction d'une médiathèque | 2020 | | | Amiens Métropole | E | 4 605 972 | 3 838 310 | 3 838 310 | 1 919 155 | 50% | | | 787 306 | 21% | | | 767 662 | 20% | | | | | | | | | 364 187 | 9% | |
| Construction d'un gymnase Jean Bouin | 2022 | | | Amiens Métropole | N | 5 411 100 | 4 509 250 | 4 714 088 | 2 151 149 | 48% | | | 1 251 851 | 28% | | | 1 106 250 | 25% | | | | | | | | | | | |
| Rénovation centre culturel J Tati | 2023 | | | Amiens Métropole | PR | 1 251 013 | 1 042 511 | 1 042 511 | 264 902 | 25% | 338 929 | 33% | | | | | 438 680 | 42% | | | | | | | | | | | |
| Création pôle de services Coursives | 2021 | | | Commune d'Amiens | E | 6 776 040 | 5 646 700 | 5 646 700 | 841 230 | 15% | 3 142 965 | 56% | | | | | 962 505 | 17% | | | | | 700 000 | 12% | | | | | |
| Construction d'un centre social et aménagement de son parvis | 2019 | | | Commune d'Amiens | N | 3 106 600 | 2 588 833 | 2 588 833 | 545 985 | 21% | 517 878 | 20% | | | | | 449 727 | 17% | | | | | | | | | 1 075 243 | 42% | |
| Construction du pôle de service de pierre Rollin | 2022 | | | Commune d'Amiens | PR | 1 914 288 | 1 595 240 | 1 595 240 | 239 286 | 15% | 1 355 954 | 85% | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Restructuration du collège Rosa Parks (MO département) | 2022 | | | Département de la Somme | E | 17 127 319 | 14 272 765 | 14 272 765 | 1 427 277 | 10% | | | | | 12 845 489 | 90% | | | | | | | | | | | | | |
| Sous Total 37 EQUIPEMENTS PUBLICS DE PROXIMITE | | | | | | *40 192 331* | *33 493 609* | *33 698 447* | *7 388 984* | *22%* | *5 355 726* | *16%* | *2 039 157* | *6%* | *12 845 489* | *38%* | *3 724 824* | *11%* | | | | | *700 000* | *2%* | | | *1 439 430* | *4%* | |

**38 IMMOBILIER A VOCATION ECONOMIQUE**

| Libellé de l'opération | Année de démarrage | Nombre de Logements | Coût ht par logement | Maitre d'ouvrage | Quartier concerné | Coût TTC | Coût HT | Base de subvention ANRU | Subvention ANRU prévisionnellle | | Ville | | EPCI | | Conseil Départemental | | Conseil régional | | Bailleur social y compris prêts | | Fonds propres CDC | | Europe | | Anah | | Autres | | PRETS |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Restructuration du centre commercial Pierre Rollin | 2022 | | | Commune d'Amiens | PR | 7 016 304 | 5 846 920 | 5 846 920 | 1 262 861 | 22% | 1 308 059 | 22% | | | | | 2 211 000 | 38% | | | | | | | | | 1 065 000 | 18% | |
| Restructuration du Colvert - Phase 2 | 2020 | | | ANCT | N | 2 083 250 | 2 083 250 | 2 083 250 | 657 095 | 32% | 5 165 | 0% | 5 165 | 0% | | | 546 803 | 26% | | | | | | | | | 869 023 | 42% | |
| Construction de 7 locaux d'activité sur le site Place Colvert | 2019 | | | Clésence | N | 1 488 712 | 1 240 593 | 1 240 593 | 342 494 | 28% | | | | | | | 247 759 | 20% | 94 735 | 8% | | | | | | | 555 605 | 45% | 94 735 |
| Sous Total 38 IMMOBILIER A VOCATION ECONOMIQUE | | | | | | *10 588 266* | *9 170 763* | *9 170 763* | *2 262 450* | *25%* | *1 313 224* | *14%* | *5 165* | *0%* | | | *3 005 562* | *33%* | *94 735* | *1%* | | | | | *2 489 628* | *27%* | *94 735* | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **OTAL NOUVEAU PROGRAMME NATIONAL DE RENOUVELLEMENT URBAIN (y compris protocole)** | | | | | | 320 989 125 | 286 461 030 | 286 614 869 | 72 351 995 | 25% | 38 946 170 | 14% | 15 258 597 | 5% | 12 845 489 | 4% | 13 187 998 | 5% | 104 391 935 | 36% | 40 000 | 0% | 700 000 | 0% | | | 29 278 878 | 10% | 92 684 772 |
| Intervention sur la résidence Rainneville | | 606 | | OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat en Somme | N | | | | 5 900 000 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | 2 100 000 |

## OPERATIONS HORS FINANCEMENT ANRU

| Libellé de l'opération (liste non exhaustive) | Année de démarrage | Nombre de Logements | Coût ht par logement | Maitre d'ouvrage | Quartier concerné | Coût TTC | Coût HT | Base de subvention | Subvention ANRU prévisionnellle | | Ville | | EPCI | | Conseil Départemental | | Conseil régional | | Bailleur social y compris prêts | | CDC | | Europe | | Anah | | Autres | | PRETS |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| OPCU | 2020-2021 | | | Amiens Métropole | M | | 320 000 | 320 000 | | | | | | | | | | | | | 160 000 | 50% | | | | | | | |
| Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété (POPAC) de la résidence Berlioz | 2020-2021 | 384 | 195 | Amiens Métropole | N | 90 000 | 75 000 | | | | | | 18 750 | 25% | | | | | | | 18 750 | 25% | | | 37 500 | 50% | | | |
| Etude pré-opérationnelle d'amélioration de l'habitat comprenant une mesure dérogatoire d'accompagnement à la mise en œuvre des « travaux d'urgence » résidence Bellevue | 2018- 2020 | | | Amiens Métropole | N | 30 540 | 25 450 | | | | | | 6 363 | 25% | | | | | | | 6 363 | 25% | | | 12 725 | 50% | | | |
| Résidentialisation ROGER MARTIN DU GARD | livrés en 2018 | 77 | 15 000 | OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat en Somme | N | 1 155 000 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Amélioration du confort thermique de la résidence Grand Ingres | livrés en 2018 | 160 | 9 716 | OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat en Somme | N | 1 554 508 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Réhabilitation / Résidentialisation des résidences du docteur Degouy et Emile Lesot | livrés en 2018 | 48 | 52 836 | OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat en Somme | N | 2 536 119 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Réhabilitation de logements diffus | 2019-2020 | 1 | 40 000 | OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat en Somme | N | 40 000 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Résidentialisation et Amélioration de la qualité de services des tours 2 et 4 rue Balzac | livrés fin 2018 | 188 | 34 470 | OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat en Somme | N | 6 480 268 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Réhabilitation thermique de la résidence DENIS CORDONNIER | 2021-2022 | 180 | 30 000 | OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat en Somme | N | 5 400 000 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Réhabilitation thermique de la résidence DEFENSE PASSIVE | 2022-2023 | 100 | 22 000 | OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat en Somme | N | 2 200 000 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Réhabilitation partielle de la résidence Porte des Flandres | 2022-2023 | 264 | 18 939 | OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat en Somme | N | 5 000 000 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Construction de 47 logements locatifs sociaux Colvert | | | | Clésence | N | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Construction de 15 logements en accession sociale rue Lesot | | | | SIP | N | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Construction de 15 logements en accession sociale -secteur Marivaux | | | | A identifier | N | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Construction de 24 logements locatifs sociaux PLS rue Fafet | | | | OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat en Somme | N | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Construction d'un équipement sportif | 2023 | | | Amiens Métropole | PR | | | 800 000 | | | | | 550 000 | 69% | | | 250 000 | 31% | | | | | | | | | | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Aménagement d'un accès au nouveau pôle de la petite enfance** | | | | **Commune d'Amiens** | **PR** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Aménagement du carrefour de Dortmund** | | | | **Commune d'Amiens** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Requalification et résidentialisation des résidences Dorgeles** | | **301** | | **I3F** | **PR** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | **OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Requalification de la résidence Pierre Rollin** | | **108** | | **en Somme** | **PR** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Construction d'une maison de la petite enfance** | **2019-2020** | | | **Commune d'Amiens** | **PR** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Extension du supermarché Auchan** | | | | **Groupe Auchan** | **PR** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Requalification de l'allée Vallauris** | | | | **Commune d'Amiens** | **PR** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Requalification des résidences Beaulieu et Beausoleil** | | | | **Clésence** | **PR** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | **OPH AM - Syndicat mixte de l'habitat** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Requalification des résidences Beaulieu Est** | | | | **en Somme** | **PR** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Réhabilitation du bâtiment R rue d'Anjou secteur Bretagne** | **2020** | **106** | | **SIP** | **E** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Réflexion sur la requalification des autres bâtiments du secteur Bretagne** | | | | **SIP** | **E** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Réflexion sur la requalification des autres bâtiments du secteur Artois** | | | | **SIP** | **E** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Construction de 104 logements en accession sociale à la propriété sur l'îlot Sud** | | | | **A identifier** | **E** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Construction de 45 logements en accession sociale à la propriété secteur Thuillez** | | | | **A identifier** | **E** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Aménagement d'une aire sportive Plaine Varlin** | **2019-2020** | | | **Commune d'Amiens** | **E** | **40 000** | **33 333** | | | | **6 667** | 20% | | | | | | | | | | | | | | | **26 667** | 80% | |
| **Développement des jardins partagés sur la plaine Varlin** | | | | **Commune d'Amiens** | **E** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| **Construction d'un supermarché et d'un pôle médical Coursives** | **2019-2021** | | | **Privé** | **E** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.1

**Fiche descriptive de l'opération d'ingénierie - études et conduite de projet - du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maitre d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| CA AMIENS METROPOLE | Mission d'appui aux entreprises situées en ZFU-Territoire |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| Mission d'appui aux entreprises situées en ZFU-Territoire | 785-6080003-14-0001-001 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Le Grand Projet de Ville et le premier Programme de Rénovation Urbaine ont doté les quartiers prioritaires d'une offre immobilière d'entreprise non négligeable puisque les quartiers nord, inscrits en ZFU, cumulent à eux seuls près de 6000 m² dédiés à l'accueil d'activité économique. Presque trente ans plus tard, il s'avère nécessaire de faire un bilan approfondi, d'adapter les équipements (raccordement de la fibre, amélioration de la lisibilité, amélioration de l'accessibilité, création de services aux entreprises...) et de recréer un réseau de professionnels à l'échelle de l'ex ZFU- aujourd'hui Territoire Entrepreneur; car si la pépinière Septentrion constitue un succès, les taux de remplissage fluctuent pour atteindre au maximum 60% sur les deux hôtels d'entreprises ECOPOLIS.
Pour cela, il est proposé d'engager une mission d'observatoire et d'animation du tissu entrepreneurial.

Le contenu de l'étude est envisagé en 3 volets :
1/ La constitution d'un observatoire de l'offre économique
Identification des entreprises présentes en ZFU / QPV Amiens Nord
Répartition par secteur d'activité, par lieu, par effectif, en QPV/hors QPV
Analyse des embauches effectuées par ces entreprises, type de contrat, qualification des postes, origine des embauchés
Création d'un modèle / outil permettant la mise à jour des données (nb d'entreprises...) pour disposer d'éléments d'informations à jour

2 / Une Enquête auprès des entreprises installées en ZFU, pour :
- mieux connaitre les entreprises en place et leurs besoins en services, en équipements (modification de l'immobilier présent, nouveaux modes de travail, analyse du fonctionnement des immeubles) ; en besoin d'animation, d'informations, présence de partenaires, de prestataires ; en recrutement / emploi.
- identifier des critères d'attractivité / des freins pour s'installer
- identifier des besoins ou manques en terme de services complémentaires pour les entreprises (crèche, restau, club entreprise, besoins internes aux bâtiments (salle de réunion, accueil, parking.....)

3 / Une mission d'animation territoriale comprenant :
- le partage des enjeux à créer un réseau d'entreprises
- recréer des temps d'échange, mettre en lien les entreprises de la ZFU et du centre ville
- assurer la promotion du « territoire entrepreneur » et développer les implantations en ZFU et sur les quartiers nord (cible les porteurs)
- favoriser la passerelle entre la pépinière et les hôtels d'entreprises et l'école (université à toute proximité)
- étudier la faisabilité d'un lieu dédié à l'entrepreneuriat (centre de ressources, de contacts...)

Cette prestation sera suivie et poursuivie par le service Développement Économique et le service Politique de la Ville.

## Localisation de l'opération

| **Périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| | L'étude inclue l'ensemble du tissu économique de la ZFU- Territoire Entrepreneur qui s'étend hors QPV. ZFU = 40 entreprises en QPV + 25 entreprises hors QPV. |
| **Commune de rattachement** | |
| Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation** | |
| Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques selon la nature de l'opération d'ingénierie :**

***- études, expertises et moyens d'accompagnement du projet***

| Nombre de quartiers concernés par les actions portant sur la participation et la coconstruction du projet | Nombre de quartiers concernés par les actions portant sur l'histoire et la mémoire des quartiers sur le champ urbain |
|---|---|
| | |

***- accompagnement des ménages***

| Nature de l'accompagnement | Nombre de ménages concernés |
|---|---|
| | |

***- conduite de projet*** *(annexer l'organigramme)*

| Nombre et profil de poste | Montant de l'assiette forfaitaire annuelle retenu par profil de poste | Temps d'affectation au projet | Durée de financement | Observation particulière |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

| | |
|---|---|
| Nombre d'ETP moyen par an | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Taux de subvention :
Localisation :
Autre :

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| PRESTATIONS EXTERNES | ASSIETTE SUBVENTIONNABLE | TAUX DE SUBVENTION | MONTANT DE SUBVENTION |
|---|---|---|---|
| ETUDES, EXPERTISES ET MOYENS D'ACCOMPAGNEMENT<br>PARTICIPATION ET COCONSTRUCTION<br>HISTOIRE ET MÉMOIRE<br>ACCOMPAGNEMENT DES MENAGES<br>MOYENS D'APPUI AU PILOTAGE OPERATIONNEL | 25 000,00 € | 50,00 % | 12 500,00 € |
| Majoration du taux de subvention pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | | | - € |
| **TOTAL SUBVENTION EXTERNE RETENUE :** | **25 000,00 €** | **50,00 %** | **12 500,00 €** |

| MOYENS INTERNES | ASSIETTE SUBVENTIONNABLE | TAUX DE SUBVENTION | MONTANT DE SUBVENTION |
|---|---|---|---|
| CONDUITE DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN<br>ACTIONS ET MISSIONS D'ACCOMPAGNEMENT DES MENAGES A RELOGER<br>COORDINATION INTERNE DES ORGANISMES HLM | | | |
| Majoration du taux de subvention pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | | | - € |
| **TOTAL SUBVENTION INTERNE RETENUE :** | | | **- €** |
| **TOTAL SUBVENTION :** | | | **12 500,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 25 000,00 € | montant TTC : | 30 000,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | 12 500,00 € | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 12 500,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 25 000,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.2.1

**Fiche descriptive de l'opération d'ingénierie - études et conduite de projet - du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| CA AMIENS METROPOLE | Etude de sureté |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| | 785-6080003-14-0001-002 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Le projet urbain des quartiers nord comprend la démolition de 616 logements. A ce titre, le porteur de projet menera une étude de sureté et de sécurité publique afin d'établir une méthode et des préconisations visant la protection des personnes et des biens contre les menaces et agressions occasionnées par le NPNRU. Le classement du quartier en Zone de Sécurité Prioritaire (ZSP) et l'étude similaire menée en ANRU 1 ont d'ores et déjà permis la mise en œuvre d'un process particulier pour les opérations d'envergure sur le quartier. Cette méthodologie est toujours appliquée et s'est vue intégrée dans les modes de faire. Elle se traduit par une concertation accrue avec les services de police au stade de définition, de conception et de travaux, pouvant influer sur les principes d'aménagement retenus. Une nouvelle étude permettra de remobiliser les partenaires sur les enjeux de sécurité des nouvelles opérations et viendra amender la méthodologie actuelle.

## Localisation de l'opération

| **Périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Quartiers nord | |
| **Commune de rattachement** | |
| Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation** | |
| Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques selon la nature de l'opération d'ingénierie :**

***- études, expertises et moyens d'accompagnement du projet***

| Nombre de quartiers concernés par les actions portant sur la participation et la coconstruction du projet | | Nombre de quartiers concernés par les actions portant sur l'histoire et la mémoire des quartiers sur le champ urbain | |
|---|---|---|---|

***- accompagnement des ménages***

| Nature de l'accompagnement | | Nombre de ménages concernés | |
|---|---|---|---|

***- conduite de projet*** *(annexer l'organigramme)*

| Nombre et profil de poste | Montant de l'assiette forfaitaire annuelle retenu par profil de poste | Temps d'affectation au projet | Durée de financement | Observation particulière |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |
| Nombre d'ETP moyen par an | | | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 3 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**
Taux de subvention :
Localisation :
Autre :

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| PRESTATIONS EXTERNES | ASSIETTE SUBVENTIONNABLE | TAUX DE SUBVENTION | MONTANT DE SUBVENTION |
|---|---|---|---|
| ETUDES, EXPERTISES ET MOYENS D'ACCOMPAGNEMENT<br>PARTICIPATION ET COCONSTRUCTION<br>HISTOIRE ET MÉMOIRE<br>ACCOMPAGNEMENT DES MENAGES<br>MOYENS D'APPUI AU PILOTAGE OPERATIONNEL | 20 000,00 € | 50,00% | 10 000,00 € |
| Majoration du taux de subvention pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | | | - € |
| **TOTAL SUBVENTION EXTERNE RETENUE :** | **20 000,00 €** | **50,00%** | **10 000,00 €** |

| MOYENS INTERNES | ASSIETTE SUBVENTIONNABLE | TAUX DE SUBVENTION | MONTANT DE SUBVENTION |
|---|---|---|---|
| CONDUITE DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN<br>ACTIONS ET MISSIONS D'ACCOMPAGNEMENT DES MENAGES A RELOGER<br>COORDINATION INTERNE DES ORGANISMES HLM | | | |
| Majoration du taux de subvention pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | | | - € |
| **TOTAL SUBVENTION INTERNE RETENUE :** | | **0,00%** | **- €** |
| **TOTAL SUBVENTION :** | | | **10 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 20 000,00 € | montant TTC : | 24 000,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | 10 000,00 € | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 10 000,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 20 000,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.2.1

**Fiche descriptive de l'opération d'ingénierie - études et conduite de projet - du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maitre d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| CA AMIENS METROPOLE | Conduite de projet NPNRU |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| | 785-6999999-14-0001-003 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Le NPNRU concerne trois quartiers prioritaires dont deux d'intérêt national (Amiens Nord et Etouvie) et un d'intérêt régional (Pierre Rollin). Le porteur de projet a décidé de dédier un service à la mise en place et à la coordination du programme de renouvellement urbain dans toutes ses composantes. Ce service est dirigé par un chef de projet NPNRU/ chef de service. Il existe un poste de chargé de mission par quartier prioritaire compte tenu de l'ampleur des projets, notamment sur le Nord et sur Etouvie. Le chargé de mission PRU Pierre Rollin est aussi chargé de mission GUP.

Egalement, compte tenu du volume de démolition de logements, un chargé de relogement accompagne les ménages avant, pendant et après le relogement. Il participe au comité de relogement interbailleurs qui a été mis en place dès le stade du protocole de préfiguration de la convention NPNRU.

## Localisation de l'opération

| **Périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| 3quartiers et hors site | 3 quartiers prioritaires et sites de reconstitution hors site |
| **Commune de rattachement** | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 66666 6999999 QPV multisite (Intérêt national) | |
| **Situation** | |
| Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques selon la nature de l'opération d'ingénierie :**

***- études, expertises et moyens d'accompagnement du projet***

| Nombre de quartiers concernés par les actions portant sur la participation et la coconstruction du projet | | Nombre de quartiers concernés par les actions portant sur l'histoire et la mémoire des quartiers sur le champ urbain | |
|---|---|---|---|

***- accompagnement des ménages***

| Nature de l'accompagnement | | Nombre de ménages concernés | |
|---|---|---|---|

***- conduite de projet*** *(annexer l'organigramme)*

| Nombre et profil de poste | Montant de l'assiette forfaitaire annuelle retenu par profil de poste | Temps d'affectation au projet | Durée de financement | Observation particulière |
|---|---|---|---|---|
| Chef de projet NPNRU | 115 000,00 € | 100% | 12 | |
| Chargée de mission PRU Rollin et Gup | 95 000,00 € | 100% | 12 | |
| 2 chargées de mission PRU Nord et Etouvie | 190 000,00 € | 100% | 12 | |
| Chargée de relogement | 95 000,00 € | 100% | 12 | |
| Nombre d'ETP moyen par an | 5,00 | | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 12 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**
Taux de subvention :
Localisation :
Autre :

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| PRESTATIONS EXTERNES | ASSIETTE SUBVENTIONNABLE | TAUX DE SUBVENTION | MONTANT DE SUBVENTION |
|---|---|---|---|
| ETUDES, EXPERTISES ET MOYENS D'ACCOMPAGNEMENT | | | |
| PARTICIPATION ET COCONSTRUCTION | | | |
| HISTOIRE ET MÉMOIRE | | | |
| ACCOMPAGNEMENT DES MENAGES | | | |
| MOYENS D'APPUI AU PILOTAGE OPERATIONNEL | | | |
| Majoration du taux de subvention pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | | | - € |
| **TOTAL SUBVENTION EXTERNE RETENUE :** | | **0,00%** | **- €** |

| MOYENS INTERNES | ASSIETTE SUBVENTIONNABLE | TAUX DE SUBVENTION | MONTANT DE SUBVENTION |
|---|---|---|---|
| CONDUITE DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN | 2 400 000,00 € | 50,00% | 1 200 000,00 € |
| ACTIONS ET MISSIONS D'ACCOMPAGNEMENT DES MENAGES A RELOGER | 570 000,00 € | 50,00% | **285 000,00 €** |
| COORDINATION INTERNE DES ORGANISMES HLM | | | |
| Majoration du taux de subvention pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | | | - € |
| **TOTAL SUBVENTION INTERNE RETENUE :** | **2 970 000,00 €** | **50,00%** | **1 485 000,00 €** |
| **TOTAL SUBVENTION :** | | | **1 485 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 2 970 000,00 € | montant TTC : | 2 970 000,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | 1 485 000,00 € | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 1 485 000,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 2 970 000,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.1

**Fiche descriptive de l'opération d'ingénierie - études et conduite de projet - du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maître d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| CA AMIENS METROPOLE | Communication NPNRU |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| | 785-6999999-14-0001-004 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

En termes de communication, Amiens Métropole dans le cadre du NPNRU à venir souhaite intensifier les opérations de communication et de concertation afin :

-d'organiser une information efficace sur les projets à venir ou en cours auprès des habitants et surtout à destination des partenaires des quartiers à savoir les conseils citoyens et les comités de quartier principalement (les flash info: outil prilégié d'informations pour annoncer les démarrages travux et informer de l'avancée des chantiers de chaque opération, communiqué divers, journaux...);

-continuer à développer les maisons des projets , ouvertes depuis le 1er semestre 2018 pour Amiens Nord et Etouvie, en y ajoutant des outils de communication innovants (maquettes 3D, jeux interactifs, tablette numérique...) ou encore des outils davantage pédagogiques et surtout adaptés aux différents publics (enfants, personnes âgées, personnes ayant des difficultés avec la lecture...) reçus dans les maisons des projets (achats de livres...) en complément des outils classiques (panneaux d'exposition, flamme, petites fournitures pour la tenue des ateliers PRU et des Urbamômes...);

-de promouvoir les actions réalisées dans les maisons des projets, les réunions de concertation ou autres évènements en lien avec les thématiques du renouvellement urbain (affiches, flyers, création de BD ..)

-d'organiser des évènements autour du renouvellement urbain avec les écoles, les associations, les partenaires des quartiers et du programme de renouvellement urbain (achats ou locations de petits matériels, frais de bouche et achats ou locations divers...);

-de mettre en relief l'action d'Amiens Métropole en matière de renouvellement urbain afin de lui apporter une visibilité au sein de ses services mais aussi à l'extérieur ( plaquette de promotion, film, interview ...);Amiens Métropole souhaite s'adjoindre les services d'un prestataire extérieur pour la conception et la mise en page des documents spécifiques liés aux thématiques du renouvellement urbain, la GUP, le jardinage...(nouveau marché à passer en 2019). Un prestataire extérieur, Grand Nord a déjà défini une ligne graphique pour les opérations de renouvellement urbain.

La communauté d'agglomération passera également par un prestataire extérieur pour la distribution des différents documents de communication à destination des habitants des quartiers (marché à lancer en 2019).A noter :

Les maisons des projets se mettent progressivement en place sur les 3 quartiers prioritaires (lieu restant à définir pour Etouvie). Les activités au sein de celles-ci se développent avec la création d'ateliers multiples à destination des enfants mais aussi des associations...Ce sont les ateliers PRU de sensibilisation sur le renouvellement urbain tout au long de l'année;ainsi que les ateliers UrbaMômes qui se déroulent durant les vacances scolaires avec un guide conférencier. L'objectif de ces derniers est de montrer leur quartier de façon différente, aux enfants et habitants, avec toujours le lien au renouvellement urbain. Après une visite sur site, un atelier de création est proposé : presse papier en béton, maison en carton...

## Localisation de l'opération

| **Périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| 3 quartiers + Hors site | 3 quartiers prioritaires et hors site pour les reconstitutions |
| **Commune de rattachement** | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 66666 6999999 QPV multisite (Intérêt national) | |
| **Situation** | |
| Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques selon la nature de l'opération d'ingénierie :**

***- études, expertises et moyens d'accompagnement du projet***

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nombre de quartiers concernés par les actions portant sur la participation et la coconstruction du projet | 3 | Nombre de quartiers concernés par les actions portant sur l'histoire et la mémoire des quartiers sur le champ urbain | |

***- accompagnement des ménages***

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'accompagnement | | Nombre de ménages concernés | |

***- conduite de projet*** *(annexer l'organigramme)*

| Nombre et profil de poste | Montant de l'assiette forfaitaire annuelle retenu par profil de poste | Temps d'affectation au projet | Durée de financement | Observation particulière |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

| | | |
|---|---|---|
| Nombre d'ETP moyen par an | 4,33 | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 12 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**
Taux de subvention :
Localisation :
Autre :

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| PRESTATIONS EXTERNES | ASSIETTE SUBVENTIONNABLE | TAUX DE SUBVENTION | MONTANT DE SUBVENTION |
|---|---|---|---|
| ETUDES, EXPERTISES ET MOYENS D'ACCOMPAGNEMENT<br>PARTICIPATION ET COCONSTRUCTION<br>HISTOIRE ET MÉMOIRE<br>ACCOMPAGNEMENT DES MENAGES<br>MOYENS D'APPUI AU PILOTAGE OPERATIONNEL | 300 000,00 € | 50,00% | 150 000,00 € |
| Majoration du taux de subvention pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | | | - € |
| **TOTAL SUBVENTION EXTERNE RETENUE :** | **300 000,00 €** | **50,00%** | **150 000,00 €** |

| MOYENS INTERNES | ASSIETTE SUBVENTIONNABLE | TAUX DE SUBVENTION | MONTANT DE SUBVENTION |
|---|---|---|---|
| CONDUITE DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN<br>ACTIONS ET MISSIONS D'ACCOMPAGNEMENT DES MENAGES A RELOGER<br>COORDINATION INTERNE DES ORGANISMES HLM | | | |
| Majoration du taux de subvention pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | | | - € |
| **TOTAL SUBVENTION INTERNE RETENUE :** | | **0,00%** | **- €** |
| **TOTAL SUBVENTION :** | | | **150 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 300 000,00 € | montant TTC : | 360 000,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | 130 000,00 € | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | 20 000,00 € | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 150 000,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 300 000,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.1

**Fiche descriptive de l'opération d'ingénierie - études et conduite de projet - du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| CA AMIENS METROPOLE | Mémoire des quartiers |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| | 785-6999999-14-0001-005 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Concernant l'aspect mémoire, la collectivité souhaite soutenir les projets d'associations locales, visant à valoriser la mémoire des habitants de chaque quartier durant les phases avant , pendant et après relogement et à mettre en avant les transformations urbaines. Ces projets pourront être artistiques, culturels, numériques, etc , avec une dimension sociale d'accompagnement du changement pour les familles. Ils devront permettre de conserver une trace physique (écrits, objets, photos, films,...) des évolutions du quartier et du ressenti des habitants. La maison des projets pourra être l'un des outil de communication privilégié dans ce cadre et les conseils citoyens seront largement associés à ces actions.

## Localisation de l'opération

| **Périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| 3 quartiers + Hors site | 3 quartiers prioritaires et hors site pour les reconstitutions |
| **Commune de rattachement** | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 66666 6999999 QPV multisite (Intérêt national) | |
| **Situation** | |
| Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques selon la nature de l'opération d'ingénierie :**

***- études, expertises et moyens d'accompagnement du projet***

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nombre de quartiers concernés par les actions portant sur la participation et la coconstruction du projet | | Nombre de quartiers concernés par les actions portant sur l'histoire et la mémoire des quartiers sur le champ urbain | 3 |

***- accompagnement des ménages***

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'accompagnement | | Nombre de ménages concernés | |

***- conduite de projet*** *(annexer l'organigramme)*

| Nombre et profil de poste | Montant de l'assiette forfaitaire annuelle retenu par profil de poste | Temps d'affectation au projet | Durée de financement | Observation particulière |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

| | | |
|---|---|---|
| Nombre d'ETP moyen par an | 4,33 | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 12 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**
Taux de subvention :
Localisation :
Autre :

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| PRESTATIONS EXTERNES | ASSIETTE SUBVENTIONNABLE | TAUX DE SUBVENTION | MONTANT DE SUBVENTION |
|---|---|---|---|
| ETUDES, EXPERTISES ET MOYENS D'ACCOMPAGNEMENT<br>PARTICIPATION ET COCONSTRUCTION<br>HISTOIRE ET MÉMOIRE<br>ACCOMPAGNEMENT DES MENAGES<br>MOYENS D'APPUI AU PILOTAGE OPERATIONNEL | 200 000,00 € | 50,00% | 100 000,00 € |
| Majoration du taux de subvention pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | | | - € |
| **TOTAL SUBVENTION EXTERNE RETENUE :** | **200 000,00 €** | **50,00%** | **100 000,00 €** |

| MOYENS INTERNES | ASSIETTE SUBVENTIONNABLE | TAUX DE SUBVENTION | MONTANT DE SUBVENTION |
|---|---|---|---|
| CONDUITE DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN<br>ACTIONS ET MISSIONS D'ACCOMPAGNEMENT DES MENAGES A RELOGER<br>COORDINATION INTERNE DES ORGANISMES HLM | | | |
| Majoration du taux de subvention pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | | | - € |
| **TOTAL SUBVENTION INTERNE RETENUE :** | | **0,00%** | **- €** |
| **TOTAL SUBVENTION :** | | | **100 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 200 000,00 € | montant TTC : | 240 000,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | 80 000,00 € | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | 20 000,00 € | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 100 000,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 200 000,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.1

**Fiche descriptive de l'opération d'ingénierie - études et conduite de projet - du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| COMMUNE D'AMIENS | Missions urbanistes 3 sites |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| | 785-6999999-14-0002-001 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
L'urbaniste devra rédiger, en accord avec les stratégies de chaque partenaire, un cahier de prescriptions générales. Il sera également sollicité sur les opérations complexes pour un travail d'esquisse afin que le projet global reste en adéquation avec ses propositions de la phase d'étude urbaine jusqu'à la phase réallisation

## Localisation de l'opération

| **Périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Etouvie, Pierre Rollin et Nord | Ensemble des quartiers Etouvie, Nord et Pierre Rollin |
| **Commune de rattachement** | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 66666 6999999 QPV multisite (Intérêt national) | |
| **Situation** | |
| Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques selon la nature de l'opération d'ingénierie :**

***- études, expertises et moyens d'accompagnement du projet***

| | |
|---|---|
| Nombre de quartiers concernés par les actions portant sur la participation et la coconstruction du projet | Nombre de quartiers concernés par les actions portant sur l'histoire et la mémoire des quartiers sur le champ urbain |

***- accompagnement des ménages***

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'accompagnement | | Nombre de ménages concernés | |

***- conduite de projet*** *(annexer l'organigramme)*

| Nombre et profil de poste | Montant de l'assiette forfaitaire annuelle retenu par profil de poste | Temps d'affectation au projet | Durée de financement | Observation particulière |
|---|---|---|---|---|
| | | | | |

| | |
|---|---|
| Nombre d'ETP moyen par an | 4,00 |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 12 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**
Taux de subvention :
Localisation :
Autre :

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| PRESTATIONS EXTERNES | ASSIETTE SUBVENTIONNABLE | TAUX DE SUBVENTION | MONTANT DE SUBVENTION |
|---|---|---|---|
| ETUDES, EXPERTISES ET MOYENS D'ACCOMPAGNEMENT<br>PARTICIPATION ET COCONSTRUCTION<br>HISTOIRE ET MÉMOIRE<br>ACCOMPAGNEMENT DES MENAGES<br>MOYENS D'APPUI AU PILOTAGE OPERATIONNEL | 450 000,00 € | 35,00% | 157 500,00 € |
| Majoration du taux de subvention pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | | | - € |
| **TOTAL SUBVENTION EXTERNE RETENUE :** | **450 000,00 €** | **35,00%** | **157 500,00 €** |

| MOYENS INTERNES | ASSIETTE SUBVENTIONNABLE | TAUX DE SUBVENTION | MONTANT DE SUBVENTION |
|---|---|---|---|
| CONDUITE DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN<br>ACTIONS ET MISSIONS D'ACCOMPAGNEMENT DES MENAGES A RELOGER<br>COORDINATION INTERNE DES ORGANISMES HLM | | | |
| Majoration du taux de subvention pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | | | - € |
| **TOTAL SUBVENTION INTERNE RETENUE :** | | **0,00%** | **- €** |
| **TOTAL SUBVENTION :** | | | **157 500,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 450 000,00 € | montant TTC : | 540 000,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 292 500,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 157 500,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 450 000,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.3.1

**Fiche descriptive de l'opération de démolition de logements locatifs sociaux du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maître d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| SOCIETE IMMO PICARDE D HLM | Démolition 116 LLS bât H |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| | 785-6080001-21-0001-001 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Le bâtiment H du square Emile Thuillez construit en 1970 est composé de 8 entrées et 116 logements. La caratéristique de ce bâtiment réside dans sa conception, il est un des bâtiments les plus hauts du quartier (R+7) et constitue un front bâti pour la rue Emile Thuillez. Les problématiques d'occupation que la SIP avait sur le bâtiment des Coursives se sont déplacées vers ce bâtiment (trafic de drogue, incivillités, dégradations majeures). Le projet de démolition des 116 logements existants ( 32 T3; 54 T4; 30 T5) permet de restructurer en totalité l'îlot et de l'ouvrir vers le groupe scolaire Léon Lamotte et de l'îlot des Corbières. La démolition devra aussi prendre en compte la présence d'amiante dans les logements.
Le calendrier opérationnel tient compte d'une période de relogement des familles de 48 mois (majorité de grands logements). Trois associations présentes à ce jour seront également à reloger.

L'emprise laissée après démolition du bâtiment H appartient à ce jour en totalité à la SIP. Elle correspond à une surface globale de 6 100m² et est destiné à :
-la construction par la SIP de 24 LLS dérogatoire sur 2 000m²;
-l'aménagement d'un cheminement piéton par la Ville d'Amiens sur une emprise de 500m²;

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Square Emile Thuillez - Etouvie | |
| **Commune de réalisation** | |
| 80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 80021 Amiens 6080001 Étouvie | |
| **Situation** | |
| Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature des logements démolis : | Logement Locatif Social | Emprise foncière concernée, référence des parcelles cadastrales : | |
| Période de construction des bâtiments à démolir : | 1970 | | |
| Nombre de LLS concernés : | 116 | Destination(s) foncière(s) envisagée(s) : | Une emprise de 6 100m² appartenant à la SIP :<br>-2 000m² à usage de reconstitution de 24 logements locatifs PLUS par la SIPdont la dérogation a été accordée par l'ANRU lors du CE du 13 mars 2019<br>-500m² pour l'aménagement par la Ville année 2000, remplacement des menuiseries extérieures en GE pour 380 000 € soit 3 275 au logt |
| Nombre de ménages à reloger : | 110 | | |
| Nombre de locaux commerciaux, locatifs, ou autres que LLS à démolir : | 3 | Date de la dernière réhabilitation et coût par logement : | |
| Présence de locaux commerciaux, locatifs, ou autres que LLS à démolir : | Locaux à usage associatif (Resto du Cœur, banque alimentaire, association des locataires ALQE) | En cas de rachat dans les 5 ans précédant la validation du financement de l'opération par l'Anru, date du rachat :<br>En cas de réhabilitations successives dans les 5 ans précédant la validation du financement de l'opération par l'Anru, date de la réhabilitation la plus ancienne : | |
| Présence d'amiante le cas échéant (caractéristiques et impacts financiers) : | Présence d'amiante dans la toiture / tuyaux d'évacuation, sol des logements, dans les bandes calicots des logements et dans la faïence. Estimation du désamiantage à 5000 €/logt | Avancement de la concertation, notamment avec la/les associations de locataires et l'enquête sociale : | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 11 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant des dépenses subventionnables : | 4 836 595,11 € |
| Montant des recettes retenues : | 387 300,00 € |
| **Assiette subventionnable (déficit) :** | **4 449 295,11 €** |
| Taux de subvention du déficit applicable à l'assiette subventionnable : | 80,00% |
| Majoration du taux de subvention pour les organismes HLM en situation financière fragile, ou en cas de soutenabilité financière estimée difficile (avis du comité spécifique) : | |
| Majoration pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | |
| **TAUX DE SUBVENTION RETENU** | **80,00%** |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION** | **3 559 436,09 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 4 814 275,11 € | montant TTC : | 5 187 231,11 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 867 539,02 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | 387 300,00 € | | |
| | ANRU : | 3 559 436,09 € | | |
| | Total des co-financements : | 4 814 275,11 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

| | |
|---|---|
| Commentaires particuliers, le cas échéant | La case autre d'un montant de 387 300€ correspond à :<br>- la cession de la SIP à la Ville d'Amiens de 500m² à 15€ le m², soit 7 500 € ;<br>-la constitution d'une réserve foncière par la SIP de 3 600m² ayant une valeur estimée à 30,50€lem², soit 109 800€;<br>-la production de LLS sur une emprise de 2 000m² à 135€ du m² soit un montant estimé à 270 000€. |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.3.1

**Fiche descriptive de l'opération de démolition de logements locatifs sociaux du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>SOCIETE IMMO PICARDE D HLM | **Intitulé de l'opération**<br>Démolition partielle 36 LLS Bât A |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080001-21-0001-002 |

## Objectifs et elements clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Le bâtiment A de l'Avenue de Picardie construit en 1957 est composé de 16 entrées et 156 logements. La caratéristique de ce bâtiment réside dans sa proportion, car avec une longueur de plus de 300 mètres, il est le bâtiment le plus long du quartier et constitue un front bâti et une fracture sur l'ouverture du quartier. Le projet de démolition de 36 logements (32 T4 et 4T3) sur les 156 existants permet de retrouver un caractère d'urbanité et un adressage au plus près des bâtiments. La création de trois immeubles de 40 logements chacun permet de favoriser les cheminements Nord-Sud à travers le quartier. Le projet de démolition sera complété par le devoiement des réseaux de chauffage et eau chaude alimentés par la chaufferie collective du quartier et la reprise en sous œuvre du bâtiment au droit de la démolition et la reprise des facades et des pignons aprés démolition. La démolition devra aussi prendre en compte la présence d'amiante dans les logements et la toiture. Une période de relogement de 24 mois est incluse dans le calendrier opérationnel pour reloger les familles des 36 logements à démolir ainsi que les 40 familles habitants sur les pignons.

Après démolition des 36 logements, la SIP cèdera à la Ville d'Amiens les emprises des passages sous porche, soit environ 3 000m² à 1€ le m², soit 3 000€. La Ville d'Amiens aménagera ces 3 000m² en espaces publics piétons avec accessibilité (compte tenu du dénivelé).

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>Avenue de Picardie - quartier d'Etouvie | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080001 Étouvie | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature des logements démolis : | Logement Locatif Social | Emprise foncière concernée, référence des parcelles cadastrales : | |
| Période de construction des bâtiments à démolir : | 1957 | | |
| Nombre de LLS concernés : | 36 | Destination(s) foncière(s) envisagée(s) : | 3 000m² à destination de cheminements piétons qui seront aménagés par la Ville d'Amiens et cédés de la SIP à la Ville d'Amiens à 1€ le m². |
| Nombre de ménages à reloger : | 81 | | |
| Nombre de locaux commerciaux, locatifs, ou autres que LLS à démolir : | aucun | Date de la dernière réhabilitation et coût par logement : | 1994: réhabilitation PALULOS de 1 950 000 € HT soit 13 000 €/logt + 630 000 € en GE pour le remplacement des menuiseries extérieures |
| Présence de locaux commerciaux, locatifs, ou autres que LLS à démolir : | aucun | En cas de rachat dans les 5 ans précédant la validation du financement de l'opération par l'Anru, date du rachat : | |
| | | En cas de réhabilitations successives dans les 5 ans précédant la validation du financement de l'opération par l'Anru, date de la réhabilitation la plus ancienne : | |
| Présence d'amiante le cas échéant (caractéristiques et impacts financiers) : | Amiante dans la toiture / les tuyaux d'évacuation / le sol des logements / les bandes calicots des logts et dans la faience. Estimation du désamiantage de + de 5000 €/logt | Avancement de la concertation, notamment avec la/les associations de locataires et l'enquête sociale : | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 7 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant des dépenses subventionnables : | 2 161 670,02 € |
| Montant des recettes retenues : | 3 000,00 € |
| **Assiette subventionnable (déficit) :** | **2 158 670,02 €** |
| Taux de subvention du déficit applicable à l'assiette subventionnable : | 80,00 % |
| Majoration du taux de subvention pour les organismes HLM en situation financière fragile, ou en cas de soutenabilité financière estimée difficile (avis du comité spécifique) : | |
| Majoration pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | |
| **TAUX DE SUBVENTION RETENU** | **80,00 %** |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION** | **1 726 936,02 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 2 161 670,02 € | montant TTC : | 2 325 560,02 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 431 734,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | 3 000,00 € | | |
| | ANRU : | 1 726 936,02 € | | |
| | Total des co-financements : | 2 161 670,02 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.3.1

**Fiche descriptive de l'opération de démolition de logements locatifs sociaux du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maitre d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| SOCIETE IMMO PICARDE D HLM | Démolition partielle 80 LLS bât B |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| | 785-6080001-21-0001-003 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Le bâtiment B de la rue d'Artois construit en 1968 est composé de 9 entrées et 180 logements. La caratéristique de ce bâtiment réside dans sa conception, car avec une longueur de plus de 200 m, il est le deuxième bâtiment le plus long après le bâtiment A de l'avenue de Picardie. Bâtiment en R+4, il constitue un front bâti empêchant le raccordement du quartier d'EST en OUEST. Le projet de démolition de 80 logements sur les 180 existants actuellement permet de répondre à une transformation plus marquée de ce secteur et de changer l'image de celui-ci permettant une attractivité nouvelle dans la perspective d'un futur lotissement d'environ 80 logements sur l'îlot Sud voisin. La reprise en sous œuvre du bâtiment au droit de la démolition/la reprise du pignon aprés démolition. Les 100 logements restants feront l'objet d'une réhabilitation ambitieuse.Le délai de prise en compte du relogement est de 36 mois antérieure à la date de démarrage des travaux de démolition (1 semestre 2024). Une période de 36 mois de relogement est envisagée dans la mesure où il s'agit de petites typologies (essentiellement T2 et T3) à très bas loyers. La reconstitution d'une partie de l'offre sur l'îlot Sud (30 logements LLS dont la dérogation a été accordée par l'ANRU) à proximité devra être réalisée au préalable afin d'accueillir une partie des familles à reloger.

Suite à la démolition, l'emprise foncière appartenant à la SIP (1 200m²) sera vendue à la Ville d'Amiens au prix de 15€ le m² pour la réalisation de la nouvelle voie Est-Ouest aménagée par la Ville d'Amiens.

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Rue d'Artois - Quartier d'Etouvie | |
| **Commune de réalisation** | |
| 80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 80021 Amiens 6080001 Étouvie | |
| **Situation** | |
| Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature des logements démolis : | Logement Locatif Social | Emprise foncière concernée, référence des parcelles cadastrales : | |
| Période de construction des bâtiments à démolir : | 1968 | | |
| Nombre de LLS concernés : | 80 | Destination(s) foncière(s) envisagée(s) : | L'emprise laissée libre suite à la démolition (1 200m²) sera cédée par la SIP à la Ville d'Amiens (à 15€/m²) pour la création de la nouvelle voie Est-Ouest. |
| Nombre de ménages à reloger : | 95 | | |
| Nombre de locaux commerciaux, locatifs, ou autres que LLS à démolir : | 0 | Date de la dernière réhabilitation et coût par logement : | Année 1994: réhabilitation PALULOS pour un montant de 2 061 000 € HT, soit 13 000 €/logt + changements des menuiseries extérieures (année 2000) pour 553 000 € |
| Présence de locaux commerciaux, locatifs, ou autres que LLS à démolir : | 0 | En cas de rachat dans les 5 ans précédant la validation du financement de l'opération par l'Anru, date du rachat : | |
| | | En cas de réhabilitations successives dans les 5 ans précédant la validation du financement de l'opération par l'Anru, date de la réhabilitation la plus ancienne : | |
| Présence d'amiante le cas échéant (caractéristiques et impacts financiers) : | Amiante dans la toiture / les tuyaux d'évacuation / le sol des logements / les bandes calicots des logts et dans la faience. Estimation du désamiantage de + de 5000 €/logt | Avancement de la concertation, notamment avec la/les associations de locataires et l'enquête sociale : | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2021 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 9 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant des dépenses subventionnables : | 2 661 215,95 € |
| Montant des recettes retenues : | 18 000,00 € |
| **Assiette subventionnable (déficit) :** | **2 643 215,95 €** |
| Taux de subvention du déficit applicable à l'assiette subventionnable : | 80,00% |
| Majoration du taux de subvention pour les organismes HLM en situation financière fragile, ou en cas de soutenabilité financière estimée difficile (avis du comité spécifique) : | |
| Majoration pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | |
| **TAUX DE SUBVENTION RETENU** | **80,00%** |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION** | **2 114 572,76 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 2 659 579,65 € | montant TTC : | 2 935 515,95 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 527 006,89 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | 18 000,00 € | | |
| | ANRU : | 2 114 572,76 € | | |
| | Total des co-financements : | 2 659 579,65 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : Le montant de 18 000€ inclus dans la case "autre " correspond à la recette de la vente par la SIP à la Ville d'Amiens de 1 200m² à 15€ le m², pour la création d'un espace public sur une partie de l'emprise du bâtiment B démoli

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.3.1

# Fiche descriptive de l'opération de démolition de logements locatifs sociaux du NPNRU
## Au stade de la FAT prévisionnelle

### Identification de l'opération et du maitre d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>SOCIETE IMMO PICARDE D HLM | **Intitulé de l'opération**<br>Démolition 48 LLS rue Emile Lesot |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080003-21-0001-004 |

### Objectifs et éléments clés de la contractualisation

| **Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :** |
|---|
| Le bâtiment collectif (R+3) de la rue Emile Lesot à Amiens est un ensemble de 48 logements répartis sur 6 entrées construit en 1948. La caractéristique de ce bâtiment réside dans la composition de ces surfaces de petite taille (45 m² pour 1 T2, 54 m² pour 1T3, 64 m² pour 1T4). Le projet de démolition des 48 logements devra prendre en compte la présence d'amiante dans les logements et la toiture. Après démolition, il est envisagé une opération de diversification (logements en accession sociale) qui s'inscrirera pleinement dans les perspectives de ce secteur qui sera amené à des transformations ultérieures fortes (La Citadelle et le Centre Hospitalier Universitaire). Le délai de prise en compte du relogement est de 36 mois antérieure à la date de démarrage des travaux de démolition (1 semestre 2024) |

### Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>35-45 Rue Emile Lesot - | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

### Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature des logements démolis : | Logement Locatif Social | Emprise foncière concernée, référence des parcelles cadastrales : | |
| Période de construction des bâtiments à démolir : | 1948 | | |
| Nombre de LLS concernés : | 48 | Destination(s) foncière(s) envisagée(s) : | usage de reconstruction en accession sociale à plus longue échéance ( après 2026) |
| Nombre de ménages à reloger : | 51 | | |
| Nombre de locaux commerciaux, locatifs, ou autres que LLS à démolir : | 0 | Date de la dernière réhabilitation et coût par logement : | aucune réhabilitation |
| Présence de locaux commerciaux, locatifs, ou autres que LLS à démolir : | 0 | En cas de rachat dans les 5 ans précédant la validation du financement de l'opération par l'Anru, date du rachat :<br>En cas de réhabilitations successives dans les 5 ans précédant la validation du financement de l'opération par l'Anru, date de la réhabilitation la plus ancienne : | |
| Présence d'amiante le cas échéant (caractéristiques et impacts financiers) : | présence d'amiante dans la toiture / tuyaux d'évacuation / sol des logements / faience. Estimation du désamiantage à + de 5000 €/logt | Avancement de la concertation, notamment avec la/les associations de locataires et l'enquête sociale : | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2021 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 9 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant des dépenses subventionnables : | 1 952 148,38 € |
| Montant des recettes retenues : | 57 500,00 € |
| **Assiette subventionnable (déficit) :** | **1 894 648,38 €** |
| Taux de subvention du déficit applicable à l'assiette subventionnable : | 80,00% |
| Majoration du taux de subvention pour les organismes HLM en situation financière fragile, ou en cas de soutenabilité financière estimée difficile (avis du comité spécifique) : | |
| Majoration pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | |
| **TAUX DE SUBVENTION RETENU** | **80,00%** |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION** | **1 515 718,70 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 1 952 148,38 € | montant TTC : | 2 088 378,38 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 378 929,68 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | 57 500,00 € | | |
| | ANRU : | 1 515 718,70 € | | |
| | Total des co-financements : | 1 952 148,38 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.3.1

**Fiche descriptive de l'opération de démolition de logements locatifs sociaux du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maître d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| CLESENCE | Démolition 19 LLS - 4 allée Germaine Dulac |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| | 785-6080002-21-0002-001 |

## Objectifs et elements clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

L'opération concerne la démolition de deux immeubles de 19 et 29 logements soient 48 logements collectifs familiaux. Les deux immeubles ne souffraient d'aucune vacance au jour du CE du 13/03/2019. La présente fiche concerne l'immeuble "DULAC" de 19 logements.
L'objectif de l'opération de démolition est essentiellement de désenclaver le cœur de quartier.
A cet égard, les habitants seront entendus individuellement et les personnes désireuses de rester sur place, seront relogées en priorité dans les résidences attenantes.
La surface de planchers de l'immeuble est voisine de 1543 m².
A ce stade, aucune étude n'a été engagée concernant le projet de démolition. Le dossier d'intention de démolir n'a pas été déposé. Le Maitre d'Oeuvre a été désigné en novembre 2019.
Les immeubles sont placés au cœur du quartier de Pierre ROLLIN pour l'un et en limite sud, le long de la rue de DORTMUND pour l'autre. Ils constituent l'extrémité d'ensembles immobiliers plus importants : L'immeuble "Pierre ROLLIN" - 6 entrées totalisant 201 logements et l'immeuble "Germaine DULAC" - 6 entrées totalisant 150 logements.
L'état technique est correct. Des travaux de mise en conformité électrique et de plomberie notables ont été réalisés dans les dix dernières années ou sont encore en cours.
Le terrain d'assiette compte 400 m² environ. Celui-ci doit être entièrement cédé à la collectivité à l'issue de la démolition pour y aménager la voie nouvelle permettant de desservir le

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| 4 ALLEE GERMAINE DULAC | Voir plan de masse |
| **Commune de réalisation** | |
| 80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 80021 Amiens 6080002 Pierre Rollin | |
| **Situation** | |
| Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature des logements démolis : | Logement Locatif Social | Emprise foncière concernée, référence des parcelles cadastrales : | |
| Période de construction des bâtiments à démolir : | 1980 | | |
| Nombre de LLS concernés : | 19 | Destination(s) foncière(s) envisagée(s) : | Création d'une voie publique pour désenclaver le quartier. Cession du terrain à la Ville à l'euro symbolique. |
| Nombre de ménages à reloger : | 19 | | |
| Nombre de locaux commerciaux, locatifs, ou autres que LLS à démolir : | 0 | Date de la dernière réhabilitation et coût par logement : | |
| Présence de locaux commerciaux, locatifs, ou autres que LLS à démolir : | | En cas de rachat dans les 5 ans précédant la validation du financement de l'opération par l'Anru, date du rachat :<br>En cas de réhabilitations successives dans les 5 ans précédant la validation du financement de l'opération par l'Anru, date de la réhabilitation la plus ancienne : | |
| Présence d'amiante le cas échéant (caractérisliques et impacts financiers) : | La présence d'amiante a été repérée dans certains enduits muraux intérieurs, dans certains sols ainsi que dans certaines fenêtres (joint d'étanchéité entre dormant et gros-œuvre).<br>L'incidence financière sera précisée lors des études opérationnelles. | Avancement de la concertation, notamment avec la/les associations de locataires et l'enquête sociale : | La concertation se limite pour l'heure aux réunions publiques dirigées par la collectivité dans le cadre de l'élaboration du PRIR. |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 6 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.
Le planning d'ensemble de l'opération d'aménagement dans lequel s'inscrira cette démolition reste à préciser. Le délai est donc sous cette réserve.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant des dépenses subventionnables : | 1 370 881,84 € |
| Montant des recettes retenues : | 6 000,00 € |
| **Assiette subventionnable (déficit) :** | **1 364 881,84 €** |
| Taux de subvention du déficit applicable à l'assiette subventionnable : | 79,94% |
| Majoration du taux de subvention pour les organismes HLM en situation financière fragile, ou en cas de soutenabilité financière estimée difficile (avis du comité spécifique) : | |
| Majoration pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | |
| **TAUX DE SUBVENTION RETENU** | **79,94%** |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION** | **1 091 062,66 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 1 370 881,84 € | montant TTC : | 1 452 190,07 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 273 819,18 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | 6 000,00 € | | |
| | ANRU : | 1 091 062,66 € | | |
| | Total des co-financements : | 1 370 881,84 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant
Exemple de plan de financement.
Pour mémoire, la TVA restera à financer en sus par Clésence sur les dépenses subventionnables soit 81 309 €.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.3.1

**Fiche descriptive de l'opération de démolition de logements locatifs sociaux du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maître d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| CLESENCE | Démolition 29 LLS - 22 allée Pierre Rollin |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| | 785-6080002-21-0002-002 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

L'opération concerne la démolition de deux immeubles de 19 et 29 logements soient 48 logements collectifs familiaux. Les deux immeubles ne souffrent d'aucune vacance à ce jour. La présente fiche concerne l'immeuble "ROLLIN" de 29 logements.
Il est à noter que la démolition de cet immeuble ne contribuera pas à changer fondamentalement la forme urbaine des immeubles du quartier ni leur peuplement. Le but de l'opération est essentiellement de désenclaver le cœur de quartier. A cet égard, les habitants seront entendus individuellement et les personnes désireuses de rester sur place, seront relogées en priorité dans les résidences attenantes.
La surface de planchers de l'immeuble à démolir est voisine de 2343 m².
A ce stade, aucune étude n'a été engagée concernant le projet de démolition. Le dossier d'intention de démolir n'a pas été déposé.
Les immeubles sont placés au cœur du quartier de Pierre ROLLIN pour l'un et en limite sud, le long de la rue de DORTMUND pour l'autre. Ils constituent l'extrémité d'ensembles immobiliers plus importants : L'immeuble "Pierre ROLLIN" - 6 entrées totalisant 201 logements et l'immeuble "Germaine DULAC" - 6 entrées totalisant 150 logements.
L'état technique est correct. Des travaux de mise en conformité électrique et de plomberie notables ont été réalisés dans les dix dernières années ou sont encore en cours.
Le terrain d'assiette compte 600 m² environ. Celui-ci doit être entièrement cédé à la collectivité à l'issue de la démolition pour y aménager la voie nouvelle permettant de desservir le

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| 22 ALLEE PIERRE ROLLIN | Voir plan de masse |
| **Commune de réalisation** | |
| 80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 80021 Amiens 6080002 Pierre Rollin | |
| **Situation** | |
| Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature des logements démolis : | Logement Locatif Social | Emprise foncière concernée, référence des parcelles cadastrales : | |
| Période de construction des bâtiments à démolir : | 1980 | | |
| Nombre de LLS concernés : | 29 | Destination(s) foncière(s) envisagée(s) : | Création d'une voie publique pour désenclaver le quartier. Cession à l'euro symbolique à la Ville. |
| Nombre de ménages à reloger : | 25 | | |
| Nombre de locaux commerciaux, locatifs, ou autres que LLS à démolir : | 0 | Date de la dernière réhabilitation et coût par logement : | |
| Présence de locaux commerciaux, locatifs, ou autres que LLS à démolir : | | En cas de rachat dans les 5 ans précédant la validation du financement de l'opération par l'Anru, date du rachat : | |
| | | En cas de réhabilitations successives dans les 5 ans précédant la validation du financement de l'opération par l'Anru, date de la réhabilitation la plus ancienne : | |
| Présence d'amiante le cas échéant (caractéristiques et impacts financiers) : | La présence d'amiante a été repérée dans certains enduits muraux intérieurs, dans certains sols ainsi que dans certaines fenêtres (joint d'étanchéité entre dormant et gros-œuvre). L'incidence financière sera précisée lors des études opérationnelles. | Avancement de la concertation, notamment avec la/les associations de locataires et l'enquête sociale : | La concertation se limite pour l'heure aux réunions publiques dirigées par la collectivité dans le cadre de l'élaboration du PRIR. |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 6 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant des dépenses subventionnables : | 2 093 629,19 € |
| Montant des recettes retenues : | 9 000,00 € |
| **Assiette subventionnable (déficit) :** | **2 084 629,19 €** |
| Taux de subvention du déficit applicable à l'assiette subventionnable : | 77,86% |
| Majoration du taux de subvention pour les organismes HLM en situation financière fragile, ou en cas de soutenabilité financière estimée difficile (avis du comité spécifique) : | |
| Majoration pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | |
| **TAUX DE SUBVENTION RETENU** | **77,86%** |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION** | **1 623 146,49 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 2 110 367,86 € | montant TTC : | 2 270 093,20 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 478 221,37 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | 9 000,00 € | | |
| | ANRU : | 1 623 146,49 € | | |
| | Total des co-financements : | 2 110 367,86 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant
Exemple de plan de financement.
Pour mémoire, la TVA restera à financer en sus par Clésence sur les dépenses subventionnables soit 157203 €.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.3.1

**Fiche descriptive de l'opération de démolition de logements locatifs sociaux du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maitre d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>OPH D'AMIENS METROPOLE | **Intitulé de l'opération**<br>Démolition 160 LLS - Grand Messager |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)**<br>Démolition 160 LLS - Grand Messager | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080003-21-0003-001 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Mise en service en 1961-1964, les barres dites "Grand Messager" et "Grand Couperin", sont au cœur du quartier du "Pigeonnier".
Comportant chacune 160 logements répartis entre 8 entrées de 8 étages sur RdC, ces 2 barres, couplées à la barre du Grand Mozart (maison du Cil), Grand Ingres (réhabilité), Grand Delacroix et Grand Chardin (déconstruites dans le cadre du premier NPRU), ces barres sont le symbole de la naissance du quartier HLM des quartiers nords d'Amiens.
Répondant autrefois au nouveau standard de l'habitat contemporain, ces grands ensembles et leurs logements sont devenus obsolètes: bâtiments massifs à l'allure de "paquebots", parties communes très étroites; très peu lumineuses, logements aménagés suivant une logique et des contraintes d'une autre époque, bâti vétuste à l'image très peu attractive, équipements dépassés.
La résidentialisation et l'amélioration de la qualité de Services apporté aux locataires dans le cadre du premier plan de rénovation urbaine aura apporté une meilleure qualité de vie dans le quartier du Pigeonnier. Néanmoins, cette première action n'aura pas permis de déstigmatiser le quartier et d'attirer les ménages plus aisés en vue d'assurer une mixité sociale plus prégnante. Cette première action aura eu le mérite de dévoiler le schéma de reconversion et de diversification souhaité avec ce deuxième plan national de rénovation urbaine.
La reconversion du quartier du Pigeonnier doit être un électrochoc. Ainsi, en accompagnement de la déconstruction/reconstruction du centre commercial "Le Colvert" situé au cœur

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>1 à 15 rue Messager | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature des logements démolis : | Logement Locatif Social | Emprise foncière concernée, référence des parcelles cadastrales : | CL 262 - 147 - 148 - 339 - 278 |
| Période de construction des bâtiments à démolir : | 1961-1964 | | |
| Nombre de LLS concernés : | 160 | Destination(s) foncière(s) envisagée(s) : | Diversification de l'offre - choc d'attractivité, Aménagement public |
| Nombre de ménages à reloger : | 141 | | |
| Nombre de locaux commerciaux, locatifs, ou autres que LLS à démolir : | 0 | Date de la dernière réhabilitation et coût par logement : | 6387€/lgt<br>Résidentialisation PNRU 1 2009 |
| Présence de locaux commerciaux, locatifs, ou autres que LLS à démolir : | NON | En cas de rachat dans les 5 ans précédant la validation du financement de l'opération par l'Anru, date du rachat : | RAS |
| | | En cas de réhabilitations successives dans les 5 ans précédant la validation du financement de l'opération par l'Anru, date de la réhabilitation la plus ancienne : | 2011: Livraison de la résidentialisation et de l'AQS PNRU |
| Présence d'amiante le cas échéant (caractéristiques et impacts financiers) : | Retrait des matériaux considérés amiantés à hauteur de 1 300 k€ HT comprenant 100 k€ de diagnostic avant dépollution. | Avancement de la concertation, notamment avec la/les associations de locataires et l'enquête sociale : | Relogement en cours<br>Action mémoire initiée en lien avec la collectivité |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) | 01/01/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2018 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 10 semestre(s) | |

Commentaires
l'opération bénéficie d'une autorisation de démarrage anticipée (AAD) au 01/01/2018 par le Comité d'engagement (CE) du 16/11/2017

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant des dépenses subventionnables : | 4 809 657,86 € |
| Montant des recettes retenues : | 178 150,50 € |
| **Assiette subventionnable (déficit) :** | **4 631 507,36 €** |
| Taux de subvention du déficit applicable à l'assiette subventionnable : | 80,00% |
| Majoration du taux de subvention pour les organismes HLM en situation financière fragile, ou en cas de soutenabilité financière estimée difficile (avis du comité spécifique) : | |
| Majoration pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | |
| **TAUX DE SUBVENTION RETENU** | **80,00%** |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION** | **3 705 205,89 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 4 334 037,86 € | montant TTC : | 4 505 497,06 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 450 681,47 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | 178 150,50 € | | |
| | ANRU : | 3 705 205,89 € | | |
| | Total des co-financements : | 4 334 037,86 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : L'OPAC d'Amiens travaille à la mise en œuvre de financements optimisés.
Le plan de fiancement ci-avant est donc donné à titre indicatif.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.3.1

**Fiche descriptive de l'opération de démolition de logements locatifs sociaux du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maitre d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>OPH D'AMIENS METROPOLE | **Intitulé de l'opération**<br>Démolition 160 LLS - Grand Couperin |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)**<br>Démolition 160 LLS - Grand Couperin | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080003-21-0003-002 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Mise en service en 1961-1964, les barres dites "Grand Messager" et "Grand Couperin", sont au cœur du quartier du "Pigeonnier".
Comportant chacune 160 logements répartis entre 8 entrées de 8 étages sur RdC, ces 2 barres, couplées à la barre du Grand Mozart (maison du Cil), Grand Ingres (réhabilité), Grand Delacroix et Grand Chardin (déconstruites dans le cadre du premier NPRU), ces barres sont le symbole de la naissance du quartier HLM des quartiers nords d'Amiens.
Répondant autrefois au nouveau standard de l'habitat contemporain, ces grands ensembles et leurs logements sont devenus obsolètes: bâtiments massifs à l'allure de "paquebots", parties communes très étroites; très peu lumineuses, logements aménagés suivant une logique et des contraintes d'une autre époque, bâti vétuste à l'image très peu attractive, équipements dépassés.
La résidentialisation et l'amélioration de la qualité de Services apporté aux locataires dans le cadre du premier plan de rénovation urbaine aura apporté une meilleure qualité de vie dans le quartier du Pigeonnier. Néanmoins, cette première action n'aura pas permis de déstigmatiser le quartier et d'attirer les ménages plus aisés en vue d'assurer une mixité sociale plus prégnante. Cette première action aura eu le mérite de dévoiler le schéma de reconversion et de diversification souhaité avec ce deuxième plan national de rénovation urbaine.
La reconversion du quartier du Pigeonnier doit être un électrochoc. Ainsi, en accompagnement de la déconstruction/reconstruction du centre commercial "Le Colvert" situé au coeur

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>1 à 15 rue COUPERIN | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature des logements démolis : | Logement Locatif Social | Emprise foncière concernée, référence des parcelles cadastrales : | CL 254 - 144 - 337 - 311 |
| Période de construction des bâtiments à démolir : | 1961-1964 | | |
| Nombre de LLS concernés : | 160 | Destination(s) foncière(s) envisagée(s) : | Diversification de l'offre de logements, aménagements publics. |
| Nombre de ménages à reloger : | 149 | | |
| Nombre de locaux commerciaux, locatifs, ou autres que LLS à démolir : | 0 | Date de la dernière réhabilitation et coût par logement : | 2018 - 15 k€/lgt |
| Présence de locaux commerciaux, locatifs, ou autres que LLS à démolir : | NON | En cas de rachat dans les 5 ans précédant la validation du financement de l'opération par l'Anru, date du rachat : | |
| | | En cas de réhabilitations successives dans les 5 ans précédant la validation du financement de l'opération par l'Anru, date de la réhabilitation la plus ancienne : | 2011: Livraison de la résidentialisation et de l'AQS PNRU |
| Présence d'amiante le cas échéant (caractéristiques et impacts financiers) : | Retrait des matériaux considérés amiantés à hauteur de 1 300 k€ HT comprenant 100 k€ de diagnostic avant dépollution. | Avancement de la concertation, notamment avec la/les associations de locataires et l'enquête sociale : | Réunion publique du 15/02/2019 |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 10 semestre(s) | |

Commentaires
L'opération bénéficie d'une autorisation de démarrage anticipée (AAD) au 13/03/2019 par le Comité d'engagement (CE) du 13/03/2019

## Modalités de financement de l'opération

| | |
|---|---|
| **Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :** | |
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant des dépenses subventionnables : | 5 504 198,10 € |
| Montant des recettes retenues : | 205 814,00 € |
| **Assiette subventionnable (déficit) :** | **5 298 384,10 €** |
| Taux de subvention du déficit applicable à l'assiette subventionnable : | 80,00% |
| Majoration du taux de subvention pour les organismes HLM en situation financière fragile, ou en cas de soutenabilité financière estimée difficile (avis du comité spécifique) : | |
| Majoration pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | |
| **TAUX DE SUBVENTION RETENU** | **80,00%** |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION** | **4 238 707,28 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 4 994 613,40 € | montant TTC : | 5 205 419,23 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 550 092,12 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | 205 814,00 € | | |
| | ANRU : | 4 238 707,28 € | | |
| | Total des co-financements : | 4 994 613,40 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : L'OPAC d'Amiens travaille à la mise en œuvre de financements optimisés.
Le plan de financement ci-avant est donc donné à titre indicatif.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.5.2

**Fiche descriptive de l'opération d'aménagement d'ensemble du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| COMMUNE D'AMIENS | Aménagement îlot Coursives |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| | 785-6080001-24-0001-001 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

L'opération d'aménagement de l'îlot des Coursives, dont les différents espaces concernés appartiennent déjà à la ville d'Amiens, s'étend sur un périmètre d'environ 24 317m².
Sur ces 26 967m², la Ville d'Amiens prévoit :
- La requalification en espaces publics d'environ 15 820m² (nécessitant au préalable la démolition de 5 800m² correspondant aux excroissances du bâtiment existant),
- La vente à investisseur privé de 5 697m² pour la création d'un supermarché et d'un pôle médical (à 45€/m²);
- La conservation de 1 000m² par la ville d'Amiens en réserve foncière (30,5€le m²).
- La cession à Amiens Métropole de 1 800m² pour la construction de la médiathèque ( terrain valorisé à 0€/m²).
- la conservation de 2 650m² (RDC des Coursives) pour la restructuration en pôle de services (terrain valorisé à 0€/m²).

La quasi totalité du foncier appartient à la Ville d'Amiens. Seules trois cellules, au sein du RDC des Coursives restent à acquérir pour un montant d'environ 770 000€ HT.

Les travaux d'intervention sur les espaces publics sont estimés à environ 5 078 000€ HT se décomposant comme suit :
- démolition des excroissances du bâtiment (2 001 700€HT) ;
-la création d'une nouvelle voie en pied d'immeuble reliant la place de Bourgogne et l'avenue du Pays d'Auge (1 200 000€ HT) ;
-l'aménagement de la connexion place de Bourgnogne/Avenue de la Commune de Paris en accompagnement du projet de construction par Amiens Métropole de la médiathèque (1 000 000€ HT);
- l'aménagement des espaces publics sur la partie Ouest du bâtiment (800 000€HT).

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Place du Pays d'Auge - rue du Périgord - av du pays d'Auge - connexion Bourgogne/Commune de Paris | Place du pays d'Auge et connexion Bourgogne/Commune de Paris |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens |  |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080001 Étouvie | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Mode de réalisation de l'opération d'aménagement d'ensemble : | opération en régie | Outil règlementaire : | DUP |
| Elements sur la tension du marché, le dynamisme du territoire dans lequel se situe le quartier : | | Nombre de m² par type de foncier de destination concerné : | Une emprise globale d'environ 26 967m² à destination de :<br>- 15 820m² appartenant à la Ville d'Amiens et aménagés en espaces publics;<br>- 5 697m² vendu à un opérateur privé pour la construction d'un supermarché et d'un pôle de santé;<br>-1 000m² pour une réserve foncière restant propriété de la ville d'Amiens;<br>- 1 800m² pour la construction de la médiathèque. |
| Démarche ou certification pour qualité environnementale : | | Montant de la valorisation pour chaque type de destination : | Supermarché et pôle de santé privé 5 697m² à 45€du m² : 256 365€<br>Réserve Foncière : 1000m² à 30,5€ du m², soit 30 500€<br>Médiathèque et Pôles de services publics : 0€ du m²<br>Espaces publics : 0€ du m² |
| Le cas échéant, nombre d'immeubles à démolir, type (locaux, logements, friche, ...) : | | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 12 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre arbitrage (éventuelles autres dépenses et/ou recettes prises en compte sur validation CE ou DG, précisions relatif au périmètre retenu, ...) : | |

| **Calcul du financement prévisionnel ANRU** | **Montant retenu** |
|---|---|
| Montant des dépenses subventionnables : | 6 765 588,22 € |
| Montant des recettes retenues : | 286 865,00 € |
| **Assiette subventionnable (déficit) :** | **6 478 723,22 €** |
| Taux de subvention du déficit applicable à l'assiette subventionnable : | 35,00% |
| Majoration du taux de subvention à la hausse (article 3.1.1.2 du RGA) : | |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | |
| **TAUX DE SUBVENTION RETENU :** | **35,00%** |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **2 267 553,13 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 6 711 688,22 € | montant TTC : | 8 054 025,86 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 3 407 364,30 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 725 405,79 € | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | 311 365,00 € | | |
| | ANRU : | 2 267 553,13 € | | |
| | Total des co-financements : | 6 711 688,22 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : Le financement "Autre " correspond aux recettes liées à la valorisation foncière.

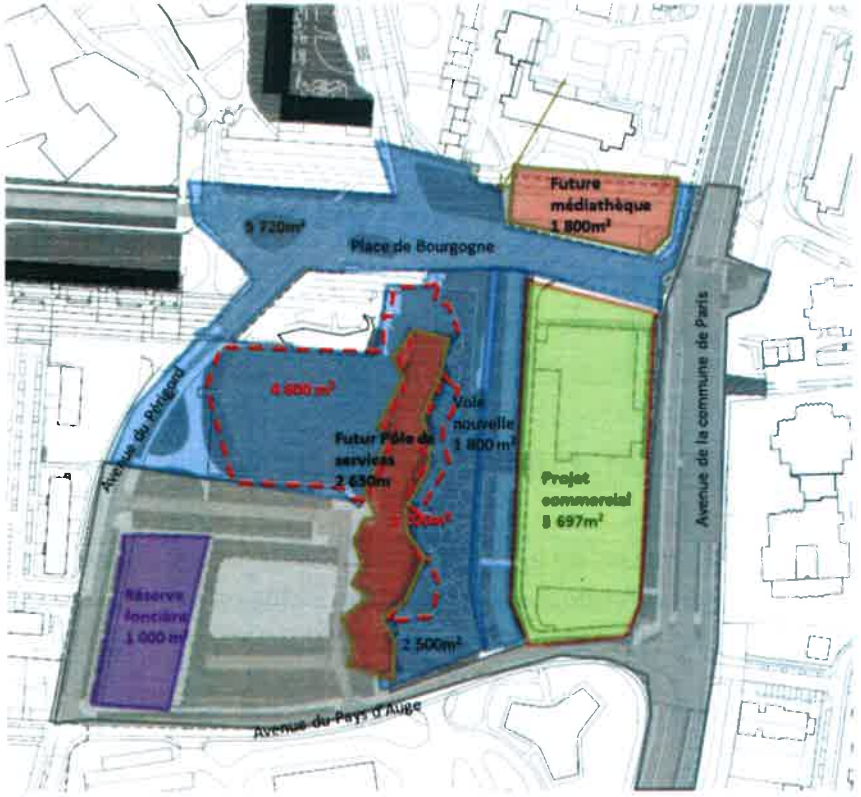
# RESTRUCTURATION DE L'ILOT DES COURSIVES



L'opération de restructuration de l'îlot des Coursives comprend trois opérations sous maîtrise d'ouvrage Ville d'Amiens et Amiens Métropole :

- l'opération d'aménagement îlot Coursives (FAT 24-1-1);
- l'opération de construction d'une médiathèque (FAT 37-1-1);
- l'opération de construction d'un pôle de services (FAT 37-2-1).

## 1/ L'opération d'aménagement Ilot Coursives (FAT 24-1-1)




Surfaces non comprises dans l'opération d'aménagement (dépenses réalisées avant le CE du 13 mars 2019)

Excroissances à démolir

- **L'opération d'aménagement porte sur une surface d'environ 26 967m². Le foncier appartient en quasi totalité à la Ville d'Amiens. Seuls trois locaux au sein du RDC des Coursives restent à acquérir, pour un montant estimé à 770 000€ HT** (CPAM : 306 000€, cabinet médical : 93 910€, pharmacie : 158 628€, frais de transferts : 155 000€.) Les autres lots à restructurer ont été acquis par la Ville avant le 13 mars 2019.

- **Sur ces 26 967m², la Ville d'Amiens prévoit :**
  - La requalification en espaces publics d'environ 15 820m² (nécessitant au préalable la démolition de 5 800m² correspondant aux excroissances du bâtiment existant),
  - La vente à investisseur privé de 5 697m² pour la création d'un supermarché et d'un pôle médical (à 45€/m²);
  - La conservation de 1 000m² par la ville d'Amiens en réserve foncière (30,5€le m²).
  - La cession d'un terrain de 1 800m² à Amiens Métropole pour la construction de la médiathèque (valorisée à 0€/m²).
  - La conservation de 2 650m² (bâtiment des Coursives) pour la restructuration d'un pôle de services.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

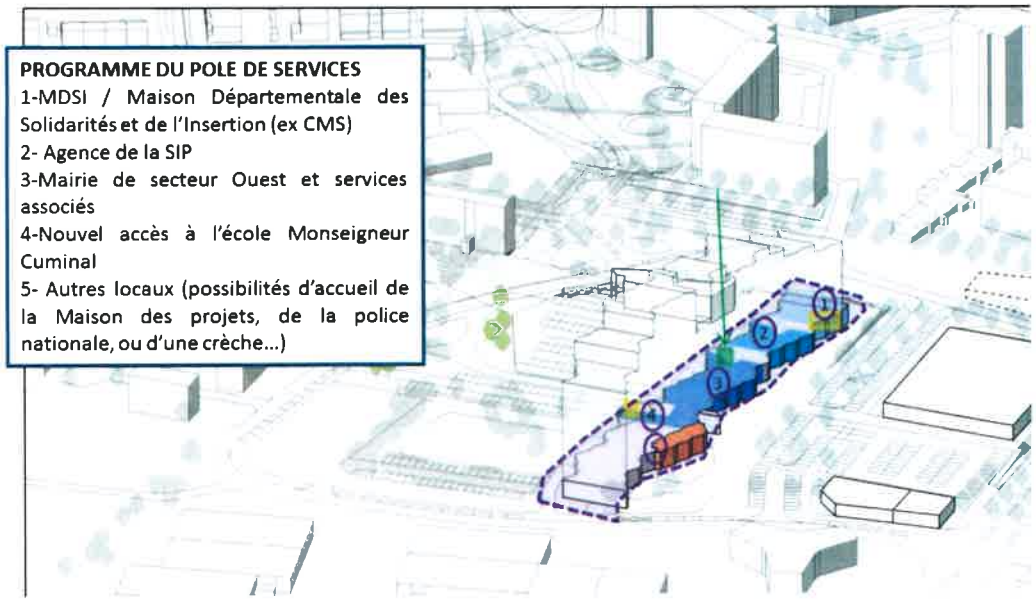
# RESTRUCTURATION DE L'ILOT DES COURSIVES



L'opération de restructuration de l'îlot des Coursives comprend trois opérations sous maîtrise d'ouvrage Ville d'Amiens et Amiens Métropole :

- l'opération d'aménagement îlot Coursives (FAT 24-1-1);
- l'opération de construction d'une médiathèque (FAT 37-1-1);
- l'opération de construction d'un pôle de services (FAT 37-2-1).

## 2/ L'opération de construction d'un pôle de services (FAT 37-2-1)




- **L'opération de construction d'un pôle de services porte sur une surface d'environ 2 650m².**

- **La Ville d'Amiens prévoit :**

  - Des travaux de restructuration de la galerie (RDC et 1er étage), la reprise des façades, des interventions sur les réseaux, pour environ **3 990 000€ HT** afin d'y installer un pôle de services;

  - L'acquisition de mobiliers pour environ **119 700€ HT.**

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.5.2

**Fiche descriptive de l'opération d'aménagement d'ensemble du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maître d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| COMMUNE D'AMIENS | Aménagement îlot Sud |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| | 785-6080001-24-0001-002 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Suite à la démolition en 2016 des écoles vétustes, il est possible pour la Ville d'Amiens d'envisager la mutation de cet îlot dénommé l'îlot Sud (ex Village des écoles).
Le projet prévoit :
-l'aménagement d'une voie traversante Est-Ouest qui reliera l'avenue du Pays d'Auge à la rue de Normandie;
-l'aménagement de deux nouvelles voies d'accès à l'îlot depuis la route d'Abbeville (sens Sud-Nord) dont l'une nécessite au préalable l'acquisition et la démolition d'une maison appartenant à un propriétaire privé;
- la vente de foncier par la Ville d'Amiens à la SIP, à Action Logement (Clesence) et à d'autres opérateurs privés pour la construction de logements.

ACQUISITIONS FONCIERES :
La surface à aménager par la Ville d'Amiens est d'environ 26 730m²:
-la Ville d'Amiens possède déjà 23 400m² ;
-La Ville d'Amiens achètera 2 130 m² auprès d'un propriétaire privé au prix de 350 000€ (terrain +maison de 200m²);
-la Ville d'Amiens achètera à la SIP 1 200m² à 15€le m², soit une acquisition de 18 000€ correspondant au foncier libéré par la démolition partielle du bâtiment B.

TRAVAUX :
Sur les 26 730m² de surface à aménager :
-13 730m² sont destinés à l'aménagement des espaces publics;
-13 000m² sont destinés à la construction de logements.

VALORISATION :
Sur les 26 730m² de surface, la ville valorise les 13 000m² destinés à des opérations de construction de logements pour une recette globale de 778 200€ :
-3 100m² de terrain au prix de 135€ le m² pour la construction de 30 LLS adaptés par la SIP, soit 418 500€ de recettes;
-6 540m² de terrain au prix de 55€ le m² pour la construction de 32 logements en accession sociale à la propriété, soit 359 700€ de recettes;
-3 360 m² de terrain à 0€ à destination de la construction de 20 logements par Action Logement.

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Rue d'Alsace - Ex Village des écoles | Ilot Sud (Ex village des écoles) |
| **Commune de réalisation** | |
| 80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 80021 Amiens 6080001 Etouvie | |
| **Situation** | |
| Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Mode de réalisation de l'opération d'aménagement d'ensemble : | opération en régie | Outil règlementaire : | Permis d'aménager |
| Elements sur la tension du marché, le dynamisme du territoire dans lequel se situe le quartier : | | Nombre de m² par type de foncier de destination concerné : | Aménagement des espaces publics : 13 730m²<br><br>Construction de logements : 13 000m² dont :<br>-3 100m² pour les 30 LLS SIP<br>-6 540m² pour les 32 logements en accession sociale<br>-3 360 m² de foncier pour une SDP de 1 620 m² pour 20 logements Action Logements |
| Démarche ou certification pour qualité environnementale : | | Montant de la valorisation pour chaque type de destination : | Aménagement des espaces publics : 13 730m² à 0€<br><br>Construction de logements : 13 000m² dont :<br>-3 100m² à 135€ le m² pour les 30 LLS SIP,soit une recette de 418 500€<br><br>-6 540m² à 55€ le m² pour les 32 logements en accession sociale, soit une recette de 359 700€<br><br>-3 360 m² de foncier pour une SDP de 1 620 m² à 0€ pour 20 logements Action Logement<br><br>soit au total :778 200€ en recettes |
| Le cas échéant, nombre d'immeubles à démolir, type (locaux, logements, friche, ...) : | | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 10 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre arbitrage (éventuelles autres dépenses et/ou recettes prises en compte sur validation CE ou DG, précisions relatif au périmètre retenu, ...) : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant des dépenses subventionnables : | 4 000 344,47 € |
| Montant des recettes retenues : | 778 200,00 € |
| **Assiette subventionnable (déficit) :** | **3 222 144,47 €** |
| Taux de subvention du déficit applicable à l'assiette subventionnable : | 35,00% |
| Majoration du taux de subvention à la hausse (article 3.1.1.2 du RGA) : | |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | |
| **TAUX DE SUBVENTION RETENU :** | **35,00%** |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **1 127 750,56 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 3 989 084,47 € | montant TTC : | 4 666 901,36 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 1 422 119,91 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 661 014,00 € | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | 778 200,00 € | | |
| | ANRU : | 1 127 750,56 € | | |
| | Total des co-financements : | 3 989 084,47 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : Le montant "autre" correspond à la vente à un ou plusieurs opérateurs de 6 540m² de terrain pour la réalisation de 32 logements en accession sociale ainsi qu'à la vente à la SIP de 3 100m² pour la construction de 30 LLS

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.5.2

**Fiche descriptive de l'opération d'aménagement d'ensemble du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maitre d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>COMMUNE D'AMIENS | **Intitulé de l'opération**<br>Aménagement des secteurs Morvan/Bretagne |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080001-24-0001-003 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Deux secteurs d'aménagement sont inclus dans cette FATsous maîtrise d'ouvrage Ville d'Amiens :

Pour le secteur Morvan, le projet prévoit, sur une surface globale d'environ 8 300m² :
-l'aménagement de la rue du Morvan et son débouché sur l'avenue de Bourgogne avec la création de stationnements publics le long de cette voie (propriété Ville d'Amiens);
-l'aménagement des passages sous porches en espaces publics avec la création de rampes pour les personnes à mobilité réduite (propriété SIP à acquérir par la Ville d'Amiens).
Ces travaux sont estimés à environ 1 100 000€ HT.
Pour la réalisation de cette opération, la Ville d'Amiens achètera environ 3 000m² auprès de la SIP, à l'euro symbolique (1€/m²), correspondant aux emprises actuelles des passages sous porches.

Pour le secteur Bretagne, le projet prévoit sur une surface globale d'environ 2 700m² :
-l'aménagement de la rue de Bretagne (propriété Ville d'Amiens);
-l'aménagement d'une nouvelle connexion piétonne sur une partie de l'emprise SIP suite à la démolition du bâtiment H (propriété SIP à acquérir par la Ville d'Amiens).
Ces travaux sont estimés à environ 476 000€ HT.
Pour la réalisation de cette opération, la Ville d'Amiens achétera enviuron 500m² auprés de la SIP à 15€/m², pour la création d'un cheminement piétonL.

Soit au global :
- 11 000m² d'espaces publics à aménager par la Ville d'Amiens pour un montant global de travaux de 1 576 000€
- 3 500m² à acheter par la Ville d'Amiens à la SIP pour un montant global d'acquisition de 10 500€ (500m² * 15€/m² + 3 000m²*1)

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>Rue du Morvan et rue de Bretagne | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>Rue du Morvan et rue et place de Bretagne |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080001 Étouvie | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Mode de réalisation de l'opération d'aménagement d'ensemble : | opération en régie | Outil réglementaire : | |
| Elements sur la tension du marché, le dynamisme du territoire dans lequel se situe le quartier : | | Nombre de m² par type de foncier de destination concerné : | Aménagement des espaces publics : 11 000m² dont :<br>-8 300m² pour le secteur Morvan (rue + espaces publics sous porches)<br>-2 700m² pour le secteur Bretagne (2 200m² rue de Bretagne et 500m² pour la liaison piétonne sur une partie de l'emprise du bâtiment H démoli) |
| Démarche ou certification pour qualité environnementale : | | Montant de la valorisation pour chaque type de destination : | Les espaces aménagés par la Ville d'Amiens (11 000m²) sont valorisés à 0€ (espaces publics). |
| Le cas échéant, nombre d'immeubles à démolir, type (locaux, logements, friche, ...) : | | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2023 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 6 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre arbitrage (éventuelles autres dépenses et/ou recettes prises en compte sur validation CE ou DG, précisions relatif au périmètre retenu, ...) : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant des dépenses subventionnables : | 1 855 155,00 € |
| Montant des recettes retenues : | |
| **Assiette subventionnable (déficit) :** | **1 855 155,00 €** |
| Taux de subvention du déficit applicable à l'assiette subventionnable : | 35,00% |
| Majoration du taux de subvention à la hausse (article 3.1.1.2 du RGA) : | |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | |
| **TAUX DE SUBVENTION RETENU :** | **35,00%** |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **649 304,25 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 1 775 200,00 € | montant TTC : | 2 117 640,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 1 125 895,75 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | - € | | |
| | ANRU : | 649 304,25 € | | |
| | Total des co-financements : | 1 775 200,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

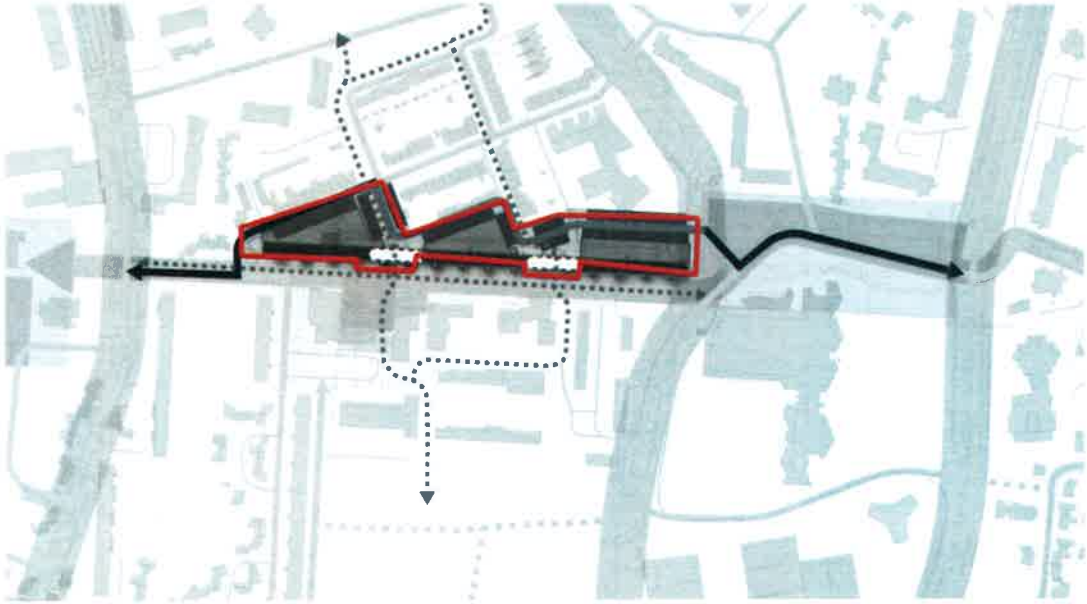
# FAT 24-1-3 : AMÉNAGEMENT DES SECTEURS MORVAN/BRETAGNE



Le projet d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage Ville d'Amiens porte sur deux secteurs d'intervention :

- Le secteur Morvan ;
- Le secteur Bretagne.

## 1/ L'opération d'aménagement sur le secteur Morvan



- **L'intervention de la Ville d'Amiens portera sur une surface d'environ 8 300m² :**

  -la ville d'Amiens est déjà propriétaire de 5 300m²;
  -la ville d'Amiens devra acquérir 3 000m² auprès de la SIP à l'euro symbolique (passages sous porche).

- **Les travaux d'aménagement prévus sont estimés à environ 1 100 000€ HT et correspondent :**

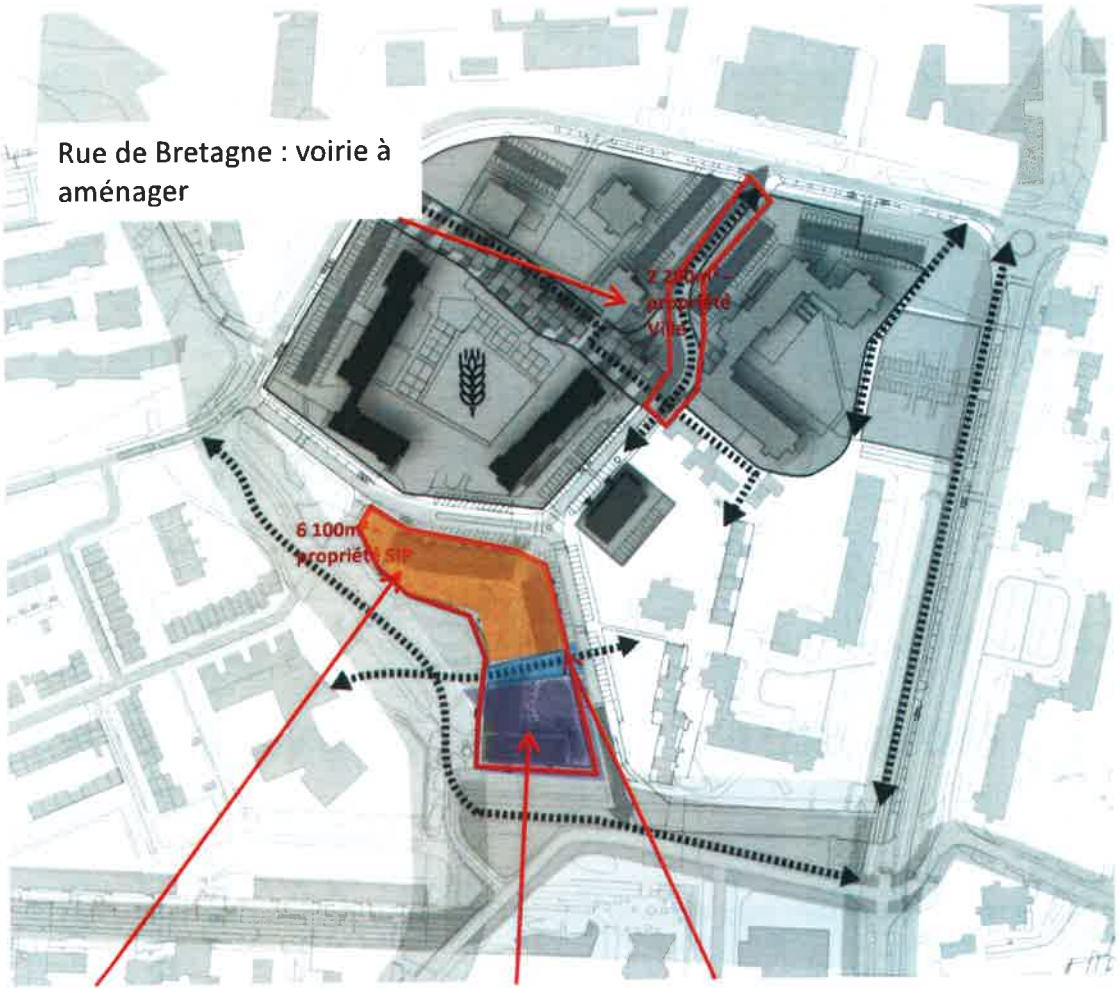
  - A la requalification de la rue du Morvan avec création d'un débouché sur l'avenue de Bourgogne ;
  - A l'aménagement des passages sous porches avec création de rampes pour les personnes à mobilité réduite (Espaces qui deviennent public dans le projet).

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# FAT 24-1-3 : AMÉNAGEMENT DES SECTEURS MORVAN/BRETAGNE



## 2/ L'opération d'aménagement sur le secteur Bretagne




**Destination de l'emprise du bâtiment H appartenant à la SIP :**

Réserve foncière *SIP ( 3 600m²)*

Construction 24 LLS SIP (2 000m²)

Espaces publics : création d'une liaison piétonne par la VIlle (500m²)

- **L'intervention de la Ville d'Amiens portera sur une surface d'environ 2 700m² :**

  -la ville d'Amiens est déjà propriétaire de 2 200m² (rue de Bretagne);
  -la ville d'Amiens devra acquérir 500 m²auprès de la SIP à 15€/m² pour la création d'un cheminement piéton sur l'emprise du bâtiment H démoli.

- **Les travaux d'aménagement prévus sont estimés à environ 476 000€ HT et correspondent :**

  - A l'aménagement de la rue de Bretagne;
  - A l'aménagement d'une nouvelle connexion piétonne sur l'emprise du bâtiment H démoli.

Après démolition du bâtiment H (FAT 21-1-1), les 6 100m² propriétés de la SIP sont scindés en trois entités :

- Au nord, 3 600m² sont conservés par la SIP en réserve foncière (valorisée à 30,5€)m²
- Au centre, 500m² sont cédés par la SIP à la Ville pour la création d'une cheminement piéton.
- 2 000m² sont conservés par la SIP pour la construction de 24 LLS dérogatoire.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.5.2

**Fiche descriptive de l'opération d'aménagement d'ensemble du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| COMMUNE D'AMIENS | Aménagement îlot Artois |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| | 785-6080001-24-0001-004 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

L'îlot Artois est actuellement ceinturé de quatre rues :
- l'avenue de Picardie déjà réaménagée ;
- la rue d'Artois ;
- la rue de Normandie ;
- la rue de l'Île de France.

Ces trois denières n'ont pas fait l'objet de réaménagements récents.
Un certains nombre de difficultés sont constatées (manque de stationnement, trottoirs étroits, ...) notamment sur la rue d'Artois qui sera la première voie du secteur à être réaménagée, en même temps que la restructuration du bâtiment B par le bailleur.
Son réaménagement consistera au passage de la voie en sens unique avec création de places de stationnement latérales sur l'espace public et élargissement des trottoirs. La limite résidentielle sera ainsi marquée, ce qui n'est pas le cas actuellement.
Les rues de Normandie et d'Île de France seront également réaménagées en lien avec les réhabilitations des logements de l'îlot (en cours de réflexion par le bailleur).
Ci-dessous exemple de restructuration de la rue d'Artois. A définir pour les deux autres.

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Rues d'Artois, Ilde de France et Normandie sur l'îlot d'Artois à Etouvie | Les trois voies autour de l'îlot d'Artois soit rues d'artois, de l'Île de France et de Normandie |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080001 Étouvie | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |





## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Mode de réalisation de l'opération d'aménagement d'ensemble : | opération en régie | Outil règlementaire : | |
| Elements sur la tension du marché, le dynamisme du territoire dans lequel se situe le quartier : | | Nombre de m² par type de foncier de destination concerné : | Voirie et espaces publics : 12 219m² |
| Démarche ou certification pour qualité environnementale : | | Montant de la valorisation pour chaque type de destination : | |
| Le cas échéant, nombre d'immeubles à démolir, type (locaux, logements, friche, ..) : | | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2024 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre arbitrage (éventuelles autres dépenses et/ou recettes prises en compte sur validation CE ou DG, précisions relatif au périmètre retenu, ...) : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant des dépenses subventionnables : | 1 418 625,00 € |
| Montant des recettes retenues : | |
| **Assiette subventionnable (déficit) :** | **1 418 625,00 €** |
| Taux de subvention du déficit applicable à l'assiette subventionnable : | 35,00% |
| Majoration du taux de subvention à la hausse (article 3.1.1.2 du RGA) : | |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | |
| **TAUX DE SUBVENTION RETENU :** | **35,00%** |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **496 518,75 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 1 418 625,00 € | montant TTC : | 1 702 350,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 922 106,25 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | - € | | |
| | ANRU : | 496 518,75 € | | |
| | Total des co-financements : | 1 418 625,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.5.2

**Fiche descriptive de l'opération d'aménagement d'ensemble du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maître d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| COMMUNE D'AMIENS | Aménagement Bords de Somme |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| | 785-6080001-24-0001-005 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Les principaux enjeux sont de valoriser les liens entre le quartier et le Fleuve Somme à peine visible depuis le quartier et de développer l'attractivité et le paysage de la plaine Varlin.

Il est proposé de poursuivre l'ouverture du quartier sur le fleuve et le grand paysage en :
- complétant les aménagements des trois « axes verts » pour améliorer l'accessibilité vers le fleuve et créer des percées visuelles ;
- intensifiant les usages liés à ces axes : agriculture urbaine, promenade...
- aménageant la plaine Varlin en lieu de biodiversité, d'ouverture sur le fleuve et ses espaces humides. Les modes de gestion alternatifs seront privilégiés : éco pâturage, ...
- créant, en concertation avec le Conseil Départemental (passage le long du collège), une promenade des Bords de Somme se prolongeant jusqu'à Dreuil.

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Bords de Somme - Fleuve Somme | Le long des bords de Somme et sur le secteur de la plaine Varlin bordant la Somme |
| **Commune de réalisation** | |
| 80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 80021 Amiens 6080001 Étouvie | |
| **Situation** | |
| Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Mode de réalisation de l'opération d'aménagement d'ensemble : | opération en régie | Outil règlementaire : | |
| Elements sur la tension du marché, le dynamisme du territoire dans lequel se situe le quartier : | | Nombre de m² par type de foncier de destination concerné : | Parc et jardin : 6 515m² |
| Démarche ou certification pour qualité environnementale : | | Montant de la valorisation pour chaque type de destination : | |
| Le cas échéant, nombre d'immeubles à démolir, type (locaux, logements, friche, ...) : | | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2024 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre arbitrage (éventuelles autres dépenses et/ou recettes prises en compte sur validation CE ou DG, précisions relatif au périmètre retenu, ...) : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant des dépenses subventionnables : | 1 277 640,00 € |
| Montant des recettes retenues : | |
| **Assiette subventionnable (déficit) :** | **1 277 640,00 €** |
| Taux de subvention du déficit applicable à l'assiette subventionnable : | 35,00% |
| Majoration du taux de subvention à la hausse (article 3.1.1.2 du RGA) : | |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | |
| **TAUX DE SUBVENTION RETENU :** | **35,00%** |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **447 174,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 1 277 640,00 € | montant TTC : | 1 533 168,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 830 466,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | - € | | |
| | ANRU : | 447 174,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 1 277 640,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.5.2

**Fiche descriptive de l'opération d'aménagement d'ensemble du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| COMMUNE D'AMIENS | Création d'espaces publics à Marivaux |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| Création d'espaces publics à Mariavux | 785-6080003-24-0001-006 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
L'objectif de l'opération d'aménagement vise à désenclaver le secteur, à qualifier et à sécuriser les espaces publics, en accompagnement du projet ambitieux de requalification par l'OPH des 830 LLS du secteur. Une intervention est également prévue sur le centre commercial existant en copropriété dont l'attractivité n'a cessé de chuter depuis plusieurs années.

L'opération d'aménagement comprend :
- la requalification et le prolongement de la rue Montaigne jusque la rue de la Rochefoucault ;
- la création d'un espace public central traversant reliant la rue Montaigne à la rue Marivaux;
- l'aménagement d'un "chemin des écoliers", maillage piéton nord-sud reliant la rue Fénélon jusque l'abord de l'école Marivaux;
- la matrîse foncière du centre commercial en copropriété et sa déconstruction. Le foncier libéré sera conservé en réserve foncière.

Les estimatifs incluent :
- le coût de la démolition du centre commercial estimé à 300 000 € HT sous réserve d'un diagnostic amiante ;
- une enveloppe de 750 000 € destinée à l'acquisition des murs et des fonds des dernières cellules occupées, et aux indemnités potentielles d'éviction ou frais de transfert.

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Rue Montaigne, MP228, 253,382,263,262, rue Marivaux | L'opération sort des limites du périmètre prioritaire afin d'intégrer au projet global la démolition du centre commercial et la restructuration future. |
| **Commune de réalisation** | |
| 80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation** | |
| Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Mode de réalisation de l'opération d'aménagement d'ensemble : | opération en régie | Outil règlementaire : | |
| Elements sur la tension du marché, le dynamisme du territoire dans lequel se situe le quartier : | | Nombre de m² par type de foncier de destination concerné : | Aménagement d'espaces publics : 24 449m²<br>Constitution d'une réserve foncière : 8 823 m² |
| Démarche ou certification pour qualité environnementale : | | Montant de la valorisation pour chaque type de destination : | Réserve foncière : 30,5 €/m² selon estimation des Domaines |
| Le cas échéant, nombre d'immeubles à démolir, type (locaux, logements, friche, ...) : | Démolition du centre commercial | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2021 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 11 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre arbitrage (éventuelles autres dépenses et/ou recettes prises en compte sur validation CE ou DG, précisions relatif au périmètre retenu, ...) : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant des dépenses subventionnables : | 7 331 495,56 € |
| Montant des recettes retenues : | 269 101,50 € |
| **Assiette subventionnable (déficit) :** | **7 062 394,06 €** |
| Taux de subvention du déficit applicable à l'assiette subventionnable : | 35,00% |
| Majoration du taux de subvention à la hausse (article 3.1.1.2 du RGA) : | |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | |
| **TAUX DE SUBVENTION RETENU :** | **35,00%** |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **2 471 837,92 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 7 331 495,56 € | montant TTC : | 8 797 794,67 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 4 590 556,14 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | 269 101,50 € | | |
| | ANRU : | 2 471 837,92 € | | |
| | Total des co-financements : | 7 331 495,56 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : la case "autre" correspond à la valorisation du foncier après démolition du centre commercial

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.5.2

**Fiche descriptive de l'opération d'aménagement d'ensemble du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maître d'ouvrage (MO)**<br>COMMUNE D'AMIENS | **Intitulé de l'opération**<br>Requalification des rues Guynemer, Lesot, Farman |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080003-24-0001-007 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
L'opération vise à achever le traitement des espaces publics du secteur OUEST dont la rénovation a déjà été largement engagée lors du premier programme ANRU.

Cette opération d'aménagement comprend :
- la requalification de la rue Lesot qui visera à apaiser la circulation et à préfigurer les futures connexions vers l'îlot du CHU ;
- la création d'un chemin public Nord/Sud pour restaurer la porosité piétonne vers la rue Hénoque depuis la rue Lesot. Celle-ci a en effet disparu suite aux résidentialisations des résidences Carvin et Degouy, obligeant les habitants à emprunter la rue Carvin ou la rue Terral pour aller vers le Nord (vers le Carrefour Contact, et les jardins familiaux notamment). La création de cette connexion nécessitera l'acquisition de 413 m² de foncier appartenant à la SIP (acquisition à l'euro symbolique) ainsi que 23 m² de foncier appartenant à des propriétaires privés (acquisition estimée à 10 000€) permettant le débouché piéton rue Hénocque ;
- la restructuration de la rue Guynemer (Axe nord-Sud) permettant de prolonger l'aménagement de l'esplanade Guynemer jusqu'au carrefour Georges Clémenceau et de reconnecter le secteur "Aviateurs" au secteur Guynemer. Le gabarit de la voie sera revu pour limiter la vitesse automobile et optimiser les emprises de trottoirs dédiées aux piétons ;
- l'aménagement du maillage piéton du secteur Farman permettant de rendre confortable et de sécuriser la traversée actuellement peu lisible et discontinue de l'îlot, pourtant lieu d'équipements structurants.
Les ratios appliqués sont relativement élevés sur les cheminements piétons en raison des problématiques de nivellement à traiter.

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>Rue Lesot, BS 132, BS 348<br>Rue Guynemer, chemin de la folie,rue H. Farman, BT 307, BT 308 | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Mode de réalisation de l'opération d'aménagement d'ensemble : | opération en régie | Outil règlementaire : | |
| Elements sur la tension du marché, le dynamisme du territoire dans lequel se situe le quartier : | | Nombre de m² par type de foncier de destination concerné : | Rue Lesot : 3 804m²<br>Nouveau cheminement piéton Nord/Sud secteur Carvin : 494 m²<br>Voiries et cheminements Guynemer et Farman : 9 860 m² |
| Démarche ou certification pour qualité environnementale : | | Montant de la valorisation pour chaque type de destination : | 14 158m² d'espaces publics valorisés à 0€/m² |
| Le cas échéant, nombre d'immeubles à démolir, type (locaux, logements, friche, ..) : | | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2021 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 11 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre arbitrage (éventuelles autres dépenses et/ou recettes prises en compte sur validation CE ou DG, précisions relatif au périmètre retenu, ...) : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant des dépenses subventionnables : | 3 646 217,60 € |
| Montant des recettes retenues : | |
| **Assiette subventionnable (déficit) :** | **3 646 217,60 €** |
| Taux de subvention du déficit applicable à l'assiette subventionnable : | 35,00% |
| Majoration du taux de subvention à la hausse (article 3.1.1.2 du RGA) : | |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | |
| **TAUX DE SUBVENTION RETENU :** | **35,00%** |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **1 276 176,16 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 3 646 217,60 € | montant TTC : | 4 375 461,12 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 2 370 041,44 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | - € | | |
| | ANRU : | 1 276 176,16 € | | |
| | Total des co-financements : | 3 646 217,60 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3 5 2

**Fiche descriptive de l'opération d'aménagement d'ensemble du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maître d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| COMMUNE D'AMIENS | Aménagement du maillage du secteur Pigeonnier |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| Aménagement du maillage secteur Pigeonnier | 785-6080003-24-0001-008 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

L'opération a pour objectif d'achever la requalification du secteur PIGEONNIER dans toute son épaisseur et préfigurer la reconnexion des quartiers nord au quartier Saint-Pierre.

Elle comprend l'intervention sur deux sous-secteurs :
1/ Secteur Rainneville :
L'opération d'aménagement comprend :
- La requalification des rues Maurice Garet, Schweitzer, Coty,
- La création de nouvelles liaisons reliant la place du Colvert au quartier Saint-Pierre.

Ce projet s'inscrit en complémentarité avec l'intervention de l'OPH AM sur la résidence Rainneville. Les emprises d'intervention sont susceptibles d'évoluer en fonction du projet de requalification de l'OPH AM.
La surface d'intervention est d'environ 14 128m² sur un foncier appartenant à la Ville. Le coût des travaux est estimé à environ 2,5M€ HT hors études et honoraires.

2/ Ilot Mozart Messager Couperin
Les travaux d'aménagement des espaces publics réalisés par la Ville d'Amiens portent sur des parcelles rachetées auprès de Clésence (1 722m²), de l'OPH AM (517m²+541m²), et sur des emprises déjà propriétés de la Ville (1 000 m²). Ils sont estimés à environ 0,8M€.

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Emprises Messager, Mozart et Couperin :CL258, 262, 147, 272,148, 175, 278, 271,264,265, 268, 270,275, 271, 237, 238, 140, 245, 247,249 et rues M. Garet, R. Coty, | Cœur de quartier |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Mode de réalisation de l'opération d'aménagement d'ensemble : | opération en régie | Outil règlementaire : | |
| Elements sur la tension du marché, le dynamisme du territoire dans lequel se situe le quartier : | | Nombre de m² par type de foncier de destination concerné : | Sur le secteur Rainneville, l'intervention porte sur environ 14 128m² propriété actuelle de la Ville.<br><br>Sur le secteur Mozart / Messager / Couperin, l'intervention porte sur environ 3 780m² dont :<br>- 1 277m² sont acquis auprés de Clésence (emprise Mozart) au prix de 30,5€/m²<br>- 1 058m² sont acquis auprés de l'OPH (emprise Messager et Couperin) au prix de 30,5€/m²<br>- 1 000 m² étaient déjà propriétés de la Ville. |
| Démarche ou certification pour qualité environnementale : | | Montant de la valorisation pour chaque type de destination : | Les espaces publics sont valorisés à 0€/m² |
| Le cas échéant, nombre d'immeubles à démolir, type (locaux, logements, friche, ...) : | | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2021 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 12 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre arbitrage (éventuelles autres dépenses et/ou recettes prises en compte sur validation CE ou DG, précisions relatif au périmètre retenu, ...) : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant des dépenses subventionnables : | 3 981 725,30 € |
| Montant des recettes retenues : | |
| **Assiette subventionnable (déficit) :** | **3 981 725,30 €** |
| Taux de subvention du déficit applicable à l'assiette subventionnable : | 35,00% |
| Majoration du taux de subvention à la hausse (article 3.1.1.2 du RGA) : | |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | |
| **TAUX DE SUBVENTION RETENU :** | **35,00%** |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **1 393 603,86 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 3 981 725,30 € | montant TTC : | 4 778 070,36 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 2 588 121,44 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | - € | | |
| | ANRU : | 1 393 603,86 € | | |
| | Total des co-financements : | 3 981 725,30 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : la case autre correspond à la valorisation foncière

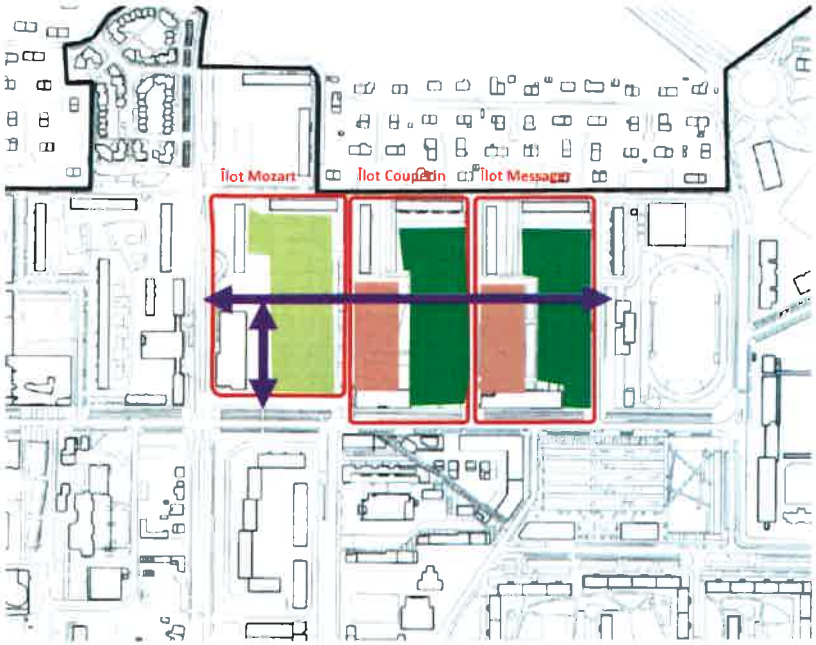
# FAT 24-1-8 : AMÉNAGEMENT DU MAILLAGE DU SECTEUR PIGEONNIER



Le projet d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage Ville d'Amiens porte sur deux secteurs d'intervention :

- Les îlots Mozart / Messager / Couperin : Sur ce secteur, il s'agit pour la Ville de créer de nouvelles liaisons piétonnes ;
- Le secteur Rainneville.

## 1/ L'opération d'aménagement sur les emprises Mozart / Messager / Couperin




Propriété CLESENCE

Propriété OPH AM

Propriété Ville

Liaisons piétonnes à aménager par la Ville

- **L'intervention de la Ville d'Amiens portera uniquement sur la création de nouvelles liaisons piétonnes qui permettront de traverser les trois îlots Mozart / Messager et Couperin.**

- **Pour réaliser cette opération, la Ville achètera des parcelles auprès de Clésence (1 722m²), auprès de l'OPH (517m²+541m²). La Ville est par ailleurs déjà propriétaire de 1 000m² sur ces îlots.**

- **Destination envisagée des îlots :**

îlot Mozart : 9 012m² appartenant à Clésence.
Sur ces 9 012m² de surfaces existantes :

- 3 790m² sont conservés par le bailleur en réserve foncière (à 30,5€/m²) (FAT Protocole 21-1-1).
- 3 500m² sont cédés (à 30,5€/m²) à Amiens Métropole pour réalisation d'un équipement public (Gymnase J.BOUIN-FAT 37-1-2) ,
- 1 722 m² sont cédés à la Ville pour la réalisation d'espaces publics piétons (à 30,5€/m²).

îlot Messager : 5 841m² appartenant à l'OPH AM.
Sur ces 5 841m² de surfaces existantes :

- 517 m² sont cédés à la Ville pour aménagement d'espaces publics piétons (à 30,5€/m²).
- 5 324m² sont conservés par le bailleur en réserve foncière (à 30,5€/m²) (FAT 21-3-1).

îlot Couperin : 6 748m² appartenant à l'OPH AM.
Sur ces 6 748m² de surfaces existantes :

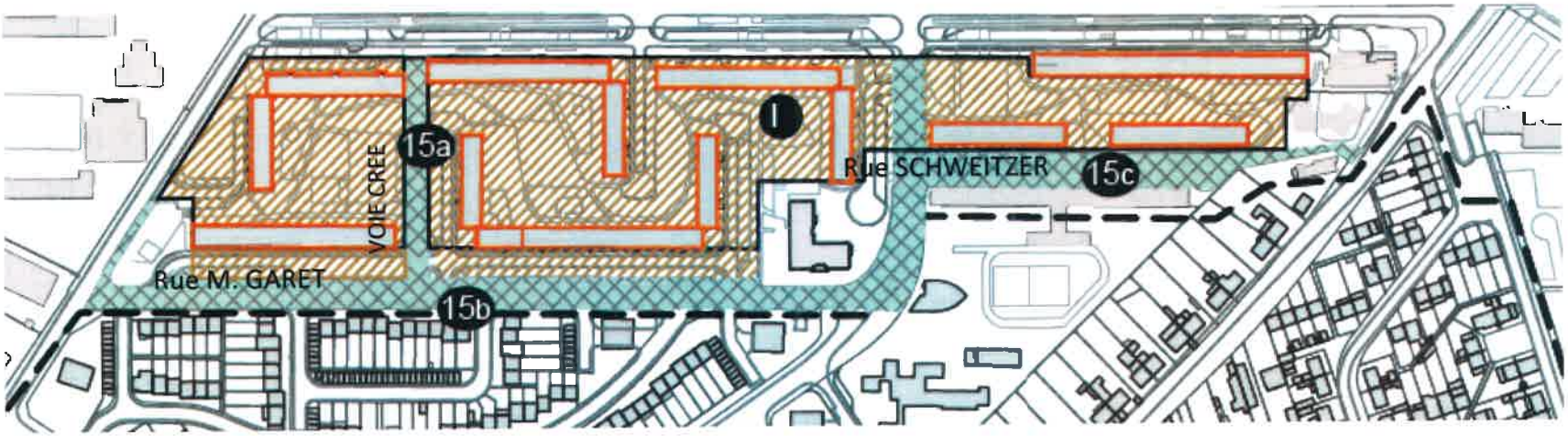
- 541 m² sont cédés à la Ville pour aménagement d'espaces publics piétons (à 30,5€/m²)
- 6 207m² sont conservés par le bailleur en réserve foncière (à 30,5€/m²) (FAT 21-3-2).

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# FAT 24-1-8 : AMÉNAGEMENT DU MAILLAGE DU SECTEUR PIGEONNIER



## 2/ L'opération d'aménagement sur le secteur Rainneville




- L'opération d'aménagement comprend :
  - La requalification des rues Maurice Garet, Schweitzer, Coty (15b/15c),
  - La création de nouvelles liaisons reliant la place du Colvert au quartier Saint-Pierre (15a).

- Ce projet s'inscrit en complémentarité avec l'intervention de l'OPH AM sur la résidence Rainneville. Les emprises d'intervention sont susceptibles d'évoluer en fonction du projet de requalification de l'OPH AM.

- **La surface d'intervention est d'environ 14 128m² sur un foncier appartenant à la Ville. Le coût des travaux est estimé à environ 2,5M€ HT hors études et honoraires.**

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.5.2

**Fiche descriptive de l'opération d'aménagement d'ensemble du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maître d'ouvrage (MO)**<br>COMMUNE D'AMIENS | **Intitulé de l'opération**<br>Requalification secteur Briqueterie |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)**<br>Requalification du secteur Briqueterie | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080003-24-0001-009 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
L'opération consiste à requalifier, offrir la qualité urbaine nécessaire à l'implantation durable d'une nouvelle population sur le secteur. Elle s'inscrit dans la parfaite continuité des interventions menées sur la rue Fafet et doit, in fine, reconnecter la cité Briqueterie au secteur Fafet en pleine mutation.
Le chiffrage comprend l'effacement de réseaux, les travaux de plantation et de restructuration de voies dont le gabarit a été revu pour optimiser les emprises constructibles valorisables rue Ronsard(suppression des angles trop aigus ..).
En terme de calendrier, l'opération accompagne le projet de diversification prévu rue Ronsard ( Action Logement).

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>Rues Belleau et Jodelle, Baif, Ronsard et Gentiane | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Mode de réalisation de l'opération d'aménagement d'ensemble : | opération en régie | Outil règlementaire : | |
| Elements sur la tension du marché, le dynamisme du territoire dans lequel se situe le quartier : | | Nombre de m² par type de foncier de destination concerné : | 10 229 m² dédiés à des voies et cheminements. |
| Démarche ou certification pour qualité environnementale : | | Montant de la valorisation pour chaque type de destination : | Nulle |
| Le cas échéant, nombre d'immeubles à démolir, type (locaux, logements, friche, ..) : | | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2022 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 6 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) ;**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre arbitrage (éventuelles autres dépenses et/ou recettes prises en compte sur validation CE ou DG, précisions relatif au périmètre retenu, ...) : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant des dépenses subventionnables : | 2 485 080,00 € |
| Montant des recettes retenues : | |
| **Assiette subventionnable (déficit) :** | **2 485 080,00 €** |
| Taux de subvention du déficit applicable à l'assiette subventionnable : | 35,00% |
| Majoration du taux de subvention à la hausse (article 3.1.1.2 du RGA) : | |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | |
| **TAUX DE SUBVENTION RETENU :** | **35,00%** |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **869 778,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 2 485 080,00 € | montant TTC : | 2 982 096,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | 1 615 302,00 € | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | - € | | |
| | ANRU : | 869 778,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 2 485 080,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.5.2

**Fiche descriptive de l'opération d'aménagement d'ensemble du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maître d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| COMMUNE D'AMIENS | Requalification de l'allée des Rencontres |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| | 785-6080002-24-0001-010 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

L'opération de requalification de l'allée des rencontres du quartier Pierre Rollin s'inscrit dans une démarche globale d'intervention sur les espaces publics qui vise à redonner du sens et de la qualité aux espaces qui manquent aujourd'hui de cohérence, sont obsolètes, dégradés et vieillissants.

Le caractère piétonnier de l'allée des recontres sera maintenu. L'opération d'aménagement consistera à formaliser un cheminement piéton central qui converge vers le parvis central, lieu d'animation du quartier, avec un espace de recul des logements en rez-de-chaussée le long de l'allée afin de recréer une intimité pour les locataires.
Une gestion plus naturelle et durable des espaces verts sera mise en place.

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| allée des rencontres parties Nord et Sud | L'allée des Rencontres s'étend pour sa partie nord de la future voie nouvelle à la fin des résidences Clésence Pierre Rollin et Germaine Dulac en passant au milieu de l'allée Pierre Rollin et de l'allée Germaine Dulac. Sa partie Sud relie le parvis central au square le Chevalier entre la copropriété Le chevalier et la résidence Beaulieu. |
| **Commune de réalisation** | |
| 80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 80021 Amiens 6080002 Pierre Rollin | |
| **Situation** | |
| Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Mode de réalisation de l'opération d'aménagement d'ensemble : | opération en régie | Outil règlementaire : | |
| Elements sur la tension du marché, le dynamisme du territoire dans lequel se situe le quartier : | | Nombre de m² par type de foncier de destination concerné : | pas de modification de type de foncier à aménager/foncier aménagé |
| Démarche ou certification pour qualité environnementale : | | Montant de la valorisation pour chaque type de destination : | |
| Le cas échéant, nombre d'immeubles à démolir, type (locaux, logements, friche, ..) : | aucun | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2021 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 7 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

| **Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :** | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre arbitrage (éventuelles autres dépenses et/ou recettes prises en compte sur validation CE ou DG, précisions relatif au périmètre retenu, ...) : | |

| **Calcul du financement prévisionnel ANRU** | **Montant retenu** |
|---|---|
| Montant des dépenses subventionnables : | 1 053 000,00 € |
| Montant des recettes retenues : | |
| **Assiette subventionnable (déficit) :** | **1 053 000,00 €** |
| Taux de subvention du déficit applicable à l'assiette subventionnable : | 35,00% |
| Majoration du taux de subvention à la hausse (article 3.1.1.2 du RGA) : | |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | |
| **TAUX DE SUBVENTION RETENU :** | **35,00%** |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **368 550,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 1 053 000,00 € | montant TTC : | 1 263 600,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 224 450,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 460 000,00 € | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | - € | | |
| | ANRU : | 368 550,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 1 053 000,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : Les coûts HT de maîtrise d'œuvre et de conduite d'opération n'étant pas évaluable à ce stade, les coûts retenus ont été appliqués p

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.5.2

**Fiche descriptive de l'opération d'aménagement d'ensemble du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>COMMUNE D'AMIENS | **Intitulé de l'opération**<br>Création d'une voie nouvelle et d'un parvis central |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080002-24-0001-011 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Il s'agira de créer un axe traversant circulé sur le quartier et d'aménager un parvis central sur la dalle. La portion de la rue du 8 mai 1945 traversant sous le supermarché sera alors fermée pour permettre l'extension du supermarché. Pour aménager le foncier soit 17340 m2, La Ville rachète à la copropriété commerciale Plein Sud le parking de la copropriété,quelques parcelles isolées, les terrains (sans le fond de commerce ni les murs qui seront acquis dans la FAT 38-1-1) des 6 cellules commerciales démolies ( EN 470, 321, 624, 472,470, 621, 622, 992) et le terrain de la mairie actuelle, soit un total de 7055 m2 au prix estimé de 150 euros du m2 .(La copropriété commerciale s'en verra simplifiée aux uniques terrains constituant l'emprise d'une cellule commerciale non démolie) La Ville acquiert aussi auprès de Clésence, au prix de 15€/m², les 1000 m2 correspondant aux emprises des 48 LLS Clésence démolis. Sur l'ensemble de ces 17340 m2 acquis, 6486 m2 seront destinés à l'aménagement voie nouvelle, 440 m2 au cheminement du parvis central jusque la rue Pierre Rollin EP6, 6861 m2 pour la création du parvis, 665 m2 pour la construction du pôle de services (FAT équipement) 650 m2 accueilleront les 6 nouvelles cellules commerciales (FAT 38-1-1) et 2238 m2 revendus à Auchan pour l'extension de son parking et de sa surface de vente. La restructuration du centre commercial FAT immobilier à vocation économique 38-1-1 prévoit l'acquisition des 6 fonds de commerces et murs , leurs démolition, la reconstruction relocalisée, et les frais d'éviction et transfert. Voir le document annexe pour l'articulation.

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>cœur de quartier de la rue Pierre Rollin à la rue du 8 mai 1945, place du théâtre, jonction de l'allée des rencontres, parcelles 470, 344, 456,330, 331, 414, 327, 472, 321, 471, 621, | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>EP1 + EP2 + EP4 + EP6<br>  |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080002 Pierre Rollin | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Mode de réalisation de l'opération d'aménagement d'ensemble : | opération en régie | Outil règlementaire : | Lancement d'une procédure DUP pour les opérations de rachat et aménagement des parcelles à la copropriété commerciale et accompagnement par un marché d' AMO foncière et juridique (négociation avec les commerçants et propriétaire |
| Elements sur la tension du marché, le dynamisme du territoire dans lequel se situe le quartier : | Centre commercial en perte d'attractivité(fermeture de commerces) mais toujours dynamique.<br>Centre culturel avec un rayonnement au-delà du quartier. | Nombre de m² par type de foncier de destination concerné : | Sur les 17 340m² de terrains, la Ville achète :<br>- 1 000m² de terrain à Clésence<br>- 7 055m² de terrains à la copropriété<br>- La Ville est déjà propriétaire de 9 285m².<br><br>Sur ces 17 340m², la Ville valorise :<br>- 13 787m² de terrains en espace public (voie nouvelle + parvis central)<br>- céde 2 238m² à Auchan pour la réalisation d'un parking<br>- conserve 650m² de terrains pour construire des commerces (voir FAT opération d'immobilier commercial)<br>- conserve 665m² de terrains pour construire le pôle de services (Voir FAT Equipement) |
| Démarche ou certification pour qualité environnementale : | | Montant de la valorisation pour chaque type de destination : | Montant de la valorisation pour l'aménagement d'espaces publics : 0€<br>Montant de la valorisation pour l'équipement public : 0€ /m2 (suite au mail de Mme Bral du 03/02/20)<br>Montant de la valorisation pour l'opération d'immobilier commercial (Auchan + commerces) : 150€/m² |
| Le cas échéant, nombre d'immeubles à démolir, type (locaux, logements, friche, ..) : | Démolition de la mairie annexe 170 m2 (les 6 cellules commerciales auront été démolies au préalable dans l'opération de restructuration du centre commercial et la démolition de 2 immeubles, soit 48 logements pour 1000 m2 seront démolis par le bailleur Clésence. La Ville achète les terrains nus) | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2022 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 7 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre arbitrage (éventuelles autres dépenses et/ou recettes prises en compte sur validation CE ou DG, précisions relatif au périmètre retenu, ...) : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

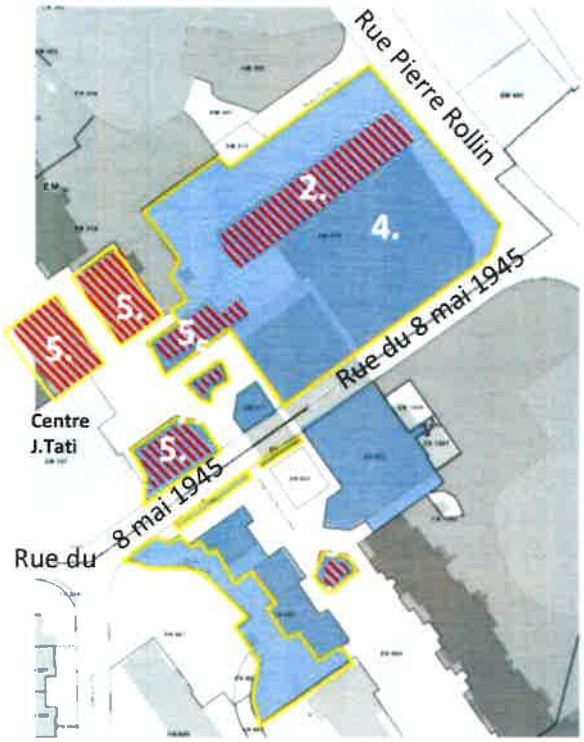
| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant des dépenses subventionnables : | 7 327 848,47 € |
| Montant des recettes retenues : | 433 200,00 € |
| **Assiette subventionnable (déficit) :** | **6 894 648,47 €** |
| Taux de subvention du déficit applicable à l'assiette subventionnable : | 25,00% |
| Majoration du taux de subvention à la hausse (article 3.1.1.2 du RGA) : | |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | |
| **TAUX DE SUBVENTION RETENU :** | **25,00%** |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **1 723 662,12 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 7 316 849,12 € | montant TTC : | 8 696 139,84 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 1 791 177,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 3 368 810,00 € | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | 433 200,00 € | | |
| | ANRU : | 1 723 662,12 € | | |
| | Total des co-financements : | 7 316 849,12 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : Les coûts de maîtrise d'œuvre et de conduite d'opération n'étant pas évaluables à ce stade, les coûts retenus ont été appliqués par d

# NPNRU Pierre Rollin- Annexe aux FAT aménagement 24-1-11 et immobilier à vocation économique 38-1-1




Les opérations d'aménagement et d'immobilier commercial du projet Pierre Rollin nécessitent un ensemble d'échanges et d'acquisitions de foncier ainsi que des démolitions/reconstructions. En effet, aujourd'hui certaines parcelles du cœur de quartier ont été rétrocédées à la Ville , mais d'autres restent du foncier appartenant à la copropriété commerciale, notamment les terrains des cellules commerciales et leurs murs.

La collectivité souhaite simplifier cette copropriété commerciale, dont elle détient 8% des parts, en rachetant une partie des terrains soit 7055 m2 . La Ville pourra ensuite revendre au prix d'achat les parcelles nécessaires à Auchan pour son extension et les cellules commerciales aux copropriétaires et commerçants relocalisés. Une AMO foncière et juridique (Systra foncier) guidera la collectivité dans la **procédure de DUP** et la **réorganisation foncière** tout au long du projet. Resteraient à termes en copropriété uniquement les murs des cellules non démolies dans le projet et leur foncier. La Ville achète également 1000 m2 à Clésence après démolition de 48 LLS.

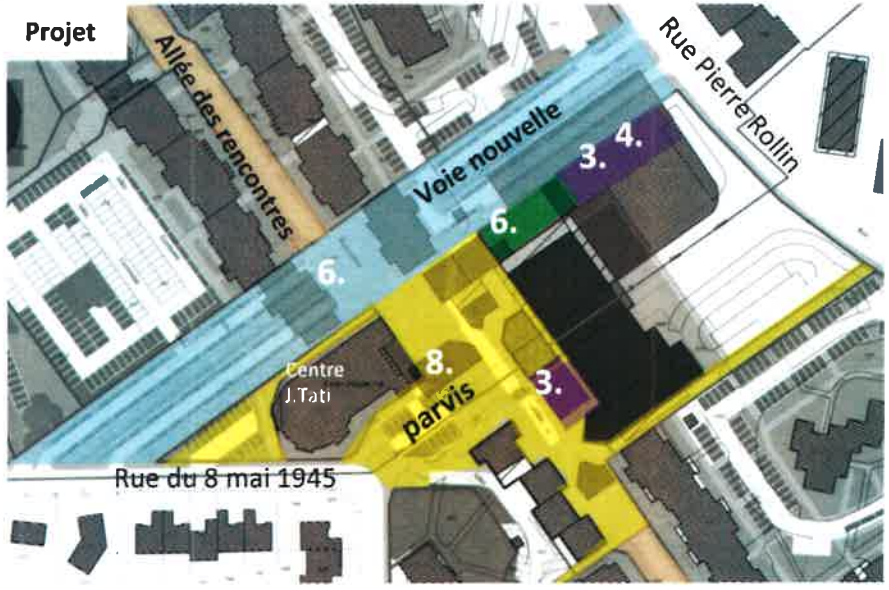
*Toutes les acquisitions foncières sont prévues dans la FAT aménagements. La construction de l'équipement public est prévu dans la FAT équipement, la démolition et reconstruction des cellules commerciales et l'achat des fonds de commerces et murs sont prévus dans la FAT immobilier économique. La démolition des 48 LLS est réalisée par le bailleur dans la FAT démolition .*

**Légende**

- foncier de la copropriété commerciale
- projet d'acquisitions foncières par la Ville d'Amiens
- projet de démolition d'immeuble

**Mode opératoire:**

1. Rachat du foncier de la copropriété (7055 m2)et des cellules commerciales par la Ville d'Amiens
2. Démolition d'une partie de la dalle de parking par la Ville
3. Construction de 6 nouvelles cellules commerciales (650 m2) par la Ville
4. Transfert des commerces et revente d'une partie du parking à Auchan pour son extension (2238 m2)/ fermeture de la voie du 8 mai 1945
5. Démolition des 6 anciennes cellules commerciales par la Ville après achat (650 m2) et de 48 logements Clésence (1000m2) par le bailleur avant achat du terrain par la Ville
6. Construction d'un pôle de services (FAT équipement) et aménagement de la voie nouvelle (6486 m2)
7. Démolition de l'ancienne mairie (170 m2)
8. Aménagement du parvis et son cheminement (7301 m2)




DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.5.2

**Fiche descriptive de l'opération d'aménagement d'ensemble du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

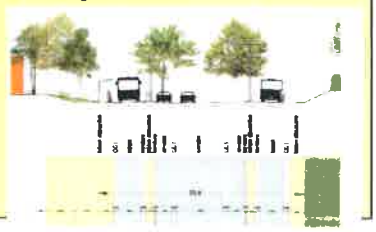
| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| CA AMIENS METROPOLE | Aménagement de l'avenue de la Commune de Paris |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| | 785-6080001-24-0002-001 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

L'avenue de la Commune de Paris, l'une des deux principales entrées du quartier, sera réaménagée en sa partie centrale dans le cadre de l'aménagement de l'îlot des Coursives. En effet, l'avenue de la Commune de Paris longe pour partie l'îlot des Coursives. Il s'agira de poursuivre les aménagements réalisés sur la partie centrale dès 2018-2019, sur les parties Nord et Sud pour une cohérence sur l'ensemble de l'avenue et surtout pour la sécuriser.

Les travaux qui laisseront davantage de place aux piétons consistent à :
- aménager de larges trottoirs ;
- réaménager une voie dédiée pour le Bus à Haut Niveau de Services (BHNS) pour chaque sens de circulation ;
- aménager des stationnements sur l'espace public ;
- réaménager des voies de circulation resserrées pour limiter la vitesse, une des principales difficultés actuelles sur cette 2X2 voie trop large ;
- aménager des traversées piétonnes sécurisées, une autre préoccupation importante car actuellement, il n'y a pas de trottoir sur toute la longueur de la voie.



## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Avenue de la Commune de Paris | Avenue de la commune de Paris, une des deux principales entrées du quartier |
| **Commune de réalisation** | |
| 80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 80021 Amiens 6080001 Étouvie | |
| **Situation** | |
| Dans QPV | |



## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Mode de réalisation de l'opération d'aménagement d'ensemble : | opération en régie | Outil règlementaire : | |
| Elements sur la tension du marché, le dynamisme du territoire dans lequel se situe le quartier : | | Nombre de m² par type de foncier de destination concerné : | Voirie et espace public : 8603m² |
| Démarche ou certification pour qualité environnementale : | | Montant de la valorisation pour chaque type de destination : | |
| Le cas échéant, nombre d'immeubles à démolir, type (locaux, logements, friche, ..) : | | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2023 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 3 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre arbitrage (éventuelles autres dépenses et/ou recettes prises en compte sur validation CE ou DG, précisions relatif au périmètre retenu, ...) : | |

| **Calcul du financement prévisionnel ANRU** | **Montant retenu** |
|---|---|
| Montant des dépenses subventionnables : | 2 091 024,00 € |
| Montant des recettes retenues : | |
| **Assiette subventionnable (déficit) :** | **2 091 024,00 €** |
| Taux de subvention du déficit applicable à l'assiette subventionnable : | 50,00% |
| Majoration du taux de subvention à la hausse (article 3.1.1.2 du RGA) : | |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | |
| **TAUX DE SUBVENTION RETENU :** | **50,00%** |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **1 045 512,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 2 142 024,00 € | montant TTC : | 2 570 428,80 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | 1 096 512,00 € | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | - € | | |
| | ANRU : | 1 045 512,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 2 142 024,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.5.2

**Fiche descriptive de l'opération d'aménagement d'ensemble du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| CA AMIENS METROPOLE | Restructuration de la place du Colvert |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| Restructuration de la place du Colvert | 785-6080003-24-0002-002 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Articulée avec la construction d'un nouveau centre commercial porté par l'EPARECA et la construction par CLESENCE d'une centaine de logements (dont 2/3 de PSLA), la refonte complète des espaces publics constitue un enjeu majeur pour la reconquête du coeur de quartier. La réussite de l'opération constitue une condition incontournable pour relever le défi de la diversification sur l'îlot Colvert et sur les emprises Pigeonnier.

L'opération d'aménagement portée par Amiens Métropole (délibération du 04 juillet 2016) comprend :
- L'acquisition des murs, des fonds, les frais de transfert ou d'éviction des commercants de l'actuel centre commercial en copropriété. (Arrêté préfectoral déclarant l'opération d'utilité publique le 6 mars 2017) ainsi que l'acquisition auprés de la Ville d'Amiens du foncier de la place existante ;
- La démolition du Centre Commercial existant et de la halle;
- La vente de foncier à Clésence, à Epareca, à d'autres opérateurs immobilier, pour la construction de logements et d'un nouveau centre commercial;
- L'aménagement des espaces publics.

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| place du Colvert<br>CL149, CL209, CK796, CK798, CK837, CK 763, CK825, CK836, CK 835, CK827 | |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

| Commentaires | | | |
|---|---|---|---|
| | | | |
| **Principales caractéristiques :** | | | |
| Mode de réalisation de l'opération d'aménagement d'ensemble : | opération en régie | Outil règlementaire : | |
| Elements sur la tension du marché, le dynamisme du territoire dans lequel se situe le quartier : | Le Colvert est le secteur le moins attractif des quartiers nord. | Nombre de m² par type de foncier de destination concerné : | 1 258 m² de locaux commerciaux<br>2 565m² de logements locatifs sociaux<br>15 920m² de foncier à aménager en espaces publics<br>1 251m² de foncier en accession libre<br>6 744m² de foncier en accession sociale à propriété |
| Démarche ou certification pour qualité environnementale : | | Montant de la valorisation pour chaque type de destination : | 35€/m² pour l'accession libre et l'accession sociale<br>42€/m² pour les locaux commerciaux |
| Le cas échéant, nombre d'immeubles à démolir, type (locaux, logements, friche, ...) : | 6 000 m² de surface commerciale à démolir. | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) | 13/01/2017 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2017 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 14 semestre(s) | |

Commentaires
Courrier de l'ANRU en date du 02 février 2017 (référence AD/YA 080-2017.021) autorisant la prise en compte des dépenses de l'opération d'aménagement du Colvert au 13 janvier 2017.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre arbitrage (éventuelles autres dépenses et/ou recettes prises en compte sur validation CE ou DG, précisions relatif au périmètre retenu, ...) : | |

| **Calcul du financement prévisionnel ANRU** | **Montant retenu** |
|---|---|
| Montant des dépenses subventionnables : | 12 538 580,00 € |
| Montant des recettes retenues : | 678 936,00 € |
| **Assiette subventionnable (déficit) :** | **11 859 644,00 €** |
| Taux de subvention du déficit applicable à l'assiette subventionnable : | 50,00% |
| Majoration du taux de subvention à la hausse (article 3.1.1.2 du RGA) : | |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | |
| **TAUX DE SUBVENTION RETENU :** | **50,00%** |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **5 929 822,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 12 522 770,00 € | montant TTC : | 15 027 324,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 480 414,00 € | | |
| | EPCI : | 4 439 216,00 € | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 994 382,00 € | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | 678 936,00 € | | |
| | ANRU : | 5 929 822,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 12 522 770,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

# FAT 24-2-2 : RESTRUCTURATION DE LA PLACE DU COLVERT



L'opération sous maitrise d'ouvrage Amiens Métropole comprend:
- l'acquisition de propriétés auprès de la Ville d'Amiens et de propriétaires privés;
- la démolition du centre actuel ;
- l'aménagement d'une place publique, d'un cheminement piéton, de la voie Winston Churchill.



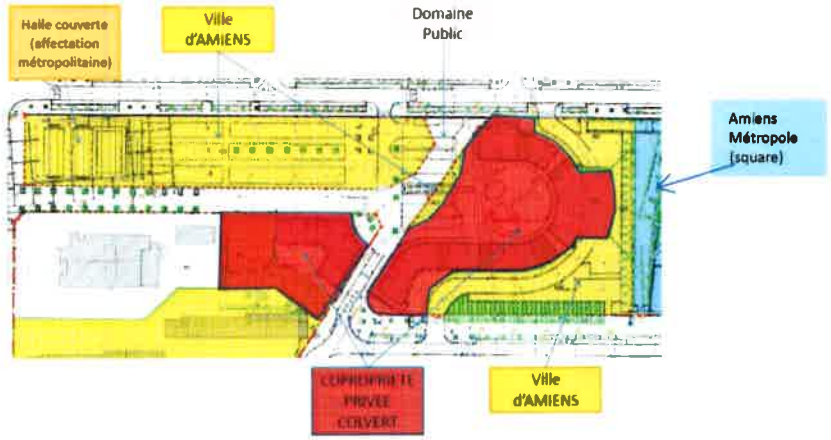

L'opération est complétée par :
- la construction de 84 logements (37 PSLA et 47 LLS) par Clésence (FAT 36 2 2 ) et la construction de 7 locaux d'activités (FAT 38 3 1);
- la construction d'un centre commercial par EPARECA (FAT 38 1 1 et FAT 38 2 1);
- La construction de 30 logements en accession libre au sud de la place (FAT 36 4 2 et FAT 36 4 3).

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

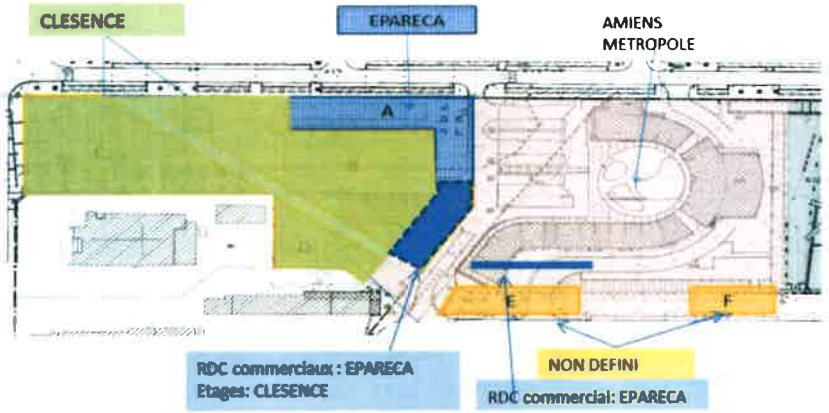
# FAT 24-2-2 : RESTRUCTURATION DE LA PLACE DU COLVERT



ETAT INITIAL




ETAT DU FONCIER A TERME




1. Amiens Métropole, maître d'ouvrage de l'opération, rachète les 18 lots commerciaux du centre commercial actuel (murs, fonds, transferts ou éviction) et le foncier appartenant à la Ville.
2. Amiens Métropole procède à la démolition du CC existant et de la Halle.
3. Amiens Métropole vend à Clésence le foncier nécessaire à la réalisation de son opération. Clésence revend à EPARECA en VEFA le RDC de la tranche 2 du nouveau Centre Commercial.
4. Amiens Métropole aménage les espaces publics.
5. Amiens Métropole vendra à terme le foncier nécessaire à la constructions des lots E et F, sachant que le RDC du lot E doit être vendu à EPARECA.

NB : La Ville d'Amiens avait déjà vendu à l'EPARCA l'emprise foncière du lot A (1 258m²) nécessaire à la construction de la première tranche du nouveau centre commercial.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.5.2

**Fiche descriptive de l'opération d'aménagement d'ensemble du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maître d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| CA AMIENS METROPOLE | Requalification des rues Fafet, Roosevelt, Marivaux et Fénélon |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| Requalification des rues Fafet, Roosevelt, Marivaux et Fénélon | 785-6080003-24-0002-003 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

L'opération vise à requalifier plusieurs voiries du quartier sous maitrise d'ouvrage communautaire.
Elle comprend:
- la requalification des rues Fénélon et Marivaux, achevant les interventions menées par la Ville d'Amiens sur le secteur Marivaux. L'objectif est de casser la vitesse et de redonner à ce « barreau » un gabarit et un traitement de cœur de quartier en y intégrant notamment une plus large emprise dédiée aux piétons.

- la requalification profonde de la rue F. Roosevelt qui constitue aujourd'hui une des grandes fractures infrastructurelles du quartier. L'idée est de casser la vitesse et de lui redonner un traitement de « rue de quartier » sur sa section Sud notamment : changement du gabarit, mise en place de plateau surélevé, plantations... L'opération doit permettre de reconnecter CARVIN et le secteur Ouest au coeur de quartier en facilitant les traversées piétonnes. Elle inclue par ailleurs le traitement de l'amorce vers la rue Guynemer. Un travail sur l'optimisation du stationnement longitudinal sera mené en lien avec les besoins liés au programme de l'ALCO.

- la requalification de la rue Fafet sur la deuxième section, cette fois-ci en coordination avec la construction des logements par la coopérative Toit aussi et l'OPH AM sur l'emprise démolie de "Fafet". Sur sa rive nord, l'intervention doit permettre de délimiter les lots à bâtir de la Briqueterie; rue Ronsard.
L'objectif est donc de contribuer à la qualité du cadre de vie du secteur et de créer les conditions foncières préalables à la commercialisation de lots identifiés pour de la diversification (accession libre).

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Rues Fafet, F. Roosevelt, Fénelon et Marivaux | L'emprise d'intervention se prolonge hors des limites de la géographie prioritaire puisque le traitement de la rue Marivaux est prévu jusqu'à l'avenue de la Défense passive. |
| **Commune de réalisation** | |
| 80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation** | |
| Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

| Commentaires | | | |
|---|---|---|---|
| | | | |
| **Principales caractéristiques :** | | | |
| Mode de réalisation de l'opération d'aménagement d'ensemble : | opération en régie | Outil règlementaire : | |
| Elements sur la tension du marché, le dynamisme du territoire dans lequel se situe le quartier : | | Nombre de m² par type de foncier de destination concerné : | 12937 m² sont destinés à de la voirie, Rues Fénélon et Marivaux<br>13 660 m² destinés à de la voirie, rue F. Rossevelt<br>3 616 m² destinés à de la voierie rue Fafet |
| Démarche ou certification pour qualité environnementale : | | Montant de la valorisation pour chaque type de destination : | Nulle |
| Le cas échéant, nombre d'immeubles à démolir, type (locaux, logements, friche, ...) : | | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 10 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre arbitrage (éventuelles autres dépenses et/ou recettes prises en compte sur validation CE ou DG, précisions relatif au périmètre retenu, ...) : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant des dépenses subventionnables : | 6 049 602,00 € |
| Montant des recettes retenues : | |
| **Assiette subventionnable (déficit) :** | **6 049 602,00 €** |
| Taux de subvention du déficit applicable à l'assiette subventionnable : | 50,00% |
| Majoration du taux de subvention à la hausse (article 3.1.1.2 du RGA) : | |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | |
| **TAUX DE SUBVENTION RETENU :** | **50,00%** |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **3 024 801,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 6 049 602,00 € | montant TTC : | 7 259 522,40 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | 3 024 801,00 € | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | - € | | |
| | ANRU : | 3 024 801,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 6 049 602,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maître d'ouvrage (MO)**<br>OPH D'AMIENS METROPOLE | **Intitulé de l'opération**<br>VEFA - ZAC INTERCAMPUS ILOT 1L1 – 44 LOGTS COLLECTIFS – 16 PLUS ET 28 PLAI |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080003-31-0001-001 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Acquisition en VEFA de 2 bâtiments sur 3, d'un projet monté par Edouard Denis Promotion, sur l'îlot 1L1 de la ZAC Intercampus à Amiens. 60 logements répartis sur les 2 bâtiments, 44 financés dans le cadre du NPNRU, et 16 dans le cadre du droit commun.
ZAC situé à proximité directe des universités, commerces hopital sud, terrains sportifs, jardins familiaux, et liaison directe vers le centre ville assuré par les transports publics.

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>ZAC INTERCAMPUS ILOT 1L1 | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements | 4 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Sélectionner le type de logements construits | | |
| Nombre de LLS reconstitués<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 44 logements<br>16 PLUS<br>28 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité | |
| Nombre de bâtiments | | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé | | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) | | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel | 1 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération | 6 semestre(s) | |

Commentaires

| | | |
|---|---|---|
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |
| | | |

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration

Localisation

Autre

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS | 196 800,00 € | | 196 800,00 € |
| PLAI | 274 400,00 € | 218 400,00 € | 492 800,00 € |
| **Total :** | **471 200,00 €** | **218 400,00 €** | **689 600,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) | montant HT | 5 147 290,75 € | montant TTC | 5 662 019,82 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) | VILLE | | | |
| | EPCI | | | |
| | DEPARTEMENT | | | |
| | REGION | | | |
| | BAILLEUR | **4 928 890,75 €** | | |
| | CDC | | | |
| | EUROPE | | | |
| | ANAH | | | |
| | AUTRE | | | |
| | ANRU | 218 400,00 € | | |
| | Total des co-financements | 5147290,75 | | |
| Dont prêts | TOTAL PRETS | 4 759 154,00 € | | |
| | dont PRET CDC | 4 287 954,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL | 471 200,00 € | | |

Commentaires particuliers le cas échéant

Le bénéficiaire représenté par **Prénom et nom du signataire**
atteste la sincérité des informations ci-dessus.

Fait à le

Signature

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maître d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| OPH D'AMIENS METROPOLE | Cour Pigeon - Déconstruction de 3 logements et reconstruction de 5 Logements Collectifs dont 5 PLAI |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP - *donné par AGORA PNRU*)** |
| CPIG-01 - Déconstruction et reconstruction de 5 logements PLAI | 785-6080003-31-0001-002 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

La Cour Pigeon est une ancienne cité manufacturière des années 1920. L'OPAC en est propriétaire depuis 1993. Une opération de réhabilitation d'envergure est menée conjointement avec la ville d'Amiens pour redorer ce quartier délaissé et le réintégrer à son environnement direct.
3 logements de cette cour menace ruine, dont un que l'OPAC vient d'acquérir. Le foncier rendu disponible après déconstruction de ces 3 logements, permettra de reconstituer 5 logements collectifs dont un PMR à RdC doté d'un jardin. Ce projet permettra également de désenclaver la Couur Pigeon, en sécurisant et réouvrant son accès direct sur la rue du Faubourg de Hem, rue principale du quartier du même nom où se situent l'ensembles des commerce, institutions, et réseaux de transports publics permettant de rejoindre le centre ville.

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| 229 rue du Faubourg de Hem, 80000 AMIENS | |
| **Commune de réalisation** | |
| 80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation** | |
| Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements | 4 |
| Nature des logements construits | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU | |
| Type de logements construits | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués | 5 logements | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité | |
| dont en PLUS : | | | |
| dont en PLAI | 5 PLAI | | |
| Nombre de bâtiments | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages | |
| Nombre d'étages par bâtiment | R+1+combles | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé | RT 2012-10% | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) | | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel | S1 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération | 3 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration

Localisation

Autre

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS | | | |
| PLAI | 49 000,00 € | 39 000,00 € | 88 000,00 € |
| **Total :** | **49 000,00 €** | **39 000,00 €** | **88 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) | montant HT | 659 090,90 € | montant TTC | 725 000,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) | VILLE | | | |
| | EPCI | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR | 620 090,90 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 39 000,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 659 090,90 € | | |
| Dont prêts | TOTAL PRETS | **620 090,90 €** | | |
| | dont PRET CDC | **571 090,90 €** | | |
| | dont PRET BONIFIE AL | **49 000,00 €** | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : **L'OPAC d'Amiens travaille à la mise en oeuvre de financements optimisés. Le plan de fiancement ci-avant est donc donné à titre indicatif.**

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maître d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| OPH D'AMIENS METROPOLE | OPH AM RECONSTITUTION LLS 6 LOGEMENTS COLLECTIFS PLUS |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP - *donné par AGORA PNRU*)** |
| Reconstitution 6 LLS AA (6 PLUS) - Majots | 785-6080003-31-0001-003 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Opération située en limite du Quartier Saint Leu, hors QPV, à coté du restaurant universitaire et du cinéma Saint Leu, en zone Monuments Historiques.
Présence de toutes les facilités à proximité.

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| 31 Rue des Granges à Amiens | |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Acquisition-amélioration | Zone géographique de reconstitution des logements | 4 |
| Nature des logements construits | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU | |
| Type de logements construits | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués<br>dont en PLUS<br>dont en PLAI | 6 logements<br>6 PLUS | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité | |
| Nombre de bâtiments | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages | |
| Nombre d'étages par bâtiment | 2 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | | |
| | Semestre : | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel | S1 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération | 2 semestre(s) | |

Commentaires :

Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration :

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 147 600,00 € | | 147 600,00 € |
| PLAI : | | | |
| **Total :** | **147 600,00 €** | | **147 600,00 €** |

Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT | 583 437,49 € | montant TTC | 641 781,24 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) | VILLE | | | |
| | EPCI | | | |
| | DEPARTEMENT | | | |
| | REGION | | | |
| | BAILLEUR | **583 437,49 €** | | |
| | CDC | | | |
| | EUROPE | | | |
| | ANAH | | | |
| | AUTRE | | | |
| | ANRU | - € | | |
| | Total des co-financements | 583 437,49 € | | |
| Dont prêts | TOTAL PRETS | **583 437,49 €** | | |
| | dont PRET CDC | **435 837,49 €** | | |
| | dont PRET BONIFIE AL | **147 600,00 €** | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : **L'OPAC d'Amiens travaille à la mise en oeuvre de financements optimisés. Le plan de fiancement ci-avant est donc donné à titre indicatif.**

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maître d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| OPH D'AMIENS METROPOLE | 31 rue des Granges – Amiens |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) 785-6080003-31-0001-004 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Cette opération fait suite à un incendie ayant détruit fin 2016 un logement individuel appartenant à l'OPAC d' Amiens et un logement privé mitoyen situé en bord de Somme et accessible uniquement par un passage sous notre immeuble. Cet événement a été fortement médiatisé et il a été à déplorer le décès de quatre habitants, locataires de l'OPAC.
Il a été décidé d'acquérir la parcelle voisine afin de permettre la reconstruction de deux logements en collectif, évitant de reproduire la configuration funeste existante et offrant des lieux de vie très qualitatifs, tant en terme de surface offerte que de vue sur le quartier historique et la Somme.

Le renouveau du quartier emblématique de Saint Leu:
Il est à noter que la réhabilitation de l'ensemble immobilier "Résidence Engoulvent" dont faisait partie le logement détruit avait été inscrite au PSP 2016-2020, à l'instar de l'ensemble des immeubles nous appartenant dans ce quartier touristique et étudiant du centre ville d'Amiens. Des travaux de réhabilitation sont donc actuellement en cours dans l'ensemble du quartier, visant la quasi totalité du patrimoine de l'OPAC d' Amiens.
Parallèlement, la collectivité intervient massivement pour rénover les voiries et espaces publics de ce lieu et y intégrer l'infrastructure du Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) afin qu'il retrouve son caractère agréable à très court terme.

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| 31 rue des Granges - Amiens | |
| **Commune de réalisation** 80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation** Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements | 4 |
| Nature des logements construits | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU | |
| Type de logements construits | Individuels | | |
| Nombre de LLS reconstitués | 2 logements | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun des services de proximité | |
| dont en PLUS | 2 PLUS | | |
| dont en PLAI | | | |
| Nombre de bâtiments | 2 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages | |
| Nombre d'étages par bâtiment | 2 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé | | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) | 25/10/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel | S2 | 2018 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération | 2 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration

Localisation

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS | 13 400,00 € | | 13 400,00 € |
| PLAI | | | |
| Total : | 13 400,00 € | | 13 400,00 € |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) | montant HT | 309 090,90 € | montant TTC | 340 000,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) | VILLE | | | |
| | EPCI | | | |
| | DEPARTEMENT | | | |
| | REGION | | | |
| | BAILLEUR | 309 090,90 € | | |
| | CDC | | | |
| | EUROPE | | | |
| | ANAH | | | |
| | AUTRE | | | |
| | ANRU | - € | | |
| | Total des co-financements | 309 090,90 € | | |
| Dont prêts | TOTAL PRETS | 309 090,90 € | | |
| | dont PRET CDC | 295 690,90 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL | 13 400,00 € | | |

Commentaires particuliers le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.2.1

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maître d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| OPH D'AMIENS METROPOLE | Hors QPV reconstitution rue Gutenberg 6 PLUS et 9 PLAI |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| Hors QPV reconstitution rue Gutenberg 6 PLUS et 9 PLAI | 785-6080003-31-0001-005 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Cette reconstitution de 15 logements hors quartier prioritaire de la ville sera réalisée a la frontière entre les quartiers ST Maurice et de Longpré lès Amiens.
Situé à 2 pas de la périphérie de la ville, le projet se situera dans un secteur agréable, sur une ligne de transports en commun, au voisinage d'équipements publics remarquables (Parc du Grand Marais, Cimetière historique de la Madeleine).

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| 65 rue Gutenberg | |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 4 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Individuels | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 15 logements<br>6 PLUS<br>9 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | le projet se situera dans un secteur agréable, sur une ligne de transports en commun, au voisinage d'équipements publics remarquables (Parc du Marais, Cimetière historique de la Madeleine). |
| Nombre de bâtiments : | 15 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | Logements individuels RDC+combles | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | Certifiaction NF HABITAT HQE en neuf avec Label Niveau RT 2012 - 10 % | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | 2 Logements |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 3 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration :

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 73 800,00 € | | 73 800,00 € |
| PLAI : | 88 200,00 € | 70 200,00 € | 158 400,00 € |
| **Total :** | **162 000,00 €** | **70 200,00 €** | **232 200,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 2 106 797,61 € | montant TTC : | 2 223 303,52 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 2 036 597,61 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 70 200,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 2 106 797,61 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 2 036 597,61 € | | |
| | dont PRET CDC : | 1 874 597,61 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 162 000,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :
L'OPAC D'AMIENS travaille à la mise en place de financements optimisés.
Le plan de financement ci-avant est donc donné à titre indiciatif.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.2.1

# Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU
## Au stade de la FAT prévisionnelle

### Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>OPH D'AMIENS METROPOLE | **Intitulé de l'opération**<br>Hors QPV - Friche Madeleine - 4 PLUS et 6 PLAI |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)**<br>Hors QPV - Friche Madeleine - 4 PLUS et 6 PLAI | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080003-31-0001-006 |

### Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Reconstruction de 10 logements en aval de la rue St Maurice sur un délaissé, dont l'architecture se veut contemporaine tout en conservant les épaisseurs et hauteurs de bâti, caractéristiques de la rue. Cette opération finalise le front de rue jusqu'au cimetière de la Madeleine. Proximité directe du centre ville par le BUS passant dans la rue, proximité directe des jardins familiaux St Maurice, de chemin de Halage et du parc du Grand Marais à moins de 2 kms.

### Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>353 RUE SAINT MAURICE A AMIENS | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

### Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 4 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Individuels groupés | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 10 logements<br>4 PLUS<br>6 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | |
| Nombre de bâtiments : | 10 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | 25% des logements adaptés aux PMR |
| Nombre d'étages par bâtiment : | R+1+combles à R+2+combles | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | RT 2012 -10% mini | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | 1 Logement |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 3 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration :

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 49 200,00 € | | 49 200,00 € |
| PLAI : | 58 800,00 € | 46 800,00 € | 105 600,00 € |
| **Total :** | **108 000,00 €** | **46 800,00 €** | **154 800,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 1 474 016,36 € | montant TTC : | 1 555 087,27 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 1 427 216,36 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 46 800,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 1 474 016,36 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 1 427 216,36 € | | |
| | dont PRET CDC : | 1 319 216,36 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 108 000,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : L'OPAC d'Amiens travaille à la mise en œuvre de financements optimisés. Le plan de financement ci-avant est donc donné à titre indicatif.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.2.1

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| OPH D'AMIENS METROPOLE | Hors QPV - Acq-Am 2 PLAI Friche Madeleine |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| Hors QPV - Acq-Am 2 PLAI Friche Madeleine | 785-6080003-31-0001-007 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Acquisition de 2 logements caractéristiques du tissu bâti amiénois, réaménagements aux standards actuels.
Opération réalisée dans le prolongement de l'opération de reconstitution de la friche Madeleine rue St Maurice.

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| 450 et 452 Rue SAINT MAURICE | |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Acquisition-amélioration | Zone géographique de reconstitution des logements : | 4 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Individuels | | |
| Nombre de LLS reconstitués : | 2 logements | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | |
| dont en PLUS : | | | |
| dont en PLAI : | 2 PLAI | | |
| Nombre de bâtiments : | 2 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | 1 Logement |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 2 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration :

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | | | |
| PLAI : | 39 200,00 € | 31 200,00 € | 70 400,00 € |
| **Total :** | **39 200,00 €** | **31 200,00 €** | **70 400,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 267 506,67 € | montant TTC : | 282 219,53 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 236 306,67 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 31 200,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 267 506,67 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 236 306,67 € | | |
| | dont PRET CDC : | 197 106,67 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 39 200,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : L'OPAC d'Amiens travaille à la mise en œuvre de financements optimisés. Le plan de financement ci-avant est donc donné à titre indicatif.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.2.1

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>OPH D'AMIENS METROPOLE | **Intitulé de l'opération**<br>En QPV - 9 PLUS site Messager |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)**<br>En QPV - 9 PLUS site Messager | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080003-31-0001-008 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Reconstitution de 9 Logements locatifs sociaux de type PLUS sur le foncier rue Messager

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>Rue Messager | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 4 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 9 logements<br>9 PLUS | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | |
| Nombre de bâtiments : | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | 2 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | RT 2010 - 10% mini | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | 2 Logements |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2022 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 6 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration :

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 60 300,00 € | | 60 300,00 € |
| PLAI : | | | |
| **Total :** | **60 300,00 €** | | **60 300,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 1 096 160,92 € | montant TTC : | 1 156 449,77 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 1 096 160,92 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | - € | | |
| | Total des co-financements : | 1 096 160,92 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 1 096 160,92 € | | |
| | dont PRET CDC : | 1 035 860,92 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 60 300,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : L'OPAC d'Amiens travaille à la mise en œuvre de financements optimisés. Le plan de financement ci-avant est donc donné à titre indicatif.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.2.1

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| OPH D'AMIENS METROPOLE | Hors QPV 6 plus et 23 PLAI à identifier reconstitution démolition Messager (Q Nord) |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| Hors QPV 6 plus et 23 PLAI à identifier reconstitution démolition Messager (Q | 785-6080003-31-0001-009 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Reconstitution non identifiée de 29 logements locatifs sociaux

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Non identifiée | |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 4 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 29 logements<br>6 PLUS<br>23 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | |
| Nombre de bâtiments : | 2 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | R+3 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | RT 2010 - 10% mini | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | 4 logements |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2022 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 6 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration :

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 73 800,00 € | | 73 800,00 € |
| PLAI : | 225 400,00 € | 179 400,00 € | 404 800,00 € |
| **Total :** | **299 200,00 €** | **179 400,00 €** | **478 600,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 3 532 074,10 € | montant TTC : | 3 726 338,16 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 3 352 674,10 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 179 400,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 3 532 074,10 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | **3 352 674,10 €** | | |
| | dont PRET CDC : | 3 053 474,10 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 299 200,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : L'OPAC d'Amiens travaille à la mise en œuvre de financements optimisés. Le plan de financement ci-avant est donc donné à titre indicatif.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.2.1

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>OPH D'AMIENS METROPOLE | **Intitulé de l'opération**<br>Hors QPV 6 plus et 23 PLAI à identifier reconstitution démolition Couperin (Q Nord) |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)**<br>Hors QPV 6 plus et 23 PLAI à identifier reconstitution démolition Couperin (Q Nord) | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080003-31-0001-010 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Reconstitution non identifiée de 29 logements locatifs sociaux

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>Non identifiée | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 4 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 29 logements<br>6 PLUS<br>23 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | |
| Nombre de bâtiments : | 2 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | R+3 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | RT 2010 - 10% mini | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | 3 logements à la demande d'Action Logement |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2022 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 6 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration :

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 73 800,00 € | | 73 800,00 € |
| PLAI : | 225 400,00 € | 179 400,00 € | 404 800,00 € |
| **Total :** | **299 200,00 €** | **179 400,00 €** | **478 600,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 3 532 074,10 € | montant TTC : | 3 726 338,16 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 3 352 674,10 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 179 400,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 3 532 074,10 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 3 352 674,10 € | | |
| | dont PRET CDC : | 3 053 474,10 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 299 200,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : L'OPAC d'Amiens travaille à la mise en œuvre de financements optimisés. Le plan de financement ci-avant est donc donné à titre indicatif.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3 2.1

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maître d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| OPH D'AMIENS METROPOLE | En QPV Reconstitution 9 PLUS sur site |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| En QPV Reconstitution 9 PLUS sur site | 785-6080003-31-0001-011 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Reconstitution de 9 Logements locatifs sociaux de type PLUS sur le foncier rue Couperin

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Rue Couperin | |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 4 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 9 logements<br>9 PLUS | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | |
| Nombre de bâtiments : | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | 3 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | RT 2010 - 10% mini | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | 2 Logements |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2022 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 6 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration :

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 60 300,00 € | | 60 300,00 € |
| PLAI : | | | |
| **Total :** | **60 300,00 €** | | **60 300,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 1 096 160,92 € | montant TTC : | 1 156 449,77 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 1 096 160,92 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | - € | | |
| | Total des co-financements : | 1 096 160,92 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 1 096 160,92 € | | |
| | dont PRET CDC : | 1 035 860,92 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 60 300,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : L'OPAC d'Amiens travaille à la mise en œuvre de financements optimisés. Le plan de financement ci-avant est donc donné à titre indicatif.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>LA MAISON DU CIL | **Intitulé de l'opération**<br>RECONSTITUTION DE L'OFFRE LOCATIVE DU GRAND MOZART - RENANCOURT - 19 PLAI ET 12 PLUS |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080003-31-0002-001 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

« Description des caractéristiques de l'opération faisant l'objet de la contractualisation.

Le programme se situe à l'Ouest de la ZAC de Renancourt à Amiens, dont l'aménageur est la SEM AMIENS AMENAGEMENT.
Il s'agit d'un ensemble réalisé par la Maison du CIL dans le cadre d'un programme plus vaste et diversifié, conçu par l'opérateur BOUYGUES IMMOBILIER.
Le programme d'ensemble comprend la réalisation en 1 tranche de 95 logements dont 38 maisons individuelles groupées, 26 intermédiaires et 31 logements collectifs :
- 28 maisons destinées à l'accession à la propriété privée
- 10 maisons destinées à l'accession sociale, objet d'un contrat de réservation en VEFA et d'une demande d'agrément de « droit commun » par la Maison du CIL
- 26 logements intermédiaires locatifs social, ces logements font l'objet d'une réservation par l'organisme SNI et l'objet d'une demande d'agrément 2018.
- 31 logements collectifs en locatif social, objet d'un contrat de réservation en VEFA et d'une demande d'agrément au titre du NPNRU pour la reconstruction de l'offre par la Maison du CIL. Ce sont ces logements qui sont traités dans la présente FAT.

Les logements collectifs sont munis d'une place de stationnement
Les logements individuels sont munis de deux places de stationnement

Le terrain d'assiette sera bordé de voies nouvelles, larges et arborées. Toutes les voiries, hormis la voie privée qui dessert les lots de maisons individuelles, seront réalisées et raccordées par la SEM AMIENS AMENAGEMENT avant la livraison des immeubles et auront un statut public.

Avancement du projet :

Le permis de construire a été obtenu pour l'ensemble le 30/04/2018. La commercialisation des PSLA est en cours. L'objectif est de vendre 30% des logement avant fin décembre 18 permettant le démarrage des travaux.
La commercialisation des logements privés a commencé
L'opération devrait donc pouvoir démarrer avant la fin de 2018.

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>ZAC RENANCOURT | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>Voir plan de masse annexé. |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

| **Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :** | | |
|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : 4 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU |
| Type de logements construits : | Sélectionner le type de logements construits | |
| Nombre de LLS reconstitués | 31 logements | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : |
| dont en PLUS | 12 PLUS | |
| dont en PLAI | 19 PLAI | |
| Nombre de bâtiments | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : |
| Nombre d'étages par bâtiment : | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) | | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel | S2 | 2018 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération | 8 semestre(s) | |

Commentaires

Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration

Localisation

Autre

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 147 600,00 € | | 147 600,00 € |
| PLAI : | 186 200,00 € | 148 200,00 € | 334 400,00 € |
| **Total :** | **333 800,00 €** | **148 200,00 €** | **482 000,00 €** |

Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) | montant HT | 3 915 306,57 € | montant TTC | 4 306 837,23 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) | | | | |
| | VILLE | | | |
| | EPCI | | | |
| | DEPARTEMENT | | | |
| | REGION | | | |
| | BAILLEUR | **3 767 106,57 €** | | |
| | CDC | | | |
| | EUROPE | | | |
| | ANAH | | | |
| | AUTRE | | | |
| | ANRU | 148 200,00 € | | |
| | Total des co-financements | 3915306.57 | | |
| Dont prêts | TOTAL PRETS | **333 800,00 €** | | |
| | dont PRET CDC | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL | 333 800,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

Le bénéficiaire, représenté par : Prénom et nom du signataire
atteste la sincérité des informations ci-dessus

Fait à le

Signature

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.2.1

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maître d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| CLESENCE | Hors QPV - 9 PLUS et 15 PLAI - Foncier à identifier |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| | 785-6080002-31-0002-002 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Cette opération de 24 logements vient assurer la reconstitution de l'offre 48 logements à démolir sur le quartier Pierre ROLLIN, sur la base des 50 %. Elle comprendra 15 PLAI et 9 PLUS.
L'opération s'incrira dans un ensemble plus important et comprendra une proportion de logements agrées en droit commun permettant une mixité plus importante (Quelques PLS, PLAI/PLUS à 30 %).

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| A identifier | |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080002 Pierre Rollin | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 4 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 24 logements<br>9 PLUS<br>15 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | Proximité des transports en commun et des commerces. |
| Nombre de bâtiments : | 2 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | 2 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | RT 2012 | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | 12,5 % soient 3 logements 1T2 et 2T3 en accord avec Action Logement |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 6 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : Non

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 110 700,00 € | | 110 700,00 € |
| PLAI : | 146 999,85 € | 117 000,00 € | 263 999,85 € |
| **Total :** | **257 699,85 €** | **117 000,00 €** | **374 699,85 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 3 360 000,00 € | montant TTC : | 3 696 000,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 3 243 000,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 117 000,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 3 360 000,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 3 041 454,55 € | | |
| | dont PRET CDC : | 2 783 754,70 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 257 699,85 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : Exemple de plan de financement

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.2.1

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maître d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| CLESENCE | Hors QPV 3 PLUS et 13 PLAI La Hotoie |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| | 785-6080003-31-0002-003 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
« Description des caractéristiques de l'opération faisant l'objet de la contractualisation. Niveau de précision à apprécier entre l'ANRU et le PP en fonction du projet et de la maturité de l'opération. Préciser si le cas échéant si l'opération fait l'objet d'une convention PIA »

Trois opérations viennent compléter la reconstitution de l'offre qui sera engagée avec la construction de 31 logements sur la ZAC de Renancourt (Opération 1).
Le reste des logements à reconstituer, sur la base des 50 % comme prescrit dans les études menées par la collectivité lors du protocole de préfiguration est donc :
147/2 – 31 (Renancourt) – 10 (dérogation pour PLUS sur le QPV Amiens Nord) soient 33 logements
Le volume de PLUS dérogatoires sur le QPV est compensé par un nombre de PLAI équivalents (6 unités supplémentaires) afin de conserver l'équilibre global PLUS/PLAI. La proportion de PLAI est donc élevée hors QPV.
En accord avec Amiens Métropôle, il est souhaité pouvoir décomposer la reconstitution hors QPV en 2 FAT.
Ces opérations hors QPV pourront comprendre une proportion de logements agrées en droit commun permettant d'améliorer la mixité (PLUS, PLAI, PSLA, PLS, logements privés) »

Une deuxième opération a été identifiée, objet de la présente FAT :
Opération 2 : Amiens - La Hotoie - 13 PLAI + 3 PLUS - objectif d'agrément en 2019
Le secteur de la Hotoie est attractif à Amiens, proche du centre ville, du parc de la Hotoie et du Zoo.
L'opération s'inscrit dans un ensemble plus important, mixte collectif à R+4+Attique/Maisons individuelles (LLS de droit commun, PLUS/PLAI/PLS) dont Clésence sera Maître d'Ouvrage.
La parcelle s'intègre dans une opération d'aménagement plus conséquente pour laquelle de permis d'aménager a été obtenu par un opérateur privé. Le programme de cet aménagement comprend par ailleurs des logements privés, des PSLA réalisés par Clésence, des LLI.

Une opération reste à identifier :
Opération 3 : 12 PLAI + 5 PLUS - objectif d'agrément en 2020

La quatrième opération de 10 logements sera implantée dans le QPV d'Amiens nord. Elle s'incrira dans une opération plus importante incluant des logements répondant à des besoins spécifiques définis en accord avec la collectivité (personnes agées par exemple).

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Amiens - La Hotoie - rue Robert le Coq | Amiens, rue Robert le Coq, opération d'aménagement phase 4 |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 4 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués : | 16 logements | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | Le positionnement est dans un secteur attractif à proximité des commerces, services de proximité et transports collectifs. |
| dont en PLUS : | 3 PLUS | | |
| dont en PLAI : | 13 PLAI | | |
| Nombre de bâtiments : | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | R+4 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | RT 2012 | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | 12,5 % - 2 logements de typologie à determiner ultérieurement selon avancement du projet (MOE à désigner à l'été 2019) |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 6 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : Non

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 36 900,00 € | | 36 900,00 € |
| PLAI : | 127 400,00 € | 101 400,00 € | 228 800,00 € |
| **Total :** | **164 300,00 €** | **101 400,00 €** | **265 700,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 2 240 000,00 € | montant TTC : | 2 464 000,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 2 138 600,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 101 400,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 2 240 000,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 2 027 636,36 € | | |
| | dont PRET CDC : | 1 863 336,36 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 164 300,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : Exemple de plan de financement

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.2.1

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| CLESENCE | Hors QPV - 5 PLUS et 12 PLAI à identifier reconstitution démolition Grand Mozart |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| | 785-6080003-31-0002-004 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
« Description des caractéristiques de l'opération faisant l'objet de la contractualisation. Niveau de précision à apprécier entre l'ANRU et le PP en fonction du projet et de la maturité de l'opération. Préciser si le cas échéant si l'opération fait l'objet d'une convention PIA »

Trois opérations viennent compléter la reconstitution de l'offre qui sera engagée avec la construction de 31 logements sur la ZAC de Renancourt.
Le reste des logements à reconstituer, sur la base des 50 % comme prescrit dans les études menées par la collectivité lors du protocole de préfiguration est donc :
147/2 – 31 (Renancourt) – 10 (dérogation pour PLUS sur le QPV Amiens Nord) soient 33 logements
Le volume de PLUS dérogatoires sur le QPV est compensé par un nombre de PLAI équivalents (6 unités supplémentaires) afin de conserver l'équilibre global PLUS/PLAI. La proportion de PLAI est donc élevée hors QPV.
En accord avec Amiens Métropôle, il est souhaité pouvoir décomposer la reconstitution hors QPV en 2 FAT.
Ces opérations hors QPV pourront comprendre une proportion de logements agrées en droit commun permettant d'améliorer la mixité (PLUS, PLAI, PSLA, PLS, logements privés) »

Une opération a été identifiée :
Opération 2 : Amiens - La Hotoie - 13 PLAI + 3 PLUS - objectif d'agrément en 2019

Une opération reste à identifier :
Opération 3, objet de la présente FAT : 12 PLAI + 5 PLUS - objectif d'agrément en 2020
L'opération - sous la forme d'immeubles collectifs, type plots de 12/20 logements et R+2/+4 selon implantation urbaine avec typologie variée (50% T2, 25%T3, 25%T4). Elle se situera dans un ensemble immobilier plus important entre 30 et 50 logements (logements complémentaires agréés en droit communs avec possiblement quelques PLS et PSLA individuels)

La quatrième opération sera implantée dans le QPV d'Amiens nord. Elle s'incrira dans une opération plus importante incluant des logements répondant à des besoins spécifiques définis en accord avec la collectivité (personnes agées par exemple).

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Amiens Métropole | Implantation à identifier. |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 4 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 17 logements<br>5 PLUS<br>12 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | Le positionnement sera dans un secteur attractif à proximité des commerces, services de proximité et transports collectifs. |
| Nombre de bâtiments : | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | R+2/+4 selon implantation retenue | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | RT 2012 | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | 12,5 % - 2 logements. La typologie sera déterminée ultérieurement, selon l'avancement du projet. |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 6 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : | Non |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 61 500,00 € | | 61 500,00 € |
| PLAI : | 117 600,00 € | 93 600,00 € | 211 200,00 € |
| **Total :** | **179 100,00 €** | **93 600,00 €** | **272 700,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 2 380 000,00 € | montant TTC : | 2 618 000,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 2 286 400,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 93 600,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 2 380 000,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 2 154 363,64 € | | |
| | dont PRET CDC : | 1 975 263,64 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 179 100,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : Exemple de plan de financement

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.2.1

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>CLESENCE | **Intitulé de l'opération**<br>En QPV 10 PLUS Reconstitution site Grand Mozart |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080003-31-0002-005 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
« Description des caractéristiques de l'opération faisant l'objet de la contractualisation. Niveau de précision à apprécier entre l'ANRU et le PP en fonction du projet et de la maturité de l'opération. Préciser si le cas échéant si l'opération fait l'objet d'une convention PIA »

La présente opération (Opération n°4) de 10 logements sera implantée dans le QPV d'Amiens nord, en dérogation. Elle s'incrira dans une opération plus importante incluant des logements répondant à des besoins spécifiques définis en accord avec la collectivité (personnes agées par exemple). Le foncier de destination n'est pas identifié à ce jour mais il s'agit de reconstruire sur des emprises démolies de Grand-Mozart.
Selon les recommandations de l'étude Flash sur la diversification de octobre 2018, il s'agira très probablement de logements individuels densifiés sur le modèle de maisons de villes (type faubourg Saint Pierre) ou de logements collectifs. L'opération devra éviter les vues plongeantes depuis les immeubles collectifs subsistants et l'effet "village gaulois" de quelques maisons disséminées dans un immense espace.

Trois opérations viennent compléter la reconstitution de l'offre qui sera engagée avec la construction de 31 logements sur la ZAC de Renancourt (Opération 1).
Le reste des logements à reconstituer, sur la base des 50 % comme prescrit dans les études menées par la collectivité lors du protocole de préfiguration est donc :
147/2 – 31 (Renancourt) – 10 (dérogation pour PLUS sur le QPV Amiens Nord) soient 33 logements
Le volume de PLUS dérogatoires sur le QPV est compensé par un nombre de PLAI équivalents (6 unités supplémentaires) afin de conserver l'équilibre global PLUS/PLAI. La proportion de PLAI est donc élevée hors QPV.
En accord avec Amiens Métropôle, il est souhaité pouvoir décomposer la reconstitution hors QPV en 2 FAT.
Ces opérations hors QPV pourront comprendre une proportion de logements agrées en droit commun permettant d'améliorer la mixité (PLUS, PLAI, PSLA, PLS, logements privés)
»
La deuxième opération identifiée :
Opération 2 : Amiens - La Hotoie - 13 PLAI + 3 PLUS - objectif d'agrément en 2019
Une opération reste à identifier :
Opération 3 : 12 PLAI + 5 PLUS - objectif d'agrément en 2020

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>En QPV Amiens Nord | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>Foncier à déterminer sur les emprises de démolition de Grand Mozart. |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 4 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | Dérogation accordée lors de la RTP du 25/06/2018 |
| Type de logements construits : | Individuels | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 10 logements<br>10 PLUS | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | En QPV Amiens Nord. Forte présence de services publics, activités, commerces de proximité en renouvellement, transports. |
| Nombre de bâtiments : | 10 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | R+1+C | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | RT 2012 | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | 17,5 % soient 2 logements. La typologie sera déterminée ultérieurement, selon l'avancement du projet |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2021 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 6 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration : Non

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 67 000,00 € | | 67 000,00 € |
| PLAI : | | | |
| **Total :** | **67 000,00 €** | | **67 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 1 400 000,00 € | montant TTC : | 1 540 000,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 1 400 000,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | - € | | |
| | Total des co-financements : | 1 400 000,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 1 267 272,73 € | | |
| | dont PRET CDC : | 1 200 272,73 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 67 000,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : Exemple de plan de financement

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.2.1

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maître d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| SOCIETE IMMO PICARDE D HLM | QPV - 30 PLUS seniors - Ilot Sud - Etouvie |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| | 785-6080001-31-0003-001 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Une opération de reconstitution sur site de 30 logements dédiés aux séniors et PMR sera réalisée sur l'emprise de l'îlot Sud (ex Village des Ecoles qui a été démoli). Cette opération permet de répondre à des besoins spécifiques (mixité générationnelle) dont nous ne disposons pas aujourd'hui et notamment avec l'accentuation du vieillissement de la population sur ce quartier. Cette dérogation pour reconstituer des logements sociaux sur site permettra de viser des produits de niches (logements séniors) et contribuera à la diversification dans ce quartier permettant également le relogement des ménages qui souhaitent rester dans le quartier et qui pourront accéder à une offre de logement sociale neuve. L'immeuble sera composé de petites typologies (24T2 et 6T3 ).

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Ilot Sud (ex village des écoles) | |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080001 Étouvie | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 4 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | logements séniors et PMR visant à répondre à une demande de logement spécifique pour laquelle le patrimoine existant sur le quartier ne peut répondre. Reconstitution permettrant la diversification et de proposer une offre sociale nouvelle permettant le relogement des ménages des immeubles démolis qui souhaitent rester sur le quartier |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 30 logements<br>30 PLUS | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | |
| Nombre de bâtiments : | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | R+3 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | LABEL BBC | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | A la demande d'Action Logement, les contreparties dues au titre de cette opération, soit 5 logements sont reportés sur l'opération de construction de 24 LLS sur le square Thuillez |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2021 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 3 semestre(s) | |

Commentaires :
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration :

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 101 000,00 € | | 101 000,00 € |
| PLAI : | | | |
| **Total :** | **101 000,00 €** | | **101 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 3 928 344,00 € | montant TTC : | 4 321 178,40 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 3 928 344,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | - € | | |
| | Total des co-financements : | 3 928 344,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 3 563 926,80 € | | |
| | dont PRET CDC : | 3 462 926,80 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 101 000,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maître d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| SOCIETE IMMO PICARDE D HLM | HQPV - 2 PLUS et 18 PLAI - ZAC INTERCAMPUS site O TERRA |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| | 785-6080001-31-0003-002 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Reconstitution d'une offre de 24 logements (20 collectifs T2/T3) et 4 logements individuels (4 T4) sur AMIENS ZAC INTERCAMPUS site O TERRA

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| ZAC INTERCAMPUS site O TERRA | |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080001 Étouvie | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 4 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Opération mixte (collectif et individuel) | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 20 logements<br>2 PLUS<br>18 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | |
| Nombre de bâtiments : | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | Label BBC -10% | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | En accord avec Action Logement, 3 logements réservés soit 1T2 PLUS et 2T3 PLAI (validation mail de L Vaesken du 2/10/2019) |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2021 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 3 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration :

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 24 600,00 € | | 24 600,00 € |
| PLAI : | 176 400,00 € | 140 400,00 € | 316 800,00 € |
| **Total :** | **201 000,00 €** | **140 400,00 €** | **341 400,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 2 844 760,00 € | montant TTC : | 3 129 236,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 2 704 360,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 140 400,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 2 844 760,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 2 662 122,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 2 461 122,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 201 000,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.2.1

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maître d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| SOCIETE IMMO PICARDE D HLM | HQPV - 20 PLAI - ZAC Renancourt -Amiens |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| | 785-6080001-31-0003-003 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Reconstitution d'une offre nouvelle de 20 logements collectifs (20 PLAI ) de type 2 et 3 sur Amiens Zac RENANCOURT

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| ZAC RENANCOURT - AMIENS | |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080001 Étouvie | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 4 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 20 logements<br><br>20 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | |
| Nombre de bâtiments : | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | R+2/3 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | Label BBC -10% | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | 2 logements réservés a Action logement 1T2 et 1T3 ( 10%) au lieu de 12,5% compensés par l'opération Otera à 15 % |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2022 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 3 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration :

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | | | |
| PLAI : | 186 400,00 € | 156 000,00 € | 342 400,00 € |
| **Total :** | **186 400,00 €** | **156 000,00 €** | **342 400,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 2 844 760,00 € | montant TTC : | 3 129 236,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 2 688 760,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 156 000,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 2 844 760,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 2 636 922,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 2 450 522,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 186 400,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.2.1

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>SOCIETE IMMO PICARDE D HLM | **Intitulé de l'opération**<br>HQPV - 23 PLAI - Foncier 2 à identifier |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080001-31-0003-004 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Reconstitution d'une offre nouvelle de 23 logements PLAI (13 T2 et 10T3) sur AMIENS METROPOLE (site à définir)

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>Périmètre Hors site à définir | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080001 Étouvie | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 4 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 23 logements<br><br>23 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | |
| Nombre de bâtiments : | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | R+2 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | Lbel BBC -10% | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | 3 logements réservés à Action logement (13% au lieu des 12,5% réglemetaires) |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2022 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 3 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration :

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | | | |
| PLAI : | 125 400,00 € | 179 400,00 € | 304 800,00 € |
| **Total :** | **125 400,00 €** | **179 400,00 €** | **304 800,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 3 534 148,15 € | montant TTC : | 3 887 562,97 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 3 354 748,15 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 179 400,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 3 534 148,15 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 3 178 040,74 € | | |
| | dont PRET CDC : | 3 052 640,74 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 125 400,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.2.1

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maître d'ouvrage (MO)**<br>SOCIETE IMMO PICARDE D HLM | **Intitulé de l'opération**<br>QPV - 24 PLUS - Square Emile Thuillez - Etouvie |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP - *donné par AGORA PNRU*)**<br>785-6080001-31-0003-005 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Après la démolition du Bâtiment de 116 logements, la SIP reconstitue une offre de logements avec un bâtiment de 24 logements collectifs PLUS avec des petites typologies (24 T2) pour compenser la perte des petits logts démolis sur le bâtiment B (80 démolitions). Le choix de faire des petites typologies est en adéquation avec la demande de logement concentrée sur ce quartier en faveur des T2.

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>Square Emile Thuillez | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>Sur le quartier Etouvie - opération de construction de LLS - déogation accordée par l'ANRU lors du CE du 13 mars 2019 |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080001 Étouvie | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 4 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | Logement T2 visant à répondre à une offre sociale nouvelle permettant le relogement des ménages des immeubles démolis principalement le bâtiment B |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 24 logements<br>24 PLUS | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | |
| Nombre de bâtiments : | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | R+2 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | label BBC | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | 4 logements réservés à Action logement ( soit 16,66% contre 17,5% réglementaire) + report à la demande d'Action Logement des 5 logements dus au titre de l'opération de construction de 30 logements séniors aidés sur l'îlot Sud.<br>Soit un total de 9 logements T2 réservés pour Action Logement sur cette opération square Thuillez |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2024 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 3 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration :

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | 160 800,00 € | | 160 800,00 € |
| PLAI : | | | |
| **Total :** | **160 800,00 €** | | **160 800,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 3 279 364,50 € | montant TTC : | 3 607 300,95 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 3 279 364,50 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | - € | | |
| | Total des co-financements : | 3 279 364,50 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 3 030 996,28 € | | |
| | dont PRET CDC : | 2 870 196,28 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 160 800,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.2.1

**Fiche descriptive de l'opération de reconstitution de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>SOCIETE IMMO PICARDE D HLM | **Intitulé de l'opération**<br>HQPV - 23 PLAI - Foncier 1 à identifier comp démol Lesot Nord |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080003-31-0003-006 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Reconstitution d'une offre nouvelle de 23 logements PLAI (13 T2 et 10T3) sur AMIENS METROPOLE (site à définir) en compensation de 48 logements démolis sur le bâtiment Lesot à Amiens Nord.

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>Périmètre Hors site à définir | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Hors QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement ANRU :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature de l'opération de reconstitution : | Neuf | Zone géographique de reconstitution des logements : | 4 |
| Nature des logements construits : | LLS | Justification d'une éventuelle demande de reconstitution dans le QPV ou dans le périmètre du PRU : | |
| Type de logements construits : | Collectifs | | |
| Nombre de LLS reconstitués :<br>dont en PLUS :<br>dont en PLAI : | 23 logements<br><br>23 PLAI | Positionnement au regard des zones d'emploi et d'animation des villes, des transports en commun, des services de proximité : | |
| Nombre de bâtiments : | 1 | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | R+2 | | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | Label BBC -10% | Contrepartie identifiée en droit de réservation pour Action Logement (des apports en faveur de la mixité) : | 3 logements réserves en accord avec Action logement ( 13% au lieu de 12,5%), soit 1T2 et 2 T3 |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date d'autorisation anticipée de démarrage (AAD) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2023 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 3 semestre(s) | |

Commentaires :
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire en cas d'acquisition-amélioration :

Localisation :

Autre :

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Volume de prêt bonifié | Subvention | Total concours financier |
|---|---|---|---|
| PLUS : | | | |
| PLAI : | 225 400,00 € | 179 400,00 € | 404 800,00 € |
| **Total :** | **225 400,00 €** | **179 400,00 €** | **404 800,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 3 534 148,15 € | montant TTC : | 3 887 562,97 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 3 354 748,15 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 179 400,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 3 534 148,15 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 3 278 040,74 € | | |
| | dont PRET CDC : | 3 052 640,74 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 225 400,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant :

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.3.1

**Fiche descriptive de l'opération de requalification de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maître d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| SOCIETE IMMO PICARDE D HLM | Requalification 120 LLS bât A |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| | 785-6080001-33-0001-001 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

A l'issue de la démolition des 36 logements de part et d'autre des porches existants, la création de trois immeubles de 40 logements chacun permet de favoriser le désenclavement Est/Ouest avec la réouverture de la rue de Morvan ayant pour objectif de sécuriser les liaisons piétonnes entre les bâtiments. Une réhabilitation ambitieuse (BBC) des 120 logements restants permettra une nouvelle attractivité du secteur accompagnée d'aménagements qualitatifs paysagers des 3 immeubles qui favorisera les circulations à l'endroit des travées. Ce projet viendra compléter les aménagements déjà réalisés par la SIP sur les entrées d'immeuble (sécurisation des entrées et mise en place de vidéo-protection) et finaliser le projet global d'aménagement entrepris depuis 2010.

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Bat A - avenue de Picardie | |
| **Commune de réalisation** | |
| 80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 80021 Amiens 6080001 Étouvie | |
| **Situation** | |
| Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

Compte tenu des travaux de démolition partielle venant morceler le batiment en 3 parties, il sera nécessaire de reloger temporairement 40 familles
- réservations Action logement : 24 logements ( 20%) soit 7T3, 15T4 et 2T5 en accord avec Action Logement

**Principales caractéristiques et objet du financement Anru :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature des logements requalifiés : | LLS | Nombre de LLS requalifiés : | 120 |
| Nombre de bâtiments : | 1 | | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | r+4 | Nombre de relogement(s) généré(s), le cas échéant : | |
| Date et coût par logement de la dernière réhabilitation : | 1994 PALLULOS 13000€/LOGT | % de relogement par rapport au nombre total de logements réhabilités : | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | Label BBC Rénovation 2009 | Modalités spécifiques de concertation : | |
| Evolution des typologies : | Pas d'évolution | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Programme de travaux : | clos couvert thermique label BBC 2009. Pas de désamiantage hormis la toiture; Intervention sécuritaire uniquements dans les logements | Estimation des répercussions sur les charges des locataires (avant/après travaux) : | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2022 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 6 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'Anru (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| | | |
|---|---|---|
| **SUBVENTION ANRU** | | |
| **Assiette subventionnable :** | | 4 765 200,00 € |
| Taux de subvention de base : | | 10,00% |
| Majoration de taux pour label BBC : | | 10,00% |
| Majoration du taux pour les organismes HLM en situation financière fragile en plan CGLLS, ou en cas de soutenabilité financière estimée difficile (avis du comité spécifique) : | | 0,00% |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | - € | 0,00% |
| **Taux de subvention retenu :** | | **20,00%** |
| **Montant de la subvention ANRU :** | | **953 040,00 €** |
| **PRÊT BONIFIE** | | |
| Total coûts de l'opération : | | 5 965 200,00 € |
| **Volume du prêt bonifié retenu :** | | **2 083 899,00 €** |
| **MONTANT TOTAL DES CONCOURS FINANCIERS DE L'ANRU** | | |
| **Montant total subvention et volume de prêt bonfié :** | | **3 036 939,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 5 965 200,00 € | montant TTC : | 6 561 720,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 535 200,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 4 476 960,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 953 040,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 5 965 200,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 4 083 019,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 1 999 120,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 2 083 899,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.3.1

**Fiche descriptive de l'opération de requalification de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maître d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| SOCIETE IMMO PICARDE D HLM | Requalification 100 LLS - bât B |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| | 785-6080001-33-0001-002 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Le Bâtiment B de la rue d'Artois situé au sud-ouest du quartier a été construit en 1968. Il est composé de 9 entrées et 180 logements dont 88 % de T2 de 42 m². Les petites typologies caractéristiques de ce bâtiment sont peu présentes à l'échelle des 2 715 logements d'Etouvie. Ces logements ont les loyers les plus bas du quartier. A l'issue de la démolition des 4 premières travées (côté route d'Abbeville) représentants 80 logements (70T2 et 10T3), le projet de la SIP qui s'appuie sur des considérations patrimoniales vise une réhabilitation ambitieuse (technique et thermique) de l'intégralité des 100 logements restants, tout en rendant traversantes les quatres entrées les plus au Nord du bâtiment. Les logements ne feront pas l'objet d'un raccordement à la chaufferie collective et disposeront d'un mode de chauffage individuel (chaudière à ventouse).

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Bâtiment B ETOUVIE Rue d'Artois | |
| **Commune de réalisation** | |
| 80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 80021 Amiens 6080001 Étouvie | |
| **Situation** | |
| Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires
Droits de réservation Action logement : 20 logements dont 17T2 et 3T3 en accord avec Action Logement

**Principales caractéristiques et objet du financement Anru :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature des logements requalifiés : | LLS | Nombre de LLS requalifiés : | 100 |
| Nombre de bâtiments : | 1 | | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | R+4 | Nombre de relogement(s) généré(s), le cas échéant : | |
| Date et coût par logement de la dernière réhabilitation : | 1994 de type PALULOS 13 000 €/LOGT | % de relogement par rapport au nombre total de logements réhabilités : | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | Label BBC Rénovation 2009 | Modalités spécifiques de concertation : | |
| Evolution des typologies : | Pas d'évolution | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Programme de travaux : | Clos couvert Thermique label BBC 2009. Pas de désamiantage hormis la toiture. Intervention sécuritaire uniquement dans les logements; Chauffage individuel mis en œuvre | Estimation des répercussions sur les charges des locataires (avant/après travaux) : | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2024 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 6 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'Anru (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| | | |
|---|---|---|
| **SUBVENTION ANRU** | | |
| **Assiette subventionnable :** | | 4 421 000,00 € |
| Taux de subvention de base : | | 10,00% |
| Majoration de taux pour label BBC : | | 10,00% |
| Majoration du taux pour les organismes HLM en situation financière fragile en plan CGLLS, ou en cas de soutenabilité financière estimée difficile (avis du comité spécifique) : | | 0,00% |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | - € | 0,00% |
| **Taux de subvention retenu :** | | 20,00% |
| **Montant de la subvention ANRU :** | | 884 200,00 € |
| **PRÊT BONIFIE** | | |
| Total coûts de l'opération : | | 5 421 000,00 € |
| **Volume du prêt bonifié retenu :** | | 1 916 581,00 € |
| **MONTANT TOTAL DES CONCOURS FINANCIERS DE L'ANRU** | | |
| **Montant total subvention et volume de prêt bonifié :** | | 2 800 781,00 € |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 5 421 000,00 € | montant TTC : | 5 963 100,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 446 000,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 4 090 800,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 884 200,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 5 421 000,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 3 833 681,00 € | | |
| | dont PRET CDC : | 1 917 100,00 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 1 916 581,00 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.3.1

**Fiche descriptive de l'opération de requalification de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maître d'ouvrage (MO)**<br>CLESENCE | **Intitulé de l'opération**<br>Requalification 131 LLS - 6 à 14 allée Germaine Dulac |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080002-33-0002-001 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
La résidence se décompose en quatre ensembles : DULAC, ROLLIN, BEAULIEU, BEAUSOLEIL, occupant le centre du quartier.
Les immeubles sont assez imposants, allant de R+6 à R+8. La présente fiche concerne l'immeuble DULAC qui totalisera 131 logements répartis sur 5 entrées, après démolition partielle.
Deux entrées des immeubles DULAC et ROLLIN totalisant 48 logements sont voués à la démolition dans le cadre du projet, permettant la desserte du coeur de quartier.
La résidentialisation complète des immeubles fait l'objet de fiches spécifiques. Elle est prévue de concert avec la rénovation des voies et espaces publics.
Leur composition est assez marquée "années 80" en terme d'image. L'ensemble est assez linéaire, malgré les décalages verticaux et horizontaux introduits dans le bâti pour éviter le lecture "barre d'immeuble". La porté de cet effort louable est limitée par les matériaux extérieurs où le béton brut et les peintures vives sont les marqueurs d'un bâti socialement connoté.
Vu du boulevard, les immeubles sont en deuxième ou troisième rideau, relativement enclavés, peu ou pas desservis en voiture. L'accessibilité est problématique depuis les

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>6,8,10,12,14 ALLEE GERMAINE DULAC | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers**<br>(si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>Voir plan de masse |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080002 Pierre Rollin | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement Anru :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature des logements requalifiés : | LLS | Nombre de LLS requalifiés : | 131 |
| Nombre de bâtiments : | 5 | | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | R+4 à R+7 | Nombre de relogement(s) généré(s), le cas échéant : | |
| Date et coût par logement de la dernière réhabilitation : | | % de relogement par rapport au nombre total de logements réhabilités : | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | Label HPE Rénovation 2009 | Modalités spécifiques de concertation : | Respect des dispositions reglementaires.<br>Le conseil de concertation locative ainsi que l'ensemble des habitants sera consulté concernant le programme de travaux et l'incidence sur les loyers et charges. |
| Evolution des typologies : | Sans objet | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Programme de travaux : | Voir description ci-dessus | Estimation des répercussions sur les charges des locataires (avant/après travaux) : | Voir description ci-dessus. Il peut être néanmoins attendu une baisse des charges à coût constant de l'énergie du fait de l'amélioration de l'enveloppe et du passage à 5,5 % de TVA prévu de la chaleur issue du réseau public. |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2021 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'Anru (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| | | |
|---|---|---|
| **SUBVENTION ANRU** | | |
| **Assiette subventionnable :** | | **1 995 966,84 €** |
| Taux de subvention de base : | | 10,00% |
| Majoration de taux pour label BBC : | | |
| Majoration du taux pour les organismes HLM en situation financière fragile en plan CGLLS, ou en cas de soutenabilité financière estimée difficile (avis du comité spécifique) : | | 0,00% |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | - € | 0,00% |
| **Taux de subvention retenu :** | | **10,00%** |
| **Montant de la subvention ANRU :** | | **199 596,68 €** |
| **PRÊT BONIFIE** | | |
| Total coûts de l'opération : | | 3 305 966,84 € |
| **Volume du prêt bonifié retenu :** | | **320 928,38 €** |
| **MONTANT TOTAL DES CONCOURS FINANCIERS DE L'ANRU** | | |
| **Montant total subvention et volume de prêt bonfié :** | | **520 525,06 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 3 305 966,84 € | montant TTC : | 3 593 381,59 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 610 460,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 2 495 910,16 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 199 596,68 € | | |
| | Total des co-financements : | 3 305 966,84 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 2 128 324,91 € | | |
| | dont PRET CDC : | 1 807 396,53 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 320 928,38 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

Il s'agit d'un exemple de plan de financement. Clesence s'autorisera à optimiser ces paramètres financiers par le recours à d'éventuels emprunts en lieu de fonds propres, le cas échéant.

CONTREPARTIE RESERVATIONS ACTION LOGEMENT = 23 LOGEMENTS

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.3.1

**Fiche descriptive de l'opération de requalification de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maître d'ouvrage (MO)**<br>CLESENCE | **Intitulé de l'opération**<br>Requalification 172 LLS - 10 à 20 allée Pierre Rollin |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080002-33-0002-002 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
« Description des caractéristiques de l'opération faisant l'objet de la contractualisation. Niveau de précision à apprécier entre l'ANRU et le PP en fonction du projet et de la maturité de l'opération. Préciser si le cas échéant si l'opération fait l'objet d'une convention PIA »
La résidence se décompose en quatre ensembles : DULAC, ROLLIN, BEAULIEU, BEAUSOLEIL, occupant le centre du quartier.
Les immeubles sont assez imposants, allant de R+6 à R+8. La présente fiche concerne l'immeuble ROLLIN qui totalisera 172 logements répartis sur 6 entrées, après démolition partielle.
Deux entrées des immeubles DULAC et ROLLIN totalisant 48 logements sont voués à la démolition dans le cadre du projet, permettant la desserte du coeur de quartier.
La résidentialisation complète des immeubles fait l'objet de fiches spécifiques. Elle est prévue de concert avec la rénovation des voies et espaces publics.
Leur composition est assez marquée "années 80" en terme d'image. L'ensemble est assez linéaire, malgré les décalages verticaux et horizontaux introduits dans le bâti pour éviter le lecture "barre d'immeuble". La porté de cet effort louable est limitée par les matériaux extérieurs où le béton brut et les peintures vives sont les marqueurs d'un bâti socialement

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>10,12,14,16,18,20 ALLEE PIERRE ROLLIN | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers**<br>(si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>Voir plan de masse |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080002 Pierre Rollin | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement Anru :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature des logements requalifiés : | LLS | Nombre de LLS requalifiés : | 172 |
| Nombre de bâtiments : | 6 | | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | R+4 à R+8 | Nombre de relogement(s) généré(s), le cas échéant : | |
| Date et coût par logement de la dernière réhabilitation : | | % de relogement par rapport au nombre total de logements réhabilités : | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | Label HPE Rénovation 2009 | Modalités spécifiques de concertation : | Respect des dispositions reglementaires.<br>Le conseil de concertation locative ainsi que l'ensemble des habitants sera consulté concernant le programme de travaux et l'incidence sur les loyers et charges.<br>Une opération d'envergure urbaine sera déclinée sur |
| Evolution des typologies : | Sans objet | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Programme de travaux : | Voir description ci-dessus | Estimation des répercussions sur les charges des locataires (avant/après travaux) : | Voir description ci-dessus. Il peut être néanmoins attendu une baisse des charges à coût constant de l'énergie du fait de l'amélioration de l'enveloppe et du passage à 5,5 % de TVA prévu de la chaleur issue du réseau public. |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'Anru (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| | | |
|---|---|---|
| **SUBVENTION ANRU** | | |
| **Assiette subventionnable :** | | 2 494 231,80 € |
| Taux de subvention de base : | | 10,00% |
| Majoration de taux pour label BBC : | | |
| Majoration du taux pour les organismes HLM en situation financière fragile en plan CGLLS, ou en cas de soutenabilité financière estimée difficile (avis du comité spécifique) : | | 0,00% |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | - € | 0,00% |
| **Taux de subvention retenu :** | | 10,00% |
| **Montant de la subvention ANRU :** | | 249 423,18 € |
| **PRÊT BONIFIE** | | |
| Total coûts de l'opération : | | 4 214 231,80 € |
| **Volume du prêt bonifié retenu :** | | 421 371,77 € |
| **MONTANT TOTAL DES CONCOURS FINANCIERS DE L'ANRU** | | |
| **Montant total subvention et volume de prêt bonifié :** | | 670 794,95 € |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 4 214 231,80 € | montant TTC : | 4 580 609,45 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 801 520,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 3 163 288,62 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 249 423,18 € | | |
| | Total des co-financements : | 4 214 231,80 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 2 669 666,27 € | | |
| | dont PRET CDC : | 2 248 294,50 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 421 371,77 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : Il s'agit d'un exemple de plan de financement. Clesence s'autorisera à optimiser ces paramètres financiers par le recours à d'éventuels emprunts en lieu de fonds propres, le cas échéant.

CONTREPARTIE RESERVATIONS ACTIONS LOGEMENT = 30 LOGEMENTS

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.3.1

**Fiche descriptive de l'opération de requalification de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maître d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| OPH D'AMIENS METROPOLE | REQUALIFICATION 170 LLS - PARC D'ALLONVILLE - Barres Marivaux et Montaigne |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| REQUALIFICATION 170 LLS - PARC D'ALLONVILLE - Barres Marivaux et | 785-6080003-33-0003-001 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Situé en lisière NORD EST de la ville d'Amiens, au contact direct avec la campagne environnante, le quartier d'Allonville se distingue par la qualité végétale et la dimension de ses espaces verts. L'OPH d'Amiens Métropole y possède 829 logements qui ont été construits entre 1972 et 1978.
Composé de 5 résidences distinctes, l'espace généreux existant entre chacune d'elle, et entre chaque bâtiment, permet à l'ensemble de respirer. La qualité de vie y est très agréable. Un centre commercial, des équipement sportifs, scolaires, culturels, et des maisons individuelles privées, terminent de composer ce quartier.
L'ensemble des typologies de logements sont recensées. Elles permettent une mixité des populations, des familles, et des générations.
Néanmoins, malgré l'entretien et la maintenance générale réalisés sur les espaces publics et les résidences, Allonville reste vétuste et nécessite une intervention d'ensemble dès maintenant, pour redorer son image originelle de lieu où il fait bon vivre.
Dans cette hypothèse, les perspectives de renouvellement proposées par l'atelier d'urbanisme MADECQ, dans le cadre de son étude réalisée sur les Quartiers Nords d'Amiens; nouveau centre commercial, nouvelle voie reliant la rue Montaigne à la rue Marivaux, possibilités de reconstitution foncières; ainsi que la prolongation du réseau de chaleur NORD;

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| 12, 14, 16, 18, 20, 22, 24, 26, 28, 30, 32 rue Montaigne à AMIENS<br>9, 11, 13, 15, 17, 19 rue Marivaux à Amiens<br>Parcelles MP219-221-222-226-227-228 | |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement Anru :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature des logements requalifiés : | LLS | Nombre de LLS requalifiés : | 170 |
| Nombre de bâtiments : | 5 | | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | 4 | Nombre de relogement(s) généré(s), le cas échéant : | |
| Date et coût par logement de la dernière réhabilitation : | RAS | % de relogement par rapport au nombre total de logements réhabilités : | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | Label BBC Rénovation 2009 | Modalités spécifiques de concertation : | Concertation réglementaire |
| Evolution des typologies : | RAS | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | Politique d'adaptation des résidences et des logements pour les séniors et les personnes à mombilité réduite |
| Programme de travaux : | Isolation et réfection du clos et du couvert;<br>Réfection des équipements dans les logements (gaz, électricité, eau);<br>Raccordement des équipements de | Estimation des répercussions sur les charges des locataires (avant/après travaux) : | Diminution des frais de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire.<br>Diminution des consommations d'eau et d'électricité.<br>Diminution des consommations liées au chaufffage et à la production d'ECS. |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 16/11/2017 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2017 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires
AAD autorisée lors du CE intermédiaire du 16 novembre 2017

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'Anru (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | Sélectionner oui ou non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| | | |
|---|---|---|
| **SUBVENTION ANRU** | | |
| **Assiette subventionnable :** | | 2 832 587,94 € |
| Taux de subvention de base : | | 10,00% |
| Majoration de taux pour label BBC : | | 10,00% |
| Majoration du taux pour les organismes HLM en situation financière fragile en plan CGLLS, ou en cas de soutenabilité financière estimée difficile (avis du comité spécifique) : | | 0,00% |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | - € | 0,00% |
| **Taux de subvention retenu :** | | **20,00%** |
| **Montant de la subvention ANRU :** | | 566 517,59 € |
| **PRÊT BONIFIE** | | |
| Total coûts de l'opération : | | 4 402 675,49 € |
| **Volume du prêt bonifié retenu :** | | 2 075 087,70 € |
| **MONTANT TOTAL DES CONCOURS FINANCIERS DE L'ANRU** | | |
| **Montant total subvention et vôlume de prêt bonfié :** | | 2 641 605,29 € |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 4 402 675,49 € | montant TTC : | 4 644 822,65 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 792 200,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 3 043 957,90 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 566 517,59 € | | |
| | Total des co-financements : | 4 402 675,49 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 3 043 957,90 € | | |
| | dont PRET CDC : | 968 870,20 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 2 075 087,70 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant
L'OPAC d'Amiens travaille à la mise en œuvre de financements optimisés. Le plan de financement ci-avant est donc donné à titre indicatif.

CONTREPARTIE RESERVATIONS ACTIONS LOGEMENT = 30 LOGEMENTS

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.3.1

**Fiche descriptive de l'opération de requalification de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maître d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| OPH D'AMIENS METROPOLE | Requalification 120 LLS - Petit Pigeonnier phase 1 - Rue Ravel |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP - *donné par AGORA PNRU*)** |
| Requalification 120 LLS - Petit Pigeonnier phase 1 - Rue Ravel | 785-6080003-33-0003-002 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

L'opération fait l'objet d'un appel d'offres en conception réalisation.
Les équipes ont été sélectionnées et un dialogue compétitif va s'engager.
L'architecte conseil (MADEC) sera consulté et ses prescriptions seront prises en compte par les concurrents.

Le dialogue permettra de retenir les meilleurs solutions et de finaliser le programme de l'opération. L'obtention du label H&E BBC rénovation 2009 est un élément intangible du recueil de besoins et sera donc constitutif de l'obligation de résultat fixé au groupement retenu.

L'experience montre que sur un bâti assez voisin - à Allonville récemment et sur la petite barre Gounod, il a été possible d'atteindre le résultat escompté sans mettre en cause les objectifs financiers.

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| 2-8; 10-16; 18-24 rue Maurice Ravel | |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement Anru :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature des logements requalifiés : | LLS | Nombre de LLS requalifiés : | 120 |
| Nombre de bâtiments : | 3 | | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | R+4 | Nombre de relogement(s) généré(s), le cas échéant : | |
| Date et coût par logement de la dernière réhabilitation : | 01/01/1987 | % de relogement par rapport au nombre total de logements réhabilités : | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | Label BBC Rénovation 2009 | Modalités spécifiques de concertation : | Concertation sur le projet urbain par Amiens Métropole<br>Présentation du projet en CCL et en réunion publique avec les habitants, conforme à la procédure OPAC de droit commun qui requiert 50 % d'avis favorable |
| Evolution des typologies : | RAS | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Programme de travaux : | BBC Rénovation 2009, amélioration confort, sécurisation résidentielle. | Estimation des répercussions sur les charges des locataires (avant/après travaux) : | Il n'est pas prévu d'évolution de charges, sinon à la baisse. L'isolation thermique mise en place permettra de baisser les charges et de compenser largement les charges liées à l'amélioration du contrôle d'accès et de la vidéo. |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 01/12/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires
AAD autorisée lors du CE intermédiaire du 16 novembre 2017

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'Anru (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| | | |
|---|---|---|
| **SUBVENTION ANRU** | | |
| **Assiette subventionnable :** | | **2 533 238,49 €** |
| Taux de subvention de base : | | 10,00% |
| Majoration de taux pour label BBC : | | 10,00% |
| Majoration du taux pour les organismes HLM en situation financière fragile en plan CGLLS, ou en cas de soutenabilité financière estimée difficile (avis du comité spécifique) : | | 0,00% |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | - € | 0,00% |
| **Taux de subvention retenu :** | | **20,00%** |
| **Montant de la subvention ANRU :** | | **506 647,70 €** |
| **PRÊT BONIFIE** | | |
| Total coûts de l'opération : | | 3 691 994,95 € |
| **Volume du prêt bonifié retenu :** | | **1 708 549,27 €** |
| **MONTANT TOTAL DES CONCOURS FINANCIERS DE L'ANRU** | | |
| **Montant total subvention et volume de prêt bonfié :** | | **2 215 196,97 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 3 691 994,95 € | montant TTC : | 3 895 054,68 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 559 200,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 2 626 147,25 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 506 647,70 € | | |
| | Total des co-financements : | 3 691 994,95 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 2 626 147,25 € | | |
| | dont PRET CDC : | 917 597,98 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 1 708 549,27 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : L'OPAC d'Amiens travaille à la mise en œuvre de financements optimisés. Le plan de fiancement ci-avant est donc donné à titre indicatif.

CONTREPARTIE RESERVATION ACTION LOGEMENT = 21 LOGEMENTS

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.3.1

**Fiche descriptive de l'opération de requalification de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maître d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| OPH D'AMIENS METROPOLE | Requalification 159 LLS - Petit Pigeonnier phase 2 |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| Requalification 159 LLS - Petit Pigeonnier phase 2 | 785-6080003-33-0003-003 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

L'opération fait l'objet d'un appel d'offres en conception réalisation.
Les équipes ont été sélectionnées et un dialogue compétitif va s'engager.
L'architecte conseil (MADEC) sera consulté et ses prescriptions seront prises en compte par les concurrents.

Le dialogue permettra de retenir les meilleurs solutions et de finaliser le programme de l'opération. L'obtention du label H&E BBC rénovation 2009 est un élément intangible du recueil de besoins et sera donc constitutif de l'obligation de résultat fixé au groupement retenu.

L'experience montre que sur un bâti assez voisin - à Allonville récemment et sur la petite barre Gounod, il a été possible d'atteindre le résultat escompté sans mettre en cause les objectifs financiers.

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| 1 à 15 rue Debussy; 17 à 23 rue Messager; 17 à 23 rue Couperin | |
| **Commune de réalisation** | |
| 80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation** | |
| Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement Anru :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature des logements requalifiés : | LLS | Nombre de LLS requalifiés : | 159 |
| Nombre de bâtiments : | 4 | | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | R+4 | Nombre de relogement(s) généré(s), le cas échéant : | |
| Date et coût par logement de la dernière réhabilitation : | 01/01/1987 | % de relogement par rapport au nombre total de logements réhabilités : | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | Label BBC Rénovation 2009 | Modalités spécifiques de concertation : | Concertation sur le projet urbain par Amiens Métropole<br>Présentation du projet en CCL et en réunion publique avec les habitants, conforme à la procédure OPAC de droit commun qui requiert 50 % d'avis favorable des résidents |
| Evolution des typologies : | RAS | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | |
| Programme de travaux : | BBC Rénovation 2009, amélioration confort, sécurisation résidentielle. | Estimation des répercussions sur les charges des locataires (avant/après travaux) : | Il n'est pas prévu d'évolution de charges, sinon à la baisse. L'isolation thermique mise en place permettra de baisser les charges et de compenser largement les charges liées à l'amélioration du contrôle d'accès et de la vidéo. |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'Anru (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| | | |
|---|---|---|
| **SUBVENTION ANRU** | | |
| **Assiette subventionnable :** | | 3 355 078,50 € |
| Taux de subvention de base : | | 10,00% |
| Majoration de taux pour label BBC : | | 10,00% |
| Majoration du taux pour les organismes HLM en situation financière fragile en plan CGLLS, ou en cas de soutenabilité financière estimée difficile (avis du comité spécifique) : | | 0,00% |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | - € | 0,00% |
| **Taux de subvention retenu :** | | **20,00%** |
| **Montant de la subvention ANRU :** | | 671 015,70 € |
| **PRÊT BONIFIE** | | |
| Total coûts de l'opération : | | 4 890 430,80 € |
| **Volume du prêt bonifié retenu :** | | 2 263 242,78 € |
| **MONTANT TOTAL DES CONCOURS FINANCIERS DE L'ANRU** | | |
| **Montant total subvention et volume de prêt bonfié :** | | 2 934 258,48 € |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 4 890 430,80 € | montant TTC : | 5 159 404,49 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 740 940,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | - € | | |
| | BAILLEUR : | 3 478 475,10 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 671 015,70 € | | |
| | Total des co-financements : | 4 890 430,80 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 3 478 475,10 € | | |
| | dont PRET CDC : | 1 215 232,32 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 2 263 242,78 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : L'OPAC d'Amiens travaille à la mise en œuvre de financements optimisés. Le plan de fiancement ci-avant est donc donné à titre indicatif.

CONTREPARTIE RESERVATION ACTION LOGEMENT = 28 LOGEMENTS

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.3.1

**Fiche descriptive de l'opération de requalification de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maître d'ouvrage (MO)**<br>OPH D'AMIENS METROPOLE | **Intitulé de l'opération**<br>Requalification 224 LLS - PARC D'ALLONVILLE - Tours Bossuet, Fénélon et Montaigne |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)**<br>Requalification 224 LLS - PARC D'ALLONVILLE - Tours Bossuet, Fénélon et | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080003-33-0003-004 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Situé en lisière NORD EST de la ville d'Amiens, au contact direct avec la campagne environnante, le quartier d'Allonville se distingue par la qualité végétale et la dimension de ses espaces verts. L'OPH d'Amiens Métropole y possède 829 logements qui ont été construits entre 1972 et 1978.
Composé de 5 résidences distinctes, l'espace généreux existant entre chacune d'elle, et entre chaque bâtiment, permet à l'ensemble de respirer. La qualité de vie y est très agréable. Un centre commercial, des équipement sportifs, scolaires, culturels, et des maisons individuelles privées, terminent de composer ce quartier.
L'ensemble des typologies de logements sont recensées. Elles permettent une mixité des populations, des familles, et des générations.
Néanmoins, malgré l'entretien et la maintenance générale réalisés sur les espaces publics et les résidences, Allonville reste vétuste et nécessite une intervention d'ensemble dès maintenant, pour redorer son image originelle de lieu où il fait bon vivre.

Dans cette hypothèse, les perspectives de renouvellement proposées par l'atelier d'urbanisme MADECQ, dans le cadre de son étude réalisée sur les Quartiers Nords d'Amiens;

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>34, 36, 38 rue Montaigne à AMIENS<br>1, 3, 5 rue Bossuet à AMIENS<br>1 rue Fénélon à AMIENS | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers**<br>(si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement Anru :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature des logements requalifiés : | LLS | Nombre de LLS requalifiés : | 224 |
| Nombre de bâtiments : | 7 | | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | 8 | Nombre de relogement(s) généré(s), le cas échéant : | |
| Date et coût par logement de la dernière réhabilitation : | RAS | % de relogement par rapport au nombre total de logements réhabilités : | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | Label BBC Rénovation 2009 | Modalités spécifiques de concertation : | Concertation réglementaire |
| Evolution des typologies : | RAS | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | Politique d'adaptation des résidences et des logements pour les séniors et les personnes à mombilité réduite |
| Programme de travaux : | Isolation et réfection du clos et du couvert;<br>Réfection des équipements dans les logements (gaz, électricité, eau);<br>Raccordement des équipements de | Estimation des répercussions sur les charges des locataires (avant/après travaux) : | Diminution des frais de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire.<br>Diminution des consommations liées au chauffage, à l'ECS, d'eau, d'électricité. |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 01/07/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 5 semestre(s) | |

Commentaires
AAD validée lors du CE intermédiaire du 16 novembre 2017

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'Anru (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| | | |
|---|---|---|
| **SUBVENTION ANRU** | | |
| **Assiette subventionnable :** | | 2 873 354,33 € |
| Taux de subvention de base : | | 10,00% |
| Majoration de taux pour label BBC : | | 10,00% |
| Majoration du taux pour les organismes HLM en situation financière fragile en plan CGLLS, ou en cas de soutenabilité financière estimée difficile (avis du comité spécifique) : | | 0,00% |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | - € | 0,00% |
| **Taux de subvention retenu :** | | **20,00%** |
| **Montant de la subvention ANRU :** | | 574 670,87 € |
| **PRÊT BONIFIE** | | |
| Total coûts de l'opération : | | 5 113 354,33 € |
| **Volume du prêt bonifié retenu :** | | 2 493 341,73 € |
| **MONTANT TOTAL DES CONCOURS FINANCIERS DE L'ANRU** | | |
| **Montant total subvention et vôlume de prêt bonfié :** | | 3 068 012,60 € |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 5 113 354,33 € | montant TTC : | 5 394 588,81 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 1 043 840,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 3 494 843,46 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 574 670,87 € | | |
| | Total des co-financements : | 5 113 354,33 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 3 494 843,46 € | | |
| | dont PRET CDC : | 1 001 501,73 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 2 493 341,73 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

L'OPAC d'Amiens travaille à la mise en œuvre de financements optimisés. Le plan de financement ci-avant est donc donné à titre indicatif.

CONTREPARTIE RESERVATIONS ACTIONS LOGEMENT = 39 LOGEMENTS

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.3.1

**Fiche descriptive de l'opération de requalification de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maître d'ouvrage (MO)**<br>OPH D'AMIENS METROPOLE | **Intitulé de l'opération**<br>Requalification 334 LLS - PARC D'ALLONVILLE - Bâts ROCHEFOUCAULD, BOSSUET, MARIVAUX |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)**<br>Requalification 334 LLS - PARC D'ALLONVILLE - Bâts ROCHEFOUCAULD, | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080003-33-0003-005 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Situé en lisière NORD EST de la ville d'Amiens, au contact direct avec la campagne environnante, le quartier d'Allonville se distingue par la qualité végétale et la dimension de ses espaces verts. L'OPH d'Amiens Métropole y possède 829 logements qui ont été construits entre 1972 et 1978.
Composé de 5 résidences distinctes, l'espace généreux existant entre chacune d'elle, et entre chaque bâtiment, permet à l'ensemble de respirer. La qualité de vie y est très agréable. Un centre commercial, des équipement sportifs, scolaires, culturels, et des maisons individuelles privées, terminent de composer ce quartier.
L'ensemble des typologies de logements sont recensées. Elles permettent une mixité des populations, des familles, et des générations.
Néanmoins, malgré l'entretien et la maintenance générale réalisés sur les espaces publics et les résidences, Allonville reste vétuste et nécessite une intervention d'ensemble dès maintenant, pour redorer son image originelle de lieu où il fait bon vivre.

Dans cette hypothèse, les perspectives de renouvellement proposées par l'atelier d'urbanisme MADECQ, dans le cadre de son étude réalisée sur les Quartiers Nords d'Amiens;

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>2, 4 rue Bossuet à AMIENS<br>9, 11, 13, 17 rue de la Rochefoucault à AMIENS<br>8 et 10 rue Marivaux à AMIENS | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers**<br>(si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement Anru :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature des logements requalifiés : | LLS | Nombre de LLS requalifiés : | 334 |
| Nombre de bâtiments : | 9 | | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | 8 | Nombre de relogement(s) généré(s), le cas échéant : | |
| Date et coût par logement de la dernière réhabilitation : | RAS | % de relogement par rapport au nombre total de logements réhabilités : | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | Label BBC Rénovation 2009 | Modalités spécifiques de concertation : | Concertation réglementaire |
| Evolution des typologies : | RAS | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | Politique d'adaptation des résidences et des logements pour les séniors et les personnes à mombilité réduite |
| Programme de travaux : | Isolation et réfection du clos et du couvert;<br>Réfection des équipements dans les logements (gaz, électricité, eau);<br>Raccordement des équipements de | Estimation des répercussions sur les charges des locataires (avant/après travaux) : | Diminution des frais de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire.<br>Diminution des consommations liées au chauffage, à l'ECS, d'eau, d'électricité. |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 5 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'Anru (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| | | |
|---|---|---|
| **SUBVENTION ANRU** | | |
| **Assiette subventionnable :** | | 4 360 178,14 € |
| Taux de subvention de base : | | 10,00% |
| Majoration de taux pour label BBC : | | 10,00% |
| Majoration du taux pour les organismes HLM en situation financière fragile en plan CGLLS, ou en cas de soutenabilité financière estimée difficile (avis du comité spécifique) : | | 0,00% |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | - € | 0,00% |
| **Taux de subvention retenu :** | | **20,00%** |
| **Montant de la subvention ANRU :** | | 872 035,63 € |
| **PRÊT BONIFIE** | | |
| Total coûts de l'opération : | | 7 666 573,25 € |
| **Volume du prêt bonifié retenu :** | | 3 727 908,32 € |
| **MONTANT TOTAL DES CONCOURS FINANCIERS DE L'ANRU** | | |
| **Montant total subvention et volume de prêt bonfié :** | | 4 599 943,95 € |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 7 666 573,25 € | montant TTC : | 8 088 234,77 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 1 556 440,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | - € | | |
| | BAILLEUR : | 5 238 097,62 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 872 035,63 € | | |
| | Total des co-financements : | 7 666 573,25 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 5 238 097,62 € | | |
| | dont PRET CDC : | 1 510 189,30 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 3 727 908,32 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

L'OPAC d'Amiens travaille à la mise en œuvre de financements optimisés. Le plan de financement ci-avant est donc donné à titre indicatif.

CONTREPARTIE RESERVATIONS ACTIONS LOGEMENT = 39 LOGEMENTS

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.3.1

**Fiche descriptive de l'opération de requalification de LLS du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maitre d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| OPH D'AMIENS METROPOLE | Requalification 101 LLS - PARC D'ALLONVILLE -Bât 61-63 rue Montaigne et 8 rue Baudelaire |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| Requalification 101 LLS - PARC D'ALLONVILLE -Bât 61-63 rue Montaigne et 8 rue | 785-6080003-33-0003-006 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Situé en lisière NORD EST de la ville d'Amiens, au contact direct avec la campagne environnante, le quartier d'Allonville se distingue par la qualité végétale et la dimension de ses espaces verts. L'OPH d'Amiens Métropole y possède 829 logements qui ont été construits entre 1972 et 1978.
Composé de 5 résidences distinctes, l'espace généreux existant entre chacune d'elle, et entre chaque bâtiment, permet à l'ensemble de respirer. La qualité de vie y est très agréable. Un centre commercial, des équipement sportifs, scolaires, culturels, et des maisons individuelles privées, terminent de composer ce quartier.
L'ensemble des typologies de logements sont recensées. Elles permettent une mixité des populations, des familles, et des générations.
Néanmoins, malgré l'entretien et la maintenance générale réalisés sur les espaces publics et les résidences, Allonville reste vétuste et nécessite une intervention d'ensemble dès maintenant, pour redorer son image originelle de lieu où il fait bon vivre.

Dans cette hypothèse, les perspectives de renouvellement proposées par l'atelier d'urbanisme MADECQ, dans le cadre de son étude réalisée sur les Quartiers Nords d'Amiens;

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| 61 et 63 rue Montaigne à AMIENS<br>8 rue Baudelaire à AMIENS<br>Parcelles MP 266 - 235 - 236 | |
| **Commune de réalisation** | |
| 80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation** | |
| Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques et objet du financement Anru :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature des logements requalifiés : | LLS | Nombre de LLS requalifiés : | 101 |
| Nombre de bâtiments : | 2 | | |
| Nombre d'étages par bâtiment : | 5 à 7 | Nombre de relogement(s) généré(s), le cas échéant : | |
| Date et coût par logement de la dernière réhabilitation : | RAS | % de relogement par rapport au nombre total de logements réhabilités : | |
| Niveau de performance énergétique et environnemental visé : | Label BBC Rénovation 2009 | Modalités spécifiques de concertation : | Concertation réglementaire |
| Evolution des typologies : | RAS | Modalités spécifiques d'accompagnement des usages : | Politique d'adaptation des résidences et des logements pour les séniors et les personnes à mombilité réduite |
| Programme de travaux : | Isolation et réfection du clos et du couvert;<br>Réfection des équipements dans les logements (gaz, électricité, eau);<br>Amélioration des équipements de production ECS et chauffage | Estimation des répercussions sur les charges des locataires (avant/après travaux) : | Diminution des frais de chauffage, de production d'eau chaude sanitaire et de ventilation.<br>Diminution des consommations d'eau, de gaz, et d'électricité. |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'Anru (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| | | |
|---|---|---|
| **SUBVENTION ANRU** | | |
| **Assiette subventionnable :** | | **1 336 486,40 €** |
| Taux de subvention de base : | | 10,00% |
| Majoration de taux pour label BBC : | | 10,00% |
| Majoration du taux pour les organismes HLM en situation financière fragile en plan CGLLS, ou en cas de soutenabilité financière estimée difficile (avis du comité spécifique) : | | 0,00% |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | - € | 0,00% |
| **Taux de subvention retenu :** | | **20,00%** |
| **Montant de la subvention ANRU :** | | **267 297,28 €** |
| **PRÊT BONIFIE** | | |
| Total coûts de l'opération : | | 2 346 486,40 € |
| **Volume du prêt bonifié retenu :** | | **1 140 594,56 €** |
| **MONTANT TOTAL DES CONCOURS FINANCIERS DE L'ANRU** | | |
| **Montant total subvention et volume de prêt bonfié :** | | **1 407 891,84 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 2 346 486,40 € | montant TTC : | 2 475 543,16 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 470 660,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | - € | | |
| | BAILLEUR : | 1 608 529,12 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 267 297,28 € | | |
| | Total des co-financements : | 2 346 486,40 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 1 608 529,12 € | | |
| | dont PRET CDC : | 467 934,56 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | 1 140 594,56 € | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

L'OPAC d'Amiens travaille à la mise en œuvre de financements optimisés. Le plan de financement ci-avant est donc donné à titre indicatif.

CONTREPARTIE RESERVATIONS ACTIONS LOGEMENT = 18 LOGEMENTS

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.3.1

**Fiche descriptive de l'opération de résidentialisation de logements du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maitre d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>CLESENCE | **Intitulé de l'opération**<br>Résidentialisation 172 LLS - 10 à 20 allée Pierre Rollin |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080002-34-0001-001 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
La résidence se décompose en quatre ensembles : DULAC, ROLLIN, BEAULIEU, BEAUSOLEIL, occupant le centre du quartier.
Les immeubles sont assez imposants, allant de R+4 à R+8. La présente fiche concerne l'immeuble ROLLIN totalisant 172 logements répartis sur 6 entrées.
Deux entrées des immeubles DULAC et ROLLIN totalisant 48 logements sont voués à la démolition dans le cadre du projet, permettant la desserte du coeur de quartier par une voie nouvelle à créer.
La résidentialisation des immeubles est prévue dans sa totalité. Elle est prévue de concert avec la rénovation des voies et espaces publics et de également en lien avec les autres bailleurs du quartier. Suite à l'avis du CE, il a été décidé avec le porteur de projet de la maintenir sur les quatre résidences concernées afin de maintenir la cohérence d'ensemble du projet.
L'étude de Albert AMAR menée lors du protocole de préfiguration que bon nombre de dysfonctionnement du quartier peuvent être imputés aux espaces exterieurs, qu'ils soient publics et privés.
Les voiries et espaces publiques, espaces verts (quelque soit leur domanialité imbriquée par ailleurs) datent de la construction.
L'ensemble est vétuste et obsolète. Les cheminement se soulèvent à cause des racines, les bordures et escaliers sont cassées, les accès ne sont pas lisibles depuis la rue et les points d'accès aux transports, les stationnements sont insuffisant (pour Pierre Rollin particulièrement), l'accessibilité à tous types de handicaps n'est pas assurée à minima

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>10,12,14,16,18,20 ALLEE PIERRE ROLLIN | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>Voir plan de masse |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080002 Pierre Rollin | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature des logements résidentialisés : | Logement Locatif Social | Programme de travaux de résidentialisation : | Voir descriptif ci-dessus |
| Cadre d'intervention : | | | |
| Nombre de logements résidentialisés : | 172 | | |
| Eléments relatifs au périmètre de l'opération de résidentialisation de logements : | Voir descriptif ci-dessus<br>Le périmètre précis de résidentialisation et les échanges fonciers seront déterminés à l'issu des études préopérationnelles. | | |
| Articulation de l'intervention de résidentialisation avec d'éventuelles opération(s) de réhabilitation ou requalification de logement locatif social : | Voir descriptif ci-dessus | Modalités de concertation (notamment avec les associations de locataires) : | Respect des dispositions reglementaires.<br>La concertation sera conduite simultanément aux opérations de requalification afin d'impliquer un maximum de personnes. |
| Articulation de l'intervention de résidentialisation avec l'opération d'aménagement d'ensemble (le cas échéant) : | Voir descriptif ci-dessus | | |
| Usage et modalités de gestion : | Voir descriptif ci-dessus | Estimation des répercussions sur les charges des locataires ou copropriétaires (avant/après travaux) : | Les charges augmenteront probablement dans des proportions limitées du fait de l'installation de nouveaux équipement d'éclairage et de contrôle d'accès. |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2021 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 3 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | |
|---|---|
| **Assiette subventionnable :** | **788 898,42 €** |
| Taux de subvention de base : | 40,00% |
| Majoration du taux de subvention : | 0,00% |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | |
| **Taux de subvention retenu :** | **40,00%** |
| **Montant de la subvention ANRU :** | **315 559,37 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 788 898,42 € | montant TTC : | 863 636,16 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 473 339,05 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 315 559,37 € | | |
| | Total des co-financements : | 788 898,42 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

| | |
|---|---|
| Commentaires particuliers, le cas échéant | Il s'agit d'un exemple de plan de financement.<br>Il restera à financer le montant de la TVA soit 74 738 €.Clesence s'autorisera à optimiser ces paramètres financiers par le recours à d'éventuels emprunts en lieu de fonds propres, le cas échéant. |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.3.1

**Fiche descriptive de l'opération de résidentialisation de logements du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maitre d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>CLESENCE | **Intitulé de l'opération**<br>Résidentialisation 131 LLS - 6 à 14 allée Germaine Dulac |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080002-34-0001-002 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
La résidence se décompose en quatre ensembles : DULAC, ROLLIN, BEAULIEU, BEAUSOLEIL, occupant le centre du quartier.
Les immeubles sont assez imposants, allant de R+4 à R+8. La présente fiche concerne l'immeuble DULAC totalisant 131 logements répartis sur 5 entrées.
Deux entrées des immeubles DULAC et ROLLIN totalisant 48 logements sont voués à la démolition dans le cadre du projet, permettant la desserte du coeur de quartier par une voie nouvelle à créer.
La résidentialisation des immeubles est prévue dans sa totalité. Elle est prévue de concert avec la rénovation des voies et espaces publics et de également en lien avec les autres bailleurs du quartier. Suite à l'avis du CE, il a été décidé avec le porteur de projet de la maintenir sur les quatre résidences concernées afin de maintenir la cohérence d'ensemble du projet.
L'étude de Albert AMAR menée lors du protocole de préfiguration que bon nombre de dysfonctionnement du quartier peuvent être imputés aux espaces exterieurs, qu'ils soient publics et privés.
Les voiries et espaces publiques, espaces verts (quelque soit leur domanialité imbriquée par ailleurs) datent de la construction.
L'ensemble est vétuste et obsolète. Les cheminement se soulèvent à cause des racines, les bordures et escaliers sont cassées, les accès ne sont pas lisibles depuis la rue et les points d'accès aux transports, les stationnements sont insuffisant (pour Pierre Rollin particulièrement), l'accessibilité à tous types de handicaps n'est pas assurée à minima

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>6,8,10,12,14 ALLEE GERMAINE DULAC | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>Voir plan de masse |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080002 Pierre Rollin | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature des logements résidentialisés : | Logement Locatif Social | Programme de travaux de résidentialisation : | Voir descriptif ci-dessus |
| Cadre d'intervention : | | | |
| Nombre de logements résidentialisés : | 131 | | |
| Eléments relatifs au périmètre de l'opération de résidentialisation de logements : | Voir descriptif ci-dessus<br>Le périmètre précis de résidentialisation et les échanges fonciers seront déterminés à l'issu des études préopérationnelles. | | |
| Articulation de l'intervention de résidentialisation avec d'éventuelles opération(s) de réhabilitation ou requalification de logement locatif social : | Voir descriptif ci-dessus | Modalités de concertation (notamment avec les associations de locataires) : | Respect des dispositions reglementaires.<br>La concertation sera conduite simultanément aux opérations de requalification afin d'impliquer un maximum de personnes. |
| Articulation de l'intervention de résidentialisation avec l'opération d'aménagement d'ensemble (le cas échéant) : | Voir descriptif ci-dessus | | |
| Usage et modalités de gestion : | Voir descriptif ci-dessus | Estimation des répercussions sur les charges des locataires ou copropriétaires (avant/après travaux) : | Les charges augmenteront probablement dans des proportions limitées du fait de l'installation de nouveaux équipement d'éclairage et de contrôle d'accès. |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2022 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 3 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | |
|---|---|
| **Assiette subventionnable :** | **600 847,05 €** |
| Taux de subvention de base : | 40,00% |
| Majoration du taux de subvention : | 0,00% |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | |
| **Taux de subvention retenu :** | **40,00%** |
| **Montant de la subvention ANRU :** | **240 338,82 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 600 847,05 € | montant TTC : | 657 769,39 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 360 508,23 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 240 338,82 € | | |
| | Total des co-financements : | 600 847,05 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

| | |
|---|---|
| Commentaires particuliers, le cas échéant | Il s'agit d'un exemple de plan de financement.<br>Il restera à financer le montant de la TVA soit 56 992 €.Clesence s'autorisera à optimiser ces paramètres financiers par le recours à d'éventuels emprunts en lieu de fonds propres, le cas échéant. |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.3.1

**Fiche descriptive de l'opération de résidentialisation de logements du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>CLESENCE | **Intitulé de l'opération**<br>Résidentialisation 132 LLS - 2-4-6-9-11 Allée Beausoleil |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080002-34-0001-003 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
La résidence se décompose en quatre ensembles : DULAC, ROLLIN, BEAULIEU, BEAUSOLEIL, occupant le centre du quartier qui seront tous réhabilités dans le cadre du NPNRU (DULAC, ROLLIN) ou dans le cadre du droit commun (BEAULIEU, BEAUSOLEIL). Les opérations sont inscrites au PSP de Clésence.
Les immeubles sont assez imposants, allant de R+4 à R+8. La présente fiche concerne l'immeuble BEAUSOLEIL totalisant 132 logements répartis sur 5 entrées.
Deux entrées des immeubles DULAC et ROLLIN totalisant 48 logements sont voués à la démolition dans le cadre du projet, permettant la desserte du coeur de quartier par une voie nouvelle à créer.
La résidentialisation des immeubles est prévue dans sa totalité. Elle est prévue de concert avec la rénovation des voies et espaces publics et de également en lien avec les autres bailleurs du quartier. Suite à l'avis du CE, il a été décidé avec le porteur de projet de la maintenir sur les quatre résidences concernées afin de maintenir la cohérence d'ensemble du projet.
L'étude de Albert AMAR menée lors du protocole de préfiguration que bon nombre de dysfonctionnement du quartier peuvent être imputés aux espaces exterieurs, qu'ils soient publics et privés.
Les voiries et espaces publiques, espaces verts (quelque soit leur domanialité imbriquée par ailleurs) datent de la construction.
L'ensemble est vétuste et obsolète. Les cheminement se soulèvent à cause des racines, les bordures et escaliers sont cassées, les accès ne sont pas lisibles depuis la rue et les

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>2-4-6-9-11 ALLEE BEAUSOLEIL | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>Voir plan de masse |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080002 Pierre Rollin | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

| Commentaires | | | |
|---|---|---|---|
| | | | |
| **Principales caractéristiques :** | | | |
| Nature des logements résidentialisés : | Logement Locatif Social | Programme de travaux de résidentialisation : | Voir descriptif ci-dessus |
| Cadre d'intervention : | | | |
| Nombre de logements résidentialisés : | 132 | | |
| Eléments relatifs au périmètre de l'opération de résidentialisation de logements : | Voir descriptif ci-dessus<br>Le périmètre précis de résidentialisation et les échanges fonciers seront déterminés à l'issu des études préopérationnelles. | | |
| Articulation de l'intervention de résidentialisation avec d'éventuelles opération(s) de réhabilitation ou requalification de logement locatif social : | Voir descriptif ci-dessus | Modalités de concertation (notamment avec les associations de locataires) : | Respect des dispositions reglementaires.<br>La concertation sera conduite simultanément aux opérations de requalification afin d'impliquer un maximum de personnes. |
| Articulation de l'intervention de résidentialisation avec l'opération d'aménagement d'ensemble (le cas échéant) : | Voir descriptif ci-dessus | | |
| Usage et modalités de gestion : | Voir descriptif ci-dessus | Estimation des répercussions sur les charges des locataires ou copropriétaires (avant/après travaux) : | Les charges augmenteront probablement dans des proportions limitées du fait de l'installation de nouveaux équipement d'éclairage et de contrôle d'accès. |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2022 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | |
|---|---|
| **Assiette subventionnable :** | **623 596,68 €** |
| Taux de subvention de base : | 40,00% |
| Majoration du taux de subvention : | 0,00% |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | |
| **Taux de subvention retenu :** | **40,00%** |
| **Montant de la subvention ANRU :** | **249 438,67 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 623 596,68 € | montant TTC : | 682 674,25 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 374 158,01 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 249 438,67 € | | |
| | Total des co-financements : | 623 596,68 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

| | |
|---|---|
| Commentaires particuliers, le cas échéant | Il s'agit d'un exemple de plan de financement.<br>Il restera à financer le montant de la TVA soit 59077,32 €.Clesence s'autorisera à optimiser ces paramètres financiers par le recours à d'éventuels emprunts au lieu de fonds propres, le cas échéant. |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.3.1

**Fiche descriptive de l'opération de résidentialisation de logements du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maitre d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>CLESENCE | **Intitulé de l'opération**<br>Résidentialisation 93 LLS - 7-9-11 allée de Beaulieu |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080002-34-0001-004 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
La résidence se décompose en quatre ensembles : DULAC, ROLLIN, BEAULIEU, BEAUSOLEIL, occupant le centre du quartier, qui seront tous réhabilités dans le cadre du NPNRU (DULAC, ROLLIN) ou dans le cadre du droit commun (BEAULIEU, BEAUSOLEIL). Les opérations sont inscrites au PSP de Clésence.
Les immeubles sont assez imposants, allant de R+4 à R+8. La présente fiche concerne l'immeuble BEAULIEU totalisant 3 logements répartis sur 3 entrées.
Deux entrées des immeubles DULAC et ROLLIN totalisant 48 logements sont voués à la démolition dans le cadre du projet, permettant la desserte du coeur de quartier par une voie nouvelle à créer.
La résidentialisation des immeubles est prévue dans sa totalité. Elle est prévue de concert avec la rénovation des voies et espaces publics et de également en lien avec les autres bailleurs du quartier. Suite à l'avis du CE, il a été décidé avec le porteur de projet de la maintenir sur les quatre résidences concernées afin de maintenir la cohérence d'ensemble du projet.
L'étude de Albert AMAR menée lors du protocole de préfiguration que bon nombre de dysfonctionnement du quartier peuvent être imputés aux espaces exterieurs, qu'ils soient publics et privés.
Les voiries et espaces publiques, espaces verts (quelque soit leur domanialité imbriquée par ailleurs) datent de la construction.
L'ensemble est vétuste et obsolète. Les cheminement se soulèvent à cause des racines, les bordures et escaliers sont cassées, les accès ne sont pas lisibles depuis la rue et les

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>7,9,11 ALLEE DE BEAULIEU | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>Voir plan de masse |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080002 Pierre Rollin | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature des logements résidentialisés : | Logement Locatif Social | Programme de travaux de résidentialisation : | Voir descriptif ci-dessus |
| Cadre d'intervention : | | | |
| Nombre de logements résidentialisés : | 93 | | |
| Eléments relatifs au périmètre de l'opération de résidentialisation de logements : | Voir descriptif ci-dessus<br>Le périmètre précis de résidentialisation et les échanges fonciers seront déterminés à l'issu des études préopérationnelles. | | |
| Articulation de l'intervention de résidentialisation avec d'éventuelles opération(s) de réhabilitation ou requalification de logement locatif social : | Voir descriptif ci-dessus | Modalités de concertation (notamment avec les associations de locataires) : | Respect des dispositions reglementaires.<br>La concertation sera conduite simultanément aux opérations de requalification afin d'impliquer un maximum de personnes. |
| Articulation de l'intervention de résidentialisation avec l'opération d'aménagement d'ensemble (le cas échéant) : | Voir descriptif ci-dessus | | |
| Usage et modalités de gestion : | Voir descriptif ci-dessus | Estimation des répercussions sur les charges des locataires ou copropriétaires (avant/après travaux) : | Les charges augmenteront probablement dans des proportions limitées du fait de l'installation de nouveaux équipement d'éclairage et de contrôle d'accès. |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2023 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 3 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | |
|---|---|
| **Assiette subventionnable :** | **452 532,77 €** |
| Taux de subvention de base : | 40,00% |
| Majoration du taux de subvention : | 0,00% |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | |
| **Taux de subvention retenu :** | **40,00%** |
| **Montant de la subvention ANRU :** | **181 013,11 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 452 532,77 € | montant TTC : | 495 404,30 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 271 519,66 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 181 013,11 € | | |
| | Total des co-financements : | 452 532,77 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

| | |
|---|---|
| Commentaires particuliers, le cas échéant | Il s'agit d'un exemple de plan de financement.<br>Il restera à financer le montant de la TVA soit 42 871,53 €. Clesence s'autorisera à optimiser ces paramètres financiers par le recours à d'éventuels emprunts au lieu de fonds propres, le cas échéant. |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.3.1

**Fiche descriptive de l'opération de résidentialisation de logements du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maitre d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| OPH D'AMIENS METROPOLE | Résidentialisation 192 LLS - Résidences Rollin et Beaulieu |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| Résidentialisation 192 LLS - Résidences Rollin et Beaulieu | 785-6080002-34-0002-001 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Le projet de résidentialisation des 108 Logements de la résidence Pierre ROLLIN et des 84 logements de la résidence BEAULIEU, propriétés de l'OPH d'Amiens Métropole, s'intègre parfaitement dans le projet de requalification urbaine portée par la ville d'AMiens. Peu impacté, eu égard au positionnement des résidences concernées, le projet de résidentialisation accompagne le projet global en respectant l'idée directice d'ensemble.
Le projet vise, outre la remise à niveau et à neuf des équipements et aménagements extérieurs à:
- Séparer les usages en privilégiant les circulations piétonnes et en diminuant l'impact des circulations des véhicules (diminution de la vitesse de circulation);
- Favoriser l'usage de la bicyclette et son stationnement;
- Délimiter les espaces communs des espaces strictements privatifs en éloignant les circulations extérieurs des pides de bâtiments, par la mise en oeuvre d'une épaisseur végétale;
- Privatiser/Sécuriser les espaces d'habitation par l'intégration d'une clôture de résidentialisation dont l'accès aux entrées serait éventuellement contrôlé;
- Améliorer l'adressage de chacune des entrées d'immeuble;
- Agrémenter l'image perçue de la résidence par la végétalisation des abords immédiats des immeubles et des massifs entre stationnement;
- Favoriser l'accès aux personnes à mobilité réduite par la matérialisation de places de stationnement réglementaires en nombre suffisant;

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Résidence Pierre Rollin , Et Beaulieu | Parcelle EN 737<br>7912 m² |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080002 Pierre Rollin | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nature des logements résidentialisés : | Logement Locatif Social | Programme de travaux de résidentialisation : | Privatisation des voies et stationnements strictements privatifs quand cela est possible.<br>Intégration d'une clôture à minima auprès des immeubles et sur le parcellaire quand cela est possible<br>Végétalisation des abords immédiats des immeubles<br>Mise en valeur de l'adressage et des entrées d'immeuble<br>Rénovation des surfaces de stationnement et de cheminement. |
| Cadre d'intervention : | | | |
| Nombre de logements résidentialisés : | 192 | | |
| Eléments relatifs au périmètre de l'opération de résidentialisation de logements : | 7912 m² | | |
| Articulation de l'intervention de résidentialisation avec d'éventuelles opération(s) de réhabilitation ou requalification de logement locatif social : | Les résidences Beaulieu et Rollin ont fait l'objet de plusieurs programmes d'entretien ces dernières années. La résidentialisation sera réalisée de manière isolée. | Modalités de concertation (notamment avec les associations de locataires) : | Lancement de l'opération via la délivrance d'un courrier d'information ou d'une réunion publique.<br>Réalisation d'une phase de Diagnostic auprès des habitants par le maître d'œuvre missioné sur l'opération.<br>Présentation de la proposition du programme de travaux en conseil de concertation locative, puis aux habitants lors d'une réunion publique et officielle.<br>Confirmation de la proposition de programme de travaux par courrier individuel accompagné d'un livret |
| Articulation de l'intervention de résidentialisation avec l'opération d'aménagement d'ensemble (le cas échéant) : | Respect de l'idée directrice majeure conduite par la Ville d'Amiens via le projet de requalification urbaine du quartier Pierre Rollin. | | |
| Usage et modalités de gestion : | | Estimation des répercussions sur les charges des locataires ou copropriétaires (avant/après travaux) : | Charges locatives augmentées à hauteur de 0 à 5 euros/mois et par foyer en fonction des systèmes de résidentialisation installés: portail ou portillon sur contrôle d'accès, vidéosurveillance, etc. |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) : | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2023 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 3 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | Selectionner oui ou non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | |
|---|---|
| **Assiette subventionnable :** | **864 150,33 €** |
| Taux de subvention de base : | 40,00% |
| Majoration du taux de subvention : | 0,00% |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | |
| **Taux de subvention retenu :** | **40,00%** |
| **Montant de la subvention ANRU :** | **345 660,13 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 884 212,33 € | montant TTC : | 932 844,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 538 552,20 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 345 660,13 € | | |
| | Total des co-financements : | 884 212,33 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 538 552,20 € | | |
| | dont PRET CDC : | 538 552,20 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : L'OPAC d'Amiens travaille à la mise en œuvre de financements optimisés. Le plan de fiancement ci-avant est donc donné à titre indicatif.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V1.2.1

**Fiche descriptive de l'opération d'accession à la propriété du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| SOCIETE IMMO PICARDE D HLM | Construction de 19 logements - Ilot Corbières |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| | 785-6080001-36-0001-001 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Construction d'une opération de diversification composée de 19 Logements individuels en PSLA (location/Accession) avec 15 T4 de 92 m² et 4 T5 de 100 m², garage et jardin privatif, place des Corbières à Etouvie. Ce programme favorise le parcours résidentiel pour les locataires de la SIP. De nombreux services sont présents sur le quartier (Ecoles, commerces de proximité, Bus à Haut Niveau de Services).

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Place des Corbières Quartier d'Etouvie | |
| **Commune de rattachement** | |
| Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 80021 Amiens 6080001 Étouvie | |
| **Situation** | |
| Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement Anru :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nombre de logements en accession : | 19 | Type de production envisagée : | Location/accession PSLA Individuel |
| Eléments relatifs au contexte de l'opération : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnementale visé et démarche ou certification envisagés : | BBC | Eléments relatifs aux modalités d'accompagnement des acquéreurs : | |
| Prix de revient HT de l'opération : | 3 538 297,11 € | | |
| Prix de revient TTC de l'opération : | 3 732 903,46 € | Eléments relatifs aux modalités de commercialisation : | |
| Prix de vente prévisionnel en fonction des typologies de logement : | | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Le cas échéant : date d'autorisation de démarrage anticipé | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 3 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire :
Localisation :
Autre :

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant forfaitaire de l'aide par logement | 10 000,00 € |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **190 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

Coût de l'opération (en euros) : montant HT : 3 538 297,11 € montant TTC : 3 538 297,11 €
*Correspondant à la somme des aides à destination de l'accédant*

Co-financements :
*Uniquement pour les aides à destination de l'accédant (hors fonds-propres)*

| | |
|---|---|
| VILLE : | 375 350,00 € |
| EPCI : | 375 350,00 € |
| DEPARTEMENT : | |
| REGION : | |
| BAILLEUR : | 2 597 597,11 € |
| CDC : | |
| EUROPE : | |
| ANAH : | |
| AUTRE : | |
| ANRU : | 190 000,00 € |

Dont prêts :

| | |
|---|---|
| PRETS : | 2 482 203,00 € |
| PRET CDC : | |
| PRET BONIFIE AL : | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

Le bénéficiaire, représenté par : Prénom et nom du signataire
atteste la sincérité des informations ci-dessus.

Fait à le

Signature

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V1.2.1

**Fiche descriptive de l'opération d'accession à la propriété du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maître d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| CLESENCE | Construction de 15 logements - rue de Dortmund |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| | 785-6080002-36-0002-001 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
« Description des caractéristiques de l'opération faisant l'objet de la contractualisation. Niveau de précision à apprécier entre l'ANRU et le PP en fonction du projet et de la maturité de l'opération. Préciser si le cas échéant si l'opération fait l'objet d'une convention PIA »

L'opération vient compléter une offre diversifiée de logements sur le quartier Pierre Rollin. De nombreux logements privés sont implantés dans le voisinage immédiat mais l'accession sociale n'est pas présente.

Il s'agit de s'implanter en limite du secteur concerné coté sud, partiellemet en lieu et place d'un parking résidentiel desaffecté du fait de son éloignement des entrées d'immeubles. L'emprise pressentie à ce stade est la propriété de Clésence.
La construction sera implanté dans un espace largement paysagé, faisant face à un ensemble de maisons individuelles privées de l'autre coté de la rue de DORTMUND et à proximité immédiate de la nouvelle maison de la petite enfance Germaine DULAC.

Si le lieu a été identifié par l'architecte urbaniste conseil du porteur de projet, l'implantation exacte sera définie précisement lors des études opérationnelles.

Cette construction est prévue en fin de période afin que sa commercialisation bénéficie pleinement du changement d'image attendu pour le quartier.

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| RUE DORTMUND | Voir plan de masse |
| **Commune de rattachement** | |
| Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 80021 Amiens 6080002 Pierre Rollin | |
| **Situation** | |
| Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement Anru :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nombre de logements en accession : | 15 | Type de production envisagée : | LOCATION ACCESSION |
| Eléments relatifs au contexte de l'opération : | Cf. descriptif ci-dessus. | | |
| Niveau de performance énergétique et environnementale visé et démarche ou certification envisagés : | RT2012 | Eléments relatifs aux modalités d'accompagnement des acquéreurs : | Conseil, vente et suivi assurés par une conseillère commerciale, depuis l'Agence d'Amiens. |
| Prix de revient HT de l'opération : | 1 895 000,00 € | | |
| Prix de revient TTC de l'opération : | 1 999 225,00 € | Eléments relatifs aux modalités de commercialisation : | La commercialisation sera assurée par Clésence en direct. Plusieurs canaux seront utilisés :<br>Affichage à la Maison du Projet et en Mairie,<br>Journal Municipal,<br>Publication Immo80,<br>Extranet avec visite virtuelle,<br>Site internet de Clésence;<br>Vitrine de Clésence à l'agence d'Amiens;<br>Rendez vous assurés par une commerciale expérimentée sur Amiens. |
| Prix de vente prévisionnel en fonction des typologies de logement : | Le prix de vente sera déterminé lors des études opérationnelles | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Le cas échéant : date d'autorisation de démarrage anticipé | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2023 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire :
Localisation :
Autre :

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant forfaitaire de l'aide par logement | 10 000,00 € |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **150 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

Coût de l'opération (en euros) : montant HT : 1 895 000,00 € montant TTC : 1 895 000,00 €
*Correspondant à la somme des aides à destination de l'accédant*

Co-financements :
*Uniquement pour les aides à destination de l'accédant (hors fonds-propres)*

| | |
|---|---|
| VILLE : | 240 000,00 € |
| EPCI : | 240 000,00 € |
| DEPARTEMENT : | |
| REGION : | |
| BAILLEUR : | 1 265 000,00 € |
| CDC : | |
| EUROPE : | |
| ANAH : | |
| AUTRE : | |
| ANRU : | 150 000,00 € |

Dont prêts :

| | |
|---|---|
| PRETS : | 1 265 000,00 € |
| PRET CDC : | |
| PRET BONIFIE AL : | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : Les futurs accédants bénéficieront d'une aide prêt à taux zéro des collectivités. Elle prennent en charge les intérêts sur leurs prêts, à hauteur de 15 000 à 23 000 € par famille, selon leur situation, au cas par cas.

Le bénéficiaire, représenté par : Prénom et nom du signataire
atteste la sincérité des informations ci-dessus.

Fait à le

Signature

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V1.2.1

**Fiche descriptive de l'opération d'accession à la propriété du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maître d'ouvrage (MO)**<br>CLESENCE | **Intitulé de l'opération**<br>Construction de 37 logements - Place du Colvert |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080003-36-0002-002 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
« Description des caractéristiques de l'opération faisant l'objet de la contractualisation. Niveau de précision à apprécier entre l'ANRU et le PP en fonction du projet et de la maturité de l'opération. Préciser si le cas échéant si l'opération fait l'objet d'une convention PIA »

L'opération constitue la première phase de diversification de l'offre sur le secteur du Pigeonnier. Son assise est constituée de terrains appartenant à la collectivité - actuel place du marché et marché couvert, partie de l'actuel centre commercial à démolir. La maîtrise foncière par Amiens Métropôle et la Ville d'Amiens sera probablement effective au premier semestre 2020.

Il s'agit de constuire un ensemble regroupant des logements locatifs "hauts de gamme" type PLS dans le cadre du droit commun avec des commerces (vendus à l'EPARECA) et locaux d'activités (services, associations) en pied d'immeuble (ces derniers font l'objet d'une FAT distincte) sur l'avenue de la Paix. En coeur d'îlôt, de cet immeuble se trouvent les PSLA, dans un cadre entièrement résidentialisé.

L'offre de PSLA est constituée de logements semi-collectifs pour une part et de logements individuels d'autre part.

Cette conception soignée et astucieuse permettra aux acquereurs coté avant des maisons de bénéficier du calme de cet îlot dont l'interieur sera bien protégé de la circulation importante de l'avenue de la Paix. La partie arrière sera consacrée à des jardins orientés au sud, en limite de l'église Sainte-Thérese de l'Enfant-Jésus.

La grille de prix de vente respecte les préconnisations de l'étude flash sur la diversification de l'offre commandée par l'ANRU. Tous les critères objectifs sont donc réunis pour assurer la bonne commercialisation de cet ensemble, dans le contexte du maintien temporaire des grandes barres du Pigeonnier.

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>Place du Colvert | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>Cf. description ci-dessus. |
| **Commune de rattachement**<br>Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement Anru :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nombre de logements en accession : | 37 | Type de production envisagée : | Location accession |
| Eléments relatifs au contexte de l'opération : | Cf. description ci-dessus. | | |
| Niveau de performance énergétique et environnementale visé et démarche ou certification envisagés : | RT 2012-10% | Eléments relatifs aux modalités d'accompagnement des acquéreurs : | Conseil, vente et suivi assurés par une conseillère commerciale, depuis l'Agence d'Amiens. |
| Prix de revient HT de l'opération : | 5 572 982,52 € | | |
| Prix de revient TTC de l'opération : | 5 879 496,56 € | Eléments relatifs aux modalités de commercialisation : | La commercialisation sera assurée par Clésence en direct.<br>Plusieurs canaux seront utilisés :<br>Affichage à la Maison du Projet et en Mairie,<br>Campagne d'affichage 4x3 dans l'agglomération d'Amiens,<br>Journal Municipal,<br>Publication Immo80,<br>Extranet avec visite virtuelle,<br>Site internet de Clésence;<br>Vitrine de Clésence à l'agence d'Amiens;<br>Rendez vous assurés par une commerciale expérimentée sur Amiens. |
| Prix de vente prévisionnel en fonction des typologies de logement : | T2 collectifs = 60 000€ et 64 000€<br>T3 collectifs = entre 108 000€ et 115 000€<br>T3 individuels = entre 120 000€ et 125 000€<br>T4 individuels = entre 137 000€ et 146 000€<br>T5 individuels = 159 000€ | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Le cas échéant : date d'autorisation de démarrage anticipé | 16/11/2017 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 8 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CEI du 16/11/ 2017.Le calendrier est soumis à la maîtrise foncière en cours d'acquisition par la collectivité et par la commercialisation effective de 30 % des logements. L'appel d'offre sera publié d'ici au début 2020. Le démarrage effectif pourrait avoir lieu en septembre 2020, si l'ensemble des conditions est réuni.

Exemple de plan de financement.
Précision importante : Les futurs accédants bénéficieront d'une aide prêt à taux zéro des collectivités. Elle prennent en charge les intérêts sur leurs prêts, à hauteur de 15 000 à 23 000 € par famille, selon leur situation, au cas par cas.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Modulation du montant forfaitaire : | NON |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant forfaitaire de l'aide par logement | 10 000,00 € |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **370 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) :<br>*Correspondant à la somme des aides à destination de l'accédant* | montant HT : | 5 572 982,52 € | montant TTC : | 5 572 982,52 € |
| Co-financements:<br>*Uniquement pour les aides à destination de l'accédant (hors fonds-propres)* | VILLE : | 626 016,00 € | | |
| | EPCI : | 626 016,00 € | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 3 950 950,52 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 370 000,00 € | | |
| Dont prêts : | PRETS : | 3 950 950,52 € | | |
| | PRET CDC : | 3 950 950,52 € | | |
| | PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

Le bénéficiaire, représenté par : Prénom et nom du signataire
atteste la sincérité des informations ci-dessus.

Fait à le

Signature

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V1.2.1

**Fiche descriptive de l'opération d'accession à la propriété du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maître d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| TOIT AUSSI-SACP D'HLM | Construction de 11 logements - Rue du docteur Fafet |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| | 785-6080003-36-0003-001 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Construction de 11 logements individuels PSLA au cœur d'un quartier à dominante locative.
Ce projet de construction neuve se réalisera sur un foncier nu consécutivement à démolition d'une "barre" locative de 130 m de long.
Depuis sa réactivation en 2014, la coopérative a livré 3 opérations sur le territoire d'Amiens Métropole pour un total de près d'une cinquantaine de logements dont une opération de 15 logements dans les quartiers nord (Îlot Delacroix rue dormeur du val).
Sur cette opération livrée en 2016 dans les quartiers nord, 14 des 15 logements ont fait l'objet d'une levée d'option au 20/11/2018. A cet égard, la commercialisation s'appuie sur une référence déjà produite qui permettra de fiabiliser cette offre nouvelle sur cette partie du quartier.

L'opération est entièrement commercialisée avec 11 réservations signées.

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Rue du docteur Fafet 80000 AMIENS | Foncier situé au cœur du QPV, rue du docteur Fafet à Amiens.<br>Cf. plan de situation ci-joint. |
| **Commune de rattachement**<br>Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement Anru :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nombre de logements en accession : | 11 | Type de production envisagée : | Location-accession |
| Eléments relatifs au contexte de l'opération : | Le projet entend proposer une offre en accession sociale (PSLA) inexistante sur cette partie EST du quartier.<br>Le niveau de prix s'appuie sur l'expérience tirée d'une première opération (Le Clos Aquarelle Îlot Delacroix Rue du dormeur du val 15 logements PSL) réalisée en 2015-2016 à la frange OUEST du quartier NORD.<br>Les profils d'accédants potentiels identifiés à l'occasion de la commercialisation de cette 1ère opération ont permis de définir caractéristiques, typologies et prix de sortie des logements de ce nouveau projet sur un site plus au coeur du quartier et dans le contexte spécifique lié à une intervention après démolition. Les attentes des habitants du quartier sont fortes, quand bien même de nombreux prospects issus du quartier ont été reçus à titre d'information, seule une minorité s'avère finançable. Comme pour la 1ère opération, nous comptons sur des candidats venant majoritairement de l'extérieur du quartier, lesquels se positionneront aux conditions suivantes : logements individuels T3 et T4 avec jardins, garages en superstructures, stationnement aérien privatif supplémentaire, prix de sortie après subvention entre 1700 € et 1800 €/m² habitable, fonctionnement des logements garantissant des expositions majoritairement au sud et à l'ouest, des superficies des jardins entre 150 et 350 m². | | |
| Niveau de performance énergétique et environnementale visé et démarche ou certification envisagés : | | Eléments relatifs aux modalités d'accompagnement des acquéreurs : | Conception visant à assurer un niveau de charges minimales. Pas d' ASL, ni copropriété. Etude financière détaillée pour confirmer la viabilité du projet de chaque accédant (et suivi jusqu'a levée d'option).<br>Accompagnement technique : 5 RDV entre la réservation et la remise des clés afin d'individualiser le logement (implantation des prises, catalogue d'options, visites cloisonnements, OPR avec les acquéreurs). Suivi étroit du SAV. |
| Prix de revient HT de l'opération : | 1 763 018,00 € | | |
| Prix de revient TTC de l'opération : | 2 079 196,00 € | Eléments relatifs aux modalités de commercialisation : | Modalités classiques : lignages web, campagnes d'affichage urbain, routage flyers, annonces dans quittancement de l'OPAC d'Amiens, réunions publiques, publicité "print" dans presse et journaux "gratuits" immobiliers, panneau 4x3, traitement du flux de prospects généré par les autres opérations de la coopérative.<br>Modalités plus spécifiques : démarchage des commercants du quartier, distribution flyers sur marché du Colvert, distribution flyers+porte à porte. |
| Prix de vente prévisionnel en fonction des typologies de logement : | Prix de vente moyens après subventions : Maison T3 : 120 000 € - Maison T4 : 140 000 € | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Le cas échéant : date d'autorisation de démarrage anticipé | 02/05/2018 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 5 semestre(s) | |

Commentaires
L'autorisation de demarrage anticipée a été obtenue par le CE intermédiaire du 16 novembre 2017

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire :
Localisation :
Autre :

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant forfaitaire de l'aide par logement | 10 000,00 € |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **110 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

Coût de l'opération (en euros) : montant HT : 1 763 018,00 € montant TTC : 1 763 018,00 €
*Correspondant à la somme des aides à destination de l'accédant*

Co-financements:
*Uniquement pour les aides à destination de l'accédant (hors fonds-propres)*

| | |
|---|---|
| VILLE : | 190 180,00 € |
| EPCI : | 190 180,00 € |
| DEPARTEMENT : | |
| REGION : | |
| BAILLEUR : | 1 272 658,00 € |
| CDC : | |
| EUROPE : | |
| ANAH : | |
| AUTRE : | |
| ANRU : | 110 000,00 € |

Dont prêts :

| | |
|---|---|
| PRETS : | 1 272 658,00 € |
| PRET CDC : | |
| PRET BONIFIE AL : | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

Le bénéficiaire, représenté par : Matthieu COP, Directeur général
atteste la sincérité des informations ci-dessus.

Fait à Amiens le

Signature

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V1.2.1

**Fiche descriptive de l'opération d'accession à la propriété du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>TOIT AUSSI-SACP D'HLM | **Intitulé de l'opération**<br>Construction de 18 MI - Rue du Dormeur Du Val -Tranche 2 |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080003-36-0003-002 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Construction de 18 logements individuels groupés PSLA au cœur d'un quartier à dominante locative (ex quartier FLESSELLES - ILOT DELACROIX).
Ce projet de construction neuve se réalisera sur deux fonciers nus (Lots B et C sur plan ci-joint) consécutivement à une première tranche voisine de 15 logements PSLA (Lot A sur le plan joint), livrée en janvier 2016.
Pour cette opération livrée en 2016 dans les quartiers nord, les 15 logements ont fait l'objet d'une levée d'option.
La commercialisation s'appuiera sur une référence déjà produite qui permettra de fiabiliser l'offre auprès de futurs prospects.

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>Rue du dormeur du val 80000 AMIENS | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>Foncier situé sur la frange OUEST du Quartier. |
| **Commune de rattachement**<br>Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement Anru :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nombre de logements en accession : | 18 | Type de production envisagée : | Location-accession |
| Eléments relatifs au contexte de l'opération : | Le projet est composé de 18 logements et est une 2e tranche d'une première opération PSLA de 15 logements.<br>Le niveau de prix s'appuie sur l'expérience tirée de cette première opération (Le Clos Aquarelle Ilot Delacroix Rue du dormeur du val 15 logements PSL) réalisée en 2015-2016 .<br>Les profils d'accédants potentiels identifiés à l'occasion de la commercialisation de cette 1ere opération ont permis de définir les caractéristiques, typologies et prix de sortie des logements de ce nouveau projet . Nous comptons sur des candidats venants majoritairement de l'extérieur du quartier lesquels se positionneront aux conditions suivantes: logements individuels T3 et T4 avec jardins, garages en superstructures, stationnement aérien privatif supplémentaire, prix de sortie après subvention entre 1700€ et 1800€ / m² habitable, fonctionnement des logements garantissant des expositions des pièces de vie au sud avec jardin. | | |
| Niveau de performance énergétique et environnementale visé et démarche ou certification envisagés : | | Eléments relatifs aux modalités d'accompagnement des acquéreurs : | Conception visant à assurer un niveau de charges minimales. Pas d' ASL, ni copropriété. Etude financière détaillée pour confirmer la viabilité du projet de chaque accédant (et suivi jusqu'a levée d'option).<br>Accompagnement technique : 5 RDV entre la réservation et la remise des clés afin d'individualiser le logement (implantation des prises, catalogue d'options, visites cloisonnements, OPR avec les acquéreurs). Suivi étroit du SAV. |
| Prix de revient HT de l'opération : | 2 914 912,00 € | | |
| Prix de revient TTC de l'opération : | 3 433 901,00 € | Eléments relatifs aux modalités de commercialisation : | Modalités classiques : lignages web, campagnes d'affichage urbain, routage flyers, annonces dans quittancement de l'OPAC d'Amiens, réunions publiques, publicité "print" dans presse et journaux "gratuits" immobiliers, panneau 4x3, traitement du flux de prospects généré par les autres opérations de la coopérative.<br>Modalités plus spécifiques : démarchage des commercants du quartier, distribution flyers sur marché du Colvert, distribution flyers+porte à porte. |
| Prix de vente prévisionnel en fonction des typologies de logement : | Objectifs de prix de vente après subventions:<br>Maison T3: 129 000€<br>Maison T4: 145 000€ | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Le cas échéant : date d'autorisation de démarrage anticipé | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 5 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire :
Localisation :
Autre :

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant forfaitaire de l'aide par logement | 10 000,00 € |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **180 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) :<br>*Correspondant à la somme des aides à destination de l'accédant* | montant HT : | 2 914 912,00 € | montant TTC : | 2 914 912,00 € |
| Co-financements:<br>*Uniquement pour les aides à destination de l'accédant (hors fonds-propres)* | VILLE : | 311 274,00 € | | |
| | EPCI : | 311 274,00 € | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | 2 112 364,00 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 180 000,00 € | | |
| Dont prêts : | PRETS : | 2 112 364,00 € | | |
| | PRET CDC : | | | |
| | PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

Le bénéficiaire, représenté par : Matthieu COP, Directeur général
atteste la sincérité des informations ci-dessus.

Fait à Amiens le

Signature

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V1.2.1

# Fiche descriptive de l'opération d'accession à la propriété du NPNRU
## Au stade de la FAT prévisionnelle

### Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>CA AMIENS METROPOLE | **Intitulé de l'opération**<br>Construction de 18 MI - Emprise Mozart n°1 |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080003-36-0004-001 |

### Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Le projet consiste à enclencher le processus de diversification par la construction de logements en accession sociale.
Sur un programme d'une quarantaine de logements proposés sur l'emprise MOZART, 18 logements sont proposés pour des maisons individuelles en location-accession à la propriété.
Pour ce dispositif, la Ville d'Amiens et Amiens Métropole accordent respectivement 200€/m² de surface utile; soit 309 600€/ collectivité tel que reporté dans le plan de financement de l'opération.

### Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>Rue Mozart | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de rattachement**<br>Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

### Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement Anru :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nombre de logements en accession : | 18 | Type de production envisagée : | location accession |
| Eléments relatifs au contexte de l'opération : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnementale visé et démarche ou certification envisagés : | | Eléments relatifs aux modalités d'accompagnement des acquéreurs : | Une aide de la Ville et de la Métropole aux futurs accédants : le Prêt à Taux Zéro local (PTZ) avec des critères d'éligibilité similaires au PTZ de l'Etat. La Ville d'Amiens et la Amiens Métropole prendront en charge les intérêts du prêt de l'accédant, soit à hauteur chacune de 2 000€ pour les ménages jusqu'à 3 personnes et 3 000€ pour les ménages de 4 personnes et plus. Ainsi selon les taux en vigueur les prêts sont de 30 000€ à 46 000€ (hypothèse sur 15 ans). |
| Prix de revient HT de l'opération : | 2 976 750,00 € | | |
| Prix de revient TTC de l'opération : | 3 150 000,00 € | Eléments relatifs aux modalités de commercialisation : | |
| Prix de vente prévisionnel en fonction des typologies de logement : | 130 600€ pour un 80m² hab. (175 000- 17200métropôle - 17200Ville d'Amiens - 10 000 ANRU) | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Le cas échéant : date d'autorisation de démarrage anticipé | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 7 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire :
Localisation :
Autre :

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant forfaitaire de l'aide par logement | 10 000,00 € |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **180 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

Coût de l'opération (en euros) : montant HT : 2 976 750,00 € montant TTC : 2 976 750,00 €
*Correspondant à la somme des aides à destination de l'accédant*

Co-financements:
*Uniquement pour les aides à destination de l'accédant (hors fonds-propres)*

| | |
|---|---|
| VILLE : | 309 600,00 € |
| EPCI : | 309 600,00 € |
| DEPARTEMENT : | |
| REGION : | |
| BAILLEUR : | |
| CDC : | |
| EUROPE : | |
| ANAH : | |
| AUTRE : | 2 177 550,00 € |
| ANRU : | 180 000,00 € |

Dont prêts :

| | |
|---|---|
| PRETS : | |
| PRET CDC : | |
| PRET BONIFIE AL : | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

Le bénéficiaire, représenté par : Prénom et nom du signataire
atteste la sincérité des informations ci-dessus.

Fait à le

Signature

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V1.2.1

**Fiche descriptive de l'opération d'accession à la propriété du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| CA AMIENS METROPOLE | Construction de 17 logements - Colvert Lot E |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| Colvert LOT E 17 logements | 785-6080003-36-0004-002 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Le projet Colvert intègre une offre de logements diversifiés.
En sus des 84 logements portés par Clésence, est prévue une offre de logements collectifs en accession libre positionnés au Sud de la place.
La présente fiche porte sur le lot E.
17 logements sont identifiés en R+2+attique. Les rez-de-chaussée seront vendus en VEFA pour être occupés par 5 cellules commerciales correspondant à la tranche 2 du programme commercial d'EPARECA.

La commercialisation est envisagée à partir du deuxième semestre 2019 - début 2020. Elle sera corrolée aux aménagements de requalification des espaces publics prévus en 2020 achevant la reconquête de l'îlot Colvert et créant ansi les meilleures conditions d'une accession libre.

Sur le plan financier, ce planning permet de positionner l'opération dans les temps impartis de l'appel à projet régional en faveur de l'accession sociale et abordable à la propriété actroyant une aide de 4 000 €/logement.

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Colvert Lot E | |
| **Commune de rattachement** | |
| Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation** | |
| Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement Anru :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nombre de logements en accession : | 17 | Type de production envisagée : | accession libre - collectif |
| Eléments relatifs au contexte de l'opération : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnementale visé et démarche ou certification envisagés : | | Eléments relatifs aux modalités d'accompagnement des acquéreurs : | Une aide de la ville et de la Métropole aux futurs accédants : le Prêt à Taux Zéro local (PTZ) avec des critères d'éligibilité similaires au PTZ de l'Etat. La ville d'Amiens et la CA Amiens Métropole prendront en charge les intérêts du prêt de l'accédant, soit à hauteur chacune de 2 000 € pour les ménages jusqu'à 3 personnes et 3 000 € pour les ménages de 4 personnes et plus. Ainsi, selon les taux en vigueur, les prêts sont de 30 000 € à 46 000 € (hypothèse sur 15 ans). |
| Prix de revient HT de l'opération : | 2 281 230,00 € | | |
| Prix de revient TTC de l'opération : | 2 414 000,00 € | Eléments relatifs aux modalités de commercialisation : | |
| Prix de vente prévisionnel en fonction des typologies de logement : | 142 000-10 000 ANRU - 4 000 Région-4 000 ville d'Amiens = 124 000 € pour 65 m² hab. | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Le cas échéant : date d'autorisation de démarrage anticipé | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 5 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire :
Localisation :
Autre :

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant forfaitaire de l'aide par logement | 10 000,00 € |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **170 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

Coût de l'opération (en euros) : montant HT : 2 281 230,00 € montant TTC : 2 281 230,00 €
*Correspondant à la somme des aides à destination de l'accédant*

Co-financements:
*Uniquement pour les aides à destination de l'accédant (hors fonds-propres)*

| | |
|---|---|
| VILLE : | 68 000,00 € |
| EPCI : | |
| DEPARTEMENT : | |
| REGION : | 68 000,00 € |
| BAILLEUR : | |
| CDC : | |
| EUROPE : | |
| ANAH : | |
| AUTRE : | 1 975 230,00 € |
| ANRU : | 170 000,00 € |

Dont prêts :

| | |
|---|---|
| PRETS : | |
| PRET CDC : | |
| PRET BONIFIE AL : | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

Le bénéficiaire, représenté par : Prénom et nom du signataire
atteste la sincérité des informations ci-dessus.

Fait à le

Signature

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V1.2.1

# Fiche descriptive de l'opération d'accession à la propriété du NPNRU
## Au stade de la FAT prévisionnelle

### Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>CA AMIENS METROPOLE | **Intitulé de l'opération**<br>Construction de 13 logements - Colvert Lot F |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)**<br>Colvert LOT F 13 logements | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080003-36-0004-003 |

### Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Le projet Colvert intègre une offre de logements diversifiés.
En sus des 84 logements portés par Clésence, est prévue une offre de logements collectifs en accession libre positionnés au Sud de la place.
La présente fiche porte sur le lot F situé à toute proximité du square Gauguin.
Sur une emprise de 884 m², 13 logements sont identifiés en R+2+combles.

La commercialisation est envisagée à partir du deuxième semestre 2019 - début 2020. Elle sera corrolée aux aménagements de requalification des espaces publics prévus en 2020 achevant la reconquête de l'îlot Colvert et créant ansi les meilleures conditions d'une accession libre.

Sur le plan financier, ce planning permet de positionner l'opération dans les temps impartis de l'appel à projet régional en faveur de l'accession sociale et abordable à la propriété actroyant une aide de 4 000 €/logement.

### Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>Colvert Lot F | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de rattachement**<br>Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

### Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement Anru :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nombre de logements en accession : | 13 | Type de production envisagée : | accession libre - collectif |
| Eléments relatifs au contexte de l'opération : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnementale visé et démarche ou certification envisagés : | | Eléments relatifs aux modalités d'accompagnement des acquéreurs : | Une aide de la Ville et de la Métropole aux futurs accédants : le Prêt à Taux Zéro local (PTZ) avec des critères d'éligibilité similaires au PTZ de l'Etat. La ville d'Amiens et la CA Amiens Métropole prendront en charge les intérêts du prêt de l'accédant, soit à hauteur chacune de 2 000 € pour les ménages jusqu'à 3 personnes et 3 000 € pour les ménages de 4 personnes et plus. Ainsi, selon les taux en vigueur, les prêts sont de 30 000 € à 46 000 € (hypothèse sur 15 ans). |
| Prix de revient HT de l'opération : | 1 744 470,95 € | | |
| Prix de revient TTC de l'opération : | 1 846 001,00 € | Eléments relatifs aux modalités de commercialisation : | |
| Prix de vente prévisionnel en fonction des typologies de logement : | 142 000-10 000 ANRU-4 000 Région-4 000 ville d'Amiens =124 000 € pour 65 m²hab. | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Le cas échéant : date d'autorisation de démarrage anticipé | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 5 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**
Modulation du montant forfaitaire :
Localisation :
Autre :

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant forfaitaire de l'aide par logement | 10 000,00 € |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **130 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

Coût de l'opération (en euros) : montant HT : 1 796 470,95 € montant TTC : 1 796 470,95 €
*Correspondant à la somme des aides à destination de l'accédant*

Co-financements:
*Uniquement pour les aides à destination de l'accédant (hors fonds-propres)*

| | |
|---|---|
| VILLE : | 52 000,00 € |
| EPCI : | |
| DEPARTEMENT : | |
| REGION : | 52 000,00 € |
| BAILLEUR : | |
| CDC : | |
| EUROPE : | |
| ANAH : | |
| AUTRE : | 1 562 470,95 € |
| ANRU : | 130 000,00 € |

Dont prêts :

| | |
|---|---|
| PRETS : | |
| PRET CDC : | |
| PRET BONIFIE AL : | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

Le bénéficiaire, représenté par : Prénom et nom du signataire
atteste la sincérité des informations ci-dessus.

Fait à le

Signature

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V1.2.1

**Fiche descriptive de l'opération d'accession à la propriété du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| CA AMIENS METROPOLE | Construction de 18 MI - Emprise Messager n°1 |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| 18 PSLA Messager | 785-6080003-36-0004-004 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Suite à la démolition de la barre Messager, le projet consiste à enclencher le processus de diversification par la construction de 18 logements individuels en PSLA.
Pour ce dispositif, la Ville d'Amiens et Amiens Métropole accordent respectivement 200€/m² de surface utile; soit 309 600€ par collectivité tel que reporté dans le plan de financement de l'opération.

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Rue Messager | |
| **Commune de rattachement** | |
| Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation** | |
| Sélectionner le territoire | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement Anru :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nombre de logements en accession : | 18 | Type de production envisagée : | location accession |
| Eléments relatifs au contexte de l'opération : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnementale visé et démarche ou certification envisagés : | | Eléments relatifs aux modalités d'accompagnement des acquéreurs : | Une aide de la Ville et de la Métropole aux futurs accédants : le Prêt à Taux Zéro local (PTZ) avec des critères d'éligibilité similaires au PTZ de l'Etat. La Ville d'Amiens et la Amiens Métropole prendront en charge les intérêts du prêt de l'accédant, soit à hauteur chacune de 2 000€ pour les ménages jusqu'à 3 personnes et 3 000€ pour les ménages de 4 personnes et plus. Ainsi selon les taux en vigueur les prêts sont de 30 000€ à 46 000€ (hypothèse sur 15 ans). |
| Prix de revient HT de l'opération : | 2 976 750,00 € | | |
| Prix de revient TTC de l'opération : | 3 150 000,00 € | Eléments relatifs aux modalités de commercialisation : | |
| Prix de vente prévisionnel en fonction des typologies de logement : | 130600€ pour 80m² hab. (175 000- 17 200 métropôle - 17 200 Ville d'Amiens - 10 000 ANRU) | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Le cas échéant : date d'autorisation de démarrage anticipé | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2023 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 8 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**
Modulation du montant forfaitaire :
Localisation :
Autre :

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant forfaitaire de l'aide par logement | 10 000,00 € |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **180 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

Coût de l'opération (en euros) : montant HT : 2 976 750,00 € montant TTC : 2 976 750,00 €
*Correspondant à la somme des aides à destination de l'accédant*

Co-financements:
*Uniquement pour les aides à destination de l'accédant (hors fonds-propres)*

| | |
|---|---|
| VILLE : | 309 600,00 € |
| EPCI : | 309 600,00 € |
| DEPARTEMENT : | |
| REGION : | |
| BAILLEUR : | |
| CDC : | |
| EUROPE : | |
| ANAH : | |
| AUTRE : | 2 177 550,00 € |
| ANRU : | 180 000,00 € |

Dont prêts :

| | |
|---|---|
| PRETS : | |
| PRET CDC : | |
| PRET BONIFIE AL : | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

Le bénéficiaire, représenté par : Prénom et nom du signataire
atteste la sincérité des informations ci-dessus.

Fait à le

Signature

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V1.2.1

**Fiche descriptive de l'opération d'accession à la propriété du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>CA AMIENS METROPOLE | **Intitulé de l'opération**<br>Construction de 10 MI - Emprise Messager n°2 |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)**<br>Emprise Messager - | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080003-36-0004-005 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Suite à la démolition de la barre Messager, le projet consiste à enclencher le processus de diversification par la construction de 10 logements en accession sociale.

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>Rue Messager | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de rattachement**<br>Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement Anru :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nombre de logements en accession : | 10 | Type de production envisagée : | accession directe pressentie |
| Eléments relatifs au contexte de l'opération : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnementale visé et démarche ou certification envisagés : | | Eléments relatifs aux modalités d'accompagnement des acquéreurs : | Une aide de la Ville et de la Métropole aux futurs accédants : le Prêt à Taux Zéro local (PTZ) avec des critères d'éligibilité similaires au PTZ de l'Etat. La Ville d'Amiens et la Amiens Métropole prendront en charge les intérêts du prêt de l'accédant, soit à hauteur chacune de 2 000€ pour les ménages jusqu'à 3 personnes et 3 000€ pour les ménages de 4 personnes et plus. Ainsi selon les taux en vigueur les prêts sont de 30 000€ à 46 000€ (hypothèse sur 15 ans). |
| Prix de revient HT de l'opération : | 1 653 750,00 € | | |
| Prix de revient TTC de l'opération : | 1 750 000,00 € | Eléments relatifs aux modalités de commercialisation : | |
| Prix de vente prévisionnel en fonction des typologies de logement : | 165000€ pour 80m² hab. | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Le cas échéant : date d'autorisation de démarrage anticipé | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2023 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 8 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire :
Localisation :
Autre :

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant forfaitaire de l'aide par logement | 10 000,00 € |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | 100 000,00 € |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) :<br>*Correspondant à la somme des aides à destination de l'accédant* | montant HT : | 1 653 750,00 € | montant TTC : | 1 653 750,00 € |
| Co-financements :<br>*Uniquement pour les aides à destination de l'accédant (hors fonds-propres)* | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | 1 553 750,00 € | | |
| | ANRU : | 100 000,00 € | | |
| Dont prêts : | PRETS : | | | |
| | PRET CDC : | | | |
| | PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

Le bénéficiaire, représenté par : Prénom et nom du signataire
atteste la sincérité des informations ci-dessus.

Fait à le

Signature

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V1.2.1

**Fiche descriptive de l'opération d'accession à la propriété du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maître d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| CA AMIENS METROPOLE | Construction de 25 logements coll - Emprise Messager n°3 |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| Emprise Messager - 25 accessions sociales | 785-6080003-36-0004-006 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

La démolitin du Grand Messager offre une emprise à bâtir de6146m².
Une capacité de 74 logements a été estimée selon la répartition suivante:
- 40 logements individuels
- 34 logements collectifs

Les 34 logements collectifs sont envisagés en une opération mixant les 9 logements locatifs sociaux dérogatoires et 25 logements en accession.
La présente FAT porte sur les 25 logements en accession sociale. A ce stade, le dispositif d'aide à l'accession n'a pas été determinée.

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Rue Messager | |
| **Commune de rattachement** | |
| Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation** | |
| Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement Anru :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nombre de logements en accession : | 25 | Type de production envisagée : | accession directe pressentie |
| Eléments relatifs au contexte de l'opération : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnementale visé et démarche ou certification envisagés : | | Eléments relatifs aux modalités d'accompagnement des acquéreurs : | Une aide de la Ville et de la Métropole aux futurs accédants : le Prêt à Taux Zéro local (PTZ) avec des critères d'éligibilité similaires au PTZ de l'Etat. La Ville d'Amiens et la Amiens Métropole prendront en charge les intérêts du prêt de l'accédant, soit à hauteur chacune de 2 000€ pour les ménages jusqu'à 3 personnes et 3 000€ pour les ménages de 4 personnes et plus. Ainsi selon les taux en vigueur les prêts sont de 30 000€ à 46 000€ (hypothèse sur 15 ans). |
| Prix de revient HT de l'opération : | 3 354 750,00 € | | |
| Prix de revient TTC de l'opération : | 3 550 000,00 € | Eléments relatifs aux modalités de commercialisation : | |
| Prix de vente prévisionnel en fonction des typologies de logement : | 132000€ pour un 65m² hab. (coût au logement - 10 000/logement de l'ANRU) | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Le cas échéant : date d'autorisation de démarrage anticipé | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2023 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 8 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire :
Localisation :
Autre :

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant forfaitaire de l'aide par logement | 10 000,00 € |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **250 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

Coût de l'opération (en euros) : montant HT : 3 354 750,00 € montant TTC : 3 354 750,00 €
*Correspondant à la somme des aides à destination de l'accédant*

Co-financements:
*Uniquement pour les aides à destination de l'accédant (hors fonds-propres)*

| | |
|---|---|
| VILLE : | |
| EPCI : | |
| DEPARTEMENT : | |
| REGION : | |
| BAILLEUR : | |
| CDC : | |
| EUROPE : | |
| ANAH : | |
| AUTRE : | 3 104 750,00 € |
| ANRU : | 250 000,00 € |

Dont prêts :

| | |
|---|---|
| PRETS : | |
| PRET CDC : | |
| PRET BONIFIE AL : | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

Le bénéficiaire, représenté par : Prénom et nom du signataire
atteste la sincérité des informations ci-dessus.

Fait à le

Signature

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V1.2.1

# Fiche descriptive de l'opération d'accession à la propriété du NPNRU
## Au stade de la FAT prévisionnelle

### Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>CA AMIENS METROPOLE | **Intitulé de l'opération**<br>Construction de 11 logements coll - Emprise Mozart n°2 |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)**<br>Mozart 11 PSLA Emprise n°2 | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080003-36-0004-007 |

### Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Le projet consiste à enclencher le processus de diversification par la construction de logements en PSLA.
Sur un programme d'une quarantaine de logements proposés sur l'emprise MOZART, 11 sont proposés pour du petit collectif en accession à la propriété.
Pour ce dispositif, la Ville d'Amiens et Amiens Métropole accordent respectivement 200€/m² de surface utile tel que reporté dans le plan de financement.

### Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>Rue Mozart | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de rattachement**<br>Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Sélectionner le territoire | |

### Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement Anru :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nombre de logements en accession : | 11 | Type de production envisagée : | |
| Eléments relatifs au contexte de l'opération : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnementale visé et démarche ou certification envisagés : | | Eléments relatifs aux modalités d'accompagnement des acquéreurs : | Une aide de la Ville et de la Métropole aux futurs accédants : le Prêt à Taux Zéro local (PTZ) avec des critères d'éligibilité similaires au PTZ de l'Etat. La Ville d'Amiens et la Amiens Métropole prendront en charge les intérêts du prêt de l'accédant, soit à hauteur chacune de 2 000€ pour les ménages jusqu'à 3 personnes et 3 000€ pour les ménages de 4 personnes et plus. Ainsi selon les taux en vigueur les prêts sont de 30 000€ à 46 000€ (hypothèse sur 15 ans). |
| Prix de revient HT de l'opération : | 1 476 090,00 € | | |
| Prix de revient TTC de l'opération : | 1 562 000,00 € | Eléments relatifs aux modalités de commercialisation : | |
| Prix de vente prévisionnel en fonction des typologies de logement : | 104800€ pour un 65m² hab. (142000- 13600€ métropôle - 13 600€Ville d'Amiens - 10 000 ANRU) | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Le cas échéant : date d'autorisation de démarrage anticipé | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 5 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire :
Localisation :
Autre :

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant forfaitaire de l'aide par logement | 10 000,00 € |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **110 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) :<br>*Correspondant à la somme des aides à destination de l'accédant* | montant HT : | 1 476 090,00 € | montant TTC : | 1 476 090,00 € |
| Co-financements :<br>*Uniquement pour les aides à destination de l'accédant (hors fonds-propres)* | VILLE : | 149 600,00 € | | |
| | EPCI : | 149 600,00 € | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | 1 066 890,00 € | | |
| | ANRU : | 110 000,00 € | | |
| Dont prêts : | PRETS : | | | |
| | PRET CDC : | | | |
| | PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

Le bénéficiaire, représenté par : Prénom et nom du signataire
atteste la sincérité des informations ci-dessus.

Fait à le

Signature

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V1.2.1

# Fiche descriptive de l'opération d'accession à la propriété du NPNRU
## Au stade de la FAT prévisionnelle

### Identification de l'opération et du maitre d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| CA AMIENS METROPOLE | Construction de 12 MI - Emprise Messager n°4 |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| Emprise Messager 12 logements en accession sociale | 785-6080003-36-0004-008 |

### Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

La démolition du Grand Messager offre une emprise à bâtir de 6146 m².
Une capacité de 74 logements a été estimée selon la répartition suivante :
- 40 logements individuels
- 34 logements collectifs.

La présente FAT porte sur les 12 logements en accession sociale. A ce stade, le dispositif d'aide à l'accession n'a pas été determiné.

### Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Rue Messager | |
| **Commune de rattachement** | |
| Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation** | |
| Sélectionner le territoire | |

### Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement Anru :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nombre de logements en accession : | 12 | Type de production envisagée : | |
| Eléments relatifs au contexte de l'opération : | | | |
| Niveau de performance énergétique et environnementale visé et démarche ou certification envisagés : | | Eléments relatifs aux modalités d'accompagnement des acquéreurs : | |
| Prix de revient HT de l'opération : | 1 984 500,00 € | | |
| Prix de revient TTC de l'opération : | 2 100 000,00 € | Eléments relatifs aux modalités de commercialisation : | |
| Prix de vente prévisionnel en fonction des typologies de logement : | | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Le cas échéant : date d'autorisation de démarrage anticipé | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2023 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 8 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire :
Localisation :
Autre :

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant forfaitaire de l'aide par logement | 10 000,00 € |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **120 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

Coût de l'opération (en euros) : montant HT : 1 984 500,00 € montant TTC : 1 984 500,00 €
*Correspondant à la somme des aides à destination de l'accédant*

| Co-financements: *Uniquement pour les aides à destination de l'accédant (hors fonds-propres)* | |
|---|---|
| VILLE : | |
| EPCI : | |
| DEPARTEMENT : | |
| REGION : | |
| BAILLEUR : | |
| CDC : | |
| EUROPE : | |
| ANAH : | |
| AUTRE : | 1 864 500,00 € |
| ANRU : | 120 000,00 € |

| Dont prêts : | |
|---|---|
| PRETS : | |
| PRET CDC : | |
| PRET BONIFIE AL : | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

Le bénéficiaire, représenté par : Prénom et nom du signataire
atteste la sincérité des informations ci-dessus.

Fait à le

Signature

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V1.1

# Fiche descriptive de l'opération d'accession à la propriété du NPNRU
## Au stade de la FAT prévisionnelle

### Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>A définir | **Intitulé de l'opération**<br>Constuction de 5 logements -Etouvie îlot sud A |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080001-36-0004-009 |

### Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Possibilité de réaliser une opération d'environ 42 logements par un constructeur. Accession libre : Constructeur qui vend ses maisons au futur accédant au fur et à mesure des demandes.Opération de diversification de grande ampleur possible sur le quartier. Mixité sur l'ilôt Sud apportée avec à côté une opération de 20 logements LLS adaptés et potentiellement l'arrivée d'Action Logement.

Une aide de la Ville et de la Métropole aux futurs accédants : le Prêt à Taux Zéro local (PTZ) avec des critères d'éligibilité similaires au PTZ de l'Etat. La Ville d'Amiens et Amiens Métropole prendront en charge les intérêts du prêt contracté par l'accédant, soit à hauteur chacune de 2 000€ pour les ménages jusqu'à 3 personnes et 3 000€ pour les ménages de 4 personnes et plus. Ainsi selon les taux en vigueur les prêts sont de 30 000€ à 46 000€ (hypothèse sur 15 ans).

Une aide complémentaire est aussi envisagée au logement de 4 000€ par la Ville d'Amiens et 4 000€ par la Région.

### Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>Ilot Sud - rue d'Alsace | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de rattachement**<br>Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080001 Étouvie | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

### Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement Anru :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nombre de logements en accession : | 5 | Type de production envisagée : | |
| Eléments relatifs au contexte de l'opération : | Ilôt Sud libéré par la démolition de 4 écoles dans le premier PRU. Seul site de diversification d'envergure sur le quartier - possibilité de 70 à 80 logements au total sur le site. | | |
| Niveau de performance énergétique et environnementale visé et démarche ou certification envisagés : | | Eléments relatifs aux modalités d'accompagnement des acquéreurs : | PTZ local indiqué ci-dessus |
| Prix de revient HT de l'opération : | 829 383,89 € | | |
| Prix de revient TTC de l'opération : | 875 000,00 € | Eléments relatifs aux modalités de commercialisation : | pas de taux de commercialisation requis pour démarrer l'opération. Réalisation des maisons au fur et à mesure des acquisitions par les futurs accédants |
| Prix de vente prévisionnel en fonction des typologies de logement : | 157 000€ pour un logement de 80m² de surface habitable (aides déduites) - à déduire ensuite pour le futur acquéreur le PTZ | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Le cas échéant : date d'autorisation de démarrage anticipé | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2021 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 6 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**
Modulation du montant forfaitaire :
Localisation :
Autre :

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant forfaitaire de l'aide par logement | 10 000,00 € |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **50 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

Coût de l'opération (en euros) : montant HT : 829 383,89 € montant TTC : 829 383,89 €
*Correspondant à la somme des aides à destination de l'accédant*

Co-financements :
*Uniquement pour les aides à destination de l'accédant (hors fonds-propres)*

| | |
|---|---|
| VILLE : | 20 000,00 € |
| EPCI : | |
| DEPARTEMENT : | |
| REGION : | 20 000,00 € |
| BAILLEUR : | |
| CDC : | |
| EUROPE : | |
| ANAH : | |
| AUTRE : | 739 383,89 € |
| ANRU : | 50 000,00 € |

Dont prêts :

| | |
|---|---|
| PRETS : | |
| PRET CDC : | |
| PRET BONIFIE AL : | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

Le bénéficiaire, représenté par :
atteste la sincérité des informations ci-dessus.

Fait à le

Signature

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V1.1

**Fiche descriptive de l'opération d'accession à la propriété du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maître d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| A définir | Constuction de 5 logements -Etouvie îlot sud B |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| | 785-6080001-36-0004-010 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Possibilité de réaliser une opération d'environ 42 logements par un constructeur. Accession libre : Constructeur qui vend ses maisons au futur accédant au fur et à mesure des demandes.Opération de diversification de grande ampleur possible sur le quartier. Mixité sur l'ilôt Sud apportée avec à côté une opération de 20 logements LLS adaptés et potentiellement l'arrivée d'Action Logement.

Une aide de la Ville et de la Métropole aux futurs accédants : le Prêt à Taux Zéro local (PTZ) avec des critères d'éligibilité similaires au PTZ de l'Etat. La Ville d'Amiens et Amiens Métropole prendront en charge les intérêts du prêt contracté par l'accédant, soit à hauteur chacune de 2 000€ pour les ménages jusqu'à 3 personnes et 3 000€ pour les ménages de 4 personnes et plus. Ainsi selon les taux en vigueur les prêts sont de 30 000€ à 46 000€ (hypothèse sur 15 ans).

Une aide complémentaire est aussi envisagée au logement de 4 000€ par la Ville d'Amiens et 4 000€ par la Région.

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Ilot Sud - rue d'Alsace | |
| **Commune de rattachement** | |
| Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 80021 Amiens 6080001 Étouvie | |
| **Situation** | |
| Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement Anru :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nombre de logements en accession : | 5 | Type de production envisagée : | |
| Eléments relatifs au contexte de l'opération : | Ilôt Sud libéré par la démolition de 4 écoles dans le premier PRU. Seul site de diversification d'envergure sur le quartier - possibilité de 70 à 80 logements au total sur le site. | | |
| Niveau de performance énergétique et environnementale visé et démarche ou certification envisagés : | | Eléments relatifs aux modalités d'accompagnement des acquéreurs : | PTZ local indiqué ci-dessus |
| Prix de revient HT de l'opération : | 829 383,89 € | | |
| Prix de revient TTC de l'opération : | 875 000,00 € | Eléments relatifs aux modalités de commercialisation : | pas de taux de commercialisation requis pour démarrer l'opération. Réalisation des maisons au fur et à mesure des acquisitions par les futurs accédants |
| Prix de vente prévisionnel en fonction des typologies de logement : | 157 000€ pour un logement de 80m² de surface habitable (aides déduites) - à déduire ensuite pour le futur acquéreur le PTZ | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Le cas échéant : date d'autorisation de démarrage anticipé | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2022 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 6 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**
Modulation du montant forfaitaire :
Localisation :
Autre :

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant forfaitaire de l'aide par logement | 10 000,00 € |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **50 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

Coût de l'opération (en euros) : *Correspondant à la somme des aides à destination de l'accédant*
montant HT : 829 383,89 € montant TTC : 829 383,89 €

Co-financements : *Uniquement pour les aides à destination de l'accédant (hors fonds-propres)*

| | |
|---|---|
| VILLE : | 20 000,00 € |
| EPCI : | |
| DEPARTEMENT : | |
| REGION : | 20 000,00 € |
| BAILLEUR : | |
| CDC : | |
| EUROPE : | |
| ANAH : | |
| AUTRE : | 739 383,89 € |
| ANRU : | 50 000,00 € |

Dont prêts :

| | |
|---|---|
| PRETS : | |
| PRET CDC : | |
| PRET BONIFIE AL : | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

Le bénéficiaire, représenté par :
atteste la sincérité des informations ci-dessus.

Fait à le

Signature

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V1.1

**Fiche descriptive de l'opération d'accession à la propriété du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>A définir | **Intitulé de l'opération**<br>Constuction de 5 logements -Etouvie îlot sud C |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080001-36-0004-011 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Possibilité de réaliser une opération d'environ 42 logements par un constructeur. Accession libre : Constructeur qui vend ses maisons au futur accédant au fur et à mesure des demandes.Opération de diversification de grande ampleur possible sur le quartier. Mixité sur l'ilôt Sud apportée avec à côté une opération de 20 logements LLS adaptés et potentiellement l'arrivée d'Action Logement.

Une aide de la Ville et de la Métropole aux futurs accédants : le Prêt à Taux Zéro local (PTZ) avec des critères d'éligibilité similaires au PTZ de l'Etat. La Ville d'Amiens et Amiens Métropole prendront en charge les intérêts du prêt contracté par l'accédant, soit à hauteur chacune de 2 000€ pour les ménages jusqu'à 3 personnes et 3 000€ pour les ménages de 4 personnes et plus. Ainsi selon les taux en vigueur les prêts sont de 30 000€ à 46 000€ (hypothèse sur 15 ans).

Une aide complémentaire est aussi envisagée au logement de 4 000€ par la Ville d'Amiens et 4 000€ par la Région.

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>Ilot Sud - rue d'Alsace | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de rattachement**<br>Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080001 Étouvie | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement Anru :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nombre de logements en accession : | 5 | Type de production envisagée : | |
| Eléments relatifs au contexte de l'opération : | Ilôt Sud libéré par la démolition de 4 écoles dans le premier PRU. Seul site de diversification d'envergure sur le quartier - possibilité de 70 à 80 logements au total sur le site. | | |
| Niveau de performance énergétique et environnementale visé et démarche ou certification envisagés : | | Eléments relatifs aux modalités d'accompagnement des acquéreurs : | PTZ local indiqué ci-dessus |
| Prix de revient HT de l'opération : | 829 383,89 € | | |
| Prix de revient TTC de l'opération : | 875 000,00 € | Eléments relatifs aux modalités de commercialisation : | pas de taux de commercialisation requis pour démarrer l'opération. Réalisation des maisons au fur et à mesure des acquisitions par les futurs accédants |
| Prix de vente prévisionnel en fonction des typologies de logement : | 157 000€ pour un logement de 80m² de surface habitable (aides déduites) - à déduire ensuite pour le futur acquéreur le PTZ | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Le cas échéant : date d'autorisation de démarrage anticipé | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2022 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 6 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**
Modulation du montant forfaitaire :
Localisation :
Autre :

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant forfaitaire de l'aide par logement | 10 000,00 € |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **50 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) :<br>*Correspondant à la somme des aides à destination de l'accédant* | montant HT : | 829 383,89 € | montant TTC : | 829 383,89 € |
| Co-financements :<br>*Uniquement pour les aides à destination de l'accédant (hors fonds-propres)* | VILLE : | 20 000,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 20 000,00 € | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | 739 383,89 € | | |
| | ANRU : | 50 000,00 € | | |
| Dont prêts : | PRETS : | | | |
| | PRET CDC : | | | |
| | PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

Le bénéficiaire, représenté par :
atteste la sincérité des informations ci-dessus.

Fait à le

Signature

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V1.1

**Fiche descriptive de l'opération d'accession à la propriété du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maître d'ouvrage (MO)**<br>A définir | **Intitulé de l'opération**<br>Constuction de 5 logements -Etouvie îlot sud D |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080001-36-0004-012 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Possibilité de réaliser une opération d'environ 42 logements par un constructeur. Accession libre : Constructeur qui vend ses maisons au futur accédant au fur et à mesure des demandes.Opération de diversification de grande ampleur possible sur le quartier. Mixité sur l'ilôt Sud apportée avec à côté une opération de 20 logements LLS adaptés et potentiellement l'arrivée d'Action Logement.

Une aide de la Ville et de la Métropole aux futurs accédants : le Prêt à Taux Zéro local (PTZ) avec des critères d'éligibilité similaires au PTZ de l'Etat. La Ville d'Amiens et Amiens Métropole prendront en charge les intérêts du prêt contracté par l'accédant, soit à hauteur chacune de 2 000€ pour les ménages jusqu'à 3 personnes et 3 000€ pour les ménages de 4 personnes et plus. Ainsi selon les taux en vigueur les prêts sont de 30 000€ à 46 000€ (hypothèse sur 15 ans).

Une aide complémentaire est aussi envisagée au logement de 4 000€ par la Ville d'Amiens et 4 000€ par la Région.

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>Ilot Sud - rue d'Alsace | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de rattachement**<br>Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080001 Étouvie | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement Anru :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nombre de logements en accession : | 5 | Type de production envisagée : | |
| Eléments relatifs au contexte de l'opération : | Ilôt Sud libéré par la démolition de 4 écoles dans le premier PRU. Seul site de diversification d'envergure sur le quartier - possibilité de 70 à 80 logements au total sur le site. | | |
| Niveau de performance énergétique et environnementale visé et démarche ou certification envisagés : | | Eléments relatifs aux modalités d'accompagnement des acquéreurs : | PTZ local indiqué ci-dessus |
| Prix de revient HT de l'opération : | 829 383,89 € | | |
| Prix de revient TTC de l'opération : | 875 000,00 € | Eléments relatifs aux modalités de commercialisation : | pas de taux de commercialisation requis pour démarrer l'opération. Réalisation des maisons au fur et à mesure des acquisitions par les futurs accédants |
| Prix de vente prévisionnel en fonction des typologies de logement : | 157 000€ pour un logement de 80m² de surface habitable (aides déduites) - à déduire ensuite pour le futur acquéreur le PTZ | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Le cas échéant : date d'autorisation de démarrage anticipé | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2023 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 6 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**
Modulation du montant forfaitaire :
Localisation :
Autre :

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant forfaitaire de l'aide par logement | 10 000,00 € |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **50 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

Coût de l'opération (en euros) : montant HT : 829 383,89 € montant TTC : 829 383,89 €
*Correspondant à la somme des aides à destination de l'accédant*

| Co-financements: *Uniquement pour les aides à destination de l'accédant (hors fonds-propres)* | |
|---|---|
| | VILLE : 20 000,00 € |
| | EPCI : |
| | DEPARTEMENT : |
| | REGION : 20 000,00 € |
| | BAILLEUR : |
| | CDC : |
| | EUROPE : |
| | ANAH : |
| | AUTRE : 739 383,89 € |
| | ANRU : 50 000,00 € |
| Dont prêts : | PRETS : |
| | PRET CDC : |
| | PRET BONIFIE AL : |

Commentaires particuliers, le cas échéant

Le bénéficiaire, représenté par :
atteste la sincérité des informations ci-dessus

Fait à le

Signature

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V1.1

**Fiche descriptive de l'opération d'accession à la propriété du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maitre d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>A définir | **Intitulé de l'opération**<br>Constuction de 7 logements -Etouvie îlot sud E |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU* **)**<br>785-6080001-36-0004-013 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Possibilité de réaliser une opération d'environ 42 logements par un constructeur. Accession libre : Constructeur qui vend ses maisons au futur accédant au fur et à mesure des demandes.Opération de diversification de grande ampleur possible sur le quartier. Mixité sur l'ilôt Sud apportée avec à côté une opération de 20 logements LLS adaptés et potentiellement l'arrivée d'Action Logement.

Une aide de la Ville et de la Métropole aux futurs accédants : le Prêt à Taux Zéro local (PTZ) avec des critères d'éligibilité similaires au PTZ de l'Etat. La Ville d'Amiens et Amiens Métropole prendront en charge les intérêts du prêt contracté par l'accédant, soit à hauteur chacune de 2 000€ pour les ménages jusqu'à 3 personnes et 3 000€ pour les ménages de 4 personnes et plus. Ainsi selon les taux en vigueur les prêts sont de 30 000€ à 46 000€ (hypothèse sur 15 ans).

Une aide complémentaire est aussi envisagée au logement de 4 000€ par la Ville d'Amiens et 4 000€ par la Région.

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>Ilot Sud - rue d'Alsace | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de rattachement**<br>Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080001 Étouvie | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement Anru :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nombre de logements en accession : | 7 | Type de production envisagée : | |
| Eléments relatifs au contexte de l'opération : | Ilôt Sud libéré par la démolition de 4 écoles dans le premier PRU. Seul site de diversification d'envergure sur le quartier - possibilité de 70 à 80 logements au total sur le site. | | |
| Niveau de performance énergétique et environnementale visé et démarche ou certification envisagés : | | Eléments relatifs aux modalités d'accompagnement des acquéreurs : | PTZ local indiqué ci-dessus |
| Prix de revient HT de l'opération : | 1 161 137,44 € | | |
| Prix de revient TTC de l'opération : | 1 225 000,00 € | Eléments relatifs aux modalités de commercialisation : | pas de taux de commercialisation requis pour démarrer l'opération. Réalisation des maisons au fur et à mesure des acquisitions par les futurs accédants |
| Prix de vente prévisionnel en fonction des typologies de logement : | 157 000€ pour un logement de 80m² de surface habitable (aides déduites) - à déduire ensuite pour le futur acquéreur le PTZ | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Le cas échéant : date d'autorisation de démarrage anticipé | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2023 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 10 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire :
Localisation :
Autre :

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant forfaitaire de l'aide par logement | 10 000,00 € |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **70 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

Coût de l'opération (en euros) : montant HT : 1 161 137,44 € montant TTC : 1 161 137,44 €
*Correspondant à la somme des aides à destination de l'accédant*

| Co-financements: *Uniquement pour les aides à destination de l'accédant (hors fonds-propres)* | |
|---|---|
| VILLE : | 28 000,00 € |
| EPCI : | |
| DEPARTEMENT : | |
| REGION : | 28 000,00 € |
| BAILLEUR : | |
| CDC : | |
| EUROPE : | |
| ANAH : | |
| AUTRE : | 1 035 137,44 € |
| ANRU : | 70 000,00 € |

| Dont prêts : | |
|---|---|
| PRETS : | |
| PRET CDC : | |
| PRET BONIFIE AL : | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

Le bénéficiaire, représenté par :
atteste la sincérité des informations ci-dessus.

Fait à le

Signature

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V1.2.1

**Fiche descriptive de l'opération d'accession à la propriété du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>CA AMIENS METROPOLE | **Intitulé de l'opération**<br>Constuction de 5 logements -Etouvie îlot sud F |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080001-36-0004-014 |

## Objectifs et contenu de l'opération

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Possibilité de réaliser une opération d'environ 42 logements par un constructeur. Accession libre : Constructeur qui vend ses maisons au futur accédant au fur et à mesure des demandes.Opération de diversification de grande ampleur possible sur le quartier. Mixité sur l'ilôt Sud apportée avec à côté une opération de 20 logements LLS adaptés et potentiellement l'arrivée d'Action Logement.

Une aide de la Ville et de la Métropole aux futurs accédants : le Prêt à Taux Zéro local (PTZ) avec des critères d'éligibilité similaires au PTZ de l'Etat. La Ville d'Amiens et Amiens Métropole prendront en charge les intérêts du prêt contracté par l'accédant, soit à hauteur chacune de 2 000€ pour les ménages jusqu'à 3 personnes et 3 000€ pour les ménages de 4 personnes et plus. Ainsi selon les taux en vigueur les prêts sont de 30 000€ à 46 000€ (hypothèse sur 15 ans).

Une aide complémentaire est aussi envisagée au logement de 4 000€ par la Ville d'Amiens et 4 000€ par la Région.

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>Ilot Sud - rue d'Alsace | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de rattachement**<br>Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080001 Étouvie | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

**Principales caractéristiques et objet du financement Anru :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nombre de logements en accession : | 5 | Type de production envisagée : | |
| Eléments relatifs au contexte de l'opération : | Ilôt Sud libéré par la démolition de 4 écoles dans le premier PRU. Seul site de diversification d'envergure sur le quartier - possibilité de 70 à 80 logements au total sur le site. | | |
| Niveau de performance énergétique et environnementale visé et démarche ou certification envisagés : | | Eléments relatifs aux modalités d'accompagnement des acquéreurs : | PTZ local indiqué ci-dessus |
| Prix de revient HT de l'opération : | 829 383,89 € | | |
| Prix de revient TTC de l'opération : | 875 000,00 € | Eléments relatifs aux modalités de commercialisation : | pas de taux de commercialisation requis pour démarrer l'opération. Réalisation des maisons au fur et à mesure des acquisitions par les futurs accédants |
| Prix de vente prévisionnel en fonction des typologies de logement : | 157 000€ pour un logement de 80m² de surface habitable (aides déduites) - à déduire ensuite pour le futur acquéreur le PTZ | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Le cas échéant : date d'autorisation de démarrage anticipé | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2024 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 6 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

Modulation du montant forfaitaire :
Localisation :
Autre :

**Calcul du financement prévisionnel Anru**

| | Montant retenu |
|---|---|
| Montant forfaitaire de l'aide par logement | 10 000,00 € |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | **50 000,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) :<br>*Correspondant à la somme des aides à destination de l'accédant* | montant HT : | 829 383,89 € | montant TTC : | 829 383,89 € |
| Co-financements:<br>*Uniquement pour les aides à destination de l'accédant (hors fonds-propres)* | VILLE : | 20 000,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 20 000,00 € | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | 739 383,89 € | | |
| | ANRU : | 50 000,00 € | | |
| Dont prêts : | PRETS : | | | |
| | PRET CDC : | | | |
| | PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

Le bénéficiaire, représenté par : Prénom et nom du signataire
atteste la sincérité des informations ci-dessus.

Fait à le

Signature

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.4.2

# Fiche descriptive de l'opération d'équipement public de proximité du NPNRU
## Au stade de la FAT prévisionnelle

### Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maître d'ouvrage (MO)**<br>Amiens Métropole | **Intitulé de l'opération**<br>Construction d'une médiathèque |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080001-37-0001-001 |

### Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

La communauté d'agglomération Amiens Métropole souhaite mettre en place un véritable réseau de bibliothèques sur l'ensemble de l'agglomération dans le cadre du développement de la lecture publique. Pour cela, il est nécessaire de pouvoir s'appuyer dans chaque secteur géographique (Nord, Sud, Est et Ouest) sur une structure d'appui forte et moderne.

Le secteur Ouest dont le quartier Etouvie fait partie dispose actuellement d'une bibliothèque au rez-de-chaussée et 1er étage de la galerie des Coursives. Ces locaux appartiennent au bailleur et représentent une surface totale d'environ 285 m². Ils ne sont plus adaptés aux pratiques actuelles : non accessibilité aux personnes à mobilité réduite, exiguité du lieu, locaux non fonctionnels, problèmes de fuites d'eau liées à la vétusté de l'immeuble... A l'extrémité Sud de la galerie et un peu en retrait, la bibliothèque n'a que très peu de visibilité et n'est pas située sur une zone de flux.

Le projet comprend la construction d'une médiathèque dont la superficie sera d'environ 930 m² (surface de plancher) ainsi que l'aménagement des espaces extérieurs (superficie totale du site de l'ordre de 1 800 m²). Cette médiathèque du XXIe siècle viendra remplacer la bibliothèque actuelle.

La volonté est de construire une médiathèque contemporaine, conviviale et durable, adaptée à l'évolution des usages des publics et dotée notamment d'une offre numérique ambitieuse. Cette médiathèque devra être autant un lieu de vie que de lecture. Elle permettra de développer de nouveaux services de proximité, d'accueillir le Point Info Jeunesse du secteur Ouest et d'être exemplaire sur l'utilisation du numérique.

Les espaces suivants seront inclus dans l'équipement :

- un salon de la médiathèque (accueil, espace presse et actualités, bornes de prêt/retour automatique, salle d'action culturelle d'une capacité de 50 personnes) ;
- un espace de l'enfance ;
- un pôle loisirs ;
- un pôle travail et formation ;
- des services internes ;
- le Point Info Jeunesse (situé actuellement dans les Coursives) ;
- un parvis avec quelques places de stationnement.

### Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>Avenue de Bourgogne | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>A l'angle de l'avenue de Bourgogne et de l'avenue de la commune de Paris sur l'axe principal Est-Ouest ponctué de divers équipements |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080001 Étouvie | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

### Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Programme de l'équipement : | - un salon de la médiathèque (accueil, espace presse et actualités, bornes de prêt/retour automatique, salle d'action culturelle d'une capacité de 50 personnes)<br>- un espace de l'enfance ;<br>- un pôle loisirs ;<br>- un pôle travail et formation ;<br>- des services internes ;<br>- le Point Info Jeunesse (situé actuellement dans les Coursives) ;<br>- un parvis avec quelques places de stationnement. | Articulation de l'opération avec les autres opérations du projet de renouvellement urbain (aménagement, ...) : | A proximité de l'îlot des Coursives où se développeront un pôle de services publics, un supermarché et un pôle médical avec le réaménagement des accès à l'îlot et à la médiathèque qui se situe juste en face à l'angle des avenues de Bourgogne et de la Commune de Paris |
| Public concerné par l'équipement : | Tout public du quartier et de l'Ouest de l'agglomération | Modalités de gestion et de fonctionnement : | L'équipe de la bibliothèque actuellement située dans les coursives sera transférée dans la médiathèque |
| Description et niveau de maturité du projet d'établissement : | | Contribution de l'opération à l'insertion professionnelle : | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nombre de m² de surface de plancher de l'équipement public : | 930,00 m² | Modalités d'accès à l'équipement (parking, transports ...) : | Quelques places de stationnement prévues pour l'équipement + stationnement sur les places de stationnement publiques.<br>Accès par le bus dont plusieurs arrêts se situent sur l'avenue de la Commune de Paris qui longe la médiathèque |
| Nature d'intervention : | création d'équipement public de proximité | Modalités de concertation (habitants, usagers, partenaires) : | Démarche de concertation engagée avec les services directement concernés (bibliothèque, service culture de l'agglomération et de l'Etat...).<br>Présentation en réunion publique de l'emplacement dédié. |
| Localisation de l'équipement : | | Démarche ou certification pour qualité et/ou performance énergétique et environnementale : | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 3 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre (éventuelles dépenses prises en compte à titre exceptionnel : frais de location de structures temporaires indispensables pour l'accueil de l'activité en cas de réhabilitation ou de transfert de l'équipement) : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | | Montant retenu |
|---|---|---|
| **Assiette subventionnable :** | | **3 838 310,00 €** |
| Taux de subvention applicable à l'assiette subventionnable : | | 50,00% |
| Majoration du taux de subvention à la hausse (article 3.1.1.2 du RGA) : | | 0,00% |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | - € | 0,00% |
| **Taux de subvention retenu :** | | **50,00%** |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | | **1 919 155,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 3 838 310,00 € | montant TTC : | 4 605 972,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | 787 306,00 € | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 767 662,00 € | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | 364 187,00 € | | |
| | ANRU : | 1 919 155,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 3 838 310,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

| | |
|---|---|
| Commentaires particuliers, le cas échéant | Dans "autre" il s'agit de financement de l'Etat dans le cadre de la Dotation Politique de la Ville (DPV) |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.4.2

**Fiche descriptive de l'opération d'équipement public de proximité du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maître d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| CA AMIENS METROPOLE | Construction d'un Gymnase Jean BOUIN |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| Construction d'un Gymnase Jean BOUIN | 785-6080003-37-0001-002 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Le projet consiste à reconstruire le gymnase Jean Bouin, siège du club de volley d'Amiens Métropole, incendié en mars 2016.
L'objectif est de maintenir une offre de sports et de loisirs sur le quartier, sachant que le sport est vecteur important de cohésion et de mixité sociale. Le site de reconstruction envisagé prend place sur la parcelle du Grand Mozart actuellement propriété de Clésence (emprise projetée d'environ 3 500m²).
Le programme de travaux est le suivant :
- un plateau sportif en plancher de 800 m² (40X20) sur plancher bois,
- 2 séries de gradins pour 300 à 400 personnes,
- un bureau des entraineurs,
- des locaux annexes avec club-house,
- vestiaires, douches et sanitaires,
- locaux de stockage,
- stationnements,
- chaufferie gaz ou sous-station si raccordement au réseau de chaleur possible.

En option, sera étudiée la possibilité du programme complémentaire suivant :
1/ un mur ou salle d'escalade conforme à la compétition régionale (15 m) et indépendant à la salle de jeu de ballon. Cela constituerait un équipement métropolitain qui renforcerait l'attractivité du quartier. Le lien avec Rivery serait particulièrement renforcé puisque s'y trouve le plus important club d'escalade d'Amiens Métropole.
2/ une salle multisports doux supplémentaire.
Une mission de programmation sera lancée en septembre 2019.
Un concours sera engagé en 2020 sur la base de prescriptions urbaines de l'urbaniste architecte coordonnateur des quartiers nord.
La réception de l'équipement est envisagée pour 2023.

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Rue Mozart / Avenue de la Paix CL 237 CL 140 CL 245 CL 248 | |
| **Commune de réalisation** | |
| 80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation** | |
| Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires
Une mission de programmation sera engagée en septembre 2019 et permettra d'affiner le plan de financement présenté.

**Principales caractéristiques :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Programme de l'équipement : | Gymnase | Articulation de l'opération avec les autres opérations du projet de renouvellement urbain (aménagement, ...) : | Le projet s'inscrit dans la requalification du secteur Pigeonnier (réhabilitations de l'habitat et reconstruction du centre commercial du Colvert). |
| Public concerné par l'équipement : | Habitants de la métropole/ public jeune et adulte.<br>Si l'option du mur d'escalade est retenue, l'équipement s'ouvrira à tous les pratiquants d'escalade de la Métropole et permettra encore d'améliorer le rayonnement de l'équipement. | Modalités de gestion et de fonctionnement : | Gestion assurée par la Ville. |
| Description et niveau de maturité du projet d'établissement : | Projet sportif et social<br>niveau de maturité : phase de programmation | Contribution de l'opération à l'insertion professionnelle : | Clause d'insertion appliquée aux marchés de travaux. |
| Nombre de m² de surface de plancher de l'équipement public : | 1 600,00 m² | Modalités d'accès à l'équipement (parking, transports ...) : | L'équipement est situé à moins de 300 m du réseau de Bus à Haut Niveau de Service. Le stationnement se fera en partie sur le domaine public. |
| Nature d'intervention : | création d'équipement public de proximité | Modalités de concertation (habitants, usagers, partenaires) : | 2 recontres ont eu lieu avec les clubs sportifs usagers. La concertation auprès des habitants sera engagée au cours des études. |
| Localisation de l'équipement : | | Démarche ou certification pour qualité et/ou performance énergétique et environnementale : | Non défini |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2022 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre (éventuelles dépenses prises en compte à titre exceptionnel : frais de location de structures temporaires indispensables pour l'accueil de l'activité en cas de réhabilitation ou de transfert de l'équipement) : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | | Montant retenu |
|---|---|---|
| **Assiette subventionnable :** | | **4 714 087,50 €** |
| Taux de subvention applicable à l'assiette subventionnable : | | 45,63% |
| Majoration du taux de subvention à la hausse (article 3.1.1.2 du RGA) : | | 0,00% |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | - € | 0,00% |
| **Taux de subvention retenu :** | | **45,63%** |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | | **2 151 149,38 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 4 509 250,00 € | montant TTC : | 5 411 100,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | 1 251 850,62 € | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 1 106 250,00 € | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 2 151 149,38 € | | |
| | Total des co-financements : | 4 509 250,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.4.2

**Fiche descriptive de l'opération d'équipement public de proximité du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maître d'ouvrage (MO)**<br>CA AMIENS METROPOLE | **Intitulé de l'opération**<br>Rénovation du centre culturel J.Tati |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080002-37-0001-003 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
Fermeture de l'entrée arrière du Centre Culturel Jacques Tati pour adapter une entrée unique rénovée avec verrière, côté théâtre, et animer le futur parvis central. Les usagers n'utiliseront plus l'entrée arrière et entreront côté parvis. Il est envisagé également une entrée indépendante sur le côté de l'équipement, donnant sur la voie nouvelle, afin de mutualiser en soirée la grande salle d'activité pour des réunions du conseil citoyen, du comité de quartier, ou d'associations. Ces aménagements répondent notamment à des contraintes en termes d'accessibilité aux salles d'activités situées sur plusieurs étages aujourd'hui et non accessibles en ascenseur pour certaines.

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>parcelle 327 et allée des rencontres devant le centre culturel Tati | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>Equipement public en cœur de quartier situé face au futur pôle de services. |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080002 Pierre Rollin | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Programme de l'équipement : | Retournement de l'entrée de l'équipement. | Articulation de l'opération avec les autres opérations du projet de renouvellement urbain (aménagement, ...) : | A réaliser avant d'aménager les abords et d'achever le parvis central. |
| Public concerné par l'équipement : | Spectateurs et adhérents du théâtre et du centre socio-culturel | Modalités de gestion et de fonctionnement : | Gestion par le centre socio-culturel. |
| Description et niveau de maturité du projet d'établissement : | | Contribution de l'opération à l'insertion professionnelle : | |
| Nombre de m² de surface de plancher de l'équipement public : | 400,00 m² | Modalités d'accès à l'équipement (parking, transports ...) : | 2 petites poches de stationnement seront créées pour accéder au parvis, ainsi que 70 places le long de la voie nouvelle |
| Nature d'intervention : | extension et rénovation d'équipement public de proximité | Modalités de concertation (habitants, usagers, partenaires) : | Projet travaillé avec la direction de l'équipement |
| Localisation de l'équipement : | cœur de quartier | Démarche ou certification pour qualité et/ou performance énergétique et environnementale : | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2023 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 5 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre (éventuelles dépenses prises en compte à titre exceptionnel : frais de location de structures temporaires indispensables pour l'accueil de l'activité en cas de réhabilitation ou de transfert de l'équipement) : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | | Montant retenu |
|---|---|---|
| **Assiette subventionnable :** | | **1 042 510,70 €** |
| Taux de subvention applicable à l'assiette subventionnable : | | 25,41% |
| Majoration du taux de subvention à la hausse (article 3.1.1.2 du RGA) : | | 0,00% |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | - € | 0,00% |
| **Taux de subvention retenu :** | | **25,41%** |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | | **264 901,97 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 1 042 510,70 € | montant TTC : | 1 251 012,84 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | 338 928,73 € | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 438 680,00 € | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 264 901,97 € | | |
| | Total des co-financements : | 1 042 510,70 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

| | |
|---|---|
| Commentaires particuliers, le cas échéant | Les coûts HT de maîtrise d'œuvre et de conduite d'opération n'étant pas évaluable à ce stade, les coûts retenus ont été appliqués par défaut. |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.4.2

**Fiche descriptive de l'opération d'équipement public de proximité du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maitre d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| Commune d'Amiens | Création du pôle de services des Coursives |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| | 785-6080001-37-0002-001 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Le contexte :
La création d'un pôle de services en rez-de-chaussée et 1er étage de la galerie des Coursives constitue un volet important du projet d'ensemble de réaménagement de l'îlot Coursives. Actuellement, cette galerie en pied d'immeuble des résidences du Pays d'Auge, est composée de locaux pour la plupart inoccupés. Restent à ce jour, un bar, une pharmacie et un cabinet médical pour la partie commerces. Les murs et fonds de ces commerces seront acquis par la Ville d'Amiens dans le cadre de l'opération d'aménagement des Coursives. Pour la partie services, la police municipale, la mairie de secteur, la maison des services au public et le Point Info Jeunesse sont encore ouverts. Ce dernier sera quant à lui intégré à la future médiathèque du quartier.
Actuellement, les agents de ces services et commerces souffrent de l'inconfort lié à la structure et à la vétusté de la galerie (locaux introvertis sans lumière naturelle pour la plupart, toitures-terrasses en mauvais état, fuites, humidité...). Les clients et/ou usagers ne sont pas accueillis dans de bonnes conditions et doivent rentrer et sortir du bâtiment afin de se rendre aux différents services et commerces.

Le projet :
Le projet consiste en la restructuration du rez-de-chaussée et du 1er étage du bâtiment des Coursives pour créeer un Pôle de services.

Le programme :
La ville d'Amiens envisage un pôle de services qui regroupera l'ensemble des services suivants :
- Mairie de secteur
- Maison des services au public
- Police municipale
- Mission locale
- Maison Départementale des Solidarités et de l'Insertion
- Agence de la SIP

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Place du pays d'Auge - Ilot Coursives | Dans la galerie des Coursives qui sera restructurée - Place du Pays d'Auge |
| **Commune de réalisation** | |
| 80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 80021 Amiens 6080001 Étouvie | |
| **Situation** | |
| Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Programme de l'équipement : | - Mairie de secteur<br>- Maison des services au public<br>- Police municipale<br>- Mission locale<br>- Maison Départementale des Solidarités et de l'Insertion<br>- Agence de la SIP | Articulation de l'opération avec les autres opérations du projet de renouvellement urbain (aménagement, ...) : | Dans le cadre de l'aménagement de l'îlot des Coursives |
| Public concerné par l'équipement : | Les habitants du quartier, usagers et de l'Ouest Amiénois | Modalités de gestion et de fonctionnement : | |
| Description et niveau de maturité du projet d'établissement : | Programme technique détaillé rendu en avril 2018.<br>Concours Maîtrise d'œuvre à lancer | Contribution de l'opération à l'insertion professionnelle : | |
| Nombre de m² de surface de plancher de l'équipement public : | 2 650,00 m² | Modalités d'accès à l'équipement (parking, transports ...) : | Parking devant le futur équipement et nouvelle voie d'accès direct. Arrêt du BHNS à proximité sur l'avenue de la Commune de Paris |
| Nature d'intervention : | création d'équipement public de proximité | Modalités de concertation (habitants, usagers, partenaires) : | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

| | | | |
|---|---|---|---|
| Localisation de l'équipement : | Au cœur de l'îlot Coursives | Démarche ou certification pour qualité et/ou performance énergétique et environnementale : | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2021 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 7 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre (éventuelles dépenses prises en compte à titre exceptionnel : frais de location de structures temporaires indispensables pour l'accueil de l'activité en cas de réhabilitation ou de transfert de l'équipement) : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | | Montant retenu |
|---|---|---|
| **Assiette subventionnable :** | | **5 608 200,00 €** |
| Taux de subvention applicable à l'assiette subventionnable : | | 15,00% |
| Majoration du taux de subvention à la hausse (article 3.1.1.2 du RGA) : | | 0,00% |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | - € | 0,00% |
| **Taux de subvention retenu :** | | **15,00%** |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | | **841 230,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 5 646 700,00 € | montant TTC : | 6 776 040,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 3 142 965,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 962 505,00 € | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | 700 000,00 € | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 841 230,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 5 646 700,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

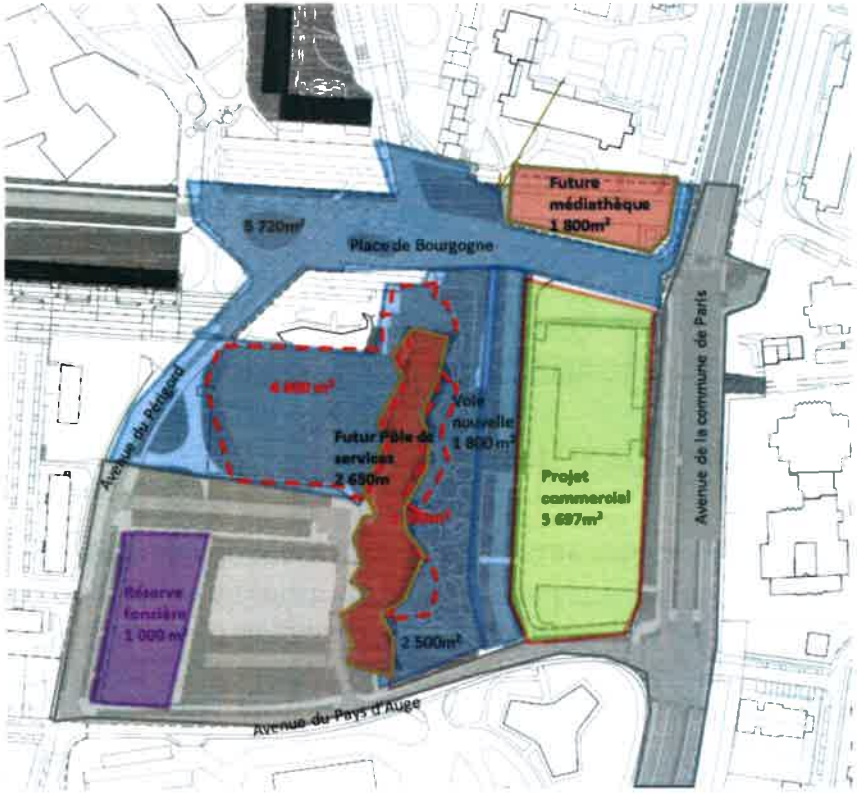
# RESTRUCTURATION DE L'ILOT DES COURSIVES



L'opération de restructuration de l'îlot des Coursives comprend trois opérations sous maîtrise d'ouvrage Ville d'Amiens et Amiens Métropole :

- l'opération d'aménagement îlot Coursives (FAT 24-1-1);
- l'opération de construction d'une médiathèque (FAT 37-1-1);
- l'opération de construction d'un pôle de services (FAT 37-2-1).

## 1/ L'opération d'aménagement Ilot Coursives (FAT 24-1-1)




Surfaces non comprises dans l'opération d'aménagement (dépenses réalisées avant le CE du 13 mars 2019)

Excroissances à démolir

- **L'opération d'aménagement porte sur une surface d'environ 26 967m². Le foncier appartient en quasi totalité à la Ville d'Amiens. Seuls trois locaux au sein du RDC des Coursives restent à acquérir, pour un montant estimé à 770 000€ HT** (CPAM : 306 000€, cabinet médical : 93 910€, pharmacie : 158 628€, frais de transferts : 155 000€.) Les autres lots à restructurer ont été acquis par la Ville avant le 13 mars 2019.

- **Sur ces 26 967m², la Ville d'Amiens prévoit :**
  - La requalification en espaces publics d'environ 15 820m² (nécessitant au préalable la démolition de 5 800m² correspondant aux excroissances du bâtiment existant),
  - La vente à investisseur privé de 5 697m² pour la création d'un supermarché et d'un pôle médical (à 45€/m²);
  - La conservation de 1 000m² par la ville d'Amiens en réserve foncière (30,5€le m²).
  - La cession d'un terrain de 1 800m² à Amiens Métropole pour la construction de la médiathèque (valorisée à 0€/m²).
  - La conservation de 2 650m² (bâtiment des Coursives) pour la restructuration d'un pôle de services.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

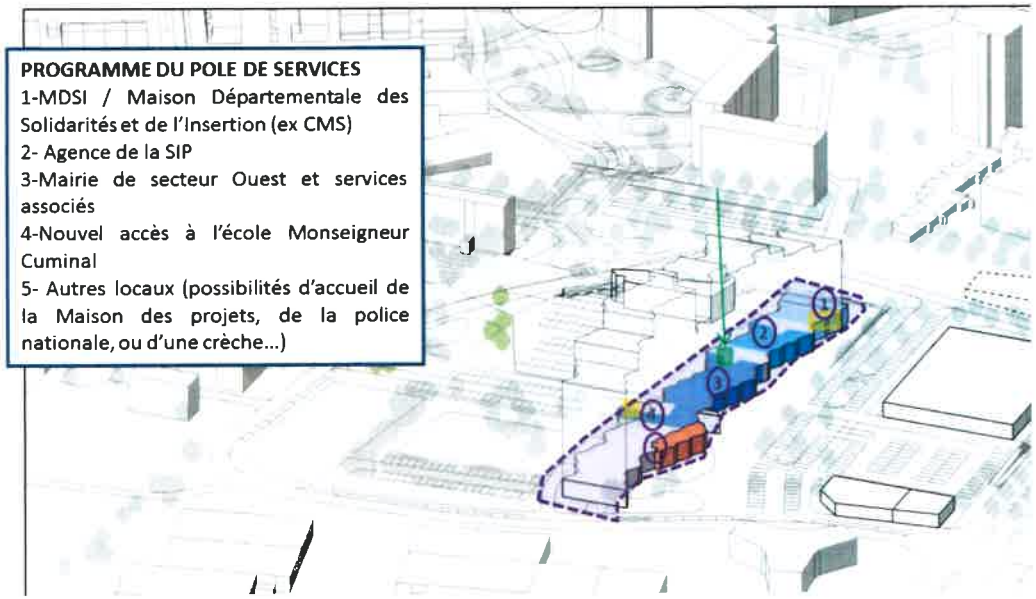
# RESTRUCTURATION DE L'ILOT DES COURSIVES



L'opération de restructuration de l'îlot des Coursives comprend trois opérations sous maîtrise d'ouvrage Ville d'Amiens et Amiens Métropole :

- l'opération d'aménagement îlot Coursives (FAT 24-1-1);
- l'opération de construction d'une médiathèque (FAT 37-1-1);
- l'opération de construction d'un pôle de services (FAT 37-2-1).

## 2/ L'opération de construction d'un pôle de services (FAT 37-2-1)




- **L'opération de construction d'un pôle de services porte sur une surface d'environ 2 650m².**

- **La Ville d'Amiens prévoit :**

  - Des travaux de restructuration de la galerie (RDC et 1er étage), la reprise des façades, des interventions sur les réseaux, pour environ **3 990 000€ HT** afin d'y installer un pôle de services;

  - L'acquisition de mobiliers pour environ **119 700€ HT.**

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.4.2

# Fiche descriptive de l'opération d'équipement public de proximité du NPNRU
## Au stade de la FAT prévisionnelle

### Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maître d'ouvrage (MO)**<br>COMMUNE D'AMIENS | **Intitulé de l'opération**<br>Construction d'un centre social et aménagement de son parvis |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)**<br>Construction Centre social et aménagement de son parvis | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080003-37-0002-002 |

### Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
La principale activité de l'ALCO (Association pour les Langues et Cultures d'Origine) concerne depuis une vingtaine d'années les animations et ateliers interculturels. Aux côtés des activités « historiques » directement liées à son projet associatif, l'ALCO a été progressivement conduite à apporter différentes réponses aux problématiques sociales vécues sur le quartier et aux demandes des habitants et des partenaires de terrain. La qualité des actions qu'elle propose a valu à l'ALCO en 2014 d'être agréée centre social par la Caisse d'Allocations Familiales de la Somme et a amorcé le projet de construction de locaux plus adaptés aux activités par la collectivité.
Le projet s'étend sur 720 m² répartis entre services techniques, salles d'activités, espaces d'accueil et de réception. L'équipement sera raccordé au réseau de chaleur. Le coût global intègre l'estimatif du mobilier fixé inhérent aux activités et envisagé à ce jour : banque d'accueil : 3 600 euros HT, placard bureaux : 3 000 euros HT, placards ateliers : 6 500 euros HT, placard multimédia : 1 350 euros HT, cuisine : 35 000 euros HT.
Les prestations nécessaires à l'opération comprennent les études préalables, la prestation du bureau de control, la mission SPS, la mission d'OPC.

Le démarrage des travaux est prévu fin 2019 pour une mise en service au 1er septembre 2020.
Le projet prévoit par ailleurs l'aménagement du parvis de l'équipement à hauteur de 458 333 € HT. Vu la configuration du site, celui-ci a vocation à constituer un nouvel espace public de quartier pouvant rassembler à la fois les usagers du gymnase attenant ainsi que les enfants et parents d'élèves de l'école La Paix. Il sera accessible depuis l'avenue de la Paix, la rue F. Rossevelt et la rue Guynemer (en longeant le centre culturel Le Safran). Sa conception est réalisée en régie, sur la base des prescriptions de l'équipe d'architectes urbanistes retenue pour le projet de renouvellement urabin des quartiers nord (Atelier Ph. MADEC).

### Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>Avenue de la Paix - BT200 | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

### Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Programme de l'équipement : | Centre social | Articulation de l'opération avec les autres opérations du projet de renouvellement urbain (aménagement, ...) : | Le choix d'implantation du centre social correspond à la volonté de relier différents équipements scolaires et sportifs préexistants sur le quartier. L'aménagement du parvis, des connexions piétonnes attenantes et de la rue F. Roosevelt sont pleinement liés à cette opération. |
| Public concerné par l'équipement : | Habitants du quartier et du reste de la Ville | Modalités de gestion et de fonctionnement : | La gestion du bâtiment revient à la ville d'Amiens, propriétaire de l'équipement. Les charges et entretien courant sont à la charge de l'Alco. Elles ont été estimées par le cabinet de maitrise d'œuvre pour l'électricité et le chauffage à 3 650 €/an. |
| Description et niveau de maturité du projet d'établissement : | Le projet est abouti dans sa conception. Les travaux ont démarré le 17/06/2019. | Contribution de l'opération à l'insertion professionnelle : | Le projet contribue à l'insertion sociale, et donc de manière induite aux conditions favorables à une insertion professionnelle. |
| Nombre de m² de surface de plancher de l'équipement public : | 732,00 m² | Modalités d'accès à l'équipement (parking, transports ...) : | L'équipement est accessible depuis l'avenue de la Paix, desservie par le réseau de Bus à Haut Niveau de Service. Une cinquantaine de places de stationnement se situe avenue de la Paix à toute proximité de l'équipement. Est prévu dans le cadre |
| Nature d'intervention : | création d'équipement public de proximité | Modalités de concertation (habitants, usagers, partenaires) : | Une réunion publique a eu lieu le 26 septembre 2018.Les rencontres avec l'ALCO sont régulières et s'intensifient dans le cadre de l'élaboration d'une convention d'usage.<br>En marge, plusieurs rencontres ont déjà eu lieu avec les clubs sportifs usagers du gymnase touchés par le projet de parvis.<br>La première pierre est prévue le 25/09/2019 |
| Localisation de l'équipement : | cœur de quartier | Démarche ou certification pour qualité et/ou performance énergétique et environnementale : | Un niveau de performance équivalente au E2C1 est visé, tout en gardant l'objectif de progresser vers le C2 par l'instauration d'actions pédagogiques. |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 5 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre (éventuelles dépenses prises en compte à titre exceptionnel : frais de location de structures temporaires indispensables pour l'accueil de l'activité en cas de réhabilitation ou de transfert de l'équipement) : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | | Montant retenu |
|---|---|---|
| **Assiette subventionnable :** | | **2 588 832,94 €** |
| Taux de subvention applicable à l'assiette subventionnable : | | 21,09% |
| Majoration du taux de subvention à la hausse (article 3.1.1.2 du RGA) : | | 0,00% |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | - € | 0,00% |
| **Taux de subvention retenu :** | | **21,09%** |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | | **545 984,87 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 2 588 832,94 € | montant TTC : | 3 106 599,53 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 517 878,07 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 449 727,00 € | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | 1 075 243,00 € | | |
| | ANRU : | 545 984,87 € | | |
| | Total des co-financements : | 2 588 832,94 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : Les recettes "Autres" correspondent à des crédits Etat (Dotation Politique de la Ville) et CAF.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.4.2

# Fiche descriptive de l'opération d'équipement public de proximité du NPNRU
## Au stade de la FAT prévisionnelle

### Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>COMMUNE D'AMIENS | **Intitulé de l'opération**<br>Construction du pôle de services de Pierre Rollin |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080002-37-0002-003 |

### Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
La mairie annexe actuelle ne convient plus aux besoins du quartier, en termes d'accessibilité aux usagers et de superficie. De plus, sa démolition permet l'aménagement d'un parvis central le long de la voie nouvelle reliant la rue Pierre Rollin et l'avenue du 8 mai 1945. Le projet prévoit la construction de nouveaux locaux en cœur de quartier, le long de la nouvelle voie, avec l'entrée du public donnant sur le parvis central face à l'entrée du centre culturel et aux petits commerces, permettant ainsi d'animer le coeur de quartier et l'arrière du supermarché Auchan. Les locaux sont agrandis afin de répondre au besoin du service public et accueillir les permanences d'autres acteurs et services pour ainsi constituer un pôle administratif. Le projet prévoit une seconde entrée indépendante sur la voie nouvelle pour aménager une salle polyvalente au sein de l'équipement, correspondant à une demande forte du conseil citoyen. Le pôle de services accueillera par ailleurs des permanences administratives et associatives autres (maison de l'emploi, maison des services au public, associations locales) afin de constituer un vrai pôle de services multi acteurs en renforçant la proximité et non une simple mairie annexe. De ce fait, le porteur de projet sollicite 15% de subventions et non 35%, considérant les bureaux à vocation exclusivement "mairie" non subventionnables. L'acquisition des parcelles nécessaires aujourd'hui appartenant à la copropriété commerciale, aura été effectuée en amont pour l'opération voie nouvelle.

### Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| à la place de l'actuelle boulangerie artisans du pain et parcelle 470, le long du supermarché et de la voie nouvelle | Le public accédera à l'équipement par son entrée située sur le parvis du théâtre, en cœur de quartier. |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080002 Pierre Rollin | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

### Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Programme de l'équipement : | Bureaux mairie, bureaux de permanences élus, bureaux de permanences associatives ou autres services administratifs (emploi, maison de services au public, etc )salle polyvalente | Articulation de l'opération avec les autres opérations du projet de renouvellement urbain (aménagement, ...) : | Construction avant démolition des anciens locaux et après démolition des cellules commerciales situées sur l'emprise du projet. |
| Public concerné par l'équipement : | Usagers du service public, associations et services internes, conseil citoyen. | Modalités de gestion et de fonctionnement : | Gestion par la Ville. |
| Description et niveau de maturité du projet d'établissement : | | Contribution de l'opération à l'insertion professionnelle : | |
| Nombre de m² de surface de plancher de l'équipement public : | 665,00 m² | Modalités d'accès à l'équipement (parking, transports ...) : | 70 places publiques le long de la voie nouvelle et quelques places sous la dalle du supermarché |
| Nature d'intervention : | création d'équipement public de proximité | Modalités de concertation (habitants, usagers, partenaires) : | emplacement modifié et revu avec le conseil citoyen |
| Localisation de l'équipement : | En cœur de quartier, le long de la voie nouvelle, jusque l'angle avec le futur parvis central | Démarche ou certification pour qualité et/ou performance énergétique et environnementale : | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2022 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 5 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre (éventuelles dépenses prises en compte à titre exceptionnel : frais de location de structures temporaires indispensables pour l'accueil de l'activité en cas de réhabilitation ou de transfert de l'équipement) : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | | Montant retenu |
|---|---|---|
| **Assiette subventionnable :** | | **1 595 240,00 €** |
| Taux de subvention applicable à l'assiette subventionnable : | | 15,00% |
| Majoration du taux de subvention à la hausse (article 3.1.1.2 du RGA) : | | 0,00% |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | - € | 0,00% |
| **Taux de subvention retenu :** | | **15,00%** |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | | **239 286,00 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 1 595 240,00 € | montant TTC : | 1 914 288,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 1 355 954,00 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 239 286,00 € | | |
| | Total des co-financements : | 1 595 240,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

| | |
|---|---|
| Commentaires particuliers, le cas échéant | Les coûts HT de maîtrise d'œuvre et de conduite d'opération n'étant pas évaluable à ce stade, les coûts retenus ont été appliqués par défaut. |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.4.3

**Fiche descriptive de l'opération d'équipement public de proximité du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| **Maître d'ouvrage (MO)** | **Intitulé de l'opération** |
|---|---|
| DEPARTEMENT DE LA SOMME | Restructuration du collège Rosa Parks |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*) |
| | 785-6080001-37-0003-001 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

Les bords de Somme ont connu plusieurs opérations de réhabilitation ou de réaménagement :
- logements (Secteur Varlin) ;
- école Louise Michel, Groupe Scolaire des Bords de Somme ;
- ou encore le gymnase Moiroud, qui contribue à en faire un secteur attractif ;
- avenue du Languedoc.

Le collège Rosa Parks reste dans ce secteur un équipement majeur à requalifier dont l'état de vétusté est reconnu par tous les partenaires.
Il a été construit en deux temps. En 1968 pour la plupart des bâtiments. Une extension, soit toute la partie Ouest a été ajoutée en 1992 pour la partie accueil et administration. La plupart des bâtiments sont de type « Pailleron » avec tous les inconvénients que ce type de construction peut avoir 40 ans plus tard (vétusté, fuites, menuiseries en mauvaises état, sécurité incendie et accessibilité handicapé défaillante, manque d'espaces de stockage notamment pour les produits dangereux...).
En réponse à ses difficultés et dans le cadre d'une re-sectorisation des collèges d'Amiens Métropole, le Département prévoit dans le cadre du NPNRU, une restructuration complète de ce collège associée à une modification de son secteur de recrutement.

L'objectif est d'augmenter les effectifs pour atteindre sa capacité maximale d'accueil fixée aujourd'hui à 650 places (un peu moins de 400 inscrits à ce jour). Pour ce faire, le

## Localisation de l'opération

| **Adresse ou périmètre de l'opération** | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
|---|---|
| Avenue du Languedoc | |
| **Commune de réalisation** | |
| 80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération** | |
| 80021 Amiens 6080001 Étouvie | |
| **Situation** | |
| Sélectionner le territoire | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Programme de l'équipement : | Démolition d'une partie des bâtiments actuels et reconstruction d'autres bâtiments | Articulation de l'opération avec les autres opérations du projet de renouvellement urbain (aménagement, ...) : | Réaménagement des secteurs à proximité du collège dans le cadre du PNRU : restructuration de l'avenue du Languedoc pour une sécurisation, construction du groupe scolaire des bords de Somme, aménagement du secteur Varlin, de l'avenue de Bourgogne... |
| Public concerné par l'équipement : | Elève du quartier et des secteurs environnant compte tenu de la carte scolaire et de la volonté de mixité au sein de cet établissement | Modalités de gestion et de fonctionnement : | |
| Description et niveau de maturité du projet d'établissement : | | Contribution de l'opération à l'insertion professionnelle : | |
| Nombre de m² de surface de plancher de l'équipement public : | 3 447,00 m² | Modalités d'accès à l'équipement (parking, transports ...) : | Station BHNS à proximité sur l'avenue Jules Vallès |
| Nature d'intervention : | extension d'équipement public de proximité | Modalités de concertation (habitants, usagers, partenaires) : | |
| Localisation de l'équipement : | Avenue du Languedoc | Démarche ou certification pour qualité et/ou performance énergétique et environnementale : | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2022 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 5 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre (éventuelles dépenses prises en compte à titre exceptionnel : frais de location de structures temporaires indispensables pour l'accueil de l'activité en cas de réhabilitation ou de transfert de l'équipement) : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | | Montant retenu |
|---|---|---|
| **Assiette subventionnable :** | | **14 272 765,48 €** |
| Taux de subvention applicable à l'assiette subventionnable : | | 10,00% |
| Majoration du taux de subvention à la hausse (article 3.1.1.2 du RGA) : | | 0,00% |
| Majoration du montant de financement pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | - € | 0,00% |
| **Taux de subvention retenu :** | | **10,00%** |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | | **1 427 276,55 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 14 272 765,48 € | montant TTC : | 17 127 318,58 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | 12 845 488,93 € | | |
| | REGION : | | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | | | |
| | ANRU : | 1 427 276,55 € | | |
| | Total des co-financements : | 14 272 765,48 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

| | |
|---|---|
| Commentaires particuliers, le cas échéant | 10% de subvention accordée par l'ANRU lors du CNE du 13 mars 2019 |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.4.2

# Fiche descriptive de l'opération d'immobilier à vocation économique du NPNRU
## Au stade de la FAT prévisionnelle

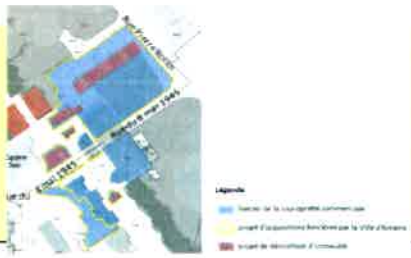
### Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maître d'ouvrage (MO)**<br>COMMUNE D'AMIENS | **Intitulé de l'opération**<br>Restructuration du centre commercial Pierre Rollin |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080002-38-0001-001 |

### Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
L'opération consiste en la démolition de 6 cellules commerciales ( parcelles 470, 321, 472, 624) qui seront reconstruites sur un autre foncier du coeur de quartier afin de reloger les commerçants. En effet, l'aménagement d'un parvis central, espace piéton de rencontre, nécessite de démolir certaines cellules commerciales afin d'ouvrir le cœur de quartier et lui redonner du dynamisme et de l'attractivité. Le projet prévoit l'acquisition par la Ville de 6 cellules commerciales faisant partie de la copropriété Plein sud aux fins de démolition ainsi que l'acquisition du parking de la copropriété aux fins de reconstruction des 6 cellules le long de la nouvelle voie, en rez-de chaussée de la dalle de parking, à côté du nouveau pôle de services parcelle 470 (l'acquisition du parking est également nécessaire pour rogner en partie la dalle haute et réaliser la voie nouvelle, le reste du parking haut sera revendu à Auchan pour son opération privée d'extension). Le projet propose aussi la possibilité de reconstruire 2 cellules en coeur de quartier parcelle 623, pour d'éventuels transferts et le cas échéant 4 sous la dalle de parking. La modernisation des autres façades commerciales est nécessaire pour harmoniser le centre commercial et éviter un décalage esthétique avec le supermarché rénové (en opération privée). Cette opération de réhabilitation pourra être portée par la Ville dans le cadre de la requalification globale du coeur de quartier mais sera financée en majorité par le propriétaire à savoir la copropriété commerciale (480 000 euros autre financeur soit 40% de l'opération sur les façades) dont la Ville détient 8% des parts. Dans tous les cas, le projet inclut la reconstruction des 6 cellules à démolir pour pouvoir reloger l'ensemble des commerçants. L'ensemble des opérations sera précisément défini et concerté avec la copropriété à ce jour informée des orientations principales du projet. Une DUP permettra d'engager l'opération.

### Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>cœur de quartier, parcelle 470, 1042, 737, 624, 623, 621, 622, 472, 471, 321, | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>Cœur de quartier<br>  |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080002 Pierre Rollin | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

### Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques :**

Type d'opération : Cas général : Intervention sur immobilier à vocation économique réalisé par le propriétaire de l'immobilier, percevant des recettes locatives

| | | | |
|---|---|---|---|
| Type(s) d'immobilier à vocation économique : | Locaux commerciaux | Situation des locaux : | Cœur de QPV, centre commercial en copropriété (cellules commerciales) |
| Nature de l'intervention : | Démolition/reconstruction, relocalisation et rénovation des autres façades | Surface de l'emprise(s) foncière(s) concernée(s) : | 650,00 m2 |
| Nature(s) d'activité(s) envisagée(s) : | | Surface louée totale (m² SDP) envisagée : | 650,00 m2 |
| Eléments relatifs au contexte de l'opération : | Le supermarché Auchan projette l'extension de sa surface de vente et du parking dans le temps du NPNRU. Les petits commerces en cœur de quartier, situés à l'arrière du supermarché, sont en perte de dynamisme et d'attractivité. Le projet consiste à les rendre plus accessibles et visibles en créant une perméabilité entre l'espace central et la voie nouvelle. | Pour les cas particuliers concernés : nature de l'animation et de l'aide au fonctionnement du projet : | |
| Eléments relatifs aux conditions d'exploitation : | | Eléments relatif à la concertation avec les habitants et l'implication des partenaires économiques : | Négociation et échanges avec la copropriété commerciale. Une étude sur le volet commercial a été réalisée par le cabinet Cushmann et Wakefield auprès de l'ensemble des commerces de la copropriété. Procédure de DUP |
| Démarche de qualité de l'opération d'un point de vue architectural, environnemental ou urbain : | | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2022 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 7 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

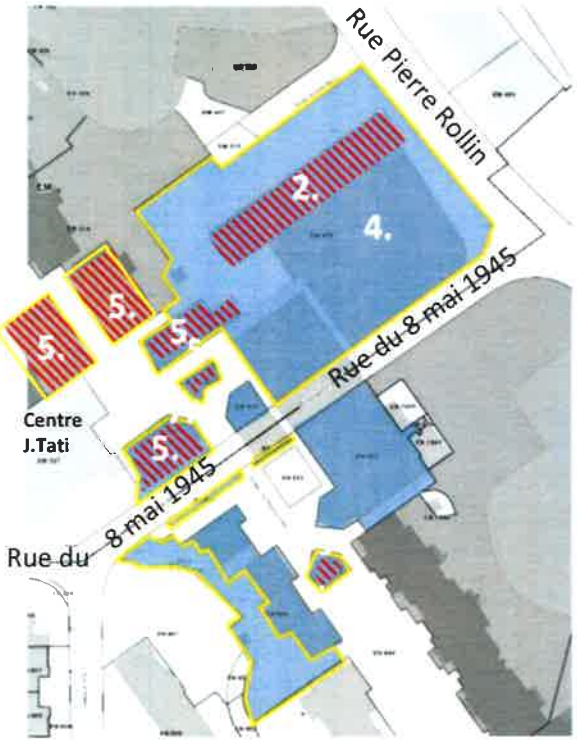
| | Montant retenu | |
|---|---|---|
| Montant des dépenses subventionnables : | | 5 846 920,00 € |
| Montant des recettes retenues : | | 585 000,00 € |
| **Assiette subventionnable :** | | **5 261 920,00 €** |
| Taux de subvention applicable à l'assiette subventionnable : | 24,00% | |
| Majoration du taux de subvention à la hausse (article 3.1.1.2 du RGA) : | 0,00% | |
| Majoration du taux de subvention pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | 0,00% | - € |
| **Taux de subvention retenu :** | **24,00%** | |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | | **1 262 860,80 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 5 846 920,00 € | montant TTC : | 7 016 304,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 1 308 059,20 € | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 2 211 000,00 € | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | 1 065 000,00 € | | |
| | ANRU : | 1 262 860,80 € | | |
| | Total des co-financements : | 5 846 920,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant
La case AUTRE correspond aux 585 000 € de recettes + 480 000 € soit 40% du montant H

# NPNRU Pierre Rollin- Annexe aux FAT aménagement 24-1-11 et immobilier à vocation économique 38-1-1




Les opérations d'aménagement et d'immobilier commercial du projet Pierre Rollin nécessitent un ensemble d'échanges et d'acquisitions de foncier ainsi que des démolitions/reconstructions. En effet, aujourd'hui certaines parcelles du cœur de quartier ont été rétrocédées à la Ville , mais d'autres restent du foncier appartenant à la copropriété commerciale, notamment les terrains des cellules commerciales et leurs murs.

La collectivité souhaite simplifier cette copropriété commerciale, dont elle détient 8% des parts, en rachetant une partie des terrains soit 7055 m2 . La Ville pourra ensuite revendre au prix d'achat les parcelles nécessaires à Auchan pour son extension et les cellules commerciales aux copropriétaires et commerçants relocalisés. Une AMO foncière et juridique (Systra foncier) guidera la collectivité dans la **procédure de DUP** et la **réorganisation foncière** tout au long du projet. Resteraient à termes en copropriété uniquement les murs des cellules non démolies dans le projet et leur foncier. La Ville achète également 1000 m2 à Clésence après démolition de 48 LLS.

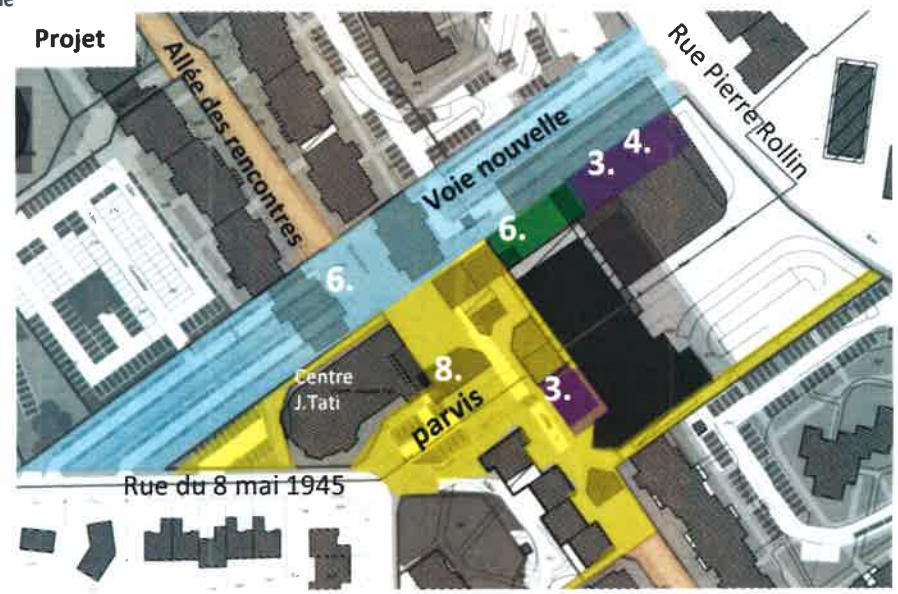
*Toutes les acquisitions foncières sont prévues dans la FAT aménagements. La construction de l'équipement public est prévu dans la FAT équipement, la démolition et reconstruction des cellules commerciales et l'achat des fonds de commerces et murs sont prévus dans la FAT immobilier économique. La démolition des 48 LLS est réalisée par le bailleur dans la FAT démolition .*

**Légende**

- foncier de la copropriété commerciale
- projet d'acquisitions foncières par la Ville d'Amiens
- projet de démolition d'immeuble

**Mode opératoire:**

1. Rachat du foncier de la copropriété (7055 m2)et des cellules commerciales par la Ville d'Amiens
2. Démolition d'une partie de la dalle de parking par la Ville
3. Construction de 6 nouvelles cellules commerciales (650 m2) par la Ville
4. Transfert des commerces et revente d'une partie du parking à Auchan pour son extension (2238 m2)/ fermeture de la voie du 8 mai 1945
5. Démolition des 6 anciennes cellules commerciales par la Ville après achat (650 m2) et de 48 logements Clésence (1000m2) par le bailleur avant achat du terrain par la Ville
6. Construction d'un pôle de services (FAT équipement) et aménagement de la voie nouvelle (6486 m2)
7. Démolition de l'ancienne mairie (170 m2)
8. Aménagement du parvis et son cheminement (7301 m2)




DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.3.1

**Fiche descriptive de l'opération d'immobilier à vocation économique du NPNRU**
**Au stade de la FAT prévisionnelle**

## Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>ANCT | **Intitulé de l'opération**<br>Restructuration du Centre Commercial du Colvert - Phase 2 |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)**<br>Restructuration commerciale du Colvert (Phase 2) | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080003-38-0002-001 |

## Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**

L'opération constitue la deuxième tranche du projet commercial du Colver visant à restructurer le centre commercial vétuste, non entretenu, insecure, autour de la nouvelle centralité créée par le Nouveau projet urbain.
Pour mémoire la TRANCHE 1 porte sur la construction d'un centre commercial de 1258m².
La tranche 2 concerne la construction de 970m² de cellules commerciales complémentaires:
470 m² en VEFA du lot B2 (opération de LLS sur le Colvert)
500m² en VEFA du lot E (opération d'accession libre sur la place du Colvert)

Cette tranche 2 est réalisée en VEFA

## Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>Rue Winston Churchill | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique) |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

## Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Type d'opération : | Cas général : Intervention sur immobilier à vocation économique réalisé par le propriétaire de l'immobilier, percevant des recettes locatives | | |
| Type(s) d'immobilier à vocation économique : | Séléctionner le type de d'immobilier :<br>immobilier à vocation commerciale | Situation des locaux : | Pieds d'immeubles |
| Nature de l'intervention : | Construction neuve | Surface de l'emprise(s) foncière(s) concernée(s) : | 970,00 m2 |
| Nature(s) d'activité(s) envisagée(s) : | Commerces de proximité classique : Supérette, coiffeur, point chaud, restauration | Surface louée totale (m² SDP) envisagée : | 970,00 m2 |
| Eléments relatifs au contexte de l'opération : | | Pour les cas particuliers concernés : nature de l'animation et de l'aide au fonctionnement du projet : | |
| Eléments relatifs aux conditions d'exploitation : | | Eléments relatif à la concertation avec les habitants et l'implication des partenaires économiques : | Diverses réunions de quartier par la Ville depuis 2015. Rencontre collective et individuelle avec les commerçants, travail collaboratif avec la CCI, la CMA, le service développement économique de la Ville. |
| Démarche de qualité de l'opération d'un point de vue architectural, environnemental ou urbain : | RT 2012 | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S1 | 2020 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 7 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Montant retenu | |
|---|---|---|
| Montant des dépenses subventionnables : | | 2 183 212,50 € |
| Montant des recettes retenues : | | 869 023,00 € |
| **Assiette subventionnable :** | | **1 314 189,50 €** |
| Taux de subvention applicable à l'assiette subventionnable : | 50,00% | |
| Majoration du taux de subvention à la hausse (article 3.1.1.2 du RGA) : | 0,00% | |
| Majoration du taux de subvention pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | 0,00% | - € |
| **Taux de subvention retenu :** | **50,00%** | |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | | **657 094,75 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 2 083 250,00 € | montant TTC : | 2 083 250,00 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | 5 164,63 € | | |
| | EPCI : | 5 164,63 € | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 546 803,00 € | | |
| | BAILLEUR : | | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | 869 023,00 € | | |
| | ANRU : | 657 094,75 € | | |
| | Total des co-financements : | 2 083 250,00 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | - € | | |
| | dont PRET CDC : | | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version V3.3.1

# Fiche descriptive de l'opération d'immobilier à vocation économique du NPNRU
## Au stade de la FAT prévisionnelle

### Identification de l'opération et du maître d'ouvrage

| | |
|---|---|
| **Maitre d'ouvrage (MO)**<br>CLESENCE | **Intitulé de l'opération**<br>Construction de 7 locaux d'activité - Place Colvert |
| **N° donné à l'opération par le porteur de projet (le cas échéant)** | **N° identifiant ANRU (IDTOP** - *donné par AGORA PNRU*)<br>785-6080003-38-0003-001 |

### Objectifs et éléments clés de la contractualisation

**Description de l'opération et pertinence au regard du projet d'ensemble :**
L'opération vise à constituer un ensemble immobilier de commerces (volume remis à l'EPARECA qui ne fait pas l'objet de la présente fiche), et des locaux d'activité pour des services et des associations (objet de la présente fiche). Les locaux d'activité seront situés en pied de l'immeuble d'habitation du Colvert à construire. L'opération comprend 37 PSLA essentiellement individuels avec quelques intermédiaires financés avec le concours de l'ANRU et 47 logements collectifs locatifs de droit commun, financés en PLS.

Les sept locaux d'activité, objet de la présente fiche, sont destinés à accueillir des activités de service ne venant pas en concurrence avec le centre commercial développé par l'EPARECA, il s'agira essentiellement de professions libérales visant le développement de l'offre de soin sur le quartier et deux associations emblématiques - le Cadhran et le Jardin Bleu - issues de la démolition de l'immeuble Grand Mozart. Les loyers à percevoir sont adaptés en consequence.

### Localisation de l'opération

| | |
|---|---|
| **Adresse ou périmètre de l'opération**<br>Place Colvert | **Précisions sur le périmètre et la localisation de l'opération ou commentaires particuliers** (si nécessaire, annexer un document cartographique)<br>Pied d'immeuble donnant sur l'avenue de la Paix |
| **Commune de réalisation**<br>80-Amiens | |
| **Quartier de rattachement de l'opération**<br>80021 Amiens 6080003 Amiens Nord | |
| **Situation**<br>Dans QPV | |

### Caractéristiques prévisionnelles de l'opération et réponse aux objectifs du projet

Commentaires

**Principales caractéristiques :**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Type d'opération : | Cas général : Intervention sur immobilier à vocation économique réalisé par le propriétaire de l'immobilier, percevant des recettes locatives | | |
| Type(s) d'immobilier à vocation économique : | Autres<br>Autres | Situation des locaux : | Pied d'immeuble |
| Nature de l'intervention : | Construction Neuve | Surface de l'emprise(s) foncière(s) concernée(s) : | |
| Nature(s) d'activité(s) envisagée(s) : | Commerce de proximité, professions libérales, associations de quartier | Surface louée totale (m² SDP) envisagée : | 802,00 m2 |
| Eléments relatifs au contexte de l'opération : | | Pour les cas particuliers concernés : nature de l'animation et de l'aide au fonctionnement du projet : | |
| Eléments relatifs aux conditions d'exploitation : | | Eléments relatif à la concertation avec les habitants et l'implication des partenaires économiques : | |
| Démarche de qualité de l'opération d'un point de vue architectural, environnemental ou urbain : | Opération en front de rue, intégrée dans un ensemble immobilier central dans le secteur du Pigeonnier. | | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Calendrier contractuel

| | | |
|---|---|---|
| Date de prise en compte des dépenses, si cette date est antérieure à la date de signature du document actant le financement de l'opération (protocole ou convention ou leurs avenants, décision OPPC) | 13/03/2019 | |
| | Semestre | Année |
| Date prévisionnelle de lancement opérationnel : | S2 | 2019 |
| Durée prévisionnelle de réalisation de l'opération : | 4 semestre(s) | |

Commentaires
Validation de la AAD par le CE du 13 mars 2019.

## Modalités de financement de l'opération

**Eléments arbitrés par le comité d'engagement ou le directeur général de l'ANRU (ou par le délégué territorial le cas échéant) :**

| | |
|---|---|
| Validation OPPC | non |
| Modulation du taux de subvention : | |
| Localisation : | |
| Autre : | |

**Calcul du financement prévisionnel ANRU**

| | Montant retenu | |
|---|---|---|
| Montant des dépenses subventionnables : | | 1 240 593,08 € |
| Montant des recettes retenues : | | 555 605,00 € |
| **Assiette subventionnable :** | | **684 988,08 €** |
| Taux de subvention applicable à l'assiette subventionnable : | 50,00% | |
| Majoration du taux de subvention à la hausse (article 3.1.1.2 du RGA) : | 0,00% | |
| Majoration du taux de subvention pour les projets de renouvellement s'inscrivant dans une logique d'excellence : | 0,00% | - € |
| **Taux de subvention retenu :** | **50,00%** | |
| **MONTANT DE LA SUBVENTION :** | | **342 494,04 €** |

## Plan de financement envisagé

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Coût de l'opération (en euros) : | montant HT : | 1 240 593,08 € | montant TTC : | 1 488 711,69 € |
| Co-financements (dont fonds propres à ventiler dans la catégorie de financeur) : | VILLE : | | | |
| | EPCI : | | | |
| | DEPARTEMENT : | | | |
| | REGION : | 247 759,07 € | | |
| | BAILLEUR : | 94 734,97 € | | |
| | CDC : | | | |
| | EUROPE : | | | |
| | ANAH : | | | |
| | AUTRE : | 555 605,00 € | | |
| | ANRU : | 342 494,04 € | | |
| | Total des co-financements : | 1 240 593,08 € | | |
| Dont prêts : | TOTAL PRETS : | 94 734,97 € | | |
| | dont PRET CDC : | 94 734,97 € | | |
| | dont PRET BONIFIE AL : | | | |

Commentaires particuliers, le cas échéant : Exemple de plan de financement

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

*TABLEAU FINANCIER DES OPERATIONS PHYSIQUES (extrait du syst?¨me d'information le : 12/02/2020 ? 12:04)*

**PLAN DE FINANCEMENT - FAT prévisionnelle**

***N° CONVENTION : 785*** — ***LOCALISATION***

ZONE INTERVENTION — INSEE QPV — INSEE COMMUNE

66666/ /QPV national/QPV multisite (Intérêt national) — QP999999 — 66666
80021/Amiens/QPV national/Etouvie — QP080001 — 80021
80021/Amiens/QPV national/Amiens Nord — QP080003 — 80021
80021/Amiens/QPV régional/Pierre Rollin — QP080002 — 80021

**PORTEUR DE PROJET**

CA AMIENS METROPOLE

N° de convention(3 caractères)
+ N°INSEE (QPV sur 7 caractères)
+N° de famille d'opérations (sur 2 caractères)
+N° Chrono = Identifiant de l'opération financières(regroupement d'opération physiques liées par une unité fonctionnelle,une unité de maître d'ouvrage et une unité de temps)
N° Chrono=opérations physiques élémentaires(objet d'une attribution de subvention)

***CONTRIBUTIONS*** — ***PRETS*** — ***ECHEANCIER***

| | COMMENTAIRE | LOCALISATION QPV DE RATTACHEMENT(ou assimilé) | LIEU DE REALISATIO (N° de QPV o de commune | IMMEUBLES NBRE | IMMEUBLES TYPE (MI,R+) | LOGEMENTS NBRE | LOGEMENTS SDP | COUT PAR LOGT | COUT PAR M2 | MAITRE D OUVRAGE | COUT HT | TAUX TVA | COUT TTC | BASE DE FINANCEMENT PREVISIONNEL | VILLE | % | EPCI | % | CONSEIL DEPARTEMENTAL | % | CONSEIL REGIONAL | % | BAILLEUR SOCIAL y compris les prêts | % | CDC | % | EUROPE | % | ANAH | % | AUTRES | % | ANRU | % | PRETS | % | Pour mémoire Prêt CDC | Pour mémoire Prêt Bonifié AL | Demarrage Année | Demarrage semestre | Durée en semestre | vérif |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 785 6080003 14 0001 001 Mission d'appui aux entreprises situées e | NPN | QP080003 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 25 000,00 | 20,00% | 30 000,00 | 25 000,00 | 0,00 | 0,00% | 12 500,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 12 500,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2020 | 1 | 4 | V |
| 785 6080003 14 0001 002 Etude de sûreté | NPN | QP080003 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 20 000,00 | 20,00% | 24 000,00 | 20 000,00 | 0,00 | 0,00% | 10 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 10 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2020 | 1 | 3 | V |
| 785 6999999 14 0001 003 Conduite de projet NPNRU | NPN | QP999999 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 2 970 000,00 | 0,00% | 2 970 000,00 | 2 970 000,00 | 0,00 | 0,00% | 1 485 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 485 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2019 | 1 | 12 | V |
| 785 6999999 14 0001 004 Communication NPNRU | NPN | QP999999 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 300 000,00 | 20,00% | 360 000,00 | 300 000,00 | 0,00 | 0,00% | 130 000,00 | 43,33% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 20 000,00 | 6,67% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 150 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2019 | 1 | 12 | V |
| 785 6999999 14 0001 005 Mémoire des quartiers | NPN | QP999999 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 200 000,00 | 20,00% | 240 000,00 | 200 000,00 | 0,00 | 0,00% | 80 000,00 | 40,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 20 000,00 | 10,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 100 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2019 | 1 | 12 | V |
| 785 6999999 14 0002 001 Missions urbanistes 3 sites | NPN | QP999999 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/COMMUNE D'AMIENS/2180001 | 450 000,00 | 20,00% | 540 000,00 | 450 000,00 | 292 500,00 | 65,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 157 500,00 | 35,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2019 | 1 | 12 | V |
| *SOUS TOTAL 14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET* | | | | 0 | | 0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 3 965 000,00 | | 4 164 000,00 | 3 965 000,00 | 292 500,00 | 7,38% | 1 717 500,00 | 43,32% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 40 000,00 | 1,01% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 915 000,00 | 48,30% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | |
| **21 DéMOLITION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 785 6080001 21 0001 001 Démolition 116 LLS bât H | NPN | QP080001 | | 1 | | 116 | 8 494,00 | 41 502,37 | 566,79 | 80/SOCIETE IMMOBILIERE PIC | 4 814 275,11 | 7,75% | 5 187 231,11 | 4 814 275,11 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 867 539,02 | 18,02% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 387 300,00 | 8,04% | 3 559 436,09 | 73,94% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2020 | 1 | 11 | V |
| 785 6080001 21 0001 002 Démolition partielle 36 LLS bât A | NPN | QP080001 | | 1 | | 36 | 3 090,00 | 60 046,39 | 699,57 | 80/SOCIETE IMMOBILIERE PIC | 2 161 670,02 | 7,58% | 2 325 560,02 | 2 161 670,02 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 431 734,00 | 19,97% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 3 000,00 | 0,14% | 1 726 936,02 | 79,89% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2020 | 1 | 7 | V |
| 785 6080001 21 0001 003 Démolition partielle 80 LLS bât B | NPN | QP080001 | | 1 | | 80 | 7 519,00 | 33 244,75 | 353,71 | 80/SOCIETE IMMOBILIERE PIC | 2 659 579,65 | 10,38% | 2 935 515,95 | 2 659 579,65 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 527 006,89 | 19,82% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 18 000,00 | 0,68% | 2 114 572,76 | 79,51% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2021 | 1 | 9 | V |
| 785 6080003 21 0001 004 Démolition 48 LLS rue Emile Lesot | NPN | QP080003 | | 1 | | 48 | 2 537,00 | 40 669,76 | 769,47 | 80/SOCIETE IMMOBILIERE PIC | 1 952 148,38 | 6,98% | 2 088 378,38 | 1 952 148,38 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 378 929,68 | 19,41% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 57 500,00 | 2,95% | 1 515 718,70 | 77,64% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2021 | 1 | 9 | V |
| 785 6080002 21 0002 001 Démolition 19 LLS - 4 allée Germaine Dula | NPR | QP080002 | | 1 | | 19 | 1 543,00 | 72 151,68 | 888,45 | 02/CLESENCE/58598002200016 | 1 370 881,84 | 5,93% | 1 452 190,07 | 1 370 881,84 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 273 819,18 | 19,97% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 6 000,00 | 0,44% | 1 091 062,66 | 79,59% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2020 | 1 | 6 | V |
| 785 6080002 21 0002 002 Démolition 29 LLS - 22 Allée Pierre Rolli | NPR | QP080002 | | 1 | | 29 | 2 343,00 | 72 771,31 | 900,71 | 02/CLESENCE/58598002200016 | 2 110 367,86 | 7,57% | 2 270 093,20 | 2 110 367,86 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 478 221,37 | 22,66% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 9 000,00 | 0,43% | 1 623 146,49 | 76,91% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2020 | 1 | 6 | V |
| 785 6080003 21 0003 001 Démolition 160 LLS - Grand Messager | NPN | QP080003 | | 1 | | 160 | 9 560,00 | 27 087,74 | 453,35 | 80/OFFICE PUBLIC DE L'HABIT | 4 334 037,86 | 3,96% | 4 505 497,06 | 4 334 037,86 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 450 681,47 | 10,40% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 178 150,50 | 4,11% | 3 705 205,89 | 85,49% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2018 | 1 | 10 | V |
| 785 6080003 21 0003 002 Démolition 160 LLS - Grand Couperin | NPN | QP080003 | | 1 | | 160 | 9 560,00 | 31 216,33 | 522,45 | 80/OFFICE PUBLIC DE L'HABIT | 4 994 613,40 | 4,22% | 5 205 419,23 | 4 994 613,40 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 550 092,12 | 11,01% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 205 814,00 | 4,12% | 4 238 707,28 | 84,87% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2020 | 1 | 10 | V |
| *SOUS TOTAL 21 DéMOLITION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX* | | | | 8 | | 648 | 44 646,00 | 37 650,58 | 546,47 | | 24 397 574,12 | | 25 969 885,02 | 24 397 574,12 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 3 958 023,73 | 16,22% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 864 764,50 | 3,54% | 19 574 785,89 | 80,23% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | |
| **24 AMéNAGEMENT D'ENSEMBLE** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 785 6080001 24 0001 001 Aménagement îlot Coursives | NPN | QP080001 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/COMMUNE D'AMIENS/2180001 | 6 711 688,22 | 20,00% | 8 054 025,86 | 6 711 688,22 | 3 407 364,30 | 50,77% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 725 405,79 | 10,81% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 311 365,00 | 4,64% | 2 267 553,13 | 33,79% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2019 | 1 | 12 | V |
| 785 6080001 24 0001 002 Aménagement îlot Sud | NPN | QP080001 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/COMMUNE D'AMIENS/2180001 | 3 989 084,47 | 16,99% | 4 666 901,36 | 3 989 084,47 | 1 422 119,91 | 35,65% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 661 014,00 | 16,57% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 778 200,00 | 19,51% | 1 127 750,56 | 28,27% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2019 | 2 | 10 | V |
| 785 6080001 24 0001 003 Aménagement des secteurs Morvan/Bretag | NPN | QP080001 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/COMMUNE D'AMIENS/2180001 | 1 775 200,00 | 19,29% | 2 117 640,00 | 1 775 200,00 | 1 125 895,75 | 63,42% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 649 304,25 | 36,58% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2023 | 2 | 6 | V |
| 785 6080001 24 0001 004 Aménagement îlot Artois | NPN | QP080001 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/COMMUNE D'AMIENS/2180001 | 1 418 625,00 | 20,00% | 1 702 350,00 | 1 418 625,00 | 922 106,25 | 65,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 496 518,75 | 35,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2024 | 1 | 4 | V |
| 785 6080001 24 0001 005 Aménagement Bords de Somme | NPN | QP080001 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/COMMUNE D'AMIENS/2180001 | 1 277 640,00 | 20,00% | 1 533 168,00 | 1 277 640,00 | 830 466,00 | 65,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 447 174,00 | 35,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2024 | 2 | 4 | V |
| 785 6080003 24 0001 006 Création d'espaces publics à Marivaux | NPN | QP080003 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/COMMUNE D'AMIENS/2180001 | 7 331 495,56 | 20,00% | 8 797 794,67 | 7 331 495,56 | 4 590 556,14 | 62,61% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 269 101,50 | 3,67% | 2 471 837,92 | 33,72% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2021 | 2 | 11 | V |
| 785 6080003 24 0001 007 Requalification des rues Guynemer, Lesot, | NPN | QP080003 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/COMMUNE D'AMIENS/2180001 | 3 646 217,60 | 20,00% | 4 375 461,12 | 3 646 217,60 | 2 370 041,44 | 65,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 276 176,16 | 35,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2021 | 2 | 11 | V |
| 785 6080003 24 0001 008 Aménagement du maillage du secteur Pige | NPN | QP080003 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/COMMUNE D'AMIENS/2180001 | 3 981 725,30 | 20,00% | 4 778 070,36 | 3 981 725,30 | 2 588 121,44 | 65,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 393 603,86 | 35,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2021 | 1 | 12 | V |
| 785 6080003 24 0001 009 Requalification secteur Briqueterie | NPN | QP080003 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/COMMUNE D'AMIENS/2180001 | 2 485 080,00 | 20,00% | 2 982 096,00 | 2 485 080,00 | 1 615 302,00 | 65,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 869 778,00 | 35,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2022 | 2 | 6 | V |
| 785 6080002 24 0001 010 Requalification de l'allée des Rencontres | NPR | QP080002 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/COMMUNE D'AMIENS/2180001 | 1 053 000,00 | 20,00% | 1 263 600,00 | 1 053 000,00 | 224 450,00 | 21,32% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 460 000,00 | 43,68% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 368 550,00 | 35,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2021 | 1 | 7 | V |
| 785 6080002 24 0001 011 Création d'une voie nouvelle et d'un parv | NPR | QP080002 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/COMMUNE D'AMIENS/2180001 | 7 316 849,12 | 18,85% | 8 696 139,84 | 7 316 849,12 | 1 791 177,00 | 24,48% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 3 368 810,00 | 46,04% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 433 200,00 | 5,92% | 1 723 662,12 | 23,56% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2022 | 1 | 7 | V |
| 785 6080001 24 0002 001 Aménagement de l'avenue de la Commune | NPN | QP080001 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 2 142 024,00 | 20,00% | 2 570 428,80 | 2 142 024,00 | 0,00 | 0,00% | 1 096 512,00 | 51,19% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 045 512,00 | 48,81% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2023 | 2 | 3 | V |
| 785 6080003 24 0002 002 Restructuration de la place du Colvert | NPN | QP080003 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 12 522 770,00 | 20,00% | 15 027 324,00 | 12 522 770,00 | 480 414,00 | 3,84% | 4 439 216,00 | 35,45% | 0,00 | 0,00% | 994 382,00 | 7,94% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 678 936,00 | 5,42% | 5 929 822,00 | 47,35% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2017 | 1 | 14 | V |
| 785 6080003 24 0002 003 Requalification des rues Fafet, Roosevelt | NPN | QP080003 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 6 049 602,00 | 20,00% | 7 259 522,40 | 6 049 602,00 | 0,00 | 0,00% | 3 024 801,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 3 024 801,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2020 | 2 | 10 | V |
| *SOUS TOTAL 24 AMéNAGEMENT D'ENSEMBLE* | | | | 0 | | 0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 61 701 001,27 | | 73 824 522,41 | 61 701 001,27 | 21 368 014,23 | 34,63% | 8 560 529,00 | 13,87% | 0,00 | 0,00% | 6 209 611,79 | 10,06% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 470 802,50 | 4,00% | 23 092 043,75 | 37,43% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | |
| **31 RECONSTITUTION DE L'OFFRE DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 785 6080003 31 0001 001 ZAC Intercampus - Amiens | NPN | QP080003 | | 2 | | 44 | 2 948,75 | 116 983,88 | 1 745,58 | 80/OFFICE PUBLIC DE L'HABIT | 5 147 290,75 | 10,00% | 5 662 019,82 | 5 147 290,75 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 4 928 890,75 | 95,76% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 218 400,00 | 4,24% | 4 759 154,00 | 92,46% | 4 287 954,00 | 471 200,00 | 2019 | 1 | 6 | V |
| 785 6080003 31 0001 002 Cour Pigeon - Amiens | NPN | QP080003 | | 1 | | 5 | 271,21 | 131 818,18 | 2 430,19 | 80/OFFICE PUBLIC DE L'HABIT | 659 090,90 | 10,00% | 725 000,00 | 659 090,90 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 620 090,90 | 94,08% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 39 000,00 | 5,92% | 620 090,90 | 94,08% | 571 090,90 | 49 000,00 | 2019 | 1 | 3 | V |
| 785 6080003 31 0001 003 rue des Majots - Amiens | NPN | QP080003 | | 1 | | 6 | 311,80 | 97 239,58 | 1 871,19 | 80/OFFICE PUBLIC DE L'HABIT | 583 437,49 | 10,00% | 641 781,24 | 583 437,49 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 583 437,49 | 100,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 583 437,49 | 100,00% | 435 837,49 | 147 600,00 | 2019 | 1 | 2 | V |
| 785 6080003 31 0001 004 31 rue des Granges - Amiens | NPN | QP080003 | | 2 | | 2 | 155,00 | 154 545,45 | 1 994,13 | 80/OFFICE PUBLIC DE L'HABIT | 309 090,90 | 10,00% | 340 000,00 | 309 090,90 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 309 090,90 | 100,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 309 090,90 | 100,00% | 295 690,90 | 13 400,00 | 2018 | 2 | 2 | V |
| 785 6080003 31 0001 005 Hors QPV reconstitution rue Gutenberg 6 P | NPN | QP080003 | | 15 | | 15 | 1 194,40 | 140 453,17 | 1 763,90 | 80/OFFICE PUBLIC DE L'HABIT | 2 106 797,61 | 5,53% | 2 223 303,52 | 2 106 797,61 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 036 597,61 | 96,67% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 70 200,00 | 3,33% | 2 036 597,61 | 96,67% | 1 874 597,61 | 162 000,00 | 2019 | 2 | 3 | V |
| 785 6080003 31 0001 006 Hors QPV - FRICHE MADELEINE - 4 PLUS | NPN | QP080003 | | 10 | | 10 | 770,00 | 147 401,64 | 1 914,31 | 80/OFFICE PUBLIC DE L'HABIT | 1 474 016,36 | 5,50% | 1 555 087,27 | 1 474 016,36 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 427 216,36 | 96,83% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 46 800,00 | 3,17% | 1 427 216,36 | 96,83% | 1 319 216,36 | 108 000,00 | 2019 | 2 | 3 | V |
| 785 6080003 31 0001 007 Hors QPV - Acq-Am 2 PLAI Friche Madelei | NPN | QP080003 | | 2 | | 2 | 160,00 | 133 753,34 | 1 671,92 | 80/OFFICE PUBLIC DE L'HABIT | 267 506,67 | 5,50% | 282 219,53 | 267 506,67 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 236 306,67 | 88,34% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 31 200,00 | 11,66% | 236 306,67 | 88,34% | 197 106,67 | 39 200,00 | 2019 | 2 | 2 | V |
| 785 6080003 31 0001 008 En QPV - 9 PLUS site Messager | NPN | QP080003 | | 1 | | 9 | 592,50 | 121 795,66 | 1 850,06 | 80/OFFICE PUBLIC DE L'HABIT | 1 096 160,92 | 5,50% | 1 156 449,76 | 1 096 160,92 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 096 160,92 | 100,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 096 160,92 | 100,00% | 1 035 860,92 | 60 300,00 | 2022 | 2 | 6 | V |
| 785 6080003 31 0001 009 Hors QPV 6 plus et 23 PLAI à identifier r | NPN | QP080003 | | 2 | | 29 | 1 720,00 | 121 795,66 | 2 053,53 | 80/OFFICE PUBLIC DE L'HABIT | 3 532 074,10 | 5,50% | 3 726 338,15 | 3 532 074,10 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 3 352 674,10 | 94,92% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 179 400,00 | 5,08% | 3 352 674,10 | 94,92% | 3 053 474,10 | 299 200,00 | 2022 | 2 | 6 | V |
| 785 6080003 31 0001 010 Hors QPV 6 plus et 23 PLAI à identifier r | NPN | QP080003 | | 2 | | 29 | 1 720,00 | 121 795,66 | 2 053,53 | 80/OFFICE PUBLIC DE L'HABIT | 3 532 074,10 | 5,50% | 3 726 338,15 | 3 532 074,10 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 3 352 674,10 | 94,92% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 179 400,00 | 5,08% | 3 352 674,10 | 94,92% | 3 053 474,10 | 299 200,00 | 2022 | 2 | 6 | V |
| 785 6080003 31 0001 011 En QPV Reconstitution 9 PLUS sur site | NPN | QP080003 | | 1 | | 9 | 592,50 | 121 795,66 | 1 850,06 | 80/OFFICE PUBLIC DE L'HABIT | 1 096 160,92 | 5,50% | 1 156 449,76 | 1 096 160,92 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 096 160,92 | 100,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 096 160,92 | 100,00% | 1 035 860,92 | 60 300,00 | 2022 | 2 | 6 | V |
| 785 6080003 31 0002 001 ZAC Renancourt - Amiens | NPN | QP080003 | | 1 | | 31 | 1 927,15 | 126 300,21 | 2 031,66 | 02/CLESENCE/58598002200016 | 3 915 306,57 | 10,00% | 4 306 837,23 | 3 915 306,57 | 0,00 | 0,00% | 124 000,00 | 3,17% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 3 643 106,57 | 93,05% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 148 200,00 | 3,79% | 2 746 714,00 | 70,15% | 2 412 914,00 | 333 800,00 | 2018 | 2 | 8 | V |
| 785 6080002 31 0002 002 Hors QPV - 9 PLUS et 15 PLAI -Foncier à i | NPR | QP080002 | | 2 | | 24 | 1 677,00 | 140 000,00 | 2 003,58 | 02/CLESENCE/58598002200016 | 3 360 000,00 | 10,00% | 3 696 000,00 | 3 360 000,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 3 243 000,00 | 96,52% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 117 000,00 | 3,48% | 3 041 454,55 | 90,52% | 2 783 754,70 | 257 699,85 | 2020 | 1 | 6 | V |
| 785 6080003 31 0002 003 Hors QPV 3 PLUS et 13 PLAI La Hotoie | NPN | QP080003 | | 1 | | 16 | 988,00 | 140 000,00 | 2 267,21 | 02/CLESENCE/58598002200016 | 2 240 000,00 | 10,00% | 2 464 000,00 | 2 240 000,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 138 600,00 | 95,47% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 101 400,00 | 4,53% | 2 027 636,36 | 90,52% | 1 863 336,36 | 164 300,00 | 2019 | 2 | 6 | V |
| 785 6080003 31 0002 004 Hors QPV - 5 PLUS et 12 PLAI à identifier | NPN | QP080003 | | 1 | | 17 | 1 096,00 | 140 000,00 | 2 171,53 | 02/CLESENCE/58598002200016 | 2 380 000,00 | 10,00% | 2 618 000,00 | 2 380 000,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 286 400,00 | 96,07% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 93 600,00 | 3,93% | 2 154 363,64 | 90,52% | 1 975 263,64 | 179 100,00 | 2020 | 2 | 6 | V |
| 785 6080003 31 0002 005 En QPV 10 PLUS Reconstitution site Granc | NPN | QP080003 | | 10 | | 10 | 696,00 | 140 000,00 | 2 011,49 | 02/CLESENCE/58598002200016 | 1 400 000,00 | 10,00% | 1 540 000,00 | 1 400 000,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 400 000,00 | 100,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 267 272,73 | 90,52% | 1 200 272,73 | 67 000,00 | 2021 | 1 | 6 | V |
| 785 6080001 31 0003 001 QPV - 30 PLUS seniors - Ilot sud - Etouvi | NPN | QP080001 | | 1 | | 30 | 1 683,00 | 130 944,80 | 2 334,13 | 80/SOCIETE IMMOBILIERE PIC | 3 928 344,00 | 10,00% | 4 321 178,40 | 3 928 344,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 3 928 344,00 | 100,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 3 563 926,80 | 90,72% | 3 462 926,80 | 101 000,00 | 2021 | 2 | 3 | V |
| 785 6080001 31 0003 002 HQPV - 2 PLUS et 18 PLAI - ZAC INTERCA | NPN | QP080001 | | 1 | | 20 | 1 276,00 | 142 238,00 | 2 229,44 | 80/SOCIETE IMMOBILIERE PIC | 2 844 760,00 | 10,00% | 3 129 236,00 | 2 844 760,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 704 360,00 | 95,06% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 140 400,00 | 4,94% | 2 662 122,00 | 93,58% | 2 461 122,00 | 201 000,00 | 2021 | 2 | 3 | V |
| 785 6080001 31 0003 003 HQPV - 20 PLAI - ZAC Renancourt -Amiens | NPN | QP080001 | | 1 | | 20 | 1 260,00 | 142 238,00 | 2 257,75 | 80/SOCIETE IMMOBILIERE PIC | 2 844 760,00 | 10,00% | 3 129 236,00 | 2 844 760,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 688 760,00 | 94,52% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 156 000,00 | 5,48% | 2 636 922,00 | 92,69% | 2 450 522,00 | 186 400,00 | 2022 | 1 | 3 | V |
| 785 6080001 31 0003 004 HQPV - 23 PLAI - Foncier 2 à identifier | NPN | QP080001 | | 1 | | 23 | 1 373,50 | 153 658,62 | 2 573,10 | 80/SOCIETE IMMOBILIERE PIC | 3 534 148,15 | 10,00% | 3 887 562,97 | 3 534 148,15 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 3 354 748,15 | 94,92% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 179 400,00 | 5,08% | 3 178 040,74 | 89,92% | 3 052 640,74 | 125 400,00 | 2022 | 2 | 3 | V |
| 785 6080001 31 0003 005 QPV - 24 PLUS - Square Emile Thuillez - E | NPN | QP080001 | | 1 | | 24 | 1 236,00 | 136 640,19 | 2 653,21 | 80/SOCIETE IMMOBILIERE PIC | 3 279 364,50 | 10,00% | 3 607 300,95 | 3 279 364,50 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 3 279 364,50 | 100,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 3 030 996,28 | 92,43% | 2 870 196,28 | 160 800,00 | 2024 | 2 | 3 | V |
| 785 6080003 31 0003 006 HQPV - 23 PLAI - Foncier 1 à identifier c | NPN | QP080003 | | 1 | | 23 | 1 373,50 | 153 658,62 | 2 573,10 | 80/SOCIETE IMMOBILIERE PIC | 3 534 148,15 | 10,00% | 3 887 562,97 | 3 534 148,15 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 3 354 748,15 | 94,92% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 179 400,00 | 5,08% | 3 278 040,74 | 92,75% | 3 052 640,74 | 225 400,00 | 2023 | 1 | 3 | V |
| *SOUS TOTAL 31 RECONSTITUTION DE L'OFFRE DE LOGEMENTS LOCATIFS SO* | | | | 60 | | 398 | 25 022,31 | 133 327,97 | 2 120,69 | | 53 064 532,09 | | 57 781 901,72 | 53 064 532,09 | 0,00 | 0,00% | 124 000,00 | 0,23% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 51 060 732,09 | 96,22% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 879 800,00 | 3,54% | 48 457 053,81 | 91,32% | 44 745 753,96 | 3 711 299,85 | | | | |
| **33 REQUALIFICATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 785 6080001 33 0001 001 Requalification 120 LLS bât A | NPN | QP080001 | | 1 | | 120 | 0,00 | 49 710,00 | 0,00 | 80/SOCIETE IMMOBILIERE PIC | 5 965 200,00 | 10,00% | 6 561 720,00 | 5 965 200,00 | 535 200,00 | 8,97% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 4 476 960,00 | 75,05% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 953 040,00 | 15,98% | 4 083 019,00 | 68,45% | 1 999 120,00 | 2 083 899,00 | 2022 | 2 | 6 | V |
| 785 6080001 33 0001 002 Requalification 100 LLS - bât B | NPN | QP080001 | | 1 | | 100 | 0,00 | 54 210,00 | 0,00 | 80/SOCIETE IMMOBILIERE PIC | 5 421 000,00 | 10,00% | 5 963 100,00 | 5 421 000,00 | 446 000,00 | 8,23% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 4 090 800,00 | 75,46% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 884 200,00 | 16,31% | 3 833 681,00 | 70,72% | 1 917 100,00 | 1 916 581,00 | 2024 | 2 | 6 | V |
| 785 6080002 33 0002 001 Requalification 131 LLS - 6 à 14 Allée Ge | NPR | QP080002 | | 5 | | 131 | 0,00 | 25 236,39 | 0,00 | 02/CLESENCE/58598002200016 | 3 305 966,84 | 8,69% | 3 593 381,59 | 3 305 966,84 | 610 460,00 | 18,47% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 495 910,16 | 75,50% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 199 596,68 | 6,04% | 2 128 324,91 | 64,38% | 1 807 396,53 | 320 928,38 | 2021 | 1 | 4 | V |
| 785 6080002 33 0002 002 Requalification 172 LLS - 10 à 20 Allée P | NPR | QP080002 | | 6 | | 172 | 0,00 | 24 501,35 | 0,00 | 02/CLESENCE/58598002200016 | 4 214 231,80 | 8,69% | 4 580 609,45 | 4 214 231,80 | 801 520,00 | 19,02% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 3 163 288,62 | 75,06% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 249 423,18 | 5,92% | 2 669 666,27 | 63,35% | 2 248 294,50 | 421 371,77 | 2020 | 1 | 4 | V |
| 785 6080003 33 0003 001 Requalification 170 LLS - Parc d'Allonvil | NPN | QP080003 | | 5 | | 170 | 0,00 | 25 898,09 | 0,00 | 80/OFFICE PUBLIC DE L'HABIT | 4 402 675,49 | 5,50% | 4 644 822,65 | 4 402 675,49 | 792 200,00 | 17,99% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 3 043 957,90 | 69,14% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 566 517,59 | 12,87% | 3 043 957,90 | 69,14% | 968 870,20 | 2 075 087,70 | 2017 | 2 | 4 | V |
| 785 6080003 33 0003 002 Requalification 120 LLS - Petit Pigeonnie | NPN | QP080003 | | 3 | | 120 | 0,00 | 30 766,62 | 0,00 | 80/OFFICE PUBLIC DE L'HABIT | 3 691 994,95 | 5,50% | 3 895 054,68 | 3 691 994,95 | 559 200,00 | 15,15% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 626 147,25 | 71,13% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 506 647,70 | 13,72% | 2 626 147,25 | 71,13% | 917 597,98 | 1 708 549,27 | 2019 | 1 | 4 | V |
| 785 6080003 33 0003 003 Requalification 159 LLS - Petit Pigeonnie | NPN | QP080003 | | 4 | | 159 | 0,00 | 30 757,43 | 0,00 | 80/OFFICE PUBLIC DE L'HABIT | 4 890 430,80 | 5,50% | 5 159 404,49 | 4 890 430,80 | 740 940,00 | 15,15% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 3 478 475,10 | 71,13% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 671 015,70 | 13,72% | 3 478 475,10 | 71,13% | 1 215 232,32 | 2 263 242,78 | 2019 | 2 | 4 | V |
| 785 6080003 33 0003 004 Requalification 224 LLS - Parc d'Allonvil | NPN | QP080003 | | 7 | | 224 | 0,00 | 22 827,47 | 0,00 | 80/OFFICE PUBLIC DE L'HABIT | 5 113 354,33 | 5,50% | 5 394 588,81 | 5 113 354,33 | 1 043 840,00 | 20,41% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 3 494 843,46 | 68,35% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 574 670,87 | 11,24% | 3 494 843,46 | 68,35% | 1 001 501,73 | 2 493 341,73 | 2019 | 1 | 5 | V |
| 785 6080003 33 0003 005 Requalification 334 LLS - Parc d'Allonvil | NPN | QP080003 | | 9 | | 334 | 0,00 | 22 953,81 | 0,00 | 80/OFFICE PUBLIC DE L'HABIT | 7 666 573,25 | 5,50% | 8 088 234,77 | 7 666 573,25 | 1 556 440,00 | 20,30% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 5 238 097,62 | 68,32% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 872 035,63 | 11,37% | 5 238 097,62 | 68,32% | 1 510 189,30 | 3 727 908,32 | 2020 | 1 | 5 | V |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 785 6080003 33 0003 006 Requalification 101 LLS - Parc d'Allonvil | NPN | QP080003 | | 2 | | 101 | 0,00 | 23 232,54 | 0,00 | 80/OFFICE PUBLIC DE L'HABIT | 2 346 486,40 | 5,50% | 2 475 543,16 | 2 346 486,40 | 470 660,00 | 20,06% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 608 529,12 | 68,55% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 267 297,28 | 11,39% | 1 608 529,12 | 68,55% | 467 934,56 | 1 140 594,56 | 2020 | 1 | 4 | V |
| ***SOUS TOTAL 33 REQUALIFICATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX*** | | | | 43 | | 1631 | 0,00 | 28 827,66 | 0,00 | | 47 017 913,86 | | 50 356 459,60 | 47 017 913,86 | 7 556 460,00 | 16,07% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 33 717 009,23 | 71,71% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 5 744 444,63 | 12,22% | 32 204 741,63 | 68,49% | 14 053 237,12 | 18 151 504,51 | | | | |
| **34 RéSIDENTIALISATION DE LOGEMENTS** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 785 6080002 34 0001 001 Résidentialisation 172 LLS - 10 à 20 Allé | NPR | QP080002 | | 6 | | 172 | 0,00 | 4 586,62 | 0,00 | 02/CLESENCE/58598002200016 | 788 898,42 | 9,47% | 863 636,16 | 788 898,42 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 473 339,05 | 60,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 315 559,37 | 40,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2021 | 2 | 3 | V |
| 785 6080002 34 0001 002 Résidentialisation 131 LLS - 6 à 14 Allée | NPR | QP080002 | | 5 | | 131 | 0,00 | 4 586,62 | 0,00 | 02/CLESENCE/58598002200016 | 600 847,05 | 9,47% | 657 769,39 | 600 847,05 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 360 508,23 | 60,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 240 338,82 | 40,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2022 | 2 | 3 | V |
| 785 6080002 34 0001 003 Résidentialisation 132 LLS - 2-4-6-9 et 1 | NPR | QP080002 | | 5 | | 132 | 0,00 | 4 724,22 | 0,00 | 02/CLESENCE/58598002200016 | 623 596,68 | 9,47% | 682 674,25 | 623 596,68 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 374 158,01 | 60,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 249 438,67 | 40,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2022 | 2 | 4 | V |
| 785 6080002 34 0001 004 Résidentialisation 93 LLS - 7,9,11 Allée | NPR | QP080002 | | 3 | | 93 | 0,00 | 4 865,94 | 0,00 | 02/CLESENCE/58598002200016 | 452 532,77 | 9,47% | 495 404,30 | 452 532,77 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 271 519,66 | 60,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 181 013,11 | 40,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2023 | 1 | 3 | V |
| 785 6080002 34 0002 001 Résidentialisation 192 LLS - Résidences R | NPR | QP080002 | | 2 | | 192 | 0,00 | 4 605,27 | 0,00 | 80/OFFICE PUBLIC DE L'HABIT | 884 212,33 | 5,50% | 932 844,00 | 884 212,33 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 538 552,20 | 60,91% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 345 660,13 | 39,09% | 538 552,20 | 60,91% | 538 552,20 | 0,00 | 2023 | 1 | 3 | V |
| ***SOUS TOTAL 34 RéSIDENTIALISATION DE LOGEMENTS*** | | | | 21 | | 720 | 0,00 | 4 652,90 | 0,00 | | 3 350 087,25 | | 3 632 328,10 | 3 350 087,25 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 018 077,15 | 60,24% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 332 010,10 | 39,76% | 538 552,20 | 16,08% | 538 552,20 | 0,00 | | | | |
| **36 ACCESSION à LA PROPRIéTé** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 785 6080001 36 0001 001 Construction de 19 logements - Ilot Corbi | NPN | QP080001 | | 1 | | 19 | 1 901,15 | 186 226,16 | 1 861,14 | 80/SOCIETE IMMOBILIERE PIC | 3 538 297,11 | 5,50% | 3 732 903,46 | 3 538 297,11 | 375 350,00 | 10,61% | 375 350,00 | 10,61% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 597 597,11 | 73,41% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 190 000,00 | 5,37% | 2 482 203,00 | 70,15% | 0,00 | 0,00 | 2020 | 1 | 3 | V |
| 785 6080002 36 0002 001 Construction de 15 logements - Rue de Dor | NPR | QP080002 | | 15 | | 15 | 1 200,00 | 126 333,33 | 1 579,17 | 02/CLESENCE/58598002200016 | 1 895 000,00 | 5,50% | 1 999 225,00 | 1 895 000,00 | 240 000,00 | 12,66% | 240 000,00 | 12,66% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 265 000,00 | 66,75% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 150 000,00 | 7,92% | 1 265 000,00 | 66,75% | 1 265 000,00 | 0,00 | 2023 | 1 | 4 | V |
| 785 6080003 36 0002 002 Construction de 37 logements - Place du c | NPN | QP080003 | | 27 | | 37 | 3 130,08 | 150 621,15 | 1 780,46 | 02/CLESENCE/58598002200016 | 5 572 982,52 | 5,50% | 5 879 496,56 | 5 572 982,52 | 626 016,00 | 11,23% | 626 016,00 | 11,23% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 3 950 950,52 | 70,89% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 370 000,00 | 6,64% | 3 950 950,52 | 70,89% | 3 950 950,52 | 0,00 | 2020 | 2 | 8 | V |
| 785 6080003 36 0003 001 Construction de 11 logements - Rue du doc | NPN | QP080003 | | 11 | | 11 | 949,00 | 160 274,36 | 1 857,76 | 80/TOIT AUSSI-SACP D'HLM/55 | 1 763 018,00 | 17,93% | 2 079 196,00 | 1 763 018,00 | 190 180,00 | 10,79% | 190 180,00 | 10,79% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 272 658,00 | 72,19% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 110 000,00 | 6,24% | 1 272 658,00 | 72,19% | 0,00 | 0,00 | 2019 | 2 | 5 | V |
| 785 6080003 36 0003 002 Construction de 18 MI - Rue du Dormeur D | NPN | QP080003 | | 18 | | 18 | 1 556,00 | 161 939,56 | 1 873,34 | 80/TOIT AUSSI-SACP D'HLM/55 | 2 914 912,00 | 17,80% | 3 433 901,00 | 2 914 912,00 | 311 274,00 | 10,68% | 311 274,00 | 10,68% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 112 364,00 | 72,47% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 180 000,00 | 6,18% | 2 112 364,00 | 72,47% | 0,00 | 0,00 | 2020 | 2 | 5 | V |
| 785 6080003 36 0004 001 Construction de 18 MI - Emprise Mozart n° | NPN | QP080003 | | 18 | | 18 | 1 548,00 | 165 375,00 | 1 922,97 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 2 976 750,00 | 5,82% | 3 150 000,00 | 2 976 750,00 | 309 600,00 | 10,40% | 309 600,00 | 10,40% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 177 550,00 | 73,15% | 180 000,00 | 6,05% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2020 | 2 | 7 | V |
| 785 6080003 36 0004 002 Construction de 17 logements - Colvert Lo | NPN | QP080003 | | 1 | | 17 | 1 156,00 | 134 190,00 | 1 973,38 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 2 281 230,00 | 5,82% | 2 414 000,00 | 2 281 230,00 | 68 000,00 | 2,98% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 68 000,00 | 2,98% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 975 230,00 | 86,59% | 170 000,00 | 7,45% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2020 | 1 | 5 | V |
| 785 6080003 36 0004 003 Construction de 13 logements - Colvert lo | NPN | QP080003 | | 1 | | 13 | 884,00 | 138 190,07 | 2 032,21 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 1 796 470,95 | 2,76% | 1 846 001,00 | 1 796 470,95 | 52 000,00 | 2,89% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 52 000,00 | 2,89% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 562 470,95 | 86,97% | 130 000,00 | 7,24% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2020 | 1 | 5 | V |
| 785 6080003 36 0004 004 Construction de 18 MI - Emprise Messager | NPN | QP080003 | | 18 | | 18 | 1 548,00 | 165 375,00 | 1 922,97 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 2 976 750,00 | 5,82% | 3 150 000,00 | 2 976 750,00 | 309 600,00 | 10,40% | 309 600,00 | 10,40% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 177 550,00 | 73,15% | 180 000,00 | 6,05% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2023 | 2 | 8 | V |
| 785 6080003 36 0004 005 Construction de 10 MI - Emprise Messager | NPN | QP080003 | | 10 | | 10 | 860,00 | 165 375,00 | 1 922,97 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 1 653 750,00 | 5,82% | 1 750 000,00 | 1 653 750,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 553 750,00 | 93,95% | 100 000,00 | 6,05% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2023 | 2 | 8 | V |
| 785 6080003 36 0004 006 Construction de 25 logements coll - Empri | NPN | QP080003 | | 2 | | 25 | 1 700,00 | 134 190,00 | 1 973,38 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 3 354 750,00 | 5,82% | 3 550 000,00 | 3 354 750,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 3 104 750,00 | 92,55% | 250 000,00 | 7,45% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2023 | 2 | 8 | V |
| 785 6080003 36 0004 007 Construction de 11 logements coll - Empri | NPN | QP080003 | | 1 | | 11 | 748,00 | 134 190,00 | 1 973,38 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 1 476 090,00 | 5,82% | 1 562 000,00 | 1 476 090,00 | 149 600,00 | 10,13% | 149 600,00 | 10,13% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 066 890,00 | 72,28% | 110 000,00 | 7,45% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2020 | 2 | 5 | V |
| 785 6080003 36 0004 008 Construction de 12 MI - Messager emprise | NPN | QP080003 | | 12 | | 12 | 1 032,00 | 165 375,00 | 1 922,97 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 1 984 500,00 | 5,82% | 2 100 000,00 | 1 984 500,00 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 864 500,00 | 93,95% | 120 000,00 | 6,05% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2023 | 2 | 8 | V |
| 785 6080001 36 0004 009 Construction de 5 logements -Etouvie îlot | NPN | QP080001 | | 5 | | 5 | 430,00 | 165 876,78 | 1 928,80 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 829 383,89 | 5,50% | 875 000,00 | 829 383,89 | 20 000,00 | 2,41% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 20 000,00 | 2,41% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 739 383,89 | 89,15% | 50 000,00 | 6,03% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2021 | 2 | 6 | V |
| 785 6080001 36 0004 010 Construction de 5 logements -Etouvie îlot | NPN | QP080001 | | 5 | | 5 | 430,00 | 165 876,78 | 1 928,80 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 829 383,89 | 5,50% | 875 000,00 | 829 383,89 | 20 000,00 | 2,41% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 20 000,00 | 2,41% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 739 383,89 | 89,15% | 50 000,00 | 6,03% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2022 | 1 | 6 | V |
| 785 6080001 36 0004 011 Constuction de 5 logements -Etouvie îlot | NPN | QP080001 | | 5 | | 5 | 430,00 | 165 876,78 | 1 928,80 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 829 383,89 | 5,50% | 875 000,00 | 829 383,89 | 20 000,00 | 2,41% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 20 000,00 | 2,41% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 739 383,89 | 89,15% | 50 000,00 | 6,03% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2022 | 2 | 6 | V |
| 785 6080001 36 0004 012 Construction de 5 logements -Etouvie îlot | NPN | QP080001 | | 5 | | 5 | 430,00 | 165 876,78 | 1 928,80 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 829 383,89 | 5,50% | 875 000,00 | 829 383,89 | 20 000,00 | 2,41% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 20 000,00 | 2,41% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 739 383,89 | 89,15% | 50 000,00 | 6,03% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2023 | 1 | 6 | V |
| 785 6080001 36 0004 013 Construction de 7 logements -Etouvie îlot | NPN | QP080001 | | 7 | | 7 | 602,00 | 165 876,78 | 1 928,80 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 1 161 137,44 | 5,50% | 1 225 000,00 | 1 161 137,44 | 28 000,00 | 2,41% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 28 000,00 | 2,41% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 035 137,44 | 89,15% | 70 000,00 | 6,03% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2023 | 2 | 10 | V |
| 785 6080001 36 0004 014 Construction de 5 logements -Etouvie îlot | NPN | QP080001 | | 5 | | 5 | 430,00 | 165 876,78 | 1 928,80 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 829 383,89 | 5,50% | 875 000,00 | 829 383,89 | 20 000,00 | 2,41% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 20 000,00 | 2,41% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 739 383,89 | 89,15% | 50 000,00 | 6,03% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2024 | 1 | 6 | V |
| ***SOUS TOTAL 36 ACCESSION à LA PROPRIéTé*** | | | | 167 | | 256 | 20 964,23 | 154 267,80 | 1 883,81 | | 39 492 557,47 | | 42 246 723,02 | 39 492 557,47 | 2 759 620,00 | 6,99% | 2 511 620,00 | 6,36% | 0,00 | 0,00% | 248 000,00 | 0,63% | 11 198 569,63 | 28,36% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 20 214 747,84 | 51,19% | 2 560 000,00 | 6,48% | 11 083 175,52 | 28,06% | 5 215 950,52 | 0,00 | | | | |
| **37 EQUIPEMENTS PUBLICS DE PROXIMITé** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 785 6080001 37 0001 001 Construction d'une médiathèque | NPN | QP080001 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 3 838 310,00 | 20,00% | 4 605 972,00 | 3 838 310,00 | 0,00 | 0,00% | 787 306,00 | 20,51% | 0,00 | 0,00% | 767 662,00 | 20,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 364 187,00 | 9,49% | 1 919 155,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2020 | 2 | 3 | V |
| 785 6080003 37 0001 002 Construction d'un gymnase Jean Bouin | NPN | QP080003 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 4 509 250,00 | 20,00% | 5 411 100,00 | 4 509 250,00 | 0,00 | 0,00% | 1 251 850,62 | 27,76% | 0,00 | 0,00% | 1 106 250,00 | 24,53% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 151 149,38 | 47,71% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2022 | 1 | 4 | V |
| 785 6080002 37 0001 003 Rénovation du centre culturel J Tati | NPR | QP080002 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 1 042 510,70 | 20,00% | 1 251 012,84 | 1 042 510,70 | 338 928,73 | 32,51% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 438 680,00 | 42,08% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 264 901,97 | 25,41% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2023 | 2 | 5 | V |
| 785 6080001 37 0002 001 Création du pôle de services des Coursive | NPN | QP080001 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/COMMUNE D'AMIENS/2180001 | 5 646 700,00 | 20,00% | 6 776 040,00 | 5 646 700,00 | 3 142 965,00 | 55,66% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 962 505,00 | 17,05% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 700 000,00 | 12,40% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 841 230,00 | 14,90% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2021 | 2 | 7 | V |
| 785 6080003 37 0002 002 Construction d'un centre social et aménag | NPN | QP080003 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/COMMUNE D'AMIENS/2180001 | 2 588 832,94 | 20,00% | 3 106 599,53 | 2 588 832,94 | 517 878,07 | 20,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 449 727,00 | 17,37% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 075 243,00 | 41,53% | 545 984,87 | 21,09% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2019 | 2 | 5 | V |
| 785 6080002 37 0002 003 Construction du pôle de services de Pierr | NPR | QP080002 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/COMMUNE D'AMIENS/2180001 | 1 595 240,00 | 20,00% | 1 914 288,00 | 1 595 240,00 | 1 355 954,00 | 85,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 239 286,00 | 15,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2022 | 2 | 5 | V |
| 785 6080001 37 0003 001 Restructuration du collège Rosa Parks | NPN | QP080001 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/DEPARTEMENT DE LA SOMME/ | 14 272 765,48 | 20,00% | 17 127 318,58 | 14 272 765,48 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 12 845 488,93 | 90,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 427 276,55 | 10,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2022 | 2 | 5 | V |
| ***SOUS TOTAL 37 EQUIPEMENTS PUBLICS DE PROXIMITé*** | | | | 0 | | 0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 33 493 609,12 | | 40 192 330,95 | 33 493 609,12 | 5 355 725,80 | 15,99% | 2 039 156,62 | 6,09% | 12 845 488,93 | 38,35% | 3 724 824,00 | 11,12% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 700 000,00 | 2,09% | 0,00 | 0,00% | 1 439 430,00 | 4,30% | 7 388 983,77 | 22,06% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | |
| **38 IMMOBILIER à VOCATION éCONOMIQUE** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 785 6080002 38 0001 001 Restructuration du centre commercial Pier | NPR | QP080002 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/COMMUNE D'AMIENS/2180001 | 5 846 920,00 | 20,00% | 7 016 304,00 | 5 846 920,00 | 1 308 059,20 | 22,37% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 211 000,00 | 37,81% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 065 000,00 | 18,21% | 1 262 860,80 | 21,60% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2022 | 1 | 7 | V |
| 785 6080003 38 0002 001 Restructuration du centre commercial du C | NPN | QP080003 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 75/AGENCE NATIONALE DE LA C | 2 083 250,00 | 0,00% | 2 083 250,00 | 2 083 250,00 | 5 164,63 | 0,25% | 5 164,63 | 0,25% | 0,00 | 0,00% | 546 803,00 | 26,25% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 869 023,00 | 41,71% | 657 094,74 | 31,54% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2020 | 1 | 7 | V |
| 785 6080003 38 0003 001 Construction de 7 locaux d'activité - Pla | NPN | QP080003 | | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 02/CLESENCE/58598002200016 | 1 240 593,08 | 20,00% | 1 488 711,69 | 1 240 593,08 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 247 759,07 | 19,97% | 94 734,97 | 7,64% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 555 605,00 | 44,79% | 342 494,04 | 27,61% | 94 734,97 | 7,64% | 94 734,97 | 0,00 | 2019 | 2 | 4 | V |
| ***SOUS TOTAL 38 IMMOBILIER à VOCATION éCONOMIQUE*** | | | | 0 | | 0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 9 170 763,08 | | 10 588 265,69 | 9 170 763,08 | 1 313 223,83 | 14,32% | 5 164,63 | 0,06% | 0,00 | 0,00% | 3 005 562,07 | 32,77% | 94 734,97 | 1,03% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 489 628,00 | 27,15% | 2 262 449,58 | 24,67% | 94 734,97 | 1,03% | 94 734,97 | 0,00 | | | | |
| **TOTAL** | | | | 299 | | 3653 | 90 632,54 | | | | 275 653 038,26 | | 308 756 416,51 | 275 653 038,26 | 38 645 543,86 | 14,02% | 14 957 970,25 | 5,43% | 12 845 488,93 | 4,66% | 13 187 997,86 | 4,78% | 102 047 146,80 | 37,02% | 40 000,00 | 0,01% | 700 000,00 | 0,25% | 0,00 | 0,00% | 27 479 372,84 | 9,97% | 65 749 517,72 | 23,85% | 92 378 258,13 | 33,51% | 64 648 228,77 | 21 862 804,36 | | | | |

*(1) Les montants sont indiqués TTC ou HT suivant que les opérateurs récupèrent ou non la TVA.*
*(2) Chaque opération est repérée dans le temps par:*
*le semestre au cours duquel elle démarre (année sur 4 chiffres suivi en décimal du N° du semestre dans l'année sur un chiffre ex: 2005,2 signifie qu'une opération démarre au cours du second semestre 2005)*
*La durée de l'opération exprimée en nbre de semestre : 4 signifie que l'opération s'échelonne sur 4 semestre soit 24 mois )*

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

*TABLEAU FINANCIER DES OPERATIONS FINANCIERES (extrait du syst?me d'information le 12/02/2020 ? 12:04)*

## PLAN DE FINANCEMENT - FAT prévisionnelle

| *N° CONVENTION : 785* | *LOCALISATION* | | *CONTRIBUTIONS* | *PRETS* | *ECHEANCIER* |
|---|---|---|---|---|---|
| ZONE INTERVENTION | INSEE QPV | INSEE COMMUNE | | | |
| **66666/ /QPV national/QPV multisite (Intérêt national)<br>80021/Amiens/QPV national/Etouvie<br>80021/Amiens/QPV national/Amiens Nord<br>80021/Amiens/QPV régional/Pierre Rollin** | QP999998<br>QP080001<br>QP080003<br>QP080002 | 66666<br>80021<br>80021<br>80021 | | | |
| **PORTEUR DE PROJET** | | | | | |
| CA AMIENS METROPOLE | | | | | |

N° de convention(3 caractères)
+ N°INSEE (QPV sur 7 caractères)
+N° de famille d'opérations (sur 2 caractères)
+N° Chrono = Identifiant de l'opération financières(regroupement d'opération physiques liées par une unité fonctionnelle,une unité de maitre d'ouvrage et une unité de temps)
N° Chrono=opérations physiques élémentaires(objet d'une attribution de subvention)

| | COMMENTAIRE | LOCALISATION | | IMMEUBLES | | LOGEMENTS | | | | MAITRE D OUVRAGE | COUT HT | TAUX TVA | COUT TTC | BASE DE | VILLE | | EPCI | CONSEIL DEPARTEMENTAL | | CONSEIL REGIONAL | | BAILLEUR SOCIAL | | CDC | | EUROPE | | ANAH | | AUTRES | | ANRU | | PRETS | | Pour mémoire | Pour mémoire | Demarrage | | Durée en | vérif |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | QPV DE RATTACHEMENT(ou assimilé) | LIEU DE REALISATION(N° de QPV ou commune) | NBRE | TYPE (MI,R+) | NBRE | SDP | LOGT | M2 | | | | | FINANCEMENT PREVISIONNEL | | | | | | | | y compris les prêts | | | | | | | | | | | | | | Prêt CDC | Prêt Bonifié AL | Année | semestre | semestre | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | | | | | | |
| **14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 785 6080003, 6999999 14 0001 Mission d'appui aux entreprises sit | NPN | | | 0 | | 0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 3 515 000,00 | 3,10% | 3 624 000,00 | 3 515 000,00 | 0,00 | 0,00% | 1 717 500,00 | 48,86% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 40 000,00 | 1,14% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 757 500,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2019 | 1 | 12 | V |
| 785 6999999 14 0002 Missions urbanistes 3 sites | NPN | | | 0 | | 0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/COMMUNE D'AMIENS/2180001 | 450 000,00 | 20,00% | 540 000,00 | 450 000,00 | 292 500,00 | 65,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 157 500,00 | 35,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2019 | 1 | 12 | V |
| ***SOUS TOTAL 14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET*** | | | | 0 | | 0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 3 965 000,00 | | 4 164 000,00 | 3 965 000,00 | 292 500,00 | 7,38% | 1 717 500,00 | 43,32% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 40 000,00 | 1,01% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 915 000,00 | 48,30% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | |
| **21 DéMOLITION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 785 6080001, 6080003 21 0001 Démolition 116 LLS bât H, Démolitio | NPN | | | 4 | | 280 | 21 640,00 | 41 384,55 | 535,47 | 80/SOCIETE IMMOBILIERE PIC | 11 587 673,16 | 8,19% | 12 536 685,46 | 11 587 673,16 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 205 209,59 | 19,03% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 465 800,00 | 4,02% | 8 916 663,57 | 76,95% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2020 | 1 | 11 | V |
| 785 6080002 21 0002 Démolition 19 LLS - 4 allée Germaine Dulac, | NPR | | | 2 | | 48 | 3 886,00 | 72 526,04 | 895,84 | 02/CLESENCE/58598002200016 | 3 481 249,70 | 6,92% | 3 722 283,27 | 3 481 249,70 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 752 040,55 | 21,60% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 15 000,00 | 0,43% | 2 714 209,15 | 77,97% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2020 | 1 | 6 | V |
| 785 6080003 21 0003 Démolition 160 LLS - Grand Messager, Démoli | NPN | | | 2 | | 320 | 19 120,00 | 29 152,04 | 487,90 | 80/OFFICE PUBLIC DE L'HABIT | 9 328 651,26 | 4,10% | 9 710 916,29 | 9 328 651,26 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 000 773,59 | 10,73% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 383 964,50 | 4,12% | 7 943 913,17 | 85,16% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2018 | 1 | 14 | V |
| ***SOUS TOTAL 21 DéMOLITION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX*** | | | | 8 | | 648 | 44 646,00 | 37 650,58 | 546,47 | | 24 397 574,12 | | 25 969 885,02 | 24 397 574,12 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 3 958 023,73 | 16,22% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 864 764,50 | 3,54% | 19 574 785,89 | 80,23% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | |
| **24 AMéNAGEMENT D'ENSEMBLE** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 785 6080001, 6080003, 6080002 24 0001 Aménagement îlot Coursive | NPN, NPR | | | 0 | | 0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/COMMUNE D'AMIENS/2180001 | 40 986 605,27 | 19,47% | 48 967 247,21 | 40 986 605,27 | 20 887 600,23 | 50,96% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 5 215 229,79 | 12,72% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 791 866,50 | 4,37% | 13 091 908,75 | 31,94% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2019 | 1 | 16 | V |
| 785 6080001, 6080003 24 0002 Aménagement de l'avenue de la Cor | NPN | | | 0 | | 0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 20 714 396,00 | 20,00% | 24 857 275,20 | 20 714 396,00 | 480 414,00 | 2,32% | 8 560 529,00 | 41,33% | 0,00 | 0,00% | 994 382,00 | 4,80% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 678 936,00 | 3,28% | 10 000 135,00 | 48,28% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2017 | 1 | 17 | V |
| ***SOUS TOTAL 24 AMéNAGEMENT D'ENSEMBLE*** | | | | 0 | | 0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 61 701 001,27 | | 73 824 522,41 | 61 701 001,27 | 21 368 014,23 | 34,63% | 8 560 529,00 | 13,87% | 0,00 | 0,00% | 6 209 611,79 | 10,06% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 470 802,50 | 4,00% | 23 092 043,75 | 37,43% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | |
| **31 RECONSTITUTION DE L'OFFRE DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 785 6080003 31 0001 ZAC Intercampus - Amiens, Cour Pigeon - Ami | NPN | | | 39 | | 160 | 10 436,16 | 123 773,13 | 1 897,60 | 80/OFFICE PUBLIC DE L'HABIT | 19 803 700,72 | 7,03% | 21 194 987,20 | 19 803 700,72 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 19 039 300,72 | 96,14% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 764 400,00 | 3,86% | 18 869 563,97 | 95,28% | 17 160 163,97 | 1 709 400,00 | 2018 | 2 | 14 | V |
| 785 6080003, 6080002 31 0002 ZAC Renancourt - Amiens, Hors QPV | NPN, NPR | | | 15 | | 98 | 6 384,15 | 135 666,39 | 2 082,55 | 02/CLESENCE/58598002200016 | 13 295 306,57 | 10,00% | 14 624 837,23 | 13 295 306,57 | 0,00 | 0,00% | 124 000,00 | 0,93% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 12 711 106,57 | 95,61% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 460 200,00 | 3,46% | 11 237 441,28 | 84,52% | 10 235 541,43 | 1 001 899,85 | 2018 | 2 | 11 | V |
| 785 6080001, 6080003 31 0003 QPV - 30 PLUS seniors - Ilot sud - | NPN | | | 6 | | 140 | 8 202,00 | 142 610,89 | 2 434,23 | 80/SOCIETE IMMOBILIERE PIC | 19 965 524,80 | 10,00% | 21 962 077,29 | 19 965 524,80 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 19 310 324,80 | 96,72% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 655 200,00 | 3,28% | 18 350 048,56 | 91,91% | 17 350 048,56 | 1 000 000,00 | 2021 | 2 | 9 | V |
| ***SOUS TOTAL 31 RECONSTITUTION DE L'OFFRE DE LOGEMENTS LOCATIFS SO*** | | | | 60 | | 398 | 25 022,31 | 133 327,97 | 2 120,69 | | 53 064 532,09 | | 57 781 901,72 | 53 064 532,09 | 0,00 | 0,00% | 124 000,00 | 0,23% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 51 060 732,09 | 96,22% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 879 800,00 | 3,54% | 48 457 053,81 | 91,32% | 44 745 753,96 | 3 711 299,85 | | | | |
| **33 REQUALIFICATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 785 6080001 33 0001 Requalification 120 LLS bât A, Requalificati | NPN | | | 2 | | 220 | 0,00 | 51 755,45 | 0,00 | 80/SOCIETE IMMOBILIERE PIC | 11 386 200,00 | 10,00% | 12 524 820,00 | 11 386 200,00 | 981 200,00 | 8,62% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 8 567 760,00 | 75,25% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 837 240,00 | 16,14% | 7 916 700,00 | 69,53% | 3 916 220,00 | 4 000 480,00 | 2022 | 2 | 10 | V |
| 785 6080002 33 0002 Requalification 131 LLS - 6 à 14 Allée Germa | NPR | | | 11 | | 303 | 0,00 | 24 819,14 | 0,00 | 02/CLESENCE/58598002200016 | 7 520 198,64 | 8,69% | 8 173 991,04 | 7 520 198,64 | 1 411 980,00 | 18,78% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 5 659 198,78 | 75,25% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 449 019,86 | 5,97% | 4 797 991,18 | 63,80% | 4 055 691,03 | 742 300,15 | 2020 | 1 | 6 | V |
| 785 6080003 33 0003 Requalification 170 LLS - Parc d'Allonville | NPN | | | 30 | | 1108 | 0,00 | 25 371,40 | 0,00 | 80/OFFICE PUBLIC DE L'HABIT | 28 111 515,22 | 5,50% | 29 657 648,56 | 28 111 515,22 | 5 163 280,00 | 18,37% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 19 490 050,45 | 69,33% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 3 458 184,77 | 12,30% | 19 490 050,45 | 69,33% | 6 081 326,09 | 13 408 724,36 | 2017 | 2 | 10 | V |
| ***SOUS TOTAL 33 REQUALIFICATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX*** | | | | 43 | | 1631 | 0,00 | 28 827,66 | 0,00 | | 47 017 913,86 | | 50 356 459,60 | 47 017 913,86 | 7 556 460,00 | 16,07% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 33 717 009,23 | 71,71% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 5 744 444,63 | 12,22% | 32 204 741,63 | 68,49% | 14 053 237,12 | 18 151 504,51 | | | | |
| **34 RéSIDENTIALISATION DE LOGEMENTS** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 785 6080002 34 0001 Résidentialisation 172 LLS - 10 à 20 Allée P | NPR | | | 19 | | 528 | 0,00 | 4 670,22 | 0,00 | 02/CLESENCE/58598002200016 | 2 465 874,92 | 9,47% | 2 699 484,10 | 2 465 874,92 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 479 524,95 | 60,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 986 349,97 | 40,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2021 | 2 | 6 | V |
| 785 6080002 34 0002 Résidentialisation 192 LLS - Résidences Roll | NPR | | | 2 | | 192 | 0,00 | 4 605,27 | 0,00 | 80/OFFICE PUBLIC DE L'HABIT | 884 212,33 | 5,50% | 932 844,00 | 884 212,33 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 538 552,20 | 60,91% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 345 660,13 | 39,09% | 538 552,20 | 60,91% | 538 552,20 | 0,00 | 2023 | 1 | 3 | V |
| ***SOUS TOTAL 34 RéSIDENTIALISATION DE LOGEMENTS*** | | | | 21 | | 720 | 0,00 | 4 652,90 | 0,00 | | 3 350 087,25 | | 3 632 328,10 | 3 350 087,25 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 018 077,15 | 60,24% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 332 010,10 | 39,76% | 538 552,20 | 16,08% | 538 552,20 | 0,00 | | | | |
| **36 ACCESSION à LA PROPRIéTé** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 785 6080001 36 0001 Construction de 19 logements - Ilot Corbière | NPN | | | 1 | | 19 | 1 901,15 | 186 226,16 | 1 861,14 | 80/SOCIETE IMMOBILIERE PIC | 3 538 297,11 | 5,50% | 3 732 903,46 | 3 538 297,11 | 375 350,00 | 10,61% | 375 350,00 | 10,61% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 597 597,11 | 73,41% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 190 000,00 | 5,37% | 2 482 203,00 | 70,15% | 0,00 | 0,00 | 2020 | 1 | 3 | V |
| 785 6080002, 6080003 36 0002 Construction de 15 logements - Rue | NPR, NPN | | | 42 | | 52 | 4 330,08 | 143 615,05 | 1 724,68 | 02/CLESENCE/58598002200016 | 7 467 982,52 | 5,50% | 7 878 721,56 | 7 467 982,52 | 866 016,00 | 11,60% | 866 016,00 | 11,60% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 5 215 950,52 | 69,84% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 520 000,00 | 6,96% | 5 215 950,52 | 69,84% | 5 215 950,52 | 0,00 | 2020 | 2 | 9 | V |
| 785 6080003 36 0003 Construction de 11 logements - Rue du docteu | NPN | | | 29 | | 29 | 2 505,00 | 161 307,93 | 1 867,44 | 80/TOIT AUSSI-SACP D'HLM/55 | 4 677 930,00 | 17,85% | 5 513 097,00 | 4 677 930,00 | 501 454,00 | 10,72% | 501 454,00 | 10,72% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 3 385 022,00 | 72,36% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 290 000,00 | 6,20% | 3 385 022,00 | 72,36% | 0,00 | 0,00 | 2019 | 2 | 7 | V |
| 785 6080003, 6080001 36 0004 Construction de 18 MI - Emprise Moz | NPN | | | 95 | | 156 | 12 228,00 | 152 617,61 | 1 947,04 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 23 808 347,84 | 5,52% | 25 122 001,00 | 23 808 347,84 | 1 016 800,00 | 4,27% | 768 800,00 | 3,23% | 0,00 | 0,00% | 248 000,00 | 1,04% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 20 214 747,84 | 84,91% | 1 560 000,00 | 6,55% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2020 | 1 | 17 | V |
| ***SOUS TOTAL 36 ACCESSION à LA PROPRIéTé*** | | | | 167 | | 256 | 20 964,23 | 154 267,80 | 1 883,81 | | 39 492 557,47 | | 42 246 723,02 | 39 492 557,47 | 2 759 620,00 | 6,99% | 2 511 620,00 | 6,36% | 0,00 | 0,00% | 248 000,00 | 0,63% | 11 198 569,63 | 28,36% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 20 214 747,84 | 51,19% | 2 560 000,00 | 6,48% | 11 083 175,52 | 28,06% | 5 215 950,52 | 0,00 | | | | |
| **37 EQUIPEMENTS PUBLICS DE PROXIMITé** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 785 6080001, 6080003, 6080002 37 0001 Construction d'une médiath | NPN, NPR | | | 0 | | 0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 9 390 070,70 | 20,00% | 11 268 084,84 | 9 390 070,70 | 338 928,73 | 3,61% | 2 039 156,62 | 21,72% | 0,00 | 0,00% | 2 312 592,00 | 24,63% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 364 187,00 | 3,88% | 4 335 206,35 | 46,17% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2020 | 2 | 11 | V |
| 785 6080001, 6080003, 6080002 37 0002 Création du pôle de servic | NPN, NPR | | | 0 | | 0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/COMMUNE D'AMIENS/2180001 | 9 830 772,94 | 20,00% | 11 796 927,53 | 9 830 772,94 | 5 016 797,07 | 51,03% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 412 232,00 | 14,37% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 700 000,00 | 7,12% | 0,00 | 0,00% | 1 075 243,00 | 10,94% | 1 626 500,87 | 16,54% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2019 | 2 | 11 | V |
| 785 6080001 37 0003 Restructuration du collège Rosa Parks | NPN | | | 0 | | 0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/DEPARTEMENT DE LA SOMME/ | 14 272 765,48 | 20,00% | 17 127 318,58 | 14 272 765,48 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 12 845 488,93 | 90,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 427 276,55 | 10,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2022 | 2 | 5 | V |
| ***SOUS TOTAL 37 EQUIPEMENTS PUBLICS DE PROXIMITé*** | | | | 0 | | 0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 33 493 609,12 | | 40 192 330,95 | 33 493 609,12 | 5 355 725,80 | 15,99% | 2 039 156,62 | 6,09% | 12 845 488,93 | 38,35% | 3 724 824,00 | 11,12% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 700 000,00 | 2,09% | 0,00 | 0,00% | 1 439 430,00 | 4,30% | 7 388 983,77 | 22,06% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | |
| **38 IMMOBILIER à VOCATION éCONOMIQUE** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 785 6080002 38 0001 Restructuration du centre commercial Pierre | NPR | | | 0 | | 0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/COMMUNE D'AMIENS/2180001 | 5 846 920,00 | 20,00% | 7 016 304,00 | 5 846 920,00 | 1 308 059,20 | 22,37% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 211 000,00 | 37,81% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 065 000,00 | 18,21% | 1 262 860,80 | 21,60% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2022 | 1 | 7 | V |
| 785 6080003 38 0002 Restructuration du centre commercial du Colv | NPN | | | 0 | | 0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 75/AGENCE NATIONALE DE LA C | 2 083 250,00 | 0,00% | 2 083 250,00 | 2 083 250,00 | 5 164,63 | 0,25% | 5 164,63 | 0,25% | 0,00 | 0,00% | 546 803,00 | 26,25% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 869 023,00 | 41,71% | 657 094,74 | 31,54% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2020 | 1 | 7 | V |
| 785 6080003 38 0003 Construction de 7 locaux d'activité - Place | NPN | | | 0 | | 0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 02/CLESENCE/58598002200016 | 1 240 593,08 | 20,00% | 1 488 711,69 | 1 240 593,08 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 247 759,07 | 19,97% | 94 734,97 | 7,64% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 555 605,00 | 44,79% | 342 494,04 | 27,61% | 94 734,97 | 7,64% | 94 734,97 | 0,00 | 2019 | 2 | 4 | V |
| ***SOUS TOTAL 38 IMMOBILIER à VOCATION éCONOMIQUE*** | | | | 0 | | 0 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 9 170 763,08 | | 10 588 265,69 | 9 170 763,08 | 1 313 223,83 | 14,32% | 5 164,63 | 0,06% | 0,00 | 0,00% | 3 005 562,07 | 32,77% | 94 734,97 | 1,03% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 489 628,00 | 27,15% | 2 262 449,58 | 24,67% | 94 734,97 | 1,03% | 94 734,97 | 0,00 | | | | |
| **TOTAL** | | | | 299 | | 3653 | 90 632,54 | | | | 275 653 038,26 | | 308 756 416,51 | 275 653 038,26 | 38 645 543,86 | 14,02% | 14 957 970,25 | 5,43% | 12 845 488,93 | 4,66% | 13 187 997,86 | 4,78% | 102 047 146,80 | 37,02% | 40 000,00 | 0,01% | 700 000,00 | 0,25% | 0,00 | 0,00% | 27 479 372,84 | 9,97% | 65 749 517,72 | 23,85% | 92 378 258,13 | 33,51% | 64 648 228,77 | 21 862 804,36 | | | | |

*(1) Les montants sont indiqués TTC ou HT suivant que les opérateurs récupèrent ou non la TVA.*
*(2) Chaque opération est repérée dans le temps par:*
*le semestre au cours duquel elle démarre (année sur 4 chiffres suivi en décimal du N° du semestre dans l'année sur un chiffre ex: 2005,2 signifie qu'une opération démarre au cours du second semestre 2005)*
*La durée de l'opération exprimée en nbre de semestre : 4 signifie que l'opération s'échelonne sur 4 semestre soit 24 mois )*

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DE LA SOMME

Direction départementale des territoires et de la mer de la Somme

Objet : **Arrêté portant création de la commission chargée de l'élaboration du plan de sauvegarde de la copropriété Bellevue**

**La Préfète de la Somme**
**Chevalier de la Légion d'Honneur**
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

**VU** le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L. 615-1 à L. 615-5 et R. 615-1 à R. 615-5 relatifs aux mesures de sauvegarde ;

**VU** la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville, notamment son article 32 ;

**VU** la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains, notamment son article 82 ;

**VU** le décret n° 97-122 du 11 février 1997 relatif aux modalités d'application du plan de sauvegarde d'ensembles d'habitat privé ;

**VU** le décret du 4 janvier 2019 nommant Madame Muriel NGUYEN, Préfète de la Somme à compter du 21 janvier ;

**VU** la demande formulée par Monsieur Alain GEST, président d'Amiens Métropole, le 16 mai 2019 sollicitant la mise en place d'un plan de sauvegarde sur la résidence Bellevue ;

Considérant les conclusions du diagnostic réalisé dans le cadre de l'étude pré-opérationnelle, présentées en comité de pilotage le 1er février 2019, soulignant la nécessité de poursuivre une intervention publique ambitieuse sur cette résidence ;

Considérant la fragilité de la copropriété Bellevue et les graves difficultés sociales, techniques et financières de la résidence ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer de la Somme ;

ARRETE

**Article 1 :**

Il est créé une commission chargée d'élaborer un plan de sauvegarde sur la copropriété « Bellevue », composée de 50 logements, sise rue Massenet à Amiens.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

**Article 2 :**

La commission est composée comme suit :

- Madame la Préfète, présidente de la commission, ou son représentant ;
- Monsieur le Président du Conseil Départemental de la Somme, ou son représentant ;
- Monsieur le Président d'Amiens Métropole, ou son représentant ;
- Madame le Maire d'Amiens, ou son représentant ;
- Monsieur le Délégué territorial de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine ou son représentant ;
- Madame la Déléguée locale de l'Agence nationale de l'habitat dans le département, ou son représentant ;
- Monsieur le Directeur départemental des territoires et de la mer de la Somme, ou son représentant ;
- Monsieur le Directeur de la Banque des territoires, ou son représentant ;
- Monsieur le Directeur de Procivis Nord, ou son représentant ;
- Monsieur l'administrateur provisoire, ou son représentant ;
- Monsieur le Président du conseil syndical, ou son représentant ;
- le Syndic, ou son représentant ;
- deux représentants des habitants (propriétaires et locataires des immeubles concernées).

La commission pourra se faire assister par toute personne qualifiée dont les compétences seront jugées utiles à l'exécution de sa mission.

**Article 3 :**

La Préfète de la Somme et le directeur départemental des territoires et de la mer de la Somme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Somme.

Fait à Amiens, le 25 JUIN 2019

La Préfète,

Muriel NGUYEN

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# Convention pour la mise en œuvre d'un programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés (POPAC)

## Copropriété Berlioz à Amiens

8, avenue de l'Opéra - 75001 Paris - Tél. : 01 44 77 39 39 - Fax : 01 44 77 40 42 - 0 820 15 15 15 (0,15€/min) - www.anah.fr

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

La présente convention est établie entre :

La Communauté d'Agglomération Amiens Métropole, maître d'ouvrage du programme opérationnel de prévention et d'accompagnement de la copropriété Berlioz, représentée par Alain GEST, son Président,

Et

L'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), établissement public à caractère administratif, sis 8 avenue de l'Opéra 75001 Paris, représenté en application de la convention de délégation de compétence des aides à la pierre, par Alain GEST, Président d'Amiens Métropole, délégataire des aides de l'ANAH.

***

Vu le code de la construction et de l'habitation (CCH), notamment ses articles L. 321-1 et suivants, R. 321-1 et suivants,

Vu le règlement général de l'ANAH,

Vu la convention de délégation de compétence du 3 juin 2013 conclue entre le délégataire et l'État, en application de l'article L. 301-5-1 (L. 301-5-2) du CCH,

Vu la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé du 3 juin 2013 conclue entre le délégataire et l'ANAH,

Vu la délibération du Conseil d'administration de l'ANAH n° 2015-43 du 25 novembre 2015 relative à la généralisation du financement des programmes opérationnels de prévention et d'accompagnement en copropriété (POPAC),

Vu la délibération de l'assemblée délibérante d'Amiens Métropole, maître d'ouvrage de l'opération, en date du 21 mars 2019, autorisant la signature de la présente convention,

Vu l'avis du délégué de l'Agence dans la région rendu le 30 novembre 2018,

Vu, en application de l'article R. 321-10 3° du CCH, l'avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat (CLAH) d'Amiens Métropole en date du 8 mars 2019.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# Table des matières

Préambule

Article 1 - Dénomination

Article 2 - Périmètre et champs d'intervention

Article 3 - Enjeux et objectifs généraux du programme opérationnel

Article 4 - Volets d'actions
- Mission 1 : Accompagner la copropriété dans la mise en œuvre d'un programme de travaux
- Mission 2 : Mise à jour annuelle du diagnostic et suivi des indicateurs de fragilité
- Mission 3 : Actions de formation / sensibilisation des copropriétaires et du conseil syndical
- Mission 4 : Actions d'accompagnement à la gestion et à la résolution des premières difficultés

Article 5 - Financement du programme

Article 6 - Engagements spécifiques du maître d'ouvrage : données, exploitations et bilans à transmettre

Article 7 - Conduite de l'opération

Article 8 - Communication

Article 9 - Durée de la convention

Article 10 - Révision et / ou résiliation de la convention

Article 11 - Transmission de la convention

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# 1. Préambule

Amiens Métropole a mené au cours de l'année 2017 avec le soutien de l'ANAH et de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) dans le cadre du protocole de préfiguration du NPNRU, une expertise de la situation de trois copropriétés situées dans le quartier prioritaire Amiens Nord présentant des signes de fragilité : les résidences Bellevue, Berlioz et Tour d'Auvergne.

La copropriété Bellevue, en très grande difficulté, fait actuellement l'objet d'une étude pré-opérationnelle de redressement en vue de la mise en place d'une OPAH CD ou d'un Plan de Sauvegarde et a pu bénéficier d'une mesure dérogatoire d'accompagnement à la réalisation de travaux d'urgence.

L'expertise de la situation de la résidence Berlioz a confirmé la fragilité de cette copropriété et mis en évidence des besoins de travaux très conséquents. Compte tenu de l'importance de la résidence au sein du quartier, de par sa taille comme de sa localisation, il a été décidé la mise en œuvre d'un programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriété (POPAC) afin d'accompagner les copropriétaires dans la mise en œuvre d'un programme de rénovation énergétique complet et pérenne.

Le présent programme est établi en cohérence avec les enjeux du NPNRU sur le quartier Amiens Nord et a pour objectif d'endiguer les risques de déqualification de cette résidence.

Il est également établi en cohérence avec le Programme Local de l'Habitat d'Amiens Métropole, actuellement en cours de révision, dont les premières orientations soulignent des enjeux majeurs en matière d'amélioration du parc existant, notamment sur le plan thermique, et engagent la collectivité à développer massivement cette thématique, en investissant notamment le champ des copropriétés privées.

# 2. Article 1 - Dénomination

La Communauté d'Agglomération Amiens Métropole décide de réaliser, avec le soutien de l'ANAH et de la CDC, un POPAC de la copropriété Berlioz.

# 3. Article 2 - Périmètre et champs d'intervention

Le périmètre d'intervention du programme opérationnel se définit comme suit :

Construite dans les années 1970, la résidence Berlioz compte 384 logements, répartis en 12 bâtiments R+4 à R+7 (36 entrées) avec parkings, caves et deux loges de gardiens. Elle se situe rue des Francs Juges et rue Albert Camus, en plein cœur du quartier prioritaire Amiens Nord et jouxte la place du Colvert en cours de rénovation dans le cadre du NPNRU.

L'étude préalable menée au cours de l'année 2017 par Citémétrie décrit une copropriété dont la gestion est relativement saine avec toutefois quelques difficultés à résoudre : un coût d'entretien des parties communes jugé prohibitif, une masse de petits débiteurs hors norme, des charges de chauffage de l'ordre de 30%, des problématiques de stationnement et l'absence d'accessibilité des bâtiments.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Par ailleurs, des travaux conséquents s'imposent aujourd'hui pour éviter la dévalorisation de la résidence sur le marché immobilier.

On constate en effet aujourd'hui une quarantaine de logements vacants et des prix de vente inférieurs de 30% à ceux pratiqués en moyenne sur la Ville d'Amiens. Les logements peinent à trouver acquéreur et l'occupation se dégrade au fil des années, avec la paupérisation d'une partie de la copropriété.

Le conseil syndical s'est engagé de longue date dans un projet de ravalement de façades, qui n'a jusque-là pu aboutir. Sensibilisé, dans le cadre de l'étude préalable d'Amiens Métropole, à l'opportunité de mettre en place un programme de travaux plus ambitieux lui permettant d'obtenir les aides financières de l'ANAH, il semble prêt aujourd'hui à s'engager dans un projet de rénovation plus complet.

La situation reste toutefois compliquée faute de quorum aux assemblées générales et, d'une manière générale, de l'incompréhension et du manque d'implication d'une partie des copropriétaires dans le projet.

## 4. Article 3 - Enjeux et objectifs généraux du programme opérationnel

Le POPAC a pour objectif principal l'accompagnement de la copropriété Berlioz dans la mise en œuvre d'un programme de travaux d'économies d'énergie complet. Il se décline en ce sens en différentes missions à engager simultanément sur une durée de trois ans afin d'obtenir la mobilisation/adhésion des copropriétaires et de résoudre les difficultés de gestion, qui peuvent être un préalable à la mise en œuvre du programme de travaux.

L'ensemble de ces missions sera confié à un prestataire extérieur, retenu par le maître d'ouvrage conformément au code des marchés publics.

## 5. Article 4 - Volets d'actions

*Mission 1 : Accompagner la copropriété dans la mise en œuvre d'un programme de travaux*

Il est entendu que la décision de réaliser des travaux appartient aux copropriétaires et que la gouvernance de la copropriété devra être préalablement assainie pour la mise en œuvre opérationnelle de celui-ci.

Toutefois, Amiens Métropole exigera du prestataire une mobilisation complète sur le sujet. Ainsi, dès le démarrage du programme, celui-ci aura pour mission de réaliser un approfondissement du diagnostic technique et des scenarii de travaux réalisés dans le cadre de l'étude préalable.

Le diagnostic devra comporter des simulations financières exhaustives permettant de renseigner / rassurer les copropriétaires sur les montants globaux de travaux envisagés et sur les aides mobilisables selon les scenarii. Il nécessitera donc la mise à jour et la complétude des données sociales recueillies partiellement dans le cadre de l'étude préalable.

Dans le même temps, le prestataire sera chargé, en étroite collaboration avec le syndic et l'AMO de travaux (une fois désignée), de :

- communiquer le plus largement possible sur les modalités de mise en œuvre du projet et d'accompagner les copropriétaires les plus fragiles dans la compréhension de celui-ci (sa mise en œuvre financière et organisationnelle, les gains énergétiques escomptés, l'usage des nouveaux équipements, etc.) jusqu'à, le cas échéant, la réalisation des travaux.

- accompagner individuellement les ménages rencontrant des difficultés socio-économiques pour assumer leur part à charge du financement des travaux (mobilisation des aides sociales et financières complémentaires).

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

*Mission 2 : Mise à jour annuelle du diagnostic et suivi des indicateurs de fragilité*

La seconde mission qu'Amiens Métropole confiera au prestataire sera de mettre à jour annuellement le diagnostic multicritères réalisé dans le cadre de l'étude préalable, d'élaborer un tableau de bord comportant les indicateurs principaux de bonne / mauvaise santé de la copropriété et d'en réaliser le suivi tout au long du POPAC. Celui-ci comportera :

- l'évolution du contexte urbain (quartier en rénovation urbaine) ;

- le positionnement de la copropriété sur le marché immobilier local (taux de rotation, montant des transactions et loyers, stratégies des propriétaires bailleurs, etc.) ;

- la situation sur le plan technique et du bâti (état général de l'immeuble, parties communes, espaces extérieurs, problèmes de sécurité éventuels, travaux réalisés ou en cours, évaluation énergétique) ;

- la situation de la copropriété sur le plan juridique (mise en conformité du règlement de copropriété) ;

- la situation de la copropriété sur le plan de la gestion (fonctionnement des instances de gouvernance, contenu des assemblées générales, implication du conseil syndical et du syndic) ;

- la situation de la copropriété sur le plan financier (niveaux de charges et d'impayés, causes des impayés et procédures de recouvrement en cours) ;

- la situation de l'occupation (part des propriétaires occupants et bailleurs, taille et composition des ménages, situations locatives et ressources, profil des propriétaires occupants, vacance) ;

- l'identification des ménages les plus fragiles et de leur besoin en accompagnement social.

Il est entendu qu'Amiens Métropole fournira à l'ANAH a minima les données exigées dans le cadre de l'annexe 4 de l'instruction du 7 mars 2016 relative aux dispositifs de VOC et de POPAC.

*Mission 3 : Actions de formation / sensibilisation des copropriétaires et du conseil syndical*

Dans le but de favoriser la participation et l'implication des habitants dans la vie de leur copropriété ainsi que de les mobiliser autour du projet de travaux, Amiens Métropole demandera également au prestataire de mettre en place différents ateliers de formation / sensibilisation à destination des copropriétaires et / ou du conseil syndical.

Thématiques proposées : le fonctionnement général d'une copropriété, les droits et les obligations d'un copropriétaire, les nouveautés juridiques apportées par la loi ALUR, les obligations en cas de vente ou de location, le rôle du syndic, le règlement de copropriété, la gestion budgétaire et comptable, l'organisation et le déroulement des assemblées générales, le recouvrement des charges et des impayés, les travaux de conservation / rénovation des immeubles de la décision à la réalisation, les aides mobilisables, etc.

Il est entendu que des partenaires tels que l'ADIL 80 ou les associations locales pourront être sollicitées pour l'animation de ces formations. Le syndic sera également associé à la démarche.

*Mission 4 : Actions d'accompagnement à la gestion et à la résolution des premières difficultés*

Amiens Métropole déléguera enfin au prestataire une mission d'accompagnement à la gestion dans le but de soutenir la copropriété dans l'assainissement de sa situation financière et juridique ainsi que dans l'amélioration de son mode de gestion :

- assistance au conseil syndical ;

- aide à l'adaptation du règlement de copropriété (mise à jour, régularisations, etc.) ;

- aide à la gestion (maîtrise des dépenses courantes par la renégociation des contrats, assainissement des comptes, apurement des dettes, création d'une avance de trésorerie permanente, traitement des impayés) et mise en place d'outils de gestion pérennes (tableau de bord de suivi des charges et des impayés) ;

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

- aide à la tenue d'un carnet d'entretien et à l'élaboration d'un plan patrimonial ; accompagnement également à la gestion des problématiques de stationnement constatées sur la résidence et réflexion à mener concernant l'accessibilité des bâtiments (cf. présence de nombreuses professions libérales, vieillissement de la population) ;

- accompagnement des ménages en difficulté (mobilisation du FSL, des aides de la CAF, plan d'apurement des dettes) en partenariat avec les acteurs de droit commun compétents (services sociaux de secteur, CCAS) ;

- aide à la régularisation des situations d'occupation des logements, prévention des expulsions ;

- médiation dans les conflits entre habitants et / ou entre locataires / propriétaires.

### 5.1.1. Article 5 - Financement du programme

Le coût prévisionnel pour le maître d'ouvrage et le financement pour chaque année civile s'établit comme suit :

| | Année 2019 | Année 2020 | Année 2021 | Total sur 3 ans |
|---|---|---|---|---|
| Coût des prestations (HT) | 25 000 € | 25 000 € | 25 000 € | 75 000 € |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Financement ANAH prévisionnel | 12 500 € | 12 500 € | 12 500 € | 37 500 € |
| Financement CDC prévisionnel | 6 250 € | 6 250 € | 6 250 € | 18 750 € |
| Reste à la charge AMIENS METROPOLE | 6 250 € | 6 250 € | 6 250 € | 18 750 € |

L'ANAH s'engage à financer le programme, au titre de chaque tranche annuelle, au taux de 50 %, dans la limite d'un plafond annuel des dépenses subventionnables de 100 000 € HT. Ces conditions sont susceptibles de modifications, en fonction des évolutions de la réglementation de l'ANAH.

Pour rappel, l'ANAH est également susceptible d'octroyer, ponctuellement, certaines aides à l'ingénierie au syndicat des copropriétaires : aide au redressement de la gestion, aide à la réalisation d'études et d'expertises complémentaires, à caractère technique, juridique ou financier, lorsqu'elles sont nécessaires à la définition d'une stratégie de redressement, au cas par cas et en fonction des constatations opérées.

## 6. Article 6 - Engagements spécifiques du maître d'ouvrage : données, exploitations et bilans à transmettre

Amiens Métropole s'engage, pour toute la durée du programme opérationnel :

- A transmettre à l'ANAH un bilan annuel comprenant un récapitulatif des actions menées, une analyse des résultats atteints par rapport aux objectifs fixés (avec quelques indicateurs chiffrés permettant de mesurer l'évolution de la situation suite aux actions menées) et l'identification des éventuels points de blocage. Ce bilan doit être accompagné des données fixées à l'annexe n°4 de

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

l'instruction du 7 mars 2016 (socle minimal pour toutes les copropriétés, complété par les données complémentaires pour les copropriétés ayant fait l'objet d'un diagnostic multi-critères, celles bénéficiant des actions d'aide à la résolution des premières difficultés et pour les copropriétés bénéficiant d'un accompagnement au titre de la sortie d'un dispositif curatif) ;

- A communiquer les exploitations et publications réalisées (en en adressant copie au pôle national d'expertise sur les copropriétés de l'ANAH : *pole-coproprietes@anah.gouv.fr*) et à faire état de son soutien financier à l'occasion de toute diffusion ou valorisation externe des données ou des actions conduites.

## Article 7 - Conduite de l'opération

Le maître d'ouvrage de l'opération est la Communauté d'Agglomération Amiens Métropole (Direction Habitat-Logement-Gens du Voyage).

*Pilotage :*

Un comité de pilotage (COPIL) sera constitué afin de suivre le déroulement du POPAC. Il se réunira deux fois par an et sera composé comme suit :
- Le Vice-Président en charge de l'Habitat et de la Politique de la Ville d'Amiens Métropole
- L'adjoint au Maire en charge de l'Habitat et de l'Urbanisme de la Ville d'Amiens
- L'adjoint au Maire en charge du secteur Nord de la Ville d'Amiens
- Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer de la Somme
- La CDC
- Le Conseil Départemental de la Somme
- Les membres du comité technique
- Et toute autre personne qu'il pourrait être jugé utile d'inviter.

*Suivi technique :*

Un comité technique, composé des services techniques des membres du COPIL, sera également constitué. Il se réunira à une fréquence trimestrielle et en amont de chaque COPIL.

Il sera composé comme suit :
- Les services de la Direction Habitat - Logement - Gens du Voyage d'Amiens Métropole
- Les services de la Direction Politique de la Ville d'Amiens Métropole (Programme de Renouvellement Urbain)
- Les services de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Somme (Bureau de la Rénovation Urbaine et Délégation Locale de l'ANAH)
- Le service Communal d'Hygiène et de Santé Environnementale de la Ville d'Amiens (gestionnaire des polices spéciales du Maire)
- Et toute autre personne qu'il pourrait être jugé utile d'inviter.

Les missions opérationnelles seront assurées par une équipe d'ingénierie pluri-disciplinaire en mesure d'intervenir sur toutes les thématiques d'actions exposées ci-dessus et d'agir rapidement dès le signalement d'une situation.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Ainsi Amiens Métropole exigera que le prestataire réunisse les compétences suivantes :
- spécialiste des dispositifs d'amélioration de l'habitat ancien en copropriété et de leur ingénierie de financement (expérience obligatoire de la mise en œuvre d'un POPAC) ;
- spécialiste de l'accompagnement des ménages fragiles dans le cadre d'une opération de réhabilitation en copropriété (maîtrise des dispositifs d'accompagnement social et des aides mobilisables) ;
- architecte ou technicien spécialisé dans la rénovation d'immeubles collectifs (parties communes / parties privatives) ;
- expert des problématiques juridiques en copropriété.

Amiens Métropole demandera également au prestataire de désigner une personne pilote (chef de projet) en charge de conduire les différentes missions du POPAC et qui constituera l'interlocuteur privilégié du maître d'ouvrage comme des partenaires du programme.

## 7. Article 8 - Communication

Le maître d'ouvrage du programme et l'équipe d'ingénierie s'engagent à mettre en œuvre les actions d'information et de communication présentées ci-dessous.

Il est impératif de porter le nom et le logo de l'ANAH sur l'ensemble des documents et ce dans le respect de sa charte graphique. Ceci implique les supports d'information de type : dépliants, plaquettes, vitrophanies, site internet ou communication presse portant sur le programme.

Le logo de l'ANAH en quadrichromie et la mention du site anah.fr devront apparaître sur l'ensemble des supports écrits et « on line » dédiés à informer sur le programme au même niveau que les autres financeurs : articles de presse municipale ou de presse quotidienne régionale, affichage, site internet, exposition, filmographie, vitrophanie.

Les réunions et les documents de communication devront avoir été préparés en collaboration avec le service instructeur des aides de l'ANAH.

Par ailleurs, dans le cadre de sa mission d'information et de communication, l'ANAH peut être amenée à solliciter l'opérateur en vue de réaliser des reportages journalistiques, photographiques ou filmographiques destinés à nourrir ses publications et sites internet. L'équipe d'ingénierie apportera son concours à ces réalisations pour la mise en valeur du programme.

Afin de faciliter les échanges, l'ensemble des outils de communications (logos et règles d'usage) sont à disposition sur l'extranet de l'Agence (via le service instructeur des aides).

## 8. Article 9 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une période de trois ans, qui débutera à compter de sa date de signature.

## 9. Article 10 - Révision et / ou résiliation de la convention

Si l'évolution du contexte budgétaire, de la politique en matière d'habitat et / ou de l'opération (analyse des indicateurs de résultat et des consommations de crédits) le nécessite, des ajustements pourront être réalisés annuellement, par voie d'avenant.

Toute modification des conditions et des modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

La présente convention pourra être résiliée, par le maître d'ouvrage ou l'ANAH, de manière unilatérale et anticipée, à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à l'ensemble des autres parties. La lettre détaillera les motifs de cette résiliation. L'exercice de la faculté de résiliation ne dispense pas les parties de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

## 10. Article 11 - Transmission de la convention

La convention de programme signée sera transmise au délégué de l'ANAH dans la région.

Fait en 2 exemplaires à Amiens, le 24 AVR. 2019

Pour le maître d'ouvrage,
Le Président d'Amiens Métropole

*Vu et accepté en exécution de la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération du 23/03/2019 (n°20)*
*AMIENS, le 25/04/2019*

*Le Président,*

Pour l'ANAH,
Le Président d'Amiens Métropole
Délégataire

Le Président d'Amiens Métropole
Certifie que ce document a été
Transmis le 25 AVR. 2019
à la Préfecture de la Somme
au titre du Contrôle de Légalité
Pour le Président et par délégation,
*Carole Caburet-Daniel*
*Chef du Service Assemblées*

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# ANNEXE C6 -Tableau des aides de la Caisse des Dépôts

## ÉTUDES RÉALISÉES DANS LE CADRE DU PROTOCOLE DE PRÉFIGURATION

| | Maître d'ouvrage | Assiette Subventionnable HT conventionnée protocole préf | Montant subvention prévisionnelle CDC conventionné | Taux de subvention |
|---|---|---|---|---|
| **Mission d'appui sur la faisabilité juridique de l'opération – Coursives** | Ville d'AMIENS | 76 313 | 38 157 | 50% |
| **Mission programmiste pour le pôle de services publics – Coursives** | Ville d'AMIENS | 19 440 | 9 720 | 50% |
| **Géomètre – Coursives** | Ville d'AMIENS | 27 850 | 13 925 | 50% |
| **Expertise copropriétés dégradées** | AMIENS METROPOLE | 50 000 | 15 000 | 30% |
| **TOTAL** | | 173 603 | **76 802** | |

## ÉTUDES INSCRITES DANS LA CONVENTION DE RENOUVELLEMENT URBAIN (NPNRU)

| | Maître d'ouvrage | Assiette Subventionnable HT convention | Montant subvention prévisionnelle CDC | Taux de subvention |
|---|---|---|---|---|
| **OPCU** | AMIENS METROPOLE | 320 000 | 160 000 | 50% |
| **POPAC Berlioz** | Ville d'AMIENS | 75 000 | 18 750 | 25% |
| **PLAN DE SAUVEGARDE Bellevue** | AMIENS METROPOLE | 25 450 | 6 363 | 25% |
| **Communication NPNRU** | AMIENS METROPOLE | 300 000 | 20 000 | 7% |
| **Mémoire de quartier** | AMIENS METROPOLE | 200 000 | 20 000 | 10% |
| **TOTAL** | | 920 450 | **225 113** | |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# ANNEXE C7 – SANS OBJET

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

*TABLEAU FINANCIER DES OPERATIONS PHYSIQUES (extrait du système d'information le : 04/10/2019 à 16:46)*

## PLAN DE FINANCEMENT - FAT décisionnelle

| N° PROJET : 316 | LOCALISATION | | | | | | | | | | | | CONTRIBUTIONS | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | PRETS | | | | ECHEANCIER | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ZONE INTERVENTION | INSEE ZONE | INSEE COMNE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 66666/ IQPV national/QPV multisite (intérêt national)<br>80021/Amiens/QPV national/Etouvie<br>80021/Amiens/QPV national/Amiens Nord<br>80021/Amiens/QPV régional/Pierre Rollin | 6999999<br>6080001<br>6080003<br>6080002 | 66666<br>80021<br>80021<br>80021 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N° de projet(3 caractères) ou de convention<br>+ N°INSEE(ZUS ou zone article 6 sur 7c<br>+N° de famille d'opération(<br>+N° chrono=identifiant de l'opération financières(regroupement d'opération physiques liées par une unité fonctionnelle,une unité de maitre d'ouvrage et une unité de temps)<br>N° chrono=opérations physiques ou élémentaires(objet d'une attribution de subvention) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| COMMENTAIRE | LOCALISATION | | IMMEUBLES | | LOGEMENTS | | COUT PAR | | | MAITRE D OUVRAGE | COUT HT | TAUX TVA | COUT TTC | BASE DE | VILLE | | EPCI | | CONSEIL DEPARTEMENTAI | | CONSEIL REGIONAL | | BAILLEUR SOCIAL | | CDC | | EUROPE | | ANAH | | AUTRES | | ANRU | | PRETS | | Pour mémoire | Pour mémoire | Demarrage | | Durée en | vérif |
| | OPV DE RATTACHEMENT(ou assimilé) | LIEU DE REALISATION (N° ZUS commune | NBRE | TYPE (MI,R+) | NBRE | SDP | LOGT | M2 | | | | | FINANCEMENT PREVISIONNEL | | | | | | | | | y compris les prêts | | | | | | | | | | | | | | Prêt PRU ou pas | Prêt CIL ou pas | Année | semestre | semestre | |
| | | | | | | | | | | | | | | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | | | | | | |
| **14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 316 6080003 14 0001 001 Chef de projet PRU | NPN | 6080003 | 80021 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 172 500,00 | 0,00% | 172 500,00 | 172 500,00 | 0,00 | 0,00% | 86 250,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 86 250,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2016 | 1 | 3 | V |
| 316 6080001 14 0001 002 Chargé de mission PRU | NPN | 6080001 | 80021 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 142 500,00 | 0,00% | 142 500,00 | 142 500,00 | 0,00 | 0,00% | 71 250,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 71 250,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2016 | 1 | 3 | V |
| 316 6080003 14 0001 003 Chargé de mission PRU | NPN | 6080003 | 80021 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 142 500,00 | 0,00% | 142 500,00 | 142 500,00 | 0,00 | 0,00% | 71 250,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 71 250,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2016 | 1 | 3 | V |
| 316 6080003 14 0001 004 Animateur de la maison de projet | NPN | 6080003 | 80021 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 142 500,00 | 0,00% | 142 500,00 | 142 500,00 | 0,00 | 0,00% | 71 250,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 71 250,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2016 | 1 | 3 | V |
| 316 6080003 14 0001 005 AMO Habitat | NPN | 6080003 | 80021 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 65 941,67 | 20,00% | 79 130,00 | 65 941,67 | 0,00 | 0,00% | 32 970,83 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 32 970,84 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2017 | 1 | 2 | V |
| 316 6080003 14 0002 001 Mission urbaniste coordinateur | NPN | 6080003 | 80021 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/COMMUNE D'AMIENS/2180001 | 146 610,43 | 19,84% | 175 692,51 | 146 610,43 | 73 305,21 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 73 305,22 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2016 | 1 | 4 | V |
| 316 6080001 14 0002 002 Mission urbaniste coordinateur | NPN | 6080001 | 80021 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/COMMUNE D'AMIENS/2180001 | 100 000,00 | 20,00% | 120 000,00 | 100 000,00 | 50 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 50 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2016 | 2 | 3 | V |
| 316 6080002 14 0002 003 Plan guide aménagement Pierre Rollin | NPR | 6080002 | 80021 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/COMMUNE D'AMIENS/2180001 | 101 431,00 | 20,00% | 121 717,00 | 101 431,00 | 50 715,50 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 50 715,50 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2016 | 2 | 3 | V |
| 316 6080002 14 0002 004 Expertise juridique et foncière | NPR | 6080002 | 80021 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/COMMUNE D'AMIENS/2180001 | 30 000,00 | 20,00% | 36 000,00 | 30 000,00 | 15 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 15 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2017 | 1 | 2 | V |
| 316 6080003 14 0002 005 Bilan réhabilitations PRU | NPN | 6080003 | 80021 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/COMMUNE D'AMIENS/2180001 | 25 904,16 | 20,00% | 31 085,00 | 25 904,16 | 12 952,08 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 12 952,08 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2016 | 2 | 3 | V |
| 316 6080003 14 0002 006 AMO soutenabilité financière et opération | NPN | 6080003 | 80021 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/COMMUNE D'AMIENS/2180001 | 30 000,00 | 20,00% | 36 000,00 | 30 000,00 | 15 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 15 000,00 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2016 | 2 | 5 | V |
| ***SOUS TOTAL 14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET*** | | | | | | | | | | | 1 099 887,26 | | 1 199 624,51 | 1 099 887,26 | 216 972,79 | 19,73% | 332 970,83 | 30,27% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 549 943,64 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | |
| **21 DéMOLITION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 316 6080003 21 0001 001 Démolition du Grand Mozart | NPN | 6080003 | 80021 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 02/CLESENCE/58598002200016 | 7 707 711,93 | 8,23% | 8 342 435,73 | 7 707 711,93 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 817 254,41 | 23,58% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 206 149,50 | 0,00% | 5 684 308,02 | 73,75% | 0,00 | 0,00 | 2016 | 2 | 11 | V |
| ***SOUS TOTAL 21 DéMOLITION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX*** | | | | | | | | | | | 7 707 711,93 | | 8 342 435,73 | 7 707 711,93 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 817 254,41 | 23,58% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 206 149,50 | 0,00% | 5 684 308,02 | 73,75% | 0,00 | 0,00 | | | | |
| **38 IMMOBILIER à VOCATION éCONOMIQUE** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 316 6080003 38 0001 001 Programme commercial du Colvert - 1ère tr | NPN | 6080003 | 80021 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 59/ETS PUB AMENAG RESTRUCTU | 3 100 280,89 | 19,68% | 3 710 273,07 | 3 100 280,89 | 300 626,50 | 9,70% | 300 626,50 | 9,70% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 527 533,60 | 17,02% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 053 325,30 | 0,00% | 918 168,99 | 29,62% | 0,00 | 0,00 | 2019 | 1 | 7 | V |
| ***SOUS TOTAL 38 IMMOBILIER à VOCATION éCONOMIQUE*** | | | | | | | | | | | 3 100 280,89 | | 3 710 273,07 | 3 100 280,89 | 300 626,50 | 9,70% | 300 626,50 | 9,70% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 527 533,60 | 17,02% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 053 325,30 | 0,00% | 918 168,99 | 29,62% | 0,00 | 0,00 | | | | |
| **TOTAL** | | | | | | | | | | | 11 907 880,08 | | 13 252 333,31 | 11 907 880,08 | 517 599,29 | 4,35% | 633 597,33 | 5,32% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 344 788,01 | 19,69% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 259 474,80 | 0,00% | 7 152 420,65 | 60,06% | 0,00 | 0,00 | | | | |

*(1) Les montants sont indiqués TTC ou HT suivant que les opérateurs récupèrent ou non la TVA.*
*(2) Chaque opération est repérée dans le temps par:*
*le semestre au cours duquel elle démarre (année sur 4 chiffres suivi en décimal du N° du semestre dans l'année sur un chiffre ex: 2005,2 signifie qu'une opération démarre au cours du second semestre 2005)*
*La durée de l'opération exprimée en nbre de semestre : 4 signifie que l'opération s'échelonne sur 4 semestre soit 24 mois )*

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

*TABLEAU FINANCIER DES OPERATIONS FINANCIERES (extrait du système d'information le 04/10/2019 à 16:46)*

## PLAN DE FINANCEMENT - FAT décisionnelle

| N° PROJET : 316 | LOCALISATION | | | | | | | | | | | | CONTRIBUTIONS | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | PRETS | | | | ECHEANCIER | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| ZONE INTERVENTION | INSEE ZONE | INSEE COMNE | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 66666/ IQPV national/QPV multisite (Intérêt national)<br>80021/Amiens/QPV national/Etouvie<br>80021/Amiens/QPV national/Amiens Nord<br>80021/Amiens/QPV régional/Pierre Rollin | 6999999<br>6080001<br>6080003<br>6080002 | 66666<br>80021<br>80021<br>80021 | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N° de projet(3 caractères) ou de convention<br>+ N°INSEE(ZUS ou zone article 6 sur 7c<br>+N° de famille d'opération(<br>+N° chrono=identifiant de l'opération financières(regroupement d'opération physiques liées par une unité fonctionnelle,une unité de maitre d'ouvrage et une unité de temps)<br>N° chrono=opérations physiques ou élémentaires(objet d'une attribution de subvention) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| COMMENTAIRE | LOCALISATION | | IMMEUBLES | | LOGEMENTS | | COUT PAR | | | MAITRE D OUVRAGE | COUT HT | TAUX TVA | COUT TTC | BASE DE | VILLE | | EPCI | | CONSEIL DEPARTEMENTAI | | CONSEL REGIONAL | | BAILLEUR SOCIAL | | CDC | | EUROPE | | ANAH | | AUTRES | | ANRU | | PRETS | | Pour mémoire | Pour mémoire | Demarrage | | Durée en | vérif |
| | OPV DE RATTACHEMENT(ou assimilé) | LIEU DE REALISAT' (N° ZUS ou commune | NBRE | TYPE (MI,R+) | NBRE | SDP | LOGT | M2 | | | | | FINANCEMENT PREVISIONNEL | | | | | | | | y compris les prêts | | | | | | | | | | | | | | Prêt PRU ou pas | Prêt CIL ou pas | Année | semestre | semestre | |
| | | | | | | | | | | | | | | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | % | | | | | | | |
| **14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 316 6080003, 6080001 14 0001 Chef de projet PRU, Chargé de miss | NPN 6080003, 6080 | 80021 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/CA AMIENS METROPOLE/2480 | 665 941,67 | 1,98% | 679 130,00 | 665 941,67 | 0,00 | 0,00% | 332 970,83 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 332 970,84 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2016 | 1 | 4 | V |
| 316 6080003, 6080001, 6080002 14 0002 Mission urbaniste coordina | NPN 6080003, 6080001, | 80021 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 80/COMMUNE D'AMIENS/2180001 | 433 945,59 | 19,94% | 520 494,51 | 433 945,59 | 216 972,79 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 216 972,80 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2016 | 1 | 6 | V |
| ***SOUS TOTAL 14 ETUDES ET CONDUITE DE PROJET*** | | | | | | | | | | | 1 099 887,26 | | 1 199 624,51 | 1 099 887,26 | 216 972,79 | 19,73% | 332 970,83 | 30,27% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 549 943,64 | 50,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | |
| **21 DéMOLITION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 316 6080003 21 0001 Démolition du Grand Mozart | NPN | 6080003 | 80021 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 02/CLESENCE/58598002200016 | 7 707 711,93 | 8,23% | 8 342 435,73 | 7 707 711,93 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 817 254,41 | 23,58% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 206 149,50 | 0,00% | 5 684 308,02 | 73,75% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2016 | 2 | 11 | V |
| ***SOUS TOTAL 21 DéMOLITION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX*** | | | | | | | | | | | 7 707 711,93 | | 8 342 435,73 | 7 707 711,93 | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 817 254,41 | 23,58% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 206 149,50 | 0,00% | 5 684 308,02 | 73,75% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | |
| **38 IMMOBILIER à VOCATION éCONOMIQUE** | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 316 6080003 38 0001 Programme commercial du Colvert - 1ère tranc | NPN | 6080003 | 80021 | | | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 59/ETS PUB AMENAG RESTRUCTU | 3 100 280,89 | 19,68% | 3 710 273,07 | 3 100 280,89 | 300 626,50 | 9,70% | 300 626,50 | 9,70% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 527 533,60 | 17,02% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 053 325,30 | 0,00% | 918 168,99 | 29,62% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | 2019 | 1 | 7 | V |
| ***SOUS TOTAL 38 IMMOBILIER à VOCATION éCONOMIQUE*** | | | | | | | | | | | 3 100 280,89 | | 3 710 273,07 | 3 100 280,89 | 300 626,50 | 9,70% | 300 626,50 | 9,70% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 527 533,60 | 17,02% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 053 325,30 | 0,00% | 918 168,99 | 29,62% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | |
| **TOTAL** | | | | | | | | | | | 11 907 880,08 | | 13 252 333,31 | 11 907 880,08 | 517 599,29 | 4,35% | 633 597,33 | 5,32% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 2 344 788,01 | 19,69% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00% | 1 259 474,80 | 0,00% | 7 152 420,65 | 60,06% | 0,00 | 0,00% | 0,00 | 0,00 | | | | |

*(1) Les montants sont indiqués TTC ou HT suivant que les opérateurs récupèrent ou non la TVA.*
*(2) Chaque opération est repérée dans le temps par:*
*le semestre au cours duquel elle démarre (année sur 4 chiffres suivi en décimal du N° du semestre dans l'année sur un chiffre ex: 2005,2 signifie qu'une opération démarre au cours du second semestre 2005)*
*La durée de l'opération exprimée en nbre de semestre : 4 signifie que l'opération s'échelonne sur 4 semestre soit 24 mois )*

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# ANNEXE C9 - Tableau des aides du Conseil Régional

## OPERATIONS CO-FINANCEES PAR L'ANRU

| nature | codeOp | Maître d'ouvrage | Coût en € HT | Subventions Conseil Régional en € HT | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | % sur HT | Total HT | % sur HT | Total HT |
| | | | | Crédits Pol Ville | | Crédits Droit commun | |
| **AMENAGEMENT D'ENSEMBLE** | | | | | | | |
| | P. Rollin - Requalification allée des Rencontres | COMMUNE D'AMIENS | 1 053 000,00 | 43,68% | 460 000,00 | | |
| | P. Rollin - Création d'une voie nouvelle et d'un parvis central | COMMUNE D'AMIENS | 7 316 849,12 | 46,04% | 3 368 810,00 | | |
| | Etouvie - Aménagement de l'îlot Coursives | COMMUNE D'AMIENS | 6 711 688,22 | 10,81% | 725 405,79 | | |
| | Etouvie - Aménagement îlot Sud | COMMUNE D'AMIENS | 3 989 084,47 | 16,57% | 661 014,00 | | |
| | Quartiers Nord - Restructuration de la place du Colvert (dont acquisitions) | CA AMIENS METROPOLE | 12 522 770,00 | 7,94% | 994 382,00 | | |
| | | | **31 593 391,81** | | **6 209 611,79** | | |
| **ACCESSION A LA PROPRIETE** | | | | | | | |
| | Ilot Sud A Etouvie - accession - 5 lgts | à définir | 829 383,89 | | | 2% | 20 000,00 |
| | Ilot Sud B Etouvie - accession - 5 lgts | à définir | 829 383,89 | | | 2% | 20 000,00 |
| | Ilot Sud C Etouvie - accession - 5 lgts | à définir | 829 383,89 | | | 2% | 20 000,00 |
| | Ilot Sud D Etouvie - accession - 5 lgts | à définir | 829 383,89 | | | 2% | 20 000,00 |
| | Ilot Sud F Etouvie - accession - 5 lgts | à définir | 829 383,89 | | | 2% | 20 000,00 |
| | Ilot Sud E Etouvie - accession - 7 lgts | à définir | 1 161 137,44 | | | 2% | 28 000,00 |
| | Colvert Lots E - 17 logts en accession libre | à définir | 2 281 230,00 | | | 3% | 68 000,00 |
| | Colvert Lots F - 13 logts en accession libre | à définir | 1 796 470,95 | | | 3% | 52 000,00 |
| | | | **9 385 757,84** | | | **2,64%** | **248 000,00** |
| **EQUIPEMENTS PUBLICS DE PROXIMITE** | | | | | | | |
| | P. Rollin - Rénovation du centre culturel J.Tati | CA AMIENS METROPOLE | 1 042 510,70 | 42% | 438 680,00 | | |
| | Etouvie - Construction d'une médiathèque | CA AMIENS METROPOLE | 3 838 310,00 | 20% | 767 662 € | | |
| | Etouvie - Création du pôle de services des Coursives | COMMUNE D'AMIENS | 5 646 700,00 | 17% | 962 505,00 | | |
| | Quartiers Nord - Construction d'unn gymnase Jean Bouin | CA AMIENS METROPOLE | 4 714 087,50 | 23% | 1 106 250,00 | | |
| | Quartiers Nord - Construction d'un Centre social et aménagement de son parvis | COMMUNE D'AMIENS | 2 588 832,94 | 17% | 449 727,00 | | |
| | | | **17 830 441,14** | 21% | **3 724 824,00** | | |
| **IMMOBILIER A VOCATION ECONOMIQUE** | | | | | | | |
| | Restructuration du Centre commercial du Colvert (Phase 2) | ANCT | 2 083 250,00 | 26% | 546 803,00 | | |
| | Construction de 7 locaux d'activité Place Colvert | CLESENCE | 1 240 593,08 | 20% | 247 759,07 | | |
| | Restructuration centre commercial Pierre-Rollin | COMMUNE D'AMIENS | 5 846 920,00 | 38% | 2 211 000,00 | | |
| | | | **9 170 763,08** | 33% | **3 005 562,07** | | |
| | | **TOTAL QPV ETOUVIE** | **25 493 839,58** | | **3 116 586,79** | | **128 000,00** |
| | | **TOTAL QPV QUARTIERS NORD** | **27 227 234,47** | | **3 344 921,07** | | **120 000,00** |
| | | **TOTAL QPV PIERRE ROLLIN** | **15 259 279,82** | | **6 478 490,00** | | |
| | | | **67 980 353,87** | | **12 939 997,86** | | **248 000,00** |

**SOIT TOTAL SUBVENTION REGION NPNRU** **13 187 997,86**

## OPERATIONS NON FINANCEES PAR L'ANRU

| nature | codeOp | Maître d'ouvrage | Coût en € HT | Subventions Conseil Régional en € HT | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | % sur HT | Total HT | % sur HT | Total HT |
| | | | | Crédits Pol Ville | | Crédits Droit commun | |
| **EQUIPEMENTS PUBLICS DE PROXIMITE** | | | | | | | |
| | P. Rollin - Construction équipement sportif | CA AMIENS METROPOLE | 800 000,00 | 31% | 250 000,00 | | |
| | | | **800 000,00** | 31% | **250 000,00** | | |

| | TOTAL POL VILLE | | TOTAL DROIT COMMUN |
|---|---|---|---|
| **SOIT** | **13 189 997,86** | | **248 000,00** |

**SOIT TOTAL SUBVENTION REGION** **13 437 997,86**

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Communauté d'agglomération Amiens Métropole

# Orientations en matière d'attributions de logements locatifs sociaux : document cadre



DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



# SOMMAIRE

1. *Le contexte règlementaire*
2. *Portait de territoire*
3. *La demande de logement locatif social et les attributions sur la Communauté d'agglomération Amiens Métropole*
4. *La nouvelle géographie prioritaire de la Politique de la Ville et la situation de la Communauté d'agglomération Amiens Métropole au regard des obligations de la Loi relative à l'Egalité et la Citoyenneté*
5. *Les orientations d'Amiens Métropole en matière d'attributions et de mutations*
6. *Annexes*

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



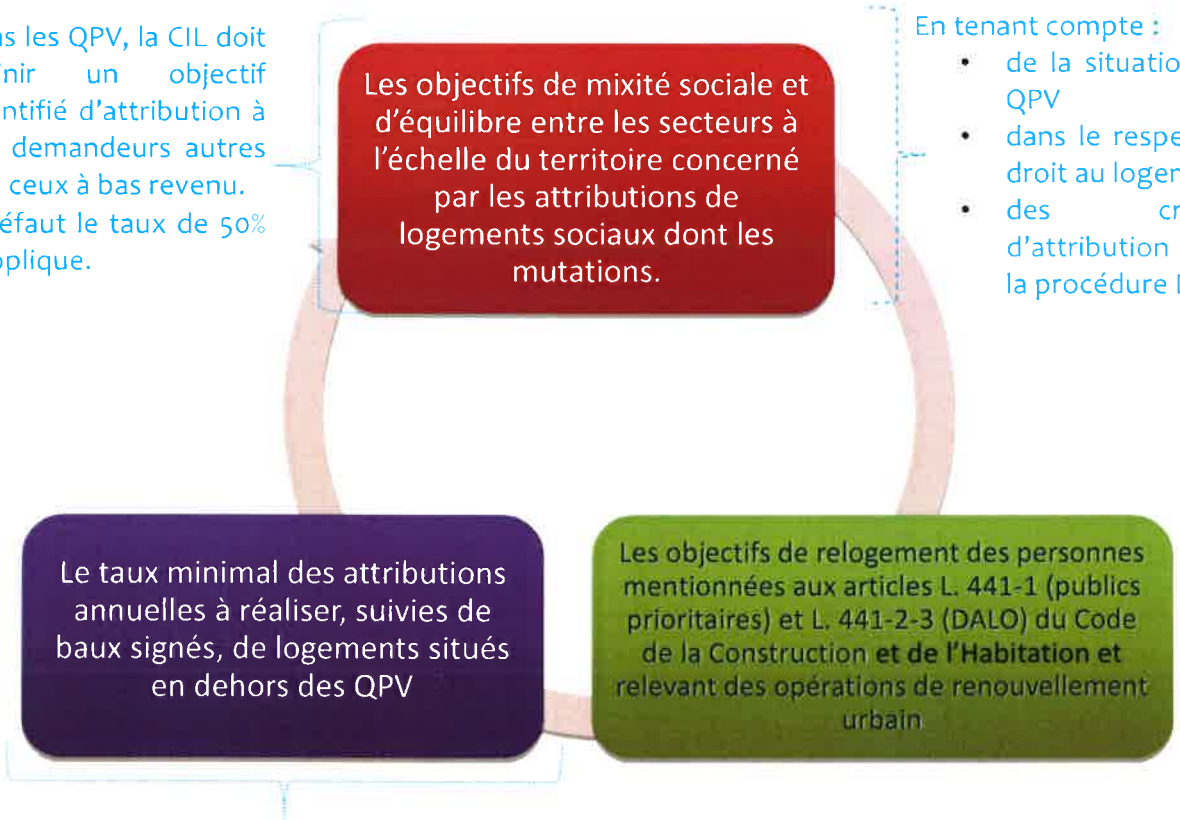
## 1- Le contexte réglementaire

- La Conférence Intercommunale du Logement est instaurée par la Loi ALUR (Accès au logement et un urbanisme rénové du 24 mars 2014) qui pose ainsi le cadre d'une politique intercommunale des attributions (en articulation avec le PLH).
- La Loi relative à l'Egalité et la Citoyenneté du 27 Janvier 2017 rend obligatoire son installation pour les périmètres dans lesquels devront être réalisées les obligations de mixité sociale :

*« Sur le territoire des établissements publics de coopération intercommunale tenus de se doter d'un programme local de l'habitat en application du dernier alinéa du IV de l'article L. 302-1 ou ayant la compétence en matière d'habitat et au moins un quartier prioritaire de la politique de la ville »*

- La conférence doit définir (et adopter) des orientations relatives aux attributions de logements et de mutations sur le patrimoine locatif social qui seront inscrites dans une convention d'attribution.
- Ces orientations doivent préciser :

⇒ Dans les QPV, la CIL doit définir un objectif quantifié d'attribution à des demandeurs autres que ceux à bas revenu.
⇒ A défaut le taux de 50% s'applique.




En tenant compte :
- de la situation des QPV
- dans le respect du droit au logement
- des critères d'attribution et de la procédure DALO

⇒ La Cil peut adapter, en tenant compte de la situation locale, le taux minimum de 25% d'attributions annuelles hors QPV à des demandeurs dont le niveau de ressources par unité de consommation est inférieur à un montant constaté annuellement par Décret.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



- La mise en œuvre des orientations approuvées par l'établissement public de coopération intercommunale et par le représentant de l'Etat dans le département fait l'objet d'une **convention intercommunale d'attribution** signée entre l'établissement public de coopération intercommunale, les bailleurs de logements sociaux possédant ou gérant du patrimoine sur le territoire concerné, les titulaires des droits de réservation sur ce patrimoine et, le cas échéant, d'autres collectivités territoriales ou d'autres personnes morales intéressées.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



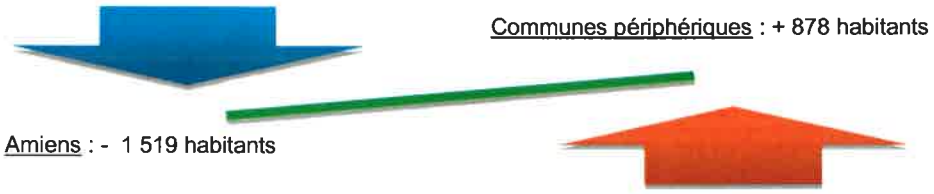
# 2- PORTRAIT DE TERRITOIRE

## La démographie du territoire

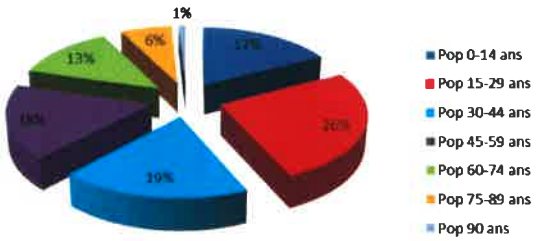
- Au 1er janvier 2014, **174 478**[1] habitants résident sur le territoire de l'agglomération dont 76% sur la ville centre.




- Au cours de 5 dernières années (2009/2014), la population enregistre une légère diminution (- 641 habitants) liée à un solde migratoire déficitaire non compensé par le solde naturel ; mais des disparités au sein du territoire apparaissent :




- Près de 43% des résidents du territoire ont moins de 29 ans avec une représentation des 15-29 ans plus affirmée sur la Ville centre liée notamment à la présence de la majorité des établissements d'enseignement supérieur du territoire.




- Même si l'indice de jeunesse est important, la part des plus de 60 ans augmente. En 2014, 21 % des habitants du territoire ont plus de 60 ans (18% en 2009).

1- Source : INSEE 2014, Recensement de la population. Mise en ligne le 29 06 2017.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

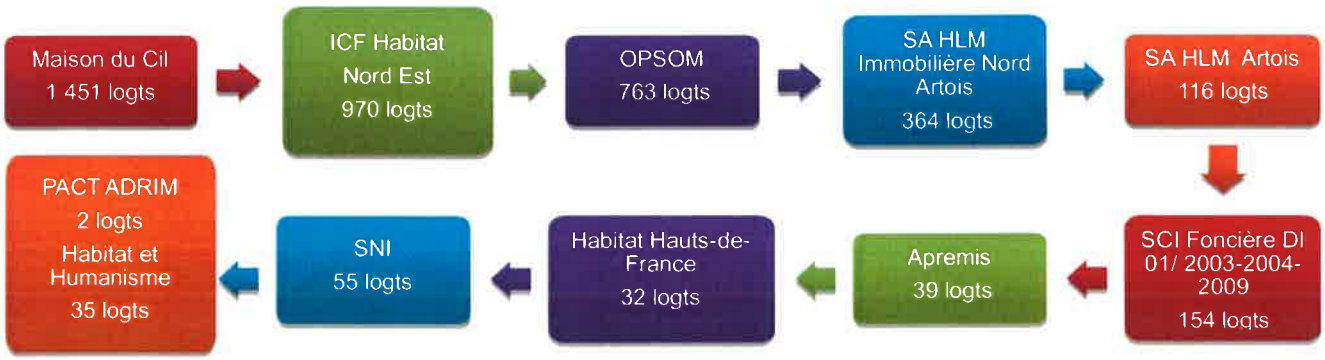


## Le parc locatif conventionné

- Au 1er Janvier 2016, le parc de logements locatifs conventionnés présent sur le territoire de l'agglomération est composé d'un peu moins de 23 000 [2] logements.
- Il représente 25 %[3] des résidences principales du territoire et 44% de l'offre locative.

| Résidences principales occupées par des propriétaires en 2014 | Résidences principales occupées par des locataires privés en 2014 | Résidences principales HLM louées vide en 2014 | Résidences principales logées gratuitement en 2014 |
|---|---|---|---|
| 41% | 32% | 25% | 2% |

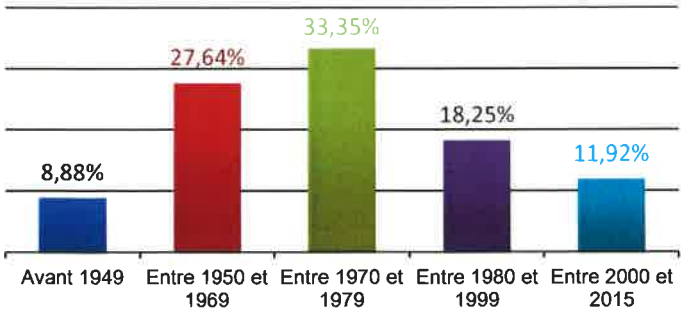
- Plus de la moitié du patrimoine locatif social appartient à l'Office Public de l'Habitat d'Amiens Métropole (56%) et plus d'un quart à la Société Immobilière de Picardie (26%). Le reste du patrimoine se ventile entre 11 autres bailleurs sociaux :




## Un parc locatif social ancien

- Plus de 60% du patrimoine locatif social a été construit au cours des décennies 50, 60 et 70 (1/3 du patrimoine) correspondant au période de développement des grands ensembles d'habitat social sur la Ville d'Amiens : Etouvie, Quartier Nord, Victorine Autier,... Et un tiers du patrimoine des bailleurs a été livré au cours des trois dernières décennies (1980 à 2015).

**Parc locatif social par période de construction**



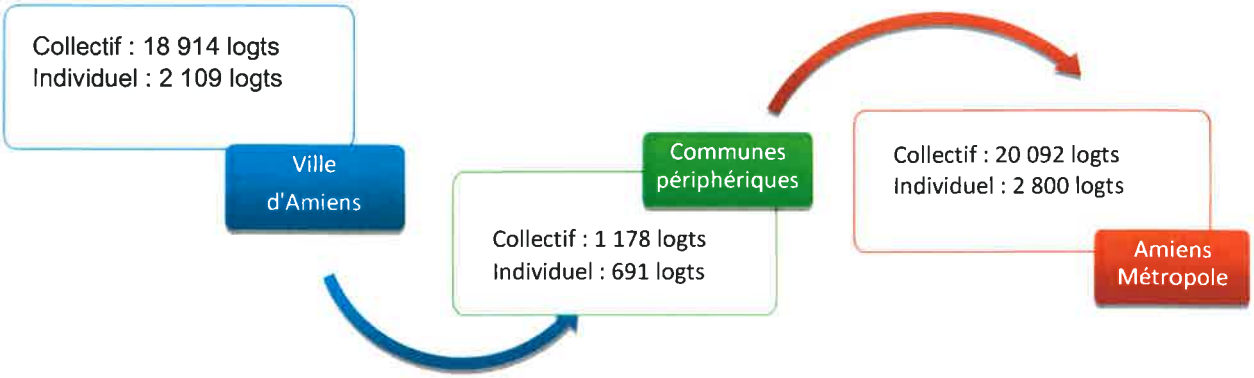

2 - Source : le répertoire sur le parc locatif social (RPLS) au 1er janvier 2016 mentionne 23 579 logements auquel il convient de déduire les logements non conventionnés. Soit un total de **22 892** logements locatifs conventionnés.

3 - Source : INSEE 2014, Recensement de la population. Mise en ligne le 29 06 2017.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



- Il s'agit d'un patrimoine majoritairement collectif (88%). L'offre locative sociale située dans les communes périphériques est plus diversifiée : l'individuel y représente un peu plus d'un tiers du patrimoine social.




## Une concentration du parc sur la ville centre

- Le parc est majoritairement situé sur la Ville centre qui concentre 91% de l'offre locative sociale (21 023 logements) de l'agglomération. En périphérie, une commune sur deux dispose d'un parc locatif social mais plus de la moitié de cette offre est située sur les communes de Longueau et Camon.

| | |
|---|---|
| **Allonville** | **9** |
| **Amiens** | 21 023 |
| **Boves** | 43 |
| **Camon** | 389 |
| **Dreuil-lès-Amiens** | 32 |
| **Dury** | 3 |
| **Glisy** | 10 |
| **Longueau** | 762 |
| **Pont-de-Metz** | 128 |
| **Remiencourt** | 2 |
| **Rivery** | 159 |
| **Saint-Fuscien** | 7 |
| **Saint-Sauflieu** | 7 |
| **Saleux** | 183 |
| **Salouël** | 127 |
| **Saveuse** | 1 |
| **Vers-sur-Selles** | 7 |
| **Total général** | **22 892** |

+ les livraisons 2016 et 2017.

- A Amiens, la localisation du patrimoine social se situe majoritairement dans les « grands quartiers » (au sens INSEE[4], cf. carte ci-dessous) où sont implantés « les grands ensembles

4 Source : INSEE 2013

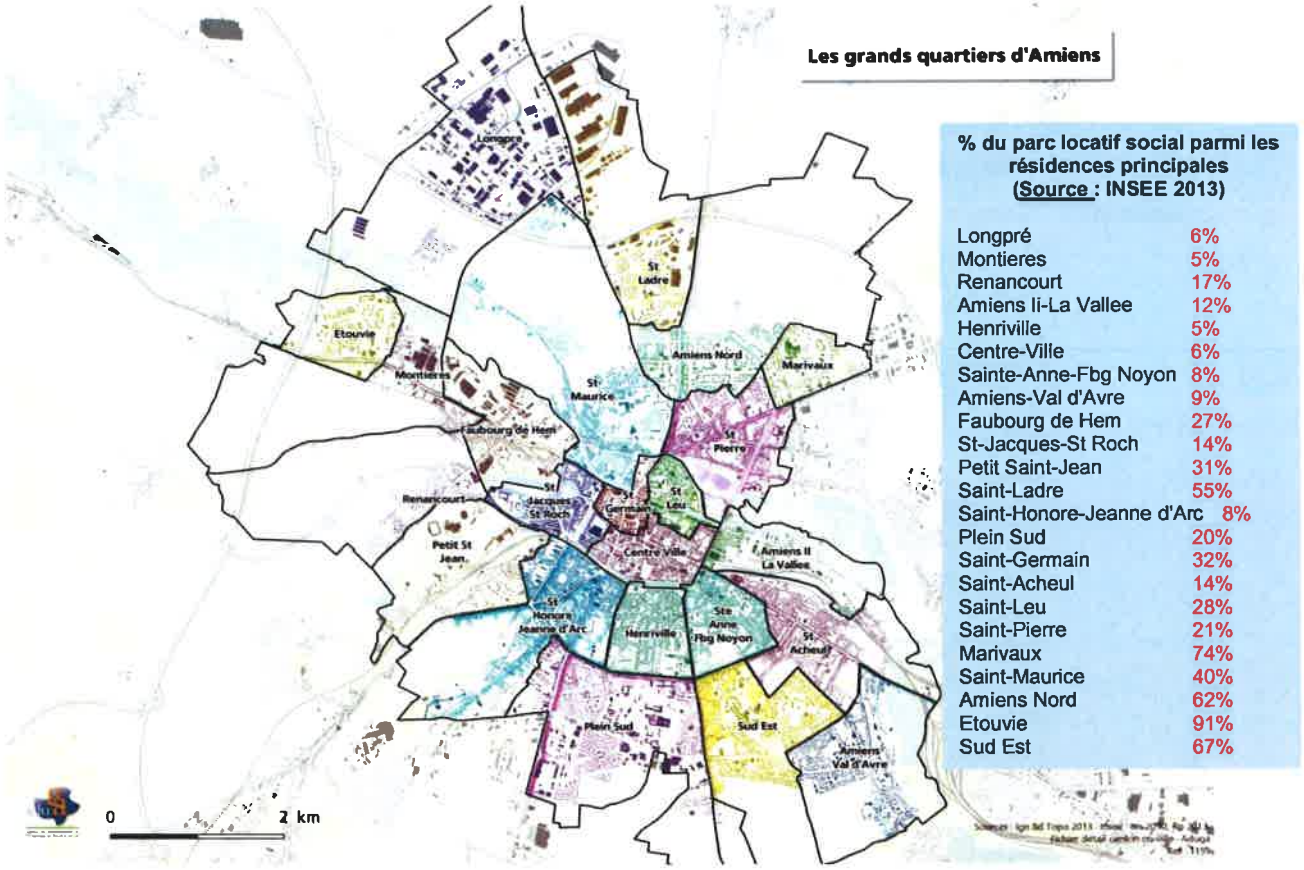
DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



d'habitat social » : (2/3 de l'offre locative sociale) Etouvie, Amiens-Nord, Marivaux, Saint-Maurice, Saint-Pierre, Saint-Ladre, Sud-Est, Amiens Val d'Avre.

- Le 1/3 restant se ventile parmi les 15 autres grands quartiers avec certaines disparités entre eux:

| 600 à 700 logements | 500 à 600 logements | 400 à 500 logements | 200 à 300 logements | Moins de 200 logts |
|---|---|---|---|---|
| - Saint-Leu<br>-Saint-Acheul | -Saint Honoré-Jeanne d'Arc<br>-Plein sud<br>-Saint-Germain | -Petit Saint-Jean<br>-Faubourg de Hem<br>-Saint Jacques-Saint-Roch | -Saint-Anne Faubourg de Noyon<br>-Centre-Ville | -Longpré Renancourt<br>-Montières<br>-Henriville<br>-Amiens II La Vallée |




**% du parc locatif social parmi les résidences principales (Source : INSEE 2013)**

| | |
|---|---|
| Longpré | 6% |
| Montieres | 5% |
| Renancourt | 17% |
| Amiens Ii-La Vallee | 12% |
| Henriville | 5% |
| Centre-Ville | 6% |
| Sainte-Anne-Fbg Noyon | 8% |
| Amiens-Val d'Avre | 9% |
| Faubourg de Hem | 27% |
| St-Jacques-St Roch | 14% |
| Petit Saint-Jean | 31% |
| Saint-Ladre | 55% |
| Saint-Honore-Jeanne d'Arc | 8% |
| Plein Sud | 20% |
| Saint-Germain | 32% |
| Saint-Acheul | 14% |
| Saint-Leu | 28% |
| Saint-Pierre | 21% |
| Marivaux | 74% |
| Saint-Maurice | 40% |
| Amiens Nord | 62% |
| Etouvie | 91% |
| Sud Est | 67% |

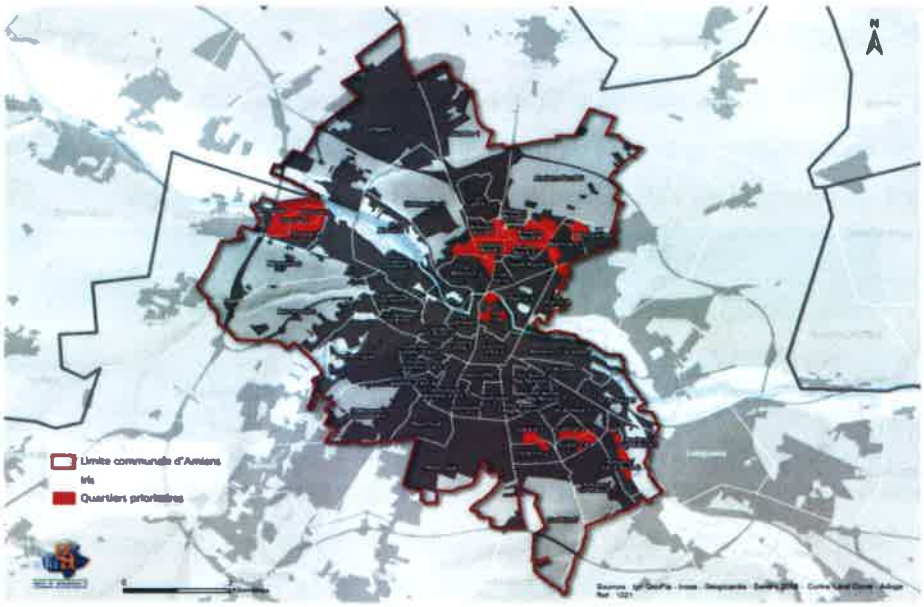
## *Les résidents du parc locatif social*

- Environ 49 500 personnes habitent dans le parc locatif social soit 29% des résidents de l'agglomération.

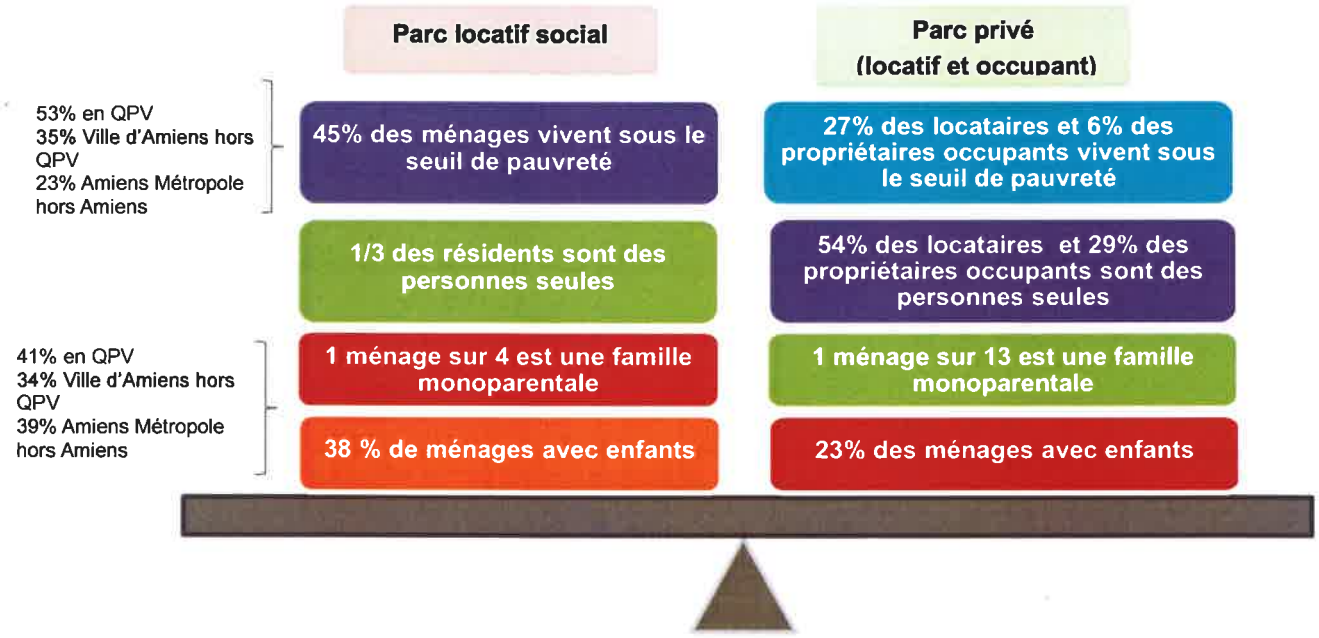
DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



- A Amiens, environ 23% des habitants (31 300 en 2013[5]) résident dans l'un des six quartiers prioritaires au titre de la Politique de la Ville.




- L'étude menée par l'ADUGA en 2015[6] sur le peuplement du parc locatif social souligne à fois les disparités sociales au sein de ce parc mais également avec le parc privé.




*Nota bene* : En 2013, le seuil de pauvreté correspond à un montant de revenu inférieur ou égal à **8 789 €** par an par unité de consommation avant redistributions sociales. Le seuil de pauvreté correspond à 60% du revenu médian du territoire national.

5 Source : INSEE Recensement 2013. Population municipale vivant en quartiers prioritaires. Site CGET

6 Source : ADUGA, Le parc locatif social d'Amiens Métropole : caractéristiques et peuplement, 2015. Données exploitées : Filocom 2005-2013 et RPLS 2013.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



# 3- La demande de logement locatif social et les attributions

## La demande de logement locatif social en 2016

- En fin d'année 2016, 8 218 ménages[7] sont en attente d'une attribution d'un logement social sur le territoire de l'agglomération (+ 224 ménages par rapport à 2015). Pour un peu moins des 2/3, l'ancienneté des demandes est inférieure à un an et 19% entre 1 et 2 ans.

| Nombre de demande d'un logement social en stock en fin d'année (Source : SNE-Date d'exécution : 07 04 2017) | |
|---|---|
| **2014** | 7 833 |
| **2015** | 7 994 |
| **2016** | 8 218 |

- Une grande majorité des demandeurs (47 %) sont déjà locataires du parc social mais sollicitent un changement de logement pour répondre à différents besoins (sur occupation, logement inadapté,...). Dans l'attente d'une première attribution, le « primo demandeur » (53% des demandes) est :
  - soit locataire ou propriétaire dans le parc privé (22.10%)
  - hébergé chez un tiers (17.69%)
  - dans une structure d'hébergement (8.04%)
  - sans logement (2%)

- L'ensemble des demandeurs sont des ménages :
  - précaires (62% ont des ressources inférieures au Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI))
  - composés majoritairement d'une (43.39%) puis de 2 personnes (22.91%)
  - âgés majoritairement entre 40-64 ans (41.69%) puis entre 25-39 ans (39.35%).
- En termes de localisation, le premier choix se porte majoritairement sur la Ville d'Amiens (87%). La typologie demandée est par ordre décroissant le type T2 (31.35%), T3 (30.34%), T4 (19.68%), le T1 (13.98%) et enfin le T5 (4.44%).

## Les demandes satisfaites en 2016

- 2 845 logements ont été attribués au cours de l'année 2016 soit 122 logements de moins par rapport à 2015 alors que la demande augmente (+ 224 demandes par rapport à 2015).

| | 2016 | 2015 |
|---|---|---|
| **Demandes** | 8218 | 7994 |
| **Attributions** | 2 845 | 2967 |

7- Source : Infocentre du Système National d'Enregistrement. Date d'exécution 07 04 2017

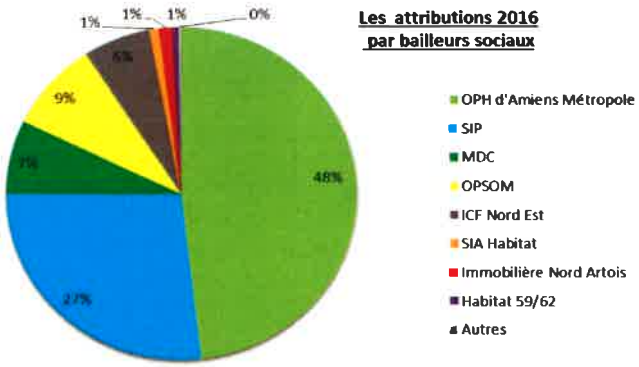
DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



- Le délai moyen d'attribution d'un logement est de 11.9 mois sur le territoire amiénois. Plus précisément pour 70.27% des attributaires, le délai d'attente a été inférieur à un an, entre 1 et 2 ans pour 17% d'entre eux et enfin entre 2 et 3 ans pour près de 6%.
- Mais pour une attribution sur 3, il s'agit d'un changement de logement au sein du parc social (mutation) et non d'un accès. Pour ces primo-demandeurs, l'accès au parc social a permis de répondre à différentes situations :
  - De décohabitation (hébergé par un tiers) pour 27%
  - Sortir de l'hébergement pour accéder à un logement autonome pour 10%
  - Obtenir un logement adapté à ses besoins en quittant le parc privé pour 23%
- Il s'agit de ménages précaires (74.25 % ont des ressources inférieures au Prêt Locatif Aidé d'Intégration – PLAI), de petite taille (cf. tableau ci-dessous), âgés majoritairement entre 25-39 ans (43%) et 40-64 ans (34%). Les moins de 24 ans représentent 17% des attributaires. Les attributions ont donc porté majoritairement sur les logements de taille intermédiaire (T3) et de petite taille (T2).

| Taille des ménages | Taux | Taille des logements attribués | Taux |
|---|---|---|---|
| 1 | 39.14% | Chambre /T1 | 11.28% |
| 2 | 28.81% | T2 | 24% |
| 3 | 15.14% | T3 | 40.34% |
| 4 | 9.38% | T4 | 18.17% |
| 5 | 4.85% | T5 | 5.66 % |
| 6 | 1.86% | T6 et + | 0.56% |
| 7 | 0.46% | | |

- 89% des demandeurs ont été relogés sur la Ville centre.
- L'OPAC d'Amiens, réalise près de 50% des attributions, suivi de la SIP avec près d'un tiers des attributions. Les attributions de la Maison du CIL, de l'OPSOM et d'ICF Nord Est représentent respectivement entre 5 et 10% des attributions



DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

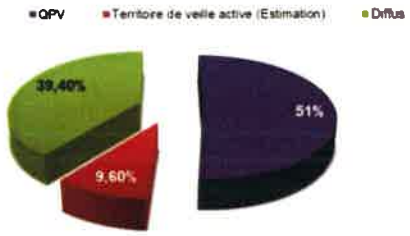


## 4 La nouvelle géographie prioritaire de la Politique de la Ville

- La loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine définit dans son article 5 les principes de détermination des « quartiers prioritaires » de la Politique de la Ville, qui se substituent au 1er janvier 2015 aux Zones Urbaines Sensibles et aux quartiers en Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS)[8].

- Cette nouvelle modalité d'intervention de la politique de la ville a donc redessiné une géographie :
  - Les **quartiers prioritaires** sont définis par voie réglementaire (périmètres précis). Ils sont définis sur le fondement du critère unique de concentration de grande pauvreté urbaine.
    ⇒ Secteurs concernés (6): Amiens Nord, Etouvie, Marcel Paul, Phileas Lebesgue, Pierre Rollin et le quartier Saint Leu (Parcheminier).
  - Les **territoires de veille active** sont identifiés comme fragiles ou bien anciennement inclus dans les CUCS mais non retenus comme quartiers prioritaires car ne répondant pas aux critères de concentration de grande pauvreté. Ces territoires sont placés en veille active au titre du Contrat de ville, afin de ne pas perdre de vue des situations qui pourraient se dégrader si une attention n'est pas maintenue à travers l'appui des crédits de droit commun des partenaires.
    ⇒ Secteurs concernés (8) : Amiens (Elbeuf-Lescouvé, Saint-Maurice, Faubourg de Hem, Ilôt de la Délivrance et Renancourt), Camon (1 secteur), Rivery (1 rue) et Longueau (2 secteurs).
  - Au regard de ce nouveau découpage, environ 60 % du parc locatif social de l'agglomération se situent dans la géographie prioritaire de la Politique de la Ville dont **51%** dans les quartiers prioritaires et **9.6%** (estimation)[9] dans les territoires de veille active.

**Le parc locatif social de la CA d'Amiens Métropole et la géographie prioritaire de la Politique de la ville**




8 Extrait du Contrat de Ville Amiens Métropole 2015-2020. Page 78

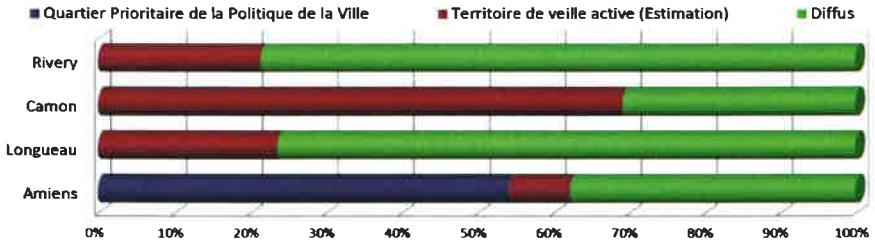
9 Il s'agit d'une estimation, et non d'un chiffre réglementaire, effectuée à partir d'un recensement du parc locatif social situé dans les anciens périmètres des CUCS à l'exception de la rue Laennec à Rivery. Ce chiffre peut évoluer.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



Les 6 quartiers prioritaires sont situés à Amiens mais les territoires de veille active sont dispersés sur 4 communes : **Amiens, Longueau, Camon et Rivery.**

**La répartition par commune du parc locatif social situé dans la géographie prioritaire de la Politique de la Ville (en %)**




## *La situation de la Communauté d'agglomération Amiens Métropole au regard des obligations de la Loi relative à l'Egalité et la Citoyenneté*

- **La Loi relative à l'Egalité** & la Citoyenneté fixe deux objectifs (cf. tableau ci-dessous) en matière **d'attributions afin de favoriser « *L"accès à l'ensemble des secteurs d'un territoire de toutes* catégories de publics éligibles au parc social ». (Article L. 441 du Code de la Construction et de l'Habitation)**

| | ***Objectif 1 :*** ***Patrimoine de logement locatif social situé en dehors des QPV au titre de la Politique de la Ville*** | ***Objectif 2 :*** ***Patrimoine de logement locatif social situé dans les QPV au titre de la Politique de la Ville*** |
|---|---|---|
| ***Public à accueillir*** | ⇨ *Ménages les plus pauvres ou*<br>⇨ *Ménages relogés dans le cadre du Programme de Renouvellement Urbain* | ⇨ *Ménages autres que ceux à bas revenus* |
| ***Objectif*** | ⇨ *25% des attributions (adaptations locales possibles)* | ⇨ *50% des attributions (adaptations locales possibles si pas d'orientations, taux qui s'applique par défaut. Il est défini par la CIL* |

CIA

Engagement annuel quantifié et territorialisé par bailleur social ayant des logements sur le territoire concerné.

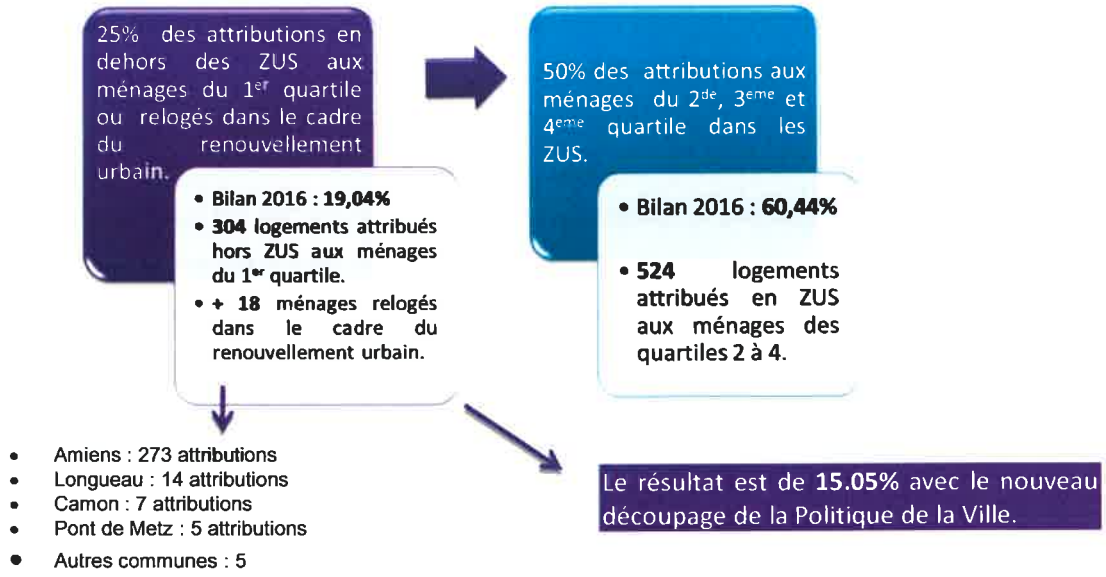
DALO et personnes prioritaires au sens du CCH

Pour chaque bailleur social, un engagement portant sur les actions à mettre en œuvre dans son domaine de compétence.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



- La notion de ménages les plus pauvres (correspondant au 1er quartile) est définie comme suit :
  - Il correspond au quart des demandeurs ayant des ressources les moins élevées.
  - Le montant est constaté chaque année par arrêté préfectoral. En 2017, il est de **7 584 €** par unité de consommation.
- En 2016[10], les ménages les plus pauvres représentent 24% des demandes satisfaites (attributions totales).
- Au regard des obligations de la Loi Egalité et Citoyenneté, l'Etat a réalisé une simulation de la situation de l'agglomération (sur les attributions 2016) :




*Les capacités d'accueil des publics modestes hors Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville*

- L'Etat a également réalisé une seconde simulation pour évaluer les capacités d'accueil des publics modestes au sein d'un parc social conventionné situé en dehors des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville.
- Ainsi, **près d'un logement sur deux en dehors** des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville peut être qualifié de logements à *«loyer abordable»* [11] représentant un peu moins de 6 000

10 Source : DDTM de la Somme. Bilan des attributions 2016 (Version éditée le 27 03 2017). Le bilan est réalisé sur le précèdent découpage géographique de la Politique de la Ville : les Zones Urbaines Sensibles.

11 Loyer abordable = loyer couvert par l'APL (Simulation réalisée par la DREAL Hauts-de-France à partir du montant plafond du loyer inscrit dans la convention APL. Source : RPLS 2016).

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



logements dont :




- Pour mémoire, en 2016, la typologie demandée (global) est par ordre décroissant le type T2 (31.35%), T3 (30.34%), T4 (19.68%), le T1 (13.98%) et enfin le T5 (4.44%).
- En 2015, 827 attributions de logements locatifs sociaux ont été effectuées hors Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville au sein du parc de logement à « loyer abordable ».

## *5 - Les orientations d'Amiens Métropole en matière d'attributions et de mutations*

*1°Les obligations de mixité sociale et d'équilibre territorial : un double enjeu*

⇨ **1Er enjeu : attribuer des logements aux ménages les « moins précaires » dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville pour favoriser la mixité sociale**

⇨ Le bilan 2016 des attributions illustre le respect des grands équilibres du territoire avec près de 6 attributions sur 10 à des ménages autres que ceux ayant de faibles revenus (au sens du 1er quartile) dans des secteurs qui accueillent une population fragile (ancien périmètre ZUS).

⇨ **Afin de s'inscrire dans la dynamique engagée, il est donc proposé d'appliquer un taux de 50%.**

- ⇨ Objectif : 50% des propositions d'attributions dans les quartiers prioritaires de la Politique de la Ville
- ⇨ Ménages concernés : demandeurs ayant des ressources supérieures au 1er quartile. Le montant est défini annuellement par arrêté préfectoral. En 2017, il correspond à 7 584 € par unité de consommation.
- ⇨ Bilan du suivi : annuel à partir d'un bilan des attributions réalisé par l'Etat
- ⇨ Modalités de mise en œuvre : la convention intercommunale d'attribution définira des objectifs annuels par bailleurs. Une évaluation annuelle sera présentée à la CIL.

⇨ En complément de cette mesure, une nouvelle instance de concertation entre les différents acteurs doit être instaurée afin de désigner, d'un commun accord, les candidats pour l'attribution des logements disponibles. Elles regroupent différents acteurs : bailleurs sociaux, réservataires, Maire et Président de la Communauté d'agglomération Amiens Métropole.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



- Cet outil de coordination et de suivi des enjeux du territoire sera mis en place dont les modalités se voudront pragmatiques et efficientes. Ses modalités de mise en œuvre seront définies par la convention intercommunale d'attribution.

- **2de enjeu : améliorer l'accès des logements situés en dehors des quartiers prioritaires aux ménages les plus modestes ou relogés dans le cadre d'un programme de renouvellement urbain**

  - « L'accès à l'ensemble des secteurs d'un territoire à toutes catégories de publics éligibles au parc social» reste un enjeu à concrétiser puisque moins de 20% des attributions sont dédiées au relogement des ménages ayant de bas revenu en dehors des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville.
  - Afin de tendre vers davantage de mixité sociale sur le territoire, 25% des attributions seront dédiés aux ménages du 1er quartile en dehors des quartiers prioritaires de la Politique de la Ville.
  - Par ailleurs, afin de tenir compte des fragilités sociales existantes, il est proposé de favoriser les attributions :
    - en dehors des territoires de veille active du Contrat de Ville (2015-2020)
    - en dehors des communes où l'un des deux indicateurs de fragilités est supérieur à la moyenne de l'agglomération.
    - Les indicateurs de fragilités retenus résultent d'un travail partenarial conduit entre la Communauté d'agglomération Amiens Métropole et l'URH des Hauts de France. Il s'agit du :
      - Nombre de bénéficiaires de l'APL
      - Nombre de ménages aux ressources inférieures aux plafonds de ressources PLAI

| Indicateurs de fragilités | Amiens Métropole | Amiens collectif hors QPV | Amiens individuel hors QPV | Boves | Camon | Longueau | Saleux | Salouël | Rivery | Pont de Metz |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Bénéficiaires des APL | **54%** | 48% | 38% | 33% | 49% | 37% | 44% | 31% | 43% | 61% |
| Ménages sous les plafonds PLAI | **57%** | 52% | 39% | 30% | 60% | 41% | 47% | 27% | 42% | 56% |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



- Objectif : 25% des baux signés en dehors des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville
- Ménages concernés :
  - demandeurs ayant des ressources inférieures ou égales au 1er quartile. En 2017, il correspond à 7 584 € par Unité de Consommation (Montant défini annuellement par arrêté préfectoral)

    ou
  - ménages relogés dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain
- Territorialisation :
  - Hors Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville pour les deux types de ménages : ayant des ressources inférieures au 1er quartile ou les ménages relogés dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain (seul secteur concerné par l'objectif de 25%).
  - Préférentiellement hors territoire de veille active et hors les communes de Camon et Pont de Metz pour les ménages du 1er quartile.
- Bilan du suivi (1er quartile et ménages relogés dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain) : annuel à partir d'un bilan des attributions réalisé par l'Etat
- Bilan du suivi hors territoire de veille active et hors des communes de Camon et Pont de Metz : annuel à partir d'un bilan réalisé par la Communauté d'agglomération Amiens Métropole en partenariat avec l'URH des Hauts de France
- Révision du taux du 1er quartile : tous les trois ans en fonction de l'évolution de la situation locale (Article I.441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation)
- Modalités de mise en œuvre : la convention intercommunale d'attribution définira des objectifs annuels par bailleurs.

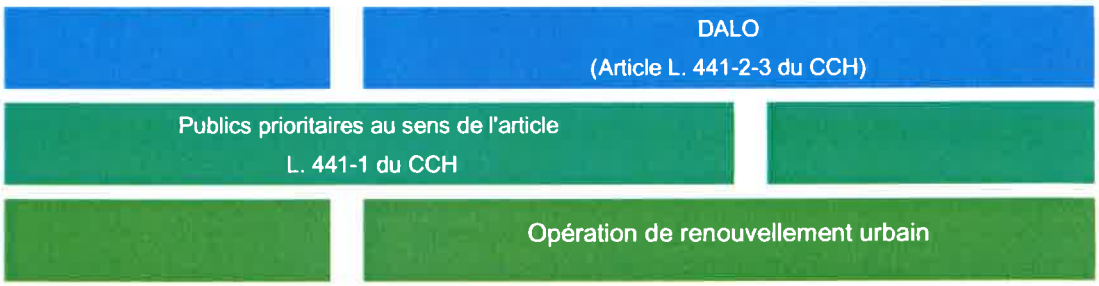
- **3eme enjeu : améliorer la connaissance de l'occupation sociale du parc locatif social pour adapter les enjeux aux besoins du territoire.**
  - La Communauté d'Agglomération s'appuiera sur ses partenaires (ADUGA et URH des Hauts-de-France) pour mettre en place un observatoire (à l'échelle des quartiers sur la Ville d'Amiens) comme outil d'aide à la décision pour ajuster, amender sa stratégie intercommunale d'attributions. Des travaux sont déjà engagés et seront poursuivis. En 2019, une présentation des premiers résultats sera portée à la connaissance de la CIL.

2. Répondre aux besoins des personnes prioritaires

- Trois types de ménages sont identifiés :

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4






1. **Les ménages reconnus prioritaires au titre du DALO (Droit Au Logement Opposable) par la Commission de médiation et les ménages reconnus prioritaires au titre de l'article L 441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation (Cf. liste en annexe 3)**

*Quelques éléments de repères :*

- *En 2016, 201 ménages ont bénéficié d'une décision favorable de la commission sur le territoire de l'agglomération.*

- **Conformément aux dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation, les collectivités** territoriales ou leur groupement (Article L. 441-1 alinéa 29 du CCH), Action Logement Services (Article L. 313-26-2 du CCH) ainsi que chaque bailleur social (Article L. 441-1 du CCH) doivent consacrer 25% de ses attributions au relogement des ménages reconnus prioritaires au titre du DALO **ou au titre de l'article L. 441-1** du Code de **la Construction et de l'Habitation.**

  - Actuellement, les personnes déclarées prioritaires au titre du DALO sont relogées sur le contingent préfectoral qui répond aux besoins. Ainsi, l'élargissement du parc des logements réservés permettrait surtout d'améliorer la réponse à d'éventuels besoins spécifiques des demandeurs en matière de logement.
  - D'autre part, le partenariat entre l'Etat et Action Logement est engagé depuis 2017 conformément aux attendus de l'Etat. Action logement reloge les salariés du secteur privé déclarés prioritaires au titre du DALO sur son contingent de logements réservés.
  - Au regard de ce constat, sur les logements réservés des collectivités territoriales et de leurs groupements, il sera proposé de flécher :
    - les publics prioritaires au titre de l'article L 441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation.
    - les ménages reconnus prioritaires au titre du DALO dont la demande n'a pu être pas été satisfaite par l'Etat et Action Logement et dès lors qu'un logement appartenant au contingent réservataire d'une collectivité est à même de répondre aux besoins spécifiques identifiés.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



- Les bilans annuels relatifs à l'utilisation du contingent préfectoral et d'Action logement seront communiqués à Amiens Métropole qui, en sa qualité de chef de file de sa politique de peuplement, animera un travail d'évaluation avec les différents partenaires afin d'ajuster, amender ses orientations.

⇒ Objectifs :

⇒ Objectif 1 : 25% des attributions sur les logements des réservataires, des collectivités territoriales ou leur groupement

⇒ Objectif 2 : 25% des attributions sur les logements non réservés ou pour lesquels l'attribution à un candidat présenté par le réservataire a échoué

⇒ Territorialisation : aucune en raison de la diversité des problématiques que ces situations recouvrent.

⇒ Modalités de mise en œuvre : la convention intercommunale d'attribution définira des objectifs annuels par bailleurs et les conditions dans lesquelles les réservataires de logements sociaux et les bailleurs sociaux procèdent à la désignation des candidats dont les demandes sont présentées aux commissions mentionnées à l'article L. 441-2 et les modalités de la coopération entre les bailleurs sociaux et les titulaires de droits de réservation.

## 2. Les objectifs de relogement des personnes relevant des opérations de renouvellement urbain

*Les objectifs de relogement sont détaillés dans le projet de charte de relogement ANRU joint en annexe.*

- Le protocole de préfiguration signé le 16 mars 2017 intègre une opération nécessitant la mise en place d'une démarche de relogement : **la démolition du Grand Mozart (Maison du CIL)**
- La convention de renouvellement urbain intégrera plusieurs opérations similaires sur les quartiers Nord et à Etouvie. En fonction des arbitrages issus de la phase de préfiguration, des opérations de requalifications lourdes nécessitant des relogements définitifs pourraient être intégrées au programme ANRU.

- Les orientations en matière de relogement s'appuient sur quatre principes généraux :

1. l'information, la concertation et l'implication des locataires dans la procédure de relogement ;

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



2. la prise en compte des besoins et souhaits des locataires à reloger, tout en favorisant un parcours résidentiel positif et l'encadrement de l'impact financier du relogement pour les ménages ;
3. l'attention à faire du relogement une opportunité de réinsertion socio-professionnelle pour les ménages les plus en difficulté ;
4. le respect des objectifs en matière d'équilibre de peuplement entre les territoires et contribuer à la mixité sociale des quartiers.

Les objectifs de relogement :

⇒ 40% de relogements hors QPV dont 60% des relogements hors QPV dans le parc neuf ou conventionné depuis moins de 5 ans,

⇒ maîtrise du reste à charge et du reste à vivre dans les conditions précisées dans le projet de charte de relogement.

L'appréciation du respect de ces objectifs sera faite par bailleur et prendra en compte :

- la proportion de son parc social situé dans les quartiers prioritaires,
- le calendrier de livraison des opérations de reconstitution ou d'offre nouvelle permettant le relogement dans le neuf.

Les critères hiérarchisés pour l'attribution d'un logement :

- Compte tenu des objectifs fixés par l'ANRU, l'attribution d'un logement devra se faire dans le respect des critères hiérarchisés de la manière suivante :
  - ⇒ Critère n°1 : le besoin du ménage
  - ⇒ Critère n°2 : le souhait du ménage et la qualité du parcours résidentiel
  - ⇒ Critère n°3 : l'appréciation de la soutenabilité financière du relogement

## 6 La durée du document cadre

Le document cadre en matière d'orientations n'a pas de durée prédéfinie par la loi, mais des modifications pourront intervenir autant que de besoin afin de prendre en compte :

- Les modifications réglementaires (révision des taux,…)
- Les résultats des études conduites pour améliorer la connaissance des occupants du parc locatif social
- Les bilans annuels réalisés par l'Etat sur le respect des objectifs de mixité sociale :
  - 25% des ménages du 1er quartile à reloger en dehors des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



- 50% des ménages du 2de, 3eme et 4eme quartile à reloger dans les Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville

- **Les évaluations annuelles de la Convention Intercommunale d'Attribution**
- **Les orientations définies dans le second Programme Local de l'Habitat et les bilans annuels et l'évaluation triennale du PLH.**

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



## Annexe 1
## Extrait du Contrat de Ville Amiens Métropole 2015-2020 (page 78)

***« La nouvelle géographie prioritaire »***

*La loi du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine définit dans son article 5 les principes de détermination des « quartiers prioritaires » de la politique de la ville », qui vont se substituent au 1er janvier 2015 aux Zones Urbaines Sensibles et aux Quartiers en Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS).*

*Cette nouvelle géographie* ***d'intervention de la politique de la ville a donc redessiné une géographie*** *qui se veut plus simplifiée, actualisée et resserrée sur la base de critères objectifs et dans une lo-* ***gique de ciblage de l'action publique sur les territoires qui en ont le plus be****soin. La méthode retenue a été fondée sur des données objectives. Elle repose sur un critère unique de revenu, inscrit* ***dans la loi. Son implication a donc entraîné le maintien, la sortie ou l'entrée de territoires dans la*** *géographie prioritaire de la politique de la ville.*

- *Les* ***quartiers prioritaires*** *éligibles aux financements publics systématiques de la politique* ***de la ville (exonérations fiscales, aides à l'emploi) sont définis par voie réglementaire.*** *Les quartiers prioritaires sont définis sur le fondement du critère unique de concentration de grande pauvreté urbaine et crédits spécifiques ville de l'État et des collectivités territoriales et bénéficient de crédits de droit commun. Ces périmètres sont précis, au pas de porte près.*
- *Les* ***quartiers vécus*** *permettent de prendre en compte, autour des quartiers prioritaires, des espaces, des structures, des lieux, que le contrat de ville rendra éligible aux financements de la Politique de la ville. Les quartiers vécus ont été dessinés localement de sorte à prendre* ***en compte de manière effective l'ensemble des éléments contribuant à la vie des habi****tants des quartiers : logements, commerces, éducation, loisirs, sport, culture, accueil du* ***jeune enfant, transports, santé, sécurité,… Alors que les avantages « automatiques »*** *de la géographie prioritaire définis par voie législative ou réglementaire (exonérations et dérogations diverses) sont limités aux seuls quartiers prioritaires réglementaires, les politiques de droit commun et les crédits spécifiques déployés dans le cadre de la politique de la ville pourront bénéficier aux infrastructures, équipements et associations relevant du quartier « vécu ». Leurs périmètres n'ont pas besoin d'être rigides, l'objectif étant de soutenir des actions ou activités au service des habitants des quartiers prioritaires*
- *Les* ***territoires de veille active*** *sont identifiés comme fragiles ou bien anciennement inclus dans les CUCS mais non retenus comme quartiers prioritaires car ne répondant pas aux cri-*

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



*tères de concentration de grande pauvreté. Ces territoires sont placés en veille active au titre du contrat de ville, afin de ne pas perdre de vue des situations qui pourraient se dégrader si une attention n'est pas maintenue à travers l'appui des crédits de droit commun des partenaires. Les territoires de veille active pourront bénéficier de moyens de droit commun, éventuellement renforcés ou ciblés, en lien avec les objectifs fixés en partie 2 du contrat de ville.*

*Cette nouvelle géographie prioritaire vise à mieux cibler les quartiers les plus en difficultés pour concentrer l'action publique. Il s'agit de prendre en compte un seul et unique indicateur : le revenu par habitant qui témoigne de la concentration urbaine de pauvreté. Concernant Amiens, la définition de la nouvelle géographie prioritaire a été conduite entre le Préfet et le Président d'Amiens Métropole, à partir des propositions élaborées dans le cadre d'un groupe de travail associant les services de la Ville, du Conseil général, de la DDTM, de la DDCS, les délégués du préfet, les bailleurs sociaux, la CAF, et les institutions membres du comité de pilotage opérationnel qui l'ont souhaité. Le partage des observations et suggestions de chacun a permis de préciser des contours prenant en compte les enjeux locaux retenus conjointement. Néanmoins, cette seconde partie veut démontrer comment la géographie prioritaire de la politique de la ville répond à une visée d'intégration des quartiers dans l'ensemble de la dynamique de développement de l'agglomération et jouer en cela un rôle majeur en matière de cohésion urbaine.*

*Cette méthode fait ressortir 6 territoires prioritaires : Amiens Nord, Etouvie, Marcel Paul, Phileas Lebesgue, Pierre Rollin et le quartier Saint Leu. Plusieurs territoires vont par conséquent « sortir » de la nouvelle géographie prioritaire et deviennent des territoires de veille active, à savoir : Elbeuf-Lescouvé, Renancourt, Saint-Maurice, Faubourg de Hem, Ilot de la Délivrance, Camon, Rivery et Longueau.*

*Les territoires les plus en difficultés doivent être identifiés comme étant ceux sur lesquels les moyens d'interventions publiques doivent être renforcés et coordonnés avec nos politiques de droit commun. »*

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



## Annexe 2
## Personnes prioritaires de l'article L 441-1 du Code de la Construction et de l'Habitation

- 1° Personnes bénéficiant d'une décision favorable mentionnée à l'article L. 441-2-3 (DALO) puis
- Personnes en situation de handicap, au sens de l'article L. 114 du code de l'action sociale et des familles, ou familles ayant à leur charge une personne en situation de handicap ;
- Personnes sortant d'un appartement de coordination thérapeutique mentionné au 9° de l'article L. 312-1 du même code ;
- Personnes mal logées ou défavorisées et personnes rencontrant des difficultés particulières de logement pour des raisons d'ordre financier ou tenant à leurs conditions d'existence ou confrontées à un cumul de difficultés financières et de difficultés d'insertion sociale ;
- Personnes hébergées ou logées temporairement dans un établissement ou un logement de transition ;
- Personnes reprenant une activité après une période de chômage de longue durée ;
- Personnes exposées à des situations d'habitat indigne ;
- Personnes mariées, vivant maritalement ou liées par un pacte civil de solidarité justifiant de violences au sein du couple ou entre les partenaires, sans que la circonstance que le conjoint ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité bénéficie d'un contrat de location au titre du logement occupé par le couple puisse y faire obstacle, et personnes menacées de mariage forcé. Ces situations sont attestées par une décision du juge prise en application de l'article 257 du code civil ou par une ordonnance de protection délivrée par le juge aux affaires familiales en application du titre XIV du livre Ier du même code ;
- Personnes engagées dans le parcours de sortie de la prostitution et d'insertion sociale et professionnelle prévu à l'article L. 121-9 du code de l'action sociale et des familles ;
- Personnes victimes de l'une des infractions de traite des êtres humains ou de proxénétisme prévues aux articles 225-4-1 à 225-4-6 et 225-5 à 225-10 du code pénal ;
- Personnes ayant à leur charge un enfant mineur et logées dans des locaux manifestement sur occupés ou ne présentant pas le caractère d'un logement décent ;
- Personnes dépourvues de logement, y compris celles qui sont hébergées par des tiers ;
- Personnes menacées d'expulsion sans relogement.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



## Annexe 3
## La Convention Intercommunale d'Attribution

***Article L. 441-1 du Code de la Construction et de l'habitation :***

- *La convention intercommunale d'attribution (..) fixe, en tenant compte de l'occupation sociale de leur patrimoine respectif et afin de favoriser la mixité sociale dans l'ensemble du parc concerné, la répartition entre les bailleurs sociaux des attributions à réaliser sous réserve que le taux applicable au territoire concerné soit globalement respecté. L'atteinte de ces objectifs fait l'objet d'une évaluation annuelle présentée à la conférence intercommunale du logement ou, pour la commune de Paris, la conférence du logement, mentionnée à l'article L. 441-1-5.*

***Article L. 411-1-6 du Code de la Construction et de l'Habitation :***

***La convention intercommunale d'attribution (...) définit, le cas échéant en cohérence avec les*** *objectifs du contrat de ville à laquelle elle est alors annexée et en tenant compte, par secteur géographique, des capacités d'accueil et des conditions d'occupation des immeubles :*

- *1° Pour chaque bailleur social ayant des logements sur le territoire concerné, un engagement annuel quantifié et territorialisé d'attribution de logements à réaliser en application des vingtième à vingt-deuxième alinéas de l'article L. 441-1 ;*
- *2° Pour chaque bailleur social, un engagement annuel quantifié et territorialisé d'attribution de logements aux personnes bénéficiant d'une décision favorable mentionnée à l'article L. 441-2-3 et à des personnes répondant aux critères de priorité mentionnés à l'article L. 441-1, ainsi que* ***les modalités de relogement et d'accompagnement social nécessaires à la mise en œuvre de*** *cet engagement ;*

- *3° Pour chaque* ***bailleur social, un engagement portant sur les actions à mettre en œuvre dans*** *son domaine de compétences pour atteindre les objectifs d'équilibre territorial mentionnés au 1° de l'article L. 441-1-5 ;*
- *4° Pour chacun des autres signataires de la convention, des engagements relatifs à sa* ***contribution à la mise en œuvre des actions permettant de respecter les engagements définis*** *aux 1° à 3° du présent article et, le cas échéant, les moyens d'accompagnement adaptés ;*
- *5° Les modalités de relogement et d'accompagnement social des personnes relogées dans le cadre des opérations de renouvellement urbain ;*

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



- *6° Les conditions dans lesquelles les réservataires de logements sociaux et les bailleurs sociaux procèdent à la désignation des candidats dont les demandes sont présentées aux commissions mentionnées à l'article L. 441-2 et les modalités de la coopération entre les bailleurs sociaux et les titulaires de droits de réservation.*

Le respect des engagements pris au titre des 1° à 4° du présent article fait l'objet d'une évaluation annuelle présentée à la conférence mentionnée à l'article L. 441-1-5.

La convention est soumise pour avis au comité responsable du plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées et à la conférence intercommunale du logement (...). Si ces avis n'ont pas été rendus dans un délai de deux mois à compter de la transmission de la convention, ils sont réputés favorables.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



## Annexe 4
## Article I 431-2-3 du Code de la Construction et de l'Habitation

II. La commission de médiation peut être saisie par toute personne qui, satisfaisant aux conditions réglementaires d'accès à un logement locatif social, n'a reçu aucune proposition adaptée en réponse à sa demande de logement dans le délai fixé en application de l'article L. 441-1-4.

Elle peut être saisie sans condition de délai lorsque le demandeur, de bonne foi, est dépourvu de logement, menacé d'expulsion sans relogement, hébergé ou logé temporairement dans un établissement ou un logement de transition, un logement-foyer ou une résidence hôtelière à vocation sociale, logé dans des locaux impropres à l'habitation ou présentant un caractère insalubre ou dangereux. Elle peut également être saisie, sans condition de délai, lorsque le demandeur est logé dans des locaux manifestement sur occupés ou ne présentant pas le caractère d'un logement décent, s'il a au moins un enfant mineur, s'il présente un handicap au sens de l'article L. 114 du code de l'action sociale et des familles ou s'il a au moins une personne à charge présentant un tel handicap.

Le demandeur peut être assisté par les services sociaux, par un organisme bénéficiant de l'agrément relatif à l'ingénierie sociale, financière et technique prévu à l'article L. 365-3, ou par une association agréée de défense des personnes en situation d'exclusion.

La commission reçoit notamment du ou des bailleurs chargés de la demande ou ayant eu à connaître de la situation locative antérieure du demandeur tous les éléments d'information sur la qualité du demandeur et les motifs invoqués pour expliquer l'absence de proposition. Elle reçoit également des services sociaux qui sont en contact avec le demandeur et des instances du plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées ayant eu à connaître de sa situation toutes informations utiles sur ses besoins et ses capacités et sur les obstacles à son accès à un logement décent et indépendant ou à son maintien dans un tel logement.

Dans un délai fixé par décret, la commission de médiation désigne les demandeurs qu'elle reconnaît prioritaires et auxquels un logement doit être attribué en urgence. Elle détermine pour chaque demandeur, en tenant compte de ses besoins et de ses capacités, les caractéristiques de ce logement, ainsi que, le cas échéant, les mesures de diagnostic ou d'accompagnement social nécessaires. Elle peut préconiser que soit proposé au demandeur un logement appartenant aux organismes définis à l'article L. 411-2 loué à une personne morale aux fins d'être sous-loué à titre transitoire dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article L. 442-8-3. Elle notifie par écrit au demandeur sa décision qui doit être motivée. Elle peut faire toute proposition d'orientation des demandes qu'elle ne juge pas prioritaires.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



La commission de médiation transmet au représentant de l'Etat dans le département ou, en Ile-de-France, au représentant de l'Etat dans la région la liste des demandeurs auxquels doit être attribué en urgence un logement. Les personnes figurant sur cette liste auxquelles un logement est attribué sont comptabilisées au titre de l'exécution des engagements souscrits par les bailleurs et par les titulaires de droits de réservation dans le cadre des accords collectifs définis aux articles L. 441-1-1 et L. 441-1-2, ainsi que des conventions intercommunales d'attribution ou, pour la commune de Paris, de la convention d'attribution, définies à l'article L. 441-1-6. (1)

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



## Annexe 5

## Localisation des périmètres de veille active inscrits dans le Contrat de Ville

## (Représentation schématique, périmètre non réglementaire)

### Longueau (Rue François Mitterrand)



### Longueau (Rue Michel THOREZ et Gérard PHILIPPE)



DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



## Camon (Secteur Place des Libertés – Rue de la Tourelle-...)



## Rivery (Rue Laennec)



DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



## Amiens (Quartier de la Délivrance)



## Amiens (Quartier Saint-Maurice)



DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



## Amiens (Quartier d'Elbeuf)



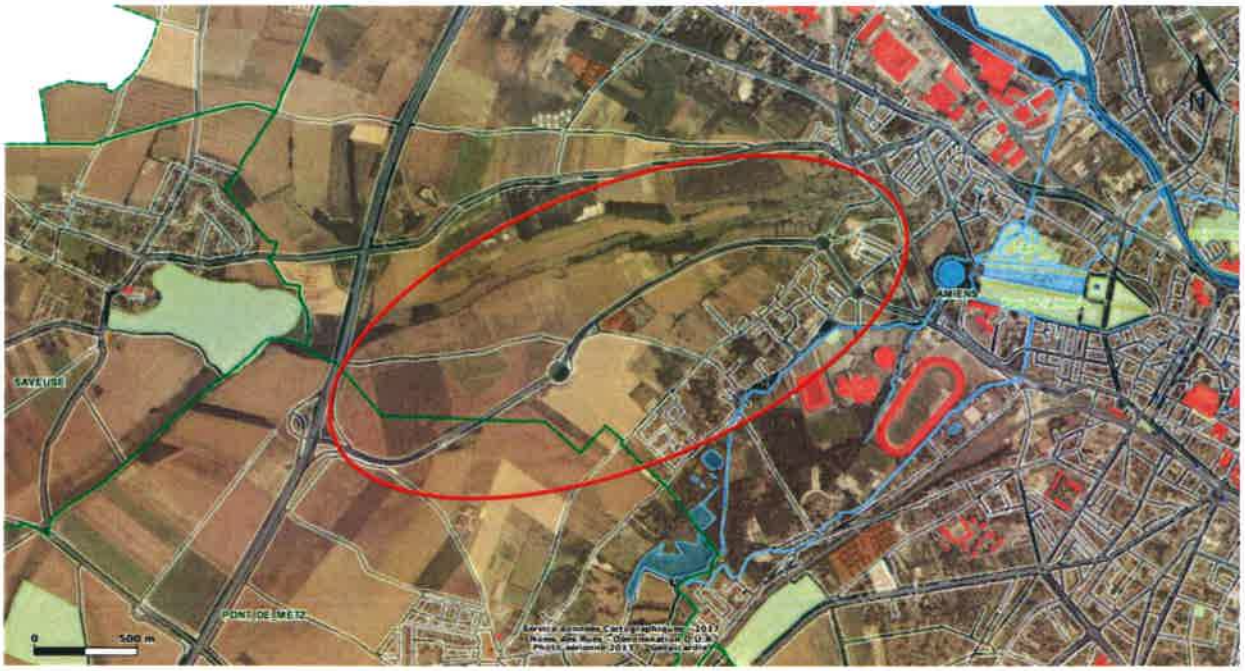
## Amiens (Quartier Faubourg de Hem)



DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



## Amiens (Renancourt)



DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



# Annexe 6

# Projet de Charte de relogement ANRU d'Amiens Métropole

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version du 24/01/18

# Charte de relogement du projet ANRU d'Amiens Métropole

Signataires - Logos :

- ANRU
- Amiens Métropole
- Ville d'Amiens
- OPAC
- SIP
- La Maison du CIL
- DDTM / Etat
- Action Logement Services

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version du 24/01/18

Préambule

Titre 1 : Les grands principes du relogement

Titre 2 : Les partenaires du relogement

Titre 3 : Les objectifs locaux poursuivis pour le relogement

Titre 4 : Le déroulement des relogements

Titre 5 : Le suivi et l'évaluation des relogements

Titre 6 : Les dispositions diverses

Annexes

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



# Préambule

La stratégie de transformation des quartiers concernés par le programme de renouvellement urbain d'Amiens Métropole prévoit notamment des opérations de démolition, de requalification sur le parc social. Ces interventions impliquent la mise en place d'un processus de relogement pour les locataires du parc social concernés. Tous les ménages concernés bénéficieront d'un accompagnement lors de la procédure de relogement.

Le programme de renouvellement urbain concerne le territoire de la communauté d'agglomération Amiens Métropole. Les communes de l'EPCI disposant d'un parc social, les bailleurs et l'ensemble des réservataires présents sur ce territoire sont susceptibles d'être concernés par le relogement des ménages issus du projet ANRU.

Les demandes de relogement hors du territoire d'Amiens Métropole pourront néanmoins être appuyées par Amiens Métropole auprès de la mairie concernée et par le bailleur auprès de ses homologues dans l'objectif de faciliter le relogement des ménages.

Le protocole de préfiguration signé le 16 mars 2017 intègre une opération nécessitant la mise en place d'une démarche de relogement :

- démolition du Grand Mozart (Maison du CIL)

La convention de renouvellement urbain intégrera plusieurs opérations similaires sur les quartiers Nord et à Etouvie. En fonction des arbitrages issus de la phase de préfiguration, des opérations de requalifications lourdes nécessitant des relogements définitifs pourraient être intégrées au programme ANRU.

Conformément au règlement général de l'ANRU relatif au NPNRU approuvé par arrêté ministériel le 7 août 2015, et comme prévu dans les missions de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) en matière d'attributions de logements sociaux, Amiens Métropole et les bailleurs sociaux du territoire, en lien avec les services de l'État, les réservataires de logements sociaux et les associations de locataires, s'engagent à mettre en œuvre un processus de relogement de qualité, permettant de répondre aux besoins et aux souhaits des ménages.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



# Titre 1 : Les grands principes du relogement

Conformément à la nouvelle politique de la ville initiée en 2014, le contrat de ville d'Amiens Métropole signé le 20 février 2015 constitue le document-cadre des politiques urbaines et sociales mises en place sur les quartiers prioritaires.

Le processus de relogement ANRU s'inscrit dans les orientations de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL), des dispositions du protocole de préfiguration et de la future convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

La charte de relogement signée par les partenaires du projet de renouvellement urbain pose comme principes généraux :

- **l'information, la concertation et l'implication des locataires dans la procédure de relogement ;**
- **la prise en compte des besoins et souhaits des locataires à reloger, tout en favorisant un parcours résidentiel positif et l'encadrement de l'impact financier du relogement pour les ménages ;**
- **l'attention à faire du relogement une opportunité de réinsertion socio-professionnelle pour les ménages les plus en difficulté ;**
- **le respect des objectifs en matière d'équilibre de peuplement entre les territoires et contribuer à la mixité sociale des quartiers.**

Compte tenu des objectifs fixés par l'ANRU, l'attribution d'un logement devra se faire dans le respect des critères hiérarchisés de la manière suivante :

Critère n°1 : le besoin du ménage

Critère n°2 : le souhait du ménage et la qualité du parcours résidentiel

Critère n°3 : l'appréciation de la soutenabilité financière du relogement

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



# Titre 2 : Les partenaires du relogement

Les objectifs de qualité de relogement et d'équilibre de peuplement doivent être poursuivis par les partenaires. Ils s'inscrivent dans les orientations plus larges des politiques locales de l'habitat, en particulier le repositionnement de l'offre nouvelle et les équilibres des quartiers d'accueil et les orientations en matière de peuplement et d'attribution à l'échelle de l'agglomération.

Les bailleurs sociaux sont les opérateurs en charge du processus de relogement. Toutefois, la stratégie de relogement à l'échelle intercommunale est pilotée par le porteur de projet, qui assure également la mobilisation des partenaires du territoire d'Amiens Métropole. Ce pilotage est indispensable pour la conduite et l'atteinte des objectifs de relogement.

**La Direction départementale des territoires et de la mer**

Représentant l'Etat, l'ANRU et garant du droit au logement, la DDTM veille à l'élaboration d'une stratégie de relogement à l'échelle intercommunale dans le respect des orientations proposées par l'ANRU pour le NPNRU et à sa mise en œuvre dans le respect des engagements définis dans la présente charte. Elle assure le suivi du relogement et des engagements des parties, en lien avec la DDCS et le porteur de projet.

**La Direction départementale de la cohésion sociale**

Représentant l'Etat et garant du droit au logement, la DDCS porte un regard global sur les attributions de logements sociaux, notamment sur les publics prioritaires (DALO, PDALHPD, ANRU, etc.) Elle joue un rôle de prévention des expulsions pour l'ensemble du département, en dernier ressort elle pilote ces procédures pour l'arrondissement d'Amiens.

**Le Conseil Départemental**

Au titre de ses compétences en matière de logement et de l'investissement de ses équipes sociales de proximité dans l'accompagnement des publics fragiles et en grande difficulté, les services du département pourront être mobilisés dans le cadre de leurs missions de droit commun.

**La Caisse d'allocations familiales**

La Caisse d'allocations familiales intervient dans le cadre des relogements en facilitant l'accès aux droits et apporte son expertise concernant les aides au logement et les calculs des prestations familiales.

**Les bailleurs sociaux**

Le relogement repose sur les organismes de logement social, propriétaires et gestionnaires des logements démolis ou requalifiés, qui pourraient générer du relogement. En tant que tel, ils sont responsables juridiquement du relogement et en assurent la mise en œuvre opérationnelle. Afin d'assurer son déroulement, chaque organisme identifie un référent « relogement ANRU ».

Chaque bailleur engagé dans des opérations de démolitions et/ou requalification lourde financées par l'ANRU générant du relogement est tenu d'assurer le traitement des procédures de relogement

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



de ses locataires en y consacrant les ressources permettant de traiter l'activité supplémentaire générée par le projet de renouvellement urbain.

Il est rappelé que l'attribution d'un nouveau logement est prioritairement à la charge du bailleur, maître d'ouvrage de l'opération générant du relogement. Si ce dernier ne peut proposer un relogement compatible avec les critères d'attribution énoncés au titre 3, point 2 « L'attribution des logements » de la présente charte, le bailleur devra motiver cette absence de relogement de son parc. Le comité relogement sera alors chargé de déterminer si une solution de relogement plus satisfaisante peut être proposée par un autre bailleur.

**Amiens Métropole**

Amiens Métropole, porteur de projet, dispose d'une équipe MOUS chargée pendant la phase de préfiguration de réaliser les enquêtes sociales préalables à la phase de relogement opérationnel. Cette enquête préalable a également vocation à contribuer à la définition du programme de reconstitution de l'offre démolie.

L'équipe MOUS a vocation à apporter tout au long du projet un appui aux bailleurs qui le sollicitent dans le cadre d'opérations de démolitions et de restructuration lourde par :

- l'accompagnement renforcé de ménages en situation de fragilité,
- le cas échéant, l'aide à l'appropriation d'un nouveau logement, d'un nouveau quartier,
- sa participation au comité relogement et la mobilisation de son avis sur la situation des ménages qu'elle connaît.

Elle n'a pas vocation à intervenir pour les ménages dont le relogement ne génère pas de difficultés spécifiques.

**Action Logement**

La volonté d'Action Logement Services est d'accompagner ses partenaires sur les programmes de relogement préalables aux opérations de démolitions menées.

A ce titre, Action Logement Services sera partenaire du dispositif en mobilisant l'offre locative dont il dispose dans le Département de la Somme, afin de faciliter le relogement des salariés des entreprises du secteur assujetti concernés par les projets de démolition du PRU d'Amiens Métropole.

Une part importante des logements financés par Action Logement Services ayant pu être réservée en droit de suite pour le compte d'entreprises adhérentes, l'engagement contractuel pris avec ces entreprises reste toujours d'actualité et ne pourra être occulté.

Une mobilisation au titre du relogement d'un public non éligible au contingent d'Action Logement Services pourra également être envisagée au cas par cas, en contrepartie d'une compensation sur le territoire de la même commune, sur un logement équivalent à celui remis à disposition pour un tour, ou toute autre contrepartie définie d'un commun accord. La mobilisation des réservations Action Logement inclut les logements neufs qui seront cependant réservés en priorité aux salariés des entreprises du secteur assujetti.

Action Logement Services peut également proposer aux salariés qui rencontrent des difficultés conjoncturelles, son service d'accompagnement social. Son objet est de favoriser l'accès ou le

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



maintien dans le logement grâce à une prise en charge personnalisée. Les salariés qui seraient en difficulté dans le cadre d'un relogement pourront bénéficier de ce service. Ce réseau dénommé CIL PASS assistance est déployé au niveau national. Il s'adresse aux ménages dont les difficultés font souvent suite à un accident de la vie qui déstabilise leur budget et fragilise leur situation locative.

Action Logement Services pourra également mobiliser, en tant que de besoin, des moyens et des aides au titre de la solvabilisation et de la sécurisation (aides Loca-pass, Visale) des salariés relogés.

Mobilisation du parc de réservation d'Action Logement Services

Action Logement Services identifiera la demande de salariés éligibles (entreprises privées de plus de 10 salariés et plus) et procédera (en lien avec la MOUS) à des propositions de relogement adaptées dans un volume cohérent avec la part d'attribution d'Action Logement Services sur le territoire en lien avec ses différents enjeux et obligations (Dalo, publics prioritaires, lien emploi/logement).

# Titre 3 – Les objectifs locaux poursuivis pour le relogement

## 1. Les objectifs de relogement

Les objectifs suivants sont fixés :

- 40% de relogements hors QPV,
- dont 60% des relogements hors QPV dans le parc neuf ou conventionné depuis moins de 5 ans,
- maîtrise du reste à charge et du reste à vivre dans les conditions précisées ci-dessous.

Pour les bailleurs dont le patrimoine est localisé à plus de 60% dans les QPV. L'objectif de relogement hors QPV est fixé à concurrence de la proportion de leur patrimoine situé hors QPV.

Pour rappel, le premier programme de rénovation urbaine d'Amiens Métropole a généré le relogement de 622 ménages :

- relogement hors ZUS : 52%
- relogement dans le neuf : 28%

L'appréciation du respect de ces objectifs sera faite par bailleur et prendra en compte :

- la proportion de son parc social situé dans les quartiers prioritaires,
- le calendrier de livraison des opérations de reconstitution ou d'offre nouvelle permettant le relogement dans le neuf.

Le dispositif d'aide forfaitaire pour le relogement d'un ménage avec minoration de loyer dans le neuf ou conventionné depuis moins de 5 ans (article 2.1.3.2 du RGA du NPNRU) peut être mobilisé par les bailleurs relogeurs dans l'objectif de rendre éligible un plus grand nombre de ménages aux loyers du parc social neuf ou de moins de 5 ans. L'objectif fixé pour le relogement dans le neuf doit permettre à la convention de renouvellement urbain d'Amiens Métropole de mobiliser un niveau d'aide forfaitaire suffisant pour accompagner le relogement définitif de ménages dans les conditions prévues à l'article 2.1.3.2 du RGA, c'est-à-dire à un niveau de loyer inférieur au plafond de loyer pour l'attribution de l'APL au ménage concerné, dans des logements neufs hors QPV dans le cadre du projet.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



## 2. Les critères hiérarchisés pour l'attribution d'un logement

Compte tenu des objectifs fixés par l'ANRU, l'attribution d'un logement devra se faire dans le respect des critères hiérarchisés de la manière suivante :

Critère n°1 : le besoin du ménage

Le logement proposé devra répondre de manière impérative aux besoins du ménage quelle que soit sa situation initiale.

Critère n°2 : le souhait du ménage et la qualité du parcours résidentiel

Le respect du souhait des ménages exprimé lors de l'entretien préalable et modifiable (en cas d'évènement majeur justifiant ce changement) est un objectif du projet de renouvellement urbain.

Le comité relogement aura pour objet de s'assurer du respect du souhait du ménage dans la mesure du caractère raisonnable du souhait exprimé et de sa compatibilité avec la composition du parc social métropolitain.

La qualité du parcours résidentiel pourra s'apprécier sur la prise en considération des critères suivants :

- lien social à préserver,
- éloignement domicile/travail,
- scolarisation des enfants,
- offres de transports en commun et de services courants,
- modalités d'accès aux programmes neufs (possibilité de relogement temporaire avec engagement d'attribution d'un logement neuf à construire),
- mise en cohérence de la composition familiale avec la typologie des logements,
- adaptation du logement à une situation de handicap ou de vieillissement,
- parcours vers le logement intermédiaire ou l'accession sociale.

Critère n°3 : l'appréciation de la soutenabilité financière du relogement

Conformément aux orientations de l'ANRU, l'encadrement de l'impact financier du relogement sera systématiquement recherché, à travers un effort de maîtrise du reste à charge tenant compte de l'évolution de la typologie du logement, de sa surface et de son niveau de service et du reste à vivre par jour par personne.

Par principe, l'appréciation de la soutenabilité financière s'appuiera sur les deux critères suivants :

- **Un reste à charge :**
  **- qui augmente au plus de 10% pour les ménages « PLUS »**
  **- qui reste stable pour les ménages « PLAI »**

Le reste à charge représente le coût effectif d'un logement pour un ménage. Le calcul tel que défini par le règlement général de l'ANRU est le suivant :

**Loyer + charges - APL**

Un effort de maîtrise du reste à charge des ménages est ainsi exigé par l'Agence (tenant compte de l'évolution de la typologie du logement, de sa surface et de son niveau de service).

Néanmoins, la difficulté liée à l'approche des charges, impose d'utiliser un barème lorsque les charges ne sont pas quittancées. Pour optimiser la maîtrise de l'impact financier du relogement pour

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



les ménages, les partenaires conviennent d'intégrer dans le calcul du reste à charge d'autres charges liées au logement que les seules charges quittancées au ménage.

Ainsi, le calcul retenu pour évaluer la part à charge pour les ménages, afin de permettre une comparaison avant/après relogement, ainsi qu'une comparaison entre différents types de logements est basé sur l'emploi du barème utilisé par le Département du Nord dans le cadre du FSL. L'actualisation de ce barème est à prendre en compte durant toute la période des relogements (ce barème est actualisé tous les deux ans selon les indices des prix à la consommation INSEE du mois de janvier de l'année de n-1).

Ainsi, le calcul du reste à charge retenu est le suivant :

| |
|---|
| Loyer + charges générales quittancées<br><br>+ charges quittancées de chauffage (si le chauffage est collectif)<br><br>ET forfait de charges d'eau, de réchauffement de l'eau et de chauffage (si chauffage individuel) selon le barème « FSL » |

- **Un reste à vivre de 6,5 € par jour par unité de consommation**

Il s'agit de la somme demeurant disponible par jour pour chaque membre d'un ménage, une fois réglées les dépenses incompressibles. Le calcul du reste à vivre se base uniquement sur les dépenses incompressibles.

Le calcul du reste à vivre est le suivant :

| |
|---|
| = **(Ressources mensuelles – (reste à charge + dépenses courantes obligatoires incompressibles))**<br>**(Nombre d'unité de consommation x 30)**<br><br>Sont à prendre en compte dans les dépenses courantes obligatoires incompressibles :<br><br>- l'électricité*<br>- le gaz*<br>- l'assurance habitation*<br>- le téléphone*<br>- les impôts (sur la base d'un avis d'imposition fourni par le ménage)<br>- la pension alimentaire (sur la base du jugement fixant le montant de la pension, fourni par le ménage) |

* sur la base du barème annexé à la charte

Le barème est susceptible d'évoluer au cours du projet pour correspondre à l'évolution des prix. Le barème sera mis à jour tous les 2 ans conformément à l'indice des prix à la consommation INSEE du mois de janvier de l'année de n-1.

Le seuil de 6,50 € par jour et par unité de consommation constitue un seuil d'alerte.

Une attention particulière doit être portée à la capacité financière du ménage. Le relogement devra limiter l'impact financier et doit permettre de réinscrire les ménages en difficultés sociales dans une dynamique d'insertion.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



Dans cet objectif, les principes suivants sont fixés :

- Lorsqu'un ménage est (avant relogement) au-dessus de ce seuil, il ne doit pas descendre en-dessous après relogement,

- Lorsqu'un ménage est (avant relogement) au-dessous de ce seuil, sa situation ne doit pas être dégradée par le relogement.

La prise en compte de ces critères sera complétée par une prise en considération du bailleur de critères relevant du suivi social des ménages tel que :

- la situation du ménage face à l'emploi,
- l'insertion sociale du ménage,
- l'appropriation et l'entretien du logement
- les problématiques de santé du ménage.

Ces éléments seront appréciés par le bailleur lors de l'entretien préalable à l'engagement de la procédure de relogement. En cas de situation particulièrement préoccupante, le bailleur sollicitera la MOUS qui proposera un accompagnement renforcé (cf. Titre 4) ou dirigera le ménage vers les services de droit commun compétents en fonction de la problématique rencontrée.

# Titre 4 – Le déroulement des relogements

La démolition des logements va constituer pour les familles concernées une rupture qu'il convient d'accompagner par un dispositif spécifique. La procédure de relogement se déroulera en plusieurs phases :

### 1. L'entretien préalable à l'engagement de la procédure de relogement

Une fois la réhabilitation nécessitant relogement ou la démolition validée, un entretien sera organisé par le bailleur avec chacun des locataires concernés afin de connaître la situation du ménage, qualifier son besoin et souhait de relogement.

Une réunion d'information destinée aux habitants de l'immeuble sera organisée.

Au terme de cette phase, chaque ménage inscrit dans le processus de relogement ANRU sera inscrit par son bailleur dans le Système National d'Enregistrement.

### 2. L'attribution des logements

A partir du diagnostic social, des échanges seront organisés avec le ménage pour lui faire des propositions de logements adaptés à sa situation et à ses attentes.

L'attribution d'un logement se fera systématiquement dans le cadre des commissions d'attribution logement (CAL). Ces dernières restent souveraines pour valider les propositions d'attribution de logement.

Trois propositions, au plus, compatibles avec les critères énoncés ci-dessus seront faites par les bailleurs.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



A l'issue de l'expiration du délai de 6 mois à compter de la notification de la 3ème offre de relogement, le locataire est déchu de tout titre d'occupation des locaux loués (Art 61 de la Loi°2009-323 du 25 mars 2009 dite Loi MOLLE). A ce titre, il est susceptible, en cas de non libération des lieux, d'être soumis à une procédure d'expulsion.

### 3. Le choix du nouveau logement

A partir de l'enquête sociale préalable, un nouveau contact est organisé avec le ménage pour lui faire une proposition de relogement, en tenant compte de son besoin et souhait de relogement, et des objectifs locaux de relogement fixés ci-dessus.

Le bailleur s'efforcera d'accompagner les ménages dans le choix du nouveau logement. Cet accompagnement sera déterminé par le bailleur en fonction du profil du ménage. Cet accompagnement doit permettre de faire le point sur l'adéquation du logement aux besoins de la famille et les adaptations éventuelles à apporter, et d'informer le locataire sur le montant précis du nouveau loyer et la part éventuelle de l'allocation personnalisée au logement.

Un délai de réflexion de dix jours après la commission d'attribution est accordé au locataire. En cas d'acceptation de la proposition formalisée de la CAL, le bailleur envoie au locataire, en Recommandé avec Avis de Réception, un projet de Convention de Relogement, que le locataire, s'il l'accepte, doit renvoyer signé après un délai incompressible de 30 jours après réception.

### 4. Le déménagement

Les locataires bénéficient, lors du déménagement d'un accompagnement matériel et social renforcé.

Concernant la prise en charge financière du déménagement, les modalités sont les suivantes :

- le bailleur en charge du relogement mandatera une entreprise spécialisée pour le déménagement, sans contribution financière du ménage, sous réserve que le locataire fasse la mise en carton.

Cette obligation s'appliquera également dans le cas où le relogement hors Amiens Métropole apparaît justifié par des raisons familiales ou professionnelles. Cette appréciation sera du ressort d'Amiens Métropole et de la DDTM après avis du comité relogement.

Par ailleurs, les frais de transfert d'abonnement d'eau, électricité, gaz, téléphonie fixe et de suivi de courrier de 6 mois seront remboursés par le bailleur sur présentation des factures dans les 6 mois suivant l'emménagement. Les obligations liées à un nouvel emménagement restent applicables (assurance, etc.) et de la responsabilité des locataires.
Enfin, il ne sera pas demandé au locataire de payer un nouveau dépôt de garantie, grâce à un transfert du dépôt de garantie de l'ancien logement. Si l'ancien dépôt de garantie ne couvre pas la totalité du nouveau, le différentiel reste à la charge du locataire.

En cas de changement de bailleur, le dépôt de garantie sera remboursé au locataire rapidement avant expiration du délai réglementaire de 1 mois sauf en cas de dette locative non apurée.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



Si le dépôt de garantie a été apporté par le FSL, le transfert du dépôt de garantie peut avoir lieu à condition que :

- le relogement soit réalisé dans le parc locatif du même bailleur,
- le ménage remplisse les conditions pour en bénéficier (quotient, taux d'effort, etc.),
- le ménage ait donné son accord.

Si le relogement est réalisé par un autre bailleur, une nouvelle demande de FSL peut être sollicitée.
La dette locative du ménage, contractée auprès du bailleur d'origine n'est pas transférée au bailleur d'accueil.

Le bailleur d'origine poursuit sa procédure de recouvrement de créances auprès du locataire relogé.

## 5. Accompagnement post-relogement

Dans l'objectif de répondre pleinement à l'article 4 « La stratégie de relogement et d'attribution » du titre I « Les critères de recevabilité des projets de renouvellement urbain » du règlement général de l'ANRU, le bailleur procède à une visite du locataire concerné dans les trois mois suivant le déménagement, sous réserve qu'il ait été relogé sur le territoire d'Amiens Métropole, pour s'assurer de sa bonne intégration dans le nouveau logement.

En cas de changement de quartier, un relais est mis en place avec la nouvelle agence ou antenne concernée, le cas échéant.

Les familles les plus fragiles pourront bénéficier d'un accompagnement renforcé par la MOUS selon les modalités suivantes :

a) Le bailleur fait appel à la MOUS pour accompagner l'entrée dans le logement.

b) Si entre 1 et 3 mois après le relogement la situation se dégrade, la MOUS peut intervenir à la demande du bailleur.

c) 3 mois après le relogement un entretien est systématiquement réalisé par la MOUS.

Un compte-rendu de l'entretien à 3 mois est fait au comité relogement qui décide des éventuelles suites à donner au suivi du ménage.

Dans l'année suivant leur emménagement, les locataires relogés feront l'objet d'une visite à domicile de la part du bailleur. En fonction de sa disponibilité, la MOUS d'Amiens Métropole pourra être sollicitée par le bailleur pour réaliser cette enquête. La synthèse de ces visites sera intégrée aux bilans des opérations de relogement afin d'apprécier la qualité du processus de relogement et son impact sur le parcours résidentiel et personnel des ménages.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



# Titre 5 : Le suivi et l'évaluation des relogements

## 1. Organisation du pilotage et du suivi

### Le comité relogement

Le comité relogement est une instance technique réunissant environ 1 fois par mois à l'initiative d'Amiens Métropole (qui en assure le secrétariat et l'organisation) :

- la DDTM,
- Action Logement Services
- le référent relogement ANRU des bailleurs sociaux.

Le comité relogement a vocation à :

- suivre l'avancement du processus de relogement et l'application des principes définis par la présente charte ;
- apporter des réponses adaptées aux situations particulièrement complexes ;
- renforcer la complémentarité et la coopération entre les signataires et les partenaires dans l'objectif de relogement des ménages.

Il est précisé que les membres du comité relogement respectent strictement une discrétion sur la situation des ménages relogés dans le cadre du PRU. Les documents utilisés pour la conduite des comités relogement ne doivent pas être communiqués à d'autres personnes physiques ou morales.

Il sera rendu compte de l'activité de ce comité technique au comité des partenaires ANRU réuni chaque semestre sous le pilotage du Vice-président chargé de la Politique de la Ville.

Le pilotage stratégique des relogements est notamment assuré par ce comité des partenaires ANRU. Il rassemble l'ensemble des partenaires opérationnels et financiers du projet de renouvellement urbain. Il est l'instance adaptée pour interpeller la Conférence Intercommunale du Logement (CIL), instance de gouvernance de la politique de l'habitat.

Il a pour objectifs de :

- faire l'état d'avancement du relogement,
- valider et commenter les bilans fournis par le comité de relogement (instance technique),
- suivre l'atteinte des objectifs de relogement énoncés ci-dessus
- suivre l'ensemble des engagements relatifs au relogement des ménages avec minoration de loyer.

### L'outil de suivi et d'évaluation

Pour le suivi et l'évaluation, l'outil RIME de suivi des situations de relogement sera utilisé. Il reprend notamment les éléments suivants :

- situation initiale du ménage : logement (adresse, typologie, loyer), composition familiale, ressources, APL/ALS/ALF, loyer, reste à charge, taux d'effort...
- souhaits et besoins du ménage ;

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



- propositions adaptées (date, localisation, typologie, travaux éventuels, frais annexes pris en charge, accompagnement proposé, loyer, APL, reste à charge, taux d'effort...) ;
- réponse(s) des locataires aux 3 propositions, accompagnement mis en place et éventuel recours...

Un traitement statistique de ces données, enrichi d'éléments qualitatifs sera présenté au comité de relogement pour une analyse partagée.

Les indicateurs suivants seront suivis afin de permettre l'atteinte des objectifs initiaux du PRU :

- Part de relogement des ménages dans le parc neuf ou conventionné depuis moins de 5 ans,
- Part de relogement hors QPV,
- Maîtrise du reste à charge.

Le parc neuf ou conventionné depuis moins de 5 ans est constitué de :

- logement social neuf (1ère mise en location) ou livré depuis moins de 5 ans au moment du relogement ;
- logement conventionné en acquisition amélioration de moins de 5 ans.

Les logements réhabilités depuis moins de 5 ans ne sont pas pris en compte.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



# Titre 6 : Les dispositions diverses

Périmètre du projet de renouvellement urbain

Le projet de renouvellement urbain s'organise sur l'ensemble du territoire d'Amiens Métropole. Le souhait exprimé par les ménages dans le cadre de la procédure de relogement ANRU doit se faire prioritairement sur une des communes d'Amiens Métropole. Les ménages en seront informés lors de l'entretien individuel.

Les demandes de relogement hors du territoire d'Amiens Métropole pourront néanmoins être appuyées par Amiens Métropole auprès de la mairie concernée et par le bailleur auprès de ses homologues dans l'objectif de faciliter le relogement des ménages.

Dettes locatives

Le projet de renouvellement urbain ne prévoit pas de dispositions spécifiques relatives aux dettes locatives.

Maintien de la qualité de service

Les bailleurs sociaux s'engagent au maintien d'une qualité de service identique pour chacune des entrées quel que soit le nombre d'occupants. Une vigilance particulière sera accordée aux ménages isolés dans une entrée. En fonction du souhait des ménages, des relogements temporaires pourront être proposés afin de regrouper des ménages dans une seule entrée et permettre la condamnation des entrées vides.

Informatiques et libertés

La procédure de relogement ANRU respectera les dispositions de la loi « Informatiques et libertés ».

Une convention dédiée précisant les engagements de chacun des intervenants dans la procédure de relogement sera conclue.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Version du 24/01/18

ANNEXES

Charges non-quittancées : barèmes applicables (depuis le 1er janvier 2016)

| Composition familiale | Charges locatives | Eau | Electricité | Gaz | Chauffage | Téléphone | Assurance Habitation | TOTAL Charges locatives |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I * | 44 | 16 | 31 | 32 | 42 | 15 | 13 | 193 |
| I + 1 | 48 | 26 | 40 | 36 | 46 | 15 | 13 | 224 |
| I + 2 | 53 | 39 | 44 | 43 | 50 | 15 | 17 | 261 |
| I + 3 | 59 | 49 | 51 | 54 | 53 | 15 | 21 | 301 |
| I + 4 | 63 | 63 | 57 | 66 | 56 | 15 | 21 | 341 |
| I + 5 | 68 | 75 | 64 | 77 | 58 | 15 | 26 | 383 |
| I + 6 | 73 | 85 | 71 | 89 | 61 | 15 | 26 | 420 |
| I + 7 | 78 | 98 | 78 | 100 | 64 | 15 | 26 | 459 |
| I + 8 | 83 | 112 | 85 | 112 | 67 | 15 | 26 | 500 |
| I + 9 | 88 | 122 | 91 | 123 | 70 | 15 | 26 | 535 |
| I + 10 | 93 | 134 | 98 | 135 | 72 | 15 | 26 | 573 |
| | + 4 €/pers. en + | + 10 €/pers. en + | +5 €/pers. en + | + 8 €/pers. en + | + 2 €/pers. en + | | | + 29 €/pers. en + |
| M * | 44 | 26 | 40 | 36 | 46 | 15 | 13 | 220 |
| M + 1 | 48 | 39 | 44 | 43 | 50 | 15 | 13 | 252 |
| M + 2 | 53 | 49 | 51 | 54 | 53 | 15 | 17 | 292 |
| M + 3 | 59 | 63 | 57 | 66 | 56 | 15 | 21 | 336 |
| M + 4 | 63 | 75 | 64 | 77 | 58 | 15 | 21 | 373 |
| M + 5 | 68 | 85 | 71 | 89 | 61 | 15 | 26 | 415 |
| M + 6 | 73 | 98 | 78 | 100 | 64 | 15 | 26 | 454 |
| M + 7 | 78 | 112 | 85 | 112 | 67 | 15 | 26 | 495 |
| M + 8 | 83 | 122 | 91 | 123 | 70 | 15 | 26 | 530 |
| M + 9 | 88 | 134 | 98 | 135 | 72 | 15 | 26 | 568 |
| M + 10 | 93 | 147 | 105 | 146 | 75 | 15 | 26 | 607 |
| | +4 €/pers. en + | + 10 €/pers. en + | + 5 €/pers. en + | + 8 €/pers. en + | + 2 €/pers. en + | | | +29 €/pers. en + |

* I = personne isolée M = couple

Sources : Fonds de Solidarité Logement, Département du Nord

- 5 JUIN 2018

Le Préfet,

Philippe DE MESTER

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

**Projet de convention GUP 2019-2024**

**PRÉAMBULE**

La Gestion Urbaine de Proximité est un dispositif de la Politique de la Ville consistant en l'ensemble des actions qui contribuent au bon fonctionnement d'un quartier. La Gestion Urbaine de Proximité est une démarche partenariale regroupant de nombreuses thématiques telles que : l'entretien des espaces extérieurs, la circulation, le stationnement, la tranquillité publique, les services urbains (ordures ménagères, tri sélectif, encombrants), le « mieux vivre ensemble », la communication autour des projets urbains, la gestion des chantiers…

Elle a pour objectif la meilleure coordination des interventions des acteurs concourant à l'amélioration du cadre de vie pour les habitants et la pérennisation des investissements engagés dans le cadre des projets urbains. Les habitants, usagers et associations sont à impliquer pleinement dans la démarche, par l'intermédiaire des conseils citoyens notamment.

Une première convention de gestion urbaine de proximité portant sur les trois quartiers en rénovation urbaine de la ville d'Amiens du premier programme national de rénovation urbaine a été signée en 2009 pour une durée de 6 ans.

Afin de poursuivre et développer les actions de gestion urbaine de proximité mises en place dans le cadre de cette convention de GUP à échéance fin 2014, les partenaires ont souhaité intégrer cette démarche dans le Contrat de ville comme un axe fort permettant de concourir à l'amélioration durable des conditions de vie dans les quartiers et l'élargir à l'ensemble des territoires politique de la ville.

Les objectifs généraux de la démarche de Gestion Urbaine de Proximité se déclinent comme suit :

- **Volet 1 - Optimiser la gestion et l'entretien des quartiers** : suivi des conventions d'entretien diverses, réalisation de plans de responsabilité de gestion, clarification des domanialités en procédant aux régularisations foncières nécessaires, réalisation de référentiels de gestion intégrant le déploiement de la gestion différentiée, proposition de mode de gestion temporaire des fonciers en attente d'aménagement dans le PRU (conférer une valeur d'usage aux sites en attente d'aménagement).

- **Volet 2 - Accompagner les projets de rénovation urbaine** : Intégrer les enjeux de gestion dès la conception des projets pour assurer leur durabilité, améliorer la gestion et la communication lors des phases d'attente (gestion temporaire des friches notamment) et de travaux (organisation de visites de chantier, diffusion de lettres d'information,…), assurer une bonne reprise en gestion et évaluer les opérations réalisées pour procéder aux éventuels ajustements et capitaliser sur les bonnes pratiques.

- **Volet 3 - Impulser et promouvoir les initiatives d'habitants et d'associations en faveur de l'appropriation de leur cadre de vie et les sensibiliser aux enjeux du développement durable** : actions d'accompagnement aux changements d'usage (économies d'énergie, utilisation des conteneurs enterrés,…), au respect du cadre de vie (opérations propreté), actions de création et d'entretien de jardins participatifs, ateliers sur le développement durable (biodiversité, gestion des déchets verts, tri sélectif…).

- **Volet 4 - Piloter, suivre et coordonner les conventions locales d'utilisation de l'abattement TFPB** : suivi de la programmation des actions par bailleur, par quartier en interbailleurs, diagnostic en marchant annuel, pour garantir l'utilisation des fonds issus de l'abattement pour l'amélioration de la qualité et des conditions de vie des habitants des quartiers.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Ces objectifs figurent dans la fiche action 3.2.7 annexée au contrat de ville d'Amiens Métropole. Ils visent l'amélioration durable du fonctionnement des quartiers pour valoriser le cadre de vie des habitants et favoriser le retour de l'attractivité, ainsi que la pérennisation des investissements réalisés dans le cadre des projets urbains et l'appropriation durable des réalisations.

**Ceci étant exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit entre :**

- L'Etat, représenté par Madame la Préfète, Muriel NGUYEN ;
- L'ANRU, représentée par son Directeur Général, Nicolas GRIVEL ;
- La Communauté d'agglomération Amiens Métropole, désignée ci-après « Amiens Métropole », représentée par son Président, Alain GEST ;
- La Ville d'Amiens, représentée par son Maire, Brigitte FOURÉ ;
- Le Département de la Somme, représenté par son Président, Laurent SOMON ;
- La Région Hauts-de-France, représentée par son Président, Xavier BERTRAND ;
- L'Office Public de l'Habitat d'Amiens Métropole, désigné ci-après « l'OPH AM », représenté par son Directeur Général, David QUINT ;
- Clésence, SA HLM, représentée par son Directeur Général, Efraïm BALCI ;
- La Société Immobilière Picarde HLM, désignée ci-après « la SIP », représentée par son Directeur Général, Alain HERRENG ;
- L'Immobilière Nord Artois, filiale du groupe 3F, désignée ci-après « l'INA », représentée par son Directeur Général, Rémi CERVELLO.

## I. CADRE GÉNÉRAL

### Article 1 - Objet de la convention cadre

#### 1.1 Contenu de la convention

Cette présente convention a pour objet de définir les grandes orientations de la Gestion Urbaine de Proximité (GUP), considérant qu'il s'agit d'une dynamique partenariale indispensable pour améliorer le service et la qualité de vie des habitants tant au quotidien que sur le long terme.

La convention est un document de cadrage des démarches portées par les différents signataires qui ont souhaité formaliser leur engagement.

La convention vise à :
- Définir les axes d'intervention prioritaires découlant d'un diagnostic partagé ;
- Définir les objectifs/actions et leurs modalités de mise en œuvre et de financement ;
- Formaliser les engagements des signataires en matière de GUP ;
- Définir les modalités de pilotage, de suivi, d'évaluation du dispositif.

Le contenu de la convention a été élaboré en concertation avec les différents signataires, les conseillers citoyens, habitants et associations, au travers de :
- réunions de travail techniques par quartier impliquant les services concernés des partenaires ;
- ateliers de concertation menés avec les conseils citoyens des quartiers concernés, en format élargi ;
- diagnostics en marchant rassemblant les services techniques œuvrant sur les territoires, les élus, les habitants et les acteurs locaux.
-

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

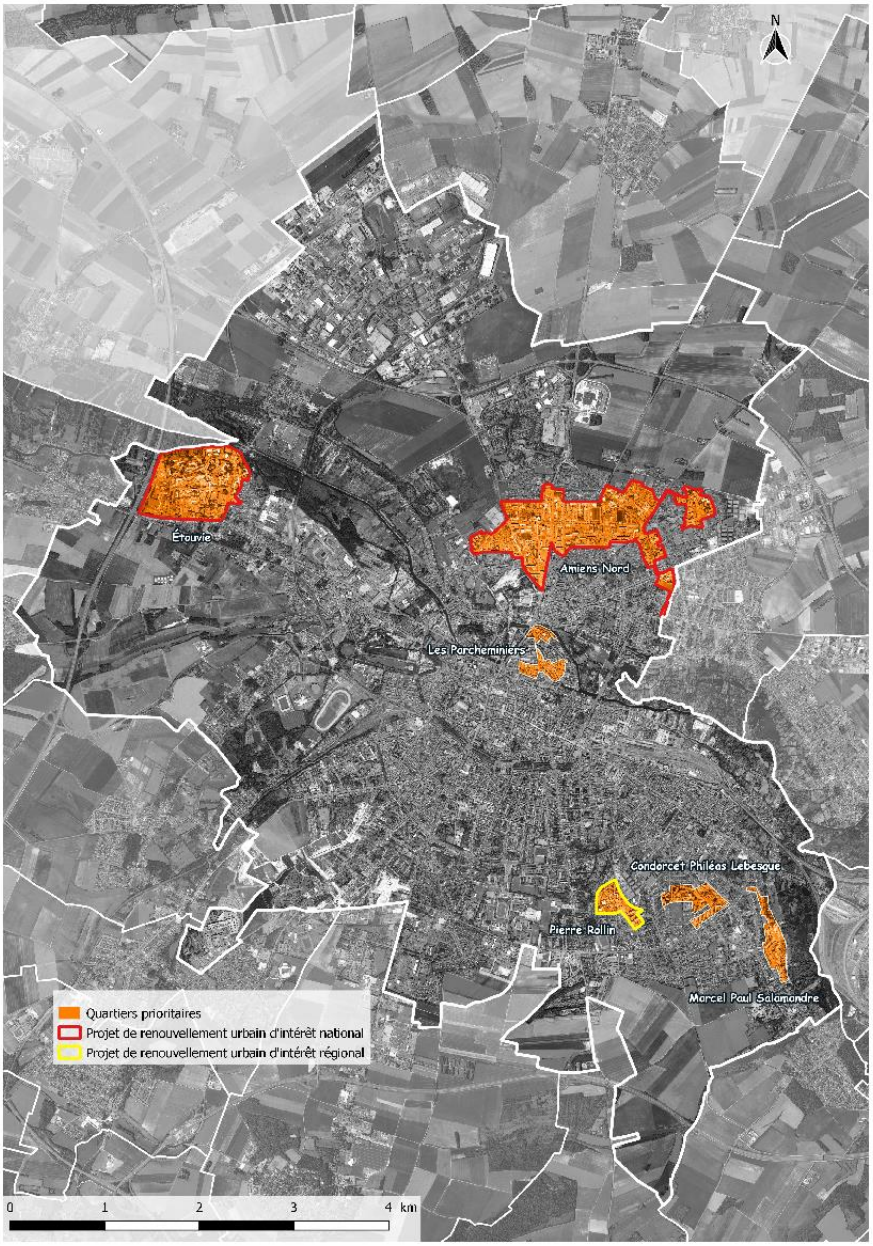
### 1.2 Articulation avec les autres dispositifs

La démarche de gestion urbaine de proximité est transversale et ses enjeux croisent ceux d'autres dispositifs contractuels concomitamment mis en œuvre. Ainsi elle s'inscrit dans les documents cadres suivants :

- le Contrat de ville d'Amiens Métropole (fiches actions relatives aux thématiques de la GUP présentées en annexe 1),
- la convention de rénovation urbaine, à laquelle cette convention est annexée,
- les conventions locales d'utilisation d'abattement de la TFPB (annexe 2),

Elle s'appuie par ailleurs sur d'autres documents transversaux : les contrats et chartes thématiques : Contrat Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, Charte de la vie nocturne,…

### 1.2 Territoires d'application de la convention



DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

La démarche de gestion urbaine de proximité s'applique sur l'ensemble des quartiers prioritaires d'Amiens Métropole :

- Les quartiers Nord
- Le quartier Etouvie
- Le quartier Pierre Rollin
- Le quartier Salamandre / Marcel Paul
- Le quartier Philéas Lebesgue / Condorcet
- Le quartier Les Parcheminiers

Une démarche d'accompagnement spécifique (communication et information, sécurisation des chantiers, mémoire des habitants, suivi des relogements,…) aux projets de rénovation urbaine est déclinée sur les trois quartiers suivants retenus au titre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain :

- Les quartiers Nord, quartier d'intérêt national
- Le quartier Etouvie, quartier d'intérêt national
- Le quartier Pierre Rollin, quartier d'intérêt régional

## Article 2 - Présentation des territoires et des éléments de diagnostic

### 2.1.1 Les quartiers Nord : présentation

Caractérisés par la présence de grands ensembles, les quartiers Nord ont été construits à partir de 1959 pour répondre à l'importante poussée démographique générée par l'essor de la zone industrielle. Les difficultés sociales y sont fortement marquées.
Les quartiers Nord bénéficient des dispositifs de la politique de la ville depuis les années 80 (1er contrat DSQ en 1983). Un renforcement des dispositifs de sécurité publique et d'accompagnement social, des outils de développement économique comme les ZFU y sont déployés depuis le lancement du Grand Projet de Ville à la fin des années 90.
Le projet de rénovation urbaine des quartiers Nord a permis la poursuite du projet Grether, architecte en chef de la ZAC créée en 2001. Il a permis de désenclaver physiquement le quartier en ouvrant de nouvelles voies (rue du Cambrésis, nouvelles rues Mozart, Ravel, Couperin) et en requalifiant l'entrée de ville avec le réaménagement de l'avenue de l'Europe. La relocalisation des services et équipements publics scolaires, culturels et administratifs le long d'un axe transversal que constitue l'avenue de la Paix a largement contribué à reconstituer une centralité en cœur de quartier qu'il s'agira d'accompagner sur le volet commercial et économique dans le temps du NPNRU.
En effet, créé en 1965, le Colvert rassemble une trentaine de cellules commerciales fermées ou dégradées. La présence d'un important marché hebdomadaire à renommée régionale (180 étals) qui attire une clientèle au-delà du quartier, contribue largement au dynamisme commercial. Néanmoins, l'amenuisement de la diversité de l'offre et les difficultés rencontrées par la moyenne surface alimentaire ont fait émerger la nécessité de restructurer ce centre commercial et les espaces publics attenants. La configuration actuelle du Colvert n'est plus adaptée au fonctionnement d'un centre commercial moderne.
Proche du centre-ville, le quartier est pleinement intégré aux grands projets du nord de l'agglomération (arrivée de l'université sur le site de la citadelle, construction d'un nouveau centre commercial…) qui lui apportent une ouverture et des connexions renforcées (projet de BHNS) avec le centre-ville d'Amiens. En matière de logement, des démolitions conséquentes ont été engagées sur le secteur Delacroix afin de reconstituer des logements individuels et de petits collectifs au sein d'îlots d'habitations restructurés. Sur le secteur Fafet-Brossolette, les démolitions ont laissé place à des espaces verts qu'il s'agira de reconstruire en offrant une diversité de produits et un cadre résidentiel qualitatif. Le quartier se démarque également par une vie associative particulièrement dynamique.

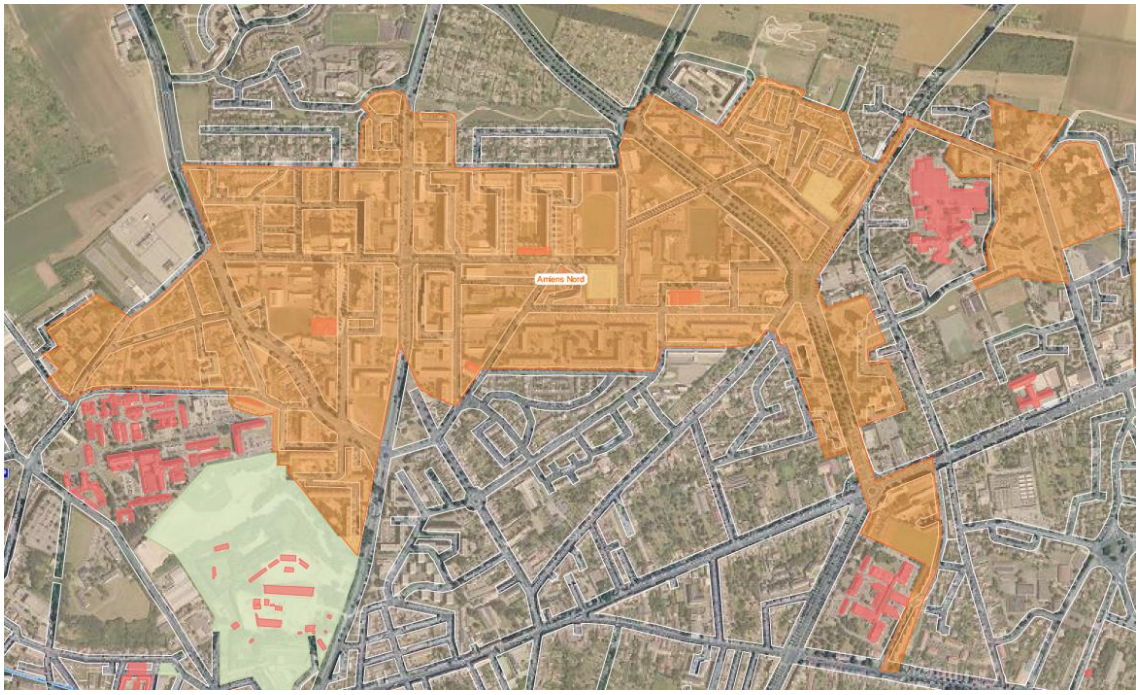
Néanmoins, si l'image du quartier change progressivement, la population des quartiers Nord reste fragile. Le revenu médian est de 6 790 € contre 17 000 € sur la ville d'Amiens. Le chômage atteint un taux de 33%. Les difficultés sociales dans le cœur de quartier (secteur Pigeonnier). La persistance d'un habitat aux formes

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

urbaines caractéristiques des grands ensembles pénalise la qualité du cadre de vie et obère le changement d'image du quartier.
Le regain d'attractivité sur ce secteur suppose l'apport de nouvelles formes d'habitat capables d'apaiser le fonctionnement urbain du secteur en lien avec le projet de requalification du centre commercial Colvert.

Au 1er janvier 2015, la nouvelle géographie prioritaire est élargie à l'Est en intégrant les ensembles d'habitat social de Marivaux et de Denis Cordonnier. Seuls les quartiers Saint-Pierre et Saint-Ladre n'y sont pas intégrés.

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nombre d'habitants | **16 106** | Part de la population municipale | **12,13%** |
| Nombre de logements sociaux | **5 700** | Part dans les logements amiénois | **7,2%** |
| Bailleurs présents sur le quartier | | Nombre de logements des bailleurs | |
| **Office Public de l'Habitat d'Amiens Métropole** | | **5 045** | |
| **Société Immobilière Picarde (SIP)** | | **378** | |
| **Clésence** | | **264** | |




### 2.1.2 Les quartiers Nord : potentialités et dysfonctionnements majeurs identifiés en matière de gestion urbaine de proximité

La qualité du cadre de vie des habitants des quartiers Nord s'est améliorée depuis le Grand Projet de Ville et le Projet de Rénovation Urbaine. Des efforts importants sont faits par les services d'entretien de la collectivité et des bailleurs sociaux pour l'améliorer.
Des difficultés ponctuelles restent présentes mais le niveau de service général offre un espace public de qualité aux habitants.
Les principales problématiques recensées par ceux-ci lors de concertations et par les services techniques de la Ville et des bailleurs, sont retranscrites sur la carte ci-après. Les comptes-rendus détaillés de la concertation sont en annexe X.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

- **Propreté et gestion des déchets : de nouveaux équipements à intégrer**

La rénovation du quartier s'est systématiquement accompagnée de l'installation de conteneurs enterrés pour les logements collectifs et leur installation sur les secteurs encore non équipés fait partie des priorités de la collectivité. Ce système de collecte a permis de réguler en partie les problématiques liées à la gestion des ordures ménagères (saleté, incendie de poubelle).
Toutefois, des difficultés ponctuelles d'utilisation perdurent lorsque les conteneurs desservent un nombre de logements très important. Les abandons à côté des trappes (en raison de la taille inadéquate des sacs, par exemple) et retards de collecte appellent d'autres déchets et laissent place à des dépôts sauvages récurrents.
D'autre part, le phénomène de jets d'ordures et objets par les fenêtres, commun aux grands ensembles du quartier, s'est étendu sur le secteur.
Les déjections canines sont fréquentes de manière générale sur les aires de jeux et autour des collectifs.
On remarque une extension de la problématique de nuisibles (rats, blattes), pigeons et goélands sur les zones touchées par les dépôts sauvages, malgré les actions de prévention ; campagnes de désinsectisation, traitements préventifs, ateliers de sensibilisation des habitants, stérilisation des œufs pour les espèces protégées, opérations propreté. Toutefois, celles-ci ne sont pas réalisées partout en même temps.
Ainsi le comportement des habitants (stockage et jet de nourriture), mais aussi de la proximité du marché et des démolitions de logements expliquent la propagation du phénomène.

- **Tranquillité et sécurité publique, une évolution positive et quelques nuisances persistantes**

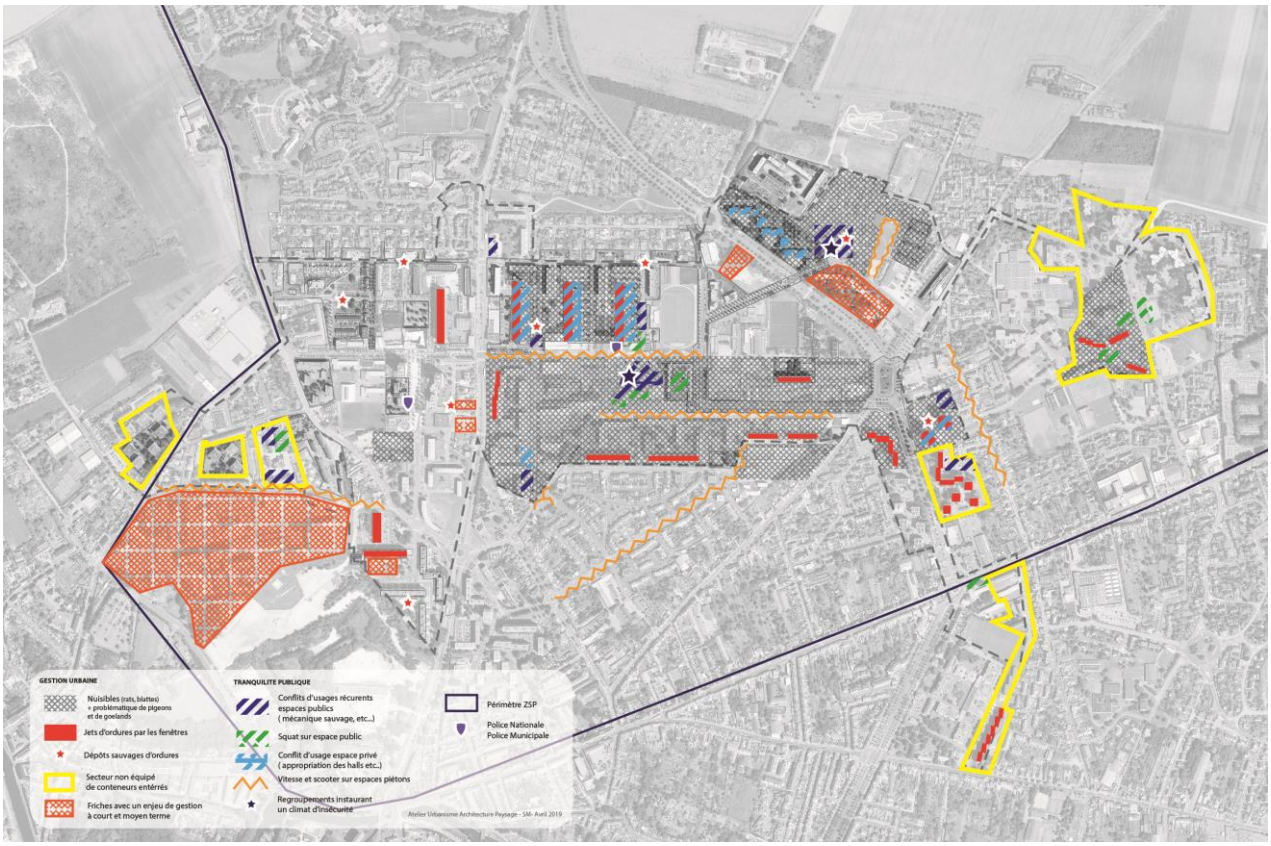
De manière générale, les bons résultats de la ZSP révèlent une évolution positive de la sécurité sur les quartiers Nord, bien que la situation sécuritaire reste dégradée.
La première nuisance relevée par les habitants et acteurs reste le bruit des motos et scooters. La reconfiguration d'une grande partie des voiries du cœur de quartier a permis de proposer aux habitants des espaces de circulations piétons et cyclables particulièrement confortables. Ils procurent une certaine qualité urbaine au cœur de quartier. Néanmoins, ces espaces favorisent la circulation des deux roues motorisés, souvent sans casque, à allure excessive et sur les espaces piétons. Ceci est particulièrement identifié sur les axes en lignes droites comme l'avenue de la paix, très fréquentée par tout public puisqu'elle rassemble commerces et services.
Ces conflits d'usages persistent malgré la pose de mobilier urbain.
La mécanique sauvage, qui engendre pollution, détritus, voitures ventouses, s'est répandue sur les parkings des grands ensembles et du centre de santé. Elle reste expliquée par des raisons financières principalement.
Le phénomène de squat se déplace régulièrement. Le centre commercial du Colvert et les résidences attenantes souffrent fortement d'une appropriation des espaces liée au trafic de stupéfiants. La configuration actuelle du Colvert rend particulièrement difficile le travail des forces de l'ordre. Des aménagements légers ont été réalisés début 2015 avant que ne puisse être mis en œuvre un projet requalifiant l'ensemble du secteur dans le cadre du NPNRU.

- **Des espaces publics et espaces verts à conforter**

Les quartiers Nord ont un caractère minéral fort. On retrouve, néanmoins, une qualité paysagère sur certains secteurs comme Marivaux, où une part importante est dédiée au stationnement et sur le boulevard de Roubaix bordé d'arbres et d'espaces verts. Le caractère minéral du secteur du pigeonnier fait partie de son identité et des caractéristiques d'un cœur de quartier dense. Il a toutefois été atténué par l'aménagement d'espaces verts et ludiques qui pourront être encore confortés dans le nouveau projet de renouvellement urbain.
Les aires de jeux existantes sur les secteurs rénovés sont récentes et de qualité. Les jardins familiaux présents au nord des secteurs Pigeonnier et Fafet-Calmette constituent une transition avec le paysage de plateau agricole qui marque la fin de ville.
Concernant les friches, le site Delacroix a été construit (accession sociale) et la plaine Brossolette fait l'objet d'un aménagement ludique et paysager. Reste le site Fafet à occuper en attendant les futurs projets.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

En termes d'entretien, sans suffisamment de communication accessible et adaptée, les sites non tondus dans le cadre du zéro pourcent phytosanitaire sont encore incompris par les habitants, comme de ce fait le travail du service espaces verts.




### 2.2.1 Le quartier Etouvie : présentation

Construit en plusieurs phases entre 1959 et 1976 par la Chambre de Commerce et d'Industrie pour répondre aux besoins de logements des salariés de l'espace industriel nord, le quartier prioritaire d'Etouvie est situé dans un cadre verdoyant en fond de vallée de la Somme. Ce quartier est enclavé par une coupure naturelle (la Somme) et deux coupures urbaines fortes (A16, Route d'Abbeville).
Abritant environ 7 600 habitants et composé à plus de 90% d'habitat social, ce quartier est marqué par les indicateurs socio-économiques les plus dégradés de la ville d'Amiens (60% des familles du parc social vivent sous le seuil de pauvreté). Le quartier Etouvie bénéficie de nombreux atouts, comme sa situation géographique et sa qualité paysagère. Néanmoins, il connaît d'importantes difficultés liées à son enclavement et à son manque d'attractivité. Les différents dispositifs de la politique de la ville et de renouvellement urbain (Développement Social des quartiers, Grand Projet de Ville, convention de rénovation urbaine), mis en œuvre depuis les années 80 ont atténué ces difficultés sans parvenir à modifier en profondeur la structuration du quartier et le ressenti des habitants de vivre hors Amiens.
La nouvelle géographie prioritaire a renouvelé le zonage existant traduisant la difficulté à faire évoluer la diversité sociale au sein d'un quartier homogène sur le plan urbain.
Le projet de rénovation urbaine d'Etouvie s'est appuyé sur la structure existante du quartier. La mutation des formes urbaines par des opérations de démolition est restée modérée (221 logements démolis). De nombreuses opérations de requalification de l'espace public et la construction de nouveaux équipements publics (deux groupes scolaires) ont permis de rehausser significativement la qualité du cadre de vie des habitants du quartier. La diversification de l'habitat est néanmoins restée très limitée. L'aménagement d'une place publique associé à une nouvelle offre commerciale a esquissé le renforcement de l'axe Est-Ouest mis en avant dans le projet urbain du quartier qui sera poursuivi dans le NPNRU. Dans la galerie des Coursives en revanche, l'activité commerciale est en net déclin.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nombre d'habitants | **6 977** | Part de la population municipale | **5,25%** |
| Nombre de logements sociaux | **2 770** | Part dans les logements amiénois | **3,50%** |
| Bailleurs présents sur le quartier | | Nombre de logements des bailleurs | |
| **Société Immobilière Picarde** | | **2 715** | |
| **Clésence** | | **37** | |
| **Habitat 6259 Picardie** | | **8** | |
| **Copronord Habitat** | | **10** | |




### 2.2.2 Le quartier Etouvie : potentialités et dysfonctionnements majeurs identifiés en matière de gestion urbaine de proximité

Les principales problématiques ont été diagnostiquées par les habitants lors de concertations et par les services techniques de la Ville et des bailleurs. Elles sont retranscrites sur la carte ci-après. Les comptes-rendus détaillés de la concertation sont en annexe X.

- **Propreté et gestion des déchets, une sensibilisation encore peu efficace**

Le quartier n'est pas entièrement équipé de conteneurs enterrés. L'objectif est de généraliser leur pose à l'ensemble des secteurs qui font l'objet de travaux sur les espaces publics. Il est régulièrement constaté des dépôts d'encombrants à proximité de ces conteneurs ou dépôts de sacs trop grands pour les trappes. Ces dépôts proviennent des habitants proches mais également des familles d'autres rues qui profitent de ce désordre pour se débarrasser aisément de leurs déchets. Selon les secteurs, la fréquence des ramassages semble insuffisante, relativement au nombre d'utilisateurs.
L'ensemble du quartier souffre de jets d'ordures par les fenêtres, accentués sur certains secteurs (Morvan, Coursives, Thuilliez, Pays d'Auge).
Ces problématiques persistent malgré une forte implication des bailleurs, des services de la collectivité et autres structures pour sensibiliser les habitants (lettre d'information, porte à porte par les messagers du tri, actions ponctuelles de ramassage des déchets avec les écoles et associations…).
Des rats, des pigeons, des goélands sont présents sur l'ensemble du quartier notamment en raison de la proximité avec la Somme et/ou du nourrissage volontaire ou involontaire (jet par la fenêtre) de ces

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

animaux. Une des particularités du quartier est la forte présence de blattes et de punaises, malgré les interventions annuelles ou bi annuelles pour limiter le nombre de ces nuisibles.
Les points de nourrissage des chats, autorisés ou non, attirent les dépôts sauvages et nuisibles. Les barbecues sauvages sont fréquents l'été sur le quartier par manque de lieu adapté, et malgré un esprit de convivialité, ils génèrent un problème de propreté.

- **Tranquillité et sécurité publique : une prévention constante de la délinquance**

Des faits persistants sont constatés, notamment des dégradations sur la voie publique, des feux de voitures ou de poubelles, une circulation sauvage avec des engins motorisés (scooters, quads, motos, surtout devant le poste de police et en sortie de quartier) et un trafic de drogue latent sur certaines zones du territoire. La Police Nationale organise des comités de liaison avec les habitants, qui permettent d'échanger directement avec les représentants d'associations, les commerçants et les habitants du quartier. Le service prévention de la Police Municipale quant à lui, organise des cellules de veille.
Malgré deux postes de police (un municipal et un national) et la présence de caméras de vidéosurveillance, les phénomènes de dégradations et de sentiment d'insécurité sont bien présents.
Les regroupements sous les porches ou dans les halls sont de plus en plus fréquents et tendent peu à peu à se déplacer.
Concernant plus particulièrement la galerie commerciale des Coursives, on observe un phénomène de désertification. Sa configuration génère une insécurité qui se vérifie par le nombre d'interventions de la police pour troubles à la tranquillité publique.
Les lieux de passage peu éclairés dès la fin d'après-midi ou cachés par une flore trop haute entraînent un phénomène d'évitement de ceux-ci, que les services techniques tentent d'améliorer.

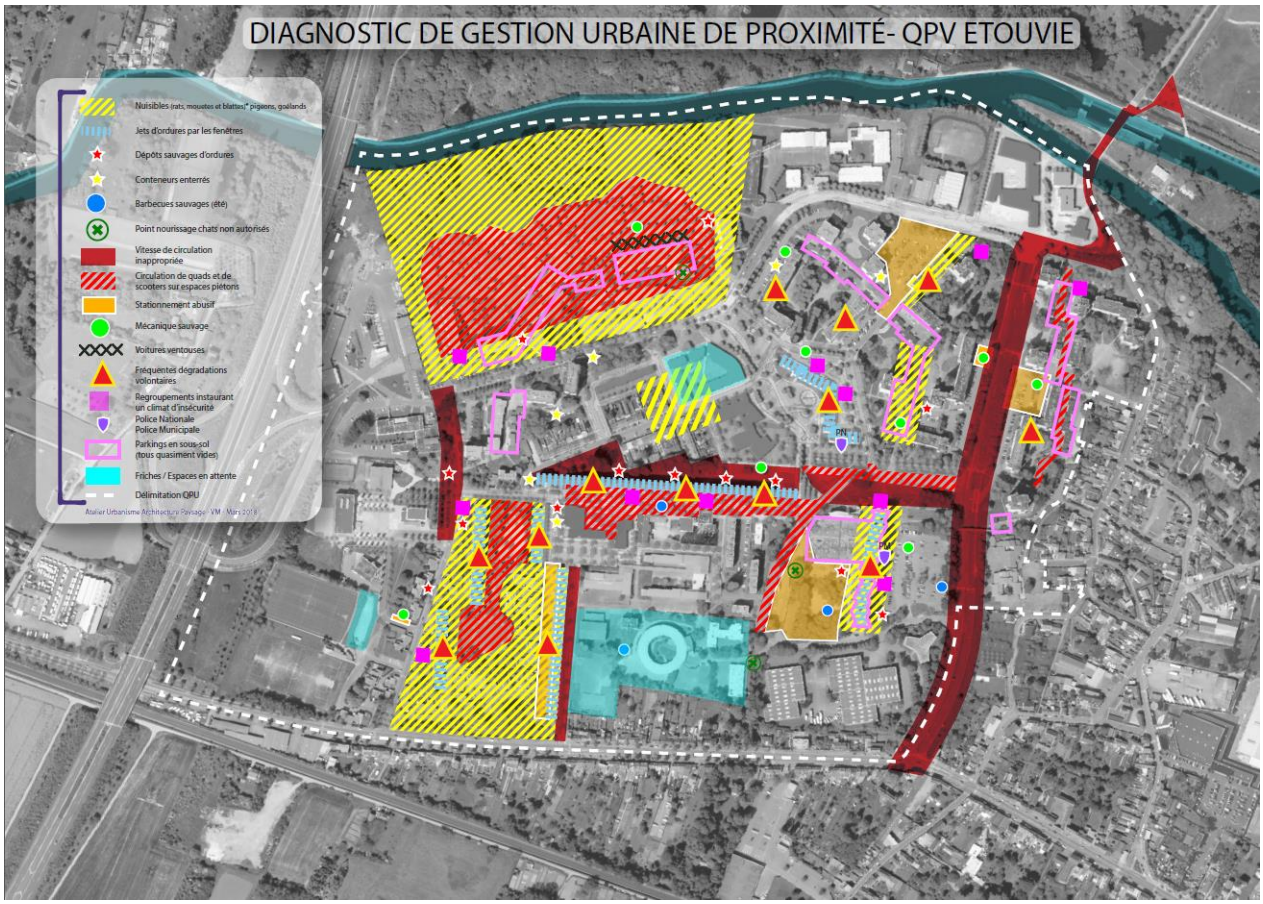
De manière générale, les dégradations sont moins importantes sur les bâtiments réhabilités et tendent à augmenter sur les principaux bâtiments qui concentrent d'autres difficultés.
La SIP a mis en place un agent spécifique pour traiter de ces sujets sur le quartier: le responsable prévention de la tranquillité publique et de la sureté. Ce médiateur entre la SIP et les locataires assure la supervision de la vidéo protection, participe aux cellules de veille, répertorie les dégradations ou feux de poubelles.
La pose de 589 caméras dans ses immeubles réhabilités a permis à la SIP de constater une baisse des dégradations et des actes de délinquance.
En termes de conflits d'usages, comme sur les autres quartiers prioritaires de la ville, Étouvie est marqué par la circulation de deux roues sur les voies piétonnes et les squares.
Par ailleurs, certains habitants ont pour habitude d'organiser des garages sauvages pour la réparation des voitures, qui ne donnent pas une image positive du quartier (Varlin, Anjou).
Il est constaté de nombreux faits de stationnement abusif lié quelquefois à un trafic de voitures (îlots Artois et Sologne). Certaines zones manquent de places de stationnement comme sur la rue d'Artois, d'où un stationnement sur les espaces verts et piétons.
Une des particularités du quartier tient à la présence de nombreux parkings souterrains inoccupés en raison notamment de leur vétusté L'étanchéité est défectueuse ce qui entraîne des difficultés de gestion.

- **Un environnement paysager de qualité dont la gestion reste à améliorer**

Ce quartier bénéficie d'un environnement paysager de grande qualité dont les habitants ne profitent pas suffisamment (Somme, plaine Varlin,…). Dès sa conception, le quartier a été pensé comme un parc habité mêlant diverses essences arborées aux habitations. De nombreux espaces verts ont été confortés par les aménagements réalisés dans le cadre du premier projet de rénovation urbaine.
Un effort a été fait sur de nombreux espaces verts afin de repenser l'entretien des végétaux (paillage, remplacement de pelouse par des vivaces…).
Leur gestion est néanmoins à améliorer afin d'en exploiter tout le potentiel. Les bords de Somme forment un patrimoine naturel exceptionnel dans lequel les berges aménagées offrent une trame verte et bleue de qualité. La Somme n'est aujourd'hui pas visible depuis le quartier. Le chemin de halage est de l'autre côté du fleuve et difficile d'accès pour les habitants d'Etouvie. Le lien avec la Somme ne se traduit pas dans les

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

aménagements publics alors qu'il présente de nombreux atouts (voie navigable, promenade, paysage agréable,…)
Par ailleurs, la domanialité n'est pas conforme à l'usage public ou privé des espaces sur le quartier. Le manque de lisibilité des limites foncières entraîne une complexité de gestion.
Un processus de régularisation foncière a été entamé en 2009.




### 2.3.1 Le quartier Pierre Rollin : présentation

Construit dans les années 70 selon une composition d'ensemble organisée le long d'un mail piéton central et d'un pôle commercial, Pierre Rollin se caractérise par un habitat collectif très dense (90% de collectifs) avec des résidences d'habitat social. La proximité immédiate de copropriétés privées, des faubourgs historiques et du tissu pavillonnaire récent offrent une diversité de formes urbaines autour d'un quartier d'habitat social d'une dimension relativement modeste.
Ces dix dernières années, le niveau de vie de la population s'est particulièrement dégradé comme le révèlent différents indicateurs (allocataires du RSA, revenu médian) qui attestent du décrochage de ce quartier pourtant situé dans un secteur plutôt favorisé de l'agglomération.

Le centre commercial porté par une locomotive alimentaire regroupe 16 cellules et la très faible vacance atteste d'une dynamique commerciale solide. La présence des services publics et du centre culturel Jacques Tati, associée au centre commercial en cœur de quartier constitue un élément d'attractivité à une échelle bien plus large que celle du quartier prioritaire.

L'entrée de ce territoire dans la géographie prioritaire et dans le NPNRU atteste d'un décrochage du niveau de vie des habitants et d'un impératif de requalification du quartier.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nombre d'habitants | **2 135** | Part de la population municipale | **1,6%** |
| Nombre de logements sociaux | **1 113** | Part dans les logements amiénois | **1,4%** |
| Bailleurs présents sur le quartier | | Nombre de logements des bailleurs | |
| **Clésence** | | **576** | |
| **Office Public de l'Habitat d'Amiens Métropole** | | **414** | |
| **Immobilière Nord Artois (I3F)** | | **123** | |




### 2.3.2 Le quartier Pierre Rollin : les potentialités et dysfonctionnements majeurs identifiés en matière de gestion urbaine de proximité

Malgré les nombreux atouts que présente le quartier, l'aspect général des espaces publics paraît vieillissant et dégradé. Les dysfonctionnements principalement identifiés restent les difficultés de gestion et d'entretien des espaces, en raison d'un foncier complexe. Celui-ci sera réorganisé dans le cadre du NPNRU.
Les problématiques de gestion, de mésusages et les phénomènes d'insécurité se concentrent essentiellement sur la partie Nord et le cœur du quartier. Cela est à corréler à la tendance d'évolution des dynamiques sociales et de peuplement sur les résidences de la Maison du Cil allées Pierre Rollin et Germaine Dulac.
Les principales problématiques ont été diagnostiquées par les habitants lors de concertations et par les services techniques de la Ville et des bailleurs. Elles sont retranscrites sur la carte ci-après. Les comptes-rendus détaillés de la concertation sont en annexe X.

- **Propreté, la collecte enterrée à déployer**

Des points récurrents de dépôts sauvages, essentiellement d'encombrants sont observés. A noter que la collecte enterrée n'a pas encore été déployée sur ce secteur.
Mais face à une demande de remplacement de bacs aériens plus importante que la moyenne de la Ville sur le secteur Beaulieu et Beausoleil (pour cause de vol ou incendie), le secteur est identifié comme prioritaire pour le déploiement des bacs enterrés.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

D'autre part, les jets d'ordures par la fenêtre, allée des Rencontres, empêchent l'appropriation des logements en rez-de-chaussée par leurs habitants, ajoutés aux regroupements tardifs aux abords.
Le problème de blattes s'est largement étendu à tous les immeubles, les services de la ville lancent des mises en demeure afin de pouvoir traiter tous les logements. Les dépôts sauvages attirent beaucoup de rongeurs et la complexité foncière gêne l'assainissement des réseaux privés sur le domaine public.

- **Tranquillité et sécurité publique, des problématiques en hausse**

La délinquance semble augmenter sur le territoire, souvent relayée par les habitants qui s'inquiètent des problèmes d'activité nocturne (drogue…), de dégradation des parties communes des entrées d'immeubles et des regroupements de jeunes autour des commerces.

On constate de plus en plus de squatteurs dans certains halls d'immeuble ou regroupements à l'arrière, y compris en nocturne, avec l'installation de trafics de stupéfiants. Le parking inutilisé rue de Dortmund, lui aussi concerné, est un site envisagé pour un programme de construction de logements dans le futur projet.
Il n'y a pas de poste de police sur le quartier à ce jour mais une présence de la police municipale forte et notamment une surveillance accrue au niveau du centre commercial. Des caméras de vidéosurveillance ont été installées (2014/2015) ainsi qu'une signalétique concernant l'interdiction de circulation des 2 roues sur la dalle du centre commercial. Si les infractions constatées ne sont pas significatives, la présence de groupes de jeunes aux abords du centre commercial, des halls traversants et du porche à proximité de la Poste et du distributeur de billet, crée un sentiment d'insécurité. Un travail partenarial est également en cours sur le secteur, sur la thématique des scooters et motos. Les abords du centre commercial sont particulièrement touchés. Le parking Auchan sous dalle se prête à la mécanique sauvage. Un important travail de la police a toutefois permis l'amélioration de la situation. Avec le renforcement de la vidéosurveillance, les abords du centre commercial semblent s'apaiser. Des démarches sont en cours sur le parking donnant rue Rollin. Le retour d'un poste de police municipale sur le quartier est actuellement à l'étude.

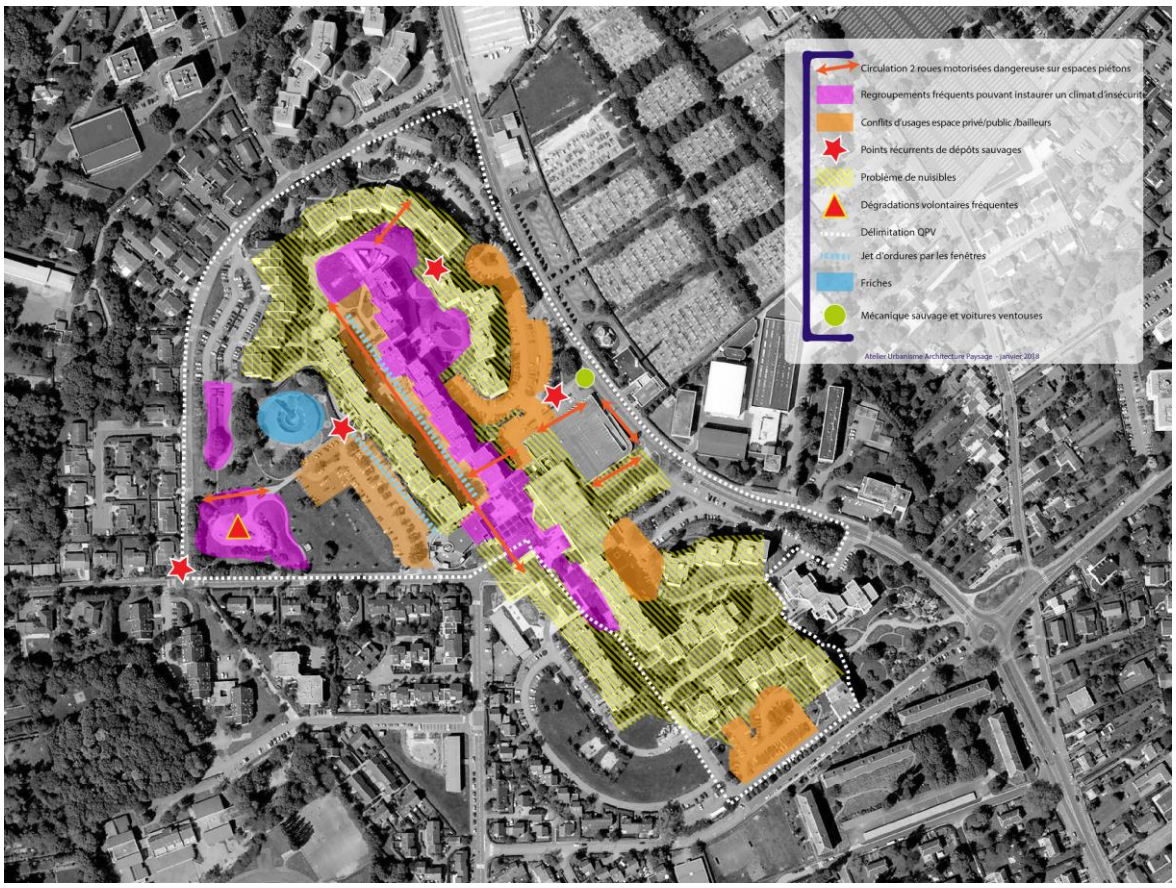
Le stationnement résidentiel est problématique sur le quartier dans la mesure où les équipements et commerces induisent une fréquentation de ces parkings par un public extérieur, apportant des conflits d'usages avec les résidents.
De même, les circulations des véhicules dans les poches de stationnement manquent de rationalité, consommant beaucoup trop d'espace par rapport aux nombre de places qu'elles desservent.

- **Des espaces verts et espaces publics adaptés au flux piétonnier**

Le cadre de vie du quartier laisse place à de nombreux espaces publics verdoyants propices à de nombreux usages comme les promenades ou encore les aires de jeux pour enfants et adolescents. Le cœur de quartier n'est praticable qu'aux mobilités douces, relié aux lisières du quartier comme au centre-ville par un réseau de voies vertes. Le caractère piétonnier du quartier amène néanmoins un tracé de chemins d'usages, boueux et non délimités qui pourront être requalifiés dans le projet urbain.

Toutefois, excepté le nouvel aménagement ludique square Germaine Dulac, certaines aires de jeux et le terrain de sport sont en mauvais état. Imaginés à l'origine comme des espaces de convivialité, certains sont aujourd'hui sans usages, voire encouragent les usages déviants. La diversité des mobiliers urbains et matériaux de revêtement de sols utilisés rend difficile l'entretien et la maintenance. Les dallages descellés et abîmés sont nombreux.
L'organisation complexe de l'espace, qui apparaît morcelé, typique des constructions sur dalle, pose également d'importants problèmes de dénivelés et donc d'accessibilité. En plus de l'état du bâti, l'état des espaces publics se dégrade, notamment dû à la difficulté de gérer des infrastructures vieillissantes et dont la domanialité reste peu claire. L'organisation foncière du quartier devra être améliorée dans le cadre du NPNRU, afin de faciliter la gestion et l'entretien de ces espaces.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4




### 2.4.1 Le quartier Salamandre / Marcel Paul : présentation

De multiples dispositifs de la Politique de la Ville se sont succédés sur le Sud-Est (grand projet de ville, programme de rénovation urbaine…).
Le territoire Salamandre/Marcel Paul, plus particulièrement, est composé majoritairement d'un habitat collectif sur la partie Salamandre et de logements mixtes sur Marcel Paul. Ce territoire reste identifié comme le quartier Victorine Autier avec une « connotation » négative pour les Amiénois. La population y est majoritairement jeune, plus du tiers des habitants ont moins de 18 ans, comme dans la plupart des quartiers prioritaires d'Amiens.
Le programme immobilier porté sur la ZAC a été source de renouvellement urbain avec la création de logements en accession sociale ou location libre. Néanmoins, les difficultés rencontrées dans la commercialisation révèlent le manque d'attractivité du quartier.
Le nombre d'incivilités, la dégradation des espaces publics ne favorisent pas le bien vivre sur le territoire.
L'absence d'entreprises, l'éloignement des services publics, le manque de locaux pour les associations sont aussi des éléments qui contribuent à donner une image d'un quartier qui manque de dynamisme et d'attractivité.
Globalement sur le quartier Sud-Est, la population a de faibles ressources et cela en fait l'un des quartiers en grande fragilité sur Amiens. Pour autant, le secteur de la Salamandre/Marcel Paul dispose d'atouts avec des équipements de qualité (halle des sports de l'Atlantic, un centre culturel « l'Etoile du sud », un pôle de service « la Tour du marais » avec un centre de loisirs, un centre d'animation jeunes et la mission locale).

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nombre d'habitants | **1 128** | Part de la population municipale | **0,85%** |
| Nombre de logements sociaux | **321** | Part dans les logements amiénois | **0,40%** |
| Bailleurs présents sur le quartier | | Nombre de logements des bailleurs | |
| **Clésence** | | | **19** |
| **Office Public de l'Habitat d'Amiens Métropole** | | | **302** |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4




### 2.4.2 Le quartier Salamandre/Marcel Paul : les potentialités et dysfonctionnements majeurs identifiés en matière de gestion urbaine de proximité

Les principales problématiques ont été diagnostiquées par les habitants lors de concertations et par les services techniques de la Ville et des bailleurs. Elles sont retranscrites sur la carte ci-après. Les comptes-rendus détaillés de la concertation sont en annexe X.

- **Propreté et gestion des déchets : un travail de sensibilisation**

Comme sur la plupart des quartiers, les jets d'ordures et surtout de pains ici, attirent les pigeons, mais aussi de nombreux chats errants. Le tri enterré n'est pas encore déployé et le bailleur rencontre des difficultés à sensibiliser les habitants sur ces questions.

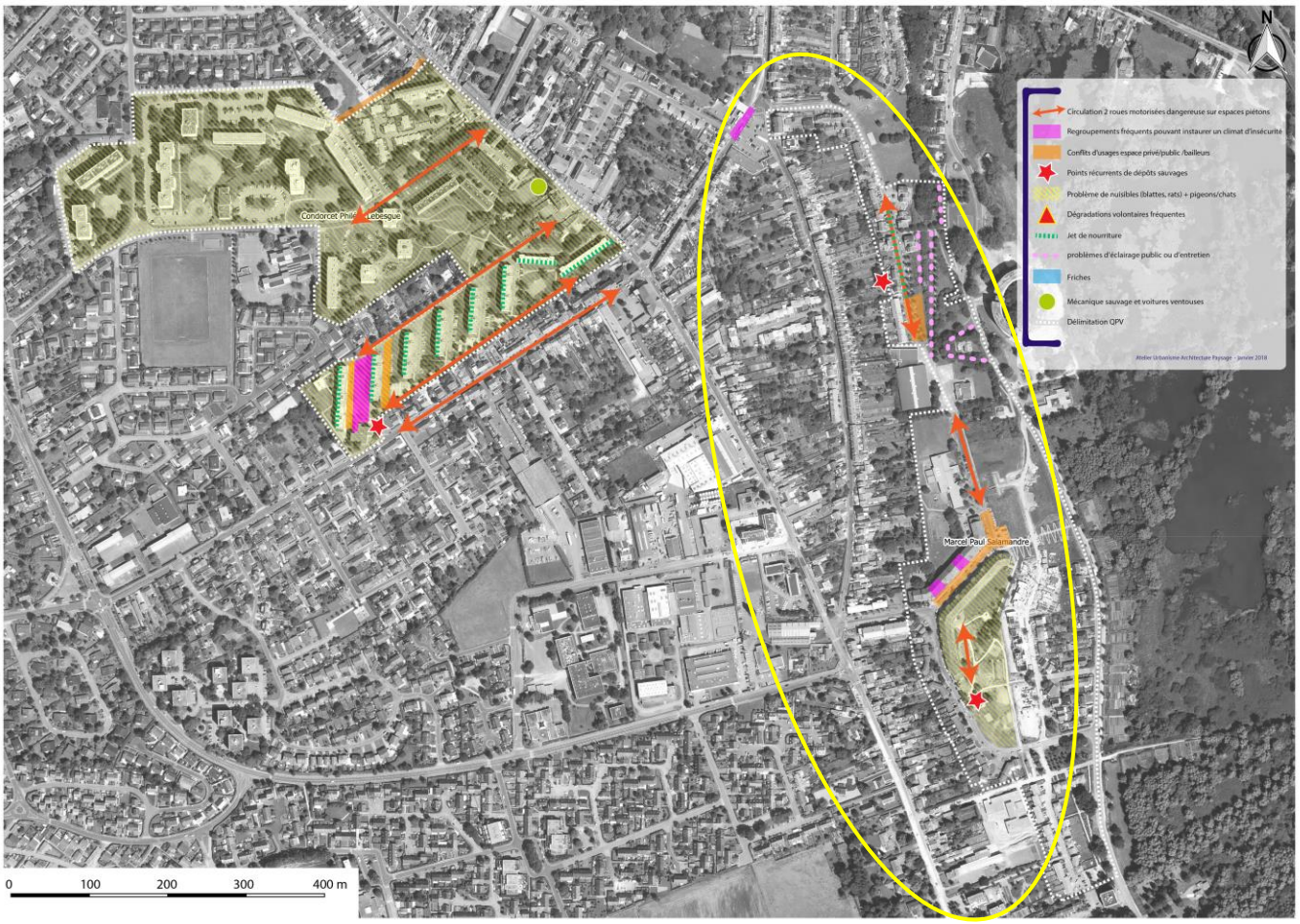
- **Tranquillité et sécurité publique : un apaisement à confirmer**

Le phénomène de squat s'est apaisé depuis la création d'un nouveau rond-point, le renforcement du travail de la police nationale et le recrutement de jeunes au sein de l'association Synapse fin 2017.
Beaucoup de deux-roues motorisés continuent de circuler sans casque et à vitesse excessive dans le parc de la Salamandre. Les nombreux ralentisseurs sur le reste du quartier semblent ne pas suffire.
Le secteur rencontre un important manque de stationnement mail Salengro, depuis la fermeture des parkings souterrains. Des conflits d'usage rue Signoret et le stationnement saturé des deux côtés gênent fortement la circulation à double sens.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

- **Espaces publics et espaces verts : des services réactifs**

La situation générale du quartier semble apaisée et les quelques problèmes d'entretien et dégradations sont généralement rapidement solutionnés, depuis que les logements neufs sont occupés.
Toutefois en termes de cadre de vie, l'offre commerciale n'est pas satisfaisante pour ses habitants, et même inexistante sur le territoire QPV.




### 2.5.1 Le quartier Phileas Lebesgue / Condorcet : présentation

Le quartier appartenait aux territoires prioritaires du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) et est intégré au sein du dispositif ANRU. Situé au carrefour des 2 autres quartiers prioritaires du Sud-Est amiénois, il nécessite de recréer du lien urbain avec les différentes polarités en renforçant l'accessibilité du quartier.
Les résidences sont composées de deux îlots « Phileas Lebesgue et Condorcet » dont le bâti a été engagé dans les années 1970 en interstice des tissus urbains de faubourg rues Cagny / 3ème DI et villageois présents en proximité.

Phileas Lebesgue concentre près de 58% de ménages qui ne sont pas imposables contre 46% sur Amiens. On voit là un îlot de pauvreté qui a tendance à grossir d'année en année et qui peut expliquer une délinquance grandissante.
Toutefois, les ménages présents sont à 54% là depuis plus de 10 ans ce qui montre un certain attachement au quartier.
On constate également que ces résidences concentrent de graves difficultés éducatives pour réduire les inégalités et éviter l'isolement des publics, ce territoire bénéficie d'un réseau ECLAIR, d'un RASED, d'un Dispositif de réussite éducative et de l'implantation sur Phileas Lebesgue d'un centre social « CAPS ».

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

La mono-fonctionnalité résidentielle du quartier Phileas Lebesgue - Condorcet ne permet pas de faire apparaitre de dynamique économique.
Ce territoire prend en compte les quartiers limitrophes (Rollin au Sud et Salamandre à l'Est) pour leurs commerces ou équipements sportifs et publics.

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nombre d'habitants | **2 695** | Part de la population municipale | **2,03%** |
| Nombre de logements sociaux | **1 295** | Part dans les logements amiénois | **1,63%** |
| Bailleurs présents sur le quartier | | Nombre de logements des bailleurs | |
| **Société Immobilière Picarde** | | | **70** |
| **Office Public de l'Habitat d'Amiens Métropole** | | | **1 225** |




### 2.5.2 Le quartier Phileas Lebesgue/Condorcet : les potentialités et dysfonctionnements majeurs identifiés en matière de gestion urbaine de proximité

L'amélioration des résidences devra s'accompagner d'une gestion urbaine et sociale de proximité afin d'affirmer une identité positive au quartier.
Les principales problématiques ont été diagnostiquées par les habitants lors de concertations et par les services techniques de la Ville et des bailleurs. Elles sont retranscrites sur la carte ci-après. Les comptes-rendus détaillés de la concertation sont en annexe X.

- **Propreté et gestion des déchets : des problématiques persistantes**

Les pigeons et rats se sont propagés sur tout le quartier ainsi que les chats errants.
Malgré la collecte enterrée sur Philéas, les habitants relèvent un vrai souci de propreté générale, conteneurs qui débordent, dépôts sauvages,

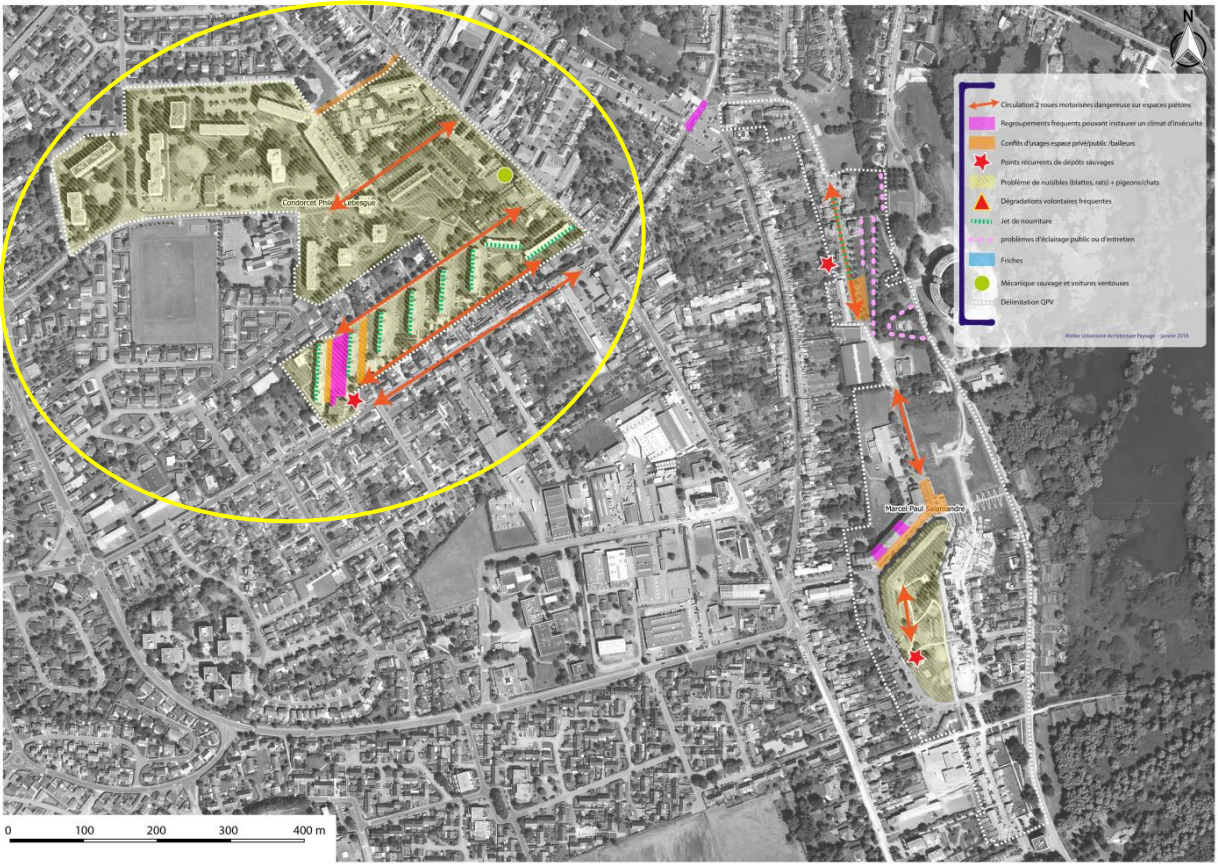
DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

- **Tranquillité et sécurité publique : une circulation problématique**

Le quartier rencontre d'importantes nuisances sonores et de sécurité relative à la circulation de deux-roues motorisés à vitesse excessive l'été. Il manque de ralentisseur ou aménagement en ce sens. Les regroupements de voitures stationnées anarchiquement ou de jeunes dans les halls les plus à l'écart perturbent le cadre de vie. Les stationnements résidentiels sont monopolisés par des voitures ventouses devant les barres Philéas. La vidéoprotection ne s'avère pas dissuasive.

- **Espaces publics et espaces verts peu investis**

La prédominance des espaces verts ouverts et plantés apporte également une qualité résidentielle au cadre de vie, même si leur vocation reste à définir. En effet, l'appropriation de ces espaces par les habitants est faible. Globalement, les habitants demandent plus de communication du bailleur et de la collectivité sur les travaux prévus et relèvent un manque d'entretien des espaces verts.




### 2.6.1 Le quartier Les Parcheminiers : présentation

Quartier au fort patrimoine historique, pittoresque et touristique, Saint-Leu bénéficie d'une situation géographique à proximité du centre-ville et de la qualité de son environnement paysager avec le parc Saint-Pierre et les canaux. On distingue deux zones, de part et d'autre de la rue Saint-Leu. À l'Est, une zone résidentielle, constituée de maisons de Saint-Leu et Amiénoises, forme un ensemble urbain cohérent, identifiable et dense, aéré par quelques places (la place du Don, la place Aristide Briand…).
La zone Ouest du quartier se caractérise ainsi par la présence de bâtiments universitaires. En effet, dans les années 1990, à l'occasion de la réhabilitation générale du quartier historique très dégradé, l'université arrive en centre-ville et investit Saint-Leu.
De manière globale, d'importants ensembles d'habitat, sociaux ou privés, sont aujourd'hui dégradés.

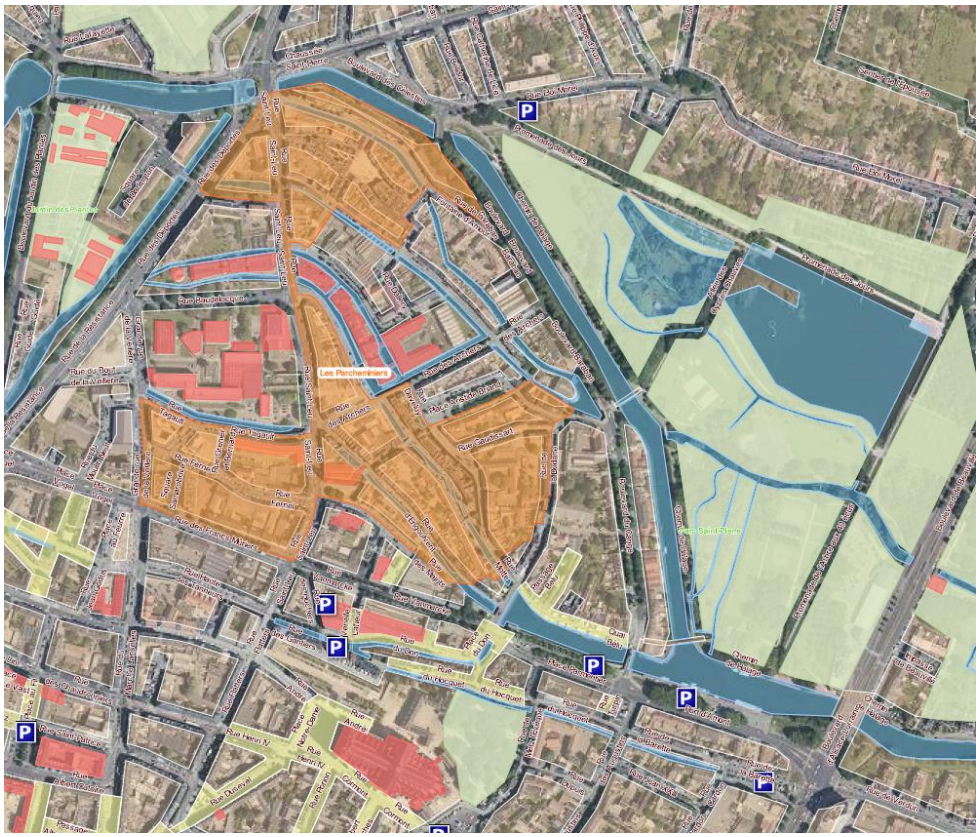
DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Un grand nombre de personnes vivent seules (62%). Et les familles avec enfants sont nettement sous-représentées dans ce quartier.
D'autre part, les familles monoparentales constituent 32,2% des ménages.

Les jeunes de 18-25 ans représentent 48,9% de la population du quartier, contre 25,3% pour Amiens. Saint-Leu est ainsi vécu comme le « quartier étudiant ».
Seuls les retraités sont sous-représentés.

Au-delà de la population étudiante, ce quartier abrite des populations à faibles revenus.
Mais il se démarque aussi par sa mixité sociale qui perdure dans ce quartier historiquement ouvrier.
Saint-Leu est un territoire qui dispose d'un fort potentiel de développement économique avec dans les projets à venir, l'installation de la citadelle et le réaménagement de la rue Saint-Leu.

| | | | |
|---|---|---|---|
| Nombre d'habitants | **3 500** | Part de la population municipale | **2%** |
| Nombre de logements sociaux | **558** | Part dans les logements amiénois | **0,42%** |
| Bailleurs présents sur le quartier | | Nombre de logements des bailleurs | |
| **Société Immobilière Picarde** | | | **80** |
| **Office Public de l'Habitat d'Amiens Métropole** | | | **478** |
| | | | |




### 2.6.2 Les Parcheminiers : potentialités et dysfonctionnements majeurs identifiés en matière de gestion urbaine de proximité

Les principales problématiques ont été diagnostiquées par les habitants lors de concertations et par les services techniques de la Ville et des bailleurs. Elles sont retranscrites sur la carte ci-après. Les comptes-rendus détaillés de la concertation sont en annexe X.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

- **Une vie nocturne qui perturbe la tranquillité des habitants et la propreté du quartier**

Saint-Leu est le territoire de prédilection des restaurants, des cafés et des bars. De par la nature des activités, il y a une problématique de gestion de déchets récurrente ; jets de gobelets plastiques et emballages, abandons de sacs poubelles à de endroits non prévus à cet effet, mégots,… Bars et cafés, ouverts jusqu'à 1h voire 3h, puis discothèques jusqu'au matin, constituent aussi des nuisances pour les habitants et le tourisme, principalement du jeudi au samedi. Le quartier des bars ne se limite plus au quai Bélu. La consommation d'alcool sur les voies publiques, les bagarres et attroupements dus à la forte concentration de ces établissements dans ce seul secteur de la ville entrainent un ensemble de conflits d'usages problématiques pour le quartier, ainsi que des nuisances sonores importantes lors des déplacements des groupes.
La Police Municipale et la Police Nationale rencontrent de plus en de plus de problèmes liés aux rixes lors des sorties de boites de nuits, des infractions propres à ce secteur. Dans ce cadre, les habitants craignent l'arrivée des 1400 étudiants de la Citadelle et le déplacement des faits de délinquance observés sur le Colvert vers Saint-Leu pendant la restructuration de son centre commercial.
Aujourd'hui, certains îlots enregistrent une recrudescence de dégradations des équipements urbains ou de départs de feux de poubelles.

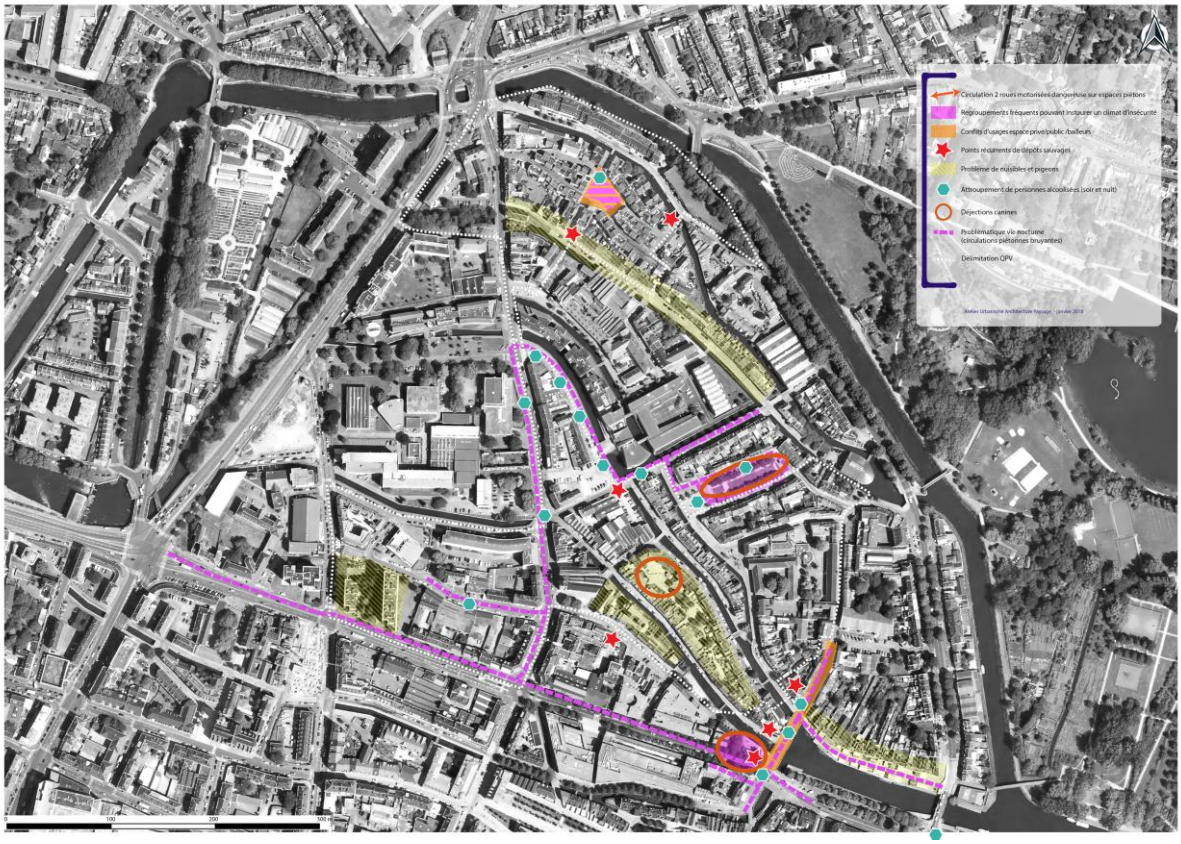
Autre problématique touchant à la propreté, le traitement des nombreux canaux face aux rongeurs, s'avère difficile en termes de responsabilités de gestion.
Par ailleurs, le secteur non équipé de tri enterré, fait l'objet d'une expérimentation avec des points d'apports volontaires. Cela n'empêche pas les points de nourrissage récurrents, attirant pigeons et rongeurs.

Concernant les squats souvent liés au trafic, sur les Marissons et la cour Saint-Julien, la collectivité et les bailleurs ont entamé le déploiement de la vidéoprotection et du contrôle d'accès résidentiel.

- **Espaces publics et espaces verts manquants d'appropriation par les habitants**

Le quartier compte encore de nombreux délaissés, sites à enjeux urbains variés, d'échelle souvent réduite (dents creuses, friches, cœurs d'îlots…). Ces lieux sont souvent porteurs d'intentions précises mais très diverses et morcelées. Les habitants demandent à investir plus leur quartier, lors des échanges et visites de proximité (demande d'installation d'une aire de jeux place Aristide Briand par exemple) et relèvent un manque d'espaces verts sur le quartier prioritaire.
Sur l'ensemble de Saint-Leu, la présence des stationnements se révèle, en effet, particulièrement envahissante pour ceux-ci, d'autant plus que le traitement des espaces dédiés n'est pas toujours qualitatif et intégré, ce qui gêne la circulation piétonne et altère la perception du cadre urbain. Par ailleurs, les parkings vélos manquent, notamment aux abords de l'université.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4




## II. DÉFINITION DES AXES D'INTERVENTION PRIORITAIRES

Les diagnostics issus des ateliers de travail avec les services techniques et les habitants ont permis d'identifier un enjeu spécifique prioritaire par quartier, en adéquation avec les problématiques territoriales identifiées, et de définir des orientations stratégiques et objectifs opérationnels y répondant. Ceux-ci doivent décliner ou compléter les objectifs généraux issus des 4 volets de la fiche action du contrat de Ville, rappelés en préambule. Ils définissent ensuite un programme d'actions concrètes, porté et élaboré par l'ensemble des partenaires de la gestion urbaine de proximité, détaillé *en annexe x.*

**Article 3 - Les enjeux et objectifs spécifiques par quartier.**

### 3.1 Les quartiers Nord

Sur les quartiers Nord, où les années de transformations de l'ANRU 1 s'achèvent pour laisser place à de nouvelles opérations, visant à changer l'image du quartier, il s'agit avant tout de maintenir les efforts des partenaires, sur l'ensemble des sites, pour **la poursuite des évolutions positives de la qualité de vie, dans le temps du NPNRU.**

Cet enjeu fort se traduit par les orientations stratégiques suivantes :

- **Accompagner les futures transformations urbaines** (accompagnement relogement, mémoire des quartiers, concertation et maison des projets, sécurisation des chantiers, …);
- **Remobiliser les habitants autour des problématiques les concernant grâce au tissu associatif** (concertation, soutien des projets des associations dans le cadre du contrat de ville,…);
- **Favoriser l'appropriation d'espaces stratégiques en leur définissant de nouvelles fonctions** (gestion des friches Brossolette, Mozart et pigeonnier, jardins participatifs,…) ;

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

- **Maintenir un niveau d'entretien et gestion homogène des espaces même sur les secteurs hors NPNRU** (programmes TFPB, clarification des responsabilités de gestion des espaces verts…).

**3.2 Le quartier Etouvie**

Sur le secteur Etouvie, qui, malgré les années de transformations urbaines amorcées dans l'ANRU 1, semble déconnecté du reste de la Ville, il s'agit avant tout de **révéler en les conciliant toutes les potentialités urbaines, paysagères et sociales du quartier pour développer son attractivité.**

Cet enjeu fort se traduit par les orientations stratégiques suivantes :

- **Accompagner les futures transformations urbaines** (accompagnement relogement, mémoire des quartiers, concertation et maison des projets, sécurisation des chantiers, gestion des friches,…) ;

- **Mettre en valeur l'environnement paysager en le connectant au quartier et à ses habitants** (soutien de projets associatifs, jardins participatifs et pédagogiques, appropriation…) ;

- **Faciliter la gestion et l'entretien des espaces** (clarification des responsabilités de gestion, procédure de remise d'ouvrages, suivi de la convention d'entretien,…).

**3.3 Le quartier Pierre Rollin**

Le quartier Pierre Rollin est entré dans la géographie prioritaire en 2015 et n'a pas encore connu de transformations urbaines importantes nécessitant un travail interpartenarial avec tous les acteurs du quartier. Le projet urbain ambitieux doit permettre d'amorcer une amélioration du cadre de vie avec l'ensemble de ces intervenants. Il s'agira ainsi de **profiter des futures transformations urbaines pour agir sur la tranquillité et la propreté en créant du lien social.**

Cet enjeu fort se traduit par les orientations stratégiques suivantes :

- **Accompagner les futures transformations urbaines** (accompagnement relogement, mémoire des quartiers, concertation et maison des projets, sécurisation des chantiers, gestion des friches, signalétique, …) ;

- **Créer du lien social avec les partenaires bailleurs et associatifs** (projets contrat de ville, soutien aux projets dans le cadre de l'abattement TFPB, jardin partagé, animations…) ;

- **Clarifier et simplifier la gestion et l'entretien du quartier** (clarification de la répartition foncière et des responsabilités de gestion, déploiement d'un nouveau mode de collecte des déchets,…).

**3.4 Le quartier Salamandre /Marcel Paul et le quartier Philéas Lebesgue /Condorcet**

Sur les quartiers Sud-Est, l'Anru 1 n'a pas apporté aux habitants les effets attendus en termes d'amélioration du cadre de vie et de tranquillité publique, et les efforts du renouvellement urbain sur l'habitat commencent à en subir les dégradations. Les attentes restent fortes alors que les deux quartiers ne feront pas l'objet du NPNRU. Il s'agit alors aujourd'hui d'œuvrer pour **un cadre de vie apaisé, favorisant la pérennisation des transformations urbaines de l'ANRU 1.**

Cet enjeu fort se traduit par les orientations stratégiques suivantes :

- **Sensibiliser à la propreté et à la gestion des déchets** (opération propreté, interventions scolaires,...) ;

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

- **Agir sur les problématiques de circulation** (médiation et renforcement des actions de prévention pour les 2 roues,…) **;**
- **Favoriser l'appropriation des espaces par les habitants** (jardins participatifs,…) **;**
- **Soutenir les projets des acteurs locaux et habitants favorisant le lien social** (actions du contrat de ville, TFPB,…).

**3.5 Le quartier Les Parcheminiers**

Nouveau quartier de la géographie prioritaire de 2015, Les Parcheminiers n'ont bénéficié ni du PRU ni du NPNRU alors que le cadre de vie semble se dégrader. Dans ce cœur touristique, situé à côté du nouveau pôle étudiant de la Citadelle et où émergent de fortes tensions entre habitants, étudiants et commerçants, il s'agira de favoriser **la cohabitation des différentes fonctions du quartier (commerces, vie étudiante, vie nocturne, habitants, cœur historique,…).**

Cet enjeu fort se traduit par les orientations stratégiques suivantes :

- **Agir pour la tranquillité des habitants** (actions de communication et sensibilisation sur le bruit, la délinquance et les dégradations, médiation nomade,…) **;**
- **Agir sur l'entretien du quartier et la gestion des déchets** (déploiement des points d'apports volontaires, entretien des canaux,…) **;**
- **Favoriser l'appropriation d'espaces disponibles par des projets attracteurs** (animer les friches par des projets associatifs,…) **;**
- **Soutenir les projets des acteurs locaux et habitants favorisant le lien social** (temps festifs, projets du contrat de Ville,…).

## III. PROGRAMME D'ACTIONS

### Article 4 - Le programme d'actions

Les signataires s'engagent à mettre en œuvre le programme d'actions présenté en annexe X afin de répondre aux objectifs exposés dans l'article 3.
Ce programme présente pour chaque action :

- l'intitulé de l'action
- le ou les objectifs auquel l'action se réfère
- le pilote et les partenaires de l'action
- la description et les modalités de mise en œuvre de l'action
- l'échéancier de réalisation
- les moyens alloués à l'action (humains, organisationnels, financiers…)
- les modalités d'évaluation de l'action

Ce programme d'actions constitue un référentiel non exhaustif. Il sera réajusté en fonction des évolutions des situations sur les quartiers pour répondre au mieux aux dysfonctionnements et aux besoins sur la période d'application de la convention.
A noter que ce référentiel d'actions est complémentaire aux programmes d'actions des conventions TFPB mais ne conditionne pas l'obtention de l'abattement TFPB.

## IV. MODALITÉS DE PILOTAGE, SUIVI ET ÉVALUATION

### Article 5 - Instances de pilotage et de suivi

Les instances de pilotage et de suivi décrites ci-dessous sont cohérentes avec celles inscrites dans les conventions TFPB.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

### 5.1 Le Comité GUP interquartiers

| | |
|---|---|
| **Fréquence** | 1 fois par an |
| **Pilote** | Amiens Métropole - Élu chargé de la Politique de la Ville |
| **Participants** | Maires-adjoints de secteur<br>Directions de proximité<br>Direction des espaces publics<br>Direction politique de la ville<br>Direction des bailleurs sociaux<br>Directeur DDTM<br>Représentants Conseil Départemental et Conseil Régional |
| **Objet** | Présentation et validation des bilans annuels.<br>Proposition et validation d'ajustements de la convention et/ou du programme d'actions. |

### 5.2 Les réunions de coordination technique GUP

| | |
|---|---|
| **Fréquence** | 2 fois par an et par quartier |
| **Pilote** | Service Renouvellement Urbain - Chargé de mission GUP |
| **Participants** | Représentants des services techniques et de proximité de la ville<br>Représentants des services techniques et de proximité des bailleurs<br>Chargé de mission GUP de la DDTM |
| **Objet** | Coordination, suivi et mise en œuvre des actions sur les quartiers.<br>Réalisation des bilans.<br>Préparation des comités GUP interquartiers.<br>Propositions d'actions nouvelles. |

### 5.3 Les diagnostics en marchant

| | |
|---|---|
| **Fréquence** | 1 par an par quartier |
| **Pilote** | Service Renouvellement Urbain - Chargé de mission GUP |
| **Participants** | Elus thématiques<br>Elus de secteurs<br>Services techniques et de proximité de la ville<br>Services techniques et de proximité des bailleurs<br>Membres des comités de quartiers<br>Membres des conseils citoyens<br>Représentants des associations de locataires<br>Acteurs associatifs et économiques<br>Habitants volontaires |
| **Objet** | Actualisation du diagnostic / veille territoriale |

### 5.4 Les rendez-vous TFPB

| | |
|---|---|
| **Fréquence** | Au moins une fois par an avec chaque bailleur |
| **Pilote** | Chargés de mission GUP d'Amiens Métropole et de la DDTM |
| **Participants** | Représentants des bailleurs en charge du suivi des conventions locales d'utilisation de l'abattement TFPB |
| **Objet** | Valider les bilans annuels.<br>Réajuster les conventions et ou/les programmes d'actions. |

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## Article 6 - Les outils de suivi

### 6.1 Le tableau de suivi des actions

Le tableau de suivi présenté en annexe X reprend l'ensemble des opérations inscrites au programme d'actions et celles qui auront pu y être ajoutées pour traiter de nouveaux dysfonctionnements ou besoins identifiés par les partenaires lors des instances de pilotage et de suivi de la convention.
Il précise pour chaque action :

- l'intitulé de l'action
- le pilote et les partenaires de l'action
- les principales étapes de mise en œuvre de l'action
- l'état d'avancement (étapes réalisées / en cours)
- les étapes restantes et leur échéancier
- les points de vigilance (y compris les écarts constatés entre ce qui est inscrit dans le programme d'actions et la mise en œuvre effective de l'action)

Le tableau de suivi est actualisé après chaque réunion de coordination technique.

### 6.2 La cartographie et les diagnostics en marchant

Les cartes par quartier des problématiques de gestion sont actualisées si des changements majeurs sont constatés lors des diagnostics en marchant. Elles permettent une géolocalisation des dysfonctionnements. L'analyse de l'évolution de ces dysfonctionnements alimente la connaissance du territoire et pourra aboutir à de nouvelles propositions d'actions.

## Article 7 - Le rôle du chargé de mission GUP

Pour la mise en œuvre de la présente convention, le chargé de mission GUP d'Amiens Métropole assure l'animation globale du dispositif et des partenariats sur les territoires. Il veille à la cohérence des actions conduites dans les différents quartiers concernés et au respect des objectifs poursuivis et définis dans la présente convention.
Il assure la coordination et le suivi de la mise en œuvre et de l'évaluation du programme d'actions.
Il a en charge l'organisation et l'animation des instances de pilotage technique et stratégique ainsi que l'ajustement de la convention et du programme d'actions lorsque cela sera nécessaire.

## Article 8 - Modalité de participation et d'association des habitants

### 8.1 Des habitants impliqués dans l'élaboration et le suivi de la convention et du programme d'actions

Par le biais des diagnostics en marchant, via la mobilisation des membres des conseils citoyens, des comités de quartiers, et des associations de locataires (voir article 5.1.3).

Par le biais des conseils citoyens, via des ateliers menés lors de l'élaboration de la convention (compte-rendu en annexe X) et ensuite au moins tous les 2 ans (fréquence à adapter selon l'importance des dysfonctionnements sur les quartiers et leur actualité) pour partager le bilan, mettre à jour les diagnostics et faire émerger de nouvelles propositions d'actions.

### 8.2 Les maisons des projets sur les quartiers en rénovation urbaine

Dans le cadre du NPNRU, des maisons des projets sont aménagées sur les trois quartiers en rénovation urbaine. Véritables lieux de vie du projet de rénovation urbaine et de gestion urbaine de proximité, les maisons des projets sont des lieux d'échanges et de rencontres privilégiées avec les habitants.

Outre la présentation des projets de rénovation urbaine, les maisons des projets sont des lieux ressources pour une information en temps réel sur les travaux et les conditions de vie durant les phases de chantier.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Des expositions et des ateliers pourront être organisés sur l'ensemble des thématiques de la GUP, à l'initiative de la collectivité, des bailleurs, mais aussi des habitants.

L'animateur des maisons des projets tiendra à disposition des habitants un cahier de remarques et suggestions et assurera le lien entre le chargé de mission GUP et les habitants sur ces problématiques.

## Article 9 - Méthode d'évaluation

### 9.1 Le bilan annuel

Un bilan annuel sera établi et validé lors du comité GUP interquartiers. Il se présentera sous la forme d'un rapport illustré et comprendra :

- une présentation synthétique des faits marquants de l'année ;
- la mise en avant des actions les plus significatives réalisées au cours de l'année ;
- le tableau de suivi des actions tenu à jour ;
- la cartographie des dysfonctionnements mise à jour ;
- le compte-rendu des différentes réunions de l'année, du diagnostic en marchant et des conseils citoyens s'il y en a eu ;
- une note d'analyse générale présentant les perspectives et pistes d'amélioration pour l'année à venir.

### 9.2 L'évaluation à mi-parcours

Une évaluation plus exhaustive et qualitative sera réalisée à mi-parcours de la convention et donnera lieu si nécessaire à la rédaction d'un avenant et à l'ajustement du programme d'actions.
Cette évaluation pourra être conduite par un prestataire externe si les signataires le jugent nécessaire.

## Article 10 - Durée et modalités de révision et de résiliation de la convention

La présente convention prend effet au *1er janvier 2019* pour une durée de 6 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2024. La durée de la convention est mise en correspondance avec la durée de la convention de rénovation urbaine. Toutefois, une actualisation est prévue au cours de l'année 2021, correspondant à la fin du contrat de Ville, pour permettre d'y intégrer les éventuelles nouvelles orientations.
La convention pourra être révisée autant de fois que nécessaire, à l'initiative d'un ou plusieurs signataires. Les modifications du programme d'actions ne nécessiteront par contre pas d'avenants tant qu'elles s'intégreront dans les objectifs inscrits dans la convention ou qu'elles concourront à amplifier les actions.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# CHARTE DE LA DÉMOCRATIE LOCALE D'AMIENS

AMIENS

AMIENS MÉTROPOLE

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

*Le samedi 6 décembre 2014, dans la Salle des Fêtes de l'Hôtel de ville, Madame le Maire d'Amiens, Brigitte Fouré, et M. le Président d'Amiens Métropole, Alain Gest, ont signé, en présence de Mme Nathalie Lavallard, adjointe au maire chargée de la Démocratie locale et de la Vie associative, la Charte de la Démocratie locale d'Amiens dont vous trouverez le texte ci-après.*

*Validé en séance plénière par l'Union des Comités de quartiers, les vingt-six Comités de quartier d'Amiens, la Maison des Associations d'Amiens Métropole (MAAM), plusieurs associations « de terrain », et aussi de « simples » Amiénois, ce texte est le résultat d'un travail de réflexion, de débats et de propositions mené depuis le 17 mai dernier avec l'ensemble de ces différents acteurs.*

*Les deux journées de travail et d'échanges, les 17 mai et 13 septembre derniers, et de multiples réunions organisées dans le cadre des Ateliers d'un Cycle d'échanges piloté par la Mission Démocratie locale et Vie associative, ont permis d'élaborer cette Charte qui définit les rapports entre la Ville d'Amiens, les Amiénois représentés par les Comités de quartier, l'Union des Comités de quartier, et les associations représentées par la MAAM.*

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## LES OBJECTIFS DE LA CHARTE

La Charte de la Démocratie locale d'Amiens fixe les rapports entre la Ville d'Amiens, ses élus, ses habitants, les Comités de Quartier et les associations pour animer et développer la concertation entre les différents acteurs de la vie quotidienne.

## LES ACTEURS DE LA CHARTE

- La Ville d'Amiens, représentée par ses élus ;
- Les Comités de quartier, en tant que structures associatives représentant les habitants de la Ville ;
- L'Union des Comités de quartier, en tant que structure associative fédérant les Comités de quartier d'Amiens ;
- La Maison des Associations d'Amiens Métropole (MAAM), interlocuteur de la Ville pour les associations.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# LES PRINCIPES GÉNÉRAUX ET ENGAGEMENTS

## → L'action et les engagements de la Ville d'Amiens

La Ville s'engage à :

- Apporter son concours et son aide logistique aux Comités de quartier pour construire, si besoin, et faire vivre un réseau de collaboration avec les forces vives des quartiers, et notamment : les associations, les commerçants et entreprises, les établissements scolaires et les parents d'élèves, les établissements culturels et sportifs et leurs personnels, etc.

- Contribuer - par le prêt de matériels adaptés, la prise en charge des coûts d'abonnement induits et l'organisation de formations adaptées - au dialogue par des moyens de communication numérique (internet, messageries, réseaux sociaux, etc.) entre les Comités de quartiers, les Amiénois et les élus de la Ville.

- Organiser, avec le concours de l'Union des Comités de quartier, la formation des Comités de quartier qui le souhaitent à la tenue et l'animation de réunions publiques.

- Mettre - autant que cela s'avère possible - ses moyens de communication (JDA, site internet, matériels et supports d'affichage, etc.) à disposition des Comités de quartier pour promouvoir leurs actions de terrain (réunions publiques et toutes autres actions de démocratie locale), développer leur notoriété et susciter le rapprochement des Amiénois.

- Mettre gracieusement à la disposition de chaque Comité de Quartier un local pour y développer l'exercice de la démocratie locale.

- Etablir une Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens avec chaque Comité de quartier et à lui verser, dans le cadre de cette Convention, une subvention annuelle destinée à son fonctionnement et à la réalisation des objectifs contractualisés.

- Organiser une fois par an une réunion de travail avec Mme le Maire d'Amiens, les cinq adjoints au maire de Secteur et les membres de tous les bureaux des Comités de quartier de la Ville.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

- Organiser deux fois par an dans chaque Secteur une réunion avec l'adjoint au maire et les représentants de tous les Comités de quartier du Secteur.

- Tenir informés les Comités de quartier, par l'intermédiaire de la MAAM dans le cadre de la Convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens contractée avec Amiens Métropole, de l'actualité de la vie associative dans les quartiers d'Amiens.

- Enregistrer les demandes et les avis des Comités de Quartier, les porter à la connaissance des élus et des services compétents, s'assurer du suivi des demandes qui auront été faites et y apporter une réponse dans les meilleurs délais.

- Informer et présenter aux Comités de Quartier des projets et des aménagements publics, notamment ceux qui impliquent des enquêtes publiques (Plan Local d'Urbanisme, Plan de Déplacements Urbains…) dans des délais qui permettent d'organiser l'information et la concertation dans les quartiers.

- Tenir au moins une réunion publique tous les deux ans dans chaque quartier en présence des élus et services concernés.

- Organiser une fois par an une Visite de proximité dans chaque quartier de la ville afin d'y recueillir avec le Comité de quartier les remarques et les doléances des habitants et acteurs du secteur.

- Faire participer les Comités de quartier qui le souhaitent aux dispositifs de concertation qui sont ou seront mis en place (Conseils citoyens, Conseils de projet, etc.)

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# LES PRINCIPES GÉNÉRAUX ET ENGAGEMENTS

## → Les actions et les engagements des Comités de Quartier

**En adhérant à la présente Charte, le Comité de quartier est reconnu par la Ville, et devient membre de droit de l'Union des Comités de quartier, pour représenter les habitants de son quartier.**

Les Comités de quartier d'Amiens s'engagent à :

- Etre des associations de type « loi 1901 » non partisanes, apolitiques, non-religieuses, autonomes et indépendantes, agissant dans le périmètre d'activité qui leur est imparti et, à ce titre, n'élire parmi les membres de son Conseil d'administration aucun élu politique ni représentant officiel d'une communauté religieuse. Egalement, les membres d'un Comité de quartier peuvent adhérer à plusieurs Comités, mais ne peuvent appartenir qu'à un seul conseil d'administration.

- Collecter les remarques, doléances et suggestions des habitants et les formaliser aux élus de la Ville et être force de proposition afin d'améliorer les espaces publics et la vie quotidienne dans leur quartier.

- Animer et organiser les visites de proximité et les réunions publiques avec les élus et les services. Ils se chargent de communiquer auprès des habitants sur ces rencontres avec les moyens mis à disposition par la Ville.

- Synthétiser la tenue de ces visites et des réunions publiques ainsi que les réponses qui ont été apportées lors de son assemblée générale annuelle.

- Jouer un rôle central dans l'animation d'un réseau local constitué des différents partenaires associatifs et l'ensemble des acteurs du quartier. Ils ont pour mission d'organiser chaque année, dans les secteurs qui leur sont impartis, une réunion rassemblant l'ensemble de ces partenaires afin d'évoquer toutes les questions les concernant. L'ordre du jour en sera établi par le Comité de quartier, en collaboration avec la Ville, la MAAM et les différents acteurs locaux.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

- Communiquer avec les habitants à l'aide d'une adresse mail générique (de type : nomdequartier@comitesdequartieramiens.fr) fournie par un opérateur commun à l'aide du matériel numérique mis à sa disposition par la Ville et dans un souci de lisibilité accrue pour l'ensemble des Amiénois.

- Adhérer, s'ils le souhaitent, au titre d'association, à la MAAM afin de bénéficier des offres de services (aides administrative, juridique et opérationnelle dans l'organisation de manifestation) et de formation de cette structure et de développer avec elle des liens avec les autres associations d'Amiens.

- Définir des postes de référents (Santé, Transports, Seniors, Conseils citoyens, Education, Voiries, etc.) chargés de représenter le Comité dans les instances spécifiques de concertation que la Ville peut mettre en place.

- S'efforcer en permanence de recruter de nouveaux membres et prévoir de renouveler régulièrement son Bureau exécutif afin de donner à tous la possibilité d'y exercer des fonctions de responsabilité.

### → La Commission consultative

Une Commission consultative de 10 membres, composée à égalité de représentants élus de la Ville (5 titulaires et 5 suppléants) et de membres des Comités de quartier élus par l'Assemblée Générale de l'Union des Comités de quartier (5 titulaires et 5 suppléants), est constituée.

Le Maire ou son représentant préside cette Commission qui se réunit au moins une fois par an, ou à la demande du Bureau de l'Union des Comités de quartier ou de la Ville.

La Commission consultative est chargée du contrôle du bon fonctionnement de la présente Charte.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

**à Amiens,**
**le 6 décembre 2014**

**Brigitte FOURÉ,**
Maire d'Amiens

**Alain GEST,**
Président d'Amiens Métropole

**Nathalie LAVALLARD,**
Adjointe au maire chargée de la Démocratie Locale et de la Vie Associative

**Eric HUGENTOBLER,**
Président de la Maison des Associations d'Amiens Métropole

**Danièle LETURCQ,**
Présidente de l'Union des Comités de Quartier

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# LES OUTILS DE LA CONCERTATION

## → Les visites de proximité

### ↘ QUI ?

Les visites de proximité sont co-organisées, une fois par an et par quartier, par la Ville et le Comité de quartier.

Elles sont menées par le Président du Comité de quartier, l'Adjoint au maire de secteur du quartier concerné et l'Adjointe au maire chargée de la Démocratie locale et la Vie associative.

Tous les habitants du quartier sont invités à participer à la visite de proximité. A cet effet, un carton d'invitation est édité par la Ville. Les Conseillers généraux, les députés et tout organisme, résidant ou non, concerné par l'actualité de la visite sont invités par la Ville à y assister.

### ↘ POURQUOI ?

Les Visites de proximité sont l'occasion de parcourir le quartier à pied afin de relever toutes les propositions et questions des habitants liées à la vie quotidienne, de faire le point sur les aménagements réalisés et de présenter les projets du quartier.

### ↘ COMMENT ?

La Ville établit le calendrier annuel des visites de proximité et le communique à tous les Comités de quartier.

Deux mois avant chaque visite, après avoir recueilli les propositions des habitants, le choix du parcours est défini par le Comité de quartier qui le communique à la Ville afin de réaliser notamment le carton d'invitation et de préparer la visite avec les Services ou organismes concernés.

Avant l'issue de la visite, une séance de synthèse est organisée dans une salle qui autant que possible se situe au centre du quartier.

Le carton d'invitation est mis à disposition des Comités de quartier afin d'organiser et assurer une partie de sa diffusion à l'ensemble des habitants du parcours choisi.

Le JDA communique sur la date des visites de proximité et assurera son compte rendu.

Pour le suivi de la visite, la Ville apporte des réponses formalisées aux questions posées par le biais d'un tableau de liaison dans lequel sont citées toutes les problématiques posées en visite, le service impliqué pour sa résolution et l'état de la demande. Ce tableau est transmis dès que possible au Comité de quartier.

Chaque fois que nécessaire, une évaluation sur l'efficacité et les apports des réalisations effectués après les visites de proximité sera assurée par la Ville et les Comités de quartier.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



## → Les réunions publiques organisées par les Comités de quartier ou les associations

### ↘ QUI ?

Les Comités de Quartier ou les associations, en lien avec les services de la Ville, organisent des réunions publiques sur les sujets qui touchent leur quartier ou leur activité. Il peut s'agir de réunions d'information ou de concertation.

### ↘ QUOI ?

Il convient de dissocier deux types de réunions publiques :

↘ La réunion publique « générale », sans sujet particulier abordé, mais qui laisse place aux échanges et à l'information. Un élu peut être invité, généralement l'Adjoint de secteur. Dans ce cas, la réunion publique est préparée en amont avec les participants qui peuvent alors poser leurs questions, transmises préalablement à l'élu afin que ce dernier puisse venir avec tout ou partie des réponses.

↘ Une réunion publique thématique sur un sujet ou un projet particulier. La réunion publique peut ici servir à informer, mais aussi à confronter les points de vue. Au-delà de la simple information, il peut s'agir d'une réunion publique de consultation des avis, voire de co-construction d'un projet.

### ↘ COMMENT ?

Afin que chacun puisse prendre la parole, le format de la réunion publique doit être préparé et adapté au public invité et selon la thématique abordée. Cela permet d'intégrer des personnes éloignées des formats traditionnels de réunions publiques.
La Ville s'engage à communiquer sur la réunion publique avec ses moyens de communication : JDA, site internet, etc. en indiquant la thématique, les questions qui seront posées et les invités présents (élus, services, architectes, etc.), ce qui peut motiver certains habitants.

Les forces vives du secteur (associations, commerçants, etc.) doivent être mobilisées par le comité de quartier, via un répertoire des interlocuteurs par quartier, par exemple. Les associations peuvent ainsi être des relais mobilisateurs pour les habitants.
La réunion publique doit systématiquement débuter par une présentation générale de ce que l'on attend des participants, de la transparence sur leurs marges de manœuvre par rapport au projet présenté et du statut de la réunion (simple réunion d'information ou pas). Elle peut se terminer par un moment de convivialité.
La Ville s'engage à apporter des réponses aux questions posées lors de la réunion publique, auxquelles une réponse immédiate n'aurait pas pu être donnée.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# LES OUTILS DE LA CONCERTATION

## → Les balades urbaines

### ↘ QUI /QUOI ?

Les Balades urbaines sont des outils de démocratie locale organisées par la Ville d'Amiens, afin de présenter les grands projets de la Ville et de la Métropole, en cours ou à venir. Elles ont lieu le samedi matin afin que les actifs puissent être présents, mais peuvent éventuellement changer de format en fonction de la thématique abordée (balades nocturnes, à vélo, etc.).

A la différence des visites de proximité, les Balades urbaines traversent plusieurs quartiers de la ville, voire d'autres communes de la métropole, en fonction de l'actualité. Il s'agit d'ouvrir les secteurs entre eux et de faire découvrir aux habitants les richesses insoupçonnées qui se trouvent près de chez eux.

L'ensemble des habitants d'Amiens est concerné par la Balade Urbaine, et non juste les riverains. Ils peuvent ainsi découvrir des quartiers souvent méconnus ou s'intéresser à une thématique particulière développée lors de la Balade Urbaine. L'objectif est d'ouvrir le plus largement la participation et d'avoir un public diversifié.

### ↘ COMMENT ?

La Balade urbaine est l'occasion d'une rencontre entre les habitants et les élus, sur le terrain. Elle permet l'échange informel entre toutes les personnes impliquées pour la vie d'un secteur : élus, habitants, comités de quartier, services de la Ville, associations, etc.

Même s'ils peuvent être traités à la marge à l'occasion de la rencontre entre les élus et les habitants et de la présence des services, les problèmes de proximité ne sont pas l'objet de la Balade urbaine, et sont réservés aux visites de proximité. Toutefois, certains points abordés lors des visites de proximité peuvent faire l'objet d'une présentation plus importante lors d'une Balade urbaine.

Le choix du parcours et de la thématique se fait par l'Adjointe à la Démocratie locale et la Vie associative, en fonction de l'actualité des secteurs. Toutefois, les comités de quartier peuvent être force de proposition en attirant l'attention sur un point particulier qu'il conviendrait de présenter.

La Ville d'Amiens s'engage à communiquer sur la Balade urbaine afin de toucher un public aussi large et diversifié que possible. Par ailleurs, elle a pour rôle d'assurer la logistique du dispositif (interventions, accueil, collations, etc.) et se charge d'inviter les élus concernés (Adjoints, Députés, Conseillers départementaux, etc.).

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# LES OUTILS DE LA CONCERTATION

## → Les outils numériques

### ↘ POURQUOI ?

L'usage des outils numériques par les Comités de quartier a deux vocations : la première est évidemment d'informer la population sur leurs actions et de leurs missions, la seconde est de renforcer les liens entre habitants d'un quartier et membres du Comité de ce quartier afin d'aider les premiers à améliorer leur vie quotidienne. La Ville d'Amiens dote les Comités de quartier d'une tablette numérique et formera, si besoin, à leur usage les personnes qui le souhaitent.

### ↘ QUOI ?

Plusieurs types d'outils sont ainsi développés :

#### ↘ La messagerie électronique

Sans doute l'outil le plus simple à appréhender, l'adresse mail (ou courriel) est détenue par tous les Comités de quartier sous la forme nomdequartier@comitesdequartieramiens.fr, fournie par l'opérateur unique dans le cadre de la mise à disposition des matériels par la Ville. Cette adresse type permet à chaque habitant d'Amiens de trouver plus facilement le moyen de contacter son Comité de quartier pour évoquer notamment les questions du quotidien.

Cette adresse mail est présente sur tous les documents de communication du Comité et de la Ville.

#### ↘ Un site internet dédié aux Comités de quartier

Le site de l'UCQ (www.ucq-amiens.org) renseigne sur tout ce qui concerne tous les quartiers d'Amiens : la tenue et le compte-rendu des réunions publiques, les travaux en cours et à venir, les évènements et animations portés par les Comités et l'ensemble de leurs partenaires, c'est-à-dire tout ce qui touche à la vie des quartiers.

En outre, il rend public toutes les informations dites institutionnelles sur chaque Comité de quartier (membre du bureau, commissions, etc…).

Le site possède sa propre charte graphique, il est indépendant du site internet d'Amiens Métropole, amiens.fr (même si chacun des deux sites peut renvoyer vers l'autre).

Les membres des 26 Comités de quartier et les membres de l'UCQ sont impliqués dans la mise à jour du contenu du site internet notamment grâce à un accès pour la maintenance dédié pour chaque Comité de quartier.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

### ↘ Les réseaux sociaux : *Facebook*, *Twitter*

La tablette numérique, dont ont été munis les Comités de quartier, est un outil simple afin d'être présent sur les réseaux sociaux, via un compte sur Facebook et Twitter, et d'y être réactif.

Les réseaux sociaux constituent un bon moyen pour un habitant « connecté », souvent actif ou assez jeune, de rentrer en lien avec le Comité et de pouvoir lui poser des questions, ou de faire remonter une problématique.

Ces comptes permettent à chaque Comité, de manière régulière, d'informer ses adhérents, et au-delà, l'ensemble des habitants du quartier et de la Ville d'Amiens, détenteurs d'un compte et de créer avec eux un lien basé sur l'interactivité. Rederie, arbre de Noël, sorties, repas, fêtes… font ainsi l'objet de « pages » sur internet, de brèves, de billets, de statuts, que les internautes peuvent partager afin de faire connaître plus amplement l'action du Comité de quartier.
Tous les comptes doivent être liés à une seule et unique adresse mail du Comité de quartier, afin de centraliser les courriels (mails) et ainsi les demandes dans une seule messagerie électronique.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# LES OUTILS DE LA CONCERTATION

## → La réunion annuelle de quartier

### ↘ QUI ?

Chaque Comité de quartier organise et anime, au moins une fois par an, une réunion réunissant les forces vives de son territoire (partenaires associatifs, économiques, éducatifs culturels et sportifs, etc.).

### ↘ POURQUOI ?

Cette réunion a pour objectif de recueillir auprès de ces acteurs locaux les besoins liés :

↘ au quotidien des habitants,

↘ au développement commercial et économique,

↘ à l'éducation, la formation, l'insertion,

↘ les transports et déplacements,

↘ la santé, la solidarité et l'entraide de voisinage,

↘ l'environnement, la sécurité, la propreté et le cadre de vie,

↘ la culture, les sports et les loisirs,

↘ l'habitat et le logement du quartier.

Elle a aussi pour but :

↘ de mieux connaître les acteurs locaux,

↘ de créer du lien et d'agir en complémentarité avec eux dans les différents domaines où ils agissent,

↘ et de construire des projets communs pour favoriser l'expression de tous les habitants et dynamiser la vie du quartier.

Pour l'organisation de cette rencontre, le Comité de quartier reçoit le soutien logistique de la Ville d'Amiens.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4



## → Les Conseils Citoyens et les Maisons du projet dans les quartiers prioritaires du Contrat de Ville

### ↘ POURQUOI ?

La Loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 24 février 2014 crée un Conseil citoyen dans chaque quartier prioritaire du Contrat de ville. A Amiens, six territoires sont concernés, dans les quartiers Etouvie, Amiens-nord, Saint-Leu / Les Parcheminiers, Pierre-Rollin, Marcel-Paul / Salamandre et Philéas-Lebesgue / Condorcet.

Conformément aux dispositions de la loi, le Contrat de ville définit un lieu et des moyens dédiés au fonctionnement de ces Conseils. L'Etat, la collectivité et les bailleurs concourent à la mise à disposition de ces moyens.

### ↘ QUOI ?

Les Conseils citoyens participent aux instances de pilotage du Contrat de ville et sont pleinement associés à ses différentes étapes : diagnostic, définition des enjeux et des priorités, identification des ressources mobilisables, programmation des actions, mise en œuvre, suivi, évaluation. A ce titre, l'Avis citoyen exprimé par une Conférence citoyenne qui s'est tenue en décembre 2013 constitue un premier élément du diagnostic et de la définition des enjeux du Contrat de ville d'Amiens.

Les Conseils citoyens ont pour mission de favoriser l'expression des habitants - et notamment ceux qui sont le plus éloignés des instances de parole habituelles (jeunes, résidents non-communautaires…) - et de garantir leur participation à toutes les étapes du Contrat de ville dans leur quartier.

### ↘ QUI ?

Chaque Conseil citoyen comprend deux « Collèges » composés :

- ↘ d'une part, des habitants tirés au sort en respectant le principe de parité femmes / hommes,
- ↘ d'autre part, des représentants d'associations et acteurs locaux, issus d'une liste de volontaires (tirés au sort si leur nombre excède celui du Collège Habitants) issus d'un appel à candidature.

Le nombre des participants aux Conseils citoyens d'Amiens est établi proportionnellement au nombre d'habitants du territoire concerné et en tenant compte de la typologie du tissu associatif et des acteurs locaux du quartier.

La composition du Collège Associations / Acteurs locaux du Conseil citoyen peut s'inscrire dans des dynamiques participatives existantes. A ce titre, leur création peut donc s'articuler avec le fonctionnement d'instances comme les Comités de quartier, « tables de quartier », collectifs d'habitants, groupes de paroles, etc.

Tous les Comités de quartier du Secteur de la ville où sont situés les territoires concernés par le Contrat de ville sont membres de droit des Conseils citoyens, à raison de deux représentants de chaque Comité de quartier.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4







© Mission Démocratie locale et Vie associative

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# CHARTE DE RELOGEMENT DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN D'AMIENS MÉTROPOLE COFINANCÉ PAR L'ANRU DANS LE CADRE DU NPNRU

Novembre 2019

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# SOMMAIRE

Préambule

Titre 1 : Les grands principes du relogement

Titre 2 : Les partenaires du relogement

Titre 3 : Les objectifs locaux poursuivis pour le relogement

Titre 4 : Le déroulement des relogements

Titre 5 : Le suivi et l'évaluation des relogements

Titre 6 : Les dispositions diverses

Annexes

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# Préambule

La stratégie de transformation des quartiers concernés par le programme de renouvellement urbain d'Amiens Métropole prévoit notamment des opérations de démolition, de requalification sur le parc social. Ces interventions impliquent la mise en place d'un processus de relogement pour les locataires du parc social concernés. Tous les ménages concernés bénéficieront d'un accompagnement lors de la procédure de relogement.

Le programme de renouvellement urbain concerne le territoire de la communauté d'agglomération Amiens Métropole. Les communes de l'EPCI disposant d'un parc social, les bailleurs et l'ensemble des réservataires présents sur ce territoire sont susceptibles d'être concernés par le relogement des ménages issus du projet ANRU.

Les demandes de relogement hors du territoire d'Amiens Métropole pourront néanmoins être appuyées par Amiens Métropole auprès de la mairie concernée et par le bailleur auprès de ses homologues dans l'objectif de faciliter le relogement des ménages.

Le protocole de préfiguration signé le 16 mars 2017 intègre une opération nécessitant la mise en place d'une démarche de relogement :

- démolition du Grand Mozart (Maison du CIL)

La convention de renouvellement urbain intégrera plusieurs opérations similaires sur les quartiers Nord et à Etouvie. En fonction des arbitrages issus de la phase de préfiguration, des opérations de requalifications lourdes nécessitant des relogements définitifs pourraient être intégrées au programme ANRU.

Conformément au règlement général de l'ANRU relatif au NPNRU approuvé par arrêté ministériel le 7 août 2015, et comme prévu dans les missions de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) en matière d'attributions de logements sociaux, Amiens Métropole et les bailleurs sociaux du territoire, en lien avec les services de l'État, les réservataires de logements sociaux et les associations de locataires, s'engagent à mettre en œuvre un processus de relogement de qualité, permettant de répondre aux besoins et aux souhaits des ménages.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# Titre 1 : Les grands principes du relogement

Conformément à la nouvelle politique de la ville initiée en 2014, le contrat de ville d'Amiens Métropole signé le 20 février 2015 constitue le document-cadre des politiques urbaines et sociales mises en place sur les quartiers prioritaires.

Le processus de relogement ANRU s'inscrit dans les orientations de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL), des dispositions du protocole de préfiguration et de la future convention pluriannuelle de renouvellement urbain.

La charte de relogement signée par les partenaires du projet de renouvellement urbain pose comme principes généraux :

- **l'information, la concertation et l'implication des locataires dans la procédure de relogement ;**
- **la prise en compte des besoins et souhaits des locataires à reloger, tout en favorisant un parcours résidentiel positif et l'encadrement de l'impact financier du relogement pour les ménages ;**
- **l'attention à faire du relogement une opportunité de réinsertion socio-professionnelle pour les ménages les plus en difficulté ;**
- **le respect des objectifs en matière d'équilibre de peuplement entre les territoires et contribuer à la mixité sociale des quartiers.**

Compte tenu des objectifs fixés par l'ANRU, l'attribution d'un logement devra se faire dans le respect des critères hiérarchisés de la manière suivante :

Critère n°1 : le besoin du ménage

Critère n°2 : le souhait du ménage et la qualité du parcours résidentiel

Critère n°3 : l'appréciation de la soutenabilité financière du relogement

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# Titre 2 : Les partenaires du relogement

Les objectifs de qualité de relogement et d'équilibre de peuplement doivent être poursuivis par les partenaires. Ils s'inscrivent dans les orientations plus larges des politiques locales de l'habitat, en particulier le repositionnement de l'offre nouvelle et les équilibres des quartiers d'accueil et les orientations en matière de peuplement et d'attribution à l'échelle de l'agglomération.

Les bailleurs sociaux sont les opérateurs en charge du processus de relogement. Toutefois, la stratégie de relogement à l'échelle intercommunale est pilotée par le porteur de projet, qui assure également la mobilisation des partenaires du territoire d'Amiens Métropole. Ce pilotage est indispensable pour la conduite et l'atteinte des objectifs de relogement.

**La Direction départementale des territoires et de la mer**

Représentant l'Etat, l'ANRU et garant du droit au logement, la DDTM veille à l'élaboration d'une stratégie de relogement à l'échelle intercommunale dans le respect des orientations proposées par l'ANRU pour le NPNRU et à sa mise en œuvre dans le respect des engagements définis dans la présente charte. Elle assure le suivi du relogement et des engagements des parties, en lien avec la DDCS et le porteur de projet.

**La Direction départementale de la cohésion sociale**

Représentant l'Etat et garant du droit au logement, la DDCS porte un regard global sur les attributions de logements sociaux, notamment sur les publics prioritaires (DALO, PDALHPD, ANRU, etc.) Elle joue un rôle de prévention des expulsions pour l'ensemble du département, en dernier ressort elle pilote ces procédures pour l'arrondissement d'Amiens.

**Le Conseil Départemental**

Au titre de ses compétences en matière de logement et de l'investissement de ses équipes sociales de proximité dans l'accompagnement des publics fragiles et en grande difficulté, les services du département pourront être mobilisés dans le cadre de leurs missions de droit commun.

**La Caisse d'allocations familiales**

La Caisse d'allocations familiales intervient dans le cadre des relogements en facilitant l'accès aux droits et apporte son expertise concernant les aides au logement et les calculs des prestations familiales.

**Les bailleurs sociaux**

Le relogement repose sur les organismes de logement social, propriétaires et gestionnaires des logements démolis ou requalifiés, qui pourraient générer du relogement. En tant que tel, ils sont responsables juridiquement du relogement et en assurent la mise en œuvre opérationnelle. Afin d'assurer son déroulement, chaque organisme identifie un référent « relogement ANRU ».

Chaque bailleur engagé dans des opérations de démolitions et/ou requalification lourde financées par l'ANRU générant du relogement est tenu d'assurer le traitement des procédures de relogement

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

de ses locataires en y consacrant les ressources permettant de traiter l'activité supplémentaire générée par le projet de renouvellement urbain.

Il est rappelé que l'attribution d'un nouveau logement est prioritairement à la charge du bailleur, maître d'ouvrage de l'opération générant du relogement. Si ce dernier ne peut proposer un relogement compatible avec les critères d'attribution énoncés au titre 3, point 2 « L'attribution des logements » de la présente charte, le bailleur devra motiver cette absence de relogement de son parc. Le comité relogement sera alors chargé de déterminer si une solution de relogement plus satisfaisante peut être proposée par un autre bailleur.

**Amiens Métropole**

Amiens Métropole, porteur de projet, dispose d'une équipe MOUS chargée pendant la phase de préfiguration de réaliser les enquêtes sociales préalables à la phase de relogement opérationnel. Cette enquête préalable a également vocation à contribuer à la définition du programme de reconstitution de l'offre démolie.

L'équipe MOUS a vocation à apporter tout au long du projet un appui aux bailleurs qui le sollicitent dans le cadre d'opérations de démolitions et de restructuration lourde par :

- l'accompagnement renforcé de ménages en situation de fragilité,
- le cas échéant, l'aide à l'appropriation d'un nouveau logement, d'un nouveau quartier,
- sa participation au comité relogement et la mobilisation de son avis sur la situation des ménages qu'elle connaît.

Elle n'a pas vocation à intervenir pour les ménages dont le relogement ne génère pas de difficultés spécifiques.

**Action Logement**

La volonté d'Action Logement Services est d'accompagner ses partenaires sur les programmes de relogement préalables aux opérations de démolitions menées.

A ce titre, Action Logement Services sera partenaire du dispositif en mobilisant l'offre locative dont il dispose dans le Département de la Somme, afin de faciliter le relogement des salariés des entreprises du secteur assujetti concernés par les projets de démolition du PRU d'Amiens Métropole.

Une part importante des logements financés par Action Logement Services ayant pu être réservée en droit de suite pour le compte d'entreprises adhérentes, l'engagement contractuel pris avec ces entreprises reste toujours d'actualité et ne pourra être occulté.

Une mobilisation au titre du relogement d'un public non éligible au contingent d'Action Logement Services pourra également être envisagée au cas par cas, en contrepartie d'une compensation sur le territoire de la même commune, sur un logement équivalent à celui remis à disposition pour un tour, ou toute autre contrepartie définie d'un commun accord. La mobilisation des réservations Action Logement inclut les logements neufs qui seront cependant réservés en priorité aux salariés des entreprises du secteur assujetti.

Action Logement Services peut également proposer aux salariés qui rencontrent des difficultés conjoncturelles, son service d'accompagnement social. Son objet est de favoriser l'accès ou le

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

maintien dans le logement grâce à une prise en charge personnalisée. Les salariés qui seraient en difficulté dans le cadre d'un relogement pourront bénéficier de ce service. Ce réseau dénommé CIL PASS assistance est déployé au niveau national. Il s'adresse aux ménages dont les difficultés font souvent suite à un accident de la vie qui déstabilise leur budget et fragilise leur situation locative.

Action Logement Services pourra également mobiliser, en tant que de besoin, des moyens et des aides au titre de la solvabilisation et de la sécurisation (aides Loca-pass, Visale) des salariés relogés.

Mobilisation du parc de réservation d'Action Logement Services

Action Logement Services identifiera la demande de salariés éligibles (entreprises privées de plus de 10 salariés et plus) et procédera (en lien avec la MOUS) à des propositions de relogement adaptées dans un volume cohérent avec la part d'attribution d'Action Logement Services sur le territoire en lien avec ses différents enjeux et obligations (Dalo, publics prioritaires, lien emploi/logement).

# Titre 3 – Les objectifs locaux poursuivis pour le relogement

## 1. Les objectifs de relogement

Les objectifs suivants sont fixés :

- 40% de relogements hors QPV,
- dont 60% des relogements hors QPV dans le parc neuf ou conventionné depuis moins de 5 ans,
- maîtrise du reste à charge et du reste à vivre dans les conditions précisées ci-dessous.

Pour les bailleurs dont le patrimoine est localisé à plus de 60% dans les QPV. L'objectif de relogement hors QPV est fixé à concurrence de la proportion de leur patrimoine situé hors QPV.

Pour rappel, le premier programme de rénovation urbaine d'Amiens Métropole a généré le relogement de 622 ménages :

- relogement hors ZUS : 52%
- relogement dans le neuf : 28%

L'appréciation du respect de ces objectifs sera faite par bailleur et prendra en compte :

- la proportion de son parc social situé dans les quartiers prioritaires,
- le calendrier de livraison des opérations de reconstitution ou d'offre nouvelle permettant le relogement dans le neuf.

Le dispositif d'aide forfaitaire pour le relogement d'un ménage avec minoration de loyer dans le neuf ou conventionné depuis moins de 5 ans (article 2.1.3.2 du RGA du NPNRU) peut être mobilisé par les bailleurs relogeurs dans l'objectif de rendre éligible un plus grand nombre de ménages aux loyers du parc social neuf ou de moins de 5 ans. L'objectif fixé pour le relogement dans le neuf doit permettre à la convention de renouvellement urbain d'Amiens Métropole de mobiliser un niveau d'aide forfaitaire suffisant pour accompagner le relogement définitif de ménages dans les conditions prévues à l'article 2.1.3.2 du RGA, c'est-à-dire à un niveau de loyer inférieur au plafond de loyer pour l'attribution de l'APL au ménage concerné, dans des logements neufs hors QPV dans le cadre du projet.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

## 2. Les critères hiérarchisés pour l'attribution d'un logement

Compte tenu des objectifs fixés par l'ANRU, l'attribution d'un logement devra se faire dans le respect des critères hiérarchisés de la manière suivante :

Critère n°1 : le besoin du ménage

Le logement proposé devra répondre de manière impérative aux besoins du ménage quelle que soit sa situation initiale.

Critère n°2 : le souhait du ménage et la qualité du parcours résidentiel

Le respect du souhait des ménages exprimé lors de l'entretien préalable et modifiable (en cas d'évènement majeur justifiant ce changement) est un objectif du projet de renouvellement urbain.

Le comité relogement aura pour objet de s'assurer du respect du souhait du ménage dans la mesure du caractère raisonnable du souhait exprimé et de sa compatibilité avec la composition du parc social métropolitain.

La qualité du parcours résidentiel pourra s'apprécier sur la prise en considération des critères suivants :

- lien social à préserver,
- éloignement domicile/travail,
- scolarisation des enfants,
- offres de transports en commun et de services courants,
- modalités d'accès aux programmes neufs (possibilité de relogement temporaire avec engagement d'attribution d'un logement neuf à construire),
- mise en cohérence de la composition familiale avec la typologie des logements,
- adaptation du logement à une situation de handicap ou de vieillissement,
- parcours vers le logement intermédiaire ou l'accession sociale.

Critère n°3 : l'appréciation de la soutenabilité financière du relogement

Conformément aux orientations de l'ANRU, l'encadrement de l'impact financier du relogement sera systématiquement recherché, à travers un effort de maîtrise du reste à charge tenant compte de l'évolution de la typologie du logement, de sa surface et de son niveau de service et du reste à vivre par jour par personne.

Par principe, l'appréciation de la soutenabilité financière s'appuiera sur les deux critères suivants :

- **Un reste à charge :**
  **- qui augmente au plus de 10% pour les ménages « PLUS »**
  **- qui reste stable pour les ménages « PLAI »**

Le reste à charge représente le coût effectif d'un logement pour un ménage. Le calcul tel que défini par le règlement général de l'ANRU est le suivant :

**Loyer + charges - APL**

Un effort de maîtrise du reste à charge des ménages est ainsi exigé par l'Agence (tenant compte de l'évolution de la typologie du logement, de sa surface et de son niveau de service).

Néanmoins, la difficulté liée à l'approche des charges, impose d'utiliser un barème lorsque les charges ne sont pas quittancées. Pour optimiser la maîtrise de l'impact financier du relogement pour

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

les ménages, les partenaires conviennent d'intégrer dans le calcul du reste à charge d'autres charges liées au logement que les seules charges quittancées au ménage.

Ainsi, le calcul retenu pour évaluer la part à charge pour les ménages, afin de permettre une comparaison avant/après relogement, ainsi qu'une comparaison entre différents types de logements est basé sur l'emploi du barème utilisé par le Département du Nord dans le cadre du FSL. L'actualisation de ce barème est à prendre en compte durant toute la période des relogements (ce barème est actualisé tous les deux ans selon les indices des prix à la consommation INSEE du mois de janvier de l'année de n-1).

Ainsi, le calcul du reste à charge retenu est le suivant :

| |
|---|
| Loyer + charges générales quittancées<br><br>+ charges quittancées de chauffage (si le chauffage est collectif)<br><br>ET forfait de charges d'eau, de réchauffement de l'eau et de chauffage (si chauffage individuel) selon le barème « FSL » |

- **Un reste à vivre de 6,5 € par jour par unité de consommation**

Il s'agit de la somme demeurant disponible par jour pour chaque membre d'un ménage, une fois réglées les dépenses incompressibles. Le calcul du reste à vivre se base uniquement sur les dépenses incompressibles.

Le calcul du reste à vivre est le suivant :

| |
|---|
| = **(Ressources mensuelles – (reste à charge + dépenses courantes obligatoires incompressibles))**<br>**(Nombre d'unité de consommation x 30)**<br><br>Sont à prendre en compte dans les dépenses courantes obligatoires incompressibles :<br><br>- l'électricité*<br>- le gaz*<br>- l'assurance habitation*<br>- le téléphone*<br>- les impôts (sur la base d'un avis d'imposition fourni par le ménage)<br>- la pension alimentaire (sur la base du jugement fixant le montant de la pension, fourni par le ménage) |

* sur la base du barème annexé à la charte

Le barème est susceptible d'évoluer au cours du projet pour correspondre à l'évolution des prix. Le barème sera mis à jour tous les 2 ans conformément à l'indice des prix à la consommation INSEE du mois de janvier de l'année de n-1.

Le seuil de 6,50 € par jour et par unité de consommation constitue un seuil d'alerte.

Une attention particulière doit être portée à la capacité financière du ménage. Le relogement devra limiter l'impact financier et doit permettre de réinscrire les ménages en difficultés sociales dans une dynamique d'insertion.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Dans cet objectif, les principes suivants sont fixés :

- Lorsqu'un ménage est (avant relogement) au-dessus de ce seuil, il ne doit pas descendre en-dessous après relogement,

- Lorsqu'un ménage est (avant relogement) au-dessous de ce seuil, sa situation ne doit pas être dégradée par le relogement.

La prise en compte de ces critères sera complétée par une prise en considération du bailleur de critères relevant du suivi social des ménages tel que :

- la situation du ménage face à l'emploi,
- l'insertion sociale du ménage,
- l'appropriation et l'entretien du logement
- les problématiques de santé du ménage.

Ces éléments seront appréciés par le bailleur lors de l'entretien préalable à l'engagement de la procédure de relogement. En cas de situation particulièrement préoccupante, le bailleur sollicitera la MOUS qui proposera un accompagnement renforcé (cf. Titre 4) ou dirigera le ménage vers les services de droit commun compétents en fonction de la problématique rencontrée.

# Titre 4 – Le déroulement des relogements

La démolition des logements va constituer pour les familles concernées une rupture qu'il convient d'accompagner par un dispositif spécifique. La procédure de relogement se déroulera en plusieurs phases :

### 1. L'entretien préalable à l'engagement de la procédure de relogement

Une fois la réhabilitation nécessitant relogement ou la démolition validée, un entretien sera organisé par le bailleur avec chacun des locataires concernés afin de connaître la situation du ménage, qualifier son besoin et souhait de relogement.

Une réunion d'information destinée aux habitants de l'immeuble sera organisée.

Au terme de cette phase, chaque ménage inscrit dans le processus de relogement ANRU sera inscrit par son bailleur dans le Système National d'Enregistrement.

### 2. L'attribution des logements

A partir du diagnostic social, des échanges seront organisés avec le ménage pour lui faire des propositions de logements adaptés à sa situation et à ses attentes.

L'attribution d'un logement se fera systématiquement dans le cadre des commissions d'attribution logement (CAL). Ces dernières restent souveraines pour valider les propositions d'attribution de logement.

Trois propositions, au plus, compatibles avec les critères énoncés ci-dessus seront faites par les bailleurs.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

A l'issue de l'expiration du délai de 6 mois à compter de la notification de la 3ème offre de relogement, le locataire est déchu de tout titre d'occupation des locaux loués (Art 61 de la Loi°2009-323 du 25 mars 2009 dite Loi MOLLE). A ce titre, il est susceptible, en cas de non libération des lieux, d'être soumis à une procédure d'expulsion.

### 3. Le choix du nouveau logement

A partir de l'enquête sociale préalable, un nouveau contact est organisé avec le ménage pour lui faire une proposition de relogement, en tenant compte de son besoin et souhait de relogement, et des objectifs locaux de relogement fixés ci-dessus.

Le bailleur s'efforcera d'accompagner les ménages dans le choix du nouveau logement. Cet accompagnement sera déterminé par le bailleur en fonction du profil du ménage. Cet accompagnement doit permettre de faire le point sur l'adéquation du logement aux besoins de la famille et les adaptations éventuelles à apporter, et d'informer le locataire sur le montant précis du nouveau loyer et la part éventuelle de l'allocation personnalisée au logement.

Un délai de réflexion de dix jours après la commission d'attribution est accordé au locataire. En cas d'acceptation de la proposition formalisée de la CAL, le bailleur envoie au locataire, en Recommandé avec Avis de Réception, un projet de Convention de Relogement, que le locataire, s'il l'accepte, doit renvoyer signé. Ce projet de convention de relogement prend effet après un délai incompressible de 30 jours.

### 4. Le déménagement

Les locataires bénéficient, lors du déménagement d'un accompagnement matériel et social renforcé.

Concernant la prise en charge financière du déménagement, les modalités sont les suivantes :

- le bailleur en charge du relogement mandatera une entreprise spécialisée pour le déménagement, sans contribution financière du ménage, sous réserve que le locataire fasse la mise en carton.

Cette obligation s'appliquera également dans le cas où le relogement hors Amiens Métropole apparaît justifié par des raisons familiales ou professionnelles. Cette appréciation sera du ressort d'Amiens Métropole et de la DDTM après avis du comité relogement.

Par ailleurs, les frais de transfert d'abonnement d'eau, électricité, gaz, téléphonie fixe et de suivi de courrier de 6 mois seront remboursés par le bailleur sur présentation des factures dans les 6 mois suivant l'emménagement. Les obligations liées à un nouvel emménagement restent applicables (assurance, etc.) et de la responsabilité des locataires.
Enfin, il ne sera pas demandé au locataire de payer un nouveau dépôt de garantie, grâce à un transfert du dépôt de garantie de l'ancien logement. Si l'ancien dépôt de garantie ne couvre pas la totalité du nouveau, le différentiel reste à la charge du locataire.

En cas de changement de bailleur, le dépôt de garantie sera remboursé au locataire rapidement avant expiration du délai réglementaire de 1 mois sauf en cas de dette locative non apurée.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

Si le dépôt de garantie a été apporté par le FSL, le transfert du dépôt de garantie peut avoir lieu à condition que :

- le relogement soit réalisé dans le parc locatif du même bailleur,
- le ménage remplisse les conditions pour en bénéficier (quotient, taux d'effort, etc.),
- le ménage ait donné son accord.

Si le relogement est réalisé par un autre bailleur, une nouvelle demande de FSL peut être sollicitée.
La dette locative du ménage, contractée auprès du bailleur d'origine n'est pas transférée au bailleur d'accueil.

Le bailleur d'origine poursuit sa procédure de recouvrement de créances auprès du locataire relogé.

### 5. Accompagnement post-relogement

Dans l'objectif de répondre pleinement à l'article 4 « La stratégie de relogement et d'attribution » du titre I « Les critères de recevabilité des projets de renouvellement urbain » du règlement général de l'ANRU, le bailleur procède à une visite du locataire concerné dans les trois mois suivant le déménagement, sous réserve qu'il ait été relogé sur le territoire d'Amiens Métropole, pour s'assurer de sa bonne intégration dans le nouveau logement.

En cas de changement de quartier, un relais est mis en place avec la nouvelle agence ou antenne concernée, le cas échéant.

Les familles les plus fragiles pourront bénéficier d'un accompagnement renforcé par la MOUS selon les modalités suivantes :

a) Le bailleur fait appel à la MOUS pour accompagner l'entrée dans le logement.

b) Si entre 1 et 3 mois après le relogement la situation se dégrade, la MOUS peut intervenir à la demande du bailleur.

c) 3 mois après le relogement un entretien est systématiquement réalisé par la MOUS.

Un compte-rendu de l'entretien à 3 mois est fait au comité relogement qui décide des éventuelles suites à donner au suivi du ménage.

Dans l'année suivant leur emménagement, les locataires relogés feront l'objet d'une visite à domicile de la part du bailleur. En fonction de sa disponibilité, la MOUS d'Amiens Métropole pourra être sollicitée par le bailleur pour réaliser cette enquête. La synthèse de ces visites sera intégrée aux bilans des opérations de relogement afin d'apprécier la qualité du processus de relogement et son impact sur le parcours résidentiel et personnel des ménages.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# Titre 5 : Le suivi et l'évaluation des relogements

## 1. Organisation du pilotage et du suivi

**Le comité relogement**

Le comité relogement est une instance technique réunissant environ 1 fois par mois à l'initiative d'Amiens Métropole (qui en assure le secrétariat et l'organisation) :

- la DDTM,
- Action Logement Services
- le référent relogement ANRU des bailleurs sociaux.

Le comité relogement a vocation à :

- suivre l'avancement du processus de relogement et l'application des principes définis par la présente charte ;
- apporter des réponses adaptées aux situations particulièrement complexes ;
- renforcer la complémentarité et la coopération entre les signataires et les partenaires dans l'objectif de relogement des ménages.

Il est précisé que les membres du comité relogement respectent strictement une discrétion sur la situation des ménages relogés dans le cadre du PRU. Les documents utilisés pour la conduite des comités relogement ne doivent pas être communiqués à d'autres personnes physiques ou morales.

Il sera rendu compte de l'activité de ce comité technique au comité des partenaires ANRU réuni chaque semestre sous le pilotage du Vice-président chargé de la Politique de la Ville.

Le pilotage stratégique des relogements est notamment assuré par ce comité des partenaires ANRU. Il rassemble l'ensemble des partenaires opérationnels et financiers du projet de renouvellement urbain. Il est l'instance adaptée pour interpeller la Conférence Intercommunale du Logement (CIL), instance de gouvernance de la politique de l'habitat.

Il a pour objectifs de :

- faire l'état d'avancement du relogement,
- valider et commenter les bilans fournis par le comité de relogement (instance technique),
- suivre l'atteinte des objectifs de relogement énoncés ci-dessus
- suivre l'ensemble des engagements relatifs au relogement des ménages avec minoration de loyer.

**L'outil de suivi et d'évaluation**

Pour le suivi et l'évaluation, l'outil RIME de suivi des situations de relogement sera utilisé. Il reprend notamment les éléments suivants :

- situation initiale du ménage : logement (adresse, typologie, loyer), composition familiale, ressources, APL/ALS/ALF, loyer, reste à charge, taux d'effort...
- souhaits et besoins du ménage ;

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

- propositions adaptées (date, localisation, typologie, travaux éventuels, frais annexes pris en charge, accompagnement proposé, loyer, APL, reste à charge, taux d'effort...) ;
- réponse(s) des locataires aux 3 propositions, accompagnement mis en place et éventuel recours...

Un traitement statistique de ces données, enrichi d'éléments qualitatifs sera présenté au comité de relogement pour une analyse partagée.

Les indicateurs suivants seront suivis afin de permettre l'atteinte des objectifs initiaux du PRU :

- Part de relogement des ménages dans le parc neuf ou conventionné depuis moins de 5 ans,
- Part de relogement hors QPV,
- Maîtrise du reste à charge.

Le parc neuf ou conventionné depuis moins de 5 ans est constitué de :

- logement social neuf (1ère mise en location) ou livré depuis moins de 5 ans au moment du relogement ;
- logement conventionné en acquisition amélioration de moins de 5 ans.

Les logements réhabilités depuis moins de 5 ans ne sont pas pris en compte.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

# Titre 6 : Les dispositions diverses

Périmètre du projet de renouvellement urbain

Le projet de renouvellement urbain s'organise sur l'ensemble du territoire d'Amiens Métropole. Le souhait exprimé par les ménages dans le cadre de la procédure de relogement ANRU doit se faire prioritairement sur une des communes d'Amiens Métropole. Les ménages en seront informés lors de l'entretien individuel.

Les demandes de relogement hors du territoire d'Amiens Métropole pourront néanmoins être appuyées par Amiens Métropole auprès de la mairie concernée et par le bailleur auprès de ses homologues dans l'objectif de faciliter le relogement des ménages.

Dettes locatives

Le projet de renouvellement urbain ne prévoit pas de dispositions spécifiques relatives aux dettes locatives.

Maintien de la qualité de service

Les bailleurs sociaux s'engagent au maintien d'une qualité de service identique pour chacune des entrées quel que soit le nombre d'occupants. Une vigilance particulière sera accordée aux ménages isolés dans une entrée. En fonction du souhait des ménages, des relogements temporaires pourront être proposés afin de regrouper des ménages dans une seule entrée et permettre la condamnation des entrées vides.

Informatiques et libertés

La procédure de relogement ANRU respectera les dispositions de la loi « Informatiques et libertés ».

Une convention dédiée précisant les engagements de chacun des intervenants dans la procédure de relogement sera conclue.

DocuSign Envelope ID: C1771F25-3FD8-4035-B20A-C0F4AFBB12C4

ANNEXES

Charges non-quittancées : barèmes applicables (depuis le 1er janvier 2016)

| Composition familiale | Charges locatives | Eau | Electricité | Gaz | Chauffage | Téléphone | Assurance Habitation | TOTAL Charges locatives |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I * | 44 | 16 | 31 | 32 | 42 | 15 | 13 | 193 |
| I + 1 | 48 | 26 | 40 | 36 | 46 | 15 | 13 | 224 |
| I + 2 | 53 | 39 | 44 | 43 | 50 | 15 | 17 | 261 |
| I + 3 | 59 | 49 | 51 | 54 | 53 | 15 | 21 | 301 |
| I + 4 | 63 | 63 | 57 | 66 | 56 | 15 | 21 | 341 |
| I + 5 | 68 | 75 | 64 | 77 | 58 | 15 | 26 | 383 |
| I + 6 | 73 | 85 | 71 | 89 | 61 | 15 | 26 | 420 |
| I + 7 | 78 | 98 | 78 | 100 | 64 | 15 | 26 | 459 |
| I + 8 | 83 | 112 | 85 | 112 | 67 | 15 | 26 | 500 |
| I + 9 | 88 | 122 | 91 | 123 | 70 | 15 | 26 | 535 |
| I + 10 | 93 | 134 | 98 | 135 | 72 | 15 | 26 | 573 |
| | + 4 €/pers. en + | + 10 €/pers. en + | +5 €/pers. en + | + 8 €/pers. en + | + 2 €/pers. en + | | | + 29 €/pers. en + |
| M * | 44 | 26 | 40 | 36 | 46 | 15 | 13 | 220 |
| M + 1 | 48 | 39 | 44 | 43 | 50 | 15 | 13 | 252 |
| M + 2 | 53 | 49 | 51 | 54 | 53 | 15 | 17 | 292 |
| M + 3 | 59 | 63 | 57 | 66 | 56 | 15 | 21 | 336 |
| M + 4 | 63 | 75 | 64 | 77 | 58 | 15 | 21 | 373 |
| M + 5 | 68 | 85 | 71 | 89 | 61 | 15 | 26 | 415 |
| M + 6 | 73 | 98 | 78 | 100 | 64 | 15 | 26 | 454 |
| M + 7 | 78 | 112 | 85 | 112 | 67 | 15 | 26 | 495 |
| M + 8 | 83 | 122 | 91 | 123 | 70 | 15 | 26 | 530 |
| M + 9 | 88 | 134 | 98 | 135 | 72 | 15 | 26 | 568 |
| M + 10 | 93 | 147 | 105 | 146 | 75 | 15 | 26 | 607 |
| | +4 €/pers. en + | + 10 €/pers. en + | + 5 €/pers. en + | + 8 €/pers. en + | + 2 €/pers. en + | | | +29 €/pers. en + |

* I = personne isolée M = couple

Sources : Fonds de Solidarité Logement, Département du Nord